CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

N°26
2020-2021

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 26 | Session ordinaire 2020-2021

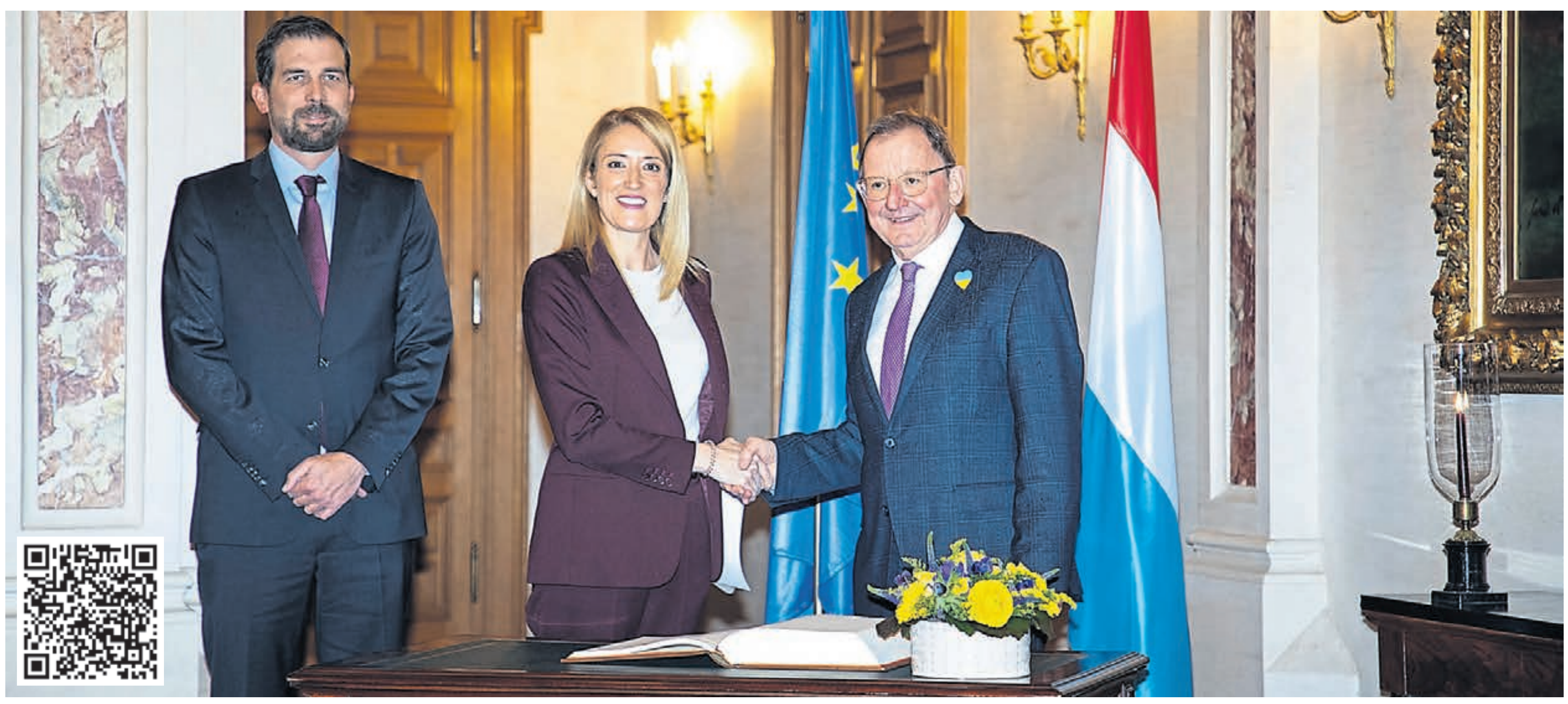
Création d'un Pacte Climat 2.0	p. 875	Sommaire des séances publiques n^{os} 59 à 61	p. 911	59e séance	Mercredi 9 juin 2021
Soutien au développement du logement	p. 889	Sommaire des questions parlementaires	p. Q661	60e séance	Jeudi 10 juin 2021
Mesures de lutte contre la pandémie	p. 898			61e séance	Samedi 12 juin 2021

Offiziell Visitt vun der Presidentin vum Europaparlament

D'Presidentin vum Europaparlament, d'Madamm Roberta Metsola, war de 15. Mäerz 2022 op offizieller Visitt zu Lëtzebuerg.

An deem Kader huet si eng Deklaratioun an der Chamber gemaach an op d'Froe vun den Deputéierte geäntwert, nodeems si vum President vun der Chamber, dem Här Fernand Etgen, an dem President vun der Aussekommissioun, dem Här Yves Cruchten, empfaange gi war a sech an d'Gëllent Buch agedroen hat. Beim Theema Krich an der Ukrain huet d'Madamm Metsola véier Akzenter gesat: Et misst een d'EU onofhängeg vu russescher Energie maachen, d'Gemeinsam Sécherheets- a Verdeedegungspolitik weiderbréngen, d'Versuergung mat Liewensmëttel garantéieren a Solidaritéit an Eenheet grossschreiwen. „Mir hunn eis sécher an am Fridde gespuert, mee dem Vladimir Putin seng Invasioun huet dëse Fridden an Europa zerstéiert, eppes wat mir net erwaart hunn", esou d'Presidentin vum EU-Parlament wärend hirer Interventioun.

D'Presidentin vum Europaparlament Roberta Metsola gouf vum Chamberspresident Fernand Etgen a vum President vun der Aussekommissioun Yves Cruchten empfaangen.



Une délégation parlementaire aux Émirats arabes unis

Visite du pavillon ukrainien dont les murs sont recouverts par des messages de solidarité - de gauche à droite : M. Robert Lauer, ambassadeur, M. Yves Cruchten et M. Marc Spautz, députés, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, M. Yvan Sydorenko, commissaire du pavillon ukrainien, Mme Simone Beissel, députée, et M. Laurent Scheeck, secrétaire général

Une délégation de députés a visité le 12 mars 2022 l'exposition universelle à Dubaï, ouverte depuis le 1er octobre 2021. Huit pavillons étaient au programme de la visite, dont les pavillons japonais, néerlandais, ukrainien, luxembourgeois et portugais.

Lors de la visite de ce dernier, les députés ont souligné les relations exceptionnelles et amicales entre le Portugal et le Luxembourg.

Suite aux évènements actuels en Ukraine, la délégation parlementaire a tenu à visiter le pavillon ukrainien et rencontré le directeur de celui-ci, M. Yvan Sydorenko.

En signe de solidarité, les députés lui ont remis une réplique de la « Gëlle Fra », symbole de la résistance du peuple luxembourgeois pendant les guerres.

Par la même occasion, ils ont ajouté des mots de compassion et de solidarité aux innombrables messages de sympathie recouvrant déjà les murs du pavillon.

Le pavillon luxembourgeois à l'honneur

« Resourceful Luxembourg » est la thématique principale du pavillon luxembourgeois : la réinvention du Luxembourg par soi-même au fil des années grâce à l'usage créatif de ses propres ressources. Les députés se sont renseignés sur les différentes sections qui accentuent chacune les aspects globaux du pavillon : la diversité, la connectivité, la durabilité, le dynamisme et la beauté. Le but est de découvrir le pavillon par les cinq sens, a expliqué la commissaire du pavillon luxembourgeois, Mme Maggy Nagel.

« Il est important pour chaque pays de pouvoir se présenter lors d'un tel évènement universel », a souligné de son côté le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen. Dans le cadre de la visite, il a également donné rendez-vous à des membres de la communauté luxembourgeoise vivant à Dubai au pavillon luxembourgeois.

Dans le pavillon « Mission Possible » des Nations Unies dans le « Opportunity District » de l'Expo 2020 Dubai, les députés ont eu des informations sur les différentes possibilités pour préserver les ressources.

Le Japon accueillera la prochaine exposition universelle qui aura lieu en 2025 à Osaka.

Entrevue avec le Président du Conseil national fédéral des EAU

La délégation parlementaire luxembourgeoise a également eu une entrevue, à Abu Dhabi, avec le Président du Conseil national fédéral (FNC) des Émirats arabes unis, M. Saqr Ghobash, le 13 mars 2022.

Depuis 40 ans, le Grand-Duché de Luxembourg entretient des relations diplomatiques avec les Émirats arabes unis et, depuis dix ans, une ambassade est implantée dans le pays, a rappelé le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors de l'entretien. Des sujets tels que l'Expo 2020 Dubai ou encore le 50e anniversaire du pays l'année dernière ont été abordés.

Actualité oblige, la guerre en Ukraine était un sujet prioritaire. Le Président du FNC a donné des explications sur la motivation des Émirats arabes unis (EAU) de s'abstenir lors d'un vote sur une résolution au Conseil de sécurité des Nations Unies qui visait la condamnation de l'attaque russe en Ukraine. Les EAU opteraient pour le dialogue, a précisé M. Saqr Ghobash.

La question des droits des femmes et la durabilité

Le Conseil national fédéral des Émirats arabes unis est composé de 40 membres dont 20 femmes. Cet exemple de parité devrait servir de « best practice » pour le monde arabe, ont expliqué les membres du FNC, également présents à l'entretien. Le pays se veut également exemplaire dans le domaine de la préservation des ressources et des énergies renouvelables.

En 2023, la conférence mondiale sur le climat COP28 (Conférence des parties) se tiendra aux EAU.

Présentation de la troisième révision de la Constitution

Les rapporteurs des quatre propositions de révision de la Constitution, Mme Simone Beissel (DP), M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), M. Léon Gloden (CSV) et M. Charles Margue (déi gréng), ont fait le point sur les travaux relatifs aux révisions de la Constitution lors d'une conférence de presse le 4 mars 2022.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné que la Constitution révisée permettrait d'avoir un texte adapté au 21e siècle. La campagne d'information du grand public se poursuit, une deuxième brochure sur les révisions de la Constitution sera distribuée à la population lorsque le dernier chapitre « Chambre des Députés et Conseil d'État » sera voté en séance plénière. Une date pour ce vote n'est pas encore fixée.

Les rapporteurs des propositions de révision sont revenus sur les nouveautés du chapitre « Des droits et libertés » par rapport à la Constitution actuelle. Le Président de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, M. Mars Di Bartolomeo, a souligné que ce chapitre se caractérise par des adaptations fondamentales se basant sur l'apport des citoyens.

Le chapitre tiendrait compte d'un équilibre entre les pouvoirs des autorités et la protection des citoyens, a expliqué la rapportrice du chapitre « Des droits et libertés », Mme Simone Beissel. Le chapitre se divise en trois catégories :

- les droits fondamentaux, comme par exemple l'interdiction de la torture, l'inviolabilité de la dignité humaine, le droit à l'intégrité physique et mentale,
- les libertés publiques,
- les objectifs à valeur constitutionnelle.

Cette dernière catégorie est une nouveauté. Il s'agit de lignes de conduite pour le Gouvernement actuel et les Gouvernements futurs, selon la rapportrice. Ces objectifs ne peuvent pas être invoqués en justice, contrairement aux autres catégories. Sous cette catégorie tombent par exemple le droit au logement, la reconnaissance des animaux comme êtres vivants non humains dotés de sensibilité et la protection de leur bien-être, ainsi que la sauvegarde de la biodiversité.

Il s'agit d'objectifs politiques qui empêcheront que la situation se dégrade dans les domaines concernés, a expliqué M. Léon Gloden. C'est le chapitre « Des droits et libertés » qui a subi le plus de changements par rapport à la proposition de révision n° 6030 déposée en 2009, selon le rapporteur du chapitre « Justice ». Avec le texte « Des droits et libertés », l'identité du pays et les valeurs sociétales seraient visées, a souligné le rapporteur du chapitre « Chambre des Députés et Conseil d'État », M. Charles Margue.

De gauche à droite : M. Laurent Scheeck, M. Mars Di Bartolomeo, M. Fernand Etgen, Mme Simone Beissel et M. Charles Margue

La procédure parlementaire pour réviser la Constitution

Chaque chapitre est soumis à deux votes successifs séparés par un intervalle d'au moins trois mois. Un premier vote constitutionnel a déjà eu lieu sur le chapitre « Justice » des révisions de la Constitution. Ce vote a eu lieu le 20 octobre 2021. Le 25 janvier 2022, le chapitre « Organisation de l'État » a été soumis au premier vote constitutionnel à la Chambre des Députés. Le 9 mars 2022, elle a émis un premier vote constitutionnel sur le chapitre « Des droits et libertés ».

Le deuxième vote peut être remplacé par un référendum. En effet, la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national donne la faculté aux citoyens de présenter une demande au Premier Ministre en vue de l'organisation d'un référendum. Actuellement, la procédure de signature est en cours pour le chapitre « Organisation de l'État » jusqu'au 25 mars 2022.

NOUVELLES LOIS

Compte rendu n° 26 | 2020-2021

Fonds Belval

7601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest

Le projet de loi ne comprend que trois articles et a pour objet d'apporter des modifications à la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest, des modifications qui visent principalement à :

- supprimer la condition selon laquelle le Fonds Belval a besoin d'être autorisé au préalable par une loi spéciale pour pouvoir mettre en œuvre un projet d'infrastructures et cela même si le montant de la dépense totale en relation avec le projet ne dépasse pas le seuil fixé par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, à savoir quarante millions d'euros ;
- augmenter la durée de la garantie étatique couvrant le remboursement des emprunts du Fonds Belval de vingt-cinq à cinquante ans ;
- exonérer le Fonds Belval de tous droits, taxes et impôts généralement quelconques au profit de l'État et des communes.

Actuellement, le Fonds Belval a besoin d'être autorisé au préalable par une loi spéciale fixant le montant de la dépense avant de pouvoir mettre en œuvre ses projets, et cela quel que soit le montant de la dépense totale. Le Fonds Belval, bien qu'il ne fasse que réaliser des projets d'infrastructures pour le compte de l'État, a donc en tant qu'établissement public des conditions plus contraignantes pour la réalisation de projets de construction ou de transformation pour le compte de l'État que les administrations publiques.

Pour les projets dépassant les dix millions d'euros (sans dépasser néanmoins le seuil légal de 40 millions d'euros), s'applique la procédure des grands projets d'infrastructure, en vertu de laquelle la Chambre reçoit chaque année une liste de projets pour lesquels son accord de principe est sollicité et pour lesquels le Gouvernement doit présenter ensuite, tous les six mois, un bilan financier des grands projets d'infrastructure dépassant dix millions d'euros à la commission parlementaire compétente.

Dépôt par François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 25.05.2020

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Président : M. Carlo Back) :

10.12.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
04.02.2021	Continuation de l'examen du projet de loi
12.02.2021	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
06.05.2021	Présentation et examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.05.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport
03.06.2021	Clarification des points tenus en suspens
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.06.2021

Loi du 8 juillet 2021

Mémorial A : 2021, n° 550, page 1

Pacte Climat 2.0

7653 - Projet de loi portant création d'un Pacte Climat 2.0 avec les communes et portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

Pour rappel, le Pacte Climat, introduit par la loi du 13 septembre 2012 portant création d'un Pacte Climat avec les communes, offre aux communes un cadre législatif, technique et financier pour faciliter leur intervention dans la lutte contre le changement climatique. Il est arrivé à échéance fin 2020.

L'objet du projet de loi est de porter création d'un Pacte Climat 2.0 avec les communes, et ainsi de continuer de promouvoir l'engagement climatique des communes dans le cadre de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de l'adaptation au changement climatique et de la transition vers une gestion efficace des ressources au niveau communal. Le projet de loi autorise l'État, pendant la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2030, à subventionner les communes s'engageant par la signature d'un Pacte Climat 2.0 à mettre en œuvre sur leur territoire un programme de gestion de qualité en matière d'action climatique sanctionné par l'attribution d'une certification.

Au niveau du soutien financier, le projet de loi fixe trois catégories de subventions :

- une subvention fixe liée à la prise en charge de l'État des frais liés aux conseillers climat généraux et spécialisés, internes ou externes, mis à disposition des communes. Le nombre de jours prestés par le conseiller climat pris en charge par l'État, revu à la hausse de 50 %, varie en fonction de la taille de la commune et est plafonné à 75 jours et à 100.000 euros par an ;
- une subvention variable annuelle (« bonus Pacte Climat 2.0 ») accordée aux communes qui ont atteint un des quatre niveaux de certification. Ce bonus est fonction du nombre d'habitants de la commune (des plafonds correspondant à 10.000 habitants sont prévus), du niveau de certification atteint et du moment où la certification a lieu. Il varie de 8 à 45 euros par habitant ;
- une prime unique de 10.000 euros allouée aux communes qui obtiennent une certification thématique, à l'image de, par exemple, l'économie circulaire, la qualité de l'air, la rénovation énergétique, etc.

Un niveau de certification de 65 % a été rajouté aux catégories qui existaient déjà sous la première mouture du Pacte Climat afin d'encourager les communes qui jusqu'à présent se trouvaient dans la catégorie s'étendant de 50 % à 75 %.

L'État prendra également en charge les frais d'audit et les frais liés à l'administration et à l'assistance technique dans le cadre du Pacte Climat, assurées par le GIE « myenergy ». Le financement de l'ensemble des dépenses liées au Pacte Climat 2.0 sera assuré à travers le Fonds climat et énergie.

Un contrat entre les communes adhérentes et l'État fixe le programme de gestion de qualité ainsi que les montants, critères et modalités d'allocation des subventions.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 25.08.2020

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire (Président : M. François Benoy) :

17.09.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
16.03.2021	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
21.04.2021	Présentation et examen d'une proposition d'amendement
17.05.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
31.05.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.06.2021

Loi du 25 juin 2021

Mémorial A : 2021, n° 482, page 1

Accords aériens avec le Chili et avec le Rwanda

7740 - Projet de loi portant approbation :

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Chili relatif à des services aériens, fait à New York, le 26 septembre 2019 ;

2° de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Rwanda on air services », fait à Luxembourg, le 26 novembre 2019

Le projet de loi porte approbation des deux accords aériens bilatéraux signés en 2019, l'un avec le Chili et l'autre avec le Rwanda.

Ces accords s'inscrivent dans le contexte de la politique poursuivie par le Gouvernement en matière de transports aériens. Cette politique a pour objectif de mettre en place un cadre, constitué d'un réseau d'accords bilatéraux, permettant d'assurer l'avenir des compagnies aériennes luxembourgeoises, en leur procurant un maximum de droits de trafic, ainsi que celui de l'Aéroport de Luxembourg comme plaque tournante internationale pour le trafic de passagers et de fret.

Sur le fond, les deux accords sont largement identiques et contiennent les dispositions que l'on retrouve traditionnellement dans des accords de ce type, à savoir les dispositions concernant les tarifs, les activités commerciales ou encore celles relatives à la sécurité et à la sûreté de l'aviation.

Les principaux éléments contenus dans les accords sont les suivants :

- les définitions arrêtées par la Convention de Chicago, signée à Chicago le 7 décembre 1944 ;
- l'indication des droits octroyés pour l'exploitation des services comme p. ex. le survol, l'escale technique, l'escale commerciale et les libertés de l'air ;
- la désignation des compagnies aériennes respectives pouvant bénéficier des droits octroyés par l'accord : Les accords prévoient la désignation multiple de transporteurs aériens, une pratique qui répond déjà à la politique aéronautique communautaire de ne pas limiter la possibilité de désignation au seul transporteur national ;
- la stipulation qu'une autorisation peut être limitée et retirée si la compagnie aérienne exploitant un service aux termes de l'accord ne se conforme pas aux termes de l'accord, ni aux lois et règlements de la partie contractante ayant délivré l'autorisation ;
- l'exonération, sous certaines conditions, de tous droits de douane, frais d'inspection et autres taxes imposées aux avions utilisés, y compris les droits et taxes appliquées aux équipements normaux, le carburant, les pièces de rechange, les provisions de bord, etc. ;

- les principes déterminant la capacité de transport de biens fournie par chaque compagnie aérienne désignée. La capacité doit être telle qu'elle lui permet, à un taux de remplissage raisonnable, de fournir les services convenus en tenant pleinement compte des exigences de l'exploitation de lignes aériennes directes ;

- la procédure d'établissement des tarifs ;

- l'application des lois et règlements internes des deux parties contractantes. Les lois, réglementations et procédures d'une partie contractante relatives à l'admission, au séjour ou au départ de son territoire des aéronefs assurant la navigation aérienne internationale ou à l'exploitation et à la navigation de ces aéronefs doivent être respectées par le ou les transporteurs aériens de l'autre partie contractante à l'entrée, au départ et pendant le séjour sur ledit territoire ;

- l'engagement des parties contractantes de faire respecter les conventions internationales existantes en matière de sûreté de l'aviation civile ;

- le transfert des excédents de recettes réalisés sur le territoire de l'autre partie contractante ;

- le principe de la consultation périodique entre les autorités aéronautiques ;

- la procédure de règlement des différends ;

- l'engagement d'adapter l'accord à toute convention multilatérale ultérieure, liant les parties en matière aéronautique ; et

- l'égalité des chances des entreprises désignées, la sauvegarde de leurs intérêts mutuels ainsi que la primauté de l'intérêt du public.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.12.20200

Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Président : M. Carlo Back) :

06.05.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
20.05.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.06.2021

Loi du 30 juin 2021

Mémorial A : 2021, n° 493, page 1

Prolongation de l'abattement fiscal pour propriétaires

7801 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021

Le présent projet de loi a pour objet de prolonger l'abattement fiscal introduit dans le cadre de la loi budgétaire pour l'exercice 2021 au bénéfice des propriétaires qui renoncent à une fraction des loyers dus par les locataires.

Le 20 mai 2020, le Gouvernement avait présenté le plan de relance « Neistart Lëtzebuerg », qui avait pour objectif de poser les jalons pour un nouveau départ de l'économie luxembourgeoise à la suite de la crise sanitaire liée au Covid-19. Une des mesures du paquet visait à faire bénéficier aux bailleurs, louant tout ou partie de leurs immeubles dans le cadre de contrats de baux commerciaux, d'un abattement fiscal correspondant à deux fois le montant de la réduction de loyer accordée jusqu'à hauteur de 15.000 euros pour l'année civile 2020.

Au vu du coût très important que représente le loyer pour les locataires qui exercent une activité commerciale, industrielle ou artisanale, la réduction partielle voire totale des loyers à payer permet d'améliorer considérablement la trésorerie des locataires concernés, et surtout pour ceux impactés par l'interdiction d'exercer des activités commerciales et artisanales accueillant du public, notamment dans le secteur Horeca.

La crise sanitaire, qui persiste au-delà l'année 2020, a engendré la prolongation d'un certain nombre de mesures sanitaires impactant la vie économique de manière conséquente.

Considérant que cette situation continue d'affecter le secteur Horeca et une partie des acteurs dans le commerce, le présent projet de loi vise à étendre l'application de l'abattement fiscal pour réductions de loyers accordées. Ainsi, il est proposé que les bailleurs, qui vont réduire au titre de l'année civile 2021 les loyers des entreprises dans le cadre de baux commerciaux, auront droit à un abattement fiscal correspondant à deux fois le montant de la réduction de loyer accordée jusqu'à hauteur de 15.000 euros par immeuble ou partie d'immeuble et par contrat de bail commercial.

Cette mesure d'incitation fiscale, qui s'inscrit dans un catalogue de mesures spécifiques pour les entreprises particulièrement touchées par les mesures sanitaires prises depuis le deuxième confinement, ainsi que la prolongation de la majorité des dispositions fiscales prises au courant de l'état de crise, permet donc de continuer à favoriser la réduction des coûts fixes des entreprises. Par ailleurs, la reconduction de la mesure permet de prendre en compte les revendications formulées à ce titre par certaines chambres professionnelles au cours des derniers mois.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.04.2021

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président : M. André Bauler) :

17.05.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
21.05.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.06.2021

Loi du 21 juin 2021

Mémorial A : 2021, n° 471, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie

7836 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Le présent projet de loi prévoit un certain nombre de nouveaux assouplissements par rapport aux mesures actuellement applicables sous l'égide de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie (« loi Covid »). Ces modifications trouvent leur fondement dans la situation épidémiologique actuelle et dans l'évolution généralement favorable des indicateurs d'évaluation.

Certains des assouplissements s'inscrivent dans la mise en œuvre du certificat Covid numérique de l'Union européenne, dont l'entrée en vigueur au niveau de l'Union européenne (UE) est prévue pour le 1er juillet 2021 et qui sera déployé au niveau national avec l'entrée en vigueur de la nouvelle mouture de la loi Covid.

Le projet de loi prévoit d'introduire un régime CovidCheck applicable à des établissements accueillant un public, à des manifestations ou événements, dont l'entrée en est réservée aux seules personnes pouvant se prévaloir d'un certificat prouvant qu'elles sont soit vaccinées, soit rétablies, soit testées négatives, ou aux personnes qui présentent un test autodiagnostique servant au dépistage du virus Sars-CoV-2 réalisé sur place et dont le résultat est négatif. Sont soumis à cette obligation non seulement les clients des établissements visés, les spectateurs ou les participants des manifestations ou événements concernés, mais aussi le personnel de ces établissements et les organisateurs et encadrants des manifestations ou événements dès lors qu'ils sont présents au moment de la manifestation proprement dite.

Le régime CovidCheck doit être préalablement notifié par voie électronique à la Direction de la santé et affiché de manière visible lors de l'événement.

Les autres mesures prévues par le projet de loi peuvent être résumées comme suit :

1) suppression du couvre-feu.

2) pour le secteur Horeca :

- suppression des limites aux horaires d'ouverture ;

- deux options pour le fonctionnement :

• exploitations fonctionnant selon le régime CovidCheck : dans ce cas, les mesures sanitaires strictes telles que port du masque, distanciation physique, nombre de personnes limité par table ne s'appliquent pas ;

• exploitations fonctionnant sans être soumises au régime CovidCheck : ces établissements doivent continuer à respecter des conditions strictes, à savoir :

1. port du masque obligatoire pour le personnel en contact avec les clients et pour les clients lorsqu'ils ne sont pas assis à table ;

2. consommation à table obligatoire ;

3. respect d'une distanciation d'un mètre et demi pour les tables placées côte à côte ;

4. nombre limité de clients par table, dix en terrasse, quatre à l'intérieur ;

- les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons sont uniquement autorisées si l'événement auquel elles se rattachent est organisé sous le régime CovidCheck ;

- l'interdiction de la consommation sur place à l'intérieur des centres commerciaux ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport est abolie.

3) à l'intérieur des exploitations commerciales : suppression de la surface minimale de dix mètres carrés par client.

4) en ce qui concerne les rassemblements :

- à domicile ou à l'occasion d'événements à caractère privé : possibilité d'inviter jusqu'à dix visiteurs (ou plus, si les personnes font partie du même ménage ou si elles cohabitent) ;

- les rassemblements en dehors du domicile peuvent avoir lieu dans les conditions suivantes :

• jusqu'à dix personnes : sans restriction ;

• entre onze et cinquante personnes : obligation de port du masque et du respect d'une distance minimale de deux mètres ;

• entre cinquante-et-une et trois cents personnes : obligation de port du masque, de places assises et du respect d'une distance minimale de deux mètres. Ces restrictions ne sont pas applicables si le rassemblement tombe sous le régime CovidCheck ;

• au-delà de trois cents et jusqu'à deux mille personnes au maximum : avec protocole sanitaire (dont les éléments sont définis dans le projet de loi) à accepter préalablement par la Direction de la santé ;

• l'interdiction de consommer de l'alcool sur la voie publique est abolie.

5) pour les activités sportives et de culture physique :

- superficie minimale de dix mètres carrés par personne exerçant une activité sportive ou de culture physique (comme sous l'égide de la loi actuelle) ;

- jusqu'à dix acteurs sportifs sans autres restrictions ;

- au-delà de dix sportifs :

• distanciation d'au moins deux mètres ou obligation de port du masque entre les acteurs sportifs ou de culture physique ;

• ces restrictions ne s'appliquent pas aux manifestations sportives organisées sous le régime CovidCheck ;

• conditions pour pouvoir participer à des compétitions : autotest négatif réalisé sur place, sauf si la personne est vaccinée, rétablie ou testée négative ;

• les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons sont uniquement autorisées si l'événement auquel elles se rattachent est organisé sous le régime CovidCheck.

6) pour les activités artistiques :

- l'obligation de distanciation physique et de port du masque ne s'applique pas aux acteurs de théâtre et de film, aux musiciens, ainsi qu'aux danseurs qui exercent une activité artistique (professionnelle ou non).

7) pour les activités musicales (intérieur et plein air) :

- jusqu'à dix personnes sans obligation de port du masque ou de distanciation physique ;

- entre onze et cinquante musiciens : observation d'une distance minimale de deux mètres ;

- ces restrictions ne s'appliquent pas lorsque l'activité musicale se déroule sous le régime CovidCheck ;

- les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons sont uniquement autorisées si l'événement auquel elles se rattachent tombe sous le régime CovidCheck.

8) concernant la protection des personnes vulnérables dans les maisons de soins, réseaux d'aides et de soins et établissements hospitaliers, le projet de loi prévoit l'insertion dans la loi Covid de certaines dispositions de la proposition de loi 7808[1], dont la mise en place d'un cordon sanitaire :

- obligation d'un test négatif à l'entrée pour les personnes entrant de manière occasionnelle (visiteurs et sous-traitants) ;

- obligation d'un test négatif trois fois par semaine pour le personnel de la structure en contact avec les personnes vulnérables.

Les personnes pouvant faire preuve d'un des certificats attestant la vaccination, le rétablissement ou le résultat d'un test négatif sont exemptées de ces obligations.

9) concernant l'enseignement (y compris péri- et parascolaire) :

- obligation de port du masque seulement à l'intérieur du bâtiment.

10) concernant la mise en quarantaine :

- exemption de la mise en quarantaine (après le contact avec une personne infectée) de la personne complètement vaccinée ou rétablie.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 04.06.2021

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

07.06.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
10.06.2021	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État et des amendements gouvernementaux
20.05.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport
11.06.2021	Présentation et examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État et d'une deuxième série d'amendements gouvernementaux
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.06.2021

Loi du 12 juin 2021

Mémorial A : 2021, n° 442, page 1

Le saviez-vous ?

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

[1] Proposition de loi 7808 relative à la stratégie de dépistage du virus Covid-19 dans les structures pour personnes vulnérables et dans les réseaux d'aides et de soins ; dépôt : M. Michel Wolter, le 23.04.2021.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter**
   - M. Michel Wolter
3. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la rentrée scolaire 2021-2022**
   - Exposé : Mme Francine Closener
   - Débat : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1) - M. Gilles Baum - Mme Josée Lorsché - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Motion 1 : M. Gilles Baum - Mme Myriam Cecchetti - M. Fred Keup - Mme Josée Lorsché - M. Sven Clement
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
4. **7815 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle**
   - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum
   - Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fred Keup - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. **7816 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail**
   - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum
   - Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. **7801 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021**
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   - Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Dan Biancalana - M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. **Changement de composition du Comité de discipline**
   - M. Fernand Etgen, Président
8. **7653 - Projet de loi portant création d'un Pacte Climat 2.0 avec les communes et portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat**
   - Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. Carlo Back (intervention de M. Léon Gloden)
   - Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen - M. Aly Kaes
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter

Da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Michel Wolter gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Fënnef Minutten hunn ech. Majo, ech hunn elo Gefalen dru fonnt. Wann s de als Oppositiounspolitiker an der Situatioun bass, dass de déi éischte Kéier eppes duerchkriss, da kënns de op de Goût.

(Interruptions et hilarité)

Voilà! A vu dass ech elo um Goût sinn an an der Suite vun enger Proposition de loi, déi ech hei den 28. Abréll deposéiert hunn, wéll ech elo nach eng deposéieren. An zwar geet et ëm Follgendes: Dir kënnt Iech drun erënneren, dass, ier de CGDIS geschaaft ginn ass, dervu geschwat ginn ass, dass d'Répartition des frais am CGDIS tëschent dem Staat an de Gemenge fifty-fifty wär: 50 % fir d'Gemengen a 50 % fir de Staat.

Ech hunn den 28. Abréll eng Proposition de loi deposéiert, well ech festgestallt hunn, dass duerch en Trick - vläicht e legalen Trick, mee awer en Trick - deen Deel vun de Recetten, deen aus der Netaffektatioun vun den TVAen, deemools 2015 de Gemenge virenthale ginn ass an awer bis haut legal Gemengesue sinn, eigentlech am Dekont vum CGDIS de Gemenge virenthale gëtt an eigentlech, wann een dat esou richteg hëlt, op de Kont vum Staat iwwerdroe gëtt. Dat ass fir mech absolutt net akzeptabel gewiescht.

Ech hu beim Depot vun där Proposition de loi och monéiert, dass d'Bilane vum CGDIS fir d'Joren 2018, 2019 an 2020 net public wären. Dat ass entre-temps geschitt. Ech hunn déi Bilanen da gekuckt. An do muss ech soen: Dat, wat ech do gelies hunn, dat schléit dann awer dem Faass d'Kroun aus dem Gesiicht - wéi e Kolleeg vu mir ëmmer gesot huet -, well et stellt sech nämlech elo eraus, Dir Dammen an Dir Hären, dass de Staat net nëmmen de Gemengen d'Sue vun der TAV virenthält all Joer, mee dass de Staat säin Apport initial net bruecht huet.

Dat heescht, den Apport initial vum CGDIS, esou wéi en haut an de Bicher vum CGDIS steet, dee resuméiert sech op 119.241.000 Euro, déi exklusiv an integral vun de Gemenge bruecht gi sinn. Eemol 12,5 Milliounen als Kapital an eemol 106.741.000 Euro, déi an d'Reserv gesat gi sinn, fir Investissementer. De Staat huet als Contrepartie 0 Euro bis elo abezuelt.

An och dat, muss ech Iech soen, Dir Dammen an Dir Hären, ass fir mech en absolutten No-Go. Geet guer net! Geet awer, well am Text vum Gesetz vun 2018, wat ech awer der Meenung war, wat net hätt missen onbedéngt do stoen, net expressis verbis stoung, dass de Staat seng Contrepartie och géif bezuelen. Aus dem Fait, dass dat net am Artikel 125 vum Gesetz steet, huet de Staat d'Konklusioun gezunn, dass hien elo emol seng 119 Milliounen net brauch anzebezuelen.

An dat bréngt - an elo géif ech d'Buergermeeschteren an d'Buergermeeschteschen ewer bieden nozelauschteren - eis dann awer zu där grotesker Situatioun, dass bis haut, also bis op den 31. Dezember 2020, den Apport vun de Gemengen am CGDIS sech op 283.530.750 Euro beleeft an den Apport vum Staat am CGDIS op 56.286.724 Euro. Dir hutt richteg héieren! Bis haut hunn d'Gemengen 83,44 % vum CGDIS bezuelt an de Staat ganzer 16,56 %.

Ech komme mer, léif Kolleegen, nees vir wéi an der Zäit vu fënnef Sechstel. Mee et ass en anere fënnef Sechstel! Et ass ee fënnef Sechstel, deen am Prinzip e Fifty-Fifty sollt sinn an dee sech erausstellt als - wat ech haut géif qualifizéieren - e legaliséierte Vol un de Gemengen.

Dofir deposéieren ech eng weider Proposition de loi, vun där ech gär hätt, dass se géif traitéiert ginn an och dem Vott hei vun der Chamber virgeluecht ginn, fir duerch en Ajout am Artikel 125 vum Gesetz iwwert de CGDIS derbäizeschreiwen: « L'État verse au CGDIS un montant identique à celui des avoirs du Fonds pour la réforme des services de secours. »

Domadder géife mer sécherstellen, dass déi 119 Millionen, vum Staat och an de CGDIS bäigefüügt ginn. Wat fir d'Gemengen deen net onwesentlechen Avantage nach hätt, dass ee bei zukünftegen Investitiounen op déi Reserven an op déi 108 Millioune Reserven, déi d'Gemengen drageleecht hunn, kann zréckgräifen. Geschitt dat net, da geet d'Part vun de Gemengen an deenen nächsten Investissementsjoren an Investissementer nach eng Kéier an d'Luucht, well de Staat sech dann definitiv iwwer eng 150, 160, 180 Millioune à décharge vun de Gemengen eigentlech ofgeluecht huet.

Här President, an deem Sënn - an et deet mer leed, dass et an zwou Etappe geschitt ass, mee déi zweet Etapp kënnt eeben doduerch, dass ech d'Bilane vum CGDIS eréischt no där éischter eigentlech zur Verfügung hat, fir dat ze analyséieren - géif ech dann en complément vu menger Proposition de loi vum 28. Abréll, wou ech proposéieren den Artikel 62 vum Gesetz ëmzeänneren, hei eng Proposition de loi deposéieren, wou mer den Artikel 125 vum Gesetz géifen änneren.

Ech hu kee Problem domadder, dass de Conseil d'État déi zwee géif mateneen aviséieren, fir dass mer och kënnen an enger Kéier déi Saach an der zoustänneger Kommissioun diskutéieren.

Villmools merci.

***7842** - Proposition de loi portant modification de l'article 125 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un corps grand-ducal d'incendie et de secours*

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter.

3. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la rentrée scolaire 2021-2022

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Schoulrentrée 2021/2022, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Här Gilles Baum, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fred Keup, den Här Sven Clement an d'Madamm Djuna Bernard. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Francine Closener als Vertriederin vun der LSAP-Fraktioun. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt mer eis haut eng Stonn Zäit huelen, fir iwwert d'Schoulrentrée ze schwätzen. Well och wann - hoffentlech! - am September e Presenzunterrecht gehale wäert kënne ginn, och da gëtt et awer keen einfache „back to normal".

Déi Jonk sinn déi, déi mat am meeschten ënnert der Pandemie gelidden hunn. Et ass ganz gutt, datt dee Constat vun ëmmer méi Leit gedeelt gëtt. Well d'Kanner an déi Jugendlech fille sech mat hire Suergen dacks vergiess, vun der Politik iwwersinn an am Stach gelooss. Dat geet aus villen, och internationalen Ëmfroen ervir. An duerfir mussen déi Jonk an hiert Uleies zum Theema Nummer 1 op eiser politescher Agenda ginn.

An deem Sënn begréissen ech et, datt den Educatiounsminister virun e puer Deeg eng ganz Rei vun Initiative lancéiert huet, fir zesumme mat den Acteuren aus der Schoul e Bilan ze zéie vun deem leschte Schouljoer. Et ass richteg ze kucken, wat dëst Joer gutt gelaf ass a wat manner, wat ee soll a wat ee ka bäibehalen a wat och laangfristeg muss geännert ginn. Op där anerer Säit leeft jo awer d'Schoulorganisatioun fir dat nächst Joer elo un, soudatt och elo eng Rei Decisioune musse geholl ginn.

Här President, ech géif gären op véier Theemefelder agoen.

Dat éischt Theema ass dat sanitäert Konzept fir d'Schoul. Lëtzebuerg huet et fäerdegbruecht, am Géigesaz zu ganz villen anere Länner, d'Schoulen zum allergréissten Deel opzebehalen. Dat ass eng Leeschtung an dat ass alles anescht wéi selbstverständlech! Awer et goung natierlech net ouni Homeschooling, ouni A- a B-System, Masken, Tester, Quarantän a villen, villen Ongewëssheeten. An d'Fro, déi sech opdrängt, ass déi, wéi et d'nächst Joer wäert weidergoen.

Bei den aktuellen Zuele schéngt, wéi gesot, e Presenzunterrecht, wéi mer e viru Corona kannt hunn, realisabel. Trotzdeem muss een op alles virbereet sinn. Déi Deltavariant zum Beispill trëfft jo besonnesch déi Jonk. Mir gesinn dat zum Beispill a Groussbritannien. An déi Jonk si jo bei eis nach net un der Rei, fir geimpft ze ginn. Et ass also wichteg ze wëssen, wat elo d'Strategie ass fir déi nächst Méint, virun allem awer och fir den Hierscht, wann d'Schoul erëm ugeet. Dat, wat déi Jonk guer net gutt verdroen hunn, dat waren déi stënterlech Changementer - eeben d'Ongewëssheet. Si brauchen, souwäit et eebe geet, e klore Plang, zouverlässeg Aussoen, zouverlässeg Strukturen. Dofir wier et wichteg, elo déi verschidden Zenarien ze definéieren an och ze kommunikéieren.

Zweet Theema: d'Opschaffe vun de Léierréckstänn. Un deenen allerwéinegste Schüler ass d'Pandemie spuerlos erlaanschtgaangen. Déi sozial awer och déi schoulesch Entwécklung hu gelidden. Duerfir muss een e Konzept hunn, wéi een déi entstane Lacunne kann opschaffen. D'Épreuves standardisées hunn eis jo awer och kloer gewisen, datt bäi Wäitem net alles roseg ass an eiser Schoul an datt déi sougenannte „Bildungsschéier", wéi gefaart, nach weider auserneegaangen ass. An anere Wierder: D'Ongläichheeten an der Schoul, och duerch d'Schoul, sinn nach méi grouss ginn. D'ÉpStan-Resultater weisen dat. An d'Problemer komme ganz fréi an der Grondschoul. Am Cycle 3.1 sinn d'Leeschtungen am däitschen Oral däitlech méi schlecht ginn. A beim Liesverstoe geet déi Bildungsschéier da wäit op. Wärend d'Kanner aus engem sozioekonomesch favorabelen Ëmfeld souguer Punkte konnte bäileeën, verléieren déi sozial benodeelegt Kanner u Punkten. Och am Secondaire hu quasi all d'Schüler aus den „ënneschte 25 %" Punkten agebéisst. Dat kann een net ignoréieren. Ons beonrouegen déi Feststellungen op alle Fall.

Mir sinn deene Jonken et schëlleg, datt si déi Léierréckstänn kënnen opschaffen. Si kënnen net fir d'Pandemie! Si hunn op hir Fräiheete verzicht, si hu sech solidaresch an zum allergréissten Deel och exemplaresch verhalen, an et ass elo eis Flicht, derfir ze suergen, datt hir schoulesch an duerno berufflech Karriär net dorënner leit. Duerfir muss d'Schoul elo kënne reagéieren.

De Minister huet als Reaktioun dat däitsch Hörverstehen zur Prioritéit erkläert. De Minister huet och op en Neits eng Summerschool annoncéiert. An d'Virbereedungen, fir déi zwou Wochen an der Summervakanz Nohëllef ze ginn, déi lafen.

Allerdéngs froe mir eis, ob dat duergeet. Et sinn, esou héiert een, fënnef Coursë vun allkéiers zwou Stonnen, also zéng Stonne geplangt, dat op fräiwëlleger Basis an der grousser Vakanz virun der Rentrée. Ass dat wierklech genuch, fir déi gewënschte Remise à niveau ze kréien? Virun engem Joer, an Dir erënnert Iech dorun, hu mer jo e ganze Pool opgebaut mat 400 Leit, déi geholl hunn, fir datt, trotz Pandemie, d'Organisatioun an der Schoul an an de Maisons relais fonctionéiert. Firwat déi Iddi net relancéieren?

Ech kéint mer zum Beispill eng Campagne virstellen ënnert dem Motto „Solidaritéit mat eise Jonken". Firwat net ënnert dem Statut vum Chargé d'éducation Leit rekrutéieren, déi an enger Testphas dat éischt Trimester Nohëllef ginn an zwar gezilt deene Schüler, déi et dréngend brauchen? Also eng permanent Begleedung iwwer e gewëssenen Zäitraum. Déi Chargéë kriten, esou kéint ech mer dat virstellen, eng Tâche d'appui. D'Enseignanten an der Grondschoul, am Conseil de classe am Secondaire kéinten elo den Optrag kréien, fir bis de 15. Juli festzeleeën, wéi eng Schüler d'office mussen Nohëllef kréien a fir wien een Appui facultatif sollt kënnen ugebuede ginn.

Nach eemol: Et ass eis Flicht, der ëffentlecher Schoul all d'Moyenen ze ginn, fir déi Jonk erëm séier op d'mannst op deen Niveau ze bréngen, wou se ouni Pandemie wieren!

Esou ee Konzept kéint och e grousse Schrëtt sinn a Richtung professionell a gratis Nohëllef, zu där sech d'Regierung am Koalitiounsaccord engagéiert huet a wat fir d'LSAP e wichtegt Instrument ass, fir och deene Kanner eng Chance ze ginn, fir matzehalen, deene Kanner, déi doheem keen hunn, dee mat hinnen drummt.

An deem Kontext kann ee sech och d'Fro stellen, ob een net a puncto Contingent muss nei Weeër goen. Och dat ass en Uleies, dat ee vu villen Enseignanten a ville Gemengen héiert.

D'Theema dräi dann: de Bien-être vum Kand. D'Santé mentale ass zanter e puer Méint in aller Munde. An dat ass och gutt esou. All Psycholog weess, datt e Kand, dat Suergen an Ängschten huet, net gutt ka léieren. Dann ass am Kapp keng Plaz méi fir Mathé a Franséisch. Ech hunn et hei schonn eng Kéier gesot: Fir déi schoulesch Reussite ass et ganz einfach indispensabel, datt et dem Kand och mental gutt geet.

De Bien-être vun de Kanner, an iwwregens och dee vun den Enseignanten, ass eent vun de wichtegsten Theemen an der Educatioun! Et gëllt, Tabuen ze briechen, Vertrauensrelatiounen ze schafen an de Kanner ouni Hürden déi Hëllef ze ginn, déi se

brauchen. Den Enseignant ass natierlech e ganz wichtegen Uspriechpartner, dat ass evident, mee hien eleng kann awer och net alles stemmen. Dat geet einfach net! Hie soll sech jo haaptsächlech op d'Enseignéiere konzentréieren.

Duerfir menge mer, datt d'Fuerderunge vum Jugendparlament a villen aneren net vun der Hand ze weise sinn. An am Januar hu mir hei als Chamber och selwer eng Motioun gestëmmt, déi d'Regierung invitéiert, eng reegelméisseg Interventioun vu Psychologen an der Grondschoul virzegesinn. Et geet drëm, d'Hemmschwell, d'Beréierungsängscht vun de Kanner ofzebauen an eventuell Problemer matzäiten ze erkennen an ze behandelen. Wann den Enseignant mam Educateur aus der Maison relais a mat engem Psycholog systematesch zesummeschafft an natierlech och d'Elteren dann nach mat an d'Boot geholl ginn, da kann dat dem Kand jo awer dach nëmmen zeguttkommen. Da kréie mer effektiv déi holistesch Vue vum Kand, déi mer brauchen.

Dee leschten Theemeblock: Et wäert eng Zäit no Corona ginn, och an der Schoul. An dorobber freet jiddweree sech. An da muss den Akzent awer och nees méi op d'Pedagogik geluecht ginn. Wat wëlle mer eise Kanner eigentlech iwwerhaapt vermëttelen? Wat sinn d'Ziler vun deem ganze Schoulparcours?

Interessant Piste liwwert do den ONQS, den Observatoire national de la qualité scolaire. Dee schreift vun engem „cadre curriculaire pour l'ensemble de la scolarité". Also eng Strategie fir all Fach vum éischte Schouljoer bis bei d'Première. Dat gëtt et haut esou net. Besonnesch bemierkbar mécht dat sech beim Switch, beim Wiessel vun der Grondschoul an de Lycée. Mir begréissen et, datt verschidde regional Direktiounen elo hir Acteuren derzou unhalen, emol tëscht deene verschiddenen Zyklen am Fondamental esou e Curriculum opzestellen. Dat ass eng gutt Saach, e gudden Ufank, allerdéngs och natierlech erëm eng zousätzlech Charge de travail fir den Enseignant. Och do, mengen ech, brauche mer nach méi eng grouss Zesummenaarbecht vun allen Acteuren.

Ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt elo déi richteg Zäit ass, fir vill Problemer vum Genre: „O, dat war schonn ëmmer esou.", unzegoen. Zum Beispill fir och Programmer ze entlëften op Basis vun der Definitioun vun de Contenus essentiels, déi jo och an der Pandemie applizéiert gi sinn. Dat ass dach keng schlecht Basis.

Här President, ech kommen zum Schluss. All Kris ass och eng Chance, dat wësse mer. Da kommt, mir notzen déi Chance elo a maachen eis Schoul an eisen Unterrecht besser! Mir schaffe Retarden op, iwwerschaffen, entlëften d'Programmer, mer suergen derfir, datt d'Kanner sech sécher a gutt spieren an der Schoul an notzen d'Geleeënheet, fir eng aner Pedagogik anzeféieren, mam Bléck op d'Stäerkte vum Kand a mam Bléck op d'Kompetenzen, déi déi Jonk haut a muer brauchen.

Mir als LSAP si gewëllt, eis deem Defi ze stellen, zesumme mat den Enseignanten - si wëssen, wéi et geet -, mam Observatoire vun der Schoulqualitéit - seng Recommandatioune leien um Dësch -, mat den Elteren - si kennen hir Kanner am beschten - an zesumme mat de Schüler - si erwaarden, zu Recht, datt een net just iwwert si schwätzt, mee mat hinne schwätzt. An dat ass richteg, well et geet jo schliisslech ëm hir Zukunft.

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President, an och villmools merci der Madamm Closener fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn zur Schoulrentrée. An ech hunn eng Partie ... Ech hu leider nëmme fënnef Minutten, dofir muss et séier goen, mee ech hunn awer eng Partie Hausaufgabe fir den Här Minister Meisch.

Ech hu mer dat Ganzt opgedeelt an dräi Punkten: eemol Covid, eemol d'Bildung speziell an eemol d'Wuelbefannen.

Wann ech beim Covid ufänken, da wëll ech do véier Punkten ernimmen. Éischtens: Mir brauchen e kloert an e kohärent Impfkonzept. Ech mengen, d'Madamm Closener huet dat och gesot. Ech denken, datt d'Enseignantë bis de September geimpft sinn. Wann net, da musse mer kucken, datt se bis de September geimpft sinn. A mir brauchen awer genau dat selwecht fir d'Kanner a fir déi Jugendlech. Mir mussen et elo plangen an och kommunizéieren.

Dat Zweet: Mir brauchen e CovidCheck-Konzept fir an de Schoulen. De CovidCheck gëtt iwwerall agesat, firwat net an de Schoulen? Dat heescht, och do déi dräi Grénn: geimpft, geneesen a getest. Wann een dat huet, dann huet ee méi Fräiheeten. Da muss een d'Konsequenzen upassen. Also muss een och do iwwert d'Maskendroen an der Schoul diskutéieren. Am Prinzip misst dat elo scho geschéien, well déi Jugendlech kënnen u sech op ee Covidcheck-Bal goen, mee an der Schoul musse se nach ëmmer mat der Mask dosëtzen. Da solle mer eeben dräimol an der Woch testen, da si mer CovidCheck-konform.

Drëttens dann een Noutfallplang, falls d'Inzidenzzuelen erëm eng Kéier eropginn. Dat heescht, een Hygièneskonzept, e klore Stufeplang kommunizéieren, fir datt jiddweree weess, wou en drun ass. Homeschooling - wann dat nach eng Kéier muss sinn -: Mir brauchen ee klore Bilan a mir mussen dat upassen, wou et net gutt geklappt huet u sech mam Zil, datt egal a wéi enger Klass een ass, egal wou ee wunnt, egal wat engem seng Eltere sinn, et muss een déi selwecht Ausgangsbedéngungen hunn. Dozou gehéiert u sech och e gratis Internetuschloss, déi néideg Software, Hardware. A mir brauchen och en Tool, och fir d'Zukunft en Tool fir Onlineprüfungen.

Dee véierte Punkt zu Covid dat ass: Mir hunn nach ëmmer Kanner, déi u sech am Homeschooling sinn, well se vulnerabel sinn oder well vläicht d'Eltere vulnerabel sinn. Mir brauchen hei kloer Perspektive fir dës Kanner, well dat kënnen net déi sinn, déi herno d'Coronaaffer sinn.

Da kommen ech bei deen zweeten Deel, de Bildungsdeel - an och do véier Punkten.

Éischtens: Natierlech, et geet dorëms, fir déi Retarden opzeschaffen, déi entstane sinn. An do kann ech just déi Motioun, déi mer d'lescht Joer hei u sech zimmlech déi selwecht Zäit erabruecht hunn, widderhuelen. Déi Motioun war eestëmmeg ugeholl ginn. Ech fanne just, datt se net esou ëmgesat ginn ass. An do fannen ech, Här President, musse mer eis d'Moyene ginn, wann emol eng Kéier eng Motioun ugeholl gëtt, datt mer och d'Kontroll maachen, ob dat ëmgesat gëtt.

Mir hunn nämlech gefrot gehat, datt individuell Problemer, datt déi kënnen detektéiert ginn an datt déi dann och individuell cibléiert Hëllef kréien. Déi gratis Hausaufgabenhëllef, wéi d'Madamm Closener se gefrot huet, hate mer och eng Kéier hei an enger Motioun ofstëmme gelooss. Déi war leider refuséiert ginn.

Mir brauchen also individuell Hëllef. An dat ass eppes aneschters wéi d'Summerschool. Summerschool héiert sech gutt un. D'lescht Joer war et e bësse Chaos. Ech weess net, ob se evaluéiert ginn ass. Ech hoffen, datt se dës Kéier da besser leeft. Mee d'Fro ass wierklech: Kënnt d'Hëllef do un, wou se gebraucht gëtt?

Dat Zweet: Mir brauchen déi noutwendeg Upassungen un der Contingentsberechnung, eemol wéinst Covid, mee awer och allgemeng. De System muss adaptéiert ginn, fir datt wierklech déi Kanner, déi aus sozial méi schwaache Famillje kommen, och déi Hëllef kréien, déi se brauchen.

Drëttens: Dat noutwendegt Personal muss agestallt ginn. Ech hunn elo net genuch Zäit, fir dorop zréckzekommen. Mir haten ee Fënnefjoresplang eng Kéier gefrot. Du war en nach net prett, virun e puer Wochen. Ech weess net, vläicht ass en elo prett. An d'Interpellatioun iwwert den Enseignementsberuff hoffen ech jo, datt mer déi d'nächst Woch oder d'iwwernächst Woch kréien.

An da kommen ech bei dee véierte Punkt an dat ass deen, deen u sech am erschreckendsten ass, dat ass d'Bildungsschéier. D'Bildungsschéier muss méi zesummegoen. Ben, de Minister an ech mengen och déi Verantwortlech vun der Uni, déi ware bei den Épreuves standardisées relativ frou festzestellen, datt et u sech net vill méi schlecht ginn ass. Mee et ass schonn extreem schlecht. Hei zu Lëtzebuerg hunn d'Kanner aus de sozial schwaache Milieue vill manner Chancë fir weiderzekomme wéi an eisen Nopeschlänner. An dat ass net akzeptabel. Do geet et net duer, fir ëmmer erëm Etüden ze maachen. Mir mussen do ee konkreeten Aktiounsplang maachen, konkreet Mesurë festhalen, kucken, wéi mer déi Mesurë kënnen evaluéieren. Wa se eppes bréngen, setze mer se virun ëm, wa se näischt bréngen, musse mer virun de Problem richteg ugoen.

An an deem Sënn wäert ech och eng Motioun hei deposéieren, fir eebe wéi gesot ee schlëssegt Konzept an dësem Sënn, fir d'Bildungsschéier erëm méi no beieneenzekréien, ze erschaffen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant l'importance de l'enseignement pour l'avenir des enfants et des jeunes ainsi que pour la cohésion sociale du pays ;

- rappelant que l'année scolaire 2019/2020 a été affectée considérablement par la pandémie dite Covid-19 ;

- considérant que l'écart des performances scolaires des enfants issus de familles socialement défavorisées par rapport à leurs condisciples issus de familles plus aisées est plus important au Luxembourg que dans les pays limitrophes ;

- considérant que l'écart des performances scolaires des enfants dans un contexte socio-démographique a été constaté par différentes études, dont l'édition PISA 2018 ;

- considérant que selon la dernière édition de l'étude « Épreuves standardisées » menée par le « Luxembourg Center for Educational Testing » de l'Université du Luxembourg le fossé éducatif se creuse davantage suite aux répercussions de la pandémie sur l'enseignement,

invite le Gouvernement

- à élaborer et à instaurer un concept se basant sur les critères du « Qualitätskreislauf » destiné à accroître les chances des enfants issus de familles socialement défavorisées de réussir leur parcours scolaire au sein de l'enseignement fondamental et secondaire et à réduire l'écart des performances scolaires constaté ;

- à doter le concept défini d'actions concrètes et d'objectifs chiffrés ;

- à définir des critères d'évaluation pour les différentes actions ;

- à adapter les modalités de calcul du contingent de leçons au niveau de l'enseignement fondamental afin de procurer aux établissements scolaires concernés les moyens nécessaires pour soutenir au mieux chaque élève - faible ou fort - en fonction de sa performance scolaire respective.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Laurent Mosar, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dann hunn ech deen drëtte Punkt nach. D'Zäit ass ofgelaf, da maachen ech awer just ganz séier. D'Wuelbefannen an der Schoul fir d'Enseignanten, fir d'Kanner, fir déi Jugendlech. Et ass extreem wichteg, datt d'Kanner an déi Jugendlech erëm eng Kéier eppes Schéines erliewen an och eppes Schéines an der Schoul erliewen. A Kanner mat Problemer, déi musse séier gehollef kréien. An och do brauche mer déi néideg Moyenen.

Also zesummefaassend wierklech wëll ech fir d'éischt och nach eng Kéier ee Merci soen den Enseignanten, den Educateuren, de Leit um Terrain an och de Kanner a Jugendlechen.

An zweetens: Ech hunn eng Partie Hausaufgabe fir den Här Minister. An ech wär wierklech frou, dat, wat u sech am wichtegsten ass, wat logesch ass, datt een dës Hausaufgaben zesumme mat de Leit vum Terrain mécht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An da wier et um honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, minimal Chancë fir de Virus, maximal Chancë fir d'Bildung, dat war vun Ufank un d'Devise vum Educatiounsminister Claude Meisch. A bei all sengen Entscheedungen huet hie probéiert, engersäits d'Gesondheet vun de Schüler an den Enseignanten ze schützen an anerersäits awer och deene fundamentale Missioune vun der Schoul gerecht ze ginn. A fir dëse schwieregen Equiliber ze fannen, huet d'Regierung, zesumme mat de concernéierten Acteuren, eng ëmfaassend Strategie opgestallt. Eng Strategie, déi esou néierens anescht ze fanne war.

Am europäesche Verglach ass Lëtzebuerg eent vun deene Länner, dat zënter Ufank vun der Pandemie am meeschte Presenzunterrecht assuréiert huet. An dorobber, mengen ech, sollte mer zu Recht houfreg sinn. Éischtens, well och dee beschten Homeschooling nimools déi selwecht Qualitéit u Wëssen an u Kompetenze ka vermëttelen, wéi dat an der Schoul de Fall ass, an zweetens, well dee soziale Kontakt déi primär Viraussetzung ass fir eng gesond Entwécklung vun eise Kanner an eise Jugendlechen.

An d'Resultater vun den Épreuves standardisées vun 2020 weisen eis, dass de Lëtzebuerger Modell déi richteg Approche gewielt hat. Anescht wéi ee sech dat vläicht an dëser aussergewéinlecher Situatioun hätt kënnen erwaarden, gesi mir am Verglach zu 2019 nämlech keen negativen Trend bei de Resultater.

Ouni de kollektiven Effort vun den Enseignanten, den Educateuren, den Elteren, de Kanner an de Schüler wär dëse Succès mat Sécherheet net méiglech gewiescht. An erlaabt mer dofir, hinnen alleguerte vun dëser Plaz nach eng Kéier e ganz grousse Merci ze soe fir hiert Engagement.

Och wann d'Performancë vun de Schüler am grousse Ganzen zimmlech stabel bliwwe sinn, si bei vereenzelte Schüler méi oder manner grouss Léierretarden opgetrueden. An deem Kader ass et wichteg, dass Initiative wéi d'Summerschool an och d'Internetplattform schouldoheem.lu op d'mannst nach iwwert dëse Summer weiderfonctionéieren, well besonnesch déi Schüler, déi et méi schwéier hunn, a besonnesch déi Schüler, déi doheem net oder net esou vill gehollef kréien, sinn op dës Hëllef ugewisen.

Am Réckbléck kënne mer soen, dass Lëtzebuerg awer, mengen ech, gutt op den Homeschooling virbereet war. Déi digital Infrastruktur vun eise Schoulen an awer och dat konsequent Eruféiere vun deene Jonken un déi digital Outilen hunn dobäi eng wichteg Roll gespillt. An dat hu mer virun allem de groussen Investissementer an deene leschte Joren ze verdanken.

D'Ëmsetze vum Stufeplang, den Enseignement en alternance an och den Asaz vu mobillen Testekippen hunn all derzou bäigedroen, den Ustiechungsrisiko an eise Schoulen däitlech ze reduzéieren. An d'Selbsttester, déi säit der Ouschtervakanz gratis un d'Schüler an un d'Enseignantë verdeelt gi sinn, sinn e weidere wichtegen Deel vun dëser Teststrategie. Nieft dem Fortschrëtt vun der Impfcampagne sinn et virun allem dës Tester, déi eise Schüler méi Presenzunterrecht, méi soziale Kontakt an awer och méi Normalitéit erméiglecht hunn. A säit dem 31. Mee ginn och déi iewescht Klassen am Lycée erëm ganz normal an d'Schoul. An ech mengen, dat ass eng Nouvelle, iwwert déi ech mech gefreet hunn. An ech mengen, et ass eng Nouvelle, iwwert déi och ganz, ganz vill Schüler sech gefreet hunn.

Eng weider gutt Noriicht, dës Kéier op medezineschem Plang, déi koum déi virlescht Woch vun der Europäescher Medikamentenagence. D'EMA huet nämlech gréng Luucht ginn, fir dass Jonker tëschent 12 a 15 och kënnen a Vaccin vu BioNTech/Pfizer geimpft ginn. An och Moderna soll Ufank Juni eng deementspriechend Zouloossung bei der EMA ufroen.

Ech mengen, een Theema, wat d'Eltere beweegt, dat sinn d'Masken. An e Méindeg an der Santéskommissioun ass dat och en Theema gewiescht. Den Direkter vun der Santé huet eis do ze verstoe ginn, dass zu dësem Moment besonnesch déi Kleng, déi Jonk an déi Jugendlech der Gefor am gréissten ausgesat sinn, well se nach net kënnen zu dësem Moment geimpft ginn. Dofir ass och elo nach net de Moment, fir d'Masken an der Schoul op der Säit ze loossen. Wa mer awer bis eng Kéier genuch Leit geimpft hunn, och a besonnesch d'Eltere vun de Kanner, wann déi bis geimpft sinn, mengen ech, da kann ee vläicht am September drun denken, erëm eng Kéier ouni Mask an d'Schoul ze goen.

Dat eleng, mengen ech, sollt Grond genuch sinn, fir d'Leit weider ze motivéieren, sech impfen ze loossen. D'Leit solle sech impfe loossen och, fir dass eis Kanner an eis Jugendlech am September erëm kënnen énner normalen Ëmstänn an d'Schoul goen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gilles Baum. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den negativen Impakt vun der Covidkris op déi mental Gesondheet vu ville Kanner, mee och op hir Bildung ass gravéierend. Den Impakt ass mëttlerweil och an enger ganzer Panoplie vun nationalen an internationalen Etüde beleucht a stellt natierlech och Lëtzebuerg viru grouss Erausfuerderungen. An duerfir wéilt ech och der Kolleegin Francine Closener Merci soen, datt se dës Heure d'actualité ugefrot huet.

Ech wéilt awer och eng weider Kéier betounen, datt Lëtzebuerg d'Kannerrechtskonventioun 1994 ratifizéiert huet a sech zanterhier engagéiert, d'Kannerrechter konsequent ëmzesetzen. Dat zielt och a besonnesch an Ausnamesituatiounen, wou alles muss drugesat ginn, datt dës Rechter, mee och d'Bedierfnisser vun de Kanner a Jonke respektéiert ginn. An et muss och alles drugesat ginn, datt d'Ongläichheete sech an Ausnamesituatiounen net weider verschäerfen. An duerfir ass et och net fir näischt, datt d'OECD virun de Konsequenze vu Schoulschléissunge warnt.

Wat d'Bildungsréckstänn zu Lëtzebuerg ugeet, esou ass et awer positiv festzestellen, Här Minister, datt Lëtzebuerg, laut der rezenter Etüd vum LUCET, dem Zenter fir Educational Testing, besser dosteet wéi all déi aner Länner praktesch an Europa. Woumat ech net wëll soen, datt ech d'Situatioun wëll schéirieden.

Ganz bedenklech sinn awer déi steigend Depressiounen, Réckzuchverhalen, Suiciden a souguer suizidär Gedanke scho bei deene Jéngsten, mee och eng wuessend Gewaltbereetschaft am Alldag.

Datt déi mental Gesondheet awer eng vun de Grondviraussetzungen ass, fir d'Kanner a Jonker an der Schoul reüsséieren ze loossen, ass evident. D'Experte vun der Weltgesondheetsorganisatioun schwätzen an deem Zesummespill vu „Bildungsgesondheet", wat och e Kannerrecht ass. Wann een da weess, datt d'Bildungsgesondheet vun enger ganzer Schülergeneratioun a Gefor ass, da weess een och, wéi wichteg et ass, ze handelen an déi néi-

deg Hiewelen esou séier wéi méiglech a Beweegung ze setzen.

Een entscheedenden Hiewel, Dir Dammen an Dir Hären, ass fir eis den Ausbau vun der Kanner- a Jugendpsychiatrie zu Lëtzebuerg, e Beräich, deen an den Diskussioune ronderëm d'Santéspolitik oft am Schiet vun aneren Theeme steet an nees méi an de Mëttelpunkt muss geroden. Virun allem denken ech un den Ausbau vun dezentralen an oppenen Therapieplaze fir Kanner a Jonker, déi natierlech an der Kompetenz vun der Santé leien - dat ass mer bewosst - an déi konsequent Brécken zu der Educatioun musse schloen an natierlech och ëmgedréit. Dozou gehéiert notamment eng verstäerkt Mise en réseau vun allen zoustännegen Acteuren a Servicer vu béide Ministèren an déi kann och nëmmen da geléngen, wann d'Zesummenaarbecht natierlech och tëscht de Chefetagë vu béide Ministèrë gutt organiséiert ass.

All dat ass e Laangzäitchantier an e Reformprozess, dee ganz sécher net fir d'Rentrée 2021 fäerdeggestallt ass, deen an eisen Aen awer méi konsequent muss ugepaakt gi wéi an de leschte Joren. An dowéinst wier et an Zukunft eiser Meenung no och net vu Muttwëll, d'Santé bei Diskussioune vun der mentaler Gesondheet ronderëm d'Kanner mat an d'Boot ze huelen.

Deen zweete groussen Defi gesi mir da bei de Servicer vun der Éducation nationale, déi an de Schoule selwer, mee och an de verschiddene Kompetenzzentren a Servicer ugesidelt sinn a bei wuessende Problemer natierlech méi Ressourcë brauchen, engersäits fir méi geziilt op déi individuell Problematike vun de Kanner a Jonken anzegoen, anerersäits awer och fir d'Elteren an d'Léierpersonal méi konsequent ze ënnerstëtzen.

An deem Kontext si mir och der Meenung, datt et net vu Muttwëll wier, de Contingent de leçons, mee och d'Stonnen, déi de Schoulen hors contingent zur Verfügung gestallt ginn, de reellen Ufuerderunge vun de Schoulen no der Pandemie unzepasse respektiv se einfach emol ze evaluéieren. Dës Stonne si ganz wichteg och fir den Appui intégré an de Schoulen, wou ee jo muss wëssen, datt dat an de Schoulzäiten ofleeft, en Appui, deem d'Kanner also net och nach an der Fräizäit da mussen nogoen.

Bei der Berechnung vum Contingent ass de LISER gefuerdert, deen de sozioekonomeschen Indice vun de Gemenge bekanntlech all dräi Joer nei definéiert. Bedéngt duerch dësen Dräijoresrhythmus ass déi nächst Adaptatioun vum Indice eréischt fir d'Schouljoer 2022/2023 fälleg, soudatt den Impakt vun der Pandemie net kuerzfristeg zum Droe ka kommen, falls dësen Delai da bäibehale gëtt.

Wat dann d'Vermëttlung vun de Bildungsinhalter an den Opbau vu Kompetenzen no der Rentrée ugeet, esou besteet mëttlerweil keen Zweifel méi drun, datt de Léierprozess an oppene Schoule méi effikass ofleeft wéi beim digitale Léieren op Distanz, wou net nëmmen d'Kanner gefuerdert waren, ganz staark, mee och d'Léierpersounen an d'Elteren. Mol onofhängeg vun de mentalen a soziale Problemer an Ongläichheeten, déi sech beim Homeschooling stellen, ass dat awer och e weidere Grond, fir d'Schoulen och am Fall vun enger hoffentlech net kommender véierter Well méiglechst op ze halen an op Tester zréckzegräife respektiv op sanitär Konzepter an natierlech och op eng gutt Kommunikatioun, jiddefalls soulaang wéi d'Kanner net geimpft kënne ginn. A mir si frou ze héieren, datt et biergop geet an där doter Saach.

Här President, meng lescht Remark - ech kommen och zum Schluss - bezitt sech dann op déi sougenannten „Hausaufgabenhëllef", déi am Kontext vun de Bildungsongläichheeten ëfters thematiséiert gëtt. Se ass geduecht eigentlech, fir d'Elteren doheem - et heescht jo „Hausaufgaben" - ze ersetzen, am Fall, wou se mat den Hausaufgaben aus wéi enge Grënn och ëmmer, oft si se sproochlecher Natur, iwwerfuerdert sinn oder ganz einfach keng Zäit hunn, fir hire Kanner bei den Hausaufgaben zur Säit ze stoen. D'Hausaufgabenhëllef ass deemno net ze verwiessele mat Initiative wéi déi vun der Summerschool, déi en place gesat ginn ass, fir d'Bildungsréckstänn aus der Pandemie geziilt opzehuelen an déi ech ganz sécher net a Fro stellen, ganz au contraire. Ech ka bezeien als Schäffin vun enger gréisserer Gemeng, datt d'Summerschool de Kanner souguer Freed gemaach huet, wat beim Schouloflaf net ëmmer de Fall ass, an ech mengen, datt déi Offer och wierklech kann, mat deem ville Personal, wat zur Verfügung gestallt ginn ass, nach eng Kéier widderholl gi respektiv och ausgebaut ginn. Allerdéngs net ze laang am Dag, wou ech mer nëmme soen, manner ass munchmol méi, wann d'Offer geziilt agesat gëtt.

Bei den Hausaufgaben hunn ech allerdéngs meng Bedenken. An ech schwätzen hei am Numm vun der grénger Fraktioun an duerfir sinn ech och frou, datt ech dat eng Kéier kann hei soen. D'Hausaufgaben existéiere schonn zanter Joerhonnerten. An awer leien an der pedagogescher Fuerschung nach ëmmer keng iwwerzeegend Resultater vir, déi de Sënn an Zweck vun Hausaufgabe beleeën. Dat Eenzegt, wat bekannt ass, ass, datt d'Hausaufgaben zu vill Drock an de Famillje féieren an d'Kanner um Stull festhalen nodeems se scho stonnelaang um Stull souzen.

Bekannt ass och, datt d'Hausaufgaben d'Ongerechtegkeete bei de Kanner nach weider verschäerfen, esou gutt wéi d'Hausaufgabenhëllef och gemengt ass. De Problem ass ganz einfach deen, datt d'Kanner, déi iwwerméisseg vill Zäit fir Hausaufgabe brauchen, manner Zäit hunn, fir sozial Kontakter opzebauen, manner Zäit hunn, fir sech ze beweegen a Veräiner ze besichen, manner Zäit hunn, fir kulturellen Aktivitéiten nozegoen a virun allem manner Zäit hunn, fir hiert Grondrecht op Fräizäit, Spill an Erhuelung wouerzehuelen. An aus all deene Grënn schloen ech am Numm vun der grénger Fraktioun vir, datt mer eis eng Kéier méi mat den Hausaufgaben a mat hirem Sënn an Zweck beschäftegen. An deem Sënn wier dat och een Optrag, dee mer kéinten an der Rentrée scolaire dann eng Kéier eis zu Häerz huelen. A wann d'Kanner dann och nach kënne matschwätzen, da si mer de Kannerrechter nach e Stéck méi no.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass effektiv eng gutt Iddi gewiescht hei vun der Madamm Closener, fir dat heiten op den Ordre du jour ze setzen, fir eng Kéier iwwert d'Schoul, oder haaptsächlech iwwert de Schoulufank vum September dëst Joer ze schwätzen. Mir haten effektiv eng Situatioun, dat ass elo hei e puermol ugeklongen, wou déi Jonk ..., wou gesot ginn ass, déi Jonk hätte gelidden. Ech géif awer net onbedéngt soen, dass se an der Schoul esou vill gelidden hunn. Ech géif soen, si hunn haaptsächlech gelidden ënnert den Aschränkungen, déi se nieft der Schoul operluecht kruten. Ech mengen einfach, fir et emol esou ze soen, et huet och verschiddener arrangéiert, dass se deelweis doheem am Bett konnte mam Computer d'Schoul suivéieren. Sou!

Mir hunn natierlech d'Hoffnung, dass et am September erëm tipptopp opgeet. An ech hoffen och, dass mer dann am September erëm alles opmaache kënnen, wann natierlech d'Méiglechkeet ginn ass. Ech hoffen och, dass mer, falls et net esou wier - et weess ee jo net, wat alles geschitt -, dee Moment awer trotzdeem e bësse besser virbereet wieren op all Eventualitéiten, wéi dat dëst Schouljoer de Fall war, wou op eemol villes hei huet missen iwwert de Knéi gebrach ginn. Dat war net esou gutt.

Ech wëll soen, dass d'Schoule gréisstendeels opbliwwe si wärend dësem Schouljoer. Ech fannen dat effektiv och eng ganz gutt Saach. Dat war déi richteg Initiativ. Et ass ugeklongen hei mat de Masken ... Ech mengen och elo, trotzdeem, natierlech besteet ee Risiko weider, mee et kéint een awer higoen, fir an enger Schoulklass oder op d'mannst um Gank ënner verschiddenen Ëmstänn, wann d'Kanner och auserneesëtzen, wa geléft gëtt, déi Maskeflicht fir d'Kanner opzehiewen. Dat wier op jidde Fall fir elo schonn eppes, wat mir géife begréissen.

Et sinn och verschidde Saachen elo virgesinn, fir d'Schüler erëm op - soen ech emol - den Niveau ze bréngen, wa se iergendwéi eppes verpasst hätten. Do si Coursen an der Vakanz virgesinn, dann erëm déi typesch Saachen och wéi Nohëllef. Dat ass alles ganz gutt. De Problem ass awer, dass mer, menger Erfarung no och, ech war 17 Joer Proff ..., menger Erfarung no erreeche mer ëmmer nëmmen en Deel vun de Schüler. A grad déi, déi et am meeschten néideg hätten, erreeche mer ganz oft mat deene Saachen net.

Et ass e bëssen ..., ech ginn Iech e Beispill: Dir hutt e ganz schwaache Schüler, dee sëtzt de ganzen Dag an der Schoul bis 15.00 Auer zum Beispill, eng Stonn op déi aner. An da sot Der zu deem um 15.00 Auer: „Elo gees de nach eng Stonn an d'Nohëllef." Dee war déi ganzen Zäit schonn iwwerfuerdert, dee wäert och an der Nohëllef iwwerfuerdert sinn, an dat wäert deem net onbedéngt eppes hëllefen. Dat ass e grousse Problem: Wéi kommen ech wierklech un déi Schüler, déi grouss Problemer hunn?

An déi grouss Problemer, et ass och oft hei ugeklongen, Ongläichheeten an esou, natierlech huet dat oft mam sozioekonomeschen Hannergrond an esou ze dinn an natierlech ass dat zu Lëtzebuerg och nach vläicht méi däitlech wéi an anere Länner, och doduerch, dass mer immens vill Sproochen an der Schoul hunn, an déi eng kënne keng, wa se an d'Schoul kommen, vun all deenen, an déi aner kënne se scho quasi alleguerten. Awer fir mech, mengem Erliefnis no, war de wichtegste Facteur ëmmer, wann d'Eltere sech fir d'Kanner a fir d'Schoul interesséiert hunn. Dee Moment war de sozioekonomesche Facteur am Fong och manner relevant. Dann hunn d'Kanner et gepackt. De Contraire war och de Fall. Och wann d'Eltere gutt waren, soen ech elo emol, mee wa se sech net interesséiert hunn, dann hunn och déi Kanner an der Schoul oft net déi néideg Reussite bruecht.

Et ass elo grad geschwat ginn interessanterweis vun Hausaufgaben, fir d'Hausaufgaben ofzeschafen oder respektiv iergendwéi ze erliichteren, d'Kanner solle spillen. Jo, also, mee ech hunn och zwee Kanner, déi hunn awer trotz Hausaufgaben ..., dat ass heiansdo emmerdant - pardon fir d'Wuert -, mee dat muss awer sinn. An duerno hu se nach Zäit, fir op de Fussball ze goen oder fir soss ze spillen. An ech ka mech och u meng Zäit erënneren an der Schoul, ech hunn och net gär Hausaufgabe gemaach. An ech hat awer do ee Franséischproff op der Cinquième, den Här Schmit am Michel-Rodange, deen huet mir all Dag 30 onméiglech Vokabelen ze léiere ginn, an ech hunn déi doheem geléiert an dee Moment huet et mech immens rose gemaach, mee am Nachhinein sinn ech him immens dankbar, dass ech dat konnt maachen a ganz vill do konnt bäiléieren.

Mir wëllen och de Programm net, wéi d'Madamm Closener hei gesot huet, entlëften. Mir wëlle vläicht Detailer änneren, mee mir wëllen d'Schüler awer weider fuerderen, natierlech och fërderen. Mee mir wëllen d'Schüler och fuerderen, well ee ganz grousse Problem, dee mer hunn, dat ass den Niveau an de Schoulen, dee grad - soen ech emol - am Général trotzdeem, an dat ass och elo vu Gewerkschafte festgestallt ginn, an den niddrege Klasse wierklech däitlech erofgaangen ass. An ech mengen, dat ass e grousse Problem. An do musse mer drugoen. Do musse mer eis drop konzentréieren.

An dann och op déi ganz banal Aufgabe vun der Schoul, d'Schüler léiere liesen, schreiwen, rechnen an dann nach d'Culture générale mat de Sciencen, eis emol dorop konzentréieren. Dat wier, mengen ech, eppes ganz, ganz Wichteges. An do geet d'Léierpersonal och mat. An da kréie mer och staark Generatioune fir d'Zukunft vun eisem Land.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Merci och der LSAP, fir dëst wichtegt Theema an enger Heure d'actualité unzeschwätzen. Virun nach net esou laanger Zäit huet de Minister an enger Pressekonferenz eng Etüd virgestallt, déi een Aperçu gëtt iwwert den Impakt vu Covid op d'Léierfäegkeeten - dee Begrëff ass u sech scho Performance - vun de Schüler/innen. Déi Etüd, déi de LUCET mat Suergfalt ausgeschafft huet, kënnt zu der genereller Konklusioun, datt sech déi schoulesch Inegalitéiten net onmoosseg verschlëmmert hunn, datt d'Schüler/inne mat bessere soziale Viraussetzungen doheem och besser konnte schaffen, datt jiddwereе mat deem néidegen Homeschoolingmaterial ekipéiert war. Méi spezifesch gëtt een an dëser Etüd gewuer, datt trotzdeem 26 % vun den Elteren, déi dann dee Questionnaire ausgefëllt hunn, sech méi Ënnerstëtzung vun den Enseignanten erwaart hätten, an datt et awer net esou spaasseg war fir d'Elteren an d'Kanner doheem, mat de Kanner um Ecran den Unterrecht ze suivéieren. Oft huet een Hond gebillt, e Bëbee gejaut et j'en passe.

Déi gréisste Schwieregkeeten haten d'Schüler am Däitschen. A besonnesch am däitschen Oral goufe Kompetenzen ofgebaut. Dat Ganzt ass natierlech mit Vorsicht zu genießen. De wëssenschaftleche Presentateur vun der Etüd huet selwer uginn, datt een de richtegen Impakt vum Covid op d'Performance vun de Schüler/innen nëmmen am Verglach mat de Resultater am nächsten Hierscht ka moossen. Beim Questionnaire, deen un d'Eltere gaangen ass, stellt sech d'Fro, awéifern d'Elteren, déi kontaktéiert goufen, och all um Questionnaire deelgeholl hunn. Ee Questionnaire ausfëllen an aschécke setzt scho bei den Eltere sozial a schoulesch Kompetenze viraus, déi net jiddwerengem gläich gi sinn.

Mir begréissen op jidde Fall d'Initiativ, déi geholl ginn ass. Esou Etüde sinn immens wichteg a wäertvoll, fir déi zukünfteg Entwécklung vun der ëffentlecher Schoul ze plangen. Mee wat awer ka sinn, ass, datt déi Etüde genotzt ginn, fir en „Heile-Welt Zenario" vun eisem Schoulsystem ze molen, mat Lobgesang op déi digital Mëttelen, ouni déi d'Schoulhalen da wuel net méiglech gewiescht wier, wat zum Deel jo och net falsch ass, mee wat awer elo och net däerf a kann als Pretext gëllen, fir den Unterrecht nach méi verstäerkt an d'Stuff vun den Elteren ze transferéieren.

Här President, fir déi Lénk musse fir d'Rentrée 2021/2022 eng ganz Rei Iwwerleeungen zum Schoulprogramm stattfannen. Jee nodeem wou de Schong am meeschten dréckt, musse Prioritéite gesat ginn. De Programm muss adaptéiert ginn, de Curriculum reevaluéiert ginn an un déi aktuell Besoinen ugepasst ginn. Dobäi muss d'Opmierksamkeet bei deene méi schwaache Schüler leien an de Fokus op deene Fächer, bei deenen d'Schüler/innen am meeschte Krämpes hate wärend dem Homeschooling.

Fir dës Rentrée wënsche mir eis, datt déi néideg Moyenen agesat gi fir eng Remise à niveau vun de Kompetenze vun de Schüler/innen. Natierlech gëllt et dobäi ganz besonnesch, Schüler/inne mat Léierschwieregkeete besser ze encadréieren. D'Situatioun an de Kompetenzzentren, och bei der fréierer Ediff, dem CDI (ndlr: Centre pour le développement intellectuel) elo, war wärend der Kris katastrophal. D'Personal huet sech am Stach gelooss gefillt. Momentan komme si, esou wéi d'Clen an den Direktiounen, den Demanden net méi no. Den Depistage an d'Rapporten an alles, wat een esou brauch, dauert immens laang. Et dauert oft e ganzt Schouljoer, souguer wann en I-EBS (ndlr: instituteur spécialisé dans la scolarisation des enfants à besoins éducatifs spécifiques) am Gebai ass. An dat weist, wéi dréngend d'Ënnerstëtzung gesicht a gebraucht gëtt a wéi d'Tendenz bei Kanner a Jugendlechen, d'Schlappen ze verléieren an aus dem System ofzegleisen, eropgeet. Déi klassesch pedagogesch Methode stoussen un hir Limitten an enger moderner Welt, bei där Kanner a Jugendlecher nei Forme vun Disabilitéiten entwéckelen.

Vis-à-vis vun all dësen Erausfuerderungen, déi och vun eise Virriedner/innen ugeschwat goufen, kann de Minister net weiderhin de Kapp an de Sand stiechen an d'Rentrée duerch d'Hannerdier am klenge Kommitee plangen. D'Schoulrentrée 2021/2022 setzt politesch Transparenz a Kommunikatioun mat allen Acteuren aus dem Bildungsberäich viraus. Meng Virriedner/innen an ech stinn dem Bildungsminister haut ganz erwaardungsvoll géintiwwer. Eis interrogativ Blécker riichte sech un hien, well nëmmen hie weess, wéi et mat der Rentrée steet a wéi et weidergeet. Hie misst d'Äntwerten op eis Froe jo scho bal parat hunn.

Merci fir d'Nolauschteren!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vu mir ee grousse Merci un d'LSAP an un d'Madamm Closener, fir dëse wichtege Sujet elo schonn eng Kéier op den Ordre du jour ze setzen, well ech mengen, mir hoffen alleguerten, datt eis Covid-19-Vaccinen hir Wierkung weiderhi behale wäerten, mee kee kann ausschléissen, datt mer net awer nach mat enger neier Variant vum Covid-19 kéinte konfrontéiert ginn, géint déi eis Impfunge vläicht awer net dee Schutz bidden, dee mer eis erhoffen.

Dat géif eis wäit zréckgeheien an hätt natierlech och nees en Afloss op de Schoulbetrib. Dofir ass et wichteg, datt mer eis deementspriechend virbereeden. Déi vergaange Lockdownen hu gewisen, wou de Schong dréckt, an dës Erfarunge sollte mer notzen.

Mir hu gesinn, datt net an all Famill d'technesch Geräter esou disponibel waren, wéi se gebraucht goufen, datt den Dateschutz e grousse Problem duergestallt huet an datt d'mental Gesondheet vun deene Jonken eng besonnesch Opmierksamkeet verdéngt. Dat sinn alles Punkten, un deene mer schaffe mussen, an dat net just, fir op e Worst-case-Zenario preparéiert ze sinn. All Kand e besseren Zougang zur Technologie ze erméiglechen, d'Date vu Mannerjärege gesetzeskonform ze schützen an emotional Problemer eescht ze huelen, dat sinn d'Ziler, déi och iwwert d'Pandemie eraus eng wichteg Bedeitung hunn.

D'Piraten géife sech dofir freeën, wann iwwert de Summer gemeinsam mam Terrain géife Léisungen ausgeschafft ginn, fir genau dës wichteg Punkten unzegoen. Ech limitéiere mech op dës Punkten, well d'Zäit an den Heure-d'actualitéë jo dach uerg limitéiert ass.

Een dovun ass awer wéi gesot den Dateschutz. Aktuell ginn am Enseignement Applikatioune benotzt, déi Benotzerdaten am grousse Stil späicheren an u Serveren, bei deenen de Standuert net ëmmer ganz kloer ass, weiderginn. A wa mer vum Enseignement schwätzen, da schwätze mer vu Mannerjäregen. Si verdéngen e besonnesche Schutz. Mee dee kréie se am Moment net. Dofir huet et mech och schockéiert, wéi ech gëschter d'Äntwert vum Bildungsminister op meng Question parlementaire gelies hunn, wou e seet, d'Kommunikatioun an d'Dateveraarbechtung duerch d'Programmer vu Microsoft Office 365 wäre sécher a géifen de Richtlinne vum GDPR entspriechen.

De Landesbeoptraagte fir Dateschutz an Informatiounsfräiheet aus Baden-Württemberg huet virun engem Mount eréischt nees dovir gewarnt, datt Office 365 fir den Asaz a Schoulen net géeegent ass, emol net an enger extra fir d'Schoul ausgeschafftener Form, well d'Schoule keng vollstänneg Kontroll iwwert de System hunn, een net novollzéie kann, wéi eng Daten zu wéi engem Zweck gespäichert ginn, an och kee weess, ob d'Späichere wierklech op deen néidege Minimum beschränkt gëtt.

Eng Recherche vun „Netzpolitik" huet erginn, datt d'Dateschutzerklärung vu Microsoft Office 365 an der PDF-Versioun 459 Säiten ëmfaasst, mat Informatiounen iwwer schätzungsweis 8.000 bis 10.000 Da-

gnosedaten, déi bei der Notzung erhuewe kënne ginn. An dat soll engem gesetzeskonformen Dateschutz entspriechen! Et kann ee sécher verzeien, datt an enger éischter Phas, dunn, wéi d'Kris ugefaangen huet, mer net virbereet waren an eeben deen Outil benotzt hunn, dee mer séier konnten deployéieren. Mee dësen Hierscht wäert schonn dat drëtt Schouljoer an der Covid-19-Zäitrechnung ugoen, an da muss een einfach gesetzeskonform Kommunikatiounsalternative bidde kënnen. Vläicht kann eis de Minister haut jo nach eng Kéier e wéineg méi zu senger eegener Interpretatioun vum Europäeschen Dateschutzreglement soen.

Här President, en anere ganz wichtege Punkt, deen iwwert de Summer misst gekläert ginn, ass wéi gesot - an e puer Virriedner hunn et ugeschwat - deen, wéi mer d'psychologesch Prise en charge vun eise Kanner verbessere kënnen. Mir héieren et vun alle Säiten: D'Kanner leiden, d'Kris ass net spuerlos un hinne laanschtgaangen. Déi méi grouss kënnen et méi kloer kommunizéieren, fanne vläicht Wierder. Mee och déi kleng hate mat Ängschten an Ongewësseheten ze kämpfen. Dofir mussen dréngend Weeër fonnt ginn, wéi mer d'Aarbecht vu Psychologen a Psychotherapeuten esou an de Schoulalldag abaue kënnen, datt mer d'Kanner opfänke kënnen, éier et ze spéit ass.

An dat wäert net goen, andeems mer weiderhi just e Schoulpsycholog hunn, deen zwar e Büro huet, mee wou d'Majoritéit vun de Schülerinnen a Schüler sech net hintraut, well de Stigma, „verréckt ze sinn" oder „Problemer ze hunn", ze grouss ass. Mir mussen den Austausch tëscht de Kanner an de Psychologen zu engem feste Bestanddeel vum Schoulalldag maachen. Firwat huet zum Beispill net all Kand d'office all Trimester e Rendez-vous beim Schoulpsycholog, fir einfach e bëssen iwwert dat Erlieftend ze schwätzen, wann d'Elteren zoustëmmen? Esou kéint d'Äis gebrach ginn an de Psycholog zu engem bekannten Uspriechpartner gemaach ginn, fir Problemer esou fréizäiteg ze erkennen. Vill mental Problemer entwéckele sech mat der Zäit, soudatt de Leidensdrock vun de Betraffenen däitlech reduzéiert kéint ginn duerch eng fréizäiteg Erkennung.

Här President, et géif nach vill ze soe ginn, mee ech kommen zum Schluss. Ech hu probéiert, zwee Punkten, déi mer ganz besonnesch um Häerz leien, hei unzeschneiden. Mee ech denken, datt mer eis all eens sinn, datt et nach vill weider Sujete gëtt, déi eis Opmierksamkeet fir déi nächst Rentrée verdénge an déi jo och zum Deel vu menge Virriednerinnen a Virriedner ugeschwat goufen.

Et gëtt also genuch ze maachen. An ech hoffen, datt hei déi néideg Aarbechten esou séier wéi méiglech vun der Regierung an Zesummenaarbecht mam Terrain an Ugrëff geholl wäerte ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och dem Francine Closener, fir eis alleguerten d'Geleeënheet ze ginn, e Bléck no vir ze werfen op déi nächst Schoulrentrée, wat nach ëmmer e schwieregen Exercice ass! Et leien nach iwwer dräi Méint virun eis. Wa mer emol dräi Méint zréckkucken, ware mer nach an enger ganz anerer Situatioun. Dat war kuerz nodeem mer och decidéiert haten, datt no der Fuesent nach eng Woch generellen Homeschooling sollt sinn, well mer Angscht hate virun den neie Varianten, well mer steigend Zuele gesinn haten.

Nu kënne mer alleguerte probéieren, an d'Glaskugel ze kucken, jiddwereе wäert eppes aneschters gesinn. Mir sollen eis awer ëmmer bewosst sinn, datt et nach ëmmer nëmmen eng Glaskugel ass an datt mer nach keng Sécherheet hunn, wéi déi nächst Rentrée dach wäert verlafen a wéi déi sanitär Situatioun, virun allem bei deene Jonken, wäert sinn. Well mer riskéieren, eng Rentrée ze hunn, wou virun allem déi Jonk, d'Schülerinnen, d'Schüler zu där Kategorie vun der Populatioun wäerte gehéieren, déi zum groussen Deel nach net wäerte geimpft sinn. An dat ass sécherlech e ganz besonneschen Challenge.

Duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt d'Impfe weidergeet, fir datt mer och bei déi Jonk kommen, och esou wäit wéi méiglech virum nächste 15. September. Mee mir mussen awer sécherlech virsiichteg bleiwen, virsiichteg bleiwen, datt mer, an dat ass vu jiddwerengem hei gesot ginn, prett sinn, falls sech awer méi eng schwiereg sanitär Situatioun sollt astellen.

Mir hu gesinn am Laf vun dësem Schouljoer, datt et méiglech war, d'Schoulen esou laang wéi méiglech op ze halen. Mir hunn am Fondamental zwou Woche generellen Homeschooling gehat, mir haten am Secondaire eng Woch generellen Homeschooling, nieft den iewescht Klasse vun der Quatrième bis op Deuxième, déi eng gutt Zäitchen en alternance hu misse fonctionéieren.

Jiddwereen huet de Mëtteg hei de Wäert vun der Schoul nach eng Kéier ënnerstrach. Ech denken, dee gëtt besonnesch wichteg an Zäiten, wann et net selbstverständlech ass, datt d'Schoul op war. An dat ass sécherlech eng vun de grousse Konklusiounen, déi mer alleguerte kënnen an och mussen zéien aus deem schwierege Covidjoer.

Mir wäerten - dat ass meng Hypothees, dat ass, wann ech de Bléck an d'Glaskugel woen -, eng Situatioun hunn, wou mer warscheinlech awer eng Entspanung weiderhin hunn, well mer mierken och elo, datt, trotz enger relativ grousser Normalitéit, mat Ausnam vum Port vun de Masken am Klassesall, mer och eng däitlech Entspanung bei der Schoulpopulatioun hunn, bei de Schülerinnen, de Schüler an och den Enseignanten hunn, déi eigentlech am Gläichschrëtt ass mat der Gesamtpopulatioun. Dat weist nach eng Kéier, an dat hu mer iwwert déi ganz Pandemie gesinn, datt, wann d'Gesamtzuel vun den Neiinfektiounen héich war, da war se och an de Schoulen héich, a wa se erofgaangen ass, dann ass se och an de Schoulen erofgaangen. A mat engem weideren Impfen, och vun der Elteregeneratioun, kënne mer eis sécherlech drop astellen, datt d'Situatioun sech bei deene Jonken, bei der Schoulcommunautéit, och weider wäert entspanen. Et ass op jidde Fall dat, wat mer momentan am Alldag erliewen.

Mee wéi et genee ass de 15. September mat de Masken, wéi et genee ass mat den Tester, mat wat fir engen Tester, ob et nei Tester gëtt, alles dat, denken ech, ass haut nu wierklech ze fréi, fir dat mat Sécherheet kënnen ze soen. Mee kloer ass, datt mer opgrond vun den Erfarunge vun dësem Schouljoer, wou mer et fäerdegbruecht hunn, awer an enger grousser Normalitéit de Gros vun all deene Wochen do ofzedecken, och fir d'nächst Schouljoer sécherlech prett wäerte sinn, och wann et nach sanitär Erausfuerderunge gëtt.

Jo, mir reagéieren! Mir reagéieren op dat, wat mer gefaart hunn, an och wann dat, wat mer gefaart hunn, net an deem Mooss agetratt ass, wéi zum Beispill en Abrieche vun de Kompetenze bei de Schüler, esou wéi d'ÉpStan et erginn hunn, datt déi jo awer éischter an der Kontinuitéit louchen, net méi signifikativ Ännerunge ware wéi déi Jore virdrun, an do, wou se da méi signifikativ waren, se och ganz gutt ze erkläre sinn, musse mer awer dorobber reagéieren, kënne mer dat doten net einfach esou hinhuelen. Duerfir hu mer decidéiert, datt d'selwecht ewéi d'lescht Joer och dëst Joer am Summer nees eng Summerschool soll stattfannen déi zwou lescht Woche vun der grousser Vakanz, wou d'Schülerinnen an d'Schüler, jo, fräiwëlleg kënnen higoen. Wou ech awer erëm eng Kéier ganz kloer den Appell wäert maachen un d'Enseignanten, mat de Schüler a mat den Elteren ze schwätzen!

Ech war d'lescht Joer deen éischten Dag vun der Summerschool zu Monnerech an ech hunn do mat der Schoulcommunautéit geschwat, ech hunn och mat der Schoulpresidentin geschwat, déi mer gesot huet, datt se eigentlech all Schülerin an all Schüler, déi se wollten an där Summerschool hunn, erreecht hätten, datt déi och fräiwëlleg komm wären. Dat geet awer nëmmen, wann den Enseignant sech natierlech d'Fro stellt: Fir wien ass dat doten noutwendeg? A wat fir engem Fach ass et noutwendeg? Bei wat fir enge Contenue soll sech da besonnesch Méi gemaach gi wärend där Zäit vun der Summerschool? An dann do den Dialog mat den Eltere gesicht gëtt. Duerfir wäert ech nach eng Kéier den Appell maachen, esou wéi ech et d'lescht Joer gemaach hunn, fir datt d'Enseignantë sech elo an deenen nächste Woche wierklech d'Fro stellen, wien da muss ugeschwat ginn a sensibiliséiert ginn, fir vun där Summerschool och do kënnen ze profitéieren.

An d'selwecht wéi d'lescht Joer wäerte mer och dëst Joer nees e groussen, e vergréisserten Onlineprogramm och nach eng Kéier ubidden, wou mer all de Schüler am Fondamental an am Secondaire d'Méiglechkeet ginn, e gudden Deel vun der Matière ze widderhuelen, online, eegestänneg, ob doheem hei zu Lëtzebuerg oder iergendwou an der Welt an der Vakanz, fir datt mer do jiddwereen och kënnen erreechen, och deen, dee vläicht déi zwou Woche vun der Summerschool dach awer nach an der Vakanz ass an zu Recht och vun der Vakanz profitéiert.

Hei ass eigentlech just d'Summerschool ugeschwat ginn de Mëtteg. Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, datt mer och en Appell gemaach hunn, datt mer aner Ressourcen, déi mer hunn, an zum Deel Ressourcen, déi mer verstäerkt hu bei der leschter Rentrée an déi mer wäerten och op deem Niveau halen, fir zousätzlech en Appui ze ginn, datt mer déi maximal notzen, an datt mer duerno natierlech och do kucken, wat fir e Schüler besonnesche Retard nach huet duerch déi schwiereg Situatioun, déi mer elo iwwer e Joer laang haten.

Ech denken do un deen Appui, dee mer am Secondaire dach däitlech erhéicht hu bei der leschter Rentrée. Ech denke ganz besonnesch awer och un den Appui pédagogique, also eng Ressource, déi all Enseignant am Fondamental huet, fir geziilt mat Schülerinnen a Schüler, déi Schwieregkeeten hunn an déi och elo vläicht e Retard duerch de Covid hunn, kënnen dat opzeschaffen. An do hu mer nach eng Kéier d'Chance, jiddwereen ze erreechen! Do si mer net am Domän vun der Fräiwëllegkeet, datt d'Eltere mussen d'accord sinn, fir datt d'Kanner zousätzlech dohinnerkommen ausserhalb vun der Schoulzäit an enger Schoulvakanz; do ass et an der Schoul wärend der Schoulzäit, an den Enseignant kann dat doten decidéieren. Duerfir mengen ech, datt et evident ass, datt mer déi Ressource an déi Zäit och ganz besonnesch nach am Ufank vum nächste Schouljoer notzen, fir deene Schüler, wou nach Retarde sinn, kënnen ze hëllefen.

Dann hunn ech e breeden Appell gemaach, an ech wäert mer ganz vill Zäit huelen - Här President, Dir entschëllegt mech, datt ech da vläicht net ëmmer disponibel sinn, wann d'Chamber et sollt wënschen iwwert déi nächste Wochen -, well ech mat ganz villen Acteuren och mech wëll ënnerhalen iwwert dee Bilan, dee mer kënnen a mussen zéien no iwwer engem Joer Pandemie an dat, wat se mat der Schoul gemaach huet, mat eisen anere Bildungsariichtunge gemaach huet a virun allem mat de Kanner an deene Jonke gemaach huet, awer och, wat fir eng Konklusioune mer kënnen doraus zéien.

Well mir hunn eis sécherlech getraut am Laf vun deem Joer, dat eent an dat anert ganz schnell anzeféieren, ze probéieren, an der Nout oder aus der Nout eraus, wat vläicht guer net esou falsch ass, ewéi zum Beispill eng generell Summerschool. An ech géif mer wierklech wënschen, datt mer dat och an Netcovidzäiten zur fester Offert vun eisem Bildungswiese kéinte maachen. Ech géif mer och wënschen, datt mer e bësse vun deem Aspekt „Nohëllef" oder „exklusiv op Nohëllef ausgeriicht" géifen ewechkommen. Fir mech ass eng Summerschool dach awer och eppes, wou ganz ludique Aktivitéite kënne gemaach ginn an, esou wéi et virdru gesot ginn ass, wou d'Kanner wierklech gären dohinnerginn, well eebe wuel geléiert gëtt, mee awer net nëmme geléiert gëtt. An dee Schratt, dee musse mer eis nach gutt iwwerleeën.

Mee wéi et da méiglech war, datt mer als Schoulcommunautéit op eemol esou enk zesummegestanen hunn, wéi mer déi Kommunikatiounsplattformen dach do wierklech zum Maximum genotzt hunn, wéi Elteren, wéi Enseignanten, wéi Schüler dach permanent matenee kommunikéiert hunn, fir an där schwiereger Situatioun, wou ee sech net an der Schoul konnt gesinn, fir awer do eens ze ginn, do ass ganz vill Positives erauszezéien! Wéi dach och emol eng Matière doheem virbereet ginn ass, am Sënn vun engem „inverted classroom", ech denken, och do kann ee sécherlech positiv Aspekter erauszéien. Wéi mer de Schoulrhythmus och emol op déi eng oder déi aner Manéier adaptéiert hunn, och dat soll kritesch, awer och vläicht konstruktiv kënnen analyséiert ginn, an et soll gekuckt ginn, wat fir eng Konklusioune mer doraus kënnen zéien.

Mee virun allem, mengen ech, musse mer eis nach ëmmer mat der Fro beschäftegen: Jo, wat huet de Kanner gefeelt an där doter Zäit a wéi kënne mer dat kompenséieren? An duerfir wäert ech muer de Mëtteg, am spéiden Nomëtteg um 17.30 Auer, en Internetchat ubidden, fir déi Diskussioun do opzemaachen. Mir wäerten awer och Workshoppen hu mat ganz ville Schoulpartner. Ech wäert déi offiziell Representantë vun eise Schoulpartner alleguerte gesinn an deenen nächsten zwou Wochen. Mir wäerten och de Conseil supérieur de l'éducation nationale, deen och zum Deel covidbedéngt net konnt fonctionéieren zanter enger gudder Zäit, reaktivéieren a grad em d'Missioun och ginn, sech hei anzebréngen, wann et dréms geet, e Bilan ze zéien aus der Covidzäit, awer och en Ausbléck ze maachen a konkreet Piste virzeweisen, wat mer kënne léieren a wéi mer eis Bildungslandschaft nohalteg kënne stäerken.

De Mëtteg sinn hei jo net nëmmen déi Punkten ugeschwat ginn, déi eis dat lescht Joer beschäftegt hunn, ass och net nëmmen d'Fro gestallt ginn, wéi mer op d'Nowéie vun der Covidzäit bei de Kanner a bei deene Jonke kënnen adequat reagéieren, mee et sinn och déi grouss Chantieren ugeschnidde ginn, déi virum Covid existéiert hunn an déi mam Covid net verschwonne sinn; dat ass sécherlech wouer. Och déi grouss sozial Fro, datt et nach ëmmer net d'selwecht ass, datt ech déi selwecht Chancen hunn an eisem Bildungssystem, jee nodeem aus wat fir engem Elterenhaus ech kommen, wat fir e soziale Statut meng Famill huet, wat fir eng Sprooch doheem geschwat gëtt, déi Froen däerfe mer net vergiessen, déi musse mer erëm an den Zentrum vun eisen Iwwerleeunge stellen. An d'Regierung war amgaangen, do ganz vill Äntwerten drop ze definéieren an ëmzesetzen. An och do musse mer elo uknäppen un all deem, wat mer virum Covid preparéiert hunn.

Eng Fro zu engem sécherlech grousse Chantier ass vum Francine Closener opgeworf ginn, nämlech d'Inhalter an der Schoul, de Curriculum, dat, wat mer léieren, dat, wat mer vermëttelen. Jo, ech mengen, déi Fro muss ee stellen. Ech hu muer de Moien e längeren Austausch mat de Programmkommissiounen aus dem Fondamental, déi mer jo an der leschter Legislaturperiod geschafen hunn, fir sech méi systematesch mat der Programmatik, mam Curriculum vum Fondamental ze beschäftegen. An de Message ass ganz kloer: Mir brauche méi eng transversal Approche a mir mussen do d'Zesummeschaffen tëschent de Fächer an d'Aneegräifen tëschent de Fächer an de Joergäng onbedéngt stäerken.

Mee et wäerte vill Punkte mussen do diskutéiert ginn. An ech denken, datt mer déi nächst Zäit, op jidde Fall och d'Enn vun dëser Legislaturperiod ganz besonnesch mussen notzen, fir eis déi dote Froen ze stellen. An ech mengen dat net nëmmen hei an engem Ministère, an der Chamber, am politesche Raum, ech mengen et wierklech ganz breet mat den Acteure vun der Schoul, fir vläicht och duerno awer nach eng Guidance kënnen der nächster Legislaturperiod mat op de Wee ze ginn, der nächster Regierung, der nächster Chamber mat op de Wee ze ginn, wéi et da ganz konkret kann och an den Inhalter vun der Schoul weidergoen an awer an engem méiglechst breede Konsens. An datt dee schwéier ass, schwiereg ass, an alle Froen ze kréien, dat wësse mer. Mee do géif ech mech eigentlech ganz gären och an deenen nächsten zwee an halleft Joer ganz intensiv dran engagéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, et gouf nieft deenen dote Froen een Theemeblock ugeschnidden, deen, mengen ech, eis alleguerte bewosst ginn ass. Dat ass, datt d'Schoul a vill aner Aktivitéite vun de Kanner esou fest zu hirem Liewensalldag gehéieren an esou eng grouss Noutwendegkeet och fir hir Entwécklung a fir hiert Wuelbefannen duerstellen, datt et ëm d'Wuelbefanne vu ville Jonken net méi gutt gestallt ass, well d'Schoul a villes aneres dach ze laang gefeelt hunn - sozial Kontakter gefeelt hunn, d'Engagement gefeelt huet, de Sport, d'Kultur gefeelt huet, einfach Kontakter an der Strooss, wou och ëmmer datt se net méi do waren, an datt sech ze vill an de virtuelle Raum verlagert huet.

An dat muss eis alleguerte waakregrëselen, virun allem an enger Zäit, wou et eis awer ëmmer méi kloer gëtt, datt déi Jonk eigentlech kaum e Risiko haten duerch de Covid-19 an datt se sécherlech och net dat, wat am Ufank gefaart ginn ass, déi Altersgeneratioun wären, déi Generatioun wären, déi Alterskategorie wären, déi besonnesch schnell de Virus géife weiderdroen. Mee trotzdeem hu se ganz villes opginn, missen opginn, hu sech mat enormer Disziplinn och un all déi Reegele gehalen, bis op selbstverständlech e puer Ausnamen, wou ech mech eigentlech dann awer muss driwwer opreegen, datt sech esou staark iwwert déi puer Ausnamen opgereegt gëtt, a wou ech mer éischter géif wënschen, datt mer den Hutt géifen zéie virun deene Jonken, datt se iwwert dat ganzt Joer esou disziplinéiert an esou verständnisvoll matgemaach hunn.

An et ass effektiv elo un eis alleguerten, well se hunn et fir déi aner Generatioune gemaach, fir och e Stéck zréckzeginn. Dat och am Domän vum Bien-être vun deene Jonken, wou mer villes kënne maachen, wat iwwer politesch Programmer leeft, wou mer awer alleguerten, denken ech, gefuerdert sinn, fir eis Zäit fir déi Jonk ze huelen, fir mat hinnen Zäit ze verbréngen, fir Verständnis ze weisen. Alles dat kënne mer net iwwer Programmer, Initiativen an der Schoul a ronderëm d'Schoul maachen. Dat läit un eis alleguerten, fir dat am Alldag och e Stéckwäit zréckzeginn an der Famill, am Veräin, am Fréndeskrees, wou och ëmmer. Jo, an der Schoul soll et och geschéien.

An Dir wësst, datt mer e grousse Schwéierpunkt och schonn an der leschter Legislaturperiod dorobber geluecht haten, wat zousätzlech néideg ass fir Kanner, déi extra Besoinen hunn, wat zousätzlech néideg ass fir Kanner, déi och an hirer sozioemotionaler Entwécklung net ëmmer dee riichte Wee konnte goen. An do hu mer villes lancéiert. An déi Strukturen, déi Kompetenzzentren zum groussen Deel an déi Initiative sinn amgaangen, de Stresstest hei ze maachen. An ech wëll net wëssen, wéi et gaange wär, wa mer net esou massiv an den Ausbau vun deenen dote Strukture virdrun investéiert hätten. An ech denken, datt och d'Pandemie nach eng Kéier derzou bäigedroen huet, datt mer do e Bilan mussen zéien a weider musse kucken, wéi sech déi Strukture sollen entwéckelen, fir engem gesellschaftleche Besoin kënne Rechnung ze droen.

An do mengen ech nach eng Kéier, an Här President, dat ass déi lescht Iwwerleeung, déi ech wëll mat op de Wee ginn, musse mer kucken, datt mer d'Schoul fit maachen a weider fit maachen, fir dorobber ze reagéieren. Mir mussen awer och kucken, datt, wann de Problem net onbedéngt an der Schoul läit, mer och op aneren Niveaue kënnen intervenéieren. Ech denken, datt mer d'Chance a mengem Ministère hunn, datt mer souwuel de Volet Schoul ënner eiser Kompetenz hu wéi och den Office national de l'enfance, deen an der Famill och do mam Kand ka schaffen. An déi Vernetzung géif ech mer nach vill méi staark wënschen, well dacks gesi mer e Symptom vun engem Malaise an der Schoul, mee

d'Léisung läit net onbedéngt an der Schoul. A mir mussen och ausserhalb vun der Schoul eis d'Moyene ginn, fir zesummenzeschaffen, fir Kompetenzen ze bündelen, well mer hunn der ni ze vill, an da geziilt och do kënne virunzegoen. Do gesinn ech och nach Potenzial, fir besser ze ginn. An dat huet eis sécherlech och déi ganz Pandemie nach eng Kéier gewisen.

Villmools merci fir Är Opmierksamkeet!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Motion 1

Ier mer dëse Punkt definitiv kënnen ofschléissen, musse mer nach zur Diskussioun, respektiv dem Vott vun der Motioun kommen, déi d'Madamm Hansen deposéiert hat. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci, Här President. An de Consideranten ass mer opgefall, dass sech hei referéiert gëtt op déi sozial Schéier, déi bei eis am Land soll méi substanziell si wéi an eisen Nopeschlänner. Ech wär ganz frou, wann ech kéint vläicht do ... Berufft Der Iech do op eng Etüd, op en Zeitungsartikel? Wann ech dat kéint kréien, da wär ech ganz frou.

Da gëtt gefuerdert, mir sollen e Konzept ausschaffen, fir effektiv deene Kanner ze hëllefen, déi méi defavoriséiert sinn, déi et méi schwéier hunn, déi vläicht aus engem méi bildungsfernen Ëmfeld kommen. Ech muss Iech soen: Dat kléngt gutt. Ech gesinn eis awer schlecht, e Konzept ausschaffen, wat mer dann herno an de Schoulen esou 1:1 dohileeë wéi en Aarbechtsmaterial.

Ech muss Iech soen: Déi Leit, déi all Dag mat de Kanner schaffen, sief dat an der Spillschoul, sief dat am Fondamental oder sief dat am Lycée, déi Leit, déi d'Kanner am beschte kennen, dat sinn och déi Leit, déi an hirer Formatioun ugehale gi sinn, fir dorobber kënnen ze reagéieren.

E Stéchwuert ass hei den differenzéierten Unterrecht. An ech mengen, ech verroden Iech kee Geheimnis, wann ech Iech soen - et si jo nach e puer Enseignanten heibannen -: Déi Kanner, déi gutt léieren, déi brauchen d'Presenz vum Schoulmeeschter oder der Joffer net esou vill, wéi déi Kanner, déi Schwieregkeeten hunn. An dorëms geet et jo!

Ech mengen, den differenzéierten Unterrecht - dat heescht net, dass alleguer d'Kanner aus der Klass zum gläiche Moment dat selwecht musse maachen, mee dass ee sech kann Zäit huelen, fir déi Kanner, déi et méi brauchen -, dat ass en Deel vun der Formatioun vun den Enseignanten. An ech mengen, wa mer do géifen drop higoen an nach eng Kéier Formatiounen ubidden oder zu den Enseignante soen: „Maacht Iech do nach eng Kéier méi staark", do géift Der bei eis oppen Dieren oprappen.

Eppes, wat, mengen ech ... En zweete Volet, deen immens wichteg ass, dat ass d'Elterenaarbecht. Ech sinn amgaangen, am Kader vun der Preparatioun vun der Interpellatioun vun der Madamm Hansen mat enger ganzer Rei Enseignantë Kontakt opzehuelen, effektiv fir dat Theema, wat d'Madamm Hansen eis virginn huet, opzeschaffen.

An et gëtt mer gesot, dass effektiv d'Elterenaarbecht schwaarz oder wäiss ass. Dat heescht, dass de Elteren hues, déi ganz, ganz engagéiert sinn. An du hues Elteren - an dat si grad déi, déi aus engem méi bildungsfernen Ëmfeld kommen -, déi et ganz, ganz schwéier hunn, fir an der Schoul matzekommen, respektiv et och schwéier hunn, fir de Kontakt zum Léierpersonal ze sichen. Ech mengen, dass dat ee Punkt ass, un deem ee vläicht an Zukunft verstäerkt misst schaffen.

Et ass virdrun ugeklongen hei: Den Appui pédagogique, deen an der Tâche vun den Enseignanten ass, ass eng Méiglechkeet, fir Lacunnen hei opzefänken. D'Hausaufgabenhëllef natierlech, déi an enger Rei Gemengen ugebuede gëtt. D'Summerschool ass ugeschwat ginn.

Ech mengen, wat awer wichteg ass ze soen, dat ass, dass mer och hei vläicht mussen Efforte maachen - ech kann hei ganz e bësse matschwätzen, well mäi Jong dat d'lescht Joer an enger Gemeng och matgemaach huet, wärend deenen zwou Wochen, dat och mat encadréiert huet -, fir un déi Kanner eruntzerieden, déi et effektiv méi brauchen.

D'Vernetzung tëschent der Schoul an der Famill - ass virdrun ugeklongen -, ass eppes, wat extreem wichteg ass a wat ëmmer méi wichteg gëtt. Ech mengen, déi, déi e bësse méi al sinn, oder déi, déi a mengem Alter sinn, oder méi al si wéi ech, déi kënne sech erënneren: Ech mengen, mir kruten eemol am Trimester d'Zensur. An dat war et! Mam Schoulgesetz vun 2009 ass d'Obligatioun komm, dass d'Eltere mussen eemol pro Trimester bei d'Léierin goen, fir sech auszetauschen. Ech fannen dat eng ganz gutt Saach. Ech fannen dat eng super Saach.

Nonobstant dovunner, wëll ech just soen, dass dat, wat hei gefuerdert gëtt, déi Bildungsschéier hei méi kleng ze maachen, dat ass effektiv d'Aufgab vun den Enseignanten. Déi sinn dorobber forméiert. Ech weess, dass dat och iwwert den differenzéierten Unterrecht a ganz, ganz ville Klassen a ganz, ganz ville Gemenge gemaach gëtt. Ech géif dofir menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun hei net unzehuelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. D'Madamm Myriam Cecchetti freet nach d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Jo, ech äntweren elo e bëssen hei aus dem Bauch eraus. Also, ech kommen och aus deem Beruff an ech war nach bis den 18. Mee an enger Schoul am Süde vum Land I-EBS. D'Enseignantë maachen hiert Bescht. Et gëtt där Gudder, et gëtt Besserer an et gëtt ganz Gudder. Dat ass wéi an all Beruff.

Mee déi meescht Enseignantë maachen hiert Bescht an déi si ganz no um Burnout deelweis, well et gëtt einfach Schoulen hei am Land, wou a vill méi defavoriséierte Milieue Schoul gehale gëtt. Do ginn déi Differenzéierungen net duer. Do huet ee ganz vill verschidde Problematiken an der Klass. An do si ganz oft d'Enseignanten iwwerfuerdert. Do geet et och net duer, einfach ze soe „mir ginn e Coaching" oder „mir ginn eng Formatioun".

Do geet et drëms, d'Ekippen ze verstäerken. D'Ekippen, déi mulitprofessionell musse sinn a fest an de Schoule musse sinn. Dat gëllt et! Et gëllt, den Enseignanten dee Moment och prinzipiell eng Hëllef unzebidden. Oft dauert et méintelaang, ier se iwwerhaapt ee Rapport vun engem anere Professionelle kréien an da kréie se gesot: „Probéiert!" Dat hu se awer scho méintelaang gemaach.

Da kréie se einfach gesot: „Probéiert! Mir kënnen Iech kee Rezept ginn." Mir sinn an enger Kachschoul an der Schoul. Mir hu mat Liewewiesen ze dinn. An déi Enseignanten, déi schonn ee ganzt Joer probéieren an hiren Hänn kee Rot méi wëssen, déi sinn drop ugewisen, Hëllefen ze kréien! Ech mengen, déi Motioun hei geet awer gutt an déi Richtung. Mir géifen déi matstëmmen, well et gëllt wierklech, de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen an deene Milieuen, wou et chaud ass.

Den Här Minister huet gesot, hien hätt an der Summerschool an enger Gemeng geschafft, déi ech och ganz gutt kennen, an do hätt dat super geklappt an d'Enseignante missten un d'Elteren an un d'Schüler eruntrieden, fir déi ze sensibiliséieren.

Ech hunn an engem anere Milieu geschafft. Do kann ee ganz vill un Elteren eruntrieden, do kann ee ganz vill sensibiliséieren. Do komme verschidden Elteren net op d'Gespréicher! Si kommen och eng zweete Kéier net op d'Gespréich. Si kommen och eng drëtte Kéier net op d'Gespréich. An et ass hinnen zimmlech egal, well se einfach bildungsfern sinn.

An dat ass genau dat, wat de Minister och gesot huet, wou mer einfach musse kucken, fir d'Schoul an d'Doheem méi no beieneenzekréien. Dat ass ee ganz, ganz wichtege Volet. An dee kritt een aleng an der Schoul net ëmgesat, well effektiv: Do hu mer mat de Symptomer ze kämpfen, wou d'Léisunge ganz oft mussen doheem gesicht ginn oder wou eng ganzheetlech Léisung muss gesicht ginn.

A mir kënne wierklech den Enseignant net aleng domadder stoe loossen. Dofir, mengen ech, hu mer och zum Deel eng Penurie an deem Beruff, well den Enseignant sech einfach net méi opgewäert fillt a well e wierklech no um Burnout ass a gewëssene Schoulen. Voilà!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Cecchetti. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech kann der Madamm Cecchetti am Fong hei gréisstendeels zoustëmmen. Dat, wat si uschwätzt, dat ass effektiv de Fall. Ech géif et resuméieren: Dat eent ass d'Theorie. Dat ass e bëssen dat, wat mir hei schwätzen. Dat anert ass d'Praxis. Dat ass dat, wat um Terrain leeft, an och leeft op deenen Terrainen, déi ech och vill kannt hunn, op deene Plazen, déi wierklech éischter defavoriséiert sinn.

Dat sinn zwou Welten. A mir sollten eis wierklech eng Kéier alleguerte bewosst ginn, och vill Leit, déi hei vläicht ni an der Schoul oder an deem Milieu geschafft hunn, dass d'Realitéit eeben net dat ass, wat mir hei esou diskutéieren oder wa mer vu Projete schwätzen: „Alles super! Mega! D'Kanner matabezéien an d'Eltere ruffen. Ma, déi kommen dann an da maache mer Nohëllefcoursen."

Also, dat ass alles wierklech Theorie! An der Praxis funktionéiert dat ganz oft ganz schwiereg. An et ass esou: Et rifft een d'Elteren eemol, zweemol, dräimol. A si kommen nach ëmmer net! An ech mengen - ech widderhuelen et vu virdrun -, dat ass den Haaptpunkt, deen ech ëmmer erlieft hunn: Sinn d'Elteren interesséiert oder si se net interesséiert?! Dat ass den Haaptfacteur, ob d'Kand Erfolleg huet an der Schoul. Sou!

Dann eng Kéier kuerz hei zu der Motioun. Déi ass jo eigentlech och ganz gutt gemengt. Et stinn zwar e puer Saachen dran. Ech mengen, wann ee Lëtzebuerg mat anere Länner vergläicht, dat schéngt mir ganz schwiereg ze sinn. Mir hunn hei Schoulen, do hunn 80 %, 90 % vun de Kanner e Migratiounshannergrond. Ech mengen net, dass et dat an engem anere Land och nëmmen annähernd hei an Europa gëtt. Et ass also ganz schwéier, esou Vergläicher opzestellen.

Ech géif och drop opmierksam maachen: Et ass einfach ze soen, dass d'Resultater elo méi schlecht waren an den Épreuves standardisées an dass dat duerch d'Pandemie ass. Dat ass eng Korrelatioun, mee et ass net onbedéngt eng Kausalitéit. Et kënnen och aner Grënn ginn, firwat dat esou ass. Ech hunn d'Etüd elo net gelies, mee ech soen dat emol einfach. Theoreetesch misst dat esou sinn.

An da wëll ech eng Kéier soen: Wa mer wëllen déi Schéier zesummekréien, da muss een oppassen, dass een dat, wat uewen ass net erofdréckt. Well mir brauche Schüler, déi exzellent sinn. An de Risiko ass, wann ee wëllt d'Schéier zesummendrécken, dass een dann déi gutt manner fërdert an dass déi erofkommen. Dann ass de Buttek erëm beieneen, mee dann huet een am Fong, mengen ech, d'Zil verfeelt. Dat heescht, d'Zil muss sinn: Déi, déi gutt sinn, um gudden Niveau ze halen, an eeben déi, déi schwaach sinn, jo, eropzekréien, souwäit et geet.

Bon, also Dir héiert, ech hu vill ze kritiséieren un der Motioun. Ech maachen et dann awer, wéi et a ganz villen ... oder, soe mer emol, am Lycée esou üblech ass: D'Motioun gefält mer net immens, mee et ass Ok. Ech loosse se awer duerchkommen. Mir stëmme mat Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. Déi nächst Wuertmeldung ass fir déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Ech wéilt eppes zum leschte Punkt vun den Invitte soen, wou geschriwwen ass, datt de « calcul du contingent de leçons au niveau de l'enseignement fondamental » soll adaptéiert ginn, fir de betraffene Schoulen déi néideg Mëttelen zur Verfügung ze stellen.

Do muss een awer wëssen, datt dee Contingent net de Schoulen zougestallt gëtt, mee de Gemengen op Basis vun hirem Indice socio-économique an op Basis vun der Kannerzuel, déi an där Gemeng erfaasst ass. Soudatt dee Punkt hei menger Meenung no och net d'Strooss hält an deem Sënn. Ech hunn och a menger Ried gesot, den Indice socio-économique vun de Gemenge wier interessant, eng Kéier elo evaluéiert ze ginn - wat awer hei och net draus erausgeet -, eebe fir déi ganz Auswierkunge vun der Pandemie ze erfaassen.

Do niewendru gëtt et awer e wichtegt Instrument, wou ech awer wéilt begréissen, datt eebe grad vum Ministère, op Demande motivée vun de Gemengen hin, schonn elo zousätzlech Posten zur Verfügung gestallt ginn; wuel wëssend, datt d'Personal net endlos ze fannen ass. Mee ech sinn awer Zeien dervun, datt elo scho fir d'Summervakanz gewësse Poste méi zur Verfügung gestallt ginn. Wat och geduecht ass, fir den Appui intégré an de Klassen ze verstäerken. An ech mengen, et muss een och emol déi dote Säit positiv kucken, datt dat nach vläicht zousätzlech Poste gebraucht ginn. Et soll een awer net just negativ gesinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Lorsché. Da wier et um Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo. Merci, Här President. Ech verspriechen, ech maachen et e bësse méi kuerz wéi meng Virriedner. Ech sinn der Meenung, datt mer elo heibanne ganz interessant Diskussioune geféiert hunn, déi u sech eng eegen Heure d'actualité nach eng Kéier iwwert de Contingent u sech géife meritéieren. Well, ech mengen, dat ass ee ganz komplext Theema, wat definitiv een Débat au fond géif verdéngen.

Mir hunn an der Vergaangenheet schonn e puermol gesot, datt de Contingent misst reviséiert ginn. Mir sinn der Meenung, datt hei verschidde Gemengen ze kuerz kommen. Mir wëssen: Et gëtt eng Penurie. Déi wäerte mer och elo net heibanne mat engem Vott vun enger Motioun ewechhuelen. Nichtsdestotrotz sollte mer eis d'Moyene ginn. An, ech mengen, an dat ass dat Haaptzil, wat ech aus där Motioun hei eraushuelen, dat ass, fir d'Chancë vun de Kanner, déi aus defavoriséierten Haushalter kommen, ze erhéijen. Dat misst eppes sinn, wat mer alleguerte géifen ënnerschreiwen. Dofir wäerten d'Piraten dës Motioun och mat Jo stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

Ass nach eng weider Wuertmeldung do?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Vote sur la motion 1

Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par M. Emile Eicher), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Georges Engel), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

4. 7815 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Mir kommen elo zum Projet de loi 7815 iwwert d'Aféierung vun temporairen Derogatiounen am Beräich vun der Beruffsausbildung. Ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Gilles Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, bei deenen zwee nächste Gesetzer handelt et sech ëm ganz kleng Gesetzer, awer dofir ëmsou méi wichteg Gesetzer fir alleguer déi jonk Jongen a Meedercher, déi an der Beruffsausbildung ënnerwee sinn. An et geet ëm temporaire Ännerungen an der Formation professionnelle.

Duerch déi sanitär Kris Covid-19 muss den Artikel 33 vum geännerte Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Beruffsausbildung, wat d'Evaluatioun vun de Kompetenzen a vun de Modülle betrëfft, ugepasst gi fir d'Enn vum Schouljoer.

D'Konsequenze vun der Kris op d'Beruffsausbildung sinn net nëmmen d'Aussetze vu Coursen, mee och d'Stoppe vu Stagen a vu Beruffsléieren. Et muss een also dermat rechnen, dass et Fäll gëtt, wou keng richteg Evaluatioun vun de Kompetenze ka stattfannen. Dat kann eng Kompetenz sinn an engem bestëmmte Modüll. Dat kënnen awer och vläicht ganz Modülle sinn, déi net evaluéiert ginn.

Fir dass eis Léiermeedercher an eis Léierbouwen awer am September hir Ausbildung weiderféiere kënnen, muss um Enn vum zweete Semester eng Evaluatioun gemaach ginn. E Stage, deen ofgebrach ginn ass, oder eng Léier, déi net ofgeschloss konnt ginn, kann natierlech net derzou féieren, dass den Apprenti oder de Léierbouf oder d'Léiermeedchen am September net erëm kéint an d'Schoul goen. Dat wär inakzeptabel. An dofir musse mer fir déi Fäll Dispensen aféieren.

Et geet also ausschliisslech drëm, dass kee Schüler, Apprenti oder Stagiaire duerch d'Kris vum Coronavirus a senger Ausbildung benodeelegt gëtt. Dofir setze mer alles drun, fir hinnen e properen Ofschloss vum Schoul- a vum Léierjoer ze erméiglechen.

Follgend Ännerunge beschränke sech natierlech just op d'Schouljoer 2020 an 2021. Et geet am Kontext drëm, fir déi vill negativ Konsequenzen, déi dës Kris op eis Schüler, Apprentien oder Stagiairen huet, erëm eenegermoosse riichtzebéien.

Den Artikel 1 hëlt verschidden Ännerunge vum Artikel 33, Paragraf 3, Punkt 1 vum verännerte Gesetz vum 19. Dezember 2008 vir. Konkreet soll keng Nott vergi gi fir eng Kompetenz oder e Modüll, déi net konnte wärend deem Joer evaluéiert ginn. Et geet also hei ëm eng Dispens.

Am Artikel 2 vum selwechten Artikel a vum selwechte Paragraf, do geet et drëm, fir déi Modülle

mat evaluéierte Kompetenzen an net evaluéierte Kompetenzen eng Rechnung mat Règle de trois ze maachen. Wann Der ee Modüll hutt, wou op enger Säit d'Kompetenzen evaluéiert gi sinn, mee net alleguerten d'Kompetenze konnten evaluéiert ginn, gëtt eng Règle de trois gemaach. Als Éischt gëtt d'Zomm vun den evaluéierte Kompetenze gerechent, duerno duerch d'Zomm vun de maximale Punktzuele vun dëse Kompetenze gedeelt an dann op 60 eropgerechent fir ze kucken, wat da géif erauskommen. An hoffentlech läit déi Nott dann iwwer 30.

Den Artikel 3 féiert eng weider Ännerung vum Punkt 2 Paragraf 3 an. An zwar kritt hei de Klasserot d'Méiglechkeet, een oder méi Modüllen ze dispenséieren, well eng Evaluatioun net konnt gemaach gi wéinst der sanitärer Kris.

An den Artikel 4 preziséiert just, dass déi dräi éischt Artikele vum Gesetzesbuch sech op d'Evaluatioun vun de Modüllen aus der Schoul an aus der Beruffsausbildung bezéien.

Zu den Avisen: De Staatsrot an och d'Chambre de Commerce haten zu dësem Gesetzestext keng gréisser Umierkungen.

D'Chambre des Métiers weist drop hin, dass déi geplangten Ännerungen op kee Fall zu enger Devaloriséierung vun dësem Schouljoer däerfe féieren. D'Zertifikater an d'Diplomer vum Schouljoer däerfen net als mannerwäerteg ugesi ginn an esou d'Zukunftschancen a Gefor bréngen. Gläichzäiteg muss awer och séchergestallt ginn, dass déi Jonk iwwerhaapt dat néidegt Wësse vermëttelt kruten, fir weiderhin hire Beruff auszeüben. An d'Staatsbeamtekummer gëtt hiren Accord, mee fuerdert, dass d'Zensure kloer drop hiweisen, wéi eng Kompetenzen a Modüllen opgrond vun der Kris net konnten evaluéiert ginn.

E ganz e bësse Statistik, awer trotzdeem wat dat lescht Schouljoer ugaangen ass, wou mer schonn en änleche Gesetzestext och hei an der Chamber gestëmmt hunn: Am leschte Schouljoer waren 128.317 Modüllen um Programm. An dovunner goufen der 22.576 dispenséiert. Dat waren am leschte Schouljoer 18 %.

Elo frot Der mech: Wéi gesäit et da fir dëst Schouljoer aus? Dat kann ech lech natierlech nach net soen, well nach keng Conseil-de-classë waren. Fest steet awer, dass de Lockdown an dësem Schouljoer vill, vill, vill méi kuerz war. Am zweete Semester konnte virun allem d'Schüler, déi am Horeca-Beräich waren hir Stagen net maachen. Déi hunn do kee Patron fonnt.

Wéi gesot, zu dësem Zäitpunkt ass et schwéier ze soen, wéi de Prozentsaz wäert si vun den Dispense vun de Modüllen. Mee, ech mengen, et ass kloer, dass dee Prozentsaz wäert vill, vill méi niddreg si wéi d'lescht Joer.

Domadder ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Här Rapporter Gilles Baum villmools Merci a ginn direkt d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, mir hunn u sech dee selwechte Problem wéi d'lescht Joer. Et ass fir eis kloer, datt mer hei Léisunge brauche fir d'Schüler. An et däerf kee Schüler u sech de Leidtragende vum Covid sinn.

Et sinn awer zwou Saachen, déi net kloer sinn. Dat heescht, ech weess net ... oder mir wëssen net, ob séchergestallt ass, datt definitiv déi Kompetenzen, déi elo d'lescht Joer schonn net gepréift gi sinn oder u sech ënnerriicht gi sinn an dëst Joer net, ob déi iergendwann eng Kéier nogeholl ginn. Net datt herno d'Konsequenzen dora bestinn, datt déi Kanner oder Jugendlecher am Beruff herno Schwieregkeete kréien. Dat ass dat Éischt.

An deen zweete Problem, deen ech och d'lescht Joer hei genannt hat, dat ass: Am Text steet ... Den Här Baum - an ech soen nach eng Kéier Merci fir de Rapport - huet och gesot, wann een e Modüll elo zum Beispill mat siwe Kompetenzen huet an et géif just eng evaluéiert ginn, da gëtt déi héichgerechent. Wann ech elo soen, ech hätt siwe Kompetenzen, ech hätt der fënnef mat 10 Punkten an ech hätt der zwou mat 5 Punkten, an et wär just eng vu 5 Punkten evaluéiert ginn an de Jong oder d'Meedchen hat eng kleng Schwieregkeet oder hat keng Loscht gehat, dat ze léieren an hätt just 1 Punkt, da gëtt dat héichgerechent. Dann huet et herno ganz genau 10 Punkten am Modüll.

Dat wär u sech net gerecht. Et ass net séchergestallt, datt et net esou geschitt. Dofir wäerte mer eis hei enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Jo, villmools merci, Här President. Ech mengen, mir hu virdru scho gesot: Déi Jonk kënnen net fir d'Kris a mir sollen alles derfir maachen, datt se esou mann ewéi méiglech ënnert de Kollateralschied leiden. Ech denke mat dësem Projet de loi gi mer an déi richteg Richtung. D'Léiermeedercher an d'Léierbouwe musse kënnen hir Formatioun ofschléissen, fir datt de Jugendchômage, deen d'lescht Joer extreem an d'Luucht gaangen ass, net nach méi an d'Luucht ze dreiwen.

Duerfir, ech denken de Rapporter huet alles ganz gutt argumentéiert an erkläert. Heimat ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. D'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Et geet drëms, an et gouf scho gesot, de Jonken an der Formation professionnelle keng Steng an de Wee ze leeën, mee ënnerstëtzend ze wierken. Grad do, wou se urgence-bedéngt Ännerungen hu mussen erliewen. An dat ënnerstëtze mer, dass mer hei pragmatesch Léisunge fannen am Sënn vun deene Jonken, am Sënn vun de Schüler.

Mir gi ganz gär den Accord heifir. Ech soen awer trotzdeem ofschléissend dem Rapporter ee ganz, ganz grousse Merci hei fir dëse Rapport. An ech hoffen, dass mer dës Dispositioune fir d'leschte Kéier hu mussen huelen an dass et fir d'nächst Schouljoer erëm besser geet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Bernard. D'Wuert geet dann un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President, an och merci dem Rapporter fir dee gudden, detailléierte Rapport. Also, d'Situatioun ass eeben déi, déi se ass. An dat, wat mer elo hei maachen, dat ass sécherlech och net dat Allerbescht. Mee ech mengen och, dass et net vill aner Léisunge gëtt!

An iwwregens ass dee ganze System mat Modüllen och net ëmmer dat Bescht gewiescht. Och scho virun der Pandemie hu sech do oft Froe gestallt. A just pour la petite histoire: Mir souzen emol a Conseil-de-classen zu 25 Leit a mir woussten net, ob e Schüler dann elo iergendwéi säin Déngen do gepackt hätt oder net. Dat ass heiansdo scho kompliżéiert gewiescht.

Bon, egal. D'Situatioun ass elo nach méi kompliżéiert. Mir stëmmen dat heite mat, fir dass mer iergendwéi derduerchkommen an dass mer kënnen no vir kucken a weider. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter Gilles Baum, deen dat hei exzellent virgedroen huet.

Et ass e bëssen en Déjà-vu. Mir hate gehofft, mir missten dat heiten net nach eng Kéier stëmmen. Bref! Elo si mer hei. Da wëlle mir deene konstruktiven a pragmatesche Léisungen net am Wee stoen. Dofir gi mir eisen Accord.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Jo. Just vläicht nach eng Kéier ganz kuerz e Merci fir déi Zoustëmmung hei. An effektiv, jidderee gesäit et an, datt mer an enger Noutsituatioun do waren an datt dat heiten eng vun den Initiative war, déi mer geholl hunn, fir den Apprentissage ofzesécheren, ze stäerken an ze kucken, datt en net a sech géif kollabéiere wärend der Kris.

Ech soen „eng vun de Mesuren". Mir hunn do dernieft eng Primm fir d'Entreprisen agefouert, déi Léiermeedercher a Léierbouwen erëm an d'Entreprise zréckgeholl hunn, déi vläicht duerch eng Faillite oder en Arrêt vun der Aktivitéit hire Léierkontrakt verluer hu bei enger anerer Entreprise. Mir hu gekuckt, datt den Delai, fir e Contrat d'apprentissage ofzeschléissen, verlängert ginn ass. Et ass esou, datt de Contrat d'apprentissage och konnt profitéiere vum Chômage partiel, wat, mengen ech, och eng ganz sënnvoll Initiativ war fir ze kucken, datt mer eng Kontinuitéit vun de Kontrakter a vun der Aktivitéit haten. An eeben hei och d'Dispens.

Ech denken awer, datt virun allem och d'Engagement vun den Enseignanten an de Schoulen an d'Engagement awer och vun de Formateuren an den Entreprisen derzou geféiert huet, datt mer gréisstendeels gutt finalement an der Beruffsausbildung duerch d'Kris komm sinn. Wa mer eis am Ufank ganz grouss Suerge gemaach hunn, dann hunn déi sech zum ganz, ganz groussen Deel glécklecherweis net confirméiert. A jiddereen huet wierklech gekuckt, hei matzehëllefen a matzeschaffen an och emol nach eng Kéier dat eent an dat anert nozehuelen, sief et an der Schoul, sief et awer och an den Entreprisen, fir datt déi jonk Leit gutt preparéiert waren, och wa se hiren Ofschloss, hire Projet intégré final, d'lescht Joer konnte maachen.

Ech wëll och nach eng Kéier soen - an de Gilles Baum huet d'Chiffere genannt virdrun -: Déi Modüllen, déi dispenséiert gi sinn, dat si 17,6 % vun de gesamte Modüllen. Wa mer eis awer elo erënneren, datt mer net woche-, mee méintelaang d'Schoulen zouhaten, datt ganz vill Entreprisen einfach och zou waren, well ganz vill Secteuren och zou waren, an datt et och ëmmer Modülle gëtt, déi nëmme vum Patron kënnen herno evaluéiert ginn, dann, denken ech, ass hei och wierklech just de Minimum dispenséiert ginn an et ass iwwer ganz vill Engagement iwwer aner Weeër probéiert ginn, dach awer de Schüler déi Matière an déi Kompetenz ze vermëttelen, déi ouni Covid sécherlech um Programm gestanen hätten.

Merci lech alleguerte fir d'Versteesdemech fir déi Noutsituatioun an awer och fir d'Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, dem Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7815. Den Text steet am Document parlementaire 7815[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7815 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi mat 39 Jo-Stëmmen an 21 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Georges Engel), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7816 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Deen nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7816, eng temporaire Derogatioun vum Aarbechtsrecht. Ech ginn nach eng Kéier d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Hei geet et ëm e Gesetz mat engem Article unique, wat, jo, ganz kuerz ass, awer och extreem wichteg fir all eis Léierbouwen an eis Léiermeedercher. Et geet ëm eng zäitlech begrenzten Derogatioun zum Paragraf 4 vum Artikel L. 111-3 vum Code du travail, wat d'Reprise vun engem Contrat d'apprentissage ugeet.

Zwou Méiglechkeeten, leider: Verschidden Organisme kënnen oder konnte keng Léierbouwen an dësem Joer wärend der Kris unhuelen oder anerer hu musse wéinst der Kris Kontrakter opléisen, soudass d'Léierjongen an d'Léiermeedercher hu mussen en neie Patron formateur fannen.

D'Gesetz huet bis elo virgesinn, dass se dofir sechs Wochen Zäit hunn - dat heescht, en Delai vu sechs Woche maximal -, fir en neie Kontrakt ze fannen. Dat ass natierlech extreem kuerz an där Krisesituatioun, an där mer eis awer nach befannen. Mat dësem Gesetz soll den Delai, fir sech en neie Patron ze sichen, op dat ganzt zweet Semester ausgedeent ginn.

Wa mer dat dote stëmmen, mengen ech, hëllefe mer ganz ville Léierbouwen a Léiermeedercher, kee Retard an hirer Formatioun ze kréien. Dofir gëtt d'Demokratesch Partei och hei den Accord zu dësem Gesetz.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo. Ech soen dem Rapporter villmools Merci. Mir wäerten dëse Projet de loi natierlech ënnerstëtzen, well et kann net sinn, datt een, deen elo grad kee Betrib fënnt, seng Ausbildung misst ophalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Da wier et un der honorabeler Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Villmools merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot. Ech ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da geet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Och mir schléissen eis deem Gesoten un. Ech soen dem Rapporter Merci a mir droen dëse Projet natierlech ganz gäre mat.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Bernard. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President, an och merci dem Rapporter. Mir stëmme mat Jo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. Da geet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Jo. Merci, Här President. Duerch de Covid-19 koum et och bei der Formation professionnelle zu gréisseren Ëmstellungen. An der Formation professionnelle musse Modüllen nogeholl ginn an evaluéiert ginn; wéi virdru jo och schonn ugeschwat.

Fir evaluéiert ze ginn, mussen d'Schüler awer och aus der Formation professionnelle emol fir d'éischt een Apprentissage fäerdeg kréie respektiv ufänken. Wou fannen d'Schüler fir d'Rentrée dann eng Léierplaz? Den Impakt vum Covid op d'finanziell Situatioun vu Kleng- a Mëttelbetriber, besonnesch am handwierkleche Beräich, ass sécher net ze ënnerschätzen.

Punktuell Hëllefe gouf et jo, mee wéi gräifen dës Hëllefen? Gëtt et schonn Estimatiounen, awéiwäit d'Betriber nei Léierstelle konnte mat deene finanziellen Ustéiss schafen, respektiv sinn dës Hëllefen duergaangen, fir d'Betriber ze motivéieren, an d'Ausbildung ze investéieren?

Et gouf jo am Dezember 2020 déi punktuell finanziell Hëllef fir Handwierksbetriber, déi och wärend der Kris ausgebilt hunn, mat engem Zouschlag pro Léierbouf a Léiermeedchen. Gëtt et do schonn e Bilan driwwer? Dat wier immens interessant.

Net just d'Entwécklung vun de Finanze mécht de Leit an deem Secteur Angscht, mee och elo scho mierkt een, wéi d'Logistik an enger globaliséierter Welt mat Barriäre konfrontéiert gëtt, déi et esou virdrun net gouf. Wéi kréien eis Betriber hir Wuer? Dacks ze spéit. An d'Pandemie ass nach net eriwwer. Dräi Wochen zum Beispill, fir eng Toilette ze ersetzen. Dräi Méint, fir d'Hott vun enger Kiche kommen ze loossen. Mangel u Wuer an u Personal, wann d'Leit am Betrib sech ugestach hunn. Wéi wëllt een ënnert dëse Konditioune jonk Leit ausbilden? Do misst scho virun der Rentrée en zolitten Aktiounsplang um Dësch leien.

Also, mir stëmmen dat do natierlech awer och mat. Mee et ass just, fir drop opmierksam ze maachen, datt d'Betriber et net einfach hunn, an datt mir fäerten, datt awer eng Rei jonk Leit op der Streck bleiwen. An och fir déi, déi d'Ausbildung gemaach hunn elo, déi d'Modullen net konnten esou maachen, wéi se sollten, do wier et awer vläicht wichteg, esou wéi d'Chambre des Métiers och an hirem Avis gefuerdert huet, zolidd Formation-continuë vläicht nach unzebidden. Well wie wëllt herno een, dee keng zolidd Ausbildung hat? An et kann net sinn, datt déi jonk Leit dorënner leiden. Voilà.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Elo wollt ech einfach nëmme soen: „Et ass en Déjà-vu, mir ginn eisen Accord." Dunn huet d'Madamm Cecchetti mer e klenge Stréch duerch d'Rechnung gemaach. Mee merci nach eng Kéier hei un de Rapporter fir dee kuerzen a pregnante Rapport iwwer eng ganz punktuell Ännerung, déi awer ganz wichteg ass, fir eebe grad jonke Mënsche keng Steng an de Wee ze leeën. An dofir gëtt et dann och vun eis gréng Luucht.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Mir hu grad erlieft, datt ni alles gesot ass. An dat ass och gutt esou. Mee ech denken, et geet awer elo duer.

Villmools merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7816. Den Text steet am Document parlementaire 7816[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7816 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Voilà. Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7816 est adopté par 58 voix pour.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7801 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021

Mir kommen elo zum Projet de loi 7801, enger Ofännerung vum Budgetsgesetz 2021. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- D'Lat läit héich.

(Hilarité)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President, elo hat ech bal de Brëll ofgedo amplaz d'Mask.

(Hilarité)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir behandelen haut nees eng Thematik, déi mer schonn eemol hei am Plenum beim Budgetsgesetz fir den Exercice 2021 behandelt hunn. Et geet nämlech drëm, fir de Locatairen am Kader vun engem Contrat de bail commercial an dem Proprietär nach eppes weider entgéintzekommen. An dat, andeems de Proprietär vum Gebai vun engem Abattement profitéiere kann, falls dëse sengem Locataire de Loyer noléisst respektiv reduzéiert. Et ass also eng indirekt Hëllef fir déi betraffe Locatairen.

Den 20. Mee d'lescht Joer hat d'Regierung de Relanceplang „Neistart Lëtzebuerg" presentéiert, deen als Grondlag fir en neie Start vun der Lëtzebuerger Wirtschaft déngt. Eng vun de Moossname war, datt d'Proprietären, déi Gebaier mat engem Bail commercial verlounen, vun engem gedeckelten Abattement fir d'Kalennerjoer 2020 profitéiere kënnen, deen zweemol dem Betrag vun enger eventueller Reduktioun um Loyer oder enger Annulatioun entsprécht.

D'Loyerskäschte kënnen effektiv, wéi mer alleguer wëssen, en décke Batz vun de Gesamtkäschten duerstellen, déi vun de Betriber mat enger kommerzieller, industrieller oder handwierklecher Aktivitéit Mount fir Mount musse bezuelt ginn. Eng Reduktioun, oder souguer am beschte Fall d'Ewechfale vun engem Loyer, kann eng grouss Entlaaschtung vun der Tresorerie vun dëse Betriber bedeiten. En Otem, dee besonnesch fir déi Entreprisë vu grousser Hëllef ka sinn, déi wéinst dem Genre, der Typologie vun hirer Aktivitéit, hu mussen an dëser Kris zäitweis fir de Public zoubleiwen. Virun allem sinn heimat d'Betriber aus dem Horeca-Beräich gemengt.

Och wa bei ville vun eis d'Hoffnung grouss war, datt mer d'Joer 2021, also dëst Joer, mat enger däitlecher Verbesserung vun der sanitärer Situatioun ugoe géifen, hu mer musse feststellen, datt et zu enger Verlängerung vu verschiddene sanitäre Moossnamen huet musse kommen, fir d'Pandemie an de Gréff ze kréien. Dës Mesurë ware wichteg an néideg. Si sinn awer natierlech net ouni Impakt, wéi mer wëssen, op dat wirtschaftlecht Liewe bliwwen.

Dëse Gesetzesprojet soll also den Ëmstänn Rechnung droen a proposéiert, fir d'Moossnamen aus dem genannte Budgetsgesetz op d'Joer 2021 ze verlängeren. D'Zil ass et, fir de Proprietären en Ureiz ze ginn, fir hire Locatairen, déi duerch d'Kris schwéier gelidden hunn, ënnert d'Äerm ze gräifen an dem Locataire iwwert dëse Wee e Liquiditéitssputt ze ginn.

Wie kann dat maachen? Dat kann e Proprietär vun engem Immeubel hei zu Lëtzebuerg geltend maachen. Et kann entweeder eng Personne physique oder eng Personne morale, also eng Gesellschaft sinn, déi Resident oder Netresident ass an d'Gebai respektiv en Deel vum Gebai mat engem Contrat de bail commercial verlount.

Wéi fonctionéiert dës Moossnam? Wann een als Proprietär eng Reduktioun, sief et eng partiell oder eng ganz, also total Reduktioun accordéiert, da kann een zweemol de Montant vun der Reduktioun als Abattement geltend maachen, mat engem Plaffong vu 15.000 Euro. Wann de betraffene Bien immeuble am Bësetz vu Koproprietären ass, da gëtt den Abattement selbstverständlech proportional opgedeelt.

Doriwwer eraus ass awer och eng Brems agebaut ginn, déi Follgendes seet: Wann Erhéijunge vu Loyeren ënnerholl goufen, déi vum Kontrakt hier virum 18. Mäerz 2020 net virgesi waren, also virum Ufank vum État de crise, da ginn dës Erhéijungen net berécksiichtegt fir d'Berechnung vum Abattement! Soumat soll also eventuelle Mëssbrauch evitéiert ginn.

Et sief och nach ugemierkt, datt d'Verlängerung vun der Moossnam eng Revendicatioun vu verschiddene Beruffskummeren an de leschte Méint war a mir als Chamber dëser Demande heimat wëllen nokommen.

Här President, de Staatsrot, de Conseil d'État, huet a sengem Avis vum 11. Mee 2021 keng Remark zum Fong vum Gesetzesprojet formuléiert. Hien huet sech awer mat der Method beschäftegt, wéi hei legiferéiert gëtt. Déi héich Kierperschaft hätt léiwer en autonoomt Gesetz gehat amplaz eng Ofännerung vum Budgetsgesetz.

Mir kruten an der Finanzkommissioun vun de Beamten an dem Finanzministère erkläert, datt dëse Wee aus technesche Grënn erausgesicht gi wier, an datt soumat eng Kohärenz mat der viregter Approche oprechterhale kéint ginn.

An hirem Avis vum 22. Abrëll vun dësem Joer begréisst d'Handelskummer d'Verlängerung vum Abattement ausdrécklech. Si géif just bei de Modalitéiten un e puer klenge Schrauwen dréie goen.

Als Éischt mengt si, datt de Plaffong net an enger absolutter Zuel, also 15.000 Euro pro Gebai oder Deel vu Gebai, ausgedréckt soll sinn, mee éischter als Prozentsaz vum Loyer, fir eng gläichberechtegt Behandlung vun de Steierzueler ze garantéieren.

Zweetens, wat d'Beneficiairen ugeet, fuerdert d'Handelskummer, fir dëse steierlechen Avantage net nëmmen op de Contrat de bail commercial ze begrenzen, si wéilt also, datt all d'Baile betraff sinn, déi am Zesummenhang mat wirtschaftlechen Aktivitéite stinn.

Schlussendlech ass d'Chambre de Commerce der Meenung, datt och d'Loyere vun 2020 vun dësem Projet de loi sollte viséiert ginn.

Vu datt mir och nach en Avis nom Unhuele vum schrëftleche Rapport an der Kommissioun erakruten, also e weideren Avis wuelgemierkt, erlaabt mir, fir awer nach kuerz mëndlech op dësen Avis anzegoen. Et ass dee vun der d'Chambre des Métiers, der Handwierkerkummer. Och d'Chambre des Métiers begréisst hei d'Verlängerung vun dëser Moossnam. Si géif sech awer derfir ausschwätzen, datt méi wéi zweemol de reduzéierte Loyer kéint ofgesat ginn, an datt de Plaffong ugehuewe soll ginn. Doriwwer eraus freet d'Handwierkerkummer, d'Chambre des Métiers wuelgemierkt, fir dës Moossnam no dësem Joer, also no 2021 weiderzeféieren.

E weidere Punkt ass dann och deen, datt de Gesetzesprojet virgesäit, datt de Bailleur d'Prekaritéit vun der Situatioun vum Locataire motivéiere muss, e muss déi begrënnen. D'Handwierkerkummer fënnt, datt dëst kompliziéiert ass an datt dës Dispositioun eng Rechtsonsécherheet duerstelle géif.

Zu gudder Lescht kéint dann d'Handwierkerkummer sech virstellen, datt den Abattement kéint an alle Fäll integral appliziéiert ginn, an dat onofhängeg vun all deenen aneren Ofschreiwungen, och a Fäll, wou de Revenu net kéint negativ ginn.

Här President, ech wéilt nach emol d'Wichtegkeet vun dësem Gesetzesprojet ervirhiewen. Et ass wierklech eng wichteg, jo, eng noutwendeg Moossnam, déi fir vill ugeschloe Betriber eng onëmgänglech finanziell Entlaaschtung bedeite kann. Dofir och den Appell un d'Proprietären, fir heirobber zréckzegräifen, wa se finanziell Schwieregkeete bei hirem Locataire gesinn.

Dat gesot, bleift mer nach just, Iech Merci ze soe fir Är Opmierksamkeet. An ech ginn natierlech och am Numm vu menger Fraktioun, der DP-Fraktioun, den Accord zu dësem Gesetzesprojet. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Rapporter André Bauler.

An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Gilles Roth als éischten ageschriwwene Riedner.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dem Rapporter merci, an d'CSV wäert dëse Gesetzesprojet stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Jo, d'Lëtzebuerger Regierung huet jo, wéi gesot, eng Rei Aiden en place gesat, fir d'Ekonomie ze ënnerstëtzen. Ma hei maache mer och en Appell un d'Solidaritéit, un d'Acteuren, déi Deel vun eiser Gesellschaft sinn, fir iwwert dësen Abattement d'Réduction du loyer ze accordéieren. A wéi gesot, als LSAP ënnerstëtze mer dëse Gesetzesprojet. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. An da wier et um honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech soen och am Numm vu menger Fraktioun dem Rapporter villmools Merci fir déi ganz Expositiounen, déi e gemaach huet an ech ginn den Accord vun onser Fraktioun. Dat heiten ass eng gutt Mesure och fir alleguerten d'Commerçanten an alleguerten déi Leit, déi Schwieregkeeten haten an deem Krisejoer, fir dass d'Proprietären incitéiert ginn, fir d'Loyeren nozeloossen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, och vun eiser Säit aus en häerzleche Merci un den Här Bauler fir e ganz komplette Rapport. Deem ass näischt bäizefügen. A mir schléissen eis deem allgemenge Konsensus hei gär un. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, am Ufank vun der Pandemie hu vill Leit gemengt a gesot, mir wieren all an deem selwechte Boot - mir kënnen eis dorun erënneren -, de Virus géif eis jo schlisslech alleguer treffen. Dofir hu mer an där Illusioun gelieft, dass mer all d'selwecht vis-à-vis vum Virus wieren.

Schnell awer hu mer gemierkt, dass mer net all an deem selwechte Boot sinn, mee déi eng op Yachten an déi aner a Schlauchbooter. De Virus huet eis net d'selwecht getraff an och d'Géigemoossnamen zum Virus net. An dat heite Gesetz, wat vläicht gutt gemengt war an d'Konsequenze vun de Covidmoossname wollt drosselen, dréit awer derzou bäi, dass déi Déck méi kréien an déi Kleng manner. Et ass eng regressiv Steiermoossnam. Well wat gëtt hei gemaach? Mat deem heite Gesetz schenkt d'Allgemengheet de grousse Proprietäre Suen, wa se hire Locatairen en Deel vum Loyer noloossen.

Domadder net genuch. Dës Reegelung kompenséiert net nëmmen hir Loyersausfäll, mee se iwwerkompenséiert se, soudass de Proprietär besser ewechkënnt, wann en dem Commerce de Loyer noléisst, wéi wann en et net géif maachen. Mee opgepasst! E kritt d'Baisse vum Loyer nëmmen dann iwwerkompenséiert, wann en op d'mannst e Joresakommes vu 50.000 Euro huet. A wat e méi héich Revenuen huet, wat e méi verdéngt mat dëser Steiermesure!

D'Handwierkerkummer huet dat schéi virgerechent. Mir wollten et eigentlech maachen, mee do hu mer gesinn, dass si et scho gemaach haten. Eng Persoun mat engem Joresakommes vu 50.000 Euro an der Steierklass 1, dee sengem Locataire 7.500 Euro noléisst, kritt déi 7.500 Euro vun der Steier zréck an nach e klenge Kaddo drop - anerer nennen dat Incitatif - vun 21 Euro. Eng Persoun mat engem Joresakommes vun 200.000 Euro, déi also véiermol esou vill verdéngt, kritt déi 7.500 Euro vun der Steier zréck an uewendrop 2.555 Euro.

Do hu mer et: Wat ee méi räich ass, wat ee méi e grousse Kaddo vun der Allgemengheet kritt. An dat, obwuel een dee selwechten Effort gemaach huet. Eigentlech souguer manner. Well deem Räichen di 7.500 Euro Baisse manner wéi wéi engem, dee manner Revenu huet.

Richteg lount et sech dann, wann een e puer Geschäftslokaler huet fir ze verlounen. Mat 200.000 Euro Joresakommes a fënnef Geschäftssurfacë kritt een zousätzlech also nach e Kaddo vum Staat vun 11.400 Euro.

A well deen Dispositif jo och fir Personne-moralë gëllt, wäerte virun allem déi grouss Akafszenteren hir Freed drun hunn, well déi kënnen dann och fir all Geschäftssurface, déi se verlounen, zousätzlech Benefisser maachen.

Här President, d'Covidkris huet vill kleng Geschäftsleit haart getraff, ouni dass si dofir kënnen. Dass déi ëffentlech Hand an esou enger Ausnamesituatioun déi betraffe Persoune muss mat ëffentleche Gelder ënnerstëtzen, domadder si mir natierlech averstanen, well, an dat hu mir als Lénk och scho méi oft hei gesot, kee Mënsch en Interêt drun huet, dass déi kleng Commercë faillite ginn an och manner nach hir Salariéen. Dat ass kloer. An aus deem Grond si jo och ganz generéis Hëllefsprogrammer hei fir Entreprisen a fir Commercen agefouert ginn: forfaitaire Hëllefen, Hëllefe fir Frais non couverts, Hëllefe pro Salarié, Aide-remboursablen an och Staatsgarantien. Mir hunn eis dobäi oft enthalen, well den Däiwel am Detail stécht, mee am Prinzip si mer mam Prinzip averstanen.

Mat deem heiten awer kënne mer net averstane sinn, well dat heiten ass eng Mesure, déi virun allem deene grousse Proprietären zeguttkënnt an eeben och Ongläichheeten ënnerstëtzt. Dass déi fortunéiert Klasse musse fir all Akt vu Solidaritéit extra vum Staat kompenséiert ginn, dat ass eigentlech schonn traureg genuch, mee dass se dann och nach musse méi erauskréien, wéi se eeben u Loyer noloossen, an och nach méi erauskréien, wat se méi räich sinn, dat schléit awer dem Faass de Buedem aus. Mir fannen dat e schlechte Witz, a mir wäerten natierlech dergéint stëmmen.

Merci fir Äert Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grousse Merci un de Rapporter André Bauler, deen hei, wéi gewinnt, en ausféierleche Rapport souwuel mëndlech wéi och schrëftlech virgeluecht huet.

Mir Piraten si prinzipiell d'accord mat der Verlängerung vum Abattement fir Proprietären, déi hire kommerzielle Locatairë manner respektiv kuerzzäiteg guer kee Loyer froen.

Dat, wat d'Madamm Oberweis elo grad hei op der Tribün presentéiert huet, ass eng generell Kritik un dem System vun Abattementer am Steierwiesen. Et ass esou: Wie méi verdéngt, dee bezilt méi en héije Steiersaz. Dat heescht, wa mer en Abattement maachen, profitéiert e méi dervun.

Dat ass e Kritikpunkt, dee mer schonn e puermol hei formuléiert hunn. Dat geet vum Vëlo, vum elektresche Vëlo, iwwert d'Aiden, den Abattement zum Beispill fir Frais-domestiquen. Wie méi verdéngt, dee bezilt méi Steieren, méi en héijen Taux, kritt also méi eraus, wann en déi ofsetzt. Esou einfach ass et u sech. Dofir, mengen ech, ass et eng ganz berechtegt Kritik, déi hei formuléiert gouf. Eng Kritik, déi mer och generell, wa mer elo iwwert d'Steierreform schwätzen, musse berécksiichtegen. An ech denken, datt mer do jo op deene richtege

Schinne stinn, fir deen Debat an abseebarer Zäit hei an der Chamber kënnen ze féieren.

Zréck awer zu dësem Text. Dësen Abattement hëlleft a priori deene Betriber, déi eebe Problemer an der Kris kruten. Déi Betriber, déi bei hire Proprietär ginn a soen: „Ech ka mer et am Moment net leeschten. Kanns de mer dat heiten noloossen?" A fir datt dee Proprietär eebe grad keng Perte huet, gëtt en Abattement geschaf. Dat ass grondsätzlech ze begréissen. Mir wëllen et klenge Betriber erméiglechen, duerch d'Kris ze kommen. Mir wëllen et erméiglechen, datt se eebe grad hire Bailleure kënnen de Loyer bezuelen, dee geschëllt ass, respektiv wa se dat net kënnen, datt et do opgeet um Enn vum Dag.

Et gëtt awer ee klenge Couac nach an deem heite Projet, e Couac, wou et éischter drëm geet, fir Flexibilitéit ze weisen. Et geet nämlech drëm, datt ee muss noweisen, datt ee covidbedéngt eng prekär Situatioun huet. Den Afloss vum Virus op de Betrib ass awer net ëmmer einfach ze beweisen. Dat kann een elo vläicht bei engem Hotel oder bei engem Restaurant, deen eng Fermeture administrative hat, ganz einfach noweisen. Bei engem normalen Handelsgeschäft ass et awer vläicht scho méi schwéier. Spéitstens wa mer dann an d'Büroe ginn, fänkt et un, ganz schwiereg ze ginn, fir vläicht am Detail nozeweisen, datt dat heite covidbedéngt eng prekär Situatioun ass. Mir géifen eis also wënschen, datt hei d'Steierverwaltung déi néideg Largesse géif weisen, déi néideg Largesse, fir eeben derfir ze suergen, datt, wann dat deklaréiert gëtt a plausibel gemaach ka ginn, datt dat dann och ugeholl gëtt.

D'Aféiere vun engem Abattement ass also sécherlech ni perfekt, mee awer eng wichteg Mesure am Kontext vun dëser Kris. An dat gesot, ginn ech den Accord vun de Piraten fir dës Mesure. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, léif Regierungskolleegin, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, et ass vläicht derwäert, dass een awer e puer Minutten iwwert dës Mesure nodenkt, well et awer eng originell ass. Et sinn e puer Kriticken opkomm. Ech freeë mech awer natierlech driwwer, dass eng ganz breet Majoritéit dës Mesure, déi mer jo elo da fir d'Zweet maachen, hei ënnerstëtzt.

Den Haaptgrond, firwat mer dat gemaach hunn, ass, well mer erkläert kruten, an dat huet och ageliicht, wa mer an där Period, an et muss ee sech zréckversetzen an déi éischt Well, 4.000, 5.000 Euro engem Independant ginn hunn, fir dass en iwwert d'Ronne kënnt, wou der ganz vill eis erkläert haten: „Dat ass alles schéin a gutt, mee ech hunn esou en héije Loyer ze bezuelen an do kommen ech iwwerhaapt net méi iwwert d'Ronnen." - Punkt 1.

Punkt 2: Mir wollten esou minimal wéi méiglech an de Kontrakt, an de Loyerskontrakt intervenéieren. Ech mengen, däers muss ee sech bewosst sinn, dat ass eng komplizéiert Saach. De Bailleur huet jo en Accord mat sengem Locataire. An ass et dann d'Roll vum Staat, op eemol do ze intervenéieren? An du war dat heiten déi meescht cibléiert Mesure, déi eis agefall ass. Ech muss Iech soen, ech hunn och international mat Kolleegen, anere Finanzministeren, mech ausgetosch driwwer an ech krut vu ville gesot, dass dat eng ganz originell Manéier wär an eng gutt Manéier wär, fir de Problem unzepaken, ouni un d'Kontrakter ze goen. Dat heescht, et versteet een, dass den Ausgangspunkt vun der ganzer Filiatioun extra war, an dofir hu mer déi Léisung hei gewielt.

Den „double abattement", wat heescht dat? Jo, dat heescht jo dann, dass de Proprietär, wann en dann deen Abattement kritt op déi Reduktioun, déi en do gëtt, dass déi en näischt kascht. Et ass jo am Fong geholl dat.

Wat hu mer do nach agefouert? Mir hunn e klengen, e relativ klenge Montant drageschriwwen, well et ass eis jo dréms gaangen, deene Commerçanten an Handwierker an Entrepreneuren ze hëllefen, déi net riseg Loyere bezuelen. Well déi, déi riseg Loyere bezuelen, si ganz oft grouss Gesellschaften, déi sech esou e Loyer kënne leeschten. Hei geet et natierlech ëm d'PMEen, Horeca ganz bestëmmt, awer net nëmmen Horeca. Dofir déi absolutt Montanten, wat déi eng oder déi aner och emol kritiséiert hu vun de Chambre-professionnelle. Ech versti si. Si vertriede se alleguerten, si hätte gären, dass jiddwereen eppes kritt. Mee mir mussen natierlech och dorop beduecht sinn, dass mer grad deenen hëllefen, déi et am meeschte brauchen.

An dofir ass déi Mesure eebe gemaach ginn, wéi mer et hei presentéiert krute vum Rapporter André Bauler, deem ech villmools Merci wëll soe fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Bericht.

Ech kann Iech versécheren, fir déi, déi dat opgeworf hunn, dass et der Steierverwaltung mat deene Krittären, déi hei drastinn, net drëms geet, dat heiten net unzehuelen. Mir hu jo mussen e Krittär draschreiwen. Mir hu jo eppes musse soen. De But hei ass, dass et esou vill wéi méiglech ugeholl gëtt. An de Fait, dass déi Locatairen, déi virun der Kris scho Problemer haten, exclu sinn, dat huet och mat de Konkurrenzreegele vun der EU ze dinn. Dofir ass déi Aschränkung dran.

Ech mengen, dass ee mat deenen Erklärungen hei allegeurte versteet, wat fir eng Logik mer hei verfollegt hunn. A well déi Mesure en fait ganz gutt vun den Entreprisen opgeholl ginn ass a mer vill positiv Echoe kruten, hu mer dann am Laf vum éischten Trimester vun dësem Joer decidéiert, dass mer dës spezifesch, geziilte Mesure nach eng Kéier géife wëlle maachen. Dofir haut dee Projet de loi.

Ech soen Iech Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7801. Den Text steet am Document parlementaire 7801[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7801 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7801 est adopté par 57 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Georges Engel), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. Changement de composition du Comité de discipline

Erlaabt mir, zwëschenduerch d'Chamber ëm en Averständnis ze froen. Wat d'Zesummesetzung vum Comité de discipline ugeet, proposéiert d'CSV-Fraktioun, datt den Här Michel Wolter den Här Léon Gloden ersetzt. Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. 7653 - Projet de loi portant création d'un Pacte Climat 2.0 avec les communes et portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7653 iwwert de Klimapakt mat de Gemengen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti, den Här Marc Goergen. An d'Wuert kritt elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur*.- Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei ëm d'Kreatioun vum Klimapakt 2.0 mat de Gemengen, dem Nofollger vum Klimapakt 1.0, deen, mengen ech, déi meescht heibanne ganz gutt kennen.

Et geet drëms, de Klimapakt, en Instrument, ...

Une voix.- Sch!

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur*.- ... dat enorme Succès hat, bis 2030 ze verlängeren a weider ze verstäerken. Mam Klimapakt 2.0 kréien d'Gemengen nach méi Ënnerstëtzung, fir sech um lokale Plang fir de Klimaschutz staark ze maachen. D'Berodung fir d'Gemenge gëtt ëm 50 % eropgesat an de Klimapakt gëtt och thematesch méi breet opgestallt, soudatt en dem Defi vum Klimawandel an all senge Facette ka gerecht ginn.

Getrei nom Motto „Think global, act local" ass de Klimapakt en Instrument, dat d'Aarbecht am Klimaschutz an an der Transition énergétique vun de Gemengen um lokalen Niveau valoriséiert an d'Gemengen ënnerstëtzt, fir an hire Klimaaktiounen ëmmer méi ambitiéis ze ginn.

Mam Klimapakt 1.0 gi ganz konkreet Resultater a puncto Klimaschutz um Terrain ervirbruecht. A mam Kilmapakt 2.0 wëlle mer elo déi positiv Dynamik weiderféieren an acceleréieren, well mir kënnen d'Defie vum Klimawiessel nëmmen zesumme mat de Gemengen a hire Bierger ugoen. De Klimapakt 2.0 ass natierlech och e wichtegt Instrument bei der Ëmsetzung vum PNEC, Plan national énergie et climat oder och nach dem nationalen Energie- a Klimaplang, souwéi och vun der Ëmsetzung vum drëtten nationale Plang fir eng nohalteg Entwécklung. 2012 ass de Klimapakt 1.0 mat de Gemengen iwwer Gesetz agefouert ginn an en ass 2020 ausgelaf.

Dës éischt Versioun war e groussen Erfolleg. 2020 waren all d'Lëtzebuerger Gemengen am Klimapakt 1.0 agebonnen an 93 % (veuillez lire: 96 %) vun hinne waren zertifiziéiert ginn. Et muss ee bedenken: De Klimapakt 1.0 ass op fräiwëlleger Basis geschitt, sou wéi och natierlech den 2.0. Si haten also op d'mannst 40 % vum maximale Score aus dem Mesurëkatalog erreecht. 78 Gemengen ...

(Interruption par M. Léon Gloden)

Här Gloden, kommt Der matschwätzen, wannechgelift? A. Merci.

(Hilarité)

78 Gemengen hu 50 % erreecht a ganzer 13 Gemenge si Gold-zertifizéiert. All dës Gemenge setze Moossnamen ëm, fir d'Emissioun vun Zäregasen an hirer Gemeng ze reduzéieren, fir zu enger Adaptatioun vum Klimawandel bäizedroen, d'Loftqualitéit ze verbesseren an d'Kreeslafwirtschaft ze stäerken.

De Klimapakt 2.0, deen iwwert d'Period vun 2021 bis 2030 geet, huet d'Ambitioun, fir den aktuellen Dispositif vu Moossnamen ze verstäerken an nach weider auszebauen.

Dräi Domäner sinn hei haaptsächlech betraff. Éischtens: D'Zil vum Klimapakt 2.0 ass, d'Capacitéiten op lokalem Niveau ze verstäerken. D'Berodung vun der Gemeng duerch Klimaconseilleren ass hei besonnesch wichteg. An duerfir gëtt dës Offer am Klimapakt 2.0 weider ausgebaut. D'finanziell Ënnerstëtzung vun de Klimaconseilleren, déi d'Gemenge begleeden an technesch ënnerstëtzen, gëtt ëm 50 % erweidert.

De Klimapakt gëtt och thematesch méi breet opgestallt an d'Gemenge kënnen op eng spezialiséiert Berodung zréckgräife fir spezifesch Thematiken, déi am Klimaschutz eng wichteg Roll spillen, wéi zum Beispill energeetesch Renovatioun oder d'Kreeslafwirtschaft. D'Kollaboratioun mat de Partnerorganisatioune wéi SIGI, Klimabündnis, CELL, IMS oder EBL gi verstäerkt. An da gëtt och d'Gouvernance an de Gemenge selwer verbessert, virun allem doduerch, datt e Klimaschäffen agefouert gëtt, also e Member vum Schäfferot mandatéiert gëtt, sech aktiv an dëse Prozess anzebannen, de lokale Klimaschutz politesch weiderzedreiwen an de Suivi vun der Evolutioun vum Klimapakt ze maachen. Domat gëtt och d'Klimaekipp politesch gestäerkt a verstäerkt.

Zweetens: De Klimapakt ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift, keng bilateral Reuniounen, soudatt een dat ze vill gutt héiert an datt de Rapporter gestéiert ass. Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur*.- Merci, Här President. De Klimapakt 2.0 soll och eng besser Quantifizéierung erlaben, et also erlaben, den Impakt vun de Mesuren, déi d'Gemengen um lokale Plang huelen, besser kënnen ze verfollegen. Esou kann een de Suivi vum Programm verbesseren, d'Gemeng ka vis-à-vis vun de Biergerinnen a Bierger besser duerstellen, wat se puncto Klimaschutz mécht an et dréit och zu enger verbesserter Interkomparabilitéit bäi.

An dann drëttens - last but not least - soll de Klimapakt 2.0 och derzou bäidroen, der Biergerbedeelegung méi Opmierksamkeet ze ginn: d'Gemengen ënnerstëtzen, fir méi op d'Awunner/innen duerzegoen. Dëst soll derzou bäidroen, datt d'Acteuren an der Gemeng - also Biergerinnen a Bierger, Entreprisen an aner lokal Acteuren - sech méi aktiv an de Kampf géint d'Klimaännerungen abannen.

Wéi fonctionéiert de Klimapakt 2.0? De Klimapakt 2.0 fonctionéiert am Allgemengen no de Prinzippie vum Klimapakt 1.0 an ech mengen, deen ass och an dësem Haus hei bekannt.

De Projet de loi 7653 kreéiert also de Klimapakt 2.0 an autoriséiert de Staat, d'Gemengen, déi um Klimapakt deelhuelen, zwëschent 2021 an 2030 finanziell ze ënnerstëtzen. D'finanziell Ënnerstëtzung vun de Gemenge gëtt och iwwert de Projet de loi gereegelt.

Wéi gesäit nun déi finanziell Ënnerstëtzung vun de Gemengen aus? D'Gemeng kritt eng finanziell Ënnerstëtzung fir de professionelle Klimaberoder, sief dat en allgemenge Beroder oder e spezialiséierte Beroder, sief dat intern oder extern Persounen zu der Gemeng, déi der Gemeng zur Verfügung stinn, déi scho Salariéë bei der Gemeng sinn. Wéi éinescht scho gesot: De Volume vun der Berodung gëtt massiv an d'Luucht gesat. D'Gemengen hu mam Klimapakt 2.0 50 % méi Berodung zegutt. Dat si bis zu 75 Deeg, natierlech a Fonctioun vun der Populatioun.

Eng variabel järlech Subventioun - Bonus-Klimapakt 2.0 - gëtt et fir déi Gemeng, déi ee vun deene véier Certificatiounsniveauen erreecht. Wéi virdru gesot: Véier Niveaue vu Certificatioun si méiglech - 40 %, 50 %, 65 % a 75 % vun deem, wat maximal méiglech ass. Den Niveau 65 % ass hei bäigesat ginn, well de Sprong vu 50 % op 75 % als ze grouss estiméiert gouf. Dëse Bonus hänkt natierlech ënner anerem vum Niveau de certification of - zum Beispill wann een op Gold wëllt goen. Eng Gemeng, déi méi een héije Certificatiounsniveau erreecht, kritt méi Ënnerstëtzung.

An da gëtt et eng Prime unique vun 10.000 Euro fir déi Gemengen, déi eng Certificatioun zu engem spezialiséierten Theema hunn, wéi zum Beispill Kreeslafwirtschaft oder energeetesch Renovatioun.

D'Regierung huet ofgeschat, datt d'finanziell Ënnerstëtzung fir de Klimapakt 2.0 all Joer an der Moyenne ongeféier 14,2 Milliounen Euro kascht, déi iwwert den Energie- a Klimafong un d'Gemengen ausbezuelt ginn.

Ech wéilt dann hei och kuerz op den Amendement vun der CSV agoen, dee sech speziell ëm déi finanziell Ënnerstëtzung vun de Gemenge gedréit huet. An hirem Amendement huet d'CSV proposéiert, datt d'Awunnerzuel bei der Héicht vun der Subventioun vun der Klimaberodung kee Krittär sollt sinn, mee datt all Gemeng, egal ob kleng oder grouss, déi nämmlecht Subventioune sollt kréien. Bei der variabeler Subventioun huet d'CSV proposéiert, datt dës eng forfaitaire wéi och eng variabel Subventioun sollt beinhalten, déi am gläiche Mooss op d'Awunnerzuel an op d'Fläch vun der Gemeng berechent gëtt.

Den Amendement ass an der Kommissioun net ugeholl ginn, well de Projet de loi generell schonn de Volume vun der Berodung staark eropschrauft - ëm 50 % - an och well mam Klimaschutz d'Infrastrukturen éischter vu Wichtegkeet si wéi d'Fläch vun der Gemeng an esou d'Awunnerzuel vun der Gemeng e bessere Facteur ass, fir d'Subventiounen ze berechnen.

Beim Naturpark, dee mer jo och hei deemnächst eng Kéier op de Leescht huelen an deen den Naturschutz an de Gemenge valoriséieren an encouragéiere soll, gi mir jo schonn an dës Richtung, well beim Naturschutz d'Fläch vun enger Gemeng ganz kloer eng grouss Roll spillt. An deem Sënn wäert den Naturpark dann och komplementar sinn zum Klimapakt 2.0.

Zum Avis vum Staatsrot: De Staatsrot hat just eng Opposition formelle gemaach, nämlech um Punkt vum Finanzement vun de Beroder a Beroderinnen. De Staatsrot huet méi Prezisioun verlaangt a wollt, datt eng kloer Definitioun vu Klimaberoder oder -beroderin an hir professionell an technesch Kompetenze missten an d'Gesetz ageschriwwe ginn an net an eng Annex vum Contrat-cadre tëschent der Regierung an der Gemeng.

Den Avis vun der Chambre de Commerce: Dës Chamber insistéiert drop, datt déi Entreprisen, déi an enger Gemeng ugesidelt sinn, ganz no an de Klimapakt 2.0 solle agebonne ginn, notamment wärend der Ausaarbechtungsphas wéi och der Ëmsetzungsphas. Och begréisst d'Chambre de Commerce d'Aféierung vu spezialiséierte Conseilleren, mee freet, datt eng Definitioun vun dëse Persounen an dëse Projet de loi integréiert gëtt.

D'Chambre des Métiers hat keng Observatioun zu dësem Projet de loi.

Avis vum Syvicol, dem Syndicat des villes et communes luxembourgeoises: De Syvicol ënnersträicht, datt d'Gemenge sech scho laang an aktiv a fräi-

wälleg fir de Klimaschutz um lokalen Niveau engagéieren. En huet virun allem eng Rei Remarken iwwert d'Subventioune gemaach. De Syvicol bedauert, datt déi forfaitaire Subventioun aus dem Klimapakt 1.0 gestrach gouf. Och freet de Syvicol méi Flexibilitéit bei der Attributioun an der Verdeelung vum Contingent vu Stonnen, déi dem Klimaberoder zoustinn, fir d'Gemeng ze ënnerstëtzen. Dëst a Fonctioun vun de Besoine vun enger Gemeng. Da mécht de Syvicol eng Rei Propositiounen, wat d'Iwwergangsphas vum Klimapakt 1.0 zum Klimapakt 2.0 betrëfft.

Schlussendlech begréisst de Syvicol d'Propositioun, datt e „Klimaschäffen" an de Klimateam genannt gëtt. De Syvicol freet awer och, datt de Gemengerot schonns am Virfeld méi agebonne gëtt. Dëst virun allem, fir d'Adhesioun vun der Gemeng, vun de Gemengeconseilleren an an de Kommissiounen an den Aarbechtsprogramm a seng Ënnerstëtzung ze garantéieren, fir datt de Gemengerot sech de Klimapaktprogramm politesch appropriéiere kann.

Da gouf et och nach eng Prise de position vum Mouvement écologique, déi Dir um Portail vun der Chamber erëmfannt. Dës ass eng iwwergräifend Stellungnam zu den dräi Pakten: Pacte Climat, Pacte Nature a Pacte Logement. De Mouvéco gräift d'Partnerschaft Staat/Gemenge mam follgendem Titel an dësen dräi Pakten op: „De richtege Kader setze fir eng zilorientéiert Partnerschaft Staat-Gemengen!"

Zum Klimapakt seet de Mouvéco ënner anerem: „Um aber ein chiffriertes Monitoring des Klimapakts 2.0 zu ermöglichen, braucht es eine deutliche Verbesserung der Datenlage auf kommunaler Ebene".

De Projet de loi ass de 25. August 2020 vun der Ëmweltministesch an der Chamber deposéiert ginn. An der Sitzung vun eiser Kommissioun vum 17. September 2020 sinn ech zum Rapporter vu dësem Projet de loi ernannt ginn. De Staatsrot huet säin éischten Avis de 4. Mäerz 2021 ofginn, dee mir de 16. Mäerz analyséiert hunn. Säin zweeten Avis ass vum 11. Mee, dee mir de 17. Mee analyséiert hunn. An der Sitzung vum 21. Abrëll 2021 goufen d'Amendementer vun der CSV-Fraktioun an eiser Kommissioun examinéiert. De Rapport, sou wéi en Iech hei virläit, ass den 31. Mee 2021 an eiser Kommissioun ugeholl ginn.

Mat dësem Projet de loi kreéiere mir also de Klimapakt 2.0. Deen éischte Klimapakt hat en enorme Succès an dofir läit et op der Hand, dëst Instrument bis 2030 weiderzeféieren a weider ze verstäerken.

Mam Klimapakt 2.0 kréien d'Gemengen nach méi Ënnerstëtzung, fir sech um lokale Plang fir de Klimaschutz staarkzemaachen. D'Berodung fir d'Gemenge gëtt ëm 50 % eropgesat an de Klimapakt gëtt och thematesch méi breet opgestallt, fir den Defie vun haut a muer gerecht ze ginn.

Ech soen Iech villmools Merci fir Äert Nolauschteren a ginn domat och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Ech soen dem Här Rapporter Carlo Back villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, fir d'éischt emol dem Karel Back villmools merci fir säi Rapport zu dësem Gesetz, souwuel de schrëftleche wéi och de mëndlechen. En huet dat, fannen ech, gutt gemaach, well de Klimapakt 2.0 e Gesetzesprojet ass, deen eeben um Klimapakt 1.0 fousst. En huet gutt duergestallt, wat deemools schonn alles entscheet gi war, Succès hat a wourop elo de Klimapakt 2.0 opbaut an a wat fir enge Beräicher en iwwert de Klimapakt 1.0 erausgeet.

An de Klimapakt 2.0 ass ee Gesetzesprojet, deen - menge mer - eng besonnesch grouss Opmierksamkeet verdéngt, well en de Klimaschutz op deen Niveau dréit, op deem déi politesch Entscheedunge besonnesch vill Wierkung entwéckelen, nämlech op den Niveau vun de Gemengen, no bei d'Leit. An dofir sti mer als CSV voll a ganz hannert den Ziler vum Klimapakt, zumools dem Klimapakt 1.0, deen duerch déi entscheedend Fiederféierung vum Marco Schank, gudde Frënd a fréiere Kolleeg hei an der Chamber, deemools säi ganze Succès entfaalt huet.

Wat mécht de Succès vum Klimapakt eigentlech aus a wat kënne mer och als Nationalpolitik iwwerhaapt fir eis ganz Klimapolitik aus deem Klimapakt do fir Léieren zéien? U sech hätt ee jo bei esou engem transversale Gesetz, dat probéiert, sech an all déi verschidde Gemengen eran ze iwwersetzen, e puer prinzipiell pedagogesch Méiglechkeeten. Gewielt gouf vun Ufank un de Prinzip vun der Fräiwëllegkeet. Wie Klimaschutz wëllt an dofir attraktiv Konditiounen ugebuede kritt, engagéiert sech och spierbar an och mat Houfert a mat vollem Engagement. An d'Ufäng vum Klimapakt hu gewisen, wéi een d'Leit an dat berüümt Klimaboot mat erakritt.

A wat beim Klimapakt doriwwer eraus interessant ass, dat ass, dass en eng miessbar Struktur huet, déi a Kategorien an an Niveauen agedeelt ass an an där ee sech selwer anuerdnen a moosse kann, an där ee sech selwer Ambitioune stelle kann an an där ee sech och positiv un aneren inspiréieren an engagéiere kann. Et ass e System, deen usporent. Et ass also net eleng de Prinzip vun der Fräiwëllegkeet, mee och dee vum „Incentive", de Prinzip vun der Motivatioun.

An dass de Klimaschutz duerch de Klimapakt um Niveau vun eise Gemengen deemools schonn esou konkreet siichtbar ginn ass, war deemools och deenen ze verdanken, déi sech voll engagéiert hunn an déi sech regional zesummegeschloss hunn. An dat waren am Ufank eebe besonnesch d'Naturparken. Ech hunn déi grouss Chance, an eiser Fraktioun iwwert den Aly Kaes an iwwert de Mulles Eicher ganz villes iwwert den Naturpark Our gewuer kënnen ze ginn an och verstanen ze hunn, wéi si dat deemools ugepaakt hunn, wéi se Klimapakt a wéi se Naturpakt matenee verbonnen hunn a lokal a regional hir Aktiounen openaner ofgestëmmt hunn.

Ganz vill aner Gemengen a Gemengepappen a Gemengemamme kënnen och vu sech erzielen, wéi se dat gemaach hunn. Et war deene Gemengen, déi sech direkt voll dragestierzt hunn a sech net mat engem Mëttelmooss zefridde wollte ginn, ze verdanken, dass de Klimapakt deemools um Niveau vun de Gemenge richteg gegraff huet. An et waren zum Deel ganz vill éischter kleng Gemengen, déi e fantastescht Virbild ofginn hunn. Dat ass eigentlech dat, wat mer och als CSV nimools genuch kënne betounen. Dat ass och de Grond, firwat mäi Kolleeg Aly Kaes ëmmer erëm op d'Bedeitung vun de klenge Gemengen hiweist. Et ass iwwregens net hien eleng: Och am Avis vun der Chambre de Commerce war kloer ze liesen, wéi wichteg et ass, dass déi kleng Gemengen - proportional vis-à-vis zu deene grousse Gemengen - ganz gutt, d'selwecht gutt a gerechterweis richteg gutt ewechkommen.

Dass de Klimapakt esou vill Elan krut a bis enges Daags eng Kéier alleguerten d'Gemenge souguer fräiwëlleg matgemaach hunn, war am Ufank deenen an deene klenge Gemengen ze verdanken, déi duerch regional Zesummeschléiss eng immens Dynamik entwéckelt hunn. Ech wëll et nach eng Kéier erwänen: Déi Gemeng zum Beispill - an den Aly Kaes huet et an de Kommissiounen och ëmmer erëm widderholl a gesot -, an där hie Buergermeeschter ass - Tandel -, ass als éischt mat Sëlwer zertifizéiert ginn. Zu véier Gemengen hu se deemools och nach zesumme mam Camille Gira als Staatssekretär zu Leipzig dat europäescht gëllent Ofzeeche kritt. Ech mengen - wa mer eis do sécher sinn -, et ware Biekerech, Schëffleng, Tandel an Housen, déi deemools concernéiert waren.

Grad dowéinst wëlle mer a wäerte mer weiderhin ëmmer erëm op d'Interessien an d'Besoine vun de klenge Gemengen opmierksam maachen an hunn dat och hei gemaach aus der Suerg eraus, dass eebe wéinst dem Krittär vun der Awunnerzuel déi kleng Gemengen net an de Genoss komme vun de Mëttelen, déi se brauchen, fir Personal ze hu fir déi vill Aarbecht, déi se wëlle leeschten, fir de Klimapakt ëmzesetzen.

Ech soen dem Karel Back och Merci dofir, dass en d'Amendementer vun der CSV erwäänt, kommentéiert an och duergestallt huet, zumools de Klimapakt 2.0 ëm e puer Dimensiounen erweidert gouf. Besonnesch ëm déi vun der Participatioun, déi jo och gestalt muss ginn a wou ee mat de Leit muss kënne schwätzen. An dofir brauch een Zäit, fir mat de Leit kënnen ze schwätzen an hir Doleancen ze lauschteren an ëmzesetzen.

„Think global, act local" oder „Think global, pact local", wéi d'„woxx" et an engem Artikel deemools zitéiert huet, Här President. Dëse Prinzip mécht den Erfolleg vum Klimapakt aus: de Prinzip vun der lokaler Motivatioun an de Gemengen an de Prinzip vun der regionaler Zesummenaarbecht.

Ech wëll awer och nach eng Kéier erwänen, dass et mech perséinlech zum Beispill beandrockt huet, wéi ech gesinn hunn, dass eng Gemeng wéi Wolz den Zertifikat fir d'Économie circulaire krut an esou Pakten an esou Zertifikater natierlech och matenee verzaant sinn an een dat an enger Gemeng zu enger Gesamtdynamik bréngt, wann ee sech nach aner Zertifikater, un deenen ee wëllt schaffen, als Leescht wëll ginn. Oder zum Beispill an der Gemeng Mäerzeg, an där ee gudde Frënd vu mir Schäffen ass, soudass ech och do d'Informatiounen direkt matkréien a gesinn, wat fir eng Freed se dorun hunn, fir an der Gemeng Mäerzeg d'Gemeinwohl-Ökonomie-Zertifikat kënnen ze kréien an dat an hirer Gemeng zesumme mat Klimapakt an Naturpakt och ëmzesetzen.

D'Erfollegsprinzippie vum Klimapakt: Vill Leit, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, waarden elo op dëst Gesetz, op de Klimapakt 2.0, well se sech weider engagéiere wëllen. Ech weess och vun e puer Gemengen, déi nach net ënnerschriwwen hunn, well se drop gewaart hunn, dass d'Gesetz endlech gestëmmt ass. Et gëtt anerer, déi et anescht gemaach hunn, mee et gëtt der vill, déi drop waarden, fir sech elo endlech erëm lancéieren an op den aktuelle Stand kommen ze kënnen. Grad, well och den aktuelle Klimapakt 1.0 jo degressiv ausleeft a se alleguerte wëllen, dass elo de Klimapakt 2.0 sou richteg unzitt.

Wat elo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Klimapakt 2.0 auszeechent par rapport zum Klimapakt 1.0, dat ass engersäits, dass en dës Erfollegsprinzippie weiderféiert, an anerersäits, dass en se zum Beispill duerch eng besser Quantifikatioun erweidert - zum Beispill duerch d'Collecte des données -, awer och duerch eng Verbesserung vum operationelle Kader vun de Gemengen, zum Beispill eeben duerch d'Asetze vun engem Expert oder och e bessere Suivi am Gemengerot - deen ech perséinlech och begréissen als Member vun engem Gemengerot, an deem mer un deene Saache gäre matschaffe wëllen -, an dann och d'Participation citoyenne, déi d'Gemengen encouragéiere sollen.

Dräi Punkte wëlle mer als CSV elo hei awer nach besonnesch betounen. Éischtens, dass et gutt a wichteg ass, dass d'Ziler verschäerft a besser quantifizéiert solle ginn, well mer beim Klimaschutz eebe méi effikass Efforte musse maachen. Efforte, vun deene mer wëssen, dass se dem Klimaschutz tatsächlech eppes bréngen, dass se net nëmme gutt ausgesinn a vläicht iergendwéi grouss Opmierksamkeet bréngen, mee dass se tatsächlech dem Klimaschutz eppes bréngen. Wa mer den Erfollegsprinzippien trei bleiwen, dann hu mer mam Klimapakt 2.0 tatsächlech eng grouss Chance dozou.

An ech wëll Iech froen, Madamm Minister: Wéi gitt Der an deem heite Kader domat ëm, wann et eng Rei Gemenge gëtt, déi scho Mesurë geholl hunn, déi net un de Klimapakt gebonne sinn? Wéi ginn déi Mesuren elo am Klimapakt 2.0 weider betreit, bezéiungsweis ginn déi iergendwéi doran opgeholl?

Dat Zweet, wat mer als CSV soe wëllen, ass, dass et gutt ass, dass Experten agesat a bezuelt ginn, dass d'Subventioune gestaffelt ginn, och wa mer natierlech weiderhin der Meenung sinn, dass an eisen Aen déi kleng Gemenge méi schlecht ewechkommen. Et ass awer wichteg, dass an der Gouvernance elo drop opgepasst gëtt, dass duerch déi ganz Mesuren - et ass jo e ganze Katalog vum Klimapakt 2.0 - keen esou e groussen administrativen Opwand entsteet, dass de Courage iergendwéi direkt schonn an de Kannerschong stieche bleift. Et wär schued, wa Gemengen doru scheitere géifen, dass se zwar villes wëlle maachen, mee esou vill Formulairë mussen ausfëllen, dass dat d'Administratioun hannen um Enn esou vill Energie kascht, dass herno trotzdeem net dat geschitt, wat déi Gemengen eigentlech wëllen ëmsetzen.

Dat Drëtt ass d'Participation citoyenne, déi elo derbäikomm ass, fir esou vill Leit wéi méiglech mat an d'Klimaboot ze kréien. Dass heirop gesat gëtt, ass besonnesch begréissenswäert. Vill Leit waarden elo drop, Geleeënheeten ugebueden ze kréien oder dass hir eegen Iddie seriö geholl a gelauschtert ginn. Fir eis wär et op alle Fall héich interessant, hei an der Chamber reegelméisseg eng Evaluatioun ze maachen, grad vun dësem Punkt: A wat fir Gemenge gëtt Participation citoyenne gemaach? No wat fir enge Krittären a Methode gëtt se organiséiert? Wéi vill Leit maache mat? Wéi vill nei Leit konnten erreecht ginn? A wat si virun allem d'Best Practices, un deene sech och aner Gemenge kënnen inspiréieren? Ech erliewe selwer oft, dass Kolleeginnen oder Kolleegen a Bekannter a Frënn sech an hire Gemengen, an hire Stroossen, an hire Quartieren aktiv un enger méi natierlecher a klimafrëndlecher Ëmgéigend bedeelege wëllen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, als eng Partei vun de Gemenge wënsche mir als CSV dësem Gesetz op alle Fall e gudde Wee a mir wäerten eis erlaben, e Bléck op déi méi kleng Gemengen ze halen a proaktiv un der weiderer Verbesserung vum Klimapakt matzeschaffen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, ech wëll domat ufänken, dem Rapporter - dem Carlo oder Karel Back, wéi en dann och vu senge Frënn genannt gëtt - villmools Merci ze soe fir seng zwee Rapporten, souwuel säi mëndleche wéi och säi schrëftlechen. An ech géif och direkt d'ganz Spannung erausnuelen. Ech géif direkt um Ufank vu menger Ried den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetzestext ginn.

De Klimapakt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass e ganz wichtegt Instrument, fir d'Gemengen um Klimaschutz ze bedeelegen, ze beroden a bei der Realisatioun vu konkreete Projeten ze ënnerstëtzen. Grad méi kleng Gemenge brauchen dës Ënnerstëtzung. Si sinn dorop ugewisen, well si net ëmmer den techneschen Knowhow hunn, deen een an deem heite Beräich awer ganz kloer muss hunn.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz richteg!

M. Max Hahn *(DP).*- Déi zweet Versioun vum Klimapakt ass an deem Kader nach emol op verschiddene Punkten ugepasst an och verbessert ginn, fir de Gemengen eebe justement e beschtméiglechen Encadrement bidden ze kënnen.

Här President, ech zielen Iech näischt Neies, wann ech soen, dass d'Klimakris déi gréisste Bedroung ass, déi d'Mënschheet bis elo kannt huet. Iwwregens net eleng fir d'Mënschheet, mee fir quasi d'ganzt Liewen op eisem Planéit ass d'Klimakris eng ganz, ganz grouss Bedroung. An awer: Trotz der Monumentalitéit vun dëser Aufgab ass et kloer, dass d'Politik alles drusetze muss, fir d'Katastroph, op déi mer zousteieren, ze evitéieren. Den Effort, deen hei néideg ass, kann net eleng vun deem engen oder deem anere geleescht ginn. Et ass net eleng de Bierger oder eleng de Staat oder eleng d'Betriber. Nee! Klimaschutz ka just geléngen, wa jidderee matmécht, op allen Niveauen. An dozou gehéieren eeben och d'Gemengen.

Esou wéi et um Staat ass, ass et och un de Gemengen, mam gudde Beispill virzegoen, bei sech selwer unzefänken an den eegene Foussofdrock a Saachen Emissiounen ze reduzéieren. Ech mengen - an ech mengen och, dass mer eis do alleguerten eens sinn -, déi ëffentlech Hand ka schlecht vun hire Bierger verlaangen, dass si hir Haiser energeetesch sanéieren a méi op klimafrëndlech Transportmëttele setzen, wann déi ëffentlech Hand selwer hir Hausaufgaben net mécht. D'Gemenge sinn donieft a villerlee Hisiicht déi éischt Uspriechpartner fir d'Bierger an hunn domat e wichtegen Hiewel, fir d'Awunner am Hibléck op e méi klimabewosst Handelen ze sensibiliséieren.

D'Gemenge si sech där Roll, déi se spillen, bewosst. De Bilan vun der éischter Period vum Klimapakt weist dëst ganz kloer. Alleguerten d'Lëtzebuerger Gemengen hu matgemaach, mat ënnerschiddlechen Niveauen, Zertifizéierungen. 78 Gemengen haten deen zweeten Niveau vun dräi Niveauen erreecht, 13 Stéck souguer deen héchsten Niveau. Dat bedeit awer natierlech net, dass net nach ganz vill Loft no uewe wier. Ganz am Géigendeel! Ech mengen, déi Zertifizéierung ass jo genau dat - an ech mengen, dofir ass se agefouert ginn -: fir de Gemengen, déi mengen, si wiere ganz gutt a se hätte scho ganz vill opweises a Saachen Natur- an Ëmweltschutz op där enger Säit ze weisen, ob dat dann och tatsächlech de Fall ass, an hinnen op där anerer Säit vläicht och iwwert d'Instrument, dat hinnen déi eenzel Pisten, Mesuren an Toolen opweist, ze weisen, wat do nach alles méiglech ass.

Eppes, wat ech ganz, ganz flott am Klimapakt 1.0 an natierlech och am Klimapakt 2.0 fannen, ass virun allem, dass eng Gemeng vun där anerer Gemeng léiere kann. Dat ass net an alle Beräicher esou. Ech géif mer wënschen, dat géif sech nach op aner Beräicher ausbaue loossen. Ech mengen, de Pacte Logement 2.0, mat deem dat jo och soll agefouert ginn, ass och e Sujet, mat deem mer eis hei beschäftegen. Eigentlech gëtt och kloergestallt, dass de Klimapakt, wéi mer e kennen, eppes ass, dat ganz, ganz sënnvoll ass an dat mer dann eeben och zum Beispill op de Logement wëllen ausbauen.

Wéi gesot, d'Gemenge sollen op där enger Säit no bausse kënne weisen, wat se opweises hunn a wat se kënnen. Op där anerer Säit solle se gesinn, dass se nach vill Potenzial hunn. Ech mengen dofir och, dass, wann eng Gemeng elo nach net gutt qualifizéiert ass, dat net soll heeschen: „Déi dote maachen näischt." Nee, ganz am Géigendeel! Et soll heeschen: „Déi dote musse vläicht elo e bësse méi séier maachen, fir an déi Richtung ze kommen, esou wéi mer dat alleguerte wëllen."

Et ënnersträicht awer och däitlech, dass d'Gemengen am Kampf géint d'Äerderwiermung e wichtegen an zouverlässege Partner sinn. Vill Gemenge wëlle méi maachen. Jo, si wëllen och hiren Deel fir eng méi ëmwelt- a klimafrëndlech Gesellschaft leeschten. Dat ass immens wichteg, well et ass, wéi gesot, schlussendlech an de Gemengen, wou d'Leit liewen, wou de Kontakt mam Bierger am direktsten ass an natierlech och gräifbar Projete kënne realiséiert ginn, déi en direkten Afloss op d'Liewe vun de Leit hunn. Ech mengen, ech brauch Iech - deene Leit, déi gemengepolitesch engagéiert sinn - et net ze soen: Et ass um Gemengenniveau, wou een am konkreetste ganz séier gesäit, dass wann een haut eng Decisioun hëlt, een d'Resultat zwar vläicht net muer oder iwwermuer gesäit, mee heiansdo oder meeschtens awer vill méi séier wéi bei Gesetzer, déi mer hei an dësem Haus stëmmen.

An deem Beräich denken ech zum Beispill u kooperativ Fotovoltaikanlagen, woubäi a menger Gemeng zum Beispill probéiert gëtt, och d'Bierger ze incitéiere fir matzemaachen. Vläicht hunn déi och oft keng Diecher, déi se, vläicht och aus statesche Grënn, zur Verfügung stelle kënnen. Wéi gesot, se sollen do matmaachen an och an deene Gruppen hëllefe kënnen.

Dat selwecht gëllt natierlech och fir d'Mobilité douce. Ech mengen, mir hunn hei kierzlech iwwert d'Verkéierssécherheet geschwat, mir hunn och

iwwer sécher Vëlospiste geschwat an an deem Kontext hu mer iwwert den nationale Vëlospistereseau geschwat. Jo, et ass ganz wichteg, dass mer deen ausbauen, dass mer do virukommen. Do ass nach ganz, ganz vill Loft no uewen! Mee d'Gemenge selwer sinn och gefuerdert. D'Gemenge mussen, wéi gesot, déi Tëschestécker bauen, déi eeben op Landesniveau net kënne realiséiert ginn.

An deem Beräich ass och de Klimapakt immens wichteg, well ee mam Pacte Climat 2.0 och méi spezifesch Berodung ka kréien, soudass een och an deenen dote Beräicher méi aktiv ka ginn. Well et huet vläicht net an all Schäfferot oder an all Gemengerot een déi Sensibilitéit fir deen dote Sujet, wat dann zwar ze bedaueren ass, mee da kann ee sech déi extern Hëllef dann huelen, fir vläicht ze kucken, nei Vëlosverbindungen ze schafen, Uertschafte mateneen ze verbannen, Rondweeër ze maachen an - virun allem ganz wichteg fir eis heibannen, mengen ech - och d'Uschlëss un déi national Vëlospistereseauen ze kréien.

Nieft deem technesche Volet ass et och ganz kloer eng Saach vun de Finanzen, bei deenen de Staat de Gemengen ënnert d'Äerm gräift, fir e Projet kënnen ze realiséieren, well och do däerfe mer eis näischt virmaachen: D'Gemengen hunn net ëmmer déi finanziell Moyenen. An dofir ass et ganz gutt, dass een och finanziell Ënnerstëtzung ka kréien, fir eebe justement déi dote Projeten ze realiséieren an - net ze vergiessen an ech sot et virdru schonn - déi technesch Berodung kënnen zur Verfügung gestallt ze kréien.

Dofir begréisse mir als Demokratesch Partei, dass de Klimapakt a seng zweet Period, also bis 2030 geet. Bei där Geleeënheet goufe jo nach verschidde Punkten nogebessert. De Rapporter ass schonn am Detail dorop agaangen. Dofir brauch ech net méi op all d'Punkten anzegoen.

Ech géif mech awer op verschiddener beschränken, wéi zum Beispill d'Unzuel un Deeg oder Stonnen - mee dat ginn dann natierlech Deeg -, déi de Klimaberoder der Gemeng zur Verfügung steet, déi nämlech ëm 50 % an d'Luucht gesat ginn. Dat ass eppes, wat mer begréissen, well et ass justement duerch déi Berodung, sief et intern oder extern - do kënnen d'Gemenge jo wielen -, dass mer an deem heiten Dossier virukommen. Wann s de ëmmer erëm däi Klimaberoder hues, deen dech dréckt als Schäfferot - ech gesinn dat -, deen ëmmer erëm bei dech kënnt a seet: „Hei, mir setzen erëm eppes op den Ordre du jour“, dann ass dat eppes, wat ganz interessant ass, well - an ech mengen, déi meescht Gemengepolitiker wëssen dat - d'Panoplie vun de politesche Felder, op deenen een op Gemengenniveau aktiv gëtt, esou vast, esou breet ass, dass vläicht dat eent oder dat anert Theemefeld kéint ze kuerz kommen.

Justement dofir sinn d'Klimaberoder do, fir ëmmer erëm de Fanger an d'Wonn ze leeën, fir ze soen: „Kommt, mir kucken, dass mer nach besser ginn!“ Mir kucke vläicht, wat d'Nopeschgemeng gemaach huet, wat se iergendwou an enger anerer Gemeng gemaach hunn an da kucke mer, fir dat ze kopéieren a vläicht souguer nach besser ze maachen an dann ass, mengen ech, kee jalous, well de Gewënner ass hei ganz kloer d'Ëmwelt.

Allgemeng gëtt donieft och d'Gouvernance vum Klimapakt gestäerkt. Notamment doduerch, dass d'Klimaekipp eng méi wichteg Roll kritt. An deem Kader ass jo och festgeluecht ginn, wéi den Aarbechtsprogramm ausgesäit. Sou gëtt eebe fir d'éischt en État des lieux gemaach - eppes ganz, ganz Wichteges: wéi d'Situatioun um Enn vum éischte Klimapakt ausgesinn huet -, fir duerno dorop opbauend de Programm fir justement de Klimapakt 2.0 opzebauen a fir sech och eens ze ginn, wéi eng Projeten ee primär wëllt realiséieren.

An deem Kader sinn déi verbessert Dispositiounen zur Quantifizéierung - also d'Sammele vun Donnéeën op Basis vu kloren Indicateure vun der Ëmsetzung vum Klimapakt - och ganz nëtzlech. Net just, fir e bessere Verglach tëscht de Gemenge kënnen ze maachen, mee natierlech och fir d'Gemenge selwer, fir ze gesinn, wou si dru sinn.

Schliisslech sollen d'Bierger an och d'Entreprisë bei der Ëmsetzung vum Klimapakt méi staark matagebonne ginn, soudass zum Beispill virbildlech Privatinitiativen zum Klimaschutz ënnerstëtzt kënne ginn. Och dat begréisse mir als Demokratesch Partei. Ech mengen, dass dat de richtege Wee ass.

Alles an allem - ech mengen, Dir hutt et eraushéieren, ech hat et am Virfeld och scho gesot, d'ganz Spannung schonn erausgeholl an trotzdeem wäert ech et nach eng Kéier widderhuelen, well mer sou frou sinn, dass mer dat Gesetz hei kënne stëmmen - géif ech dann, wann Der dat erlaabt, Här President, nach eng Kéier den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn.

An ech géif Iech, léif Kolleegen, villmools Merci soen, fir dat opmierksaamt Nolauschteren.

Une voix.- Doppelt genäht hält besser.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen dem Här Max Hahn villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un deen nächste Riedner an dat ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Carlo Back fir säin exzellente Rapport, mëndlech a schrëftlech. En ass op ganz vill Eenzelheete vun dësem Projet de loi agaangen. Da brauch ech dat net hei ze maachen. Dat ass tipptopp. Da kann ech meng Ried hei och e bësse kierzen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Pandemie huet déi ëffentlech Diskussioun esou staark besat, dass de Klimaschutz e bëssen an den Hannergrond gedrängt ginn ass. Et huet awer näischt un der Urgence vun dësem Sujet geännert, au contraire. Grad elo, wou d'Covidmesurë schrëttweis gelackert ginn an d'Leit sech erëm op e gewëssent Mooss un Normalitéit freeën, ass de Moment, vläicht e puer vun eise fréiere Gewunnechten ze iwwerdenken, well mer net vergiessen däerfen: Géint de Klimawandel gëtt et - am Géigesaz zum Virus - keng Impfung. Mir kënnen eis Klimaschutzziler nëmmen erreechen, wann alleguer d'Acteuren an der Gesellschaft matzéien. Mir mussen investéieren, fir eis Energieeffizienz ze verbesseren an d'Produktioun vun erneierbaren Energien ze steigeren. Mir brauchen awer doriwwer eraus och e Mentalitéitswiessel an eng Verhalensännerung an eiser Gesellschaft.

D'Gemenge spillen dobäi eng ganz, ganz wichteg Roll. Zum enge kënne si selwer an hirer Gestioun Verbesserunge maachen, wéi zum Beispill an der energeetescher Sanéierung vun hire Gebaier. D'Gemengen hu ganz oft vill Gebailechkeeten. Si erfëllen domadder dann och eng Virbildfunktioun a kënne fir hir Bierger konkreet visibel maachen, wat et un technesche Méiglechkeete gëtt, fir Ressourcë méi effizient ze notzen.

Dës Erkenntnis ass net nei. D'Gemengen hunn esou Initiative scho geholl, ier den éischte Klimapakt entstanen ass. Si hunn do net op de Staat gewaart. Wéi mer d'Gesetz iwwert deen éischte Klimapakt gestëmmt hunn, war ronn een Drëttel vun de Gemenge scho Member vum Klimabündnis a vill Aktioune goufe schonn am Sënn vum Klimaschutz ënnerholl, wéi zum Beispill eng Gemeng, déi ech gutt kennen - d'Gemeng Suessem - an déi scho wäit iwwer 50 Joer reegelméisseg nei Beem planzt, déi viru Joren eng Maison Témoin 2020 geschafen, gebaut an ëmgebaut huet, fir ze weisen, wéi eng technesch Méiglechkeeten et do gëtt. An nach ganz vill aner Gemengen hu ganz vill aner Initiative geholl, déi an deem Sënn ganz gutt waren.

De Klimapakt huet de Verdéngscht, dass ee quasi alleguer d'Gemengen an ee Boot kritt huet an dass déi Aart a Weis, wéi d'Gemengen Initiative plangen an evaluéieren, eng kloer Struktur kritt huet. Duerch déi finanziell Ënnerstëtzung an d'Berodung hunn d'Gemenge generell d'Moyene kritt, déi si gebraucht hunn, fir Fortschrëtter am Beräich vu Klimaschutz ze maachen. Wéi de Rapporter et virdrun erkläert huet, ka sech d'Resultat och ganz gutt weise loossen.

Als LSAP begréisse mer natierlech, dass de Klimapakt eng Neioplo kritt. De Klimapakt 2.0 baut op den Erfarunge vun de leschte Joren op. Ganz positiv fanne mer, dass souwuel de Katalog vun de Mesurë wéi och d'Berodung weider ausgebaut ginn. Déi nei Staffelunge vun der Zertifizéierung, wann dann elo déi zousätzlech 65 % derbäikommen, maachen och eng Rei méi Méiglechkeete fir d'Gemengen op.

Op zwee Punkte wëll ech nach agoen. Besonnesch wichteg fannen ech et allerdéngs, dass de Klimapakt 2.0 enger Kritik Rechnung dréit, déi vun Ufank u bestanen huet, an zwar déi, dass d'Resultater, déi d'Gemenge mat hire Mesuren erreechen, net quantifizéiert géife ginn. Et ass schéin a gutt, wa Gemenge sech andauernd nei Mesuren afale loossen, fir ee Bäitrag zum Klimaschutz ze maachen, mee wat bréngen déi Mesuren dann iwwerhaapt? Heimadder gi mer eis e Moyen, fir dat ze quantifizéieren. Mir brauchen déi Donnéeën doriwwer, wat d'Mesuren am Endeffekt bréngen, a fir d'Gemenge selwer ass et jo och am Virfeld wichteg, Prioritéite kënnen ze setzen an déi Mesurë virzezéien, wou d'Käschten-Notzen-Verhältnis am beschten ass. Op nationalem Plang brauche mir eng Iwwersiicht, wéi héich dee Bäitrag, deen d'Gemengen fir d'Erreeche vun de Klimaschutzziler leeschten, insgesamt ass a wéi en zum Käschtepunkt vum Klimapakt a Relatioun steet.

Déi gemeinsam Plattform, déi dann eebe Vergläicher tëschent de Gemenge méiglech mécht, ass dobäi eng gutt Hëllef an hëlleft och bei der Identifizéierung vun de Best Practices. Et muss net jiddwereen d'Rad nei erfannen. Et kann ee Saache vun anere Gemengen iwwerhuelen. De Max Hahn huet et virdrun och scho gesot.

Och ouni dës Donnéeë wësse mer, dass, wann een de gesamten Energie- a Ressourcëverbrauch um Territoire vun enger Gemeng kuckt, d'Aspuerunge bei de Gemengen, déi si bei sech selwer kënne maachen, awer just dacks ëmmer nëmmen eng Dréps op de waarme Stee sinn. De Verbrauch vun de Betriber a vun den Haushalter, dee weit do natierlech vill méi schwéier.

Duerfir ass et - dat ass mäin zweete Punkt - och ganz besonnesch wichteg fir eis, dass de Klimapakt 2.0 eng staark Abannung vun de Bierger an den Entreprisë virgesäit. D'Gemenge sinn nun eemol no beim Bierger an hu ganz aner Moyene wéi de Staat, fir Informatiounen ënnert d'Leit ze bréngen, fir ze sensibiliséieren, fir d'Leit an d'Entreprisë matzehuelen a si fir konkreete Klimaschutz ze sensibiliséieren an ze begeeschteren.

All déi Mesuren hunn nëmmen eng grouss Wierkung a si verpuffen net als e „one shot“, wa se zur Gewunnecht ginn, wa se an d'Verhale vun de Bierger integréiert ginn, wa se unerkannt ginn a wa se verstan an akzeptéiert ginn. Nëmmen da gi se och richteg ëmgesat. Nëmmen dann hu se och hir gréisste Wierkung. Dofir ass d'Abanne vun de Leit a vun de Betriber jo och esou wichteg.

D'LSAP, Dir hutt et matkritt, wäert dëst Gesetz natierlech ënnerstëtzen a mir wäerten dëse Projet de loi och stëmmen. Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Engel. An den nächsten agedroene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. A merci och dem Rapporter fir säi ganz prezisen a gudde Rapport, deen en hei gemaach huet, fir dat Ganzt ze erklären.

Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Madamm Minister, et kann een eppes gutt fannen. Et kann een awer och heiansdo, mengen ech, e bëssen iwwerdreiwen. Wann ech hei de Lobgesang héieren, e bëssen esou duergestallt, wéi wa mer elo d'Léisung hätte fir déi gréisste Problemer, déi d'Mënschheet betreffen, mat deem Klimapakt fir d'Lëtzebuerger Gemengen. Ech mengen, et ass awer e bëssen iwwerdriwwen a mir sollten awer mat zwee Féiss um Buedem bleiwen.

Ech wollt e puer Saachen dozou soen.

Fir d'éischt emol den Numm vun deem ganze Klimabündnis elo: Klimapakt. Ech fannen, et trëfft et net ganz richteg. Ech fannen, et ass éischter eng Mesure fir d'Energie, vun Energieverbrauch respektiv fir d'Produktioun vun CO_2. Duerfir hätt ech éischter dat genannt en Energiepakt oder en CO_2-Reduzéierungspakt; nenne mer et esou.

Dat wier méi prezis gewiescht, och well eng Partie Saachen dra sinn am Klimapakt, déi elo awer net direkt och domat eigentlech ze dinn hunn. An ech wëll och op eppes opmierksam maachen, wat oft duerjerneegehäit gëtt. Also: Ëmweltpolitik ass net dat selwecht wéi CO_2-Reduzéierungspolitik respektiv wéi Klimapolitik. Dat sinn zwee verschidde Puer Schong. Et kann ee ganz gutt Ëmweltpolitik maachen, ouni Klimapolitik ze maachen, an och ëmgedréit. Dat ass esou.

Da wëll ech nach op eppes opmierksam maachen, wat ee vläicht ... jo, e klenge Paradoxon, deen dran ass. Et geet ganz vill hei am Klimapakt ëm de Verbrauch vun Energie an déi domat verbonne Produktioun vun CO_2. Et ass awer eigentlech net nëmmen de Verbrauch, deen ausschlaggeebend ass, mee et ass och: Ech mengen, eng Gemeng investéiert ganz vill a Material. D'Gemeng baut ganz vill. Do hu mer also och d'Produktioun, déi e Faktor ass.

A souwäit ech dat elo gesinn hunn, gëtt dat hei elo net ganz vill beuecht. Ech ginn elo e Beispill: Eng Gemeng geet hin a si mécht am Fong eppes, wat gutt ass, si kritt nei Stroosseluuchten, déi amplaz - wat weess ech - 100 Watt verbrauchen, elo just nach 20 Watt verbrauchen. Dat ass jo eigentlech dann eng flott Saach, well doduerch geet de Verbrauch jo erof. Op där anerer Säit gëtt dann awer vläicht net genuch gekuckt: D'Produktioun vun deenen neie Luuchten, déi jo och ganz vill Energie kascht huet, wéi vill dat da Wäert ass.

An dat selwecht hu mer och beim ... Mir hunn en immense Wuesstum hei am Land. Ech mengen, dat wësse mer alleguerten. D'Gemenge wuessen immens a Populatioun. Se kommen net méi no mat den Infrastrukturen. An de Bau vun deenen Infrastrukturen, de Bëton, deen do verbraucht gëtt, all déi Materialien, déi do verbraucht ginn, déi importéiert ginn, déi awer op enger anerer Plaz produzéiert ginn - an den CO_2 gëtt domat op enger anerer Plaz ausgestouss, dee gëtt am Fong net matagerechent.

Ech wëll ee Beispill ginn: Wann eng Gemeng zum Beispill higeet a si huet eng Schoul, déi Schoul, déi ass vläicht 50 Joer al an déi ass och am Energieverbrauch net immens gutt. Mee, wann een natierlech elo higeet an et rappt een déi of an et baut een eng ganz nei, dann ass dat natierlech vum CO_2-Ausstouss, wat dat Ganzt mat sech bréngt, katastrophal! En Neibau - ofrappen an nei bauen - ass CO_2-technesch eng Katastroph. Do kéint een och vläicht eng Kéier higoen a kucken, fir dat iergendwéi matanzebauen. Allkéier dann, wann eppes ofgerappt gëtt an nei gebaut gëtt: Dat ass CO_2-technesch ganz schlecht! Dat héiert een awer net ganz vill.

Bon, ech wëll awer elo net weider hei nach alles kritiséieren. Ech mengen, am grousse Ganzen ass et esou, dass dee Klimapakt fir d'Gemengen eppes ganz Positives ass. Et gëtt jo och e puer Mouken ze verdéngen. Mir sollten dat also weider ënnerstëtzen. Den Energieverbrauch geet erof, dat ass och eng gutt Saach. Mir mussen eis Ressourcë schounen - do si mer eis alleguerten eens. Mir wäerten duerfir dee Projet de loi hei matstëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Här President, de Klimapakt mat de Gemenge gëtt allgemeng als eng Erfollegsgeschicht bezeechent. Op deen éischte Bléck ass dat sécher och novollzéibar. All 102 Gemengen zu Lëtzebuerg maache mat beim Klimapakt a 95 vun deene Gemengen hunn och eng Zertifikatioun, wat heescht, datt se och Klimaschutzmesuren ergraff hunn.

De Klimapakt huet d'Klimapolitik op lokalem Plang verstäerkt zum Theema gemaach a sécherlech vill derzou bäigedroen, fir de Leit d'Wichtegkeet vum Klimaschutz a säi Stellewäert respektiv och säin Impakt am alldeeglleche Liewen an hire Stied oder an hirem Duerf méi nozebréngen.

De Klimapakt huet wichteg Bäiträg geliwwert. Aus deem Grond hu mir als déi Lénk de Klimapakt och ëmmer ënnerstëtzt a maachen dat och elo bei der zweeter Oplag. Mee een zweeten, méi kritesche Bléck op de Klimapakt weist eis awer och d'Schwaachstellen, déi een an eisen Ae méi däitlech hätt missen ugoen. Dat ass awer net just op de Klimapakt bezunn, mee op d'Klimapolitik am Allgemengen.

2012 gouf et d'Urgence climatique och schonn. Och wann d'wëssenschaftlech Erkenntnisser iwwert d'Äerderwiermung weiderhi progresséieren an d'Bild dowéinst och ëmmer méi schaarf gëtt, war et och 2012 scho fënnef vir zwielef - mindestens. Wat haut anescht ass, dat ass dat méi breet gedeelt Bewosstsinn an der Gesellschaft, datt et wierklech fënnef vir zwielef ass respektiv vläicht scho fënnef op zwielef, well déi lescht zéng Jore vill ze wéineg gemaach ginn ass.

Ëmweltkatastrophen a spierbar Konsequenze vun der Klimareguléierung, och zu Lëtzebuerg, wéi e Freideg nees en Tornado an ënner anerem och déi vill Iwwerschwemmungen zu Déifferdeng. De Paräisser ...

(Interruption)

„Ënner anerem“ hunn ech gesot. Duerfir hunn ech „ënner anerem“ betount. Net nëmmen, mee ënner anerem.

De Paräisser Klimasommet am Joer 2015 an eng weltwäit Mobiliséierung vu Klimaaktivisten hu sécher ganz vill derzou bäigedroen, datt Klimaschutz an allen Deeler vun der Welt déi zentral Aufgab ginn ass. Wa mir dann op déi lescht zéng Joer zréckkucken, da fält eis op, datt laut Eurostat d'Zäregasemissioune vu Lëtzebuerg stabillbliwwe sinn. Vun 2012 bis 2016 si se réckleefeg gewiescht, fir ab 2017 bis 2019 erëm dohinner zréckzeklammen, wou se 2012 waren. Eng pandemieberengecht Zäregasbilanz bis 2020 géif deen Trend bestätegen an hätt och e Verfeele vun eise Klimaziler op EU-Niveau verhënnert.

D'Zuele fir 2021 wäerten dat däitlech maachen an och, well et keen objektive Grond gëtt, fir datt et aneschters soll sinn. Déi Evolutioun ass natierlech elo net op e mësslongene Klimapakt zréckzeféieren, mee et weist awer, datt d'Klimapolitik an de leschte Joren net duergaangen ass, fir d'Zäregasemissiounen am entscheedenden Ëmfang ze drécke respektiv se iwwerhaapt emol nohalteg ze reduzéieren. An och d'Tatsaach, datt 95 (veuillez lire: 98) vun 102 Gemengen eng Zertifikatioun am Klimapakt kritt hunn, huet quantitativ a moossbar wéineg - leider wéineg - zum Klimaschutz bäigedroen.

Dat bréngt mech och zu der zentraler Schwaachstell vum fréieren Dispositif, déi och am neie Klimapaktgesetz net behuewe soll ginn. Et gëtt net genuch quantifizéiert a moossbar gemaach, wouduerch eng Gemeng net weess, wou genee se steet a wouduerch se och ka schwéier wëssen, wou se hi wëllt.

De Klimapakt vergëtt Zertifikatiounen op Basis vu Punkten. Déi Punkten abstrahéieren awer d'Realitéit vun deem, wat an der Ëmwelt geschitt. Se gi jo guer net erëm, awéiern eng Mesure, déi zéng Punkte bréngt, och tatsächlech méi zur Reduzéierung vun Zäregase bäidréit, wéi eng Mesure, déi sechs Punkte bréngt.

An deem Sënn ass déi Klimapaktkontabilitéit ganz vereinfachend a bestëmmt och fir verschidden Zwecker sënnvoll, mee gläichzäiteg verléiert een awer dat Weesentlechst aus den Aen, nämlech: Wat

reduzéiert een? Well déi zentral Froe musse jo heeschen: Wéi vill Zäregase ginn an enger Gemeng ausgestouss? Wéi vill Zäregase musse manner ausgestouss ginn? Wéi eng kënnen oder musse prioritär reduzéiert ginn? Mat wéi enge Mesurë gëtt dat gemaach? A wéi een Effekt hunn déi verschidde Mesuren?

Mir sinn eis scho bewosst, datt dat net fir all Beräich integral machbar ass, mee am Beräich vum Energieverbrauch vum gesamte Baubestand ... Eng Gemeng muss jo den Iwwerbléck hunn iwwert déi renovatiounsbedürfteg Bestänn vun de Gebaier, an net nëmmen eng Mesure ergräifen zum Beispill an hirem Gemengenhaus an do bis zum Gehtnichtmehr renovéieren. An enger Gemeng misst dat méiglech sinn, och dat, wat d'Buedemnotzung eigentlech ugeet. Well d'Versigelung vu Biedem kann och reduzéiert a réckgängeg gemaach ginn. Zum Beispill duerch Renaturéierunge vu Flëss, Fiichtgebidder, naturbeloosse Weeër, Bësch-Management. Esou kann ee ganz vill Mesuren ergräifen.

De Klimapakt gräift hei awer ze kuerz an eisen Aen. Datt eng Gemeng e Monitoring mécht iwwert den Energieverbrauch vun hire gemengeneegene Gebaier an Efforten, fir deen ze reduzéieren, och belount ginn, ass natierlech richteg. Mee dat spigelt awer nëmmen e klengen Deel vum Energieverbrauch erëm, deen an enger Gemeng ufält.

Am Mesurëkatalog gëtt de Fokus awer an éischter Linn op d'Gemengegebaier geluecht, déi jo dank dem Klimapakt 1.0 gréisstendeels schonn héich Standarden erfëllen. Sollt de Klimapakt 2.0 e méi entscheedende Bäitrag leeschten zum Klimapakt, da missten hei méi déifgräifend Programmer op Gemengenniveau zum Droe kommen, wat zum Beispill d'energeetesch Sanéierung ugeet.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir mengen donieft och, datt de Klimapakt der Urgence climatique muss Rechnung droen. Dat heescht, datt déi konkreet Zilsetzunge fir den Ausstouss vun Zäregasen, déi et beispillsweis elo emol bis 2030 gëtt, och op de lokalen Niveau mussen erofdeklinéiert ginn. Donieft misst a reegelméissegen Ofstänn en Tëschebericht kommen, fir datt och e Fortschrëtt erkannt a gemooss ka ginn, gegeebenefalls een och kann noajustéieren.

Mir sinn hei awer bei enger allgemenger Schwaachstell an der Klimapolitik op nationalem Plang, wou et engersäits net séier genuch virugeet - Stéchwuert „Règlement grand-ducal", deen ëmmer nach net do ass - an anerersäits och net wierklech ze erkennen ass: Wéi eng Mesure wéi eng Zilsetzunge verfollegen?

Den nationale Klima- an Energieplang bis 2030 steet hei sënnbildlech derfir. A mir si jo net aleng der Meenung, datt wéineg déifgräifend Mesuren do drastinn, déi awer néideg wieren, fir an enger Generatioun - well dorëm geet et - klimaneutral ze sinn.

Här President, mir sinn eis natierlech bewosst, dass méi staarke Klimaschutz op Gemengenniveau nëmme méiglech ass, wann d'Gemengen d'Moyenen hunn, fir dat och ze leeschten. Wéi och beim Logement si mer der Meenung, datt d'Gemengen engersäits méi kloer Obligatioune musse kréien, mee se anerersäits awer och déi finanziell Méiglechkeete musse kréien, fir dat och kënnen ze maachen! De Fokus läit hei natierlech op enger Stäerkung vun de Gemengendéngschter. Well nëmme gutt opgestallte Gemengeservicer kënnen déi villfälteg Aufgaben am Klimaschutz ewéi och am Wunnengsbau meeschteren a kënnen och derfir suergen, datt d'Autonomie vun der Gemeng an der Ëmsetzung vun Ziler och reell ass.

Net nëmme fir d'Ëmsetzung vu Mesurë si staark Gemengendéngschter wichteg, mee och hir Ausaarbechtung. Wann d'Bierger an d'Biergerinnen an der Gemeng entscheeden, mat an de Klimaschutz sollen agebonne ginn, da brauch eng Gemeng Ressourcen, fir déi participativ Prozesser ze koordinéieren, fir Initiativen an engem Quartier ze begleeden, fir proaktiv bei Leit ze goe fir ze kucken, wéi eng energeetesch Sanéierung kann ëmgesat ginn an esou weider. Dat ass e ganze Prozess an et kann een d'Gemengen einfach net aleng domadder loossen.

Dat gesot, stelle mir fest, datt an dësem Beräich e puer, wann och zréckhalend Schrëtt an déi richteg Richtung ginn, mee et hätt awer gäre kënne méi sinn. Opgrond vun der Urgence hätt et och méi misse sinn!

Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, bei den Aktioune géint de Klimawandel ass jidderee gefrot fir matzemaachen. Mir Piraten erkenne kloer dës Klimakris un. De Bierger kann eigentlech decidéieren, op nohalteg a biologesch Produkter zréckzegräifen, mee just d'Entreprisë kënne mat sozialen an nohaltege Geschäftsmodeller derfir suergen, dass de Bierger op nohalteg Produkter kann zréckgräifen. Well wou keng Offer ass, kann de Bierger och net decidéieren.

Eng Gemeng kann derfir suergen, dass d'Mobilitéit op hirem Territoire méi nohalteg gëtt an nohalteg Projeten op hirem Territoire ënnerstëtzt ginn. De Staat kann derfir suergen, dass d'Leit op eng ressourcëschounend Mobilitéit zréckgräife kënnen. De Staat kann derfir suergen, dass nohalteg Moossnamen an der Landwirtschaft besser subventionéiert gi wéi déi, bei deene vill Schued oder och Déiereleed produzéiert gëtt. Jidderee ka mat de verschiddene Méiglechkeeten, déi em zur Verfügung stinn, selwer d'Initiativ huelen.

Ech hunn elo a menge Beispiller ganz oft d'Verb „kënne" benotzt. Jo, de Bierger kann, d'Gemeng kann, d'Firma kann, mee ganz oft ass et awer och esou, dass vill vun deenen Acteuren net kënnen. E Bierger, deen an dësem Land mam Mindestloun oder e béssi méi liewe muss, dee kann net op nohalteg Bioprodukter zréckgräifen. Mam Mindestloun kann een net de ressourcëschounenden Elektroauto kafen, well engem d'Suen dofir feelen. Kuerz: De Bierger kann net ëmmer déi Decisiounen huelen, déi am beschte fir d'Klima oder d'Ëmwelt sinn. An esou ass et och fir d'Gemengen, déi net ëmmer kënnen déi Decisiounen huelen, déi am nohaltegste sinn, ganz einfach, well d'Suen an deenen eenzelne Keese feelen.

Fir enger Persoun oder enger Organisatioun wierklech kënnen de Choix ze ginn, muss een deem Betraffenen och d'Méiglechkeet ginn, e Choix ze maachen. Dat bedeit, dass d'Persoun oder d'Gemeng éischtens d'Méiglechkeet muss kréien, tëscht Optiounen ze wielen, an zweetens d'finanziell Méiglechkeet muss hunn, fir ee vun deenen zwee Choixe kënnen ze treffen.

Ab hei si mir da beim Staat, dee mat Milliounen Euro am Staatsbudget um längsten Hiewel sëtzt. Wuel wëssend, dass de Staatsbudget do ass, fir d'Wuel vun der Allgemengheet ofzesécheren a jiddwerengem e Recht op gläich Chancen a Méiglechkeete gëtt.

Am Kader vun dësem Gesetz geet et dorëms, dass d'Gemenge méi nohalteg solle ginn; dëst am Kader vum Programm vum Naturpakt, an deem jo bal all Gemeng hei am Land misst matmaachen.

Fir eis Piraten ass d'Richtung vun dësem Projet gutt. D'Gemenge solle motivéiert ginn duerch e fixe Katalog vu konkreete Moossnamen, eppes fir d'Klima an d'Ëmwelt ze maachen. Jee nodeems, wéi vill Prozent se aus dësem Katalog ëmsetzen, kréie se eng Primm vum Staat ausbezuelt, déi méi héich ass, wann d'Gemeng en héije Score erreecht a wat méi Awunner an der Gemeng liewen.

Et gëtt och ee Plaffong, soudass déi gréisser Gemengen net iwwer 450.000 Euro d'Joer wäerte komme fir déi éischt zwee Joer. An deene Joren duerno geet d'staatlech Ënnerstëtzung da souguer erof.

Hei stelle mir eis d'Fro, ob dëse Mechanismus ëmmer sënnvoll ass, well e puer Risike bestinn, dass d'Gemengen an éischter Linn ökonomesch handelen. Dat bedeit, dass an éischter Linn déi Moossnamen ëmgesat ginn, bei deenen d'Gemengen als Éischt selwer profitéieren.

Wann ech als Gemeng ënnerstëtzt ginn, fir meng Gebaier méi energieschounend ze maachen, da profitéiert ee jo och an Zukunft vun den Erspuernisser bei Gas- an Elektreschrechnungen. Wann ech da weess, dass ab 2023 meng Primm aus dem Naturpakt wäert erofgoen, dann ass et logesch, emol net mat deene Moossnamen unzefänken, wou ech de Gemengebudget op laang Siicht verbessere kann.

Natierlech sinn déi Moossnamen am Katalog alleguerte wichteg. An et ass och näischt verkéiert drun, dass de Kampf géint de Klimawandel och positiv Aspekter kann hunn an d'Gemenge bei hire Gebaier ufänken. Mir sollten oppassen, dass d'Gemengen dann net aner Beräicher vernoléissegen, wéi zum Beispill d'Férderung vun enger lokaler an nohalteger Landwirtschaft, wou de Gewënn fir d'Gemeng, op den éischte Bléck, net esou héich ass wéi bei der Renovatioun vun hire Gebaier.

En anere Punkt dann nach, an zwar wann ee vergläicht, wat d'Gemengen u Subventioune beim éischte Klimapakt kruten a wat se elo wäerte kréien. Hei ass et ganz kloer - d'Zil vum Klimapakt ass et: D'Gemenge solle méi Moossnamen ëmsetzen an e bessere Score kréien. Dat ass jo och richteg. Dofir sinn d'Subventiounen an den héije Kategorië méi héich. Mee hei stellt sech d'Fro, ob d'Gemenge mat méi engem héije Budget net einfach soen: „Dat ass et dann net derwäert.", an aner Gemengen, méi kleng Gemengen, vläicht soen: „Mir géife jo gären, mee eis feelen d'Méiglechkeeten."

Jo, et gëtt Gemengen, déi maache Klimaschutz aus Léift an Iwwerzeegung. Aner Gemengen, déi kënne mam Klimaschutz näischt ufänken, leider och aus Léift an Iwwerzeegung. Mee et gëtt och där, déi méi op d'Finanzen aus sinn, an zwar, well hire Budget knapp ass. Bei de Montanten, déi hei am Gesetz festgehale sinn, besteet de Risiko, dass déi, déi finanziell gutt dostinn, sech vläicht keng Méi maachen, wärend déi, déi wëllen, et net kënnen.

An ech kommen dofir op dat zréck, wat ech am Ufank vu menger Ried gesot hunn: Et gëtt Gemengen, déi net ëmmer déi Decisiounen huelen, déi am nohaltegste sinn, ganz einfach, well d'Suen an de Keese feelen. Donieft kritiséiert de Syvicol a sengem Avis, dass de Staat finanziell hätt kënne méi grouss Ustrengunge maachen. Dat gesi mir Piraten och esou, well d'Montante bleiwen, wéi beim éischte Pakt schonn, recht bescheiden.

Als Verglach: 2021 krut d'Gemeng Péiteng 235.000 Euro vum Klimapakt ausbezuelt. Am Verglach: Den Impôt commercial zu Péiteng läit bei 1,4 Milliounen. A wann ee weess, wivill Prozent dovun awer op dem Tanktourismus zu Rodange entfält, da komme bei eis Zweifel op, ob dësen Naturpakt net nëmmen eng Etikett ass, fir als Regierung kënnen ze soen: „De Staat mécht eppes fir d'Klima." Eeben e gudde Marketing!

De Klimawandel ass de Problem vun haut. Mir brauchen dofir all d'Acteuren am Boot. Dofir wär et gutt, wann d'Gemengen an Zukunft méi finanziell Méiglechkeete géife kréien, fir effektiv de Klimawandel op lokalem Niveau ze bekämpfen.

Eise Fazit zum Naturpakt 2.0: D'Iddi ass gutt, mee se geet nach net wäit genuch, well d'finanziell Ënnerstëtzung net wäit genuch geet. 10 Milliounen Euro d'Joer fir Klimaschutz, wa mer zu Dubai oder Osaka e Pavillon fir 30 Millioune bauen, ma do besteet eiser Meenung no nach akuten Nohuelbedarf. Mir Piraten wëlle méi Ambitiounen am Klimaschutz, eng richteg an effektiv Klimaschutzpolitik. Elo ass dee Pakt hei awer besser wéi näischt. Et ass e klenge Kompromëss, deen d'Regierung huet, wéi et schéngt. Dofir stëmme mir dëse Projet haut mat.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Jo. Merci, Här President. Ech hat a sech net direkt wëlles, nach ze intervenéieren. Ech hu mer awer iwwerluecht, ech misst et dach maachen, fir nach an Zukunft awer eng leschte Kéier ze versichen ze iwwerzeegen. Och wann ech weess, datt dat wäert schwéier ginn, probéieren ech et trotzdeem.

Et geet ganz einfach dorëm, datt eng Ongerechtegkeet besteet tëschent deenen awunnerméisseg grousse Gemengen an tëschent deene flächegrousse Gemengen, wat net onbedéngt awunnerstaark Gemenge sinn.

Wann ee wëllt optimal Klimaschutz maachen a wann ee wëllt optimal am Klimapakt schaffen ... An ech behaapten emol, datt ech awer eng kleng Anung dervun hunn. Ech wëll och ganz kloer soen: Madamm Minister, et huet ëmmer Spaass gemaach. Et huet wierklech Spaass gemaach, do matzeschaffen, sech ze engagéieren - och als Politiker, net nëmmen als Beamten oder als een deen am Team matgeschafft huet, mee ganz einfach als Politiker, well een e Sënn an där Aarbecht gesinn huet.

Mee et deet mer leed! Wann een elo higeet ... An dat waren och a sech d'Amendementer vun der CSV: engersäits d'Stonnenzuel vum Klimaberoder an anerersäits d'Remuneratioun oder de finanzielle Merci, deen een da kritt, wann een dach awer versicht, optimal Efforten ze maachen.

Ben, d'Stonnenzuel. Jo, et ass e bëssen un der Schrauf no uewe gedréit ginn, mee duerfir ass et awer vill méi komplex ginn. Et brauch een, schonn eleng duerch déi Komplexitéit ... Nëmmen ee Punkt: Et ass richteg, datt een d'Bierger méi matabënnt. Dat schéngt jo iwwert de Volet participatif méi participativ ze sinn. Dat kascht awer enorm Zäit! Dat kënnen net Éierenamtlecher maachen. Dat mussen Haaptberufflecher maachen.

A fir dat kënnen ze maachen, muss een ënner anerem e Klimaberoder hunn, dee genuch Zäit huet, fir dat ze maachen. Dat hunn awer ländlech Gemenge mat enger grousser Fläch definitiv net! Et sinn awer eng ganz Rei Klimamoossnamen, déi am direkte Lien sti mat der Fläch vun enger Gemeng.

Et ass net nëmme mat de Gebaier, wéi et elo grad erwäänt ginn ass. D'ailleurs hunn awer sougutt d'Spriecherin vun déi Lénk wéi och hei de Spriecher vun de Piraten och, mengen ech, an déi selwecht Kerb gehaen, wann ech dat richteg verstan hunn, datt ee misst grad déi Gemenge méi ënnerstëtze vläicht, déi nëmme just eppes an deem Dossier kënne maachen, wa se déi néideg Ressourcen hunn, fir dat kënnen ze maachen. An dat si flächegrouss Gemenge mat manner Awunner.

Et ass also ganz kloer: Wa mer wëllen eppes Optimales och am Klimapakt 2.0 maachen, da musse mer et änneren, datt wann ee vill Awunner huet, kritt ee vill Stonnen, kritt ee 600 Stonne maximal, an déi kleng Gemengen, déi flächeméisseg grouss sinn, kréie wäit manner Stonnen.

Duerfir war d'Fuerderung vun der CSV, datt een déi 75 Deeg, dat sinn déi 600 Stonnen, optimal ausnotzt, och fir deene Gemengen eng zousätzlech Hëllef ze ginn. Well et si grad déi Gemengen, déi och am Gesamten net esou vill Personnel administratif, technescht Personal hu wéi aner grouss Gemengen. Déi kënne sech dat anescht ers leeschte wéi déi dote Gemengen. Dat muss een einfach ganz kloer soen an do kann een drun dréien esou vill, wéi ee wëllt - dann ass dat nach ëmmer richteg an dat bleift richteg! Dat ass deen ee Punkt.

An deen anere Punkt, jo, verstitt Der: Et kann ee Gold hunn - et si jo elo véier Stufen - an da kritt ee jo pro Bierger - an erëm eng Kéier pro Bierger - méi eng héich Subventioun. Mee et kann een awer och déi ënnescht Stuf hunn an da kritt een trotzdeem, wann et eng grouss Gemeng ass mat villen Awunner - eng awunnergrouss Gemeng also -, da kritt een trotzdeem méi Suen, och wann een op där ënneschter Stuf vum Klimapakt 2.0 ass.

Dir gesitt also, datt dat eng Ongerechtegkeet, jo, eng Ongerechtegkeet sonnergläichen ass! Et huet een einfach ... oder et hätt ee kënnen ... An dat war e Kompromiss, deen och vusäite vun der CSV virgeschloe ginn ass, fir e Fix ze hunn, e variabelen Deel no den Awunner an e variabelen Deel awer och no der Fläch. Mee d'Fläch spillt anscheinend jo zënterdeem, datt eng Gemengefinanzreform gemaach ginn ass ... déi genausou ongerecht war, well do de Volet vun der Fläch einfach erausgeholl ginn ass!

Hei gëtt erëm eng Kéier an déi selwecht Kerb gehaen! An dat ass einfach net richteg, Madamm Minister! Wéi gesot, esou wéi ech et schonn an der Kommissioun gesot hunn: Mir kréie kee Sträit, mee et ass net richteg! Et ass net richteg an et gëtt net méi richteg, egal wat Dir och elo op deem Pult hei wäert als Erklärung hunn, firwat et awer vläicht méi richteg ass! Et gëtt net richteg, soulaang wéi net déi Gemengen esou ënnerstëtzt ginn, wéi se mussen ënnerstëtzt ginn, fir datt se kënnen eng optimal Politik an deem dote Beräich maachen.

Mir wëlle jo eppes erreechen. Mir wëlle weiderkomme mam Klimaschutz. Mir wëlle weiderkomme mam Klimapakt 2.0. Da musse mer och de Courage hunn, grad deenen ... Well dat sollt een net vergiessen: Et ware grad d'Landgemengen, déi enorm Efforte bruecht hunn, fir de Klimapakt 1.0 no vir ze bréngen.

Et ware virun allem Landgemengen. An dunn hunn eng Rei aner Gemengen ... Dat hunn elo Virspriecher gesot, am Verhältnis zu anere Ressourcen sinn dat Peanuts. Jo, fir eng grouss Gemeng mat villen Awunner sinn dat ganz dacks Peanuts. Fir eng kleng Gemeng respektiv fir eng flächegrouss Gemeng mat net esou villen Awunner sinn dat keng Peanuts! Et ass de Moyen, fir sech kënnen nach méi an d'Saach selwer ze investéieren! An nëmmen esou kréie mer d'Saach no vir bruecht!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kaes.

D'Regierung huet d'Wuert. D'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, éischtens emol wëll ech och dem Karel Back e ganz grousse Merci soe fir dee gudden a wierklech prezise schrëftleche a mëndleche Rapport. An da wëll ech awer och den Deputéierten, déi sech hei wierklech engagéiert gewisen hu fir de Klimapakt 2.0, eng Kéier e grousse Merci soen, well ech mengen, dass mer hei an deem héijen Haus zu Lëtzebuerg wierklech erkannt hunn, dass dat e ganz flott Instrument ass, op dat mer opbauen.

D'ailleurs, da wär d'Logik och am éischte Pakt total falsch gewiescht. Ech mengen, dass déi Logik, déi mer hei hunn, e Pakt weiderzeentwéckelen, dee super fonctionéiert huet, wou mer dat Land sinn, wou all d'Gemenge sech engagéiert hunn ... Wann Der - a Verschiddener vun Iech sinn op Gemengenniveau täteg - op engem vun de leschte Klimapaktdeeg waart, wou mer déi positiv Dynamik, dee positive Wettlaf, fir dat Potenzial op Gemengenniveau fir Klimaschutz ..., dass mer dat uerdentlech weiderentwéckelen, do, mengen ech, ass hei am Haus wéineg Dissens. An dat wëlle mer am Klimapakt 2.0 maachen.

A mir wëllen natierlech am 2.0 genau deene Bedenke Rechnung droen - an dat maache mer och mat deem Projet, deen haut zum Vott steet -, dass mer op där enger Säit méi effiziente Klimaschutz maachen, andeems mer besser Indicateuren hunn, andeems mer dat méi quantifizéieren. Well genee

dat ass Objet vun der Weiderentwécklung. An do schaffe mer jo och mam SIGI zesummen. An ech mengen, dass do de Gemengen e groussen Déngscht geleescht gëtt, wa se besser gesinn, wéi effikass se schaffen.

Dann, wa mer de Gemengen e verbesserten Aarbechtskader, awer mat 50 % méi Stonnen u Klimaberoder ginn … A mir ginn och nach ee spezifesche Klimaberoder, eebe well et net nëmme just Energieeffizienz an CO_2-Reduktioun ass, mee eeben och, well mer wëlle besser renovéieren, well de Shift Richtung Kreeslafwirtschaft soll geschéien. Dofir brauche mer spezialiséiert Leit, déi de Gemengen zur Säit stinn. An do gëtt et also 50 % méi.

An dann, wa mer kucken, wat den Erfolleg vum éischte Pakt ass: Wann dat alles richteg wär, well elo d'Kritik war, dass mer missten hei elo méi an d'Fläch goen, dann, mengen ech, wären d'Landgemengen, déi awer grouss Surfacen hunn, net esou gutt weiderkomm. An déi ginn elo eeben nach bestäerkt. Se kréien eebe méi Berodung, well mer eng Urgence hunn! Dofir kucke mer elo och net méi am Véierjorestakt, mee am Dräijorestakt, eebe grad fir d'Kadenz eropzesetzen, fir et méi ze beschleunegen.

An deen drëtte wichtege Punkt, dat ass, mengen ech, deen, dee gouf och méifach betount: Mir hunn hei eppes, wou mer no bei der Bierger sinn. An d'Gemenge sinn direkt beim Bierger. Dofir ass dat Element vun der Bedeelegung vun de Bierger fir d'Entreprisen, um lokale Plang d'Initiativen ze entwéckelen, eppes ganz Wichteges.

Dofir si mer och frou, dass déi Kollaboratioun, déi mer mat eise Partner hunn - ech mengen, „myenergy" begleet de Klimapakt -, mee déi Kollaboratioun iwwert déi lescht Joren, wou d'Gemengen, mengen ech, och ëmmer Demandeur waren, fir d'Transitioun, fir de CELL materanzehuelen, fir IMS fir d'Betriber materanzehuelen, fir d'Klimabündnis materanzehuelen an d'Ëmweltberodung Lëtzebuerg am Déngscht vun de Gemengen.

Ech mengen, dass déi verstäerkte Bedeelegung um lokale Plang wierklech een Atout ass. An do si ganz vill … Ech hu muer Ëmweltconseil an ech kann lech soen, dass vill Kolleeginnen a Kolleegen am Ëmweltberäich ëmmer soen: „Et ass flott. Lëtzebuerg ka soen: ‚All d'Gemenge sinn engagéiert.'" An ech mengen, dee positiven Narrativ, dass mer um lokale Plang weiderkommen, deen ass terribel wichteg!

An dann ass awer och terribel wichteg, dass mer kohärent sinn an eisem nationale Klima- an Energieplang an dass mer eeben déi Erweiderung grad maachen. An déi Staark-Reen-Evenementer vun der leschter Woch weisen dat natierlech och: d'Upassung un de Klimawandel och elo mat derbäi. Dat ass e wichtegt Element, wou grad d'Gemengen eng ganz, ganz wichteg Roll bei hiren Infrastrukturen, konkreet bei hire Waasserinfrastrukturen zum Beispill, mat spillen.

Dofir ass eeben och Waasser an och Waasserverbrauch hei am Klimapakt 2.0 mat derbäi. Déi Erweiderung, déi mécht wierklech Sënn! Ech mengen och, dass d'Gemenge wierklech bereet sinn.

A firwat mengen ech dat? Majo, wann Der mer erlaabt nach zwee dräi Wuert zu deem, wou mer elo sinn, ze soen: Mir hunn de 7. Abrëll de Gemenge schonn hir Kontrakter geschéckt. Déi Gemengeresponsabel, déi heibanne sinn, wëssen dat. An do hunn elo schonn 58 Gemengen zréckgeäntwert, eis hir Kontrakter geschéckt. Do si mer also um Wee, dass si hire Klimaberoder … An ech kann lech och soen, och wa mer do kucken: de Choix vum Klimaberoder - e wichtege Moment fir eng Gemeng. Do sinn der awer och schonn 43, déi wëssen, a wéi eng Richtung dass et geet.

Dat heescht, d'Bereetschaft, fir elo konkreet direkt ze schaffen, déi ass do! An déi positiv Dynamik, déi wëll ech hei eng Kéier explizitt begréissen, déi mer op Gemengenniveau fannen. Well wa mer elo haut fäerdeg sinn, da kënne mer dee Lancement maache vun all deenen Aarbechten. Dann hoffe mer, dass d'Gemenge wierklech schnell ukommen, dass se hire Klimaschäffen designéieren, dass se hir Klimateamen, déi hoffentlech méi wäit, vläicht och méi jonk, mat méi Leit besat sinn, dass mer do wierklech méiglechst ville Leit och d'Geleeënheet ginn …

Dir op lokalem Plang, Dir mierkt jo déi Dynamik, déi do kënnt aus deene Klimateamer. Dat ass jo wonnerbar! Um Klimapaktdag gëtt dat ëmmer erëm gesot. An ech mengen, de Max Hahn hat eeben och gesot, dass ëmmer, wann dann de Klimaberoder bei ee kënnt a seet, hu mer nach hei an do gemaach. Ech mengen, déi Dynamik ass et jo, déi mer brauchen, fir dem Klimaschutz konkreet op d'Been ze hëllefen.

Et ass also esou, dass mer prett sinn, dass mer hei eng Hellewull u méi - méi ambitiéis, méi effikass, méi Méiglechkeeten - bidden. An der Transitiounsperiod wäert et och esou sinn - an dat wäert d'Gemengepappen a -mammen och sécher interesséieren -, dass déi Klimaberoderstonnen - an dofir hu mer elo och gesuergt -, déi elo 2021 net ganz geholl ginn, dass een déi ka materiwwerhuelen an 2022, fir dass mer op jidde Fall an der Course, fir Klimaschutz ze maachen, do net hannendrageroden.

Dat ass och eng Decisioun, déi mer scho geholl hunn. Soudass dat kann … Zréckgerechent op den 1. Januar kritt Der déi ganz Beroderstonnen. An ech mengen, dorëms geet et: dass mer de Leit Hëllefstellung ginn, wéi mer am Alldag an hirer Gemeng, an hiren Decisiounen, bei de Renovatiounen, bei dem deeglech Choix vum Konsum, wéi mer do Hëllefstellunge kënne ginn, fir konkreete Klimaschutz ze maachen.

An dann nach e puer Wuert zu den zentralen Outilen. Mir hunn dës Kéier fir déi Leit, déi sech nach net esou gutt zurechtfonnt hu bis ewell, eng flott Ëmsetzungshëllef, wou Der wierklech Kapitel fir Kapitel kënnt kucken, wou praktesch Beispiller dra sinn: „Wéi hunn anerer et gemaach?" Well genee dat geschitt um Klimapaktdag. Do weise mer: Wien huet wat gemaach? Wou sinn d'Erfollegsbeispiller? Wou sinn d'Best Practices? Do hu mer eng praktesch Ëmsetzungshëllef.

Mir hunn och fir déi Leit, déi interesséiert sinn, eng nei Homepage, wou Der eeben net nëmmen de Klimapakt fannt - also et ass pacteclimat.lu -, wou Der net nëmmen de Klimapakt an d'Neierungen elo fannt, déi elo kommen, mee eeben och, wou Der lech och eng Kéier kënnt déi Partner ukucken, déi alleguerten aktiv sinn.

Da gëtt et och eng Plattform an Zesummenaarbecht mam SIGI.

An dann zulescht wëll ech och all deenen - d'Gemengepappen a -mamme wëssen et schonn - soen: Et gëtt och ee Webinar fir d'Gemengen. Dat ass de 16. Juni, wou mer nach eng Kéier den Detail wëllen erklären.

Dat heescht, mir si prett. Ech soen nach eng Kéier e ganz grousse Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung fir dëse flotten Outil. E wichtegen Outil am Klimaschutz! Well de lokalen Niveau grad bei Upassungen, an dat kënnt elo mat eran, awer och beim Klimaschutz eng wichteg Roll spillt, well Der no beim Bierger sidd. Dofir wënschen ech lech alleguerten, a virun allem och de Pappen a Mamme vun de Gemengen, vill Spaass elo beim Schaffen. Mir si prett!

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7653. Den Text steet am Document parlementaire 7653[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7653 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Georges Engel), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Schluss vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.31 heures.)

SÉANCE 60

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Jeudi 10 juin 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Question élargie n° 101 de M. Serge Wilmes relative aux nouvelles formes de mobilité**
   - M. Serge Wilmes - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
3. **Question élargie n° 102 de Mme Nathalie Oberweis relative à une éventuelle mission militaire au Mozambique**
   - Mme Nathalie Oberweis - M. François Bausch, Ministre de la Défense - Mme Nathalie Oberweis - M. le Ministre François Bausch
4. **7601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest**
   - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
   - Discussion générale : Mme Octavie Modert - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
5. **7740 - Projet de loi portant approbation :**
   1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Chili relatif à des services aériens, fait à New York, le 26 septembre 2019 ;
   2° de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Rwanda on air services », fait à Luxembourg, le 26 novembre 2019
   - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
   - Discussion générale : M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Gilles Roth - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen (dépôt de la motion 1)
   - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Carlo Back - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
6. **Question élargie n° 100 de M. Laurent Mosar relative à la Société LuxTrust**
   - M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Franz Fayot
7. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la Coopération luxembourgeoise**
   - Exposé : Mme Lydia Mutsch
   - Débat : M. Paul Galles - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fred Keup - Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 1) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire - Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) - M. Paul Galles (parole après ministre) - M. le Ministre Franz Fayot
   - Motion 1 : M. Yves Cruchten
   - Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
8. **Changement de composition d'une commission**
   - M. Fernand Etgen, Président
9. **Débat de consultation au sujet du Rapport sur le Fonds spécial de soutien au développement du logement**
   - Exposé : M. Henri Kox, Ministre du Logement
   - Débat : M. Marc Lies - M. Max Hahn (intervention de M. Marc Lies) - M. Yves Cruchten - Mme Semiray Ahmedova (dépôt de la motion 1) - M. Roy Reding - Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 2) - M. Marc Goergen (intervention de M. Sven Clement)
   - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement - Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre)
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
   - Motion 2 : Mme Semiray Ahmedova - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - Mme Nathalie Oberweis
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

www.chd.lu

2. Question élargie n° 101 de M. Serge Wilmes relative aux nouvelles formes de mobilité

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mat der erweiderter Fro Nummer 101 vum Här Serge Wilmes iwwert déi verschidde Mobilitéitsformen. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Ma merci villmools, Här President. An dëser Fro geet et ëm nei Mobilitéitsformen. Där hu mer der jo schonn an de leschte Joren eng ganz Rei um Marché gesinn, sief dat Hoverboarden oder Eerieder oder och elektresch Véloen. Déi si jo och an de leschte Joren explodéiert. An esou geet et ëmmer weider mat der Entwécklung an elo schéngt déi neisten Entwécklung ze sinn, datt ëmmer méi Autos- an och Vélosconstructeuren amgaange sinn, konkreet u Modeller ze schaffen, déi weeder Auto nach Vélo sinn, mee béides, dat heescht Vëlomobill oder Autovëlo, wéi een dat och ëmmer wëll nennen. An et ass awer schonn esou konkreet, datt ze erwaarden ass, datt 2022, 2023 éischt Modeller och wäerten op de Marché kommen.

Ech hunn och elo rezent gelies, datt besonnesch dee Modell, bei deem een net ka soen, ob et en Auto oder e Vëlo ass, mee béides, an dee béid Fonctiounen huet, zum Beispill an Däitschland den Administratiounen eebe géif Kappzerbrieches bereede fir ze kucken, wéi een dat dann herno och soll offiziell autoriséieren oder reglementéieren.

Besonnesch bei engem Modell ass et esou, datt ee Vélosconstructeur elo op de Wee geet fir ze kucken,

datt och méi Leit sollen op d'duuss Mobilitéit iwwergoen, déi Auto fueren, déi awer vläicht net onbedéngt gäre mam Vëlo fueren, a fir deenen eng flott Alternativ unzebidden. Dowéinst hunn déi e Modell entwéckelt, deen och ganz schmuel ass an deen och op d'Vëlospiste passt, wou een da mat bis zu 25 km/h pedalléiere ka mat enger elektrescher Assistenz. An da kann een en Héllefsmotor bäischalten an da kann een awer zum Beispill mat bis zu 60 km/h op der Strooss fueren.

Dat heescht, hei ass elo dann d'Fro och un Iech, Här Minister: Hutt Dir esou Entwécklungen um Radar? Ech ginn emol dovun aus, datt Der Iech do natierlech och lafend informéiert. Et ass jo net déi éischte Kéier, datt Der hutt missen och nei Mobilitéitsforme reglementéieren. Sinn Iech déi doten Entwécklunge bekannt? Hutt Dir do och en Aarbechtsgrupp oder iergende Gremium bei Iech, deen do reegelméisseg e Monitoring dovunner mécht, och an deem heite spezifesche Fall eeben, wou esou Mëschformen tëschent Auto a Vëlo amgaange sinn ze entstoen?

Ass Iech dat, wéi gesot, bekannt a sidd Der amgaang ze iwwerleeën, wéi een do kéint dorobber reagéieren, wann hei zu Lëtzebuerg déi éischt Modeller dovunner géifen optauchen, esou wéi dat virdru bei deenen Hoverboarde war oder bei de Segwayen oder bei deene Monowheelen oder eebe bei elektresche Vëloen?

Hei ganz besonnesch ass et jo déi interessant a kokass Situatioun, datt een dann theoreetesch kéint op enger Vëlospist fueren an da kéint een herno eriwwerfueren an eeben op de Stroosseraum iwwergräifen, wou een dann u sech jo och erëm eng Plack misst hunn. Mee wann een eng Plack huet, dierf een dann op eng Vëlospist fueren? Dat ass dat, wat eeben interessant ass fir ze kucken, wéi een dat kéint reglementéieren.

Et gëtt awer och en neit Element an dëser ganzer Diskussioun, déi mer elo och schonn zënter Joren a Méint a Wochen hunn, vun der Opdeelung vum Stroosseraum, wou mer och strikt sinn, eebe méi Plaz fir de Vëlo ze kréien an och Plaz fir den Auto ze behalen, well dat hei natierlech déi breet Forme sinn, déi et engem erlabe kënnen, op béidem kënnen ze fueren an och vläicht méi Flexibilitéit an déi Diskussioun do eranzekréien.

Duerfir nach eng Kéier: Hutt Der dat um Radar? Hutt Der dat souwisou um Radar allgemeng, fir do nei Mobilitéitsformen ëmmer erëm ze analyséiere respektiv dat dann och ze reglementéieren? Wéi gitt Der do vir? A sinn Iech an deem heite spezifeschen Domän déi Modeller do bekannt an hutt Der do wëlles, eeben deem dann och scho virzegräifen, ier se op de Marché kommen an do Reglementatiounen dozou ze maachen um Niveau vum Code de la route respektiv vun dem Umellen zu Sandweiler?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wilmes. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President, an och merci fir déi Froen. Natierlech hu mer alles um Radar, wat iergendwéi sech beweegt. Duerfir heesche mer Mobilitéitsministère. An ech hunn och Fotoen hei, wéi déi Gefierer ausgesinn. Et ass allerdéngs esou: Dat, wat bis elo an der Produktioun ass - ech wëll elo hei keng Mark nennen, well ech wëll keng Schleichwerbung fir eng maachen, mee bon -, ass awer dat, wat den Här Wilmes hei beschreift. Et sinn am Fong Vëloe mat enger Kabinn ronderëm, wann een et esou wëllt huelen, dat heescht, et muss ee pedalléieren. Déi hunn awer och eng elektresch Assistance an déi ass am Prinzip d'nämmlecht gestalt wéi beim Pedelec, dat heescht bei 25 km/h setzt se aus.

Bon, elo kann et natierlech sinn, datt et an Zukunft hei och geet wéi bei de Pedelecken: Do gëtt et jo haut Speedbiken, dat heescht, da fält ee schonn erëm éischter an d'Kategorie vu motoriséiert, a Richtung Motorrad an esou weider, dat heescht, wann den elektresche Motor net aussetzt bei 25 km/h. Am Fong hu mir dat alles ganz gereegelt. Wann et eppes ass, wat 25 km/h fiert an dann de Motor aussetzt, wat also am Stil Pedelec ass - ob et eng Kabinn huet oder net -, da gëtt et laut de Reegelen, ob een et muss umellen oder net, betruecht wéi e Vëlo, dat heescht, et brauch een et net unzemellen. Wann et méi séier ass, wann de Motor net aussetzt, dat heescht, datt et dann och nach Vitesse fiert vu 40 km/h, 50 km/h oder wat weess ech, jo da fält et ënnert d'Kategorie vun engem Motocycle. Da muss et eng kleng Plack kréie fir hannendrop. Et gëtt iwwregens schonn haut eenzel Gefierer, déi änlech si wéi dat doten. Dat ass zwar nach e bëssen eppes Aneres, mee dat wär am Fong déi Kategorie.

Méi kompliziéiert gëtt et natierlech ... Also ech mengen, datt et a sech net esou kompliziéiert ass, wann et eppes ass, wat souwisou muss immatrikuléiert ginn. Dann dierf et souwisou guer net op enger Vëlospist fueren. Dann ass dat d'office ausgeschloss, well bei eis ass et jo esou, datt een op der Vëlospist nëmme mat engem Pedelec dierf fueren. Soubal ech e Speedbike hunn, dierf ech net méi op d'Vëlospist goen, well dat einfach ze geféierlech ass mat deene Vitessen, déi do gefuer gi par rapport zu de Vëlosfuerer, déi soss gemittlech do fueren, a Kanner an esou weider an esou virun. D'Vëlospiste solle jo geduecht sinn, fir datt den normale Vëlosfuerer sécher ka fueren.

Et gëtt elo eng Rei Längten a Breeten an Héichten, déi nach virgeschriwwe sinn am Code de la route par rapport zu engem Gefier, déi festhalen, wéini et dierf op d'Vëlospist goen. Déi dote Gefierer, wat d'Längt, d'Breet an d'Héicht ubelaangt, géifen all op d'Vëlospist passen. Dat ass net de Problem. Mee, wéi gesot, déi Konditioun, datt ech nëmmen eng Assistance électrique - eng Assistance! - dierf hunn, also datt se bei 25 km/h aussetzt, ass am Fong d'Schmäerzensgrenz, bis un déi ech op der Vëlospist dierf fueren.

Also, wéi gesot, vun der Reglementatioun hier, mengen ech, brauche mer näischt ze änneren. Wat allerdéngs ass - an duerfir géif ech de Gemengen uroden, dat doten op de Radar ze huelen -: Dat huet natierlech en immensen Impakt op Vëlospisten, Vëlosinfrastrukturen. Well et ass relativ kloer: Wann där doter Gefierer méi kommen oder wann där iwwerhaapt bis kommen, da gëtt et enk op der Vëlospist, wann ee keng uerdentlech gebaut huet, déi breet genuch ass, dat heescht, wann ee keng ofgetrennte Vëlospisten huet. Wann een zum Beispill just e Stréch gemoolt huet an der Strooss, eng Vëlospist, déi just gezeechent ass, déi net breet ass, déi nëmmen 1,50 Meter huet, gëtt dat natierlech da problematesch.

An duerfir géif ech de Gemengen uroden, och wéinst all deenen Neierungen - et gëtt och nach aner Grënn, mee och wéinst deenen heite Grënn -, wierklech innerorts e Maximum ze maachen, fir an Zukunft ofgetrennte Vëlospisten ze schafen, well de Vëlo hëlt zou, de Pedelec hëlt zou, d'Mikromobilitéit hëlt zou, an elo kommen déi dote Saachen nach derbäi an dat wäert eis viru ganz aner Erausfuerderunge stellen.

Dat Eenzegt, wou ech géif soen, datt et en No-Go ass, fir och déi dote Gefierer gläichzestelle mam Vëlo, dat ass: Mir hunn haut oft a Gemengen innerorts Kompromësser, dat sinn dann déi sougenannte Mixedzonen - Foussgänger a Vëlo. Dat ass ondenkbar mat esou engem Gefier, well vun der Wendegkeet, vun der Breet, vun der Plaz hier, déi et anhëlt, kann een dat zum Beispill net zesumme mam Foussgänger organiséieren. Dat geet ganz sécher net.

An dat ass och deen eenzege Punkt, dee mer warscheinlech musse reglementaresch nobessere goen, bei deem ech mengen, datt ee muss soen, datt esou e Gefier wéi dat doten net kann iwwer e Passage mixte fueren, wéi mer se haut kennen, well dat einfach ze vill geféierlech ass par rapport zu de Foussgänger, de Kanner an esou weider.

Mee, wéi gesot, fir de Rescht: Wannechgelift, mir mussen all zesummen iwwerall do, wou et geet, Staat mat de Gemengen, méiglechst grouss an uerdentlech ofgetrennte Vëlosinfrastrukture bauen! Dat ass d'Viraussetzung, fir datt dat harmonesch fonctionéiert. Mir kënnen de Code de la route esou gutt an esou streng maachen, wéi mer wëllen, mee wa mer keng Plaz a kee Raum loosse fir déi Gefierer, da sichen déi sech hir Plaz an hire Raum an da féiert et zu Konflikter. Duerfir, wéi gesot, ass dat esou wichteg, datt mer eng gutt Infrastruktur bauen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Mobilitéitsminister François Bausch.

3. Question élargie n° 102 de Mme Nathalie Oberweis relative à une éventuelle mission militaire au Mozambique

Da komme mer zur erweiderter Fro Nummer 102 vun der Madamm Nathalie Oberweis iwwer eng méiglech Militärmissioun am Mosambik. Och hei huet den Auteur fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn och hei zéng Minutten zou. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Am Norde vum Mosambik un der Grenz zu Tansania sinn 2010 riseg Äerdgasfelder un der Küst entdeckt ginn. Dräi Konsortie vu Multinationalen hu sech mëttlerweil zesummegesat, fir déi Äerdgasfelder auszebeuten, woubäi de Konsortium ronderëm déi franséisch Pëtrolsfirma Total awer déi eenzeg ass, déi bis ewell Installatiounen op der Plaz gebaut huet.

Op deem selwechte Gebitt operéiert säit 2017 och eng islamistesch Miliz, déi mat extreem gewalttätegen Iwwerfäll op sech opmierksam gemaach huet. Si rekrutéiert Jonker aus der immens aarmer Regioun, déi u sech vun der zentraler Regierung ëmmer vernoléissegt gouf. An deene leschte véier Joer gouf et Schätzungen no 2.600 Doudeger a wéinst de Kampfhandlunge sinn iwwer eng hallef Millioun Mënsche geflücht.

De franséische Pëtrolskonzern Total huet dann och am Mäerz seng Operatiounen op der Plaz aus Sécherheetsgrënn missen op Standby setzen an huet säin auslännescht Personal ausgeflunn. Säitdeem gëtt et ëmmer méi Appeller fir eng europäesch Militärmissioun am Mosambik.

Portugal huet schonn Zaldoten an de Mosambik geschéckt an den EU-Aussebeoptraagte Josep Borrell setzt sech aktiv a fir eng EU-Militärmissioun. Dat Theema war dann och Géigestand vun engem Conseil vun de Verteidegungsministeren de 6. Mee.

No der Sitzung huet de Josep Borrell virun der Press gesot, de politesche Wëlle wär do fir eng Missioun. D'Theema ass duerno op engem informellen Treffe vun de Verteidegungsministeren den 28. Mee weider diskutéiert ginn. Als Argument fir esou eng EU-Missioun gëtt natierlech erëm de Kampf géint den internationalen Terrorismus genannt, obwuel et sech hei ëm e lokale Konflikt handelt. An et gëtt sech op d'Tatsaach beruff, dass de President vum Mosambik d'EU ëm Hëllef gefrot huet - woubäi ee wësse muss, dass dëse President bei Walen un d'Muecht komm ass, déi laut enger EU-Walbeobachtermissioun duerch Intimidatioun, Gewalt a Walfälschung gekennzeechent ass.

Mir hunn d'Gefill, dass dat heiten an eng Richtung geet, déi mir ëmmer gefaart a kritiséiert hunn, nämlech dass d'EU iergendwann eng Kéier ufänkt, hir Wirtschaftsinteressien an déi vun hire Memberlänner op anere Kontinenter militäresch duerchzesetzen. Och wann zurzäit just iwwer eng Trainingsmissioun geschwat gëtt, wësse mir alleguer, dass dorauser ganz schnell eng Kampfmissioun ka ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Duerfir follgend Froen un den Här Minister:

Wou si mer aktuell drun um europäeschen Niveau mat den Diskussiounen?

An envisagéiert déi Lëtzebuerger Regierung, sech un enger eventueller Militärmissioun am Mosambik ze bedeelegen? A wa jo, ënner wéi enger Form?

Donieft si mir ufangs Mee och gewuer ginn, dass d'EU wéilt hir militäresch Interventiounstruppen, déi sougenannt „Battlegroups", vun därzäit 1.500 op 5.000 Zaldoten erhéijen. 14 Länner hätte schonn zougesot, do matzemaachen, an dorënner - dat si mer och aus der Press gewuer ginn - och Lëtzebuerg. An duerfir nach eng Zousazfro un den Här Minister, ob hien dat ka bestätegen an eis kann erklären, aus wéi enge Grënn Lëtzebuerg och do wëllt matmaachen.

Merci am Viraus.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Oberweis. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Verdeedegungsminister François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Merci, Här President. An och merci fir déi Froen. Fir d'éischt emol muss ee soen, datt d'Situatioun am Mosambik - natierlech wéi iwwerhaapt an der ganzer Sahelzon - eng ganz komplex ass an datt een déi net mat - wéi soll ech soen? - Schwaarz-Wäiss-Zeechnunge kann ëmräissen. An dem Mosambik ass de Moment e Regimm um Pouvoir, deen - dat war fréier - am Fong eng Befreiungspartei ass, déi deemools de Mosambik befreit huet. Eng marxistesch-leninistesch Organisatioun war dat deemools. Mee dat ass an den 90er-Jore (veuillez lire: 70er-Joren) gewiescht. Duerno ass villes geschitt. Dat war, wéi am Fong de Kolonialkrich géint Portugal op en Enn gaangen ass.

Effektiv ass an den 90er-Joren e Multiparteiestaat akzeptéiert ginn. An och déi Organisatioun huet sech dann - wat och ëmmer dat heescht, ech weess et net - elo entre-temps zum demokratesche Sozialismus bekannt. Mee op alle Fall gëtt et e Multiparteiestaat, woubäi een do awer natierlech ëmmer muss als Reserv soen: An dem Mosambik ass et net anescht wéi an deene meeschte Länner an der Géigend. Dat ass alles relativ fragill. Do ass bei villem nach d'Kolonialvergaangenheet, déi matspillt, déi mécht, datt mer ganz sécher keng stabel Situatioun, keng stabel Institutiounen hunn an och sécherlech net kënnen, och wann et hei heescht Multiparteiestaat, vun enger Demokratie schwätzen, wéi mer dat an Europa zum Beispill kennen.

Et bleift awer, datt et natierlech do, wéi och an anere Länner, wou d'EU engagéiert ass, der EU hir Haaptmissioun wäert sinn, fir ze kucken an ze hëllefen, Stabilitéit ze kréien. Et muss een och wëssen, datt Enn 2020 effektiv déi Hëllef vum Mosambik ugefrot ginn ass bei der EU. Et geet ëm e Konflikt, dee sech op eng Regioun bezitt, dat ass d'Regioun vum Cabo Delgado. Dat ass och déi, déi d'Madamm Oberweis effektiv hei beschriwwen huet. An et ass och richteg, wat d'Madamm Oberweis seet: Do geet et natierlech ëm Rostoffer, haaptsächlech Rostoffer, wéinst deene verschidde Firmen - ënnert anerem huet se Total genannt - de Moment do aktiv sinn.

Ech géif och elo net wëllen hei behaapten, datt dat an deem ganze Konflikt an där Regioun do vun alle Säiten hier keng Roll spillt. Ganz sécher spillt et awer keng Roll bei deem, wat an der EU de Moment diskutéiert gëtt, well et ass esou, datt d'Europäesch Unioun absolutt net wëlles huet, fir do eng offensiv aktiv militäresch Aktioun ze maachen, am Sënn, datt elo déi Europäesch Unioun géif militäresch agräifen am Mosambik.

An iwwregens, wëll ech soen, seet d'Madamm Oberweis hei, da géif et goe wéi am Mali, mee dat ass net richteg. Frankräich hat eng aner Positioun am Ufank am Mali an ass aneschters virgaangen. Dat, wat d'European Union Training Mission am Mali bis elo gemaach huet, ass rengen Training. A bis elo huet d'Europäesch Unioun als Europäesch Unioun am Mali nach net intervenéiert an deem Konflikt. Dat heescht, eis Zaldoten, déi am Mali sinn, maachen näischt aneschters, wéi wa se ...

Mir hu jo zwou Missiounen: eng ass eng UNO-Missioun an dat anert ass eng europäesch, eng EUTM-Missioun. Bei där enger liwwere mer just nëmme Satellittekommunikatioun an d'Campe vun der UNO, fir datt am Fong d'UNO-Friddenstruppen, d'Blohelmer, déi jo am Optrag vun der UNO do sinn, Kommunikatiounsmëttelen hunn. An déi aner Zaldoten, déi mer do hunn an déi an der europäescher Missioun sinn, maache just Training.

Dat heescht, entweeder bewaache se mat Dronen déi Plazen, wou trainéiert gëtt, wou d'Zaldoten aus dem Mali trainéiert ginn, oder se hëllefe mat, Training ze organiséieren. Dat leeft natierlech ganz kloer ënner gewëssene Premissen of an déi sinn natierlech an der Europäescher Unioun kloer virgi bei esou Missiounen. A wann et hei zu enger Missioun sollt kommen, wäert et och hei esou sinn. Dat wäert mussen no de Methoden oflafen, datt déi Arméi Rechtsstaatsprinzippie geléiert gëtt, datt se Mënscherechter bäibruecht kritt, datt se natierlech als Arméi muss kënne fonctionéieren oder soll kënne fonctionéieren, wéi et an engem Rechtsstaat ass oder wéi et an Europa de Fall ass.

Dat heescht also, et geet wierklech drëms ze hëllefen, Institutiounen opzebauen. An deem heite Fall ass et eeben dann, fir datt d'Arméi als Institutioun an engem Staat-kann no demokrateschem Prinzip an engem demokratesche Staat fonctionéieren.

Bon, elo ass et esou, datt effektiv déi Demande vun dem Mosambik komm ass. D'portugisesch Presidentschaft huet och déi Demande weidergereecht. Portugal huet natierlech Lienen zum Mosambik, eeben duerch d'Vergaangenheet, wéi mer allegуer wëssen. An déi meescht europäesch Länner, fir net ze soen all, dorënner och Lëtzebuerg, hu gesot, datt mer prinzipiell bereet wären, un enger Trainingsmissioun am Mosambik deelzehuelen.

Et ass esou, datt dat awer nach net definitiv ass. A souwisou, wann et sollt eng Trainingsmissioun ginn, egal wat mir dann do maachen, da fale mer ënnert dat neit OMP-Gesetz (ndlr: OMP - Opérations de maintien de la paix). Da musse mer e Reglement maachen an da komme mer selbstverständlech an d'Chamber an da wäerte mer bei der Chamber en Assentiment froe fir dat Ganzt. Also, mir schécken net elo einfach Leit dohinner.

Ech kann Iech awer soen, u wat mir denken, wa mer géife matmaachen. Dann denke mer drun, fir haaptsächlech och an der Kommunikatioun Hëllefstellung ze ginn, an zwar och net mat enger laangfristeger Missioun, mee éischter, datt eng Ekipp dohinner geet fir e puer Méint - zwee, dräi Méint -, Telekommunikatiounsmoyenen opriicht, eng kuerz Formatioun mécht, wéi een domadder ëmgeet, an dann zréckkënnt. Also, mir denken net drun, datt mir elo vun der Lëtzebuerger Arméi aus e Contingent ... also Leit géife en permanence erofschécken, déi eng längerfristeg Missioun hätten. Dat hu mer der portugisescher Presidence och esou matgedeelt, datt dat de Bäitrag wär, dee mir kéinte leeschten, sollt et zu esou enger Missioun kommen.

Et ass och esou: Net nëmmen déi Demande kënnt vum Mosambik selwer. Elo kéint ee jo nach soen: Jo, dat ass alles natierlech awer e bësse gefierft, well effektiv, bon, de Regimm net grad esou fonctionéiert wéi mir eis dat vläicht hei virstellen. Mee, wéi gesot, dat ass fir all déi Regimmer nach net de Fall. Mee et ass och d'SADC, also d'Communautéit vun de südafrikanesche Länner, déi schonn do ass. Déi bereet de Moment 3.000 Leit vir, fir dohinner ze schécken. Dat heescht, et sinn och eng ganz Rei aner afrikanesch Staaten, déi dat wëlle maachen, natierlech och aus deem nämmlechte Grond, well et eng immens Suerg ass, datt do e weidert Land destabiliséiert gëtt, komplett destabiliséiert gëtt.

Da muss een awer och soen, datt den Hannergrond ass, datt an deem arméierte Konflikt do ganz brutal virgaange ginn ass an datt déi Dschihadisten, déi do virginn, haaptsächlech géint d'Zivillbevëlkerung virginn, datt extreem vill Kanner ëmbruecht gi sinn an där Regioun. Et ass also net esou, datt do kee Problem wär. Et ass e reelle Problem, datt virun allem och d'Zivillbevëlkerung attackéiert gëtt, virun allem Kanner, soudatt, mengen ech, awer als inter-

national Communautéit eng gewësse Responsabilitéit do ass.

Also, wéi gesot, déi Missioun, déi ass an der Diskussioun, an der Planung. Se ass awer nach net 100%eg decidéiert. A wa se decidéiert gëtt - mir falen dann ënnert dat neit OMP-Gesetz -, da komme mer souwisou bei d'Chamber, fir dat virzestellen. Mir mussen e Reglement maachen an da froe mer och d'Chamber ëm hiren Assentiment.

Firwat ass an der Europäescher Unioun déi Diskussioun ronderëm déi sougenannt - entre guillemets - „schnell" Agräiftruppen? Et muss ee jo wëssen: Mir si jo als Europäesch Unioun, och am Kader vun der NATO, a verschidde Bereetschaftssituatiounen integréiert, an deene mer musse kënne schnell mobiliséiert ginn. Et gëtt natierlech als méi sënnvoll ugesinn, datt d'EU selwer sech do nach besser koordinéiert, hir Kräfte bündelt. An deem Sënn gëtt dat och op europäeschem Niveau versicht zesummenzestellen.

Do geet et natierlech net dräms, fir elo ze soen, „mir maachen eis prett, fir iwwerall an de Krich ze zéien", mee et ass einfach, fir rationell virzegoen, fir méiglechst am Fong Kräften ze bündelen an och eenheetlech virzegoen, wat sécherlech net vu Muttwëll ass. Duerfir fannen ech dat och eng gutt Saach an duerfir mengen ech, datt mer en Interêt hunn, eis an esou europäesch Prozesser positiv anzebréngen. Ech hu léiwer, mir hunn an der Defensepolitik, wéi iwwregens och an der EU-Aussepolitik, europäesch gemeinsam Positiounen - wa mer dat da fäerdegbréngen, wat nach laang net ëmmer de Fall ass. Dat ass sécherlech méi rassurant, wéi wann all Land selwer fir sech do versicht, seng Operatiounen ze maachen a virzegoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Vizepremier a Verdeedegungsminister François Bausch. D'Madamm Oberweis huet nach eng Zousazfro. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo, villmools merci. Ech héieren aus dem Här Minister senger Äntwert, dass de Mosambik eeben e Land ass, dat effektiv instabill ass, dat fragill ass. An dat ass d'Resultat vun enger kolonialer Vergaangenheet, hutt Der gesot. Ech héieren dat, ech weess dat och. Dir sot awer och gläichzäiteg, dass et ëm Rostoffer geet. Dat hutt Der selwer gesot. Dir sot awer och: „Et geet dräms ze hëllefen, d'demokratesch Gouvernance opzebauen." „An et geet och dräms, d'Land ze stabiliséieren", sot Der. Et wär effektiv eng Suerg, dass e weidert Land, wéi esou viller, destabiliséiert gëtt. Ech héieren dat.

Ech froe mech just, ob ee mat enger militärescher Interventioun déi Saachen, déi Ziler do kann erreechen. Kommt, mir kucken op den Irak, kommt, mir kucken op aner Länner, wou mer militäresch agegraff hunn, vläicht net Lëtzebuerg, wou een och als Zil hat, d'Land ze demokratiséieren, gewëssen demokratesch Institutiounen opzebauen. Dat ass net méiglech mat enger militärescher Interventioun, och wann et just eng Trainingsmissioun ass. Ech hunn dat héieren, dass et elo net direkt - Dir hutt gesot - eng aktiv militäresch Missioun ass, eng Trainingsmissioun. D'Leit sur place maachen net onbedéngt den Ënnerscheed. Et niert Frust, et niert och gewëssen - wéi soll ech soen? - negativ Gefiller par rapport zum Westen, déi opkommen a ganz ville Länner. D'Leit maachen net onbedéngt den Ënnerscheed.

An dat, wat d'dschihadistesch Milizen niert an och wuessen deet, si virun allem d'Aarmut an d'Perspektivlosegkeet vun de Leit sur place. An dat ännere mir net mat enger militärescher Missioun an och net mat enger Trainingsmissioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Minister François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Also éischtens emol ass ze soen, datt et fir mech eng militäresch Interventioun, esou wéi d'Madamm Oberweis se beschreift, wär, wann d'Europäesch Unioun géif decidéieren, militäresch ze intervenéieren, an de Konflikt eran ze intervenéieren, dat heescht, datt se géifen zum Beispill an déi Regioun goen, déi ech genannt hunn, wou de Problem ass, a se do mat Waffegewalt géifen intervenéieren.

Éischtens emol: Déi Trainingsmissioun fënnt guer net do statt. Déi fënnt op enger ganz anerer Plaz statt, wäit ewech vun do, wou de Konflikt ass. An zweetens, wéi gesot: Op kee Fall huet déi Missioun, esou wéi et de Moment diskutéiert gëtt an och wéi eeben d'EUTM-Missioun am Mali, als Objektiv fir ze intervenéieren. An déi dierfen dat och net maachen, déi Zaldoten, déi do sinn. Dat ass ganz kloer.

Dat anert ass: Natierlech hutt Der Recht, wann Der sot, et ass net nëmmen duerch den Opbau vun engem militäreschen oder Polizeiapparat, duerch dee mer d'Regioune stabiliséiert kréien. Et ass jo net nëmmen dat, wat mir maachen an der Reegel. Ech wëll awer drop hiweisen, datt Lëtzebuerg an der Sahelzon par excellence d'3D-Politik applizéiert: Diplomatie, Developpement an natierlech Defense.

Et ass déi Regioun - also ech schwätzen elo vun der Sahelzon -, an déi d'lëtzebuergesch Kooperatioun de Moment de loin am meeschte Suen investéiert fir d'Entwécklung vun der Regioun. Natierlech muss ee sech och Froe stellen an et muss een och kucken am Mosambik. Do ass am Moment haaptsächlech Portugal, dat dat de Moment mécht. Mee et muss ee sech doriwwer eraus och d'Fro stellen, wat fir eng Roll d'EU an deem Sënn an Zukunft och do nach vläicht méi spillt.

Natierlech muss och do 3D applizéiert ginn. Dat heescht, et muss ëmmer mat Developpement an engems goen. Mee ech soen Iech awer och, datt et awer och ze naiv ass ze mengen, wa mer an der Sahelzon nëmmen Developpement maachen an nëmmen Diplomatie maachen, mat där Situatioun, wéi ee se haut do virfënnt ... Den historeschen Hannergrond, dat ass natierlech eng ganz aner Diskussioun, firwat et souwäit komm ass.

Duerfir kënne mer haut ... a warscheinlech wäre mer eis och eens, wa mer géifen zesummen analyséieren, wéi ee Rôle a wéi eng Schold Europa an och de Kolonialismus iwwerhaapt dorunner huet. Mee dat bréngt eis awer haut net weider. Haut ass d'Situatioun esou, wéi se ass. A wa mer do nëmmen op Developpement setzen an net en Encadrement maachen, fir och stabel Institutioune mat hëllefen opzebauen, an do gehéiert och eng Police oder eng Arméi dozou, da soen ech Iech, da gi mer vill Suen aus fir deen Developpement, deen net ganz laang wäert halen. An dat ass de grousse Problem.

Duerfir nach eng Kéier: Lëtzebuerg ass ganz kloer hei derbäi, well mer eebe gesinn, datt dat doten eng Missioun gëtt, déi just als Trainingsmissioun geduecht ass an net als offensiv Militärmissioun, fir eis an de Konflikt anzemëschen. An dat ass och esou, wéi den Objektiv wäert ganz kloer formuléiert ginn an der EU.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister.

4. 7601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7601, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Fonds Belval. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, den Här Max Hahn, den Här Dan Biancalana, den Här Jeff Engelen an d'Madamm Myriam Cecchetti.

An d'Wuert huet direkt de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei an deem Projet ëm eng Ännerung vum Gesetz vum 25. Juli 2002. D'Gesetz ass « portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest ». D'Gesetz vum 25. Juli 2002 beoptraagt dësen Établissement public, allgemeng bekannt als Fonds Belval, fir eng Rei Ekipementer a Gebaier opzeriichten, dëst am Optrag vun der Regierung. Déi bekanntеste vun dëse Gebaier sinn d'Rockhal - ech mengen, déi kenne mer all -, an och d'Gebaier vun der Uni. Doniewent ginn et awer och nach eng Rei aner Gebaier. An opgrond vun enger viregter Gesetzesännerung ass de Fonds Belval zënter 2015 och zoustänneg fir d'Verwaltung, d'Maintenance, d'Ëmbauprojeten, d'Moderniséierungsaarbechten an esou weider.

Dëst Gesetz besteet aus dräi Artikelen. Domat ginn dann och dräi Modifikatiounen am Gesetz virgeholl.

Éischtens: Fir all Projet, deen de Fonds Belval opriicht, muss e speziellt Gesetz gemaach ginn, och wann de Montant vum Projet ënnert der Limitt vu 40 Milliounen Euro läit, esou wéi et am Artikel 80 am Budgetsgesetz vun 1999 festgehale gëtt. De Fonds Belval, deen Infrastrukturprojete realiséiert fir de Kont vum Staat, huet also méi streng Oplage wéi staatlech Administratiounen. Dëst gëtt mat dësem Gesetz ofgeschaaft an et gëllen déi selwecht Bedéngunge wéi wann eng ëffentlech Administratioun de Projet géif realiséieren.

Wann de Projet vum Bau oder vun der Infrastruktur ënner 40 Milliounen Euro läit, brauch de Fonds Belval kee Projet de loi méi ze ënnerbreeden. Fir de Rescht gëllt d'Prozedur vun de Grands projets d'infrastructure, wou d'Chamber jo alljärlech fir Projeten ab zéng Milliounen ëm hir Zoustëmmung gefrot gëtt. De Contrôle ex post ass dee selwechte wéi fir déi aner Projete vum Staat, dat heescht, déi mussen duerch d'Comexbu goen.

Zweetens: D'Projete vum Fonds Belval si meeschtens iwwer en Emprunt finanzéiert ginn, dee vum Staat - Zënsen a Frais accessoires inclus - ofgedeckt war. Den Artikel 2 gesäit vir, datt dës Staatsgarantien, déi dozou déngen, Remboursementer ze assuréieren, eng Period vu 50 Joer ofdecken, an net méi 25 Joer, esou wéi et de Moment ass. Ouni dës Adaptatioun géif dës Garantie nämlech no 2027 ewechfalen, obwuel bis dohinner nach net all Projete wäerte fäerdeg sinn.

Am drëtte Punkt an am leschten Artikel gëtt de Fonds Belval exoneréiert vun all Taxen a Steieren, déi dem Staat oder der Gemeng zoukomme sollen, mat Ausnam natierlech vun der TVA, déi europäesch gereegelt ass.

Dëse Projet de loi gouf de 25. Mee 2020 vum Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, dem Här Bausch, an der Chamber agereecht. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 13. Oktober 2020 eng Rei Froen opgeworf an huet eng Opposition formelle gemaach. Dëst huet zu zwee Amendementer parlementaires gefouert, déi dem Staatsrot dann och Satisfaktioun ginn hunn. De Rapport, esou wéi en hei virläit, ass an der Sitzung vun der Kommissioun fir Mobilitéit an Travaux publics vum 20. Mee 2021 ugeholl ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem Rapporter Carlo Back villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. An och merci dem Rapporter fir säi gudde Rapport. Et ass zwar e kuerzt Gesetz dat hei, mee am Fong gëtt et awer e bësse méi wéi fënnef Minutten hei dozou ze soen. Well wann een zum Beispill d'Entsteeungsgeschicht vu Belval hëlt an den Entsteeungsprozess op den Industriebroochen, do wär scho villes dozou ze soen.

Deemools ware vill Kontroversen, vill Ängschten an et ass vill diskutéiert ginn, och heibannen, beim Gesetz vun 2002, dat mir haut elo hei änneren. Esou hunn zum Beispill Kolleege vun der grénger Fraktioun sech enthalen, Amendementer erabruecht a vill driwwer diskutéiert.

Et war eng länger Diskussioun och dobaussen an der Gesellschaft, wéi ee soll mat Belval virgoen, wéi ee soll mat Industriebrooche virgoen a firwat een dat iwwerhaapt sollt maachen.

Haut ass Belval normal. D'Uni, d'Cité des sciences, d'Rockhal an esou weider, dat gehéiert zum Selbstverständleche vun allen Awunner vum Land, zum Selbstverständnis vun eis alleguerten.

Ech erënneren un déi weesentlech Aarbecht vum Michel Wolter als Landesplanungsminister, dee sech fir de Projet Belval agesat hat wéi keen zweeten, un d'Erna Hennicot als Bauteministerin, zesummen och mam Henri Grethen als Wirtschafts- an Transportminister, souwéi och an der Denkphas virdrun de Robert Goebbels. Dat alles ass duerno weidergefouert gi vum Claude Wiseler als Bauteminister, dem Lucien Lux, Transport, François Biltgen, Héichschoulminister, a mir an all den zoustännege Ministeren a Ministerinnen duerno an haut och nach.

Belval ass haut normal, akzeptéiert, do, gefrot, gebraucht an net méi a Fro gestallt. Doriwwer kéint een nach ganz villes soen, awer ze kuerz ass d'Riedezäit an ech kommen zum Gesetz vun haut.

Dat Éischt: E weesentleche Punkt ass dee vun der parlamentarescher Kontroll. Well wat ännert sech mat dësem Gesetz hei? Dat ass d'Prozedur, fir d'Bauten ze geneemegen, déi de Fonds Belval fir de Staat mécht.

An ech wëll do dem Rapporter en häerzleche Merci soen. Hien huet dat hei gutt exposéiert an och a säi Rapport afléisse gelooss, datt mer dat herno nodréiglech erakritt hunn, fir dann och ausgedäitscht dran ze hunn, wéi d'Prozedur an Zukunft geet.

Firwat ass dat wichteg? Well de Staatsrot huet sech zimmlech ferm doriwwer ausgelooss, awer de Minister Bausch huet op meng Nofro hi verséchert, datt et genau d'selwecht soll oflafe wéi fir all staatlech Bauprojeten, fir déi d'Chamber muss befaasst ginn, zwëschen 10 a 40 Milliounen an iwwer 40 Milliounen, mat dem Suivi an esou virun an esou weider, well elo gëtt déi parlamentaresch Prozedur fir de Fonds Belval calquéiert op déi, déi de Claude Wiseler als Bauteminister 2006 déizäit mat der Chamber agefouert hat.

Domadder ass also nach ëmmer méi eng systematesch Kontroll a Suivi iwwert de Fonds Belval heibanne wéi zum Beispill iwwert de Fonds Kirchberg. Hei kéint ee sech och emol eng Fro stellen.

Wat sech nach mat dësem Gesetz ännert, ass, datt de Fonds Belval keng Steieren an Taxe méi bezuele muss. Meng Fro war un de Minister, ob déi zwou betraffe Gemenge gefrot gi waren. Dat war net de Fall. Duerfir huet en et nogeholl an en huet eis verséchert, si wären averstanen.

Als Beispill: D'Stad Esch krut bis elo iwwert dee Wee ongeféier 300.000 Euro Steieren eran. Déi falen natierlech elo ewech, awer et kommen haut Gemengesteieren eran iwwert d'Geschäfter an aner ekonomesch Aktivitéiten um Belval, déi natierlech am Ufank net do waren.

E puer Froen zur Zukunft: Wéi laang brauche mir de Fonds Belval? 2015 sinn hei scho mat engem neie Gesetz seng Missioune geännert ginn, och ausgedeent ginn - ënner anerem op d'Maintenance. D'Fro no senger Lafdauer stellt sech also an ass trotzdeem net wierklech einfach ze beäntweren. Elo jiddefalls gëtt emol implizitt op 50 Joer amplaz op 25 erhéicht. Esou laang gëtt jiddefalls elo mol déi staatlech Garantie zougestanen. Dat ass also schonn een Indiz.

Eng aner Fro: Wat brauche mir nach um Belval vun neie Strukturen? Nun, et gëtt natierlech Zäit fir d'Staatsarchiven. Déi Majoritéit virdrun huet ville Spuerzwäng ënnerleeën, mee de Claude Wiseler an ech wossten, datt et vun 2016 un Plaz a Suen an den Investitiounsfonge géif ginn, soudatt vun do un de Wee fräi gewiescht wär, fir d'Archiven ze bauen.

Den CNCI, de Centre fir Industriekultur, ass natierlech e wichtegt Element. D'Viraarbechte sinn awer geleescht ginn, andeem d'Héichiewe stabiliséiert gi sinn, virun a bis 2014; duerno weiderhin iwwer Ënnerhaltsaarbechten. D'Gebléishal ass natierlech erhale bliwwen, bis elo net ewechgerappt ginn an et ass kengem Drock nogi ginn, fir dat ze maachen.

Fir Esch2022 ginn och grouss Investitioune virgesinn a scho gemaach. D'Investissementsgesetz ass heibanne gestëmmt gi virun nach net esou ganz Laangem, virun e puer Joer.

Wat - kann een dann elo froen - gëtt dann elo deen éischte Projet no der neier Prozedur vun haut? Här Minister, wat bréngt Dir als éischten neie Projet an d'Chamber no där neier Prozedur?, kéint ee sech elo froen. A bréngt Dir dann och gläich mat där Lëscht vum 30. Juni och Projete vum Fonds Belval mat drop? Dat musst Der jo am Fong geholl elo, mat dësem neie Gesetz.

E lescht Wuert zu den Zukunftsfroen. Wéi geet et viru mat den aneren Industriebroochen - Déifferdeng, Rodange, Éilereng an esou weider -, awer och an anere Géigende vum Land, wou et esou Brooche gëtt? Dat war iwwregens eng ganz grouss Diskussioun a Fuerderung vun 2002 beim urspréngleche Gesetz.

Belval huet Dezentraliséierung bruecht an et wär gutt, wann och op anere Plazen am Land méi dezentraliséiert géif ginn, besonnesch och a méi benodeelegte Géigenden, wou et virdrun net emol Industrie ginn ass - also net just Reconversioun zielt, mee och normal Entwécklung zielt fir ländlech Regiounen.

Fazit: Vu Belval ass vu Wëssenschaft, Fuerschung a Kultur eng nei Dynamik ausgaangen, déi iwwert de Fonds Belval an deem Sënn realiséiert ginn ass, well hien déi Saache gebaut huet. Deen Impetus muss bäibehale ginn, besonnesch och iwwert d'Kraaft vun der Kultur an och an anere Géigende vum Land.

A mat deem fir eis ganz wichtegen Input ginn ech am Numm vun der CSV d'Averständnis zu dësem Gesetz. Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, merci, Här President. Ech géif op dëser Plaz dem Rapporter Merci soe fir seng zwee gutt Rapporten, säi mëndlechen a säi schrëftlechen. An ech géif heimat den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, d'nächst Joer wäerten et 25 Joer hier sinn, datt dee leschten Héichuewen um Belval am Asaz war. Dat war 1997, an domadder ass d'Ära vun de grousse Héichiewen hei am Land op en Enn gaangen. Deemools ass och dovunner geschwat ginn, dass een eng nei dreiwend Kraaft brauch an dass déi och noutwendeg ass. Abee, déi ass elo do. Laut den Zuele vun der Entwécklungsgesellschaft Agora hunn Enn 2019 dagsiwwer 10.000 Leit a 5.700 Studenten um Site geschafft respektiv studéiert, dëst ënnert anerem, wéi gesot, op der Uni an op deene verschiddene Recherchezentren, déi do sinn an déi och wichteg si fir eist Land. Dat huet jo och d'Pandemie gewisen.

Et kann ee festhalen, dass d'Entwécklung vun der deemoleger Schmelz zu engem neie moderne Quartier am Fong en Erfolleg ass. Et ass 2005 ugaange mat engem éischte Gebai op der Friche, bon, dat mëttlerweil natierlech iwwert d'Grenze bekannt ass: d'Rockhal.

D'Rockhal war effektiv den éischte grousse Bauprojet, deen ënnert der Leedung vum Fonds Belval gemaach ginn ass. Bon dorënner, just fir der e puer

ze ernimmen, awer och nach d'Maison du savoir, jo, mam Sëtz vun der Uni, de Lycée Bel-Val an de Luxembourg Learning Centre. Mat der Zäit huet och de Rôle vum Fonds Belval geännert. Hien ass net méi just Bauhär, mee och Gestionnaire vun enger ganzer Rei ëffentleche Gebaier ginn.

Bon, an dësem Projet de loi, mengen ech, sinn zwee Punkten ervirzesträichen: D'Aarbecht vum Fonds Belval wäert nach eng Kéier evoluéieren. Ech wëll och hei op dëser Plaz dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. A wéi hien eis schonns erkläert huet, brauch een an der Zukunft kee Finanzéierungsgesetz méi, wann de Fonds Belval e Bauprojet wëllt duerchféieren, deem säi Präis ënnert dem Seuil vun deene 40 Milliounen Euro läit.

Déi zweet Modifikatioun - net onwichteg - betrëfft am Fong d'Dauer vun der staatlecher Garantie fir Emprunte vum Fonds Belval. Ech mengen, d'Gesetz vun 2002 war op 25 Joer limitéiert, also bis 2027. Dës Dauer gëtt also ëm weider 25 Joer verlängert.

Mee de Bauprogramm ass nach laang net fäerdeg. Ech géif vläicht dräi Projeten hei ervirsträichen:

Engersäits vläicht de Sportszentrum um Site vun der Uni selwer. Ech mengen, bei eng Uni gehéiert och eng gutt sportlech Ausbildung. Duerfir vläicht d'Fro nach eng Kéier hei un de Minister, wou dee Projet drun ass, vun deem oft geschwat gouf.

Dann awer och, an dat ass schonn hei ugeschwat gi vun de Virriedner, d'Gebléishal, e ganz wichtegen Zäitzeie mam zukünftege Sëtz vum CNCI.

An awer och en drëtte Projet: d'Möllerei, déi natierlech och am Kader vum Kulturjoer 2022 der Stad Esch an och, wéi gesot, den eelef Gemengen, déi beim Projet matmaachen, zeguttkënnt.

D'Konklusiounen, déi een zéie kann: Dem Fonds Belval wäert op alle Fall an deenen nächste Joren d'Aarbecht net ausgoen. Dat ass och ganz gutt esou, notamment och, well de Patrimoine industriel och weider, wéi gesot, valoriséiert gëtt. An doropshi kann ech nëmmen den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. Da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech géif dem Här Carlo Back wëllen en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, hei beim Fonds Belval geet et an dësem Fall vun haut ëm dräi technesch Upassunge finanzieller Natur. Ech mengen, et ass net méi vill dozou ze soen. Ech géif den Accord gi vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Här President, bei dësem Projet de loi geet et dréms, dem Fonds Belval méi Autonomie ze ginn. Dësen Établissement public, deen déi ëffentlech Gebaier um Fonds Belval baut a geréiert, soll elo däerfen Infrastrukturprojeten ënner 40 Millioune realiséieren, ouni iwwer e speziellt Finanzéierungsgesetz ze fueren.

Ausserdeem soll d'Staatsgarantie fir d'Emprunte verlängert ginn an de Fonds Belval soll vun alle Steieren, notamment och de Gemengesteiere befreit ginn. Och wa bis elo just Esch vun dëse Steiere profitéiert huet an net Suessem, obwuel zwee Drëttel vum Belval mam Terrain zu Suessem gehéiert, wonnere mir eis, datt dat, mam Accord vun Esch, elo soll ofgeschaaft ginn.

Leider ass de Fonds Belval elo keng Struktur, an déi mir immens vill Vertrauen hunn. An duerfir si mir elo net onbedéngt derfir, dem Fonds méi Autonomie ze ginn. Dat huet jo bis elo och keng gréisser Problemer gemaach, fir déi Gesetzer hei am Parlament ze stëmmen, an esou vill waren et der och net bis elo. Mir sinn am Géigendeel der Meenung, datt hei an der Plenière méi oft misst iwwert de Belval geschwat ginn, well do sinn eng ganz Rei Saachen ze kritiséieren.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg wierklech en Talent, fir esou nei Quartieren an de Sand ze setzen: De Kierchbierg ass eng urbanistesch Katastroph; de Belval ass net vill besser; an de Ban de Gasperich ass nach vill schlëmmer.

Et gëtt vun uewen erof geplangt, ouni Participatioun, reng no Rentabilitéitskritären an ausgeriicht op de Kinnek Auto. Um Belval huet een d'Gefill, datt sämtlech wëssenschaftlech Erkenntnisser fir eng besser Liewensqualitéit konsequent ignoréiert goufen. Et feelt u Begréngung vun de Stroossen, vun de Weeër an de Fräiraim, vum Quartier am Allgemengen. Et si just e puer Lächer am Pavé, wou eenzel Beem drastinn.

De Reen- an Ofwaassermanagement ass problematesch, genee wéi den Energiemanagement an d'Planung vun CO_2-Neutralitéit. Ekologesch a klimatesch Krittäre schéngen, wann iwwerhaapt, dann nëmmen eng ganz ënnergeuerdent Roll ze spillen. D'Haiserfluchte sinn och esou gebaut, datt et an de Strooss praktesch ëmmer zitt wéi an engem Kamäin. Och d'Typologie vun de Logementer an déi sozial Mixitéit schéngt problematesch ze sinn: E Studio vu 40 Meterkaree kascht um Belval ronn 1.200 Euro pro Mount. 1.200 Euro! Mëttlerweil gi vill Logementer och just nach fir Spekulatiounszwecker gehalen.

Wann een elo emol vun der Gare ofgesäit, ass d'Mobilitéit och net wierklech duerchduecht: Déi allermeeschte Leit fuere mam Auto op de Belval, an trotz breede Boulevarden hu mer all moies Stau.

Extra amenagéiert Vëlospisten? Gëtt et net! Virum Belval Plaza goufen nach extra e puer Parkplazen higepraﬀt, obwuel ënnendrënner eng grouss Parkgarage ass mat véier Stäck. Mee gëtt et virum Belval Plaza e Vëlosstänner? Nee! D'Leit mussen hire Vëlo un de Luuchtepoteau ustrécken.

Den Deputéierte Michel Wolter, dee virun 20 Joer de Fonds Belval als Minister begleet huet, ka sech bestëmmt nach ganz gutt drun erënneren, datt ech deemools schonn op verschidde Problematiken higewisen hunn, notamment datt den ëffentlechen Transport misst mam éischte Betrib respektiv éischte Bierger um Top fonctionéieren. Dat war awer leider net de Fall an ass och elo nach staark ausbaufäeg.

Eng weider grouss Schwächt vum Quartier Belval ass seng feelend Ubannung a Kohärenz mat den zwou Nopeschgemengen: Belval ass weeder en Deel vun Esch nach en Deel vu Suessem. Et ass en Ufo, deen zoufälleg do gelant ass an dee säin Eegeliewen huet. Dat ass och net weider verwonnerlech, well d'Gemengen hunn do och net vill matzeschwätzen. Am CA (ndlr: Conseil d'administration) vum Fonds Belval, zum Beispill, sëtze Gemenge jo just mat jeeweils engem Observateur.

De Quartier Belval ass weeder innovativ nach dem jëtzegen Zäitgeescht ugepasst. Et ass, wéi ëmmer, just no der Rentabilitéit gekuckt ginn a mir schwätzen eeben net vun de Feeler vun der Vergaangenheet.

Wann ee gesäit, wéi elo de Belval Sud geplangt gëtt, da ginn erëm genee déi selwecht Feeler gemaach! Sorry, datt ech mech elo e bëssen hei opreegen, mee wéi Der wësst, sinn ech vu Suessem an hunn et e bëssen op dee Belval sëtzen duerch all déi Feelplanungen. A well mer mengen, datt hei an der Chamber éischter méi wéi manner misst doriwwer debattéiert ginn, géife mir dat do net wëlle matstëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti.

D'Regierung huet d'Wuert, de Vizepremier a Minister fir ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President. A merci och alle Riedner fir hir Beiträg, ob se positiv oder negativ waren. Déi meescht ware jo positiv.

Ech wëll vläicht ufänke bei der grondsätzlecher Ännerung, déi an deem Gesetzesprojet hei virgeholl gëtt an nach eng Kéier och, éischtens, der Chamber d'Garantie ginn, datt selbstverständlech, wann dat Gesetz elo haut gestëmmt gëtt, mer do d'nämmlecht virgi wéi bei allen anere Bauteprojeten och, also vun der Prozedur hier. An ech wëll och dozou soen, datt bis elo, géif ech soen, 75 % vun där Prozedur, déi mer dann elo zu 100 % wäerten ëmsetzen, och schonn applizéiert ginn ass. Well de Fonds Belval ass bis elo just net op d'Lëscht gesat gi vun de Projeten iwwer 10 Milliounen an ënner 40 Milliounen aus deem ganz einfache Grond, well ee bis elo fir all Projet, souguer wann en nëmmen eng kleng Zomm kascht huet, e Gesetzesprojet huet misse maachen.

Mir hate jo d'Gesetz iwwert d'Kulturjoer 2022, Esch2022. Dat war ënner 40 Milliounen, ass awer an d'Chamber komm. An do hu mer och gesinn, wou de Problem hierkënnt. Wa mer natierlech eng Kéier an enger e bësse méi urgenter Situatioun si wéi do, dann ass et natierlech ganz schwiereg oder, loosse mer soen, da gëtt et ganz sportlech, wann een dat natierlech op deem awer méi schwéierfällege Wee vum Gesetzgeeberesche muss maachen; Staatsrot an esou weider an esou fort. Dat war och eigentlech den Hannergrond, firwat mer gemengt hunn, datt et vläicht awer elo un der Zäit wär, fir effektiv beim Fonds Belval dat nämmlecht ze applizéieren, wat mer bei alle Bauteprojete maachen.

Mee, wéi gesot, de Rescht hu mer applizéiert. Ech komme jo reegelméisseg an d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire. Do gëtt e Suivi gemaach vun deene Gesetzer, déi gestëmmt gi sinn, also e Suivi budgétaire. Elo kënnt just hei derbäi - well mer natierlech elo d'Méiglechkeet hunn, wa mer ënner 40 Millioune sinn -, eeben dat kënnen normal iwwert d'Budgetsgesetz ofzewéckelen. Da wäerte mer dat selbstverständlech op d'Lëscht schreiwen, wann et iwwer zéng Milliounen ass, wéi all aner Bauteprojeten och. An natierlech sinn ech och bereet, zu all Moment an d'Kommissioun ze kommen, fir den Deputéierte Ried an Äntwert ze stoen oder fir hinnen de Stand vun der Planung ze presentéiere vun alle Projeten, déi et gëtt. Guer kee Problem, dat kënne mer gär maachen.

Duerfir wëll ech och soen: Ech kann net verstoen ... Also, et gëtt vläicht ... Ech sinn natierlech net mat där Cassandra-Analys averstanen, déi elo hei gemaach ginn ass iwwert de Fonds Belval. Mee souguer wann een déi wëllt diskutéieren, en Deputéierten huet permanent zu all Sekonn d'Méiglechkeet, de Minister ze interpelléieren, entweeder duerch eng Heure d'actualité, duerch en Débat d'actualité, duerch eng Interpellatioun oder wann et ëm grad afält oder duerch Question-parlementairen, wat och ëmmer. Ech sinn do fir d'Chamber. Da kommen ech an da schwätze mer doriwwer.

Duerfir, mir kënne ganz gären och eng Kéier en Debat maachen iwwert d'Entwécklung vum Fonds Belval vun der Entsteeungsgeschicht bis haut an da kucken: Wéi ass dat historesch gelaf? Firwat ass dat esou gelaf? An dann: Firwat ass déi eng Infrastruktur gebaut ginn, déi aner nach net?

Ech hunn och par rapport zum Ufank a par rapport zum Enn warscheinlech ... Éischtens emol: Am Ufank hat ech verschidden aner Meenungen, déi deemools net berücksichtegt gi sinn. Ech hunn och zu verschiddene Saache meng Meenung entre-temps e bësse geännert. Dat ass normal am Liewen. Deen, dee seng Meenung a sengem Liewen ni zu kengem Theema ännert, ech weess net, ob deen op der gudder Schinn ass. Ech mengen, et muss och méiglech sinn, datt een heiansdo seng Meenung ka revidéieren.

Mee, wéi gesot, dat kënne mir hei zu all Sekonn diskutéieren. An dat Gesetz, wat mer hei stëmmen, dat mécht deem guer keen Ofstréch, iwwerhaapt keen, d'autant plus wou ... Wéi gesot, wann ech jo elo all déi Projeten iwwer zéng an ënner 40 Millioune muss op d'Lëscht schreiwen a mer jo eng Debatt hunn dann am Hierscht, an déi Debatt gëtt jo an enger Chamberskommissioun virbereet virdrun, wou mer da mat dem Fonds Belval dohinnerkommen, eng Presentatioun maachen, wou all Deputéierte kann abréngen, wat e wëllt, herno och géint d'Motioun ka stëmmen, wann en e Projet schlecht fënnt oder soen: „Ech froen e Vote séparé, ech stëmmen da just dee Projet net, deen do dra steet." Also all déi Méiglechkeete bestinn. Dat heiten, wat mer hei maachen, ass am Fong just eng administrativ Vereinfachung, déi eis, mengen ech, alleguerten herno zegutt kënnt - ob mer an der Regierung sinn oder net an der Regierung sinn oder ob mer an der Majoritéit oder an der Oppositioun sinn -, déi just am Interêt ass, mengen ech, vun engem rationelle Schaffen.

Ech wëll awer drop hiweisen: D'Chamber ass jo awer trotzdeem kee Gemengerot, mee en nationaalt Parlament. An ech mengen, datt et net sënnvoll wär, wann d'Chamber sech géif beschäftegen, wéi mer mat Projeten, déi - ech weess net - tëschent enger Milliioun an dräi Millioune kaschten ... Am Budgetsgesetz huet ee jo och nach ëmmer Méiglechkeeten, Froen ze stellen, wann een dat wëllt. Zu deene Projete kann een dat iwwregens och nach maachen.

Ech sinn op alle Fall frou, Här President, fir déi breet Zoustëmmung, an da kann de Fonds Belval méi effikass schaffen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7601. Den Text steet am Document parlementaire 7601[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7601 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen a 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da ginn ech direkt dem Här Minister Bausch d'Wuert zréck.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, merci, Här President. Just ganz kuerz. Et haten zwee Deputéiert d'Fro gestallt - ech mengen, et war den Här Biancalana an och d'Madamm Modert -, wat déi nächst Projete wären. An ech kann déi zwee zefriddestellen an dem Här Biancalana an och der Madamm Modert soen, wat mer elo als éischt maachen: D'Sportshal ass dat éischt, wat elo drukënnt. An dann e Pilotlycée, dee mer op Belval maachen. Da kommen nach eng Rei Laboen an och nach Wunnengsprojeten hannendrun. Also d'Sportshal ass op alle Fall dat éischt, wat elo wäert gemaach ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Minister fir déi Prezisiounen.

5. 7740 - Projet de loi portant approbation :

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Chili relatif à des services aériens, fait à New York, le 26 septembre 2019 ;

2° de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Rwanda on air services », fait à Luxembourg, le 26 novembre 2019

Da kënne mer elo zum Projet de loi 7740 kommen. Dat ass d'Adoptioun vun zwee bilateralen Accorden am Fluchberäich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech hei ageschriwwen: den Här Serge Wilmes, den Här Max Hahn, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Jeff Engelen an d'Madamm Myriam Cecchetti.

An d'Wuert huet d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary *(déi gréng), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Projet de loi 7740 gouf d'lescht Joer den 30. Dezember 2020 vun eisem Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, an der Chamber deposéiert. D'Chambre de commerce huet hiren Avis den 12. Mäerz an de Staatsrot säin Avis den 2. Abrëll 2021 ofginn. Doropshin huet d'Mobilitéits- an d'Travaux-publics-Kommissioun mech de 6. Mee dëst Joer als Rapportrice designéiert an de Rapport gouf den 20. Mee vun der Kommissioun ugeholl.

Ëm wat geet et bei dësem Projet de loi? Et geet ëm d'Zoustëmmung vun eisem Parlament zu zwee Aviatiounsaccorden, déi d'Regierung 2019 mam Chile a mam Ruanda ausgehandelt an ënnerschriwwen huet. Dëse Projet de loi bëndelt deemno zwee bilateral Accorden, deenen hiren Zweck et ass, e Kader ze schafen, fir de Fluchverkéier tëscht Lëtzebuerg an de jeeweilege Staaten ze reegelen an domadder och déi bilateral ekonomesch Relatiounen ze fërderen.

Fir Lëtzebuerg geet et virun allem dréms, déi néideg Bedéngungen ze schafen, fir d'Aktivitéit vun eisen nationale Fluchgesellschaften ze ënnerstëtzen a juristesch ofzesécheren an d'ekonomesch Weiderentwécklungen ze erméiglechen. Mat dësen Accorde probéiert d'Regierung deemno, e Maximum vu Fluchrechter fir d'Lëtzebuerger Compagnieën auszehandelen an och de Stellewäert vum Findel als international Dréiplack fir de Persounen- a Wuerentransport ofzesécheren.

Dës bilateral Aviatiounsofkommesse maachen et eise Fluchgesellschaften natierlech och am konkreete Fall - an éischter Linn der Cargolux - méi einfach, fir Vollen an déi betreffend Länner duerchzeféieren, ouni eeben allkéiers bürokratesch Hürde fir all eenzelne Fluch mussen ze huelen.

Dat selwecht gëllt awer dann natierlech och ëmgedréit, dat heescht, wann d'Fluchgesellschaften aus deene Länner, mat deene mer esou Accorden hu respektiv ofschléissen, wëlle Lëtzebuerg ufléien.

Duerch d'Schafe vun engem feste legale reciproquë Kader an d'Vereinfache vun de bilaterale Fluch-

beweegungen leeschten dës Accorden natierlech och e Bäitrag fir d'Entwécklung vun der ekonomescher Kooperatioun tëscht de betreffende Vertragsstaaten an och doriwwer eraus. Dass Passagéier a Wuere per Fliger duerch d'Welt transportéiert ginn, ass net nei, mee et ass awer e Phenomeen, dat an de leschte 25 Joer staark zougeholl huet an dat mëttlerweil wirtschaftlech gesinn zu enger Selbstverständlechkeet ginn ass.

Doduerch sinn awer och déi negativ Ëmwelt- a Klimaimpakter vun der Aviatioun ëmmer méi grouss a visibel ginn. Mat Bléck op d'international Klimaziler muss dofir och d'Aviatioun als schnell wuessenden Transportberäich an de kommende Joren däitlech Efforte maachen, fir manner Zären- a Klimagas auszestoussen.

Grad an der aktueller Pandemie hu mer awer och gesinn, wéi wäertvoll zum Beispill eng Cargolux war, fir eis, awer och fir aner Regiounen a Länner an dëser globaler Kris mat wichtegem medezinneschen an anerem Material ze versuergen, dat bei eis respektiv um europäesche Marché net oder kaum disponibel war.

Dëse Projet de loi fir d'Approbatioun vun den zwee bilateralen Accorden ass net deen éischten an dëser Legislaturperiod.

(Interruption)

Leschte September (veuillez lire: Leschten Oktober) hu mir hei an der Plenière unanime de kombinéierte Projet de loi zu Loftfaartaccorde mam Burkina Faso, mat Uruguay, mat Brasilien a mat Sri Lanka approuvéiert, an 2019 och unanime de kombinéierte Projet de loi fir d'Approbatioun vun néng bilateralen Aviatiounsaccorde mat Länner vum afrikaneschen, amerikaneschen an asiatesche Kontinent.

Dës genannten Accorden, genee wéi och déi zwee, déi mer haut zur Approbatioun virleien hunn, suivéieren d'Recommandatioune vun der OACI, der internationaler Organisatioun de l'aviation civile, an et gëtt sech fir d'Ausschaffen och ëmmer un engem Accord type vun der OACI inspiréiert.

D'Accorden änele sech dofir ëmmer méi oder manner staark, och wann et natierlech jee no Land ëmmer och e puer Ënnerscheeder respektiv Upassungen un d'spezifesch Wënsch vun de respektive Partner gëtt.

All weider inhaltlech Detailer kënnt Der am schrëftleche Rapport an am Dossier de dépôt vum Projet de loi noliesen. De Conseil d'État hat zu dësem Projet de loi keng Opposition formelle a just eng generell Remark zu der legaler Prozedur fir eventuell Ännerungen un de bilateralen Accorden, déi hien och bei de viregten Aviatiounsaccorde jeeweils gemaach huet. An d'Chambre de Commerce begréisst an hirem Avis grondsätzlech d'Initiativ, fir esou bilateral Loftfaartofkommessen ze negociéieren.

Domadder hunn ech elo dëse Projet a groussen Zich duergeleuecht an a kuerze Wierder probéiert ze erklären, ëm wat et hei geet a wat den Zweck vun esou Accorden ass.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat dann och den Accord vun der gréngen Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Rapportrice Chantal Gary. An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn.

Discussion générale

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, merci, Här President. An de Max Hahn kann et och ganz kuerz halen. Ech géif just der Rapportrice villmools Merci soe fir hir zwee Rapporten, souwuel fir hire mëndleche wéi fir hire schrëftlechen. An ech géif da selbstverständlech hei och den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. An och ech géif mech de Wierder vum Här Max Hahn uschléissen, fir der Madamm Gary e grousse Merci ze soen. Si huet dat tipptopp erkläert. Deem ass wierklech näischt bäizefügen an d'LSAP-Fraktioun dréit dee Vott natierlech mat. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Och der Madamm Gary e Merci fir hire Rapport. Mir entschëllegen eis, dass mer net ëmmer esou andächteg roueg waren a mir gi selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech géif der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass deem näischt méi bäizefügen an ech ginn den Accord vun der ADR zu dëser Konventioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Jo, villmools merci. Mir stëmmen dëse Projet de loi natierlech och mat, well dat immens wichteg ass fir den ekonomeschen Developpement vu Cargolux an och vun dem Flughafen. Dës grouss Entreprisë stellen Aarbechtsplazen zur Verfügung fir Leit, déi ganz oft wéineg qualifizéiert sinn, an där Plaze musse mir hei am Land bäibehalen.

Op eng gewëssen Aart a Weis kann dëst och derzou bäidroen, datt déi aner Länner, mat deenen eeben esou een Accord ofgeschloss gëtt, och eppes dovunner hunn an hirem Developpement.

Awer: Et misst ee sech am Fong emol Gedanken doriwwer maachen, wat fir Wuere wierklech vun A op B musse gekarrt, geflu ginn, an dat souwuel iwwer Fliger wéi och iwwer Schëff oder Camion, a wéi eng net.

Déi zweet Fro, déi ee sech stelle muss, ass, wéi eng Wueren een eventuell och emol erëm kéint bei eis an der Regioun oder an der Groussregioun produzéieren an ubauen.

An déi drëttwichtegst Fro ass déi, wéi et méiglech ass, datt trotz deenen enorm ville Kilometeren, déi oft mussen zréckgeluecht ginn, de Produit dann awer vill méi bëlleg ass wéi aus der Groussregioun oder aus dem Land. Ech denken, datt do awer eng grondleeënd schifleeft. An da muss een natierlech och e bësse Rücksicht huelen op de Kaméidi ronderëm de Fluch. Do muss een och, mengen ech, drop oppassen.

Mee, wéi gesot, mir stëmmen awer mat. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

(Éternuement)

Gesondheet!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Virun allem beim Ruanda hate mer jo och kuerz eng Diskussioun an der Kommissioun - ech ginn awer elo net ze laang dorop an, well dat jo éischter dem Här Asselborn säin Dossier ass -, well am Ruanda d'Mënscherechter ganz, ganz kritesch ze betruechte sinn. Mee an der Kommissioun krute mer jo awer d'Zousécherung, dass den Här Asselborn do wäert en A drop halen a sech wäert doréms këmmeren.

A sech ass dëse Gesetzesprojet onspektakulär. Mee denkt ee weider, denkt een un d'Follgen, dann ass de Projet awer derwäert, fir driwwer ze schwätzen. Duerfir hunn ech mech och derfir entscheet, eebe fir d'Ëmwelt, fir de Klimaschutz.

An duerfir hu mir haut och eng Motioun matbruecht fir méi Transparenz, an där mir fuerderen, dass der Chamber bei Gesetzer iwwer nei Fluchstrecken och den Ëmweltimpakt soll als Informatioun virgestallt ginn, dat änlech wéi soss mat der Fiche zum finanziellen Impakt.

Wann dës Regierung wierklech den Ëmweltschutz wëll, muss se och d'Chamber, awer och d'ganzt Land voll an ëmfänglech informéieren, wat den Impakt fir d'Ëmwelt ass.

Ech erklären Iech wéisou: Et ass wuel onëmstridden, dass och Fligeren e gewëssene Schued uriichten an der Ëmwelt. Sou sinn dat als Beispill bei der Cargolux am Joer iwwer 3,8 Milliounen Tonnen CO_2. Derbäi komme jo nach d'Qatar Airways Cargo souwéi aner Gesellschaften, déi elo laut Gesetz op dësen neie Strecke fléien dierfen. Do kann een also net soen, et wär keen Impakt op d'Ëmwelt do.

A wann esou en Impakt do ass, misst d'Chamber, esouwéi jiddereen am Land, och transparent matgedeelt kréien, wat esou e Gesetz fir Auswierkungen op d'Ëmwelt oder d'Klimakris huet. Et ka jo net sinn, dass dës Regierung dee klenge Bierger op der Pompel mat Steieren dozou beweege wëll, manner ze fueren, manner Pëtrol ze verbrauchen, awer do, wou de gréngen Transportminister selwer an der Verantwortung ass, Gesetzer kommen, fir kënne méi ze fléien, méi ze verbrauchen, dat ouni Accisen, ouni CO_2-Steier. Dat ass einfach onfair. Dat ass keng Klimaschutzpolitik.

Et kann een net dem Bierger all Steieren operleeën, em säin Auto, seng Masuttsheizung a wat nach alles schlecht maachen - do erkenne mir Piraten och kloer den Ëmweltschued un -, mee awer als Regierung selwer anescht handelen. Dat ass de Punkt!

Wann een eng fair Politik wëll, muss ee kloer net de Bierger méi belaaschten, mee déi grouss Firmen. Dat wär eng sozial a fair Politik.

Et kéint een och bei esou Gesetzer Informatioune ginn, mat wéi villen Nuetsflich ze rechnen ass, well och do waren et déi gréng, déi soss an der Press net midd gi sinn, géint esou Nuetsflich um Findel ze schwätzen - vollkommen zu Recht an den Ae vun de Piraten -, mee haut, wou si selwer an der Verantwortung stinn, fannen awer esou Nuetsflich statt. Sou waren dat 2019 eleng vu Cargolux 924 Stéck, 70 vu Qatar Airways Cargo, 38 vu Cargolux Italia; dat waren 1.951 Nuetsflich, Passagéier a Cargo.

A wa mir da beim Cargo sinn, wou elo, net wéi virdrun ugekënnegt, net nëmmen déi national Fluchlinnen, mee och Qatar Airways Cargo nei Fluchrechter mat dësem Gesetz kréien, kann een och den Accord mam Land Katar hannerfroen, e Land, dat bekanntlech kee Wäert op Klimaschutz leet, wou de Kerosinn weltwäit mat am bëllegsten ass, wou - fein ausgedréckt - d'Gehälter fir d'Leit ..., wou d'Leit, déi um Buedem fir de Cargo schaffen, mat am schlechtste bezuelt ginn. Mee mat deem Land ënnerhält Lëtzebuerg en Deal fir fräi Flich, wouvun a mengen Aen och just de Staat Katar profitéiert, fir hei um Findel kënnen aktiv ze sinn, dat mat dubiéisen Aarbechts-, Mënscherechts- a Klimamethoden am Heemechtsland.

Dem Theema Mindestbedéngunge fir Fluchrechter sollte mir eis och eng Kéier getrennt an der Chamber unhuelen, fir doriwwer ze diskutéieren. An do sollt een och iwwer Cargolux Italia diskutéieren, och eng Method fir eng Auslagerung.

Mir Piraten sinn net géint de Fluchverkéier an och net géint de System vun der Loftfracht. Mee mir maachen op d'Onlogik vun dëser Regierung opmierksam, grad am Dossier vun de gréngе Ministeren, wou eis mat esou Gesetzer net konsequent genuch Wäert op den Ëmweltschutz an dëser Klimakris geluecht gëtt.

Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

- dass elo scho bei all Gesetzesprojet a -propositioun eng Fiche financière soll hannerluecht ginn, fir den Impakt op de Budget ze bestëmmen, an dass den Impakt op d'Ëmwelt net manner wichteg ass;

- dass den Aviatiounssecteur 3,8 % vun de gesamten EU-CO_2-Emissioune produzéiert (dovun eleng 13,8 % am Transportwiesen) an dëse Montant riskéiert, sech bis 2050 ze verdräifachen, wann d'Politik net reagéiert;

- dass am „European aviation environmental report" vun der EASA (European Union Aviation Security Agency) steet, dass: "A high level of scientific understanding of the long term climate effect from aviation CO_2 emissions make it a clear and important target for mitigation efforts", an dass "climate impacts from non-CO_2 emissions (e. g. NO_x, particles) cannot be ignored as they represent warming effects that are important in the shorter term, but the level of scientific understanding of the magnitude of the effects is medium to very low."

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:

1. bei all Gesetzespropositioun, déi de Fluchverkéier betrëfft, eng Fiche d'analyse zum Ëmweltimpakt vun der potentieller Gesetzesännerung bäizefügen.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier a Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President. An och merci allen Deputéierte fir hir Bäiträg. Vu datt nëmmen ee Bäitrag negativ war par rapport zum Projet, wëll ech dann och just op deen agoen.

Ech wëll fir d'éischt emol eng Virbemierkung maachen. Ech sinn elo aacht Joer Verkéiersminister, Transportminister oder Mobilitéitsminister, wéi een et wëll nennen, an och virdrun a menger Lafbunn ... Ech sinn, war a wäert och ni géint de Fliger sinn, esou wéi ech och ni géint den Auto war, sinn a wäert sinn! Wat ech gären hätt, dat ass eng aner Mobilitéit, eng aner Mobilitéitsketten, an datt déi Mobilitéitskette méiglechst dekarboniséiert ass, also eng Kéier klimaneutral ka fonctionéieren. An ech sinn och genausou iwwerzeegt, datt et eng Kéier wäert misse méiglech sinn. An ech sinn awer och genausou iwwerzeegt, datt de Fliger e Bestanddeel wäert bleiwe vun der Mobilitéitsketten, well ech net wéisst, wéi mer eis géifen op laangen Distanzen ouni Fliger deplacéieren.

Dat, fir datt et emol eng Kéier kloer ass. Duerfir brauch een net ëmmer heihinner ze kommen an ze soen ... Dir fannt iwwregens och kee Walprogramm, op deem ech kandidéiert hunn, an deem esou eppes dragestan hätt, esou eppes Abstruses, datt de Fliger eng Kéier géif verbuede ginn oder datt mir eis géifen asetzen, fir de Fliger komplett onméiglech ze maachen. Dat fannt Der net an eise Programmer, fir datt dat emol ee fir allemol kloer ass!

Da muss ech awer soen: Wann een iwwer eppes schwätzt, da muss een awer och den Text liesen. Well ëm wat geet et hei? Hei geet et ëm en Accord aérien tëschent Lëtzebuerg an engem anere Land. Wat heescht dat? Dat heescht, datt iwwerhaapt tëschent deene Länner e Fluchaustausch ka stattfannen. An da gëtt et do nach verschidde Kategorien - ech erspueren Iech do elo d'Detailer -, et gëtt „fifth freedom rights", et gëtt „seventh freedom rights". Dat hänkt dovun of, wéi een déi Vollen organiséiert, ob ee vu Lëtzebuerg just dohinner flitt oder vun do nach enzwousch anescht hiflitt an esou weider an esou fort. Mee am Endeffekt ass et näischt aneres, wéi datt vun deem Land, aus deem déi Fligere kommen, an deem Land, an dat se fléien, eng géigesäiteg Unerkennung kënnt, soudatt iwwerhaapt Fluchverkéier ka stattfannen. Méi steet an deem Text hei net dran.

An alles dat, wat elo hei opgefouert ginn ass, wann doriwwer diskutéiert gëtt, iwwer Fluchlinnen ..., well wann een dat heite bis gestëmmt huet, dann huet nach keng eng Fluchlinn iergendeng Linn, well dat ass nach eppes ganz aneres. Da muss een emol kucken, ob dat sech iwwerhaapt rentéiert. Mee dat ass jo eng privat Airline, déi dat mécht. Dat ass jo net de Staat, dee Fluchlinnen organiséiert. De Staat selwer organiséiert keng eng Fluchlinn. De Staat, dee verdeelt just Slotten. An déi Slotten, dat ass am Fong dat, wat ee vergëtt, fir datt e Fliger um Flughafen hei zu Lëtzebuerg ka starten oder landen. An do si mir elo net Här a Meeschter zu Lëtzebuerg - wou wäre mer dann? Also ech géif Iech soen, ech géif eis also net uroden, ze probéieren ze mengen, mir missten do eleng Här a Meeschter ginn, eis auszeklinken aus dem internationale Kontext. Well da soen ech Iech: Da fléie mir nach just vun hei op Ëlwen a vun Ëlwen op Iechternach a vun Iechternach op Esch. Well wa mer géifen do ufänken, Restriktiounen anzebaue fir anerer, esou wéi se hei beschriwwe gi sinn, da soen ech Iech: Da wär zu Lëtzebuerg de Fluchverkéier um Nullpunkt. Ganz sécher!

Elo kënnt Der soen, Här Goergen, dat géif Iech da vläicht an Ärer Logik arrangéieren. Dat ass net meng Meenung an och net d'Meenung vu menger Partei respektiv och net vu menger Fraktioun, do sinn ech mer och sécher.

Do geet et also ëm Slotten an do geet et ëm d'Airlinë selwer. D'Slotte gi vun den Airlinë selwer ugefrot a wann ee Slotte fräi huet, mussen déi natierlech bezuelt ginn. Da muss een deenen Airlinen déi och ginn. Do gëtt et erëm eng Kéier international Reegelen, déi ganz kloer soen, datt ee kee kann diskriminéieren. Da kann een net egal wat do zielen a soen. Et muss een och iwwregens publizéieren, wat ee fräi huet u Slotten. Och do kann een net egal wat maachen an et kann ee scho guer net higoen an eegestänneg Saachen decidéieren, wat d'Fräiheet vum Loftraum ubelaangt - an deen ass weltwäit zimmlech fräi, kann ech Iech soen -, an do decidéieren, wat ee wëll.

Wat awer elo d'Landen an d'Starten um Flughafen ubelaangt, do hu mer dat gemaach, wat mer am Koalitiounsofkommes stoen haten a wat mir iwwregens och an eisem Walprogramm stoen haten: Mir hunn en neien Taxesystem agefouert um Flughafen. Virdrun hat Der just eng sougenannt „charge terminale", déi vun der ANA erhuewe ginn ass. Och déi ass schonn eng Kéier an der leschter Legislaturperiod modeléiert ginn an deem Sënn, datt mer nuets zum Beispill méi deier Tariffer froe wéi am Dag. Mir hunn elo zousätzlech Taxen agefouert: Start- a Landetaxen. Där hate mer keng virdrun um Flughafen. Do ass d'Prozedur elo just ofgeschloss ginn an déi si gestaffelt ginn, net nëmme par rapport zu den Nuetsflich, mee och par rapport zum Kaméidi, deen de Fliger mécht, deen ee benotzt. Dat heescht, jee nodeem, wat fir en Avion ee benotzt a wéi vill Dezibel dee mécht, ginn d'Taxe méi héich oder manner héich, wann et da positiv ass. Also do maache mer dat, wat mer an eisem Programm stoen haten, nämlech wat an d'Richtung geet ..., awer mir sinn nach laang net do, wou mer musse sinn.

Dat ass eng aner Diskussioun, datt de Fluchverkéier, dee mer brauchen, eng Kéier och op enger anerer, méi ëmweltfrëndlecher an nohalteger Basis steet. Dat Eenzegt, wat kloer ass, wa mer eng Kéier eng generell Diskussioun wëlle féieren iwwert de Fluchverkéier ... Et ass kloer: Mir maachen haut oft Fluchbeweegungen, wéi mer iwwregens och Autosbeweegunge maachen, déi net ganz sënnvoll sinn. Ech soen ëmmer: Eng Autosbeweegung ënner fënnef Kilometer, wéi mer der zu Lëtzebuerg nach iwwer 30 % hunn, ass net ganz rational. Do gëtt et aner Verkéiersmëttelen, déi méi rational sinn.

Esou ass et och mam Fliger. Ech sinn der Meenung, datt ee bei Kuerzstrecken, wann ech nëmme „point to point" fueren a guer net am internationale Verkéier, wann ech just am Transit wëll fueren an esou weider, och nach driwwer diskutéiere kann, ob een do net besser Méiglechkeete fënnt. Mee do mécht et nach iergendwéi hallefweegs Sënn. Mee wou et ganz sécher kee Sënn mécht, dat ass kräiz a queesch an Europa, wou et vill Kuerzstreckefluchverbindunge gëtt. Mee fir datt mer dat eng Kéier kënnen ersetzen, musse mer eppes amplaz schafen, an do setzen ech

mech - gleeft mer es - massiv zu Lëtzebuerg, mee virun allem och an Europa derfir an, datt den europäesche Schinnereseau esou ausgebaut gëtt, datt mer eng Kéier op eng ganz natierlech Aart a Weis de Fluchverkéier op Kuerzstrecken iwwerflësseg maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Vizepremier a Mobilitéitsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7740 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7740. Den Text steet am Document parlementaire 7740[3].

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer nach zur Diskussioun respektiv dem Ofstëmme iwwert d'Motioun vum Här Marc Goergen.

Motion 1

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Carlo Back.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Merci, Här President. Jo, déi Motioun u sech freet jo, datt mer elo solle kucken, wat dat da géif ausmaachen, wann zum Beispill ee Fluch an de Ruanda géif goen. Mir maache jo elo hei nëmmen eng ... Mir erlabe jo hei just eng Negociatioun vu Fluchlinnen tëschent deene verschidde Länner. A mir wësse jo guer net, ob iwwerhaapt een an de Ruanda flitt. Dat heescht, mir bauen op eng Hypothees op, déi ganz, ganz schwaach ass. An ech mengen, et ass sécher net interessant, an dësem Kontext esou eppes unzegoen. An duerfir proposéieren ech och eiser Fraktioun, déi Motioun hei net unzehuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Da freet nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools merci, Här President. An ech soen och de Piraten Merci, datt se hei déi Motioun presentéiert hunn. Prinzipiell, mengen ech, huet den Här Minister Bausch an och elo mäi Virriedner, den Här Deputéierte Back, eigentlech dat gesot, wat an dësem Kontext nach déi éischt Reflexioun ass. Mir maachen hei u sech eng Méiglechkeet op fir eng Fluchverbindung. An an der Logik vun de Piraten misste mer dann elo all Kéiers eng CO_2-Evaluatioun maachen, wa mir iergendwou eng Schinn bauen oder eng Strooss, ouni ze wëssen, wéi vill Autoen dann enges Daags driwwer fueren oder wéi vill Zich dann eng Kéier déi Eisebunn gebrauche wäerten. Et ass also u sech e Virschlag, deen nëmme reng spekulativ ass an duerfir och net wierklech kann zréckbehale ginn.

Ech géif de Kolleege vun de Piraten iwwerhaapt roden, wa se esou eppes hei presentéiere wéi dat hei, sech dann och emol Gedanken ze maachen iwwert d'Alternativen a vläicht och un d'Pandemie zréckzedenken. Wa mer Cargolux net gehat hätten, fir Beootmungsapparater a Maske vu Gott weess wou aus der ganzer Welt op Lëtzebuerg ze bréngen, wat wären dann hir Alternative gewiescht a wéi eng Kuelendioxidbelaaschtung hätte mer da gehat a wéi wichteg wieren déi iwwerhaapt gewiescht?

Eisen Androck ass, wann een esou eppes liest - et ass net deen éischten Text, dee mer esou vun hinne kréien -, datt d'Piraten probéieren, sech als déi nach méi radikal Gréng ze profiléieren, datt do eng Course ass um lénke Bord, wien dann elo dee Radikaalsten ass, wien dee Puristeschsten ass. Ech kann Iech just soen, mir bleiwe pragmatesch. An eng Motioun, wéi déi hei, déi wierklech eiser Wirtschaft näischt déngt, de Leit näischt déngt a reng wierklech just op den Effekt aus ass, esou eppes droe mir net mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci. Also ech kann den Här Kartheiser berouegen, mir stinn aus Iwwerzeegung fir de Klimaschutz an, an net fir iergendwellech Borden oder soss iergendeppes.

(Brouhaha)

Mee ech ginn dem Här Bausch awer zimmlech Recht a senge Bemierkungen, déi e virdru gesot huet. Ech mengen, d'Zil - do si mer eis souguer zimmlech eens - ass, dass mer de Fluchverkéier wëlle reforméieren. Vläicht si mir Piraten e bësse méi ongedëlleg an Dir hutt och natierlech Kompromësser ze maachen. Ech verstinn dat och an ech respektéieren dat och.

Déi Motioun hei hat ech och an der Kommissioun esou ugesprach, dass een einfach bei Gesetzer ... - an dat ass awer hei méiglech, et kann een déi awer maachen! Herno fléien 100 Linnen, zéng Linnen oder wéi och ëmmer. Et kann een dat iwwerall bemoossen. Ech menge, mir kréie vun alles Etüde mat, da muss et jo awer och méiglech sinn, dass, wann iergendwéi Gesetzer zum Fluchtrafick kommen, d'Chamber transparent ...! Mir schwätzen déi ganzen Zäit iwwert de Klimaschutz, mir wëllen eis awer keng Informatioune ginn, wat e Gesetz, dat mer hei stëmmen, iwwerhaapt fir eng Auswierkung op d'Klima huet. Dat ass jo awer dat Normaalst vun der Welt, eng Finanzfiche ass genau dat selwecht. Hei ass et eebe fir d'Ëmwelt - jo, eng Kéier fir d'Ëmwelt, net nëmme fir d'Finanzen!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, Här President, just nach eng Kéier ganz kuerz.

Also éischtens nach eng Kéier, et ass wéi et och virdru gesot ginn ass: Wa mir en Accord maache mat engem anere Land - mir maachen och aner Wirtschaftsaccorde mat anere Länner, wou et dann ëm de Finanzsecteur geet oder wat och ëmmer -, da kënne mir net soen … Mir wësse jo net, wat sech doraus entwéckelt. Dat ass éischtens emol reng onméiglech ze chiffréieren.

Dat Zweet ass, datt Fluchbeweegungen net d'Saach vum Staat sinn. De Fluchverkéier ass dat Liberaliséierst, wat et iwwerhaapt gëtt. An de Fluchverkéier ass kloer extreemst maartorientéiert organiséiert, an Europa an och doriwwer eraus. An duerfir, wann elo eng Airline decidéiert, eng Fluchbeweegung ze maachen, da wësse mir net, wien do dra sëtzt, an et geet eis och näischt un. Dat huet eis och näischt unzegoen, verstitt Der! Déi hu jo hir Dokumenter ausgefëllt, an et ass net um Staat ze decidéieren, ob ee sech vun A op B beweegt. Duerfir ass et abstrus ze fuerderen, datt mir hei sollte virleeën, wéi den CO_2-Bilan vu Qatar Airways wier oder soss eppes. Et kann ee warscheinlech, wann ee wulle geet am Internet, nach bestëmmt Chifferen erausfannen. Ech géif mech zwar net allze vill op déi verloossen. Mee bon, mee mindestens mir als Staat kënnen do näischt nofroen, well dat guer keng national Aufgab ass, fir dat esou an deem Sënn ze reegelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Ok. Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

6. Question élargie n° 100 de M. Laurent Mosar relative à la Société LuxTrust

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass déi erweidert Fro Nummer 100 vum Här Laurent Mosar iwwert d'LuxTrust-Gesellschaft. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt de Mëtten der Regierung a ganz besonnesch dem Wirtschaftsminister eng Question élargie iwwer LuxTrust stellen. An dëser Fro geet et a sech ëm eng Prise de participation vun där Gesellschaft an et ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eigentlech symptomatesch fir déi Aart a Weis, wéi dës Regierung Participatiounen an hiren diversen Établissement-publicke geréiert.

Ech mengen, Dir kennt allegeurte LuxTrust. Dir hat och sécherlech allegeurten eng Kéier mat där Firma ze dinn. Et ass déi Firma, déi a sech Är Signature électronique fir d'éischt kreéiert an duerno och validéiert. Déi Firma LuxTrust ass a sech 2005, deemools op Initiativ vun der lëtzebuergescher Regierung a verschiddene Banken, hei gegrënnt ginn an hat och direkt e gewëssene Succès.

2015 ass dann decidéiert gi vun där selwechter Regierung wéi haut, et wär wichteg, datt ee LuxTrust géif en internationale Kader ginn. A vun deem Moment un ass no engem groussen auslännesche Partner gesicht ginn. An deen ass dann 2018 fonnt ginn an enger Gesellschaft, déi sech Tinexta nennt. Dat ass eng grouss italieenesch Gesellschaft aus deem Secteur, déi a sech 50 % vun de Parten a LuxTrust iwwerholl huet iwwer eng Filial, déi InfoCert heescht. Deemools huet déi Gesellschaft zwielef Millionnen Euro dragepompelt - Dir kënnt Iech vläicht nach erënneren:

Den deemolege Wirtschaftsminister huet - an hei ass eng grouss Foto - …

(M. Laurent Mosar montre une photo)

… deemools gesot, hei géif elo en neie Champion, e paneuropäesche Champion gebuer ginn an dat géif elo eng vun deene gréisste Gesellschafte ginn, déi deene ganz groussen amerikanesche géif Konkurrenz maachen. Dat also, wéi gesot, alles 2018. Do ass, wéi gesot, dann déi italieenesch Boîte do mat erakomm.

Knapps zwee Joer méi spéit, 2020 - an et ass alles e bëssen diskreet iwwert d'Bün gaangen -, ass déi Participatioun erëm verkaf ginn, angeeblech fir dee selwechte Präis vun zwielef Millionnen Euro. Wann een awer an d'Bilane vun där italieenescher Gesellschaft kucke geet, weisen déi gelungenerweis e Benefiss vun zwou Millionnen Euro op. Do muss ee sech dann also och froen: Ass dat dee reelle Präis, dee bezuelt ginn ass?

Dat, wat awer haaptsächlech ganz interessant ass, ass: Wien huet déi 50 % fir zwielef Millionnen iwwerholl? Ech wëll nach eng Kéier hei widderhuelen: Hei sollt en internationale paneuropäesche Champion entstoen. D'lëtzebuergesch Post, Dir Dammen an Hären, huet dee Champion do iwwerholl. A wann een dann och e bësselchen esou d'Artikele liest, déi doriwwer geschriwwe gi sinn, ass et warscheinlech nach esou gewiescht, datt d'Post huet missen e bësse gefléift kréien, fir iwwerhaapt dee Champion do ze iwwerhuelen.

Abee, ech wollt duerfir eng ganz Rei vu Froen un den zoustännege Wirtschaftsminister stellen. Fir d'alleréischt natierlech, firwat déi Participatioun do verkaaft ginn ass an och ob dee Präis vun zwielef Millionnen Euro stëmmt an haaptsächlech firwat ... an dat ass eng Informatioun, déi och iwwerall zirkuléiert: Déi italieenesch Boîte wär veriergert gewiescht, well 2018, just nodeem se hir Participatioun kaaft hätt, wäre wéi duerch e Wonner véier Millionnen Euro, déi déi Societéit als Kapital hat, verschwonnen. Dat heescht, deen Aktionär ass a sech an déi Gesellschaft erakomm an hat de Glawen, do wäre véier Millionnen Euro. A wéi et fäerdeg war, waren awer keng véier Millionnen Euro do, mee et ass nach eng Perte vun 300.000 Euro ausgewise ginn. An anscheinend wär dat dann och de Grond gewiescht, firwat déi italieenesch Firma sech do zréckgezunn huet.

Duerfir wollt ech vum Minister wëssen, ob déi Informatioun do stëmmt, ob dat wierklech de Grond ass, firwat déi do erausgaangen ass.

Da géif ech och gär wëssen, wéi et virugeet. Et ass och ze liesen, datt et weider eng ganz enk Kooperatioun géif ginn zwëschent deem Grupp Tinexta an där heiter Gesellschaft LuxTrust. Ech géif awer haaptsächlech gäre wëssen, Här President: Wéi geet et da mat där Stratégie d'internationalisation do virun? Mir sinn elo hei a Presenz vun enger 100%eg lëtzebuergescher Gesellschaft. Sinn domadder déi Ambitiounen, déi Objektiver fort?

An an deem selwechte Kontext - an dat wär dann eng lescht Fro, déi ech wëll stellen, déi awer nëmmen indirekt heimadder ze dinn huet -, nach eng Kéier de Wonsch, datt mir eis och emol eng Kéier intensiv - an ech kucken do mäi gudde Frënd, de President vun der Cofibu - géife Gedanke maachen iwwert d'Investmentstrategie vun dësem Staat, well ech muss Iech soen: Et ass ëmmer méi schwéier nozevollzéien, wat eigentlech d'Politik vun der lëtzebuergescher Regierung an dësem Kontext ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Merci dem Laurent Mosar fir seng Fro. Dat erlaabt et effektiv, hei och nach eng Kéier e bëssen drun ze erënneren, wat LuxTrust ass als Betrib. Ech mengen, de Laurent Mosar ass scho kuerz drop agaang a senger Interventioun. LuxTrust ass e Betrib, dee wierklech eng Schlësselroll huet fir déi digital Entwécklung vun eisem Land, vun eiser Wirtschaft, besonnesch och fir d'Entwécklung vun eiser Finanzplaz.

Et si ronn 600.000 Certificate vu LuxTrust, déi heizuland zirkuléieren, Tokens oder Kaarten. Dat si Produiten, mat deenen all Joer ronn 65 Millioune Transaktioune gemaacht ginn. Dat sinn entweeder elektronesch Ënnerschrëften oder einfach Transaktiounen, mat deene Proprietäre vu LuxTrust-Produite sech identifizéieren an authentifizéieren. LuxTrust ass och e Produit an eng Léisung, déi wierklech wichteg waren, och am Kontext vun der Pandemie, fir e securiséierten Accès och am Kader vum Teletravail ze garantéieren.

Dat ass eng Firma, déi dëst Joer hire 15. Gebuertsdag feiert, an - fir dann direkt op eng éischt Fro anzegoen - d'Zil ass a bleift och, fir déi Firma nach méi ze internationaliséieren. Dat ass eng Entreprise - an dat war och de Grond fir den Zesummeschloss mat InfoCert -, déi hei um lokale Marché „à l'étroit" ass, dat heescht, déi am Fong Produite matentwéckelt huet, déi ganz innovativ sinn a waren an déi och gutt ukomm sinn, mee déi effektiv fir de Marché vu Lëtzebuerg am Fong hei „à l'étroit" waren. Dat heescht, duerfir ass no anere Marchéë gesicht ginn, a wann ee sech international wëll weiderentwéckelen, da kann een dat am beschte mat engem staarken internationale Partner.

Dat erkläert déi Allianz, déi 2018 gemaacht ginn ass mat InfoCert, enger Filial vun Tinexta. Tinexta ass eng Entreprise, déi aus dem Zesummeschloss vu verschiddenen norditalieenesche Chambre-de-Commercen entstanen ass, an déi op der Bourse vu Mailand quotéiert ass. An et ass deemools no Diskussioune fonnt ginn, dass et eng gutt Iddi wär, fir mat InfoCert zesummenzegoen.

InfoCert war deemools eng Entreprise, déi a Konkurrenz war mat LuxTrust. Si hu sech en fait bekämpft, concurrencéiert, fir déi selwecht Clienten, oft op deem selwechte Marché, mat ganz änleche Produiten. An duerfir ass dunn decidéiert ginn, fir zesummenzegoen, fir seng Efforten zesummenzeleeën, fir och gemeinsam op deene jeeweilege Marchéen, wou deen een oder deen anere méi staark war, déi jeeweileg Produite vun deem anere mat unzebidden.

Nach am Januar d'lescht Joer ass e gemeinsame Büro zu Paräis opgemaacht ginn, fir op de franséische Marché ze kommen. Wéi gesot, LuxTrust ass a bleift och e strateegesche Betrib fir Lëtzebuerg an duerfir ass och deemools, 2018, decidéiert ginn, fir just 50 % vun deem Betrib ze cedéieren, obwuel och aner Optiounen um Dësch louchen. Dat ass gemaach ginn, well een deemols virsiichteg war. A wann ee sech bestit an et ass ee virsiichteg, da mécht een och e Contrat de mariage. Dat ass och hei geschitt: Et ass e Pacte d'actionnaires gemaach gi mat InfoCert, wou dann no zwee Joer sollt de Bilan gemaach ginn no där Fusioun oder no där ... net Fusioun, mee no deem Zesummeschloss.

An duerfir gouf dee Pacte d'actionnaires gemaach, an deem och schonn e méiglechen Echec vun där Zesummenaarbecht envisagéiert gouf. Wéi gesot, et war vun Ufank un envisagéiert, dass eventuell näischt géif doraus ginn, well esou eng Kollaboratioun natierlech ëmmer mat enger gewëssener Incertitude verbonnen ass. An ech muss soen, en rétrospective, dass ech immens frou sinn, dass dat deemools esou gemaach ginn ass.

Dann ass d'Fro natierlech: Wéi koum et zum Divorce zwëschent deenen zwou Entreprisen? Majo, et ass u sech esou, dass et hei wierklech zwou fundamental divergent Approchë gouf zu der Entwécklung vu LuxTrust. Tinexta ass, wéi gesot, eng quotéiert Entreprise an huet méi eng kuerzfristeg Ausriichtung wéi dat bei LuxTrust de Fall ass. Et gëtt jo oft kritiséiert, wann de Staat enzwousch Aktionär ass; mee am Fall vu LuxTrust ass et esou, dass den Aktionär Staat zesumme mat der SNCI, der Chambre de Commerce, awer och mat deenen aneren historeschen Aktionären, de grousse Banke BGL, Spuerkeess, Banque de Luxembourg a BIL, awer och der Post u sech e strateegesche Long-term-Projet hat fir LuxTrust, dat heescht, laangfristeg geplangt huet an och laangfristeg eng Entwécklung vu LuxTrust gekuckt huet.

Dat huet mat sech bruecht, dass een natierlech, wann een dat mécht, éischter investéiert, wéi dass een Dividenden ausbezuelt. An dat ass och geschitt. Dat heescht, LuxTrust an d'Aktionären ... LuxTrust huet weider a seng Entwécklung investéiert, huet Suen doranner gestach, wat natierlech mat sech bruecht huet, dass d'Profitter da logescherweis net esou grouss ausfalen. An natierlech kommen dann och Amortissementer derbäi, déi nach eng Kéier dozou bäidroen, dass d'Profitter net esou grouss sinn.

Dat huet zu Friktioune an in fine och dozou gefouert, dass béid Säiten no zwee Joer Zesummenaarbecht schlussendlech konstatéiert hunn, dass näischt géif draus ginn an och doropshin decidéiert hunn, sech ze trennen.

Dat ass, wéi gesot, den ausschlaggeebende Grond gewiescht vun dësem Divorce. Et ass awer esou, dass LuxTrust an InfoCert net am Sträit ausernanergaange sinn. Et besteet hei weiderhin en Accord commercial zwëschent deenen zwou Entreprisen, déi sech elo gutt kennen an déi weiderhin d'accord sinn, fir mateneen zesummenzeschaffen a gegeebenefalls punktuell op Projeten zesummenzeschaffen an och hir Gamm vu Produiten zesummen unzebidden. Dat heescht, et ass en - et kann ee bal soen - Divorce à l'amiable, deen hei mat deem Pakt, mat deem Accord commercial geschloss ginn ass.

Dann zur Fro vun der Participatioun vun der Post. D'Post huet déi 50 % a LuxTrust effektiv vun InfoCert iwwerholl zu engem Verkafspräis vun zwielef Milliounen Euro. Et ass och net esou, dass do mat deene véier Milliounen, déi Der mentionéiert hutt, do iergendwellech ... iergend e krommen Deal gemaach gi wär. D'Explikatioun dovunner ass, dass d'Valorisatioun vu LuxTrust initialement, wéi Tinexta eragekommen ass, op am ganzen 32 Milliounen Euro geschat war. Dat heescht, dat ware 16 Milliounen Euro fir déi Participatioun vu 50 % gewiescht, déi InfoCert deemools kaf huet. A well se awer, et kann ee bal soen, kee cash wollte kafen, dat heescht, net nach eng Kéier bezuele wollte fir déi véier Milliounen, déi effektiv en réserve waren ... Bei LuxTrust sinn déi véier Milliounen dee Moment erausgeholl ginn a sinn an eng Holding gestach ginn, LuxTrust Development, an där déi historesch Aktionären dra waren an an déi déi Suen dragesat goufen als Dividend en vue vun zukünftegen Investissementer.

Dat ass d'Explikatioun an dat huet näischt domat ze dinn, dass aus där Zesummenaarbecht näischt ginn ass. Dat war vun Ufank un esou geplangt, wéi InfoCert an de Betrib erageklommen ass.

D'Justifikatioun vun der Acquisitioun duerch d'Post ass och net einfach eppes, wat sech reng aus Necessitéit erkläert. D'Post ass e Betrib, dee sech iwwert déi lescht Joren digital immens staark entwéckelt huet. Si huet eng ganz Rei Filialen an deem Gebitt, notamment i-Hub oder EBRC. Si huet och selwer eng Strategie, déi extreem op dat Digitaalt ausgeluecht ass. An dofir mécht dat extreem vill Sënn, fir déi Participatioun a LuxTrust, déi 50 % do, ze iwwerhuelen. Dat ass kompatibel mat deene Solutiounen, déi se weider och ubitt am Beräich vun der Authentifikatioun a komplementéiert sech ganz gutt mat der digitaler Offer vun der Post.

Et gëtt also hei eng ganz Rei Synergien, déi do nach kënnen ausgebaut gi mat dem Aktionär Post, deen effektiv elo majoritär ass no där Acquisitioun.

Wat awer nach eng Kéier net heescht, dass de Betrib LuxTrust sech net weiderhin international wëll ausbauen. Wéi gesot, de Contraire ass de Fall an duerfir gëtt och weiderhin nach no internationale Partenariater gesicht, fir LuxTrust, wéi gesot, och op engem méi grousse Marché ze positionéieren.

LuxTrust ass, wéi gesot, eng strateegesch Firma. Ech hu se am September d'lescht Joer op der Cap besicht. Ech konnt constatéieren, dass hir Produiten extreem gutt ukommen, dass se Marchéen hunn a Frankräich bei groussen Entreprisë wéi zum Beispill bei EDF, dass se och bei der Europäescher Kommissioun bekannt an appreciéiert sinn an dass et do, wéi gesot, nach eng ganz Rei flott Projete gëtt, déi an deenen nächste Jore wäerte weider ausgebaut ginn. Dir wësst, dass Cybersécherheet, wat jo wierklech och d'Kärgeschäft ass vu LuxTrust, en extreem wichtege Punkt ass fir eist Land als Investitiounsstandort an och als wichtegen Acteur am Beräich vun der Digitalisatioun.

Ech mengen, Här Mosar, domadder hätt ech op Är Froe geäntwert. An ech soen Iech da Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wirtschaftsminister. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Auteur, den Här Laurent Mosar, fir eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci fir dem Här Wirtschaftsminister seng Äntwerten. En huet sech ganz vill Méi ginn. Ech wëll och direkt soen: Ech mengen, hien ass an dësem Fall net responsabel. An ech weess, datt e vläicht och e bësse schlecht drun ass, fir op déi Froen ze äntweren.

Ech muss allerdéngs soen, datt déi Äntwerte mer guer keng Satisfaktioun ginn a se eigentlech och net logesch sinn. En huet hei gesot, an dat ass richteg, datt normalerweis, wann en neien Aktionär an eng Gesellschaft kënnt, e Pacte d'actionnariat ënnerschriwwe gëtt. Dee gëtt verhandelt an do ass ee vun de weesentleche Punkten - an ech schwätzen hei ënnert dem Contrôle vu Leit, déi dat nawell oft maachen -, ee vun deenen éischte Punkten, deen normalerweis do fixéiert ass, deen, wéi d'Investitiounspolitik ass a wéi d'Dividenden ausbezuelt ginn.

Elo muss ech Iech soen: Ech huele jo un, datt dat do drastoung. A wann et schonn no zwee Joer zu enger Scheedung kënnt, dann muss ech mer awer wierklech ganz seriö Froe stellen, ob dee Pacte de mariage oder dee Pacte d'actionnaires dann awer wierklech ganz glécklech opgestallt ginn ass.

Da wollt ech Iech, Här Minister, trotzdeem awer nach eng Fro stellen, déi Der mer net ganz kloer beäntwert hutt. Ech hu verstan. Dir sot: „Déi Firma muss weider internationaliséiert ginn." Dat heescht, wann ech dat richteg interpretéieren, sicht LuxTrust weider, fir eventuell e groussen auslännesche Partenaire ze fannen. An dat géif jo och dann e bësselche bedeiten, datt a sech d'Post hei ..., datt d'Aktien eigentlech e bësse bei der Post geparkt wären, en attendant, bis dee groussen neien Aktionär do fonnt gëtt, wat och eng gewësse Logik hätt, well wann een de Bilan vun der Post kuckt, Här Wirtschaftsminister, gesäit een, datt een Drëttel vum Benefiss vun 2019 - an d'Post huet do e ganz anstännege Benefiss gemaach - integral an d'Acquisitioun vun dëser Participatioun eragaangen ass, wat trotzdeem enorm vill ass.

Dofir wär ech awer nach eng Kéier frou, wann den Här Fayot eis kéint soen, wéi dat da soll goen, well ech huele jo un, datt dann och e Partenaire gesicht gëtt. Dee kënnt jo dann net mat 5 % oder 10 % do mat dran. Dee kënnt jo dann eventuell och mat enger 40-, 50%eger Participatioun eran. An ech huele jo dann och un, datt dat wäert d'Participatioun vun der Post sinn.

Duerfir nach eng Kéier: Kann een dovun ausgoen, datt dat hei also eng Operatioun ass, wou a sech wärend enger gewëssener Zäit, en attendant fir dee richtegen Aktionär do ze fannen, déi Participatioun eeben elo mol bei der Post geparkt ass?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An d'Wuert geet zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo, also et ass keng ... et ass sécher net just eng Parkoperatioun oder eng Mise en pension, wann een esou wëll. Ech hunn dat a menger Interventioun gesot. D'Post ass en Acteur, deen eppes ka mat LuxTrust ufänken am Kader vun hirer digitaler Strategie, déi se an deene leschte Jore ganz staark entwéckelt huet. An dofir ass dat hei complementaire. Dat seet näischt aus an dat prejugéiert och net iwwer zukünfteg international Kooperatiounen, déi dee Betrib gegeebenefalls wëll maachen.

A wann Der mer sot, dass d'Post een Deel vun hirem Benefiss op déi Operatioun hei verwennt huet, dann, mengen ech, sinn dat Suen, déi gutt investéiert sinn. Well, wéi gesot, LuxTrust ass e Fleuron vun eiser Ekonomie, ass e Schlësselbetrib fir d'Finanzplaz, awer och fir d'Ekonomie de manière plus large. An do ka ganz vill domat gemaach ginn, wann een dran investéiert a wann een e Plan, eng Vision à long terme huet. An dat ass dat, wat elo heimat geschitt. De ganze Rescht ass, mengen ech, Spekulatioun, wéini dat soll geschéien, wéini dee Partner do fonnt gëtt. Mee dat ass weiderhi ganz kloer d'Ambitioun fir LuxTrust.

Dass Der net zefridde sidd mat menger Äntwert, enttäuscht mech natierlech, iwwerrascht mech awer net outre mesure; de Géigendeel hätt mech iwwerrascht, mee bon, wéi Der sot, ech hu mer awer trotzdeem d'Méi ginn, wéi ëmmer.

Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

7. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la Coopération luxembourgeoise

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Lëtzebuerger Kooperatioun, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Gusty Graas, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fred Keup, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement.

An d'Wuert huet elo d'Madamm Francine Closener, nee d'Madamm Lydia Mutsch als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun. Madamm Lydia Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass eng ganz schwiereg an eng ganz mouvementéiert Period, déi mir am Moment duerchliewen. Duerch Covid-19 goufen all d'Länner an hirer Entwécklung ageschränkt a wichteg Projete si leie bliwwen. Dofir ass et keng Iwwerraschung, dass och d'Bekämpfung vun der extreemer Aarmut an der Welt erschwéiert ginn ass. Fortschrëtter si gebremst an zum Deel och ganz a Fro gestallt ginn. Beispiller gëtt et der genuch, Stéchwuert: Gesondheetsversuergung, Zougang zur Educatioun oder Liewensmëttelsécherheet.

Déi rezent bluddeg Attacken am Burkina Faso hunn doriwwer eraus gewisen, dass déi politesch Situatioun an deene Länner ganz oft ganz fragill ass, wat natierlech fir hir nohalteg Entwécklung eng Katastroph ass. De Burkina Faso ass zesumme mam Niger, dem Senegal, dem Cap Vert, dem Mali an dem Laos eent vun de Partnerlänner vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, Länner, deene mir zur Säit stinn, fir dass si sech eng besser Zukunft opbaue kënnen.

Am Mee hu sech all d'Acteure vun der Kooperatioun an den Assises de la coopération zesummefonnt a kloer gemaach, dass sech duerch déi sanitär Situatioun d'Liewensbedéngunge vun de vulnerabele Populatiounen op ville Plazen nach weider verschlechtert huet. A wéi ëmmer trëfft et an der grousser Majoritéit virun allem déi, déi schonn net vill hunn, déi oft keen Accès zu elementare Gesondheets- a Sozialservicer hunn a wéineg Méiglechkeeten, fir sech aus eegener Kraaft eng mënschewierdeg Existenz opzebauen.

Wärend der Covidpandemie, déi nach net eriwwer ass, huet eis Lëtzebuerger Kooperatioun mat hirer Agence LuxDev a mat alle Partner an ONGe rapid an effikass reagéiert a ganz flexibel iwwerall do gehollef, wou et nëmme méiglech war. Déi sanitär Kris huet also ganz kuerzfristeg nei an zousätzlech Ufuerderungen un eis Kooperatioun gestallt, déi si mat ganz vill Engagement gemeeschtert huet. An ech mengen, dorop kënne mir als Land ganz houfreg sinn!

Virum Hannergrond vun den Diskussiounen an den Assises de la coopération hunn ech dës Aktualitéitsstonn am Numm vu menger Fraktioun ugefrot, fir och an der Chamber zesummen ze kucken, wou mer stinn a wou mer histeieren. Ronn siwe Méint nom leschten Debat iwwert d'Lëtzebuerger Kooperatioun stellt sech als éischt d'Fro, wéi mer mat den iwwer 50 lafende Projeten um Terrain virukommen. Wéi eng Roll spillen an der Zukunft déi dräi nei Strategien, déi de Kooperatiounsminister an de Beräicher Geschlechtergerechtegkeet, Ëmwelt a Klima an inklusiv an innovativ Finanze rezent presentéiert huet an déi mir als LSAP ausdrécklech begréissen?

Et geet mir also haut drëm, fir engersäits an dësem dach aussergewéinleche Kontext de Point ze maachen an anerersäits ze kucken, wéi sech d'Lëtzebuerger Kooperatioun weiderentwéckelt a wou grad elo déi gréisst Erausfuerderungen op eis waarden. Ech wëll dobäi méi spezifesch op d'Voleten Gender an Educatioun a Santé agoen.

Wärend et bei eis heiheem ëm d'Fro geet, wéi mer de Bildungsréckstand, deen duerch Covid-19 entstanen ass, beschtméiglech opschaffe kënnen, schwätze mer an aneren Deeler vun der Welt carrement vu Bildungsschluss. Den Zougang zur Educatioun huet a Pandemiezäiten effektiv ganz staark gelidden. Laut Unicef si wéinst der Pandemie weltwäit iwwer 168 Millioune Kanner vum Schoulunterrecht ausgeschloss ginn. D'Exekutivdirektesch Henrietta Fore huet wéinst dem weltwäite Lockdown vun enger „katastrophaler Bildungskris" geschwat. Virun allem d'Meedercher sinn hei betraff: Fir si besteet nämlech a ville Länner en erhéichte Risiko, dass si ni méi an d'Schoul zréckgoe kënnen oder vill ze jonk a Bestiednisser gedriwwe ginn.

Do musse mir am Verbond mat eise Partnerlänner onbedéngt géigesteieren an ëmmer erëm widderhuelen, dass mir der Meenung sinn, dass et ouni d'Ausbildung vun de Meedercher iwwerhaapt net méiglech ass, eng nohalteg Entwécklung an deene Länner ze erreechen an d'Aarmut wierklech ze bekämpfen.

An deem Zesummenhang ass d'Aarbecht vum Global Partnership for Education ganz besonnesch wichteg. Dat ass en internationale Gremium, bei deem mir och matmaachen an deem mer zënter 2006 mat iwwer néng Milliounen US-Dollar ënnerstëtzt hunn.

De GPE, dat ass d'Ofkierzung vun deem Gremium, huet Enn 2020 de „Girls' Education Acceleration"-Programm lancéiert, fir justement de Meedercher eng Educatioun ze erméiglechen. Och déi däitsch SHE-Initiativ (ndlr: SHE - Support Her Education), déi mir als Lëtzebuerger ënnerstëtzen, ass en zousätzleche Vecteur, fir op deem Gebitt weiderzekommen.

An deem Zesummenhang sinn ech och der Meenung, dass bei der geplangter Kreatioun vun engem Centre de formation am Senegal - mer hate kierzlech d'Geleeënheet, dat vum Minister ze héieren -, an deem déi nei Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien am Mëttelpunkt stinn, d'Ausbildung vun de Meedercher - och a grad an deem Domän - mat am Virdergrond muss stoen, genee wéi och d'Formatioun am Secteur vum Tourismus a vun der Hotellerie, wéi zum Beispill am Laos.

Doduerch, dass mer de Populatiounsfong vun der UNO nohalteg ënnerstëtzen - zum Beispill am Niger, am Burkino Faso an am Senegal -, droe mir mat derzou bäi, dass éischtens d'Autonomisatioun vun de Frae virugeet, zweetens den Accès zur sexueller a reproduktiver Gesondheet fir Fraen a Meedercher verbessert gëtt an drëttens Fraen a Jonker och am Schutz vun der Ëmwelt oder bei der Konfliktpreventioun mat mobiliséiert kënne ginn.

Ech sinn der Meenung, dass mer d'Efforten an deem Beräich och an Zukunft nach weider ausbaue sollen, zum Beispill am Kader vun enger Zesummenaarbecht mat ONU Femmes, woubäi ech Projete mat transversalem Charakter besonnesch interessant fannen - zum Beispill den Accès vu Fraen zu Produktiounsmoyenen am Mali, fir eng méi resilient Agriculture a fir dem Klimawiessel entgéintzewierken - oder Projeten, bei deene Frae bei Reforestatiounsprogrammer ganz cibléiert forméiert ginn an agesat kënne ginn.

Ech deelen hei iwwregens d'Meenung vun der Susanna Moorehead, der Presidentin vum Kommitee fir Entwécklungshëllef vun der OECD, déi bei den Assisë gesot huet: "We have to be more serious about gender equality. Countries that are serious about gender equality are doing better. Thanks for stepping up on gender equality. If we can get policies even more aligned, we can further improve." Dee Merci gouf bei den Assisen ausgedréckt an e war fir Lëtzebuerg. Ech muss soen, dass ech mech wierklech doriwwer gefreet hunn, dass mir als Land hei op där richteger Säit stinn!

Dir Dammen an Dir Hären, vun Ufank u spille Froe ronderëm Gender an Educatioun an och ronderëm d'Gesondheetsversuergung wierklech eng zentral Roll bei der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik, souzesoen als Virbereedung fir nohalteg Verbesserungen oder als Virbedéngung fir nohalteg Verbesserungen.

Dëst Joer wäerten et iwwer 400 Millioune sinn, déi mir an d'Zesummenaarbecht mat eise Partner a mat eise Partnerlänner, a Projeten investéieren. Am Endeffekt kënnt dat eis alleguer zegutt. Duerfir brauche mer eng Entwécklungszesummenaarbecht, déi innovativ, inklusiv an nohalteg ass. Genee dat ass jo déi erkläert Zilsetzung vun deenen dräi neie Strategien, déi de Minister Fayot bei den Assisë presentéiert huet.

Wéi ech et virdru scho gesot hunn, sinn d'Erausfuerderungen an d'Problemer um Terrain a Pandemiezäiten net méi kleng ginn. Am Contraire. Duerfir muss sech d'Entwécklungszesummenaarbecht ëmmer weiderdenken, fir dass all d'Länner besser preparéiert a méi resilient sinn, ganz nom Motto: net nëmme „build back", mee „build back better and greener" oder, wéi de Franz Fayot et bei den Assisë weider ausgedréckt huet: "What we do in the western world in terms of climate change or finance is what we should do in our development cooperation."

Här President, och a Saache fairen Zougang zu Vaccine mussen déi räich Länner nach eng Schëpp bäileeën. Duerfir fannen ech et wichteg, dass Lëtzebuerg d'Efforte vun der EU a vun der WHO ënnerstëtzt, fir den Accès zu den Impfunge méi equitabel ze maachen. An deem Zesummenhang begréissen ech och, dass eis Regierung der internationaler Impfallianz verstäerkt Ënnerstëtzung zougesot huet, fir als Land aktiv dozou bäizedroen, dass Mënschen an allen Deeler vun der Welt en Accès zu engem Covidvaccin kënne kréien.

Fir e bessere Zougang zur Gesondheetsversuergung an eise Partnerlänner ze erméiglechen, spille vill Facteure mat, ënner anerem och d'Telemedezinn, déi eng richteg wichteg Roll spillt, virun allem fir d'Consultatiounen an d'Versuergung a méi ent-

leeëne Géigenden. D'Notzung vu spezialiséierten Tools ass iwwregens och en zentraalt Element, fir duerch eng besser Informatioun, Kommunikatioun a Wëssensvermëttlung bei Gesondheet, Hygiène an Nutritioun méi Resilienz a méi Nohaltegkeet an deene Länner ze kréien.

Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eis Lëtzebuerger Kooperatioun an dësem Moment kucken, da gesi mer, dass mer an déi richteg Richtung ginn: Mir konsolidéieren eis Partnerschaften, mir bauen op Gemaachtem op, mir konzentréieren eis op prioritär Achsen a stellen eis an deem Zesummenhang d'Fro, awéiwäit dës Achsen adaptéiert musse ginn, fir dass déi dräi nei transversal Strategien a bestoend Prioritéiten integréiert kënne ginn.

Ech komme schonn zum Schluss, Här President. Mir hu schonn eng ganz Rëtsch vun interessante Projeten, an déi mer déi verschidden Aspekter, déi och an deenen dräi Strategien thematiséiert ginn, integréiert hunn. Ech wéilt awer zum Schluss och nach eng Iwwerleeung zum Volet humanitaire maachen: Den Norwegian Refugee Council huet rezent seng Lëscht mat de sougenannte „vergiessene Krisen" erausginn. Grad a Pandemiezäite besteet e Risiko, dass d'Opmierksamkeet ännert an d'Ressourcë komplett anescht prioriséiert ginn. Bon, do kann ech e Beispill nennen: Indien oder och Afghanistan, wou et grad elo mam Réckzuch vun den NATO-Truppe besonnesch wichteg bleift, weiderhi Projeten ze ënnerstëtzen. Och d'Verlängerung vum Projet emergency.lu bis 2026 ass ze begréissen.

Fir eis als LSAP ass op alle Fall de Volet humanitaire nieft der Kooperatioun e ganz zentrale Volet. Et ass am Endeffekt eng Iwwerliewensfro fir eis all, dass déi méi räich Länner deene méi aarme Länner weider zur Säit stinn, fir dass si méi Resilienz opbauen an d'Erausfuerderunge vun der Zukunft besser meeschtere kënnen.

Dozou sti mir an ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen der honorabeler Madamm Lydia Mutsch villmools Merci.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, erlaabt mer, der Madamm Lydia Mutsch villmools Merci ze soe fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn, fir eng Tëschenevaluatioun vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik ze maachen. Erlaabt mer och, Här Minister, direkt déi Fro un Iech unzeschléissen, ob a wéini mer ongeféier dëst Joer den Débat d'orientation iwwert d'Enwécklungszesummenaarbecht hei an der Chamber wäerte féieren.

Als CSV fanne mer et immens wichteg, dass dës Aktualitéitsstonn hei gehale gëtt, well d'Pandemie gewisen huet, dass Kooperatiounspolitik ni „de l'art pour l'art" ass, mee en Engagement am Sënn vun enger weltwäiter Kohäsioun. Duerfir wëll ech hei nach eng Kéier d'Ënnerstëtzung vun der CSV betoune fir all System, deen hëlleft, dass d'Mënsche weltwäit op eng gerecht Aart a Weis geimpft kënne ginn. An ech wëll drun erënneren, dass duerch d'Pandemie weltwäit Honger an Aarmut weider an d'Luucht gaange sinn a mer erëm an d'Hannertreffe gerode sinn, wat eis Nohaltegkeetsziler eigentlech ugeet. An och hei engagéiere mer eis als CSV fir eng konsequent Bekämpfung vun der Aarmut, weltwäit an och heiheem!

Virum Hannergrond vun den Erfarunge wärend Corona, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaben ech mer duerfir nach eng Kéier, d'Grondprinzippie vun der Kooperatioun ze beschreiwen, ier ech versichen, eng Tëschenevaluatioun ze maachen.

Dat Éischt ass: Kooperatiounspolitik ass keng Almosepolitik, mee Aussepolitik! Si ass net do, fir iergende schlecht Gewëssen ze berouegen, mee se ass do, fir Verantwortung ze huele fir eng „cohésion mondiale", well och hei gëllt de Grondsaz: Keen ass definitiv sécher, soulaang net jiddwereen zur Geltung kënnt an agebonnen ass.

Den zweete Prinzip ass: Kooperatiounspolitik ass keng Politik mat der Strenz, mee eng Politik mat Partner! Partnerschafte wuessen iwwert d'Zäit a Lëtzebuerg huet sech Zil- a Partnerlänner ginn an iwwerhëlt dofir och eng laangfristeg Verantwortung.

An deen drëtte Prinzip ass: Kooperatiounspolitik ass net einfach nëmmen direkt oder indirekt Finanzpolitik, mee Gestaltungspolitik unhand vu Wäerter! An deem Kontext beweege sech déi dräi Strategien, déi bei den Assisë Mëtt Mee 2021 virgestallt goufen.

Ech hat iwwregens och versicht, mech esou oft wéi méiglech anzeklicken, mee ech sinn hei un d'Grenze vu mengem Multitasking gestouss, well gläichzäiteg ganz vill Kommissiounssëtzungen an och Chamberssëtzunge waren.

Déi dräi Strategien, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sinn déi vun den inklusiven an innovative Finanzen, déi vum Gender an déi vum Klimaschutz. D'Klima- an d'Gendergerechtegkeet sinn zwou transversal Strategien. Bis elo hate mer Guidelines, déi eis eng kloer Richtung ginn hunn, an elo kënnt et zu nach méi kloer Positiounen, an dat begréisse mer am Sënn vun: Wann et hei net konkreet ass, kann et um Terrain och net funktionéieren!

Wichteg sinn dobäi déi Prozeduren, Formulairen an Checklëschten, déi mat de Strategië verbonne sinn, well se hëllefen, déi grouss Iddien a klenge Schrëtt an d'Realitéit ze iwwersetzen.

Ech wéilt Iech, Här Minister, an dësem Zesummenhang gäre froen, wéi déi impliziéiert Leit op eiser Säit forméiert ginn, fir dës Strategien op den Terrain ze bréngen - Leit aus dem Ministère oder souguer de Ministèren, an natierlech och d'Leit aus den ONGen.

An ech wéilt zwou Saache besonnesch uschneiden: Déi éischt ass eng Verdéiwung vun der Klimastrategie an déi zweet ass e Bléck iwwert dës dräi Strategien eraus.

Zur Klimastrategie: Hei gëtt et jo déi sougenannte „Rio-Konventiounen"; dierf ech nofroen, wéi sech eis Klimastrategie vis-à-vis vun deene Konventioune verhält? Deckt se se allen dräi of - dat si jo Biodiversitéit, Desertifikatioun a Klimawandel - oder just déi vum Klimawandel? A wéi ass hei d'Zesummenaarbecht mam Ëmweltministère?

A beim Klima stelle sech jo och eng ganz Rei Froen an der Kooperatioun. Et ass jo iwwregens eng enorm Ongerechtegkeet, dass déi, déi am mannste Pollueur sinn, am meeschte musse bezuelen, doduerch, dass hir Liewenskonditiounen dramatesch ännert dem Klimawandel leiden. Et wäert sécher en zentraalt Theema op der COP 26 (ndlr: UN Climate Change Conference) zu Glasgow ginn, wéi genuch Suen - och iwwer Public-private-Partnerships - labber gemaach kënne ginn, fir dass déi betraffe Länner Accès op d'Finanzéierung kréien an déi néideg Suen zur Verfügung gestallt kënne kréien - déi sougenannt „transition finance".

Et däerf een och net vergiessen, dass do eng ganz Rei Länner - wéi zum Beispill Nigeria - nach dovu liewen, dass se fossill Brennstoffer produzéieren. Och déi Länner musse mer an deem Moment, wou mer ëmschwéngen, mathuelen. An och bei der Léisung mussen déi Länner kënnen ageschloss ginn, well no engem Rapport vum brittesche Thinktank „Carbon Tracker" 39 % vum globale Potenzial beim Ëmschwong op Energien, déi erneierbar sinn, an Afrika leien. Si mer prett, aus hinnen Acteuren ze maachen, déi dann och eng Kontroll driwwer hunn? De Josep Borrell hat et eng Kéier esou formuléiert, datt Europa eng global Klimamuecht misst ginn, déi all diplomatescht an ekonomescht Gewiicht an den Déngscht vun der Klimapolitik stellt.

An da stellt sech natierlech och d'Fro vun de Klimaflüchtlingen: Siwe Milliounen nei Klimaflüchtlingen am Land selwer am leschte Joer. Mir musse prett si fir déi Froen, déi sech stellen am Kader vum Klimawandel!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach ganz kuerz e Bléck iwwert déi dräi Strategien eraus: Plangt Dir, Här Minister, an deenen nächsten dräi Joer och en Ausbau an anere Beräicher, also e strateegeschen Ausbau? Zum Beispill kéint ee jo no Covid eng transversal Strategie ronderëm d'Fro vun der Gesondheet opbauen - och der mentaler Gesondheet an dem Ausbau vum Gesondheetssystem an eisen Zil- a Partnerlänner - oder eeben eng Strategie zu den erneierbaren Energien, déi ech elo just e bësse skizzéiert hunn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, an der Kooperatioun geet et ëm d'Zesummenaarbecht fir d'Entwécklung. Als CSV ënnerstëtze mer déi Strategien, déi Der presentéiert hutt. An zugläich wënsche mer eis, dass se agebett sinn an ee grousst, een holisteschen Bild vu mënschlecher an nohalteger Entwécklung, déi dem eegene Potenzial vun eise Partner gerecht gëtt, wou aus Empfänger Acteure ginn.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Et ass natierlech wichteg, datt ee sech reegelméisseg Gedanken iwwert d'Kooperatiounspolitik mécht. An et ass och net ëmmer esou evident, déi richteg Strategien zréckzebehalen. Et däerf een net vergiessen: Allgemeng Strategië kënnen net iwwerall an deene Länner, déi mer sollen ënnerstëtzen, ugewannt ginn, well et eeben och einfach ze vill Differenze gëtt.

Et ass awer ze begréissen, datt déi Assisen - déi jo schonn eng gewëssen Traditioun hei zu Lëtzebuerg hunn - alljoers stattfannen, well se eng gutt Plattform sinn, fir den Echange ze hunn, virun allem mat - a mengen Aen - ganz wichtegen Acteuren. Dat si virun allem d'ONGen, wat munchmol vläicht vergiess gëtt. Op där anerer Säit natierlech déi staatlech Responsabel. Mee ouni d'ONGe kéinte mer ganz villes um Terrain net ëmsetzen.

Déi dräi Strategië sinn hei elo schonn e bëssen am Detail duergestallt ginn. Ech wëll déi net verdéiwen, well ... - ouni elo falsch verstan ze ginn -, mee déi dräi Strategië gi selbstverständlech net duer. Mir mussen - an dat huet de Paul Galles hei richteg gesot - dat vill méi an engem breede Kontext gesinn.

D'Entwécklungspolitik vun haut ass net méi vergläichbar mat där vu gëschter a scho guer net méi mat där vu virgëschter. Virun 30, 40 Joer waren Theeme wéi de Klimaschutz an de Röle vun der Fra an der Gesellschaft u sech net esou dominant Theeme wéi dat haut ass. Wat muer ass, kann een hei och nach net am Viraus soen.

Et si jo eng Rei Kärziler gesat gi bis d'Joer 2030, ënnert anerem d'Eradicatioun vun der Aarmut. Dat ass natierlech eng nobel Erausfuerderung, mee mir mussen awer ganz éierlech sinn: Ouni ze vill Pessimist ze sinn, mengen ech awer, elo scho kënnen ze behaapten, datt mer dat Zil warscheinlech net wäerten erreechen, wat awer net soll verhënneren, datt mer eis et awer als Zil setzen an dorop hischaffen.

D'Roll vun der Fra ass mat Sécherheet och an der Entwécklungs- an an der Kooperatiounspolitik ëmmer méi wichteg ginn a spillt och eng ganz weesentlech Roll. Et ass net ze vertrieden, datt leider nach a ganz ville Länner Frae wéinst kulturellen Afléss, wéinst reliéisen Ursaachen, wéinst Traditiounen am Fong net déi Méiglechkeet hunn, hir Perséinlechkeet ze entwéckelen. Dowéinst ass et also wichteg, datt och mir dorobber hiweisen - mir, déi d'Chance hunn, an enger Gesellschaft ze liewen, an där dat mat Sécherheet net de Fall ass.

Mir mussen eis awer och bewosst sinn, datt et net richteg ass, wa mir eis materiell Wäertvirstellungen einfach exportéieren a mengen, datt mer ...

(Interruption)

...de Leit op anere Plaze eis Maximme praktesch kéinten octroyéieren. Dat ass eng falsch Entwécklungspolitik. Entwécklungspolitik muss esou gestalt ginn, datt se de Leit op der Plaz selwer Méiglechkeete gëtt, sech ze entfalen. Ech denke virun allem och un den ekonomeschen Aspekt. Et ass wichteg, datt mir hëllefen, d'Basis ze schafen. Et geet net duer, datt mer einfach nëmme Suen exportéieren. Mir mussen eng Basis schafen, fir datt se sech, wéi gesot, op hirem Terrain selwer kënnen entwéckelen, hir eege Grondlag schafen, fir ekonomesch och kënnen ze existéieren.

Natierlech huet déi ganz Covidpandemie villes duercherneebruecht a virun allem natierlech och um Niveau vun der Kooperatiounspolitik. Dat ass méi wéi schued, well wien trëfft et hei natierlech erëm am meeschten? Just déi, déi scho ganz grouss Existenzproblemer hunn. An elo kënnt natierlech nach dee schwéieren Hummer do derbäi.

Mir mussen deem also och an Zukunft elo verstäerkt Rechnung droen. Ech sinn och frou, datt mer als Lëtzebuerg do awer an der éischter Rei stoungen, wéi et geheescht huet - och virun allem op deem Niveau an deene leschte Méint -, déi néideg Aide humanitaire ze leeschten.

Wa mer iwwert d'Kooperatiounspolitik vu muer schwätzen, da musse mer eis awer och iwwert d'Scholdelaascht vun deene Länner Gedanke maachen. Et däerf ee jo awer net vergiessen - an ech beruffe mech hei op d'Konferenz vun der UNO iwwert de Commerce an d'Entwécklung -, datt geschat gëtt, datt déi Länner als Konsequenz vun der Covidkris ronn eng Billioun Dollar Scholden hunn, déi hinnen och hu missen nogelooss ginn. D'Weltbank schätzt, datt ronn 34 Länner net méi à même sinn, déi Scholden zréckzebezuelen. Et ass also och e Sujet, deen een net ausser Uecht loosse kann. Ech weess, et ass e relativ delikate Sujet, mee och doriwwer muss ee sech awer ënnerhalen.

Evident ass et, wa mer iwwert d'Entwécklungspolitik vu muer schwätzen, datt mer och direkt de Lien zum Klimaschutz maache mussen. Dat kann een einfach net méi vuneneen trennen. An do ass et och, wou an Zukunft den Akzent muss gesat ginn.

Mir mussen eis allerdéngs och Gedanke maachen, wou mer an Zukunft aktiv ginn. Mir hunn de Moment siwen Zillänner. Mir hunn eng Rei Länner, wou mer zimmlech aktiv sinn. Ech wëll op zwee Länner agoen, déi de Moment ganz an der Aktualitéit sinn, virun allem, op der éischter Plaz Nicaragua, dat u sech jo nach en Zilland ass. Net méi spéit wéi gëschter konnt ee jo erëm aus der Press gewuer ginn, wéi d'Attitüd vun der - et muss ee scho soen - Dynastie Ortega ass, wéi do d'Oppositioun am Fong geholl ausgeschalt gëtt. Dann ass awer natierlech d'Fro ze stellen, ob eis Aiden net musse reorientéiert ginn.

Dat selwecht gëllt fir de Myanmar. Et ass wierklech ze bedaueren, datt de Myanmar an deene leschte Woche praktesch e bëssen aus der internationaler Aktualitéit verschwonnen ass. Ech kann Iech awer soen: D'Situatioun ass extreem eescht do ënnen, ganz schlëmm ass se! An net méi spéit wéi gëschter sinn nach kleng Dierfer an de Bierger einfach esou sënnlos, muss ech soen, bombardéiert ginn, mat allen negative Konsequenzen. Dat heescht, do entsteet erëm en Exodus am Land selwer respektiv iwwert d'Grenzen eraus.

Mir mussen eis also d'Fro stellen: Wéi gi mer an Zukunft mat esou Regimmer ëm? Dat ass fir mech eng ganz weesentlech Fro. Mir kënnen net einfach nëmmen esou weiderfueren, wéi wann näischt geschitt wär. Do muss een natierlech awer och d'Fro stellen: Wien trëfft et, wann eis Aide politique géif ëmgestallt gi respektiv souguer vläicht géif agestallt ginn? Mir kënnen eis an Zukunft awer net einfach praktesch ëmmer nëmmen heiheem iwwert de Regimm opreegen an dann awer um Terrain vläicht net genuch entspriechend reagéieren.

Wéi gesot, mir hunn haut nëmme fënnef Minutten, fir iwwert déi interessant Punkten hei ze diskutéieren. Ech soen der Madamm Mutsch och Merci, datt se dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Fir eis als Demokratesch Partei ass et jiddefalls nach wéi vor wichteg a weesentlech - och grad an Zäite vu Covid -, datt e Land wéi Lëtzebuerg an doriwwer eraus vill aner Länner sech solle bewosst sinn: All Aide, déi se dohinner exportéieren, wou se gebraucht gëtt, kënnt am Endeffekt och eis zegutt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt, fir unzefänken, och der Madamm Mutsch villmools Merci soen, dass se dëse Punkt haut op den Ordre du jour bruecht huet an dass mer eis alleguerten dozou äussere kënnen, quitte dass effektiv fënnef Minutte relativ kuerz sinn. Dat ass net vill Zäit, fir iwwert déi wichteg Aarbecht vun der Kooperatioun ze schwätzen, ganz besonnesch an dësen Zäite vun der Pandemie, wou der Kooperatioun awer ganz vill Bengelen an d'Rieder gehäit gi sinn.

Fir unzefänken, musse mer natierlech ... Et war jo och esou gewënscht oder ugeduecht, dass mer haut iwwert d'Ausriichtung vun der Kooperatioun am Kader vun der Pandemie schwätzen an eventuell vläicht och schonn en éischten Tëschebilan maachen.

Ech mengen, et ass ganz schwéier, elo schonn en Tëschebilan ze maachen, well mer ganz einfach nach ëmmer an der Urgence sinn. Et ass vläicht vun eisem Point de vue hier schonn e gudden Zäitpunkt, well mer d'Gefill hunn, mir kommen esou lues aus dem Schlamassel eraus. Mee wat d'Kooperatioun ubelaangt, muss een einfach feststellen, dass Covid eis ëm Joren zréckgehäit huet an dass d'Pandemie am globale Süden nach laang net eriwwer ass.

Déi sanitär Situatioun ass an all deene Länner nach laang net am Gréff, an dat weisen och d'Zuelen aus eise Partnerlänner. Duerfir géif ech gär e puer Zuele ginn, besonnesch, wat d'Impfungen an eise Partnerlänner ubelaangt:

Am beschte steet aktuell de Laos do mat 3,48 % vun der Bevëlkerung, déi voll geimpft sinn an ëmmerhin 9,14 %, déi schonn eng éischt Dosis kritt hunn. Mee obwuel dat och net terribel vill ass, geet et duerno dramatesch erof mat den Zuelen. Um Cap Vert hunn 3,9 % vun de Leit eng éischt Dosis kritt; am Senegal sinn et 2,7 %; an Nicaragua 2,5 %; am Niger 0,63 %; am Mali 0,43 %; an de Burkina Faso huet grad eréischt ugefaangen, déi éischt Dosen AstraZeneca ze verimpfen.

An do däerf ee jo natierlech och net vergiessen, dass et grad an deene Länner och riseg Erausfuerderunge gëtt, fir dann herno zur richteger Zäit och déi zweet Dosis zur Verfügung ze hunn, an dat Ganzt och logistesch an informatesch ze organiséieren. An de Constat dorauser ass natierlech ganz kloer, dass d'Santé e Beräich ass, an deem mer och an Zukunft prioritär mussen handelen.

Wat déi lëtzebuergesch Äntwert op d'Covidkris an eiser Kooperatioun ubelaangt, sou dierfe mer, mengen ech, awer festhalen, dass Lëtzebuerg sech immens vill beméit huet, fir esou flexibel a schnell wéi méiglech op d'Situatioun ze reagéieren, och wann eise Budget 2020 manner héich war wéi 2019. D'ONGe selwer hunn hir budgetär Flexibilitéit behalen, eeben och grad, fir sech der Situatioun vun der Pandemie unzepassen an hir Hëllef flexibel kënnen ze gestalten. Hei musse mer natierlech och elo sécherstelle fir d'Zukunft, dass mer eis déi néideg Moyene ginn, fir déi Retarden, déi sech elo accumuléiert hunn, och erëm opzehuelen.

Da géif ech natierlech och gären op d'Assises de la coopération an déi nei Ausriichtung vun der lëtzebuergescher Kooperatiounspolitik, déi do virgestallt ginn ass, zréckkommen. Déi Assisë stounge jo dëst Joer ënnert dem Zeeche vun enger méi nohalteger, méi inklusiver a méi innovativer Kooperatioun, also enger Approche, déi ganz drop setzt, déi verschidde Sujeten op eng vernetzt Aart a Weis unzegoen. An dat kënne mer natierlech nëmme begréissen.

Et ass schonn ugeschwat ginn: Lëtzebuerg ass op den Assisë vun der Madamm Susanna Moorehead,

der Presidentin vum Comité d'aide au développement vun der OECD, des Ëfteren als Virbild gelueft ginn. Hirer Ausso no géif, wann all anert Land dem lëtzebuergesche Beispill am Beräich vun der Kooperatioun géif nokommen, weltwäit dat Dräifacht un Aiden zesummekommen. Net nëmmen d'Héicht vun eiser Hëllef, mee och d'Ausriichtung an d'Pochen op d'Cohérence des politiques ass ëmmer erëm positiv ervirgestrach ginn.

Op den Assisen ass also déi nei Ausriichtung vun der Kooperatioun mat hiren dräi Haaptstrategien an de Beräicher Ëmwelt a Klimawandel, Gender a Finances inclusives virgestallt ginn. Fir hei kuerz op d'Finances inclusives anzegoen: Dës Strategie geet eeben elo méi wäit wéi déi viregt Mikrofinanzstrategie. Hei musse mer natierlech weiderdenken - och grad an engem Kontext no der Pandemie -, well extreem Aarmut sech natierlech och a fragillen Ekonomië konzentréiert, an deenen engersäits vill Leit guer keen Zougang zu finanziellen Servicer hunn an anerersäits awer och e risege Besoin un Investissementer besteet.

Hei musse mer fir d'Zukunft sécherstellen, dass och jonk Leit a Fraen net vun der sozioekonomescher Entwécklung ausgeschloss ginn, dass se Zougang zu engem Bankkonto hunn, dass se eege Projete realiséiere kënnen an esou weider.

Bon, wat an deem Kader op kee Fall dierf vergiess ginn, ass, elo schonn un d'Rechter an och d'Sécherheet vun de Leit ze denken, well grad an engem Kontext, an deem et eventuell un enger stabiller Digitaliséierung hapert an an deem och deementspriechend vill Risike bestinn - fir Datemëssbrauch zum Beispill -, ass et wichteg, dass mer e sécher Kader schafen, deem d'Leit och vertraue kënnen, well soss benotze se en einfach net. Ech mengen, hei huet Lëtzebuerg awer och e wichtegen Knowhow, dee mer do kënne matabréngen.

Op där anerer Säit sinn et déi zwou Strategië fir Gender engersäits an Ëmwelt a Klimawandel anerersäits, déi virgestallt gi sinn, wat mer natierlech och immens begréissen. Ech kann hei elo net am Detail op dës Strategien agoen, mee ech wéilt awer soen, dass mer et begréissen, dass mer eis fir de Post-Covid-Zenario och en neie Kader stiechen, deen eis verflicht, eis nach vill besser an déi lokal Kontexter eranzeversetzen an déi verschidde Problemfelder vernetzt unzegoen.

Natierlech ass et essentiel, dass mer all déi Erausfuerderungen - vum Klima, der Biodiversitéit, der Fruchtbarkeet vun de Biedem, dem Bien-être, der Bonne gouvernance, der Aarmut, der Inklusioun, der Sécherheetslag an esou weider - als interconnectéiert ugesinn. Duerch zouneemend Verwüstung, Waasserknappheet an esou weider steigt de Risiko vu bewaffnete Konflikter extreem. Dat bitt Terroristen e fruchtbaren Närbuedem, an dat gesäit ee jo och elo an eise Partnerlänner am Sahel.

Eis Kooperatiounsaarbecht ass also och e wichtegt Mëttel am Kampf géint Radikaliséierung a géint bewaffnet Konflikter. Et ass gutt, dass dee Constat esou lues richteg asickert. Elo geet et dräm, d'Theorie um Pabeier och an der Praxis ëmzesetzen. An hei wéilt ech eng Fro un den Här Minister stellen: An zwar wollt ech froen, wéi mer eis dat kënne virstellen, ... wéi elo d'Implementatioun vun deenen dräi Strategien an der Zäitschinn virgesinn ass. Ob dat eng Saach ass vun ... also court terme, ee Joer, oder ob dat sech méi laangfristeg iwwer fënnef oder zéng Joer soll hinzéien.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och der Madamm Mutsch fir d'Iddi zu dëser Aktualitéitsstonn. Merci och dem Här Gusty Graas fir seng - fannen ech - ganz pertinent Interventioun. Dat hunn ech ganz interessant fonnt an ech hu mer geduecht: Do ass awer e Mann, deen e gudden Ausseminister oder och Minister fir Entwécklungshëllef wier - déi zwee! -; dee wier, mengen ech, besser wéi dat, wat mer hunn. Mee ech kommen hei zum Theema, zur Entwécklungshëllef.

Mir sinn natierlech och fir eng Entwécklungshëllef mat Häerz, awer och mat Verstand. D'Entwécklungshëllef ass e positive Wäert, wou et sech lount, dass eist Land sech voll a ganz engagéiert huet. Et soll een awer net den Androck entstoe loossen, wéi wa Lëtzebuerg eleng d'ganz Welt rette kéint. Och an dësem Beräich musse mer awer och ëmmer kucken, wéi mer d'Ausgabe vun eise Steiergelder mat der néideger Suergfalt geréiert kréien.

Mir si wäit iwwert deenen 0,7 % vum nationale Bruttoakommes, déi ee säit dem Accord vu Rio als räicht Land fir d'Entwécklungshëllef soll ausginn. Aner Länner leien effektiv vill méi niddreg. Ech mengen, Frankräich läit bei 0,4 %, Italie bei 0,2 %. Mir si bei 1 % an nawell ass dat net esou ganz richteg, well wann een alles matrechent, wat nach derbäigehéiert - wat mer och fir Flüchtlinge maachen, wat mer nach fir verschidde Klimaziler maachen, fir déi nach zousätzlech Gelder deblockéiert ginn -, da komme mer warscheinlech nach e gudde Krack iwwert deen 1 %. An ech mengen, dat ass schonn eng ganz considerabel Zomm. Do si mer bei engem gudde Krack iwwer 400 Milliounen d'Joer. Dat sinn iwwer zwou Milliarden an enger Legislaturperiod. Dat ass considerabel an och exemplaresch.

E bësse Konkreetes zu deem, wat och elo gesot gouf: An der Sahelzon hu mer jo eng ganz Partie Länner, an déi mer hëllefe ginn. Do gëtt awer och ëmmer geschwat vum Impakt vum Klimawandel. Et ass awer esou - an dat weess ech och als Geograph -: Och scho viru Jorzéngte war d'Situatioun an deene Länner am Sahel wéinst dem Klima schwiereg, well d'Klima do einfach esou ass. Mir sinn do an enger dréchener Savann, an där et ëmmer erëm zu Drécheperiode kënnt. An der Zäit ass dat vläicht manner opgefall, mee de Problem ass: An deene Länner hu mer eng Iwwerbevëlkerung. Dat féiert och zu enger Iwwerweedung vun deene Savannegrieser.

„Desertifikatioun" ass jo och gefall, an dat féiert ganz vill zu deenen typesche Problemer, déi mer an deene Länner hunn - och zwëschent deene Leit, déi nach als Nomaden, als Hierte gelieft hunn, an deenen, déi sesshaft waren an esou weider an esou fort. Ech mengen, et ass och näischt Neits, mee de Problem gëtt natierlech méi grouss, wat vu Joer zu Joer méi Millioune vu Leit an där Zon liewen.

Da wollt ech eppes soen: Et ass jo ee groussen Aspekt, dee vum Gender, dee virgesinn ass, fir dohannen do virzegoen. Dass mir eis net falsch verstinn: Mir wënschen eis och, dass d'Meedercher an d'Jongen déi selwecht Chancen hunn an dat esouwuel bei eis wéi eigentlech iwwerall op der Welt. Et kann ee sech awer eng Rei Froe stellen - den Här Graas huet et vläicht elo méi nuancéiert ausgedréckt wéi ech, mee ech wëll awer e bëssen an déi Richtung goen -: Ass et un eis hei aus dem - soen ech emol - westleche Kulturkrees, fir hinnen eis modern Virstellungen opzwéngen ze goen? Dat ass eng Fro. Wéi wäit wëllt Der hir Kultur, hir Traditioune respektéiere respektiv hinnen eng nei Kultur, eppes Neies imposéieren?

A wann ech et e bëssen iwwerspëtzt wëll soen, da soen ech: Ass dat net awer heiansdo och eng Form vun Neokolonialismus, déi do stattfënnt, wa mer an déi Länner ginn an deene Leit da soe wëllen: „Sou, Dir hutt elo dausend Joer esou gelieft, mee elo musst Der alles änneren, da geet et Iech besser"? Et geet hinne da warscheinlech materiell och besser. Mee ass et un eis? Dat ass einfach eng Fro, déi ee sech ka stellen an deem Kontext.

Effektiv gesäit een och, dass eng ganz Partie Länner, an deene mer hëllefen, ganz grouss Problemer hu mat hire Regimmen, mat Onrouen. Nicaragua ass gefall, den Niger, de Mali elo virun enger Woch. Frankräich wëll seng Kooperatioun op militärescher Basis mam Mali net méi weiderféieren, well et fäert, d'Regierung wär ze no bei den Islamisten. Dat ass eng ganz - awer am negative Sënn - spannend Situatioun an d'Fro ass effektiv: Wéi gi mer mat esou Regimmer ëm a wéi gi mer ëm mat esou Situatiounen, an deene mer engem Land op eemol 30 Millioune d'Joer ginn, an do ass op eemol e Regimm, dee sech duerno katastrophal behëlt.

Voilà, ech menge fir eis ass kloer: Mir sollen Entwécklungshëllef maachen a mir maachen dat jo och. An ech géif nach e weesentleche Punkt ervirsträichen, an deem mer vläicht nach eppes méi maache sollten, quitte dass mer dann an der normaler Entwécklungshëllef vläicht manner géife maachen: Dat ass wierklech an der humanitärer Hëllef. Dat heescht, grad dann, wann eppes Schlëmmes geschitt - iergendeng Naturkatastroph, eng Hongersnout, wat weess ech, eng Seuch -, dass mer dee Moment higinn a wierklech massiv hëllefen. Ech mengen, dat ass eppes, wat ganz wichteg ass a wat mer staark am A behale sollten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. An da wier et un der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President, léif Kolleegen. Merci och der Madamm Mutsch fir dës Aktualitéitsstonn.

Den Impakt vun der sanitärer Kris, vun där mer schwätzen, op d'Entwécklungslänner verstoppt ganz aner Krisen - hei, mee och an den Entwécklungslänner. Wann ech mat menge Kolleegen do änne schwätzen, soe se alleguerten: „Mir hate virun der sanitärer Kris scho ganz vill aner Krisen, an dat heiten ass eng Kusch méi, ganz éierlech!"

Déi sougenannt „Entwécklungslänner" waren also scho laang a multiple Krisen. Déi sinn ekonomesch, sozial a politesch an hunn eiser Analys no hir Ursaach an engem Entwécklungsmodell - en Entwécklungsmodell, deen zum groussen Deel en neokolonialen extraktivistesche Modell ass an deen net de Besoine vun de Populatiounen op der Plaz, mee de Besoine vun eise Länne hei am Norden déngt. Et ass deen neokoloniale Modell, vun deem mer schwätzen. Entwécklung ass awer alles an engem Land, an net just de Kooperatiounssecteur. Dat hunn ech fréi gemierkt, wéi ech viru 14 Joer am Niger war, wéi ech do geschafft a gelieft hunn a wéi ech gesinn hunn, dass mer Schoule gebaut hunn. Et ass och ganz schéin: D'Kanner ginn an d'Schoul, déi Jugendlech ginn an d'Schoul. Mee wa se duerno keng Perspektiven hunn an hirem Land, fir do ze schaffen an ze liewen, dann hu si näischt dovunner an dann emigréiere si. Fir konkreet ze ginn: Si ginn an den Exil! Si ginn an d'Südlänner - ech war am Niger -, an déi méi räich Länner, déi Accès zum Mier hunn, mee si kommen och bei eis.

Ech sinn duerfir dat Lescht, dat seet, mir solle manner maachen. Nee, mir musse méi maachen! Mir mussen awer virun allem net méi mat enger Hand eppes huelen, wat mir mat där anerer Hand ginn. Dat nennt een - an Dir wësst et - Politikkohärenz fir d'Entwécklung a fir d'Mënscherechter. All eis Secteuren - net just d'Kooperatioun, mee all eis Secteuren: d'Finanzpolitik, d'Steierpolitik an den internationalen Handel - mussen also esou ausgeriicht sinn, dass se och de Besoine vun deene Vulnerabelsten an de Südlänner - hei natierlech och, mee och an de Südlänner - déngen.

D'ONGDen, also d'Enwécklungs-ONGen aus dem Kooperatiounssecteur, engagéiere sech säit enger Dose Jore fir dës Politikkohärenz fir d'Entwécklung. Et ass eigentlech schonn eng Schan, dass dëst keng Evidenz ass. Dëst ass eng immens wichteg Aarbecht. A wa si et net gemaach hätten, wa si net d'Luucht do grop geriicht hätten, dann hätt soss keen et gemaach. Duerfir ass d'Roll vun den ONGDen esou wichteg. Si sinn et, déi éischtens emol mat de Mënschen direkt am Kontakt sinn. Si schaffen direkt mat de Partnerorganisatiounen zesummen. D'Kooperatioun ass direkt tëscht Mënschen an tëscht Associatiounen, an net um Regierungsniveau.

An do, wou Regierungen eventuell net kënne matenee schaffen, wéi zum Beispill am Fall vun Nicaragua - et gouf virdru gesot -, do kënnen d'Zivillgesellschaften also weiderhi matenee schaffen. An dat ass dann och d'Äntwert op dem Här Keup seng Fro vu virdrun. Bei Regimmer, mat deenen een eventuell net méi kann zesummeschaffen, kann ee weiderhin um Niveau vun den Zivillgesellschafte matenee schaffen, well et soll een déi Populatiounen net eleng loossen.

D'Approche vun den ONGen ass eng aner wéi d'Approche vun der Regierung: Et ass keng vun uewen erof, mee et ass eng op Aenhéicht. D'ONGDe fleegen direkt mënschlech Relatioune mat de Mënschen a si kréien och d'Informatiounen direkt aus éischter Hand. A well si am direkte Kontakt si mat deene Mënsche sur place an hir Besoine kennen, hu si noutgedrongen eng politesch Analys. Si wëssen, dass alles en Impakt op d'Entwécklung huet an net just de Kooperatiounssecteur, deen den Ament gefrot ass. Duerfir ass déi politesch Aarbecht vun den ONGen eng logesch an eng néideg Konsequenz vun der Aarbecht um Terrain. An et soll een et net trennen, mee d'ONGe solle politesch sinn - menger Meenung no zumindest.

(Interruption)

Ee Beispill vun enger politescher Fuerderung ass sécherlech d'Ophiewe vun de Breveten op de Covid-impfstoffer, wat mir och hei virun e puer Woche gefuerdert haten. Vill ONGe fuerderen och, dass d'Breveten opgehuewe ginn an dass den Impfstoff en Allgemenggutt soll ginn.

Wann ee sech éierlech mat de Besoine vun de Populatiounen an de Südlänner auserneesetzt, da kënnt een net derlaanscht, eng politesch Analys ze hunn an déi politesch-strukturell Ursaache vun de Problemer ze gesinn. D'ONGDe sollen also politesch Aarbecht maachen. Dat ass gutt a wichteg an enger Demokratie, déi eppes op sech hält - ëmsou méi, wéi d'Kooperatiounspolitik selwer sech ëmmer méi depolitiséiert an technokratiséiert.

En anere wichtegen Deel vun der Aarbecht vun den ONGDen - nieft hirer politescher Aarbecht - ass d'Educatiouns- an d'Sensibiliséierungsaarbecht. Et geet hei dräms, op déi déifgräifend Ursaache vun der sougenannter „Ënnerentwécklung" an deene Länner anzegoen. D'Realitéite vun de Südlänner sinn eis Erwuessenen, mee och deene Jonke ganz dacks immens friem. Ëmsou méi wichteg ass et also awer, mat deene Jonke virun allem iwwert dës Realitéiten ze schwätzen an an deem Sënn och hire Kapp e bëssen opzemaache fir aner Realitéiten ausser deenen, déi mir hei erliewen.

Aus eegener Erfarung kann ech soen, dass dës Aarbecht immens noutwendeg ass, well ech si jorelaang fir eng ONG - fir de Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient - an d'Schoule gaangen. Ech hunn dës Aarbecht gemaach. Si kënnt immens gutt un an et ass e grousse Besoin do. An déi Jonk sinn immens interesséiert un dëser Aarbecht.

(Interruption)

Wann Der eng Fro hutt, kënnt Der mer se gär herno stellen.

En anere Volet, deen d'ONGDen an de leschte Joren aus de Südlänner mat bei eis bruecht hunn, ass dee vun de Mënscherechtsverteideger, och „défenseurs des droits humains" genannt. Ëmmer méi Südlänner an och Partnerlänner vun der lëtzebuergescher Kooperatioun gesinn, dass zivillgesellschaftlech Acteuren a Gefor sinn. Och vill vun de Partnerorganisatioune vu Lëtzebuerger ONGDe kréie Bedroungen. Si ginn intimidéiert, attackéiert, kriminaliséiert an och ëmbruecht, an dat, well si sech fir hir Rechter a fir déi vun hire Matmënschen engagéiert hunn.

Am Joer 2018 sinn 321 Mënscherechtsverteideger ëmbruecht ginn, well se sech friddlech entweeder fir Ëmweltrechter a Landrechter oder Indigènërechter engagéiert hunn. Vill vun hinnen - an dat ass ganz wichteg - sinn awer an déi Roll als Mënscherechtsverteideger gerutscht. Si hu se secht net erausgesicht. Et ass ganz dacks eng Fro vum Iwwerliewen. An duerfir ass d'Visibilitéit vun den Defenseuren och esou wichteg a liewensrettend. Och hei ass d'Roll vun den ONGDen nees ervirzesträichen, well si dës Mënsche kennen, ënnerstëtzen an aus hirer Isolatioun eraushuelen.

Mënscherechtsaktivisten a -verteideger kréien och ëmmer manner Plaz a Raum, fir sech ze engagéieren. Dee Phenomeen nennt sech op Englesch „the shrinking space". Dat si legal an administrativ Hürden, déi et de Mënscherechtsaktivisten an -organisatioune schwéier maachen, fir sech fräi ze äusseren. An de Lockdown a ville Länner am Süden huet et den Defenseuren nach méi schwéier gemaach, well si nach méi isoléiert waren.

Mir gesinn, dass och zu Lëtzebuerg eng Rei ONGen diffaméiert an deligitiméiert ginn. Et si virun allem déi ONGen, déi politesch Analysen hunn, well se den Acteuren um Terrain nolauschteren an d'Besoine vum Terrain kennen a well si deemno stéieren.

D'Acteuren aus deem Secteur si besuergt, dass den Espace, wou si sech kënne kritesch äusseren, méi kleng gëtt. Och hei zu Lëtzebuerg kann ech d'Beispill vun SOS Faim nennen, déi vun enger multinationaler Firma ugeklot gi sinn.

Mir géifen eis wënschen, dass déi spezifesch Roll vun den ONGen unerkannt gëtt an dass och de Kooperatiounsministère sech resolutt hannert si stellt, wa si attackéiert an delegitiméiert ginn.

Wann ech haut den Accent vu menger Ried op d'Roll vun den ONGDe leeën, dann ass et, well vill ONGDe säit Längerem d'Gefill hunn, dass si net méi als vollwäertege Partner wouergeholl ginn, mee als e lästegen Acteur, dass hire Spillraum fir Eegeninitiative méi kleng an den administrativen Opwand ëmmer méi grouss gëtt an dass hir politesch Analys awer net méi esou erwënscht ass.

Mir géifen eis wënschen, dass déi spezifesch Roll vun den ONGDen an der Kooperatioun erëm méi unerkannt gëtt an dass si erëm als dat gesi ginn, wat si nämlech sinn: e wichtegen an onëmgängleche Acteur vun der lëtzebuergescher Kooperatioun!

Ech wollt awer nach zum Schluss hei meng Motioun deposéieren, déi net direkt d'Kooperatioun betrëfft, awer d'ONGen. Dir wësst, dass eng ganz Rei ASBLen, déi net konventionéiert sinn, awer duerch d'Pandemie Ausfäll hu bei hire Recetten. Dat betrëfft virun allem d'Associatiounen, déi representativ si fir gewësse auslännesch Gruppen a Kulturen, déi ... An engem Schreiwes vum CLAE, dat Der eventuell - vläicht op der CLAE-Plattform vun den Associations d'étrangers - och kritt hutt, hu si viru Kuerzem op déi Problematik higewisen. Et si virun allem kleng Associatiounen, déi deelweis Loyeren ze bezuelen hunn an och Salariéen ze bezuelen hunn an awer wéinst den ..., déi och zum Deel net de Chômage partiel konnte benotzen, fir dës Salariéen ze bezuelen. Wéinst de Covidmesurë konnte si awer eebe keng Fester, keng Aktivitéite méi organiséieren, an duerfir krute se keng Recetten eran a stinn elo zum Deel virun existenzielle Problemer.

Duerfir wollt ech eng Motioun erareechen, déi d'Regierung opfuerdert, finanziell Hëllefe virzegesi fir dës Associatiounen, déi vun der Pandemie betraff sinn an déi bis elo eeben - wéi gesot - net konnte vu staatlechen Hëllefe profitéieren. Wéi gesot, ech weess, dass dat net direkt d'Kooperatioun betrëfft. Duerfir verzeit mer, wann ech e bëssen hors-sujet sinn, mee ech sinn och direkt averstan, dass mer dës Motioun an d'Kommissioun verweisen - wann Der wëllt - a se do wannechgelift zäitno diskutéieren, well et ass wichteg an awer och besser spéit wéi ni.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'un certain nombre d'associations sans but lucratif n'ont pas eu accès à un soutien financier de la part de l'État pendant la pandémie du Covid-19 ;

- considérant que certaines de ces associations ont été durement touchées sur le plan financier par la pandémie, puisqu'elles ont dû faire face aux dépenses courantes sans pouvoir maintenir leurs acti-

vités habituelles qui leur assuraient leurs recettes en temps normal ;

- considérant que la plupart de ces associations assument un rôle important dans la société luxembourgeoise et que beaucoup d'entre elles ont fait preuve d'un important engagement en faveur de la mitigation des effets de la pandémie ;

- considérant les appels répétés du Comité de liaison des associations d'étrangers (CLAE) en faveur d'une aide financière pour ces associations ;

invite le Gouvernement :

- à mettre en place un mécanisme spécifique d'aides financières en faveur des associations sans but lucratif qui sont confrontées à des difficultés financières à cause de la pandémie du Covid-19 et qui n'ont pas eu accès à des aides ou subventions étatiques.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech der Madamm Mutsch an der LSAP Merci soe fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn, well et ass e wichtegt Theema.

Mir Piraten sinn och frou, datt d'Kooperatiounsassisen dëst Joer erëm konnte stattfannen an esou erëm mat den Acteuren um Terrain iwwert d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef konnt diskutéiert ginn.

D'Piraten freeë sech virun allem, datt d'Égalité du genre - also ee vun den dräi Kärtheeme vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef - festgehale gouf. Covid huet vill Projeten no hanne verréckelt an d'Zukunft vu ville Kanner op d'Spill gesat. Laut den Zuele vun der Unesco wäerte 24 Millioune Schülerinnen a Schüler de Wee an d'Schoul net méi zréckfannen. Covid eleng huet d'Käschte fir de Bildungssystem an äermere Länner laut dem Global Education Monitoring Report ëm 50 Milliarde klamme gelooss. Virun allem Meedercher a Kanner mat Handicap hunn hir Chance op Bildung an deene leschte Wochen, Méint, jo, an deem leschte Joer verluer. Dës Kanner gi vun hiren Elteren erëm schaffe geschéckt. Laut Unicef kéint d'Unzuel vu Kanneraarbechter esou déi éischte Kéier zanter 20 Joer erëm klammen. D'Kanner an hir Eltere wäerten Hëllef brauchen, fir erëm aus dësem Lach erauszefannen.

D'Piraten si frou, datt d'Gläichberechtegung bei all zukünftegem Investissement vu Lëtzebuerg sollt eng Roll spillen. Allerdéngs liest een am Plang vun der Regierung ganz vill vun der Gläichberechtegung tëscht Mann a Fra an net vill iwwert d'Rechter vun der LGBT+-Community. Mir all wëssen, datt Persoune wéinst hirer Sexualitéit oder hirem Geschlecht nach ëmmer a ville Länner ausgeschloss oder souguer bestrooft ginn. Dorun huet och d'Deklaratioun vun der EU, sech selwer als LGBTIQ-free-Zone - also fir sech do dergéint ze stellen - net direkt eppes geännert, och wann et e ganz wichtegt Zeeche war.

„Leave no one behind" soll jo ee vun eise Mottoen a puncto Entwécklungshëllef sinn. A genau dorop poche mir Piraten och weiderhin. Fir eis musse Länner, déi Hëllef vu Lëtzebuerg kréien, sech net nëmme fir e politescht Matsproocherecht fir Fraen an eng Reduktioun vu Gewalt asetzen, mee se mussen och kloer weisen, datt LGBTQ+-Persoune bei hinnen als gläichwäerteg Membere vun der Gesellschaft unzegesi sinn, an dëst och net spéitstens 2030, mee elo direkt.

D'Piraten fuerderen, datt d'Kooperatiounspolitik vun eisem Land onofhängeg vun eise wirtschaftlechen Interessen ass. Duerfir sti mer der Prioritéit vun der Regierung, fir d'Finanzsecteuren an dëse Länner a puncto Digitaliséierung a Cybersecurity weiderzedreiwen, dach e bësse skeptesch géintiwwer.

Natierlech mussen déi sougenannt „FSPen" (ndlr: Financial Service Provider) an dëse Länner hir Servicer kënne sécher ubidden, an natierlech huet Lëtzebuerg e groussen Knowhow weiderzeginn. Mee de Saz - an ech zitéieren - "As […] populations gain extended access to financial services, they can undertake investments in essential social services, which in turn improves their livelihoods" ass dach awer e bëssen ze kuerz gefaasst, well d'Mënschen am Mali am Moment wuel aner Suergen hu wéi de sécheren Accès op eng Bank.

Ech selwer hunn et am Senegal erlieft, wéi schwiereg d'Situatioun um Terrain ass, och wa Mikrokreditter zur Verfügung stinn, och wann et Mutualitéite gëtt. An do schwätzen ech nach net vun enger multinationaler Bank, mee wierklech vun enger Mutualitéit, déi um Terrain probéiert, Mikrokreditter ënnereneen ze vermëttelen. Mee dat ass net déi éischt Suerg vun de Leit!

Déi éischt Suerg vun de Leit um Terrain ass meeschtens, eng gutt Bildung ze kréie fir hir Kanner, wa se sech dat leeschte kënnen. Haaptsächlech eeben och fir Kanner, déi vläicht aus nach méi prekäre Situatioune kommen, haaptsächlech och behënnert Kanner. Dat ass e risege Problem, well déi Schoulsystemer si meeschtens net ekipéiert.

Dann hu mer de Problem vu Koranschoulen, eppes, wat souwisou och e ganz abstruust Konzept ass, wann ee sech dat hei zu Lëtzebuerg eng Kéier ukuckt, mee bei deem Kanner awer wéinstens - an do gesäit een dann och d'Kompromësser an der Entwécklungspolitik - nach iergendeng Bildung kréien! Soss wär d'Alternativ, datt se schaffe geschéckt ginn.

Mee den Accès zur Bank oder en digitale Bankeservice, wéi mir dat kennen, gëtt et do net. Ech si ganz éierlech: Ech hunn och e bëssen Zweifel dorunner, ob eis Finanzplaz, déi scho Richtung Webbanking, Digital Banking, Mobile Banking geet, iwwerhaapt direkt déi richteg Kompetenzen huet, fir mat engem afrikaneschen Handysprovider kënnen ze kooperéieren, bei deem et nach ëm ganz aner Zougäng zum Bankesystem geet, wéi dat hei zu Lëtzebuerg respektiv an der éischter Welt am Moment de Fall ass.

Wéi gesot, Lëtzebuerg huet eng gewëssen Expertis, an déi solle mer och weiderginn. Mee Piliere wéi Gläichberechtegung an Aarbechtsplazen am Secteur vun der Nohaltegkeet schafe sinn awer fir eis méi wichteg Prioritéiten, wéi datt mer Digitaliséierung a Cybersecurity vu Financial Service Providers stäerken.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir si mat den Ziler vun der Regierung, esou wéi se an den Assisë presentéiert goufen, grondsätzlech averstanen. Bildung, Gläichberechtegung an de Kampf géint op Geschlechter baséierend Gewalt dierfen net eréischt 2030 bei all eise Projeten eng Roll spillen, mee mussen haut schonn den Eckpeiler vun eiser Entwécklungspolitik sinn.

Mir sinn duerfir mat der genereller Richtung averstanen, wat d'Kooperatiounspolitik ugeet. Mee mir wëllen drop hiweisen, datt mer eis als eent vun deene räichste Länner op dëser Welt dach méi e héicht Zil misste setzen, wéi nëmmen „do not harm".

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Här President, léif Deputéiert, fir d'éischt e grousse Merci un d'Lydia Mutsch fir dës Geleeënheet, fir iwwert d'Erausfuerderunge vun der Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht hei zesummen an der Chamber ze schwätzen.

Ech mengen, dass et effektiv wichteg war, déi Assisen dëst Joer ze organiséieren. Mee ech mengen, et ass grad esou wichteg, dass mer hei an der Chamber kënnen zesummen doriwwer diskutéieren. E weidere Rendez-vous wäert Enn Juli sinn, wann ech an d'Chamberskommissioun kommen - bei den Yves Cruchten an d'aussepolitesch Kommissioun -, fir eng Rei nei Picken ze presentéieren an och eng Rei aner Sujeten a Projete vun der Entwécklungszesummenaarbecht an der Aide humanitaire mat Iech ze diskutéieren. Natierlech wäerte mer och an der zweeter Hallschent vum Oktober dëst Joer den Debat iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht hei zesummen an der Chamber féieren, wéi mer dat och schonn d'lescht Joer gemaacht hunn.

Et ass wichteg, mengen ech, fir elo à ce stade och eng Kéier de Punkt ze maachen an enger Zäit, wou mer no engem Joer ... wou mer och an der Entwécklungszesummenaarbecht ganz intensiv mat der Pandemie vum Covid-19 konfrontéiert waren. Offiziell - an Dir kennt de Chiffer - si méi wéi dräi Millioune Mënschen un de Suitte vum Virusgestuerwen. Allerdéngs gëtt et verschiddene Recherchen no - an dat ass an engem Artikel vun „The Economist" virun e puer Wochen och verëffentlecht ginn - eng wäit méi héich Donkelziffer, déi seet oder virgesäit, dass op d'mannst zéng Millioune Doudesfäll mat der Pandemie kéinten zesummenhänken. An eng grouss Majoritéit vun deenen Doudesfäll, ronn sechs bis siwe Millioune Verstuerwener, déi net offiziell gezielt goufen, wieren an den Entwécklungslänner ze fannen.

De Virus verbereet sech ouni Erbaarme weider, a wa mer et net packen, eng Impfung op globalem Niveau ze assuréieren, lafe mer Gefor, dass sech déi tragesch Zeenen, wéi mer se an deene leschte Wochen notamment an Indie gesinn hunn, an anere Länner widderhuelen.

Ech war dës Woch zu Genève, wou ech bei enger Rei UNO-Agencen am Beräich vun der Aide humanitaire war, wou ech och eng Rei nei Accord-cadren ënnerschriwwen hunn, fir se ze ënnerstëtzen. Ech war notamment och bei der OMS, wou ech eng Entrevue mam Directeur général Dokter Tedros hat, deen dat effektiv nach eng Kéier betount a gesot huet: „Jo, et besteet effektiv e Risiko, dass, wa mer mat der Impfcampagne am globale Süden net schnell virukommen, effektiv nei Varianten opkommen, nei Varianten entstinn, déi dann och nach eng Kéier bei eis an d'Weste kënnen zréckkommen." Et ass esou, dass am Westen, an der entwéckelter Welt, ee vu véier Leit mëttlerweil geimpft ass oder op d'mannst eng éischt Impfdosis kritt huet. Am Verglach dozou ass et ee vu 500 am globale Süden.

De Sproch "no one is safe until everyone is safe" ass also ganz sécher net eng einfach Floskel. D'Weltbank schätzt, dass wéinst dem Virus méi wéi 150 Millioune Leit an extreem Aarmut fale kéinten. Dat ass déi éischt Steigerung an der globaler extreemer Aarmut zanter 1998.

D'Entwécklungszesummenaarbecht ass also haut méi wichteg a méi pertinent wéi jee virdrun. Si ass méi wichteg, mee se ass awer och méi komplizéiert. Mir hu wärend der Pandemie alles missen ëmorganiséieren. Mir hu Budgete frësch programméiert. Mir hunn d'Presenz um Terrain missen iwwerdenken an esou weider. D'Situatioun war an ass och an all Land anescht an et war net evident, fir iwwerall den Teletravail an d'Securitéit vun onse Leit op der Plaz ze garantéieren. Alleguerten hu se e groussen Asaz bewisen an alles drugesat, fir dass d'Lëtzebuerger Kooperatioun schnell an effikass konnt op de Covid-19 reagéieren.

D'Lëtzebuerger Kooperatioun huet, wéi d'Lydia Mutsch dat och ënnerstrach huet, séier reagéiert, fir hir bi- a multilateral Partner souwéi och d'Zivillgesellschaft ze ënnerstëtzen. Mir konnte méi wéi 70 Milliounen Euro bäisteieren, fir op d'Covidpandemie ze reagéieren an och fir déi sozioekonomesch Konsequenzen anzedämmen. Dozou gehéiert eis Ënnerstëtzung vum internationale Mechanismus fir d'Impfstoffverdeelung, dem COVAX. Ech hu viru Kuerzem och decidéiert, ons Kontributioun zum COVAX ze verduebelen an eng weider Millioun Euro bäizesteieren.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Och wa mer iwwerzeegend Resultater erreeche konnten, leien evidemment nach enorm Erausfuerderunge virun eis.

D'Ëmsetzung vun de Projeten an onse siwe Partnerlänner leeft den Ament relativ gutt. No enger Adaptatiounsphas am Ufank vun der Pandemie, wou alles méi lues gaangen ass, hu mer elo do eise Rhythme de croisière fonnt. Obwuel evidemment d'Covidzuelen a verschiddene Länner nach an d'Luucht ginn - notamment an Asien, wou d'Grenzen och nach zoubleiwen, wouduerch eis Aarbecht natierlech net méi einfach gemaach gëtt -, gesi mer awer trotzdeem eng Amelioratioun an der Ëmsetzung vun eise Projeten.

Politesch Evenementer wéi déi am Mali hunn natierlech och en Impakt an eng Situatioun wéi déi am Myanmar féiert ons leider dozou, do ganz opzehale mat der bilateraler Hëllef. Myanmar war natierlech, wéi Der wësst, kee Partnerland, mee en Zilland, wou mer nach ee Projet haten, deen och esou gutt wéi ofgeschloss war. Mee mir hunn awer - fir do och e Signal ze setzen - decidéiert, fir dee Projet net weiderzeféieren.

De Gusty Graas an och aner Deputéiert sinn och op d'Situatioun am Nicaragua agaang. Nicaragua ass natierlech och e komplizéiert Land mat engem Regimm, deen evidemment net an déi richteg Richtung gaangen ass. An et ass esou, dass mer decidéiert hunn, eis bilateral Kooperatioun mam Nicaragua net weiderzeféieren. Allerdéngs ass et awer natierlech esou, dass mer do weiderhin am Multi täteg sinn, awer och nach weiderhi Projete maache mat der Société civile, mat ONGen, an eis och um regionalen Niveau net desengagéieren.

Wann eng humanitär Kris opkënnt, muss ee schnell reagéiere kënnen a mir hunn déi néideg Moyenen a Prozeduren, fir dat kënnen ze maachen. Notamment de Fait, dass mer d'Aide humanitaire an de Fonds de la coopération au développement migréiert hunn, erlaabt ons, méi schnell a méi flexibel ze reagéieren, obwuel dat d'lescht Joer fir e bëssen Opreegung gesuergt huet, well déi Ligne budgétaire op eemol verschwonne war.

Och oder grad an humanitäre Kontexter muss awer och op eng koordinéiert Manéier geschafft ginn. An et kann een net einfach esou anzwousch hifléien a probéieren ze hëllefen, ouni déi genau Besoinen, mee och d'Sekuritéitssituatioun sur place ze kennen. Dat hëlt natierlech alles e bëssen Zäit, mee och do sinn an de leschte Joren enorm Progrèse gemaacht ginn.

Mir hunn ee Projet - d'Instrument vum emergency.lu -, wou mer oft mat deenen Éischten op der Plaz sinn. Dank onser Zesummenaarbecht mam ETC, mam Emergency Telecommunications Cluster vum PAM (ndlr: Programme alimentaire mondial) - mat deem ech d'ailleurs Enn des Mounts ons Partnerschaft verstäerke wëll -, bréngе mer dat fäerdeg. Ech war op menger Rees och den ETC-Hub zu Dubai besichen an ech kann Iech soen, dass dat eng Facilitéit ass, déi wierklech ganz impressionnant ass.

Dat ass och eent vun de Beispiller, Här Clement, vun enger Zesummenaarbecht publique-privée, wou mer effektiv mat eisem Privatsecteur an deene Léisungen, déi mer hei zu Land hunn - en l'occurrence an der Konnektivitéit -, mat SES a mat engem Acteur wéi HITEC zesummegeschafft a wierklech e Projet an e Produit op d'Bee gestallt hunn, déi haut an der humanitärer Communautéit universell solicitéiert an och appreciéiert ginn. Besonnesch am Kontext vum PAM, awer och vun aneren humanitären Acteuren, gi mer ëmmer erëm gefrot, fir den emergency.lu anzesetzen.

Firwat soen ech dat? E bëssen als Äntwert an als Reaktioun op Är Ausso, dass Der et mat enger gewëssener Suspicioun gesitt, wa mer dat am Beräich vun der Finanz, awer och an anere Beräicher vun eiser Ekonomie, wéi zum Beispill am Digitalen, an eiser Entwécklungszesummenaarbecht an och an eisem Humanitaire probéieren anzesetzen, géif ech gäre soen, dass dat absolutt Sënn mécht, dass dat ganz wäit ewech ass vun enger komescher an ongesonder Verquickung vun Ekonomie a, Kooperatioun, mee dass dat au contraire dat ass, wat mer musse maachen, fir nei Weeër ze goen, fir eeben déi Forcen, déi mer hei hunn - déi „unique selling proposition" - am Digitalen, awer och an de Finances inclusives am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht anzesetzen.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Leider gesi mer awer och, dass et - an d'Lydia Mutsch huet et ugeschwat - ëmmer méi humanitär Krise gëtt, déi sech och an der Durée - heiansdo souguer op Joerzéngten - verlängeren, sougenannt „protracted crises". An do muss och d'Hëllef un de Kontext ugepasst ginn.

An deem Kontext hat ech och zu Genève eng ganz interessant a räich Diskussioun mam Peter Maurer, dem President vum Comité international de la Croix-Rouge, e ganz interessanten, ganz erfarene Mann, dee mer wierklech och nach méi ze verstoe ginn huet, wéi komplex d'humanitär Zesummenaarbecht haut ass am Kontext vun deene verlängerte Krisen, déi iwwer Joren, Jorzéngten daueren - sief et am Jemen, a Syrien, am Afghanistan oder op anere Plazen -, a wéi wichteg haut déi Approche vum Nexus „paix-sécurité-développement" ass, wann een iwwert d'Aide humanitaire schwätzt.

D'Aide humanitaire kann een haut u sech bal net méi lassgeléist vun der Entwécklungszesummenaarbecht gesinn. Déi zwee gräifen haut aneneen. Dat mécht d'Saachen natierlech net méi einfach, mee et ass indispensabel, fir dat och an der Entwécklungszesummenaarbecht mat anzeplangen.

An deem Kontext wëll ech Iech och gäre soen, dass eis Stratégie humanitaire am Ministère vun der Kooperatioun nach dëst Joer am Sënn vun deenen neie Begeebenheeten an am Sënn vun där neier Donne, déi ech Iech elo just beschriwwen hunn, adaptéiert gëtt.

Am Afghanistan si mer säit 2011 mat der PATRIP Foundatioun aktiv, an dat am Secteur WASH - water, sanitation, health -, méi prezis mat Drénkwaasser a sanitären Installatiounen an de Biergdierfer am Grenzberäich Afghanistan/Tadjikistan.

Fir dëst Joer hu mer en neien Accord mat hinne geplangt, an och am Afghanistan hu mer mat der FAO (ndlr: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) eng drëtt Phas - 2021 bis 2023 - vun engem Projet am Beräich Agrikultur an Alimentatioun mat engem Budget vun dräi Milliounen Euro lancéiert.

Wat d'Schwéierpunkte vu Santé an Educatioun ugeet, déi och eng Partie Deputéiert ugeschwat hunn, erënnert d'Pandemie eis all Dag drun, wéi wichteg Investissementer an den Zougang zur Ausbildung an zur Gesondheet sinn, besonnesch wat Diagnosen, Traitementer an Impfungen ugeet. Duerfir wäerte mer och weiderhin zirka 15 % vun eiser APD (ndlr: aide publique au développement) an den ODD 3 - bonne santé et bien-être - investéieren, deen d'Réckgrat bilt fir d'Ëmsetzung vun der Agenda 2030.

D'Basiseducatioun a professionell Ausbildung - notamment fir Jonker a Fraen - sinn des Weideren de Grondstee vu souzesoen all onse PICen (ndlr: Programmes indicatifs de coopération), wéi zum Beispill deene mam Niger, déi mer den 19. Mee wärend der Visitt vum President Bazoum ënnerschriwwen hunn. An dat ass och e gutt Beispill, fir ze weisen, dass dat, wat mer do am Beräich vum Gender maachen, alles anescht ass wéi eng neokolonial Politik, wéi dat hei vu verschiddene Riedner ugelaut ginn ass. Gender ass absolutt net eppes, wat mir anere Länner opdrécken; et ass absolutt net eis Valeuren transposéiert an e Kontext, an dee se net erapassen. Bien au contraire! Den Niger ass do en exzellent Beispill.

Am Niger huet de President Bazoum eng Politik vu „family planning" virgesinn, mat där en och zum groussen Deel gewielt ginn ass a wou en zum Beispill Internater wëll asetzen, fir justement jonk Meedercher bis zu 15, 16 Joer an der Schoul ze behalen, fir ze evitéieren, dass se zu vill fréi Kanner kréien, a fir ze evitéieren, dass se hiert Liewe net esou kënne gestalten, wéi se et gären hätten.

An all deene Länner an och an all eise Partnerlänner ass erkannt ginn, dass den „empowerment" - d'Autonomisatioun, d'Independenz vu Meedercher a vu jonke Fraen - e ganz wichtege Schrëtt ass, wann ee gäre weiderkënnt an der Entwécklungszesummenaarbecht an deene Länner. Wann ee jonk Fraen autonomiséiert, wann ee se an d'Responsabilitéit kritt, wann een hinnen e selbststännegt Liewe gëtt ..., dat huet näischt mat Neokolonialismus ze dinn! Dat huet mat der Demande ze dinn, déi vun deene Länner kënnt. An duerfir maache mer dat an eiser Entwécklungszesummenaarbecht.

D'Pandemie huet och nach emol ënnerstrach, dass international Zesummenaarbecht a Solidaritéit den onverzichtbare Grondsteen si fir en effikasse Kampf géint de Virus a géint d'Aarmut an der Welt.

Als leidenschaftlech Verdeedeger vum Multilateralismus si mer Deel vun der Initiativ „Team Europe", déi den Impakt an d'Visibilitéit vun eisen Aktioune renforcéiert. An duerfir hu mer och trotz Kris a Budgetsaschränkungen eis Ënnerstëtzung fir eis wichtegst multilateral Partner am Beräich Santé verstäerkt, dorënner d'OMS, de Fonds mondial an d'Impfallianz Gavi. A wéi gesot, nach eng Kéier: Wärend menger Visitt zu Genève krut ech nach eng Kéier confirméiert - och vum Generaldirekter vun der OMS -, wéi wichteg eis Partnerschaft ass fir Organisme wéi d'OMS, awer och fir munch anerer am Beräich vun der Santé.

Här President, ech géif zum Schluss och nach gär e Wuert soen zu zwee Punkten.

Deen ee Punkt, dat ass de Reproche, deen hei formuléiert ginn ass vun der Deputéierter Oberweis, dass mer net genuch géifen op d'ONGe lauschteren, op d'ONGDe lauschteren an eiser Entwécklungszesummenaarbecht.

Ech géif Iech gäre soen, dass dat net stëmmt! Mir hunn en Dialog mat den ONGen, dee continu ass. Mir hunn notamment en Dialog mam Cercle des ONG, deen am Kontext vum Comité interministériel bei eis allkéiers invitéiert gëtt, wann et justement ëm d'Cohérence des politiques geet. Ech war och viru Kuerzem beim CITIM, deen ech och perséinlech als Partner schätzen, deen eng wichteg Aarbecht mécht a senger Analys vun der Cohérence des politiques. Ech sinn och dorobber agaang wärend den Assisen, wéi ech op eng Partie Saachen ugeschwat gi sinn, wou Inconhérencë pointéiert gi sinn.

Et ass also guer net esou, dass mer deen Dialog net hunn an dass mer se net seriö huelen, bien au contraire. Et ass och eng Diskussioun, déi mer féieren am Kader vun der OCDE am CAD (ndlr: Comité d'aide au développement), deen eis par ailleurs och seet, dass eis global Strategie an der Entwécklungszesummenaarbecht déi richteg ass an dass se an déi richteg Richtung geet. Mee dat ass eppes, wat mer immens wichteg ass: Dee Seriö, mat deem mer op d'ONGen zouginn, mat deene mer se begéinen a mat deene mer mat hinnen dialogéieren. Ech géif dat also wierklech net gären esou am Raum stoe loossen, wat do gesot ginn ass.

Et ass och nach vum Paul Galles gesot ginn, dass mer solle kucken, dass mer net mat der Strenz an net op eng ondifferenzéiert Aart a Weis virginn an eiser Kooperatiounspoltik. An ech géif och do gäre soen, dass dat wierklech net de Fall ass.

Zum Beispill bei der Ëmsetzung vun eisen neie Strategien - d'Strategie Gender, mee awer och déi Strategie am Ëmweltberäich an an dem Klimawandel -, do gi mer elo hin a mir maachen e Plan d'action fir eng konkreet Ëmsetzung vun deene Strategien, wou mer se energesäits transversal op all eis PICen, op all eis Projeten applizéieren. Dat heescht, den Aspekt Gender wéi och den Aspekt Ëmweltprotektioun a Klimawandel wäerten allkéiers an all eis Projeten, an all eis Beräicher mat erafléissen. An zweetens wäerte mer och ganz konkreet Projeten definéieren an deene Beräicher, am Partenariat mat all eise Partnerlänner, wéi dat zum Beispill am PIC mam Cap-Vert geschitt ass. Dat selwecht wäert och elo geschéien an deem nächste PIC mam Burkina Faso an och an all deenen aneren, wou mer eis Strategien do wäerten ëmsetzen.

D'Ëmsetzung, fir dem Stéphanie Empain ze äntweren, wäert also geschéien am Kader vun deene Plans d'action, déi mer elo formuléieren. Et wäert also och elo ganz schnell geschéien. An och am Kontext vun deene Plans d'action wäerten d'Leit forméiert ginn, souwuel am Ministère wéi och bei LuxDev wéi och um Terrain bei eisen Ambassaden. Dat ass alles virgesinn.

Et ass natierlech esou, dass een et ëmmer nach ka besser maachen. Mee et ass wierklech Suerg dofir gedroe ginn, dass mer de maximalen Impakt an eiser Entwécklungszesummenaarbecht kréien. An duerfir hu mer eis och déi nei Strategien do ginn, fir nach méi inklusiv an nach méi effikass kënnen ze schaffen.

Ech soen Iech villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Kooperatiounsminister Franz Fayot. Parole après ministre fir d'éischt fir d'Madamm Nathalie Oberweis an dann duerno fir den Här Paul Galles. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci. Souwäit ech weess, däerf een hei äntweren, wann ee mam Numm genannt gëtt. Ech hoffen, ech maachen elo kee Feeler hei.

Merci, dass Der mer geäntwert hutt op dat, wat ech u sech ugedeit hunn. Ech sot net, dass et keen Dialog géif ginn. Well ech weess, et gëtt en Dialog, deen och institutionaliséiert ass. Ech weess dat.

Et war méi d'Fro, awéiwäit d'ONGen an hirer politescher Aarbecht, an hirer kritescher politescher Roll, déi se solle spillen, vum Ministère och ënnerstëtzt ginn. Ech weess, dass dat um Pabeier stëmmt. Ech sot just, dass ech mengen, souwäit ech dat matkréien, dass d'ONGen ëfters d'Gefill hunn, dass se eventuell net onbedéngt ënnerstëtzt ginn an där politescher Roll, déi kritesch Aarbecht ze maachen, déi se solle maachen, an eeben och, dass elo an der Lescht ëfters ONGen diffaméiert goufen, delegitiméiert goufen. An awéiwäit de Ministère si do ënnerstëtzt. Et war méi dat.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. Da vläicht nach den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Jo merci, Här President. Och merci, Här Minister, fir déi vill Erklärungen. Ech fannen, et ass e ganz interessanten Debat.

Ech wollt nach eng Kéier nofroen, well ech mech besonnesch op d'Klimastrategie e bësse fokusséiert hunn, well déi mech immens interesséiert, wéi d'Zesummenaarbecht tëschent Ärem Ministère an dem Ëmweltministère an deem Beräich ass, also, wie sech do firwat kompetent fillt a wéi sech do dann och déi verschidde Verantwortungen opgedeelt ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Galles. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Här Kooperatiounsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Fir vläicht da mat där zweeter Fro unzefänken: Et ass esou, dass mer eng ganz gutt an eng ganz enk Zesummenaarbecht hu mam Ëmweltministère. Dir wësst, dass mer an deem leschte Regierungsprogramm eng sougenannten „Approche pangouvernementale" festgehalen hunn, wou mer och aner Ministèren an aner Beräicher mat eranhuelen an eis Entwécklungszesummenaarbecht, wéi zum Beispill d'Klima an d'Ëmwelt.

Dat hu mer zum Beispill gemaach an deem neie PIC mam Cap-Vert, wou mer erneierbar Energië mat dran hunn, awer och Ëmweltaspekter mat dran hunn. All déi Saache sinn natierlech zesumme mam Ëmweltministère ausgeschafft ginn an och zesumme mat hinne formuléiert ginn. Mir kucken ... Dir wësst, dass och nach e bëssen APD (ndlr: Aide publique au développement) beim Ëmweltministère ass. An och do kucke mer natierlech, dass mer déi Projeten elo zesumme formuléieren, fir dass déi och mateneen zesummegräifen an aneneegräifen, fir do eng maximal Effikassitéit ze kréien. Dat gëtt also scho gemaach.

Zu der Observatioun oder der Fro vun der Madamm Oberweis. Nach eng Kéier: Ech mengen, ech kann dat net wierklech novollzéien, dass mer elo déi ONGen, déi sech méi politesch asetzen ... A wann een iwwer Cohérence des politiques schwätzt, ass een natierlech direkt an der Politik dran. Par ailleurs sinn ech der Meenung, dass bal alles politesch ass, besonnesch an der Entwécklungszesummenaarbecht.

Ech hunn do en oppene Kanal mat all deenen ONGen a mat all deene Leit. Dat bescht Beispill ass dat vum Devoir de vigilance am Beräich vun de Mënscherechter, wou ech ganz oft dat Kollektiv vun deenen ONGe gesinn, déi sech asetze fir eng Legislatioun fir den Devoir de vigilance, souwuel am Wirtschaftsministère, mee och an der Kooperatioun, wou ech mat deene Leit schwätzen, voilà, wou mer net ëmmer eent zu eent op där selwechter Linn sinn, mee wou mer oppe matenee schwätzen a wou ech absolutt kee Problem domat hunn.

Mir hunn och wierklech ... Ech hunn net d'Impressioun, dass mer iergendeen do briméieren oder versichen, iergendengem ee Maulkuerf opzesetzen. Gutt, wann natierlech judiciaire Prozeduren ënnerwee sinn, déi vun iergendengem, déi vu Betriber oder vu Privatinterête lancéiert ginn, bon, do hu mer natierlech net schrecklech vill Influenz drop.

Ech fannen net, dass dat eng gutt Method ass, fir alles ze judiciariséieren - och d'ailleurs net an der Politik, mee dat ass eng aner Diskussioun. Mee ech mengen net, dass mer iergendwéi engem do e Maulkuerf undinn. Dat heescht, dat Gefill, ech notéieren dat, ech huelen dat zur Kenntnis, mee ech kann dat net richteg novollzéien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Kooperatiounsminister.

Motion 1

Ier mer dëse Punkt kënnen definitiv ofschléissen, musse mer nach iwwert d'Motioun befannen. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. An ech mengen, d'Madamm Oberweis hat et selwer gesot: Si hat proposéiert, dass mer sollten an der Kommissioun driwwer diskutéieren. Ech mengen, dass et effektiv gutt wier, sech eng Kéier Gedanken driwwer ze maachen, well d'Associatiounen, d'ONGen, ob se elo hei am Land aktiv sinn oder och am Ausland, déi leiden natierlech och wéi vill anerer ënnert de Suitte vun der Covidpandemie.

Duerfir, mengen ech, wier et gutt, wa mer eis eng Kéier géifen driwwer austauschen. An ech géif profitéieren, well de Minister Fayot haut hei ass, fir en ze froen, ob mer dat da kéinten zum Beispill den 19. Juli mat op den Ordre du jour huelen. Dat ass deen Dag, wou e bei eis kënnt, fir dann iwwert deen neie PIC Niger ze schwätzen, entre autres, an all déi aner Saachen, déi hien a senger Fonctioun als Minister nach um Leescht huet.

Duerfir, wann hien domadder d'accord ass a wann d'Madamm Oberweis dermat d'accord ass, géif ech proposéieren, se an d'Kommissioun ze huelen. Da bräichte mer elo net driwwer ofzestëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Cruchten.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da soll d'Kommissioun sech mat dëser Motioun befaassen.

(La motion 1 de Mme Nathalie Oberweis est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.)

8. Changement de composition d'une commission

Ier mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour kommen, wëll ech nach Äert Averstännis froen, wat d'Zesummesetzung vun der Commission de la Santé et des Sports ugeet, wou d'CSV-Fraktioun ugefrot huet, datt den Här Michel Wolter den Här Georges Mischo all Kéier fir de Punkt iwwert d'Proposition de loi 7808 iwwert d'Teststrategie an den Alters- a Fleegeheimer ersetzt, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dëser Proposition de loi.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung, wat d'Zesummesetzung vun dëser parlamentarescher Kommissioun ugeet, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

9. Débat de consultation au sujet du Rapport sur le Fonds spécial de soutien au développement du logement

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Consultatiounsdebatt iwwert de Rapport vum Spezialfong fir de Logement. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies, den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Semiray Ahmedova, den Här Roy Reding, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. An ech géif elo d'Wuert ginn un den Här Henri Kox, de Logementsminister.

Exposé

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Ech weess net, ob et Iech och esou waarm ass, awer et ass extreem dompeg heibannen.

E schéine gudde Mëtten. Merci, Här President, fir Är Wierder an och d'Wuert. Jo, haut ass et méi wéi e Joer hier, dass dee Spezialfong vum Wunnengsbau en vigueur ass. An nodeem mer am Hierscht schonn esou en Zwëscherapport an der Kommissioun vum Logement diskutéiert hunn, konnte mer dee Rapport da viru Kuerzem och fir d'éischte Kéier presentéieren. An haut hunn ech mer erlaabt, dann och eng Consultatiounsdebatt unzefroen, fir mat Iech d'Konklusiounen aus deem Rapport kënnen ze deelen.

Ech wollt déi Debatt ... oder mäi Resümmee am Virfeld schonn direkt awer mat op de Wee ginn. Fir mech entsprécht dëse Rapport méi Transparenz a Previsibilitéit am Wunnengsbau. Den zweeten Deel ass, mengen ech, dass heimadder och e Beweis erbruecht gëtt, dass d'Offensiv am abordabele Wunnengsbau lancéiert gouf. An de leschte Punkt musse mer nach méi oft diskutéieren, dat ass e bëssen d'Recht op d'Wunne fir jiddereen. Ech géif dat resuméieren an dräi Punkten: d'Struktur, d'Zuelen an och den Ausbléck, wat an deem Rapport ze fannen ass.

Erlaabt mer, dass ech op den éischte Punkt kommen, an dat ass d'Struktur a sech vun deem Rapport. An do huelen ech e bësse méi laang aus, oder net méi laang, awer ech gi méi wäit an d'Geschicht, an d'parlamentaresch Geschicht och zréck an ech huelen eng Motioun vun 2006, wou hei an der Chamber gesot ginn ass: „Alles wat ëffentlech Sue sinn, insbesondere wat d'Travaux publics ubelaangt, soll transparent duergestallt ginn." An eng zweet Motioun, dat war 2009, do ass gesot ginn: „Alles wat eng Envergure huet vun zéng Millioune, soll an enger spezieller Motioun definéiert ginn", an der Regierung soll eeben op d'Fangere gekuckt ginn - an dat sidd Dir! -, respektiv soll gekuckt ginn, ob dee Budget, dee virgesinn ass, och d'Strooss hält an ob déi Zuelen och déi richteg Ausweisung opweisen.

An dann eng drëtt Motioun, an déi betrëfft grad de Logement, an dat war den 28. Januar 2019, wou gesot ginn ass, fir esou en Instrument an d'Liewen ze setzen, fir déi Transparenz kënnen ze maachen.

Duerfir, am Rapport géif ech och dräi Deeler ...

(Brouhaha)

Entschëllegt, Dir Hären, ech héiere vill Stëmmen op der rietser Säit ... Ass dat elo riets? Bon, ech wollt zréck dann op de Rapport kommen, wann Der erlaabt?

Une voix.- Dir mengt jo déi geografesch riets Säit?

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Geografesch op der rietser Säit, jo, pardon. Entschëllegt, dass ech mer erlaabt hunn, op déi riets Säit ze kucken.

De Rapport weist déi Struktur op, fir kënnen en Iwwerbléck ze weisen. A wann een e bëssen zréckgeet an d'Geschicht, wéi mer soss higaange sinn: Do hu mer alljoers e Budget gehat, dee mer am Budgetsrapport och ëmmer ageschriwwen hunn, an deen huet een, wat de Wunnengsbau ubelaangt, op 15 ënnerschiddleche Plaze fonnt. An déi 15 ënnerschiddlech Plaze sinn natierlech, wéi de Budget dat virgesäit, ëmmer erëm an économie gefall an hunn ëmmer erëm missen ugefrot ginn.

An doduerch, dass mer dee Fong hei fir de Wunnengsbau geschafen hunn, fält dat ewech a mir hunn een Däppen, esou wéi dat och an de grousse Projete wéi fir den Zuch, fir d'Stroossen, fir d'ëffentlech Bauten ass, do hu mer elo ee Fong mat engem Budget, deen dann d'ëffentlech Wunnenge subventionéiert.

Duerfir fanne mer an deem Rapport dann d'Zuelen, wat gebaut gëtt, wou gebaut gëtt, wéi gebaut gëtt. Mir fannen de Montant, d'Héicht dovun, an zum Schluss, an dat ass dat, wat de fréiere Minister vun de Baute jo an d'Weeër geleet huet, en Ausbléck, fir déi Projeten ze identifizéieren, déi méi wéi zéng Millioune beinhalten. An duerfir mengen ech, dass mer mat dësem Rapport de Bedenke vu fréiere Interventiounen hei aus der Chamber an och mengen eegene Bedenke vun deemools Rechnung droen, andeem mer méi Transparenz hei erabréngen.

Also, mir kréien heiduerch méi Planungssécherheet fir d'Promoteuren, fir d'Gemengen. Mir kréie méi Transparenz, méi Kloerheet iwwert d'Suen, déi ausgi ginn, nämlech vis-à-vis vun der Ëffentlechkeet an, fir mech natierlech ganz wichteg, och vis-à-vis vun der Chamber. A mir kréien e Gesamtbild, wou déi Suen iwwerall higaange sinn a wou dann och déi Wunnenge sinn. An dat muss een awer soen, mir sinn e bësse blann op deem, wat mer an der Vergaangenheet alles esou subventionéiert hunn, well mer keen Iwwerbléck iwwert déi Gesamtzuel vu Wunnengen hunn, déi an de Gemenge sinn. Duerfir ass et wichteg, dass mer och endlech en Instrument kréien, dass déi Wunnengen net méi verluer ginn. An dat ass och hei indirekt mat derbäi.

Et muss ee wëssen, dass dee Fong a sech dat beinhalt, wat de Moment konventionéiert ass mat de Gemengen, mat ASBLen, mat de Promoteurpublicken, dat heescht, de mëttelsten Deel vun hirer Aktivitéit, nämlech do, wou konkreet ugefaange gëtt ze plangen, bis hin zum Ofschloss, wann déi Haiser a Wunnenge bis bezuelt ginn. An da fale se aus deem Fong eraus an da gi se zukünfteg och kontabiliséiert, dass se nach ëmmer do si fir déi zukünfteg Generatiounen. An dat ass wichteg!

Zwee nei Instrumenter sinn derbäikomm. An do ass et e bëssen Diskussioun ginn. Dat éischt ass de Cahier des charges. De Cahier des charges ass näischt Neies. De Cahier des charges féiert och keng nei Plaffongen an, zu wéi engem Montant ee subventionéiert gëtt. De Cahier des charges ass en Instrument, fir kënnen dem Bauhär mat op de Wee ze ginn, wéi a wat a wou ka gebaut ginn a wéi en dat soll bauen. E gëtt em en Instrument, e Kader, wou e sech zurechtfënnt. An duerfir, mengen ech, ass et ganz wichteg, wann een en ukuckt - en ass um Internet ze fannen, d'Acteuren hunn en och schonn zur Verfügung gestallt kritt -, dass en immens technesch ass, mee ech mengen, et gëtt genuch Fräiheete fir de Planer, fir den Architekt, fir de Bauhär, an enger gewësser Rumm vun deene Materialien, déi um Marché

natierlech do sinn, fir kënnen déi Wunnengen ze erriichten.

An dann, dat Zweet, dat ass fir mech awer och eng ganz wichteg strukturell Ännerung innerhalb vun eisem Ministère. An dat fannt Der jo och mëttlerweil am Interieur, wa Wunnengen oder PAPe sollen autoriséiert ginn. Am Virfeld gëtt driwwer diskutéiert, an duerfir hu mer eng CAAP, dat ass eng Commission d'analyse critique des aides à la pierre. Wat ass dat? Et ass net nëmmen een, dee sech de Projet ukuckt am Zesummenhang mat de Gemengen oder mat dem Promoteur, mee et ass e Kommitee vu véier Leit, déi sech austauschen, fir eng gutt Guidance ze ginn, fir eebe mat deem Cahier des charges déi néideg Informatioune weiderzeginn an och, fir eng besser Traçabilitéit ze hunn, awer och fir d'Reproduzéierbarkeet vun deem nächste Projet, deen da mat deene selwechte Krittäre gekuckt gëtt. An duerfir, mengen ech, ass mat deenen zwee Instrumenter eppes ganz Wichteges entstanen. Dat zum éischte Punkt, wat déi strukturell Ännerung ugeet.

Den zweete Punkt, wou ech wollt drop agoen, dat sinn d'Zuelen. Dat ass déi Offensiv, déi awer bewise gëtt vun deenen Zuelen, déi dra sinn. An de Fong weist zum Enn vum leschte Joer, 31. Dezember 2020, 300 Projekter. Déi 300 Projete sinn och am Rapport zréckzefanne mam Numm, mat der Gréisst, mat der Unzuel vun de Wunnengen an och, wou wie se a sech baut. Dat heescht, eng total Transparenz. Dat sinn am ganzen 3.125 Wunnengen an dat mécht iwwer eng hallef Milliard aus. Dat ass net näischt, wëssend, dass dat awer iwwer eng gewësse Period scho geet. Et ass net dee Montant, deen dat Joer dann och ausbezuelt gëtt.

Wat mer ausbezuelt hunn, an dat ass och nozeliesen, si 96 Millionen. Elo kann ee soen: „Do ass nach Loft no uewen." Fir mech ass do och nach Loft no uewen. Awer wann een an d'Vergaangenheet kucke gaangen ass, an dat ass och am Rapport ze fannen, da ware mer ëmmer bei 40 Millionen. Ab 2017, 2018 ass et an d'Luucht gaangen. 2018 hate mer scho 70 Millionen, 2019 84 Millionen, an 2020, wéi virdru gesot, 96 Millionen.

Et ass och erauszefannen, wien do baut. An et muss een awer soen: 70 % vun all deene Wunnengen, déi de Moment am Abordabelen am ganze Land gemaach ginn, dat sinn nees ëffentlech Promoteren. 70 % duerch d'Land!

An do muss een och d'Komplementaritéit kucke vun deenen zwee ëffentleche Promoteuren. Oft liest een: „Deen ee gëtt géint deen aneren ausgespillt. D'SNHBM, déi mécht awer vill méi Produktioun an de Fonds du logement mécht net genuch." Nee! Déi hunn ënnerschiddlech Visiounen. Si sinn ënnerschiddlech ënnerwee. D'SNHBM ass spezialiséiert, ech soen elo emol, op der Grénger Wiss - dat ass Elmen -, wou do am Schnellverfare kann an enger Reproduzéierbarkeet eppes gemaach ginn. Si wäerten aktiv ginn hei um Kierchbierg - ganz aktiv. Se si schonn do aktiv a se si méi, géif ech emol soen, an der Stad Lëtzebuerg ënnerwee.

An de Fonds du logement, wann Der déi Kaart kuckt, déi sinn iwwerall ënnerwee. Dat heescht, de Fonds du logement huet immens vill Projeten. Si si vill méi a Kontakt mat de Gemengen. Si maachen och kleng Projete mat de Gemengen, well d'Gemenge jo net ëmmer gär oder kënnen alles eleng maachen. Duerfir ass de Fonds du logement méi ronderëm am Land verstreet. A se hu vill méi Projeten. Awer ëmgedréit hu se manner Logementer pro Projet.

Duerfir däerf een déi zwee net géinteneen ausspillen. Déi zwee si wichteg an hirer Komplementaritéit! An duerfir ass et esou wichteg, dass dat ass.

An d'Gemengen hunn och eng gewësse Part. Si hunn net déi Part, wéi awer vläicht ëmmer gesot gëtt. Si hunn 23 % de Moment am Fong. Si sinn och aktiv. Et sinn der ganz vill, déi aktiv sinn. Et sinn der awer och, déi net esou aktiv sinn. A mir hätte se jo gär alleguerte mat am Boot.

An et si wuel Projeten derbäi vun de Gemengen, wou d'Gemeng deen ass, deen d'Konventioun ënnerschreift, an da kann et nach sinn, dass d'SNHBM oder de Fonds du logement et baut. An dat ass och gutt esou. Et ass wichteg, dass déi gutt Kooperatioun do entsteet tëschent deenen ënnerschiddleche staatlechen Acteuren, well ouni déi kann et net funktionéieren.

An dann, wou mer och mussen driwwer diskutéieren, mengen ech, dat ass de Pro rata vun: Wéi eng Wunnform entsteet do? Dat ass engersäits d'Locatioun, de Moment 53 %, an d'Vente. An do muss een awer soen, dass d'Locatioun elo definitiv an der ëffentlecher Hand bleift, och wat an de Gemenge subventionéiert gëtt, an och d'Vente. D'Vente: Am Emphyteotique gëtt verkaaft, awer d'Réckkafrecht bleift bei der ëffentlecher Hand, dass déi net méi (veuillez lire: fir dass déi Wunnengen net méi) um private Marché verschwannen.

E wichtege Punkt, an dat war och e Wonsch vun eis alleguerten: dass de Staat méi aktiv gëtt beim Kaf vun Terrainen. An duerfir ass et jo ausgewisen am Fong. D'Iescht Joer ware mer ganz aktiv zesummen: de Logementsministère mam Fonds d'acquisition vum Finanzministère, wou och eng ganz gutt Kooperatioun ass a wou d'Spezialiste sinn, fir kënnen ze negociéieren an ze kafen. D'Iescht Joer hu mer fir 7,5 Millioune kaaft. Dat si plus ou moins 400 Wunnengen, och mat Loft no uewen, wa mer weiderginn.

Da komme ganz grouss Projeten no an dat hutt Der jo am Rapport gesinn. Eleng déi Projeten an där Motioun, déi mer jo diskutéiert hunn, do sinn der eng ganz Rei opgezielt. Et sinn der 17. Dat sinn haaptsächlech Projete vun den ëffentleche Promoteuren, déi ënnerwee sinn an deem Beräich. An dat sinn der ... Ech wëll net alles virewechhuelen, wat vläicht an der Motioun herno och nach debattéiert gëtt, mee ech mengen, mir hunn do eng ganz konstruktiv Diskussioun gehat iwwert dëse Fong. Duerfir erlaabt mer, dass ech dann déi Zuelen awer nennen, well et sinn awer schlussendlech 8.200 Wunnengen, déi do an der Planung sinn. Déi sinn nach net an der Konventioun mat dem Ministère fir Suen, dat ass nach an der Planungsphas.

An den Artikel 29bis, dee mam Pacte Logement hoffentlech hei eng Zoustëmmung wäert fannen, deen ass emol nach guer net hei dran! Da gëtt et en Automatismus, dee mer a sämtleche Gemenge kréien. Sämtlech Gemenge wäerte mat an d'Boot kommen, fir abordabele Wunnengsbau dann ze schafen.

Da kommen ech zum leschte Punkt. Dat ass dann e bëssen den Ausbléck. Erlaabt mer, dass ech awer e puer prinzipiell Aussoe wëll maachen, och wat de Wunnengsbauminister mat dem Ministère wëllt maachen, nämlech: och déi Philosophie vum Recht op Wunnen.

Ech mengen, mir hunn an der Vergaangenheet oft ... Den Accès op d'Proprietéit, ech wëll net soen, dass dat net erlaabt ass, an dat soll och net verhënnert ginn. Ech mengen, mir wëssen: Mir hu 70 % vun der Populatioun hei am Land, déi si Proprietären. Dat ass och gutt esou. Mee mir hunn awer och e ganz groussen Deel, déi ganz grouss Schwieregkeeten hunn, fir eng Wunneng ze fannen. An dat Recht op Wunnen, adequat ze wunnen, dezent ze wunnen an enger gewëssener Belaaschtung vu sengem Budget ausgesat ze sinn, déi net iwwer x Prozent dierf erausgoen, dat ass d'Iddi, déi do derhannertsteet.

Well de Bestand, an dat musst Der jo éierlech soen: Am Verglach mat dem Ausland si mir awer e bëssen hannendran. An do si mer alleguerten an der Verantwortung. Mir hunn 1.300 abordabel Locatiounswunnengen an de Gemengen. Dat sinn déi, déi no dem Interieur finanzéiert ginn. Déi kritt Der jo iwwert dee Fonds de dotation, wann Der Locatiounswunnengen nom '98er Reglement hutt.

Et sinn der 314 - SNHBM. D'SNHBM wäert och an Zukunft méi an d'Locatioun goen. Dat diskutéiere mer jo och. Dat hu mer och am leschte Kommitee diskutéiert, wéi mer zesummesouzen. An dann hu mer 2.000 Wunnengen, déi beim Fonds du logement an hirem Park sinn. Dat ass dee Gréissten, deen huet och am meeschten Erfarung mat der Gestioun vun deem Marché.

53 %, wéi gesot, sinn an der Locatioun. A mir mengen, mir mussen do nach eng Schëpp bäileeën, well, jo, mir musse kucken, dass déi, déi am mannsten de Moment an der Täsch hunn, och adequat Wunnenge kënne fannen. Duerfir, dat Recht op Wunnen: Do si mer all an der Verantwortung. Mir natierlech als Éischt, also ech als Minister, zesumme mam Ministère, mat Staat, fir déi néideg Moyenen, awer och déi logistesch Hëllefstellung zur Verfügung ze stellen. Mir si jo amgaang, mat verschiddenen Instrumenter dohinnerzegoen. An dat ass ganz wichteg, fir dat unzegoen.

An dann hunn d'Gemengen jo hir Responsabilitéit - déi huelt Der -, well si sinn déi, déi de Krop a sech op d'Baugeneemegung maachen. Et sinn déi, déi d'Diskussioune musse féieren, an et sinn déi, déi och musse mat ärer vill aktiv kënne schaffen. Et sinn awer och - an déi soll een net vergiessen - d'ASBLen an d'Fondatiounen, déi e ganz soziale Charakter hunn an déi sech ëmmer ëm eng spezifesch Clientèle këmmeren, déi ganz wichteg sinn, wou deels déi Staatlech an déi Kommunal iwwerfuerdert sinn, a wou awer den Engagement esou wichteg ass vun deene Leit, fir deenen ënnert d'Äerm ze gräifen. An déi gi jo och, sief et vun de Gemengen, sief et awer och vum Staat ganz staark ënnerstëtzt.

D'Privatwirtschaft, jo! Mee wie baut?! D'Privatwirtschaft baut, an ech mengen, ouni eis virzegräifen: Am Pacte logement hu mer jo och en Instrument fonnt, fir se mat an d'Verantwortung ze huelen a bauen ze loossen a kënnen do aktiv ginn ze loossen.

Mir brauchen awer e Mentalitéitswandel fir ze diskutéieren, dass mer och an all Gemeng abordabele Wunnengsraum kréien. Ech mengen, de Mëtten ... Ech wëll net op déi eenzel Gemengen agoen, um RTL-Site kënnt Der eppes noliesen. Mir mussen driwwer diskutéieren! Mir mussen driwwer diskutéiere mat de Leit um Terrain. Dat ass e Mentalitéitswandel, deen do op eis duerkënnt. Et ass net ëmmer nëmmen dat fräi leiend Eefamilljenhaus. Mir mussen awer och d'Konzentratioun méi iwwerdenken do, wou déi stättesch Strukture sinn. Dat ass fir mech de Kierchbierg virun allem, well do si mer amgaang jo ganz aktiv ze ginn an och aktiv an der Densitéit ze ginn.

Et sinn aner gréisser Projeten, wou mer och d'Densitéit mussen iwwerdenken an iwwerkucken, awer ëmmer am Zesummenhang mat der Liewensqualitéit. A wann ee jo kuckt, de Modell Elmen oder ..., wat jo awer zur Diskussioun hei gefouert huet, wat de Budget ubelaangt: Densitéit versus ëffentleche Raum. An den ëffentleche Raum, muss ech awer éierlech soen - an Dir sidd déi, déi an de Gemengen aktiv sinn -, eng vun de gréissten Erausfuerderungen ass d'Mobilitéit ëmmer erëm!

Dat beinhalt och ëmmer d'Wunnform, déi do an där Wunneng kënnt. Well mat der Wunnform kommen och Mobilitéitsuspréch, kommen Autoe mat an d'Spill. An domadder ass dann d'Retizenz éischter géint déi Wunnform, well d'Mobilitéit am Wee steet - éischtens, déi individuell. Duerfir musse mer déi Rückeroberung vum ëffentleche Raum méi diskutéieren, mat Alternative vun der Mobilitéit, mat Parkhaiser, mat ënnerschiddleche Wunnstrukturen. An ech mengen, do gëtt et Ouverturen, do gëtt et Méiglechkeeten, fir an déi Richtung kënnen ze goen.

Well eppes ass sécher: Ech mengen, déi Cohésion sociale ass eis all ganz, ganz wichteg. Duerfir brauche mer e gewëssene Sockel un ëffentleche Wunnengen. Dat ass esou! Dat braucht Der nëmmen am Ausland ze kucken: Holland huet der 30, Wien huet der ganz vill - mir brauchen net dohinner! Mir brauchen e Sockel, fir kënnen do deenen entgéintzekommen, déi et ganz schwéier hunn, fir kënnen eng Wunneng ze fannen. An e Sockel vun abordabele Locatiounswunnengen ass esou fir mech wéi e Fundament vun engem Haus: Wann d'Fundament vum Haus extreem staark ass, da kënnt Der drop bauen an do kënnt net esou séier e Rass an d'Haus, well d'Fundament gutt staark ass.

An dee Sockel un ëffentlechen abordabele Wunnengen, wa mer deen hätten a géifen ausbauen, da kréiche mer och kee Rass an der Gesellschaft, nämlech vun der Cohésion sociale. An dat ass mer ganz wichteg. Duerfir brauche mer där Wunnengen. Duerfir musse mer aktiv ginn. An duerfir, mengen ech, däerf ech och nach eng Motioun zitéieren. Dat war, wéi ech nach hei mat Iech an der Chamber souz, den 1. Mäerz 2018. Dunn hu mer d'Regierung opgefuerdert, an deem Beräich aktiv ze ginn. An ech mengen, an dësem Rapport fënnt sech dat zréck.

Duerfir erlaabt mer, dass ech zum Schluss kommen, fir just dräi Punkten nach eng Kéier erauszehuelen: dass déi Lëscht, déi Der an deem Rapport fannt, eng Opzielung vu sämtleche Projeten ass, déi iwwer déi zéng Millioune sinn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wann Der se zesummenzielt, ass et net näischt! Ech hat virdru gesot: „100 Millioune sinn de Moment do", ma déi hätte mer, mat Ärer Ënnerstëtzung musse mer déi Milliounen nach do lockermaachen, fir an den nächste Jore substanziell kënnen do ze investéieren.

Mäi Fazit - an ech wëll der Motioun net ze vill virgräifen -, dat si fir mech nach eng Kéier déi dräi Elementer, déi ech virdru genannt hunn. Dëse Fonds spécial steet do fir méi eng Transparenz a Previsibilitéit. D'Zuele weisen, dass mer awer amgaang sinn, déi Offensiv ze lancéieren - a mat Iech zesummen, déi an de Gemenge responsabel sinn -, an déi éischt Resultater sinn nozeliesen.

An dee Systeemwiessel, e bëssen, dass jiddereen d'Recht op Wunnen huet: Mat Iech zesumme kënne mer dat fäerdegbréngen. Ech freeë mech op Är Suggestiounen a Kriticke vis-à-vis vun dësem Fong, fir da vläicht kënnen nach Verbesserungen duerchzeféieren. Ech lauschteren Iech mat grousser Attentioun haut elo no. Merci.

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Merci och dem Här Minister.

D'Wuert huet direkt den honorabelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Débat

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen och dem Minister Merci fir seng Explikatiounen, wat elo de Fonds spécial de soutien au développement du logement ugeet. Wat de Constat, awer och d'Explikatiounen ugeet, déi de Minister elo just ginn huet iwwert dëse Fong, ech mengen, do si mer eis alleguerten eens.

Wéi viru Joren d'Diskussioun iwwert dëse Fong gaangen ass respektiv wéi en och en place gesat ginn ass, huet och deemools d'CSV-Fraktioun, ech mengen, déi Mise en place mat ënnerstëtzt, absolutt, well dee Fonds spécial ersetzt eigentlech en tant que tel de Programme de construction d'ensembles, deen de Ministère du Logement iwwert déi leschte Joren ëmmer hat, wou et och drëm gaangen ass, eng Uglidderung vun alleguerten deene Projet, déi am Wunnengsbau sollten ëmgesat ginn - also alles konventionéiert Projete mat de Gemengen, mat de Promoteurs publics respektiv mat den Acteurs sociaux vum Terrain dobaussen -, ëmzesetzen.

Richteg ass och respektiv, wéi de Minister et gesot huet, datt et drëm geet, an Zukunft méi erschwéngleche Wunnraum ze schafen. Ech mengen, dee Constat deele mer allegueren. An do ass et eis alleguerte wichteg an et läit eis och um Häerz, datt dat an Zukunft méi a verstäerkt gemaach gëtt vun all Zort vun Acteuren, och vun de Gemengen.

Ben, ech mengen, wat de Constat ugeet, wéi et soll ëmgesat ginn, do „scheiden sich ein bisschen die Geister". Do wäerte mer och nach d'Méiglechkeet kréien, am Kader vum Pacte Logement 2.0 dorop anzegoen. Op jidde Fall, d'Intentioun vun deem enge wéi vun deem aneren, fir dee Wee ze goen, wat abordabele Wunnraum ugeet, ass richteg a wichteg, an dat wäerte mer och mat ënnerstëtzen.

Fir fir méi Transparenz ze suergen, ass dëse Fong kreéiert ginn, fir dann och déi jeeweileg Projeten ze suivéieren, souwuel wat d'Ëmsetzung dovun ugeet. Duerfir, ech mengen, dat ass och dat, wat d'CSV gefrot hat, respektiv och, datt op de Fong mat eeben deene jeeweilege Projeten, déi am Fong drastinn, mat deenen 3.125 Wunnengen, datt do effektiv nach méi detailléiert soll drop agaange ginn iwwer eventuell Projeten, Project Managment, wou genau de Projet drun ass, a wat fir engem Stadium datt et ass. Well dat ass jo genau dat, wat de Knackpunkt bei där ganzer Saach ass vun der Ëmsetzung.

Wunnengsbau ass keen einfache Sujet! Ech wäert herno och nach op verschidden aner Punkten agoen, natierlech och Kritikpunkten. Ech mengen, dat sief erlaabt. Mee et ass wichteg, en adequate Suivi iwwert dat Ganzt ze hunn an ze wëssen, wou effektiv de Projet X oder Y drun ass. Ass en am PAP-Stadium? Ass en effektiv derbäi, datt e kann ëmgesat ginn? D'Infrastrukturaarbechten, sinn déi en cause? Sinn et effektiv eventuell schonn d'Aarbechten, déi um Bau ugefaangen hunn, net nëmmen d'Infrastrukturkäschten?

Mee et geet jo herno drëm, datt de Bau och stattfënnt. A bis datt e Bau ka stattfannen, do gi Joren a Jore an d'Land, bis dat och kann ëmgesat ginn. Duerfir ass et wichteg, och genau ze wëssen: Wou si mer dru mat dësem Projet a wéi ass effektiv de Finanzement? An d'Finanzmëttel, wat ass do engagéiert ginn a wat ass schonn ausbezuelt ginn? An da gesäit een och eng Transparenz iwwert dat Ganzt. Duerfir, de Wee ass richteg! Domat si mer averstanen.

Wat elo dëse Fong ugeet, wann een d'Chiffere kuckt: 2020 - 96 Milliounen. Ech mengen, do ass nach ganz, ganz vill Loft no uewen. Wa mer vun engem dräifache Betrag, vu ronn 300 Millioune d'Joer géife schwätzen, dann hätte mer och méi Wunnengen, déi effektiv ënner erschwéngleche Konditioune géifen ëmgesat ginn. Dann hätte mer dat erreecht. Duerfir, 96 Milliounen ass net näischt, mee et geet bei Wäitem awer net duer.

De Minister huet jo och geschwat vum Cahier des charges respektiv der Charte, déi vum Logementsministère erstallt ginn ass, mengen ech, wat och e gudden a wichtegen Outil ass. Et ass en extreem technesche Outil, deen an Zukunft dann effektiv derzou wäert féieren, wéi Projete kënnen ëmgesat ginn. Och do nees eng Kéier, iwwert d'Ëmsetzung hannendrun iwwert de Pacte Logement, notamment den Artikel 10 oder den Artikel 29bis, Aménagement communal: Do si mer eis net eens. Ech wäert herno kuerz drop agoen. Mee ech mengen, mir wäerten dat méi detailléiert am Kader vum Pacte Logement 2.0 maachen, wann deen hei zum Vott steet.

Wann een eng Kéier an den Detail geet vun dësem Fong elo an et kuckt ee sech verschidde Projeten un - an et ass dat, wat ech virdru gesot hunn, d'Ëmsetzung ass effektiv e ganz, ganz wichtege Facteur vun deem Ganzen -, esou sti Projeten dran, déi bis 2034, Iechternach-Manertchen, oder 2042, zu Diddeleng, ginn, bis dass déi lescht Wunnengen do gebaut sinn. Ech kucken och de Buergermeeschter - dat muss ee sech wierklech op der Zong zergoe loossen -: 21 Joer bis dat ëmgesat ass; dat ass e ganz, ganz wäite Wee! A wärend där Zäit, ben, ech mengen, do ass et einfach emol esou, datt mer awer trotzdeem, mat deem Wuesstum, dee mer kennen - ech wäert herno och nach op de Wuesstum agoen -, do einfach net genuch realiséiere respektiv datt et ze laang dauert.

An ech mengen, dat ass dann och e Constat, dee vun eiser Säit aus gemaach gëtt: D'Promoteurs publics, d'Gemengen eleng, dat geet net duer! Mir brauchen aner Acteuren. Mir brauchen och de Privaten, deen eis do derbäi hëlleft, fir dat ëmzesetzen. Duerfir, 21 Joer ... An dat sinn einfach nëmme Projektiounen, just Projektiounen! Wéi et duerno an der Realitéit wäert ausgesinn, dat sief elo emol einfach dohinnergestallt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dat wat de Fong ugeet. Et geet mer awer

och drëm, e Constat respektiv e Bilan ze maachen iwwert déi lescht Jore Wunnengsbau. An de Constat, respektiv wéi d'Situatioun ausgesäit, dat gouf och virun enger Rei vu Wochen nees eng Kéier och an der Press kommentéiert.

Mir hunn e steetege Wuesstum, deen derzou féiert, datt d'Präisser eis manifestement fortlafen. Mir sinn elo bei engem Wuesstum vun de Präisser fir Wunnengen: d'lescht Joer 16,7 %. Dat Joer virdru waren et 11 %. Elo muss ee wierklech de Constat maachen: an deene leschten aacht, néng, zéng Joer, ben, awer och wärend deenen aacht Joer, wou dës Koalitioun dann d'Responsabilitéit hat, datt do awer e gewëssenen Echec ze constatéieren ass!

Wa mer Präisser hunn, ech huelen elo einfach d'Moyennespräisser an der Stad, ronderëm d'Stad, well awer vill Leit do wunnen, och duer wëlle wunne kommen: Virun zéng Joer waren dat nach 5.000 Euro de Meterkaree fir eng Wunneng. Haut si mer op 10.000. Dat ass dat Duebelt! Dat ass effektiv eng Verduebelung vun deene Präisser vu virun zéng Joer. Duerfir, dat ass dramatesch, wann ee sech dat wierklech eng Kéier op der Zong zergoe léisst: 10.000 Euro an der Stad oder ronderëm d'Stad, eng Wunneng vun 100 Meterkaree, déi kascht eng Millioun! Wie ka sech dat haut nach erlaben? An ech mengen, dat ass e ganz, ganz grousse Problem, dee mer domat hunn: Wat maache mer mat eiser Jugend? Wou geet eis Jugend hi wunnen? Ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck, wat dann effektiv de Problem ass ronderëm dës Generatioun, awer och déi nächst Generatioun.

Elo kënnt Der mer soen: „Et ass d'Offer an d'Demande." Dat ass absolutt richteg. Offer an Demande, dat ass effektiv e ganz kloren ekonomesche Facteur. Wat effektiv méi Demande do ass, wat d'Präisser méi an d'Luucht ginn. Mir hunn e Wuesstum, deen iwwert déi lescht Joren dramatesch an d'Luucht gaangen ass. Positiv fir eist Land: Eng gutt Croissance, och wirtschaftlech Croissance, mat Zuele vu 4 oder 4,5 % Wuesstum, dat ass gutt fir d'Staatskeess.

Mir hunn e Wuesstum en chiffres absolus, wat d'Zuelen ugeet vun neien Awunner. No der Finanz-, Scholden- a Wirtschaftskris waren dat der 12.000 bis 14.000, e Saldo plus. D'lescht Joer ass dëse Saldo erofgaangen op 9.470. Wann een eng Kéier dat berechent mat engem Koeffizient vun 2,3 pro Wunneng, da mussen effektiv vill Wunnenge geschaaft ginn, fir dann déi Leit och ënnerdaach ze bréngen.

An da stellt sech d'Fro vum Wuesstum: Wat fir e Wuesstum wëlle mer a wat fir e Wuesstum brauche mer? An ech mengen, déi kruzial Fro, déi muss ech an deenen nächste Joren nach eng Kéier gestallt ginn. A wann een elo d'Chiffere kuckt, plus 9.470, a virun zwee, dräi Joer war et nach e Plus vu 14.000 Awunner, dat sinn effektiv Zuelen, déi scho frappant sinn!

Elo freet ee sech, opgrond vun deene Präisser, déi mer effektiv momentan um Marché hunn, ob net vill Leit, vill Jonker effektiv an dat not Grenzgebitt da wunne ginn, well se sech hei einfach keng Wunneng méi kënne leeschten. An dat ass e Constat, dee muss een effektiv maachen. An ech mengen, alleguerten déi Leit, déi Responsabilitéit an de Gemengen hunn, op déi komme reegelméisseg Elteren oder och dann aner Leit zou, Jugendlecher, déi soen: „Jo, ech ka mer näischt méi leeschten. Ech sinn elo op Tréier, op Metz oder op Arel oder ronderëm wunne gaangen, well ech mer dat einfach net ka leeschten. Ech hu mech ageschriwwe bei engem Promoteur public, fir do kënnen eng Wunneng ze kafen, mee do sinn och d'Waardeléschten effektiv esou laang, bis datt een do wierklech eng Kéier un d'Rei kënnt."

Also ass et richteg, datt mer an de Gemenge méi Efforte musse maachen, datt d'Allgemengheet, de Staat, d'Promoteurs publics méi sollen ënnerhuelen. An et ass, mengen ech, awer dee kruziale Facteur, datt iwwert déi lescht Jore sécherlech och Mesuren do entaméiert gi sinn, mee och handwierklech Feeler gemaach gi sinn. Ee groussen handwierkleche Feeler iwwert déi lescht Jore war d'Hausse vun der TVA vun 3 % op 17 %. Wie wor dobäi dee gréissten Nutznießer? An ech mengen, dat wësse mer heibannen alleguerten: Dat ass de Staat, dee sech wierklech eng gëllen Nues op där Hausse vu 14 % verdéngt huet.

2019 huet duerfir d'CSV-Fraktioun iwwer eng Proposition de loi gefrot, fir de Fräibetrag, vu datt d'Präisser sech verduebelt hunn an deene leschten aacht, néng, zéng Joer, fir dee Fräibetrag op d'manst vu 50.000 op 100.000 an d'Luucht ze setzen, well och den Häuslebauer, dee sech effektiv fir eegen Zwecker en Haus oder eng Wunneng wëllt leeschten, dee bezilt zanter dësem Changement vun 3 % op 17 % manifestement méi fir seng Wunneng. En plus sinn d'Präisser esou dramatesch an d'Luucht gaangen, datt et praktesch onméiglech ass, fir sech nach eng Wunneng hei kënnen ze leeschten.

De Kär vum Problem ass awer deen, an ech mengen, dat ass en anere Constat, deen op d'manst mir als Oppositioun da maachen: De Konsens innerhalb vun den dräi Koalitiounspartner, wann et ëm d'Wunnengsbaufro respektiv ëm d'Ëmsetzung oder d'Ophiewe vun der Problematik oder eng Verbesserung vu gesetzlechen Dispositioune geet, do ass ee sech net eens.

Viru Joren ass ëmmer nees gefrot ginn - och vum zoustännege Minister, wéi en nach normalen Deputéierte war - an an der Chamberskommissioun ass ëmmer driwwer diskutéiert ginn, datt mir mussen eng Definitioun kréien an och bréngen vum „logement à coût modéré". Elo si mer am Kader vum Pacte Logement 2.0 an déi Definitioun hunn ech nach ëmmer net fonnt! Bon, dat ass op jidde Fall emol eis Meenung vun der CSV.

Am Kader vum Pacte Logement 2.0 hu mer och undiskutéiert respektiv Amendementer erabruecht fir eng gewëssen Deckelung vun de Präisser vun dem Grond a Buedem. De Problem ass jo deen: De Grond a Buedem, dee leeft eis fort, d'Präisser dovun. Ech bréngen duerno nach e puer Beispiller, wat fir Präisser effektiv momentan gefrot an deelweis och bezuelt ginn. Do hu mer e Problem! Wa mer do net Dispositiounen an och Parametere setzen, da geet et monter weider a mir kommen einfach net derzou, fir och innerhalb vum Perimeter iwwerhaapt nach erschwénglech Wunnraum kënnen ze schafen.

Bon, op där enger Säit soen ech, datt den Accord e bësse feelt ënnert de Koalitionären. Op där anerer Säit sinn et dann d'Kolleege vun der Demokratescher Partei, déi sech ganz, ganz schwéier dinn domat, fir dann effektiv eng Spekulatiounssteier op eeben dee Bien dropzesetzen, deen do heescht: de Grond a Buedem, de Bauterrain. Ech hu virdru vun enger Deckelung vun de Präisser am Kader vum Logement à coût modéré geschwat. Déi Deckelung, mengen ech, déi soll natierlech net fir alles gëllen. Mee iergendwéi musse mer awer usetzen, well d'Präisser um Grond a Buedem, déi lafe fort.

An do geet et net, fir dat nach eng Kéier kloer ze betounen, och wann eng Steier do soll agefouert ginn, wat de Grond a Buedem ugeet, ëm Leit, déi deen een oder aneren Terrain hu fir d'Kanner oder fir d'Kandskanner. Dorëms geet et ganz sécherlech net! Et geet awer drëm, an dee Constat ass jo och gemaach ginn, datt e Minimum vu Leit respektiv just eng Handvoll oder net méi wéi e puer Hännvoll Leit 10, 20 an 30 Terraine respektiv doriwwer eraus hunn, oder Terrainen do leien hunn, déi nach brooch sinn, déi nach net valoriséiert gi sinn, fir deem effektiv nozekommen. An ech mengen, do muss an deenen nächste Joren eppes geschéien, well soss geet et effektiv monter weider esou.

Déi Kolleege vun deene Gréngen, déi soen ëmmer: „Jo, et ass dach genuch am Perimeter dran." Jo, et ass nach vill dran, 2.846 Hektar, fir et genau ze soen. Dat sinn op jidde Fall déi lescht Zuelen, dovun 941 Hektar Baulücken.

Jo, Baulücken, wéi kritt een déi effektiv valoriséiert? Ech mengen, déi Leit, déi hei an de Gemenge Responsabilitéit hunn an och emol eng Kéier gefrot hu bei engem Proprietär vun engem Terrain, also enger Baulück: „Wëllt Der Ären Terrain net bebauen?" Wat ass d'Äntwert, déi een ëmmer kritt? Ëmmer déi selwecht, et ass déi: „Ech brauch d'Suen net. Ech kréien effektiv fir meng Sue momentan bei der Bank näischt bezuelt. Et sinn Negativzënsen. Meng Sue gi mer op der Bank futti, also halen ech den Terrain, well d'Präisser gi jo weider an d'Luucht." Voilà, dat ass de Constat, deen ze maachen ass, wat d'Baulücken ugeet.

An dann, déi Terrainen, déi hannendru sinn, déi nach net valoriséiert sinn, déi hunn haut och schonn eng Valeur, déi enorm an d'Luucht gaangen ass. An d'Promoteuren, déi lafe sech haut d'Bee stompeg, een iwwerbitt deen anere mat de Präisser. Duerfir, dat ass eng absolutt Katastroph, wat do geschitt. Also musse mer och eng Kéier dohinnergoen an iwwerleeën, fir eng gewësse Perimetererweiterung op Plazen ze machen, déi wierklech Sënn maachen. An ech betounen dat, „déi Sënn maachen", an näischt anescht!

2.586 Quadratkilometer huet eist Land. Dovu sinn 10 % bebaut - 10 %! -, 35 % Bëscher a 50 % Wisen an Aker. An da bleiwen nach 5 % fir d'Reseauen, also d'Infrastrukturen, Stroossen- a Schinnennetz. Et geet natierlech drëm, datt Lëtzebuerg seng gréng Long soll behalen, absolutt. Mee mir mussen awer oppassen, datt aus deem ganze Wunnengsbauproblem net eng Kéier eng Sozialkris entsteet. Ech mengen, dat wëllt kee vun eis an dat soll och an Zukunft net de Fall ginn, obwuel een déi éischt Parameteren awer scho gesäit: Wann ee bei de Monoparentalle kuckt, wou effektiv den Taux d'effort bei iwwer 40 % läit, fir sech nach eng Wunneng kënnen ze leeschten, dann ass dat dramatesch, an d'Tendenz ass steigend. Also, Efforten an déi Richtung sinn ze maachen.

Fir op de Präiswansinn eng Kéier anzegoen: Fir en Eefamilljenhaus, an der Stad Lëtzebuerg respektiv enger vun de Randgemengen, déi ech besser kennen, gi Präisser vun ëm 200.000 Euro den Ar gefrot. Rechent Iech dat eng Kéier héich! 5 Ar, wat net vill ass: 1 Millioun den Terrain! Baut Der nach eng Kéier drop: 1 Millioun bis 1,2 Milliounen. Da sidd Der bei 2,2 Millioune fir en Haische mat e bësse Gaart ronderëm, e bësse Gréngs ronderëm. Wie bezilt dat nach?

Dat Ganzt gëtt wierklech op d'Spëtzt gedriwwen, wann et ëm Promotioun geet. D'Promotioun, dat ass, wann et dann eeben ëm de residentielle Beräich geet. Och e Beispill aus enger Gemeng, déi ech besser kennen, no un der Stad Lëtzebuerg leiend: Eng Residenz soll gebaut ginn op engem Terrain vun 11 Ar. 11 Ar ass net vill. Do ass dann e CUS, also e Coefficient d'utilisation du sol, vun eent, dat heescht, op 1.100 Meterkaree Terrain kënnen och 1.100 Meterkaree Wunnfläch gebaut ginn. Uschafungspräis vum Terrain: 7,7 Milliounen. Da rechent een e nach eng Kéier Baukäschte vun 2,3 Milliounen. Da komme mer op 10 Milliounen, den Terrain plus dann d'Constructiounskäschten.

Bon, de Promoteur, dee rechent sech relativ séier aus: „25 % muss ech d'office u Benefiss maachen, fir dat Ganzt dann awer e bëssen ze rentabiliséieren!" Da komme mer herno op e Präis vun, elo haalt Iech un: 13.500 Euro de Meterkaree, fir eng Wunneng! Voilà, an dat ass elo effektiv kee Witz, dat ass d'batter Realitéit vun dem Ganzen, ech soe „Constructibilitéit". Wou dann en plus nach am Kader vum Pacte Logement 2.0 vum Ministère de l'Intérieur 25 % propagéiert ginn als Benefiss, deen ee soll op engem Promotiounsobjet da maachen! Dat kann à la fin du compte jo einfach net sinn!

Op d'Fro un d'Ministesch Madamm Bofferding, wéi dann elo effektiv dat ze gesinn ass mam Koeffizient, also dem CUS, dem Coefficient d'utilisation du sol, mengt d'Ministesch d'lescht Woch an der Chamberskommissioun nach, e CUS hätt awer näischt mat engem PAP ze dinn. Also, ech hu mer do awer wierklech eng Kéier ganz fest missen un de Kapp faassen, ben, datt effektiv dee Koeffizient näischt soll mat engem neie PAP ze dinn hunn!

Ech kommen dann och weider drop ze schwätzen, well ech kucken de Max Hahn, deen och gesot huet am Kader vum Klimapakt: „Mir sollen als Gemeng méi maachen." Jo, da kommt, mir maachen och méi! Mir wëlle méi maachen. Da kennen ech och Gemengen, déi dann effektiv méi wëlle maachen.

Intergenerationelle Wunnengsbau gëtt zanter Joren hei an der Chamber ëmmer nees diskutéiert an debattéiert. Da maacht et! Da wëllt een et maachen, et ass eng Gemeng do: 16 Wunnengen intergenerationelle Wunnengsbau, d'Konventioun gëtt iwwer e Joer mat sozialen Acteuren ausgehandelt. Da gëtt déi Konventioun vum Gemengerot approuvéiert. An da bleift se fënnef Méint am zoustännege Ministère de tutelle vun de Gemengen, am Ministère de l'Intérieur, leien!

Sou komme mer net virun. Mam beschte Wëllen, esou komme mer net virun! Iwwert den Artikel 29bis vum Pacte Logement 2.0 wëll ech elo iwwerhaapt net schwätzen, well ech mengen, als CSV-Fraktioun si mir schockéiert iwwert déi Aart a Weis, wéi effektiv dann deen Artikel 29bis soll applizéiert ginn. Also, dat doten, ech mengen, déi éischt Konventiounen, déi lande virum Verwaltungsgeriicht an dann ass et ganz séier eriwwer mat dem Artikel 29bis!

Duerfir, bon, ech mengen, wann ee wëllt d'Gemengen als Partner hunn, da soll ee se och als Partner consideréieren an effektiv als Partner mat hinnen zesummeschaffen. Un d'Inneministesch: CSV-Bashing a bretzen an téinen eleng, dat geet definitiv net duer! Et muss ee sech effektiv och mat der Matière ausenanersetzen an dann emol kucken, …

(Brouhaha)

… jo, datt et ...

(Interruption)

Jo kommt, de Pacte Logement 2.0 ass Sujet eng nächste Kéier. Eis sozialistesch Kolleege brauche sech elo guer net opzereegen, well ech hunn hei nach e klenge Bonbon.

(Interruption)

Ech hunn nach e klenge Bonbon fir déi sozialistesch Kolleegen, wann et ëm de Pacte Logement 2.0 geet, duerfir elo dee leschte Saz doriwwer: Do stoungen am initialen Text 30 % dran, déi effektiv sollte cedéiert ginn, wann de Perimeter géif erweidert ginn. Elo op eemol stinn 20 % dran!

(Brouhaha)

Wou ass dee sozialen Aspekt vun eise sozialistesche Kolleegen? Vun 30 % op 20 % erof. Also, wéi gesot, wien dat versteet, oder wien et wëllt verstoen, mir verstinn et definitiv net!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Voilà! Ech kéint elo weiderfueren. Ben, ech mengen, wann et drëm geet, datt d'Gemenge solle mat an d'Boot geholl ginn, majo, da solle mer et och maachen.

En anere Ministère ass dann e Ministère, deen ënner gréngen Féierung ass, vun der Madamm Dieschbourg, fir se net ze nennen. Wann et ëm de Wunnengsbau geet, besonnesch och ëm den erschwéngleche Wunnengsbau am Kader vun de PAGen, vun der Refonte vun de PAGen, hu wivill Gemenge gesot kritt: „Wann s Du eppes an dee Perimeter mat eranhëls aus der Zone verte, da suerge mir derfir, datt effektiv de PAG net approuvéiert wäert ginn!" Bon, dont acte.

An enger Gemeng, déi ech och gutt kennen, sinn dann effektiv 4,5 Hektar aus dem Perimeter erausgeholl ginn, vu datt d'Artikele 17 an 21 vum Naturschutzgesetz do wierklech gespillt hunn, vu datt topografesch déi Terrainen och net ganz gutt louchen. Du si se erausgeholl ginn. Ech mengen, doriwwer ass de Proprietär net ganz erfreet, dat brauch ech kengem heibannen ze soen. Den Ëmweltministère hëlt dat dann „in the pocket", alles an der Rei, wonnerbar. Da geet déi selwecht Gemeng hin a seet: „Mir hunn 1,8 Hektar direkt adjacent zum Perimeter, wou viru 40 Joer och subventionéierte Wunnengsbau realiséiert ginn ass." Do geet et awer net. Do ass weeder den Artikel 17 nach den Artikel 21 vum Naturschutzgesetz, deen do spillt. D'Gemeng ass vu 75 % Proprietär, domat hätten easy ëm déi 50 Wunnengen an deenen nächste Jore kënne geschaaft ginn. Mee bon: „Domat si mer net averstanen." An effektiv: en negativen Avis vusäite vum Ëmwelt- wéi awer och vum Inneministère.

Duerfir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir musst mer dat erklären. Alleguerten déi Jonk, déi an Zukunft bei Iech froe kommen: „Wou soll ech muer an iwwermuer wunne goen?", dann erkläert hinnen dat! Wann effektiv eng Gemeng wëllt eppes ëmsetzen, da kritt se riets a lénks Steng an d'Wee geluecht.

Ech kucken op de Kolleeg Aly Kaes, dee gëschter och hei uewen op der Tribün stoung, iwwert de Pacte Climat geschwat huet, wou et dann och ëm eng Gewiichtung vun de Finanze gaangen ass, wéi de Staat effektiv kéint op déi Gemengen zougoe mat méi grousser Fläch. Bon, ech mengen, datt een iergendwann eng Kéier d'Flemm kritt bei deem Ganzen, wann een effektiv Saache probéiert ëmzesetzen.

Ech kéint elo, wat d'Infrastrukture respektiv de Wuesstum ugeet, nach weiderfueren. Mir hätte gär e Wuesstum, deen exponentiell ass. Viru Joren huet den haitege Logementsminister dann am Budget fir 2016 vun engem 1,2-Milliounen-Awunner-Staat geschwat, wat jo en exponentielle Wuesstum heescht. Da musse mer och hannendrun eppes maachen!

Wann d'Gemengen dann dohinnerginn a si wëlle gären hëllefen - an ech kucken op eis gréng Kolleegen, déi dann iwwerall Vëlospiste gären hätten, securiséiert Vëlospisten am urbane Raum an dann awer och adjacent an der Zone verte -, a wann een do Projete realiséiert an do Gemenge sinn - an ech kucken nees eng Kéier op de Kolleeg Max Hahn, dee seet, datt d'Gemenge sollen a musse méi maachen -, mee da loosst d'Gemengen och schaffen!

Wann dann effektiv e Beemchen oder eng Heck do am Wee steet, da mussen Etüde gemaach ginn, eng iwwert déi aner. Mir ginn net méi eens mat den Etüden. Wat fir eng Etüd musse mer nach maachen? De Projet läit vir, alles ass entaméiert, d'Käschte si prefinanzéiert. Et ass alles do, d'Ingenieure si prett fir lasszeleeën, de Soumissiounsdossier ass scho prett. „O nee! Stopp! Do ass elo effektiv nach eppes, wat feelt. Déi Heck ass net analyséiert ginn, elo musse mer nach eng Kéier eng nei Etüd vun der Heck maachen!" Also, bon. An dat selwecht ass genau dat, wat een dann effektiv virun e puer Deeg vum Här Kuhn, Entrepreneur - ech mengen, déi meescht vun Iech heibanne kennen en -, héieren huet, deen dann och vun engem Projet geschwat huet, wou et ëm Wunnengsbau gaangen ass - ëm Wunnengsbau! -, wou en ëmmer nees retardéiert ginn ass. Jo, esou komme mer mam beschte Wëllen net virun.

Duerfir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat Konzepter vu gëschter a verschiddenen Ideologië komme mer definitiv am Wunnengsbau net virun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV)*.- An ech ginn elo net op déi 23 Propose respektiv déi 4 Propositions de loi oder 9 Motiounen an, déi d'CSV-Fraktioun an deene leschte Joren eragereecht huet. Miet- an Optiounskaf, Här Minister, huelt Iech dat nach eng Kéier zu Häerzen a kuckt och dee Moment an deene Quartieren, déi elo nei developpéiert ginn, wou eng gewësse Mixitéit soll erakommen, eng Mixité sociale, déi absolutt erfuerderlech a wichteg ass.

Dir hutt virdru vun enger Cohésion sociale geschwat. Jo, mir brauchen och eng Mixité sociale an deene Quartieren, déi ëmgesat ginn, Quartieren, wou vill Wunnenge gebaut ginn, wou och méi soll fir d'Locatioun gesuergt ginn.

Et muss awer och gesuergt gi fir dee Jugendleche vun haut, well et sinn awer nach vill Jonker, déi sech gär eng Wunneng géife kafe fir eegen Zwecker, net nëmmen eleng Locatioun, mee och fir hir eegen Zwecker kafen. An datt déi Mixitéit do erakënnt vu Locatioun a vun Eegebesëtz, awer och vun ëffentlech a privat. Duerfir, wa mer déi sozial Mixitéit net an d'Quartieren erakréien, da kann dee Schoss ganz séier emol eng Kéier no hanne lass-

goen. An duerfir, loosst eis dorunner schaffen, datt effektiv déi Mixitéit an d'Quartieren eraknènnt, an allegueren déi Quartieren, déi hei elo ernimmt gi sinn.

Als CSV-Fraktioun ënnerstëtze mer lech do an alle Beräicher, fir dat ëmzesetzen, mee, wéi gesot, et muss eng Kohärenz op allen Niveaue kommen, fir deem och Rechnung ze droen. A wéi ech virdru scho gesot hunn, fir dat Ganzt kënnen ze realiséieren, brauche mer och de privaten Acteur, net eleng d'Gemengen oder d'Promoteurs publics. Ech mengen, d'Zuelen, déi beweisen et, domat eleng geet et net duer. E privaten Acteur, dee setzt vill méi séier ëm. An duerfir, déi Zäiten, vun deenen ech virdru geschwat hunn, vun 21 Joer fir e PAP - fir en net nach eng Kéier ze nennen: NeiSchmelz zu Diddeleng, an ech kucken den Här Buergermeeschter -, wann effektiv do déi Mixitéit vu privaten Investisseure mat dra wär, da géif ee vill méi séier weiderkommen an déi Wunnenge wären och méi séier um Maart.

Duerfir, firwat net och dohinnergoen an emol engem Privaten hëllefen iwwer Subsiden, Hëllefe vum Staat, wann e sech obligéiert, déi Wunnengen ënner abordabele Konditioune wärend Joren och um Maart ze verlounen? Da géife mer effektiv e gewëssene Saldo erreechen. Mee dee Saldo erreeche mer net eleng mat de Gemengen a Promoteurs publics, a wäerte mer an deenen nächste Joren och net erreechen.

Ech hunn et virdru gesot, ech ginn net méi op déi Proposen an, déi d'CSV-Fraktioun an deene leschte Jore gemaach huet. Duerfir nach eng Kéier: Innovativ Konzepter, mir verschléissen eis net, fir un innovative Konzepter matzeschaffen. Propose leien um Dësch, goufen effektiv och vun eiser Säit gemaach. Ech ginn och net méi op déi aacht Amendementer an, déi am Kader vum Pacte Logement 2.0 vun der CSV gemaach gi sinn. Do komme mer effektiv dann an e puer Wochen drop zréck, well en fin de compte ass de Verdikt, an dat hu mer an deene leschte Wochen och an de Kommissioune gesinn, 31 zu 29, an un deem wäert sech warscheinlech an den nächste Joren och näischt änneren.

Duerfir sot eis net: „Kommt, mir schaffen zesummen!", an en fin de compte, wann et dann drëm geet zesummenzeschaffen, dann ass et d'office: „Nee, d'Propos CSV daacht näischt, bréngt näischt." Duerfir, wann Der et eescht mengt, dann op d'mannst zesummeschaffen: Mir sinn do, fir lech an dësem wichtege Sujet d'Hand ze reechen an och do mateneen zesummenzeschaffen.

De Wunnengsbau ass eng Herkulesaufgab, zemools fir abordabele Wunnraum ze schafen. Ech hunn hei e puer Beispiller opgezielt an ech mengen, déi missten eis allegueren verdäitlechen: Wa mer net hei zesummestinn an dat zesumme maachen, da komme mer definitiv net virun.

Wat elo dëse Fong ugeet, ass den Accord vun der CSV-Fraktioun do. Et ass e gudden Outil. E muss nach méi transparent duergeluecht ginn. Mee op jidde Fall: Dëse Wee ass richteg. D'Ëmsetzung vun deem, wéi et soll gemaach ginn, do kommen nach Diskussiounen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. An den nächste Riedner ass prett. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Wie vun eis de Beweis nach gebraucht hätt, krut et an diverse rezenten Ëmfroe matgedeelt: Jo, d'Präisentwécklung um privaten Immobiliemaarché entsprécht fir d'Lëtzebuerger där gréisster politescher Erausfuerderung vun haut an och vu muer. D'Präisentwécklung belaascht ganz kloer d'sozial Kohäsioun am Land an doriwwer eraus an der ganzer Grossregioun. Och a Covid-19-Zäiten hunn d'Logementspräisser nämlech nëmmen eng Richtung kannt, nämlech déi no uewen.

Jo, ganz kloer, dëse Constat ass net nei. "Same procedure as every year", kéint een also soen, well d'Hausse vun de Logementspräisser ass net nei. De Wunnengsmaart ass spéitstens zanter de 70er-Joren e politeschen Dauerbrenner, dee scho méifach hei an der Chamber respektiv och hei am Cercel debattéiert gouf.

Mee firwat deet sech d'Politik esou schwéier, fir d'Deierecht am Logement an de Gréiff ze kréien? Eng Fro, déi een iwwert déi lescht Wochen a Méint an der Aktualitéit quasi dagdeeglech héiert. D'Ursaach vum Problem ass evident: Et wëlle méi Mënschen zu Lëtzebuerg liewen, wéi mer Wunnraum hunn. Et handelt sech ëm de Prinzip vun der Offer a vun der Demande.

Et sinn zanter de 70er-Joren divers Mesuren decidéiert ginn, déi och punktuell Verbesserunge mat sech bruecht hunn. An awer: Den Trend vun ze wéinegen an ze deiere Wunnenge konnt ganz kloer net gestoppt ginn. Et gehéiert an deem Kontext zur politescher Éierlechkeet dozou sech anzegestoen, dass déi jeeweileg Regierungen an de leschte 40 Joer net genuch gemaach hunn, fir der Logementsproblematik virzebeugen. Dat ass ganz kloer e Fakt.

De Moment lafe mir de politesche Versäumnisser aus de leschte Joerzéngten hannendrun. Ech denken hei un de sougenannte „retard historique cumulé" bei Wunnengen, déi mir eigentlech an de leschte Jore respektiv Joerzéngten hätte misse bauen an, wéi mer wëssen, awer leider net gebaut hunn.

Ech wëll op dëser Plaz net falsch verstane ginn. Jo, et sinn divers Mesuren ënnerholl ginn, fir méi an och méi séier ze bauen, déi och hir Friichte gedroen hunn - oder besser gesot: hir Friichte wäerten droen. Mee, an och dat gehéiert zur politescher Éierlechkeet dozou, dës Mesuren, besonnesch d'Mesuren am Logement, déi brauchen hir Zäit. Jo, dës Mesurë ginn och eleng net duer, fir der héijer Demande u Wunnengen am Grand-Duché nozekommen. De Logementsproblem ass ze komplex, fir en an engem Zoch ze léisen.

Mir brauchen hei eng ganz Rei vu Schrauwen, un deene mer mussen dréinen, fir d'Wunndeierecht an de Gréiff ze kréien. Eng vun dëse Schrauwen ass de Spezialfong fir de Wunnraum, deen d'lescht Joer am Mäerz op dëser Plaz an d'Liewe geruff gouf, fir d'Efforte vum Staat an der Logementsthematik ze verstäerken. D'Zil besteet doranner, d'Offer un abordabele Wunnengen drastesch an d'Luucht ze setzen.

Här President, et ass kloer, dass eng Erhéijung vun de Wunnengspräisser vu méi wéi 10 % pro Joer net duerch d'Erhéijung vum Akommes an der selwechter Gréisst ka kompenséiert ginn. Nieft den néidegen Efforte betreffend d'Regulatioun vu finanziellen Investitiounen, fir d'Entwécklung vun den Immobiliepräisser erëm a räsonabel Beräicher ze steieren, muss weiderhin dréngend bezuelbare Wunnraum geschaaft ginn, fir haaptsächlech Stéit mat engem niddregen Akommes ze hëllefen, wuel wëssend, an dat sief op dëser Plaz och ganz kloer gesot: Et däerf een an dëser Diskussioun d'Mëttelschicht net vergiessen, Leit, déi zu zwee schaffen, Elengerzéiender, Leit, déi am Liewe stinn, divers Formatiounen an Unisstudien ofgeschloss hunn an awer dach dacks immens Krämpes hunn, eng Wunneng ze fannen, a besonnesch, eng bezuelbar Wunneng ze fannen.

Net ze vergiessen an dëser aktueller Logementskris sinn natierlech déi jonk Generatiounen. Wann ee vun doheem net grad d'Chance huet, fir en Terrain oder en Appartement zur Verfügung gestallt ze kréien, ass et als Jonken, deen nach net d'Méiglechkeet hat forcement, fir vill ze spueren, enorm schwiereg, um Lëtzebuerger Wunnengsmaart eppes ze fannen, wat ee sech dann och finanziell leeschte kéint. A wa mer éierlech sinn, et ass hautdesdaags mat eisen alldeegleche Käschten, déi mer hei am Land kennen, äusserst schwiereg fir e Jonken, dee just ufänkt mat schaffen, eng Reserv op d'Säit ze leeën.

An deem Kontext ass de Spezialfong vum Wunnengsbau d'lescht Joer am Abrëll a Betrib geholl ginn, fir der Penurie un abordabele Wunnengen entgéintzewierken an deementspriechend d'Produktioun u bezuelbare Wunnengen ze encouragéieren, an dat besonnesch, wat d'Locatiounswunnengen ugeet.

Wéi schonn d'lescht Joer beim Vott vun dësem Gesetz gesot, begréisse mir als DP, dass dëse Rapport järlech hei an der Chamber virgestallt gëtt an och deem breede Public zur Verfügung gestallt gëtt. Dat suergt fir déi Transparenz, déi mer wëllen hunn, fir d'ëffentlech Investitiounen an der Entwécklung vu bezuelbare Wunnengen eeben ze garantéieren.

Här President, d'Zäit erlaabt mer et net, fir op dee ganze Rapport am Detail anzegoen. Deementspriechend wéilt ech op dëser Plaz kuerz op verschidden Zuelen agoen, divers Zuelen, déi de Minister eis grad och scho presentéiert huet, Zuelen, déi der DP no ganz kloer weisen, dass mer mam Spezialfong um richtege Wee sinn, sachant dass et nach e wäiten an e laange Wee wäert sinn.

Et muss ee festhalen, dass dëse Fong 2020 éischt positiv Resultater opzeweisen huet. Am Ganze goufe 514 Millиounen Euro un Hëllefsverspriechen op 300 Projeten an 59 Gemenge mat am Ganzen 3.125 Wunnunitéiten uechtert d'Land opgedeelt, fir an den nächste Jore schnellstméiglech bezuelbare Wunnraum ze schafen.

Fakt ass awer och, dass just 40 % vun dëse Wunnunitéiten, déi vum Spezialfong d'lescht Joer ënnerstëtzt goufen, och ëmgesat konnte ginn, spréch e bësse méi wéi 1.000 Wunnenge sinn zougänglech.

Mat dësem Fong huet de Staat iwwert déi nächst Joren déi finanziell Moyenen, fir souwuel méi kleng wéi och gréisser Wunnprojeten ze realiséieren, divers Projeten an Zesummenaarbecht mat de Gemengen iwwert de Pacte Logement 2.0, iwwert d'Kooperatioun mat de Promoteur-publicken natierlech an och mat deene privaten.

Iwwert déi lescht Jore goufe bei der SNHBM an och beim Fonds du logement divers Changementer ënnerholl, fir d'Produktivitéit bei dësen zwee ëffentleche Bauträger ze steigeren, an dat dréit och seng Friichten. Ech mengen, d'Zuele beweisen dat ganz kloer. Schued, dass dat net schonn éischter an Ugréiff geholl ginn ass, well ech mengen, wa mer vun de Produktiounszuele schwätzen, déi aktuell duerchgeféiert ginn, respektiv och e bësse kucken, wat d'Perspektive sinn, da geet dat sécherlech och an déi richteg Richtung: An och hei bleift ganz sécher nach - an de Minister, mengen ech, gëtt mer do Recht - Loft no uewen. Sou éierlech musse mer sinn!

Här President, 2020 huet de Staat, a meng Virriedner hunn et gesot, bal 100 Millиounen Euro fir de Bau vu bezuelbarem Wunnraum bäigesteiert. Och hei - jo, ganz kloer! - gëtt et nach Loft no uewen. Mee dank den 826 Logementer, déi eleng 2020 am Spezialfong integréiert goufen, an dank deene ville Projeten, déi iwwert déi nächst Joren ageplangt sinn, wäert dëse Beitrag substanziell gehéicht ginn a spéitstens 2025 de Montant vun 250 Millиounen Euro d'Joer iwwerschreiden. Wa mäi Virriedner also dovu schwätzt, e misst éischter bei 300 Millioune leien, dann, wéi gesot, geet d'Aussiicht jo dann, mengen ech, och an déi Richtung, wéi Dir et eigentlech prônéiert.

Des Weideren huet de Spezialfong och den Zweck, dem Staat déi finanziell Ressourcen zur Verfügung ze stellen, fir direkt Terraine kënnen ze kafen, well dat ass enorm wichteg an dat huet och fonctionéiert. Mat 27,5 Millиounen Euro goufen 2020 13 Hektar fir potenziell 406 Wunnunitéite kaf, eng Pist, déi och an den nächste Jore muss verdéift ginn. Well wa mir wëllen an Zukunft bauen, och eis ëffentlech Bauträger, wa mer vun deene wëllen, dass se an Zukunft bauen, ben, da brauche si, an dat, mengen ech, geet jidderengem um Logementsmarché d'selwecht, natierlech Bauland, wat se erschléisse kënnen, notamment déi ëffentlech Bauträger dann, fir do eebe bezuelbare Wunnraum ze schafen.

Déi ëffentlech Bauträger hu rezent d'Fäerdegstellung vu ronn 4.300 Logementer bis 2025 ugekënnegt. Dat wieren also am Duerchschnëtt 860 Wunnengen d'Joer. Ech denken an dësem Kontext besonnesch un déi ganz, ganz grouss Projeten - ech brauch se eigentlech net ze ernimmen, ech maachen et dann awer - wéi zu Wolz oder zu Diddeleng respektiv zu Elmen, alles Projeten, déi vum viregte Minister, DP-Minister, Marc Hansen lancéiert respektiv deblockéiert goufen an déi et elo gëllt ëmzesetzen.

Nieft dëser Perspektiv ass et interessant ze soen, dass weider nei Kontrakter fir insgesamt 8.200 Wunnengen tëscht 2021 an 2025 sollen ënnerschriwwe ginn, wou d'Fäerdegstellung no 2025 geplangt ass.

Här President, ech hunn an de leschte Minutten iwwer e puer vun deene ville Montanten aus dem Rapport d'activité geschwat a probéiert, op hir Wichtegkeet anzegoen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Et handelt sech ouni Zweifel ëm grouss Investitiounen, Investitiounen, déi souwuel der sozialer Kohäsioun wéi och dem Bien-être socio-économique vun den Awunner an Zukunft zegutt wäerte kommen, grouss Investitiounen, déi néideg, a jo, och wichteg sinn, fir d'Offer duerch déi ëffentlech Hand, duerch de Staat, mee och duerch d'Gemengen an de Privatmarché weider an d'Luucht ze setzen an esou der immens komplexer Logementsproblematik entgéintzewierken.

D'Wichtegkeet vun dësen Investitiounen gouf och mat der Hausse vun 11 % am Budget vum Wunnengsbauministère vun dësem Joer däitlech ënnermauert. Dës Tendenz muss sech kloer iwwert déi nächst Jore weiderzéien. D'Prioritéit vun der Logementskris muss sech ouni Zweifel och an der finanzieller Ënnerstëtzung vum Staat erëmspigelen. De Fonds spécial de soutien au développement du logement representéiert eng vu ville Schrauwen, un deene mer mussen dréinen, fir d'Hausse vun de Logementspräisser an den nächste Joren an de Gréiff ze kréien.

Et gëtt leider net déi eng richteg Léisung, e Wonnermëttel, fir vun haut op muer d'Logementsproblematik an de Gréiff ze kréien an aus der Welt ze schafen. Ënnert dësem Aspekt wéilt ech engersäits kuerz op e puer Pisten agoen, déi rezent ëmgesat goufen, an anerersäits weider Pisten opweisen, déi an Zukunft an der Logementsdebatt interessant kéinte sinn, ugefaange mat der Mobiliséierung vum Bauland, dat broochläit, also Terrainen, déi am Bauperimeter leien an net direkt bebaut ginn.

Dir wësst, an der Vergaangenheet si vill Terrainen an de Bauperimeter geholl ginn, ouni awer en Offalldatum dropzeleeën. A genau dat soll elo passéiere mam sougenannte Baulandvertrag, eng Iddi, déi d'DP 2013 an hirem Walprogramm hat a wou mer elo voller Erwaardung sinn, fir dëse Projet ëmzesetzen, well de Baulandvertrag ass näischt anescht wéi engem Proprietär ze soen, deen haut e Grompereséck huet: „Däin Terrain, dee kënnt an de Bauperimeter, mee mat engem Offalldatum. Dat heescht, wann net an enger gewëssener Zäit drop gebaut gëtt, da gëtt däi Bauterrain erëm e Grompereséck." Ech fannen, dat ass déi richteg Approche. Et ass virun allem déi richteg Approche, wa mer dovu schwätzen, fir Baulücken ze erschléissen: Ma de Baulandvertrag ass eigentlech d'Léisung, fir keng Baulücke vu muer méi ze hu respektiv keng neier ze schafen.

D'Gemengen, fir déi ass dat och iwwregens e ganz interessant Instrument, well d'Gemengen eeben och méi Planungsssécherheet hunn. Wa se dann Terrainen an de Perimeter huelen, wësse se ongeféier, wou wéini gebaut gëtt, wat och domat ze dinn huet, wéi se eventuell e Waasserbaseng, Schoulen, jee, déi ganz Panoplie vun ëffentlechen Infrastrukturen, unzepassen hunn. An et gëtt hinnen einfach, mengen ech, hei och e bësse méi Planungssécherheet, wéi gesot, eppes, wat ech ganz, ganz positiv fannen a wou mir als Partei och kaum kënnen erwaarden, fir dëse Projet hei an der Chamber ze diskutéieren an dann och herno an der Praxis ëmzesetzen.

Wa mer vun der Logementsproblematik schwätzen, komme mer och ëmmer drop ze schwätzen, dass mer méi séier baue mussen an eis Prozedure vereinfache mussen. Wann mer elo, well mer en eeben d'leschte Kéier hei an der Chamber diskutéiert haten, e Projet huele wéi zum Beispill Elmen, e ganz flotte Projet - wou de Buergermeeschter hei sëtzt -, dee mer och presentéiert kruten, dee mer hei gestëmmt hunn, respektiv d'Rallonge, en SNHBM-Projet, wou mer awer gesinn, un deem Projet: vun deem Moment, wou den Terrain kaf ginn ass, wou mer vun 2007 bis 2009 schwätzen, bis herno, wou mer vu Wunnunitéite kënne schwätzen, hu mer am Ganze 25 Joer - et ass e bëssen dat, wat de Kolleeg Marc Lies och virdru gesot huet, wou hien och vun änlechen Zäitraim geschwat huet -, da gesi mer allgemeng, dass mer musse kucken, an eise Prozedure méi effikass ze sinn, fir nach méi séier ze ginn, well mer einfach deen enorme Bedarf u Wunnunitéiten hunn.

Also, wat d'Geneemegungsprozeduren ugeet, wéi gesot, do musse mer nach weider beschleunegen. An ech denken och, wa mer vu Simplification administrative schwätzen, däerf hei natierlech d'Digitaliséierung och net feelen. A firwat net och - an dat, mengen ech, ass ganz wichteg, an et ass jo och virgesinn - déi Prozedure fir d'allgemeng Bebauungspläng an och d'Deelbebauungspläng beschleunegen? Ech denken, dass dat enorm wichteg ass, fir einfach méi séier ze ginn an engem Beräich, wou mer wierklech grouss Zäitnout hunn.

Här President, d'Offer vu bebaubarem Terrain ze erhéijen an engem Land, wou Terrain e ganz seelent Gutt ass, bréngt mat sech, dass ee sech ganz gutt iwwerleeë muss, wou a virun allem wéi ee baut. Jo, mir musse méi bauen an och méi séier bauen. Fakt ass awer och, dass mer an enger gudder Qualitéit a virun allem nach méi nohalteg musse bauen. Ech hunn et schonn op dëser Tribün gesot, mir Lëtzebuerger ware bis elo virun allem bekannt dofir, fir an d'Breet ze bauen amplaz an d'Héicht. Et ass dann och en natierleche Reflex, dass een a senger Noperschaft léiwer Wise wéi Bëton huet. Ech kann dat ganz gutt novollzéien. An ech si mer och sécher, dass iergendwou an deene meeschten en heemlechen NIMBY - „Not in my backyard" - stécht.

Et ass kloer, dass et net iwwerall Sënn mécht, méi dense an och méi héich ze bauen. Héichhaiser um Duerf, ech mengen, do si mer eis allegueren eens, dat ass definitiv net d'Léisung. Mee mir mussen an d'Luucht bauen, wou et a priori kee stéiert, wéi zum Beispill an den neie Quartieren op alen Industriefrichen oder um Kierchbierg. Op deene richtege Plaze stellen Héichhaiser nämlech just Virdeeler duer. Si brauche manner Plaz, sinn am Quadratmeterpräis méi bëlleg a si entlaaschten duerch eng gutt Mixitéit vu Commerce a Logement natierlech och vun onnéidegem Verkéier. An deem Kontext bitt de Pacte Logement 2.0 ganz interessant Usätz, fir méi dense ze bauen an och eng gréisser Mixitéit an de Quartieren ze garantéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, eng weider interessant Pist, déi eiser Meenung no muss ausgebaut ginn, ass d'Loune vu Bauland iwwer e festgesaten Zäitraum, eng DP-Iddi, déi mir als Partei an eisem Walprogramm 2018 als éischt Partei stoen haten. Aus diverse Grënn wëllen d'privat Proprietären hir Terrainen net direkt bebauen, wieren awer bereet, dëst Bauland zur Verfügung ze stellen, spréch dem Staat, ëffentleche Bauträger, de Gemengen ze verlounen, fir do Constructiounen drop ze bauen, wou een dann eebe fir 5, 10, 15 oder 20 Joer géif Konventiounen ausschaffen, wou een da kéint abordabele Wunnraum schafen, wou de Proprietär dann e gewëssene Loyer kréich a wou de Staat, d'Gemenge respektiv ëffentlech Bauträger dëse Wunnraum da kéint zu abordabele Präisser verlounen. Dat Ganzt kann ee sech och bei kuerzen Zäitraim natierlech als amovibel Constructiounen virstellen, an dat Ganzt natierlech och no de Krittäre vun der Économie circulaire.

Bei der Realisatioun vun dëser Iddi kann ee sech natierlech d'Fro stellen, wéi d'ëffentlech Hand u fi-

nanziell Mëttele kënnt. An och hei kann ee sech vläicht mat enger Iddi ausenanersetze fir ze kucken, dat net onbedéngt iwwert de Staatsbudget ze finanzéieren, mee firwat net privat Leit mat investéiere loossen? Mat deene Suen, déi esou zesummekéimen, baut a lount déi ëffentlech Hand dann d'Wunnengen an deelt d'Recetten eebe mat de privaten Investisseuren. Dës Approche hätt eiser Meenung no nëmme Virdeeler: dass de Staat u Sue géif kommen. An dës Approche géif och d'Leit sech um Wunnengsmaart bedeelege loossen, déi net genuch Suen hunn, fir sech vläicht direkt en Terrain oder en Haus als Investitioun ze kafen.

Här President, de Mangel u bezuelbarem Wunnraum zu Lëtzebuerg ass zanter ville Joren eng ganz grouss Erausfuerderung. Déi haiteg Situatioun ass, wéi virdru schonn ugeschwat, dorop zréckzeféieren, dass de Wunnengsbau den tatsächleche Besoin zanter Joerzéngten net decke kann.

Rezent goufen, éischtens, eng Rei Mesuren en place gesat, zweetens, Gesetzestexter ausgeschafft, déi an der Prozedur sinn, an, drëttens, Mesuren annoncéiert, déi dëser Problematik sollen entgéintwierken. Fakt ass och, dass vill vun dëse Mesuren eréischt an e puer Joer hir Friichte wäerten droen. Ech widderhuele mech dann: Et gëtt net déi eng eenzeg Léisung, mee et ass en Zesummespill vun enger ganz Rei vu Mesuren, déi mussen agesat ginn, fir der akuter Wunnengsnout, déi all Alters- a Gesellschaftsschichten am Land betrëfft, iwwert déi nächst Jore Meeschter ze ginn.

De Spezialfong vum Wunnengsbau ass an deem Sënn e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung. Mir schwätze vu considerabele finanzielle Mëttelen, déi dem Staat iwwert déi nächst Joren erlaben, seng Responsabilitéit zesumme mat allen Acteuren um Terrain ze iwwerhuelen, fir esou d'Offer u Wunnengen drastesch an d'Luucht ze setzen.

Här President - an ech mengen, dat ass ganz wichteg -: Beim Logement handelt et sech ëm eng Thematik, déi eis alleguerte betrëfft an déi mer nëmmen all zesumme meeschtere kënnen.

Ofschléissend géif ech dem Minister villmools Merci soe fir dës Debatt. An ech géif Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Nach vläicht ee Wuert, well de Marc Lies virdrun de Pacte Logement 2.0 ugeschwat huet, a wou en absolutt Recht huet, mir wäerten nach am Detail drop ze schwätze kommen. Ech wëll em just soen, der Éierlechkeet halber musse mer dat awer och esou soen: Deen éischte Modell respektiv d'Propose vun der CSV, wou se och elo probéiert huet, Amendementer ze maache vun engem ale System, fir deen ze verbesseren, awer, soen ech elo emol, um Grondsystem festzehalen, do ass et elo mat den Amendementer vun der Regierung eigentlech e ganz anere System, deen en place gesat gëtt, dee just eppes gemeinsam huet mat deem alen, dat ass, dass et sech jeeweils ëm Prozentsätz handelt.

Bei deem éischte waren d'Prozentsätz nämlech esou gerechent, dass et dräms gaangen ass, zu 10, 15, 20 oder dann 30 % fir onbebaut Terrainen, déi nach net am Bauperimeter sinn, iwwer 25 Unitéiten, fir do 30 % zum Gesteeungspräis ze kréien. Hei ass et eppes ganz aneschters! Et ass e ganz anere Modell. Do géif een 20 % vum Bauland, nieft deene 25 %, déi ee souwisou schonn zegutt huet als Gemeng - an ech mengen, dat wësse mer alleguer heibannen, oder déi meescht: déi se souwisou scho fir Infrastrukturen zegutt huet -, do géif d'ëffentlech Hand nach 20 % an deem dote Fall, dee grad ugeschwat ginn ass - mee, wéi gesot, mir wëssen, dass déi sech ënnerscheeden -, gratis zur Verfügung gestallt kréien.

M. Marc Lies *(CSV)*.- 30 % wäre besser!

M. Max Hahn *(DP)*.- Ee Paradigmewiessel, dee menger Meenung no - a wéi gesot, do kënne mer gären eng aner Meenung hunn, domadder hunn ech iwwerhaapt guer kee Problem - awer der ëffentlecher Hand wäert erméiglechen, méi bezuelbare Wunnraum ze schafen! Firwat? Well se eebe grad deen héije Käschtefacteur vum Bauland selwer ... An ech mengen, dat hutt Dir jo och ugeschwat, fir dee kuerzzeschléissen, an dat geschitt genau mat dëser Mesure.

Wéi gesot, ausser dass et sech jeeweils ëm Prozentsätz handelt, hunn déi zwee Modeller iwwerhaapt glat a guer näischt mateneen ze dinn.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, ech fueren do weider, wou de Max Hahn opgehalen huet. Ech soen dem Här Kox villmools Merci, dass en hei an d'Chamber komm ass an dass en och an eis Kommissioun komm ass, fir iwwert all déi Projeten ze diskutéieren, déi iwwert de Fong, deen neie Spezialfong, finanzéiert ginn. Dat ass ganz gutt. Dat erlaabt eis Deputéierten, e bessert Bild ze kréien iwwert dat Ganzt an dass mer elo haut kënnen eng Debatt féieren. Dass déi warscheinlech méi iwwert de Logement en général awer geféiert gëtt, ass dobäi nach eng Kéier ze begréissen.

Här President, ech géif gären ufänke mat engem Constat, engem éierlechen an och engem ongeschminkte Constat: dem Constat, dass d'Politik, an domadder mengen ech och meng Partei, et an deene leschte Joerzéngten net fäerdegbruecht huet, de Wunnengsproblem un tant soit peu an de Gréff ze kréien.

An dobäi louch et net um gudde Wëlle vun der Politik. Vill Initiative goufe geholl. Vill Debatte goufe geféiert, déi all d'Zil haten, d'Präisspiral um Wunnengsmaart ze briechen. Ech erënneren un de Pacte Logement 1, de bëllegen Akt, d'Loyerssubventiounen, d'Aides à la pierre, d'Wunnengsbäihëllefen an d'Primmen, déi niddreg TVA op der Éischtwunneng, d'Zënssubventiounen an esou weider an esou fort.

Wann nawell an de leschte Joren d'Präisser ëm 7, 10 an zejoert souguer ëm iwwer 16 % geklomme sinn, da komme mer net derlaanscht festzestellen, dass all eis Beméiungen, fir d'Präisevolutioun um Wunnengsmaart ze bremsen, eigentlech en Echec sinn. Dat musse mer och esou kloer an onverblimmt soen. An do gëtt et näischt schéinzerieden. Dat si mer deene Jonke schëlleg, déi op der Sich no hirer éischter Wunneng sinn. Dat si mer de Famillje schëlleg, déi bei den héije Wunnengspräisser ënnert d'Rieder kommen. Dat si mer deenen Honnerte Leit schëlleg, déi zënter Joren op Waardelëschte vum Fong oder vun der SNHBM stinn.

An dee Constat, deen deet wéi, an éischter Linn emol natierlech deenen, déi Loyer bezuelen oder sech eng éischt Wunneng wëllen uschafen. Et deet wéi, well all déi virdru genannt Initiativen am Logement eis alljoers vill Sue kaschten - ech schwätzen hei vun Honnerte Milliounen all Joer.

An als President vun der LSAP deet et engem duebel wéi, well all déi politesch Moossnamen, déi besonnesch menger Partei um Häerz leien an op déi mer esou houfreg sinn, wéi d'Erhale vum Index, d'Erhéije vum Mindestloun ëm 100 Euro, de Crédit d'impôt pour salariés, de Crédit d'impôt monoparental an esou weider, déi jo all zum Zil hunn, de schaffende Leit e wierdegt Liewen ze erméiglechen a fair Léin fir hir Aarbecht ze garantéieren, all dës Moossname riskéieren ze verpuffen, wann zäitgläich d'Loyeren an d'Wunnengspräisser grouss Spréng maachen. An ech schwätzen hei emol net nëmmen iwwert den Impakt op den Aarmutsrisiko, well hei ass et och d'Mëttelschicht, déi déi Auswierkungen do spiert, déi schaffend Leit, souguer wa se zu zwee am Stot eng korrekt bezuelten Aarbechtsplaz hunn.

Dee leschten LSAP-Minister am Logement war de Benny Berg. An aus där Zäit, de 70er-Joren, stamen zwee vun de wichtegste Gesetzer, déi mer och haut nach am Logement hunn: d'Schafe vum Fonds du logement an d'Wunnengsbäihëllefen.

Haut schwätze mer iwwert de Rapport zum Fonds spécial, deen a mengen Ae grad esou eng grouss Bedeitung huet wéi déi zwee genannt Gesetzer. D'Schafe vun deem Fong geet eigentlech zréck op d'Consultatiounsdebatt hei an der Chamber am Joer 2018. Deemools hat ech am Numm vu menger Partei d'Schafe vun eeben esou engem Spezialfong gefuerdert. An ech felicitéieren der Regierung an dem Minister Kox ausdrécklech duerfir, dass net laang gewaart gouf, fir dëse Fong ze schafen, an dass mer haut schonn iwwert en éischte Rapport kënnen diskutéieren. Dat war wichteg, well grad am Logement, do leeft eis jo d'Zäit fort.

De Minister Kox schwätzt vun enger „Offensiv". An effektiv, am Rapport gi vill Projeten opgezielt an dat ass och ze begréissen. An deem Kontext wëllt ech dann och op de Pacte Logement 2.0 hiweisen, deen ënnerwee ass. Am Volet vun der Städteplanung huet d'Inneministesch Taina Bofferding hei eng Reform proposéiert, déi méi déif an den Immobiliemarché agräift, wéi dat bis elo zu Lëtzebuerg jee de Fall war. An dës Propos, wou awer vill Zweifelen och vun der Oppositioun komm sinn - Dir hutt den Här Lies virdrun héieren -, ass nawell elo vum Staatsrot guttgeheescht ginn. An dat ass absolutt ze begréissen!

An Zukunft suerge mir derfir, dass bei all PAP vu mindestens zéng Wunnengen e Prozentsaz vun de Wunnengen d'office un d'Gemenge respektiv un de Staat geet an d'Wunnengen och do bleiwen. A virun allem neutraliséiere mer dat Deierst fir d'ëffentlech Hand, nämlech de Präis vum Terrain. Dat gëtt also effektiv e wierkleche Systemwiessel an esou kënne mer vill méi effizient just nach a Wunnengen investéieren an doduerch am Endeffekt och méi bezuelbar Wunnenge schafen.

De Baulandvertrag, deen och ënnerwee ass, wäert verhënneren, dass Bauland zu Spekulatiounszwecker joerzéngtelaang broochleie gelooss gëtt oder just drëpserchersweis op de Marché kënnt - wuelgemierkt schwätze mer vun zukünftegem Bauland.

De Baulandvertrag gëtt e wichtegt Instrument, fir d'Spekulatioun ze bekämpfen, an hëlleft de Gemengen, Baulücken ze schléissen an och bei der Entwécklung vun hirer Gemeng. Grad d'Gemengen, an do si mer eis jo all heibannen eens, gehéieren an der Logementspolitik zu deene wichtegsten Acteuren. An ech wéilt hei och duerfir mat engem Virurteel opraumen: Et ass net esou, dass all d'Gemenge bremsen am Logement. Vill, jo ganz vill Gemengen investéiere sech staark an d'Erschafung vun neiem Wunnraum. Als President vun der LSAP ruffen ech duerfir all d'Gemengen op, an deene mir an der Verantwortung sinn oder mat an der Verantwortung sinn, beim Pacte Logement 2.0 matzemaachen. An ech sinn och iwwerzeegt, dass se dat all wäerte maachen.

Wann ech am Rapport vum Fonds spécial kucken, da gesinn ech, dass vill Projete vum Fonds du logement a vun der SNHBM an der Stad sollen entstoen, mee déi dräi gréisste Projeten zu Diddeleng, zu Wolz oder zu Kielen eleng maache scho quasi 50 % vun alle Wunnengen aus, déi an Zukunft sollen am Land entwéckelt ginn - iwwregens dräi Gemengen, an deenen d'LSAP Verantwortung huet oder mat an der Verantwortung steet.

Wann een de Rapport vum Fonds spécial liest, da gesäit een, dass gutt a vill geschafft gëtt am Ministère, bei eisen ëffentleche Wunnengsbaugesellschaften, an de Gemengen, fir an Zukunft vill neie Wunnraum ze erschléissen an nei Wunnengen zu bezuelbare Präisser ze realiséieren.

Et spréngt engem awer och direkt an d'An, dass all déi Projete laang, ganz laang, éiweg laang brauchen! Jo, duerfir gëtt et dacks gutt Ursaachen, sinn dach vill vun deenen Terraine komplizéiert ze erschléissen, sief et duerch Allaaschten oder well den Accès nach komplett feelt. Nawell muss een als Bierger awer heiansdo de Kapp rëselen, wann ee liest, dass gréisser Projeten 20, 25, bal 30 Joer brauche vun där éischter Iddi bis zur fäerdeger Realiséierung. Wéi dacks krute mir zum Beispill als Deputéiert scho vun deene sëllege Logementsministeren aus de leschten zéng Joer, an dat waren der jo e puer, d'Projeten Elmen oder „Wunne mat der Wooltz" virgestallt.

Et läit awer och un eise Prozeduren. Dat wësse mer. All déi, déi an de Gemengen aktiv sinn, wëssen dat ganz besonnesch. Ech sti jo och net am Verdacht, de Patronatsorganisatiounen ëmmer nozeplapperen, mee hei hu se Recht, wa se déi laangwiereg a komplizéiert Prozedure kritiséieren. En éischten Effort gouf jo scho mam Omnibusgesetz gemaach. Do mussen der awer nach nokommen.

Den Ëmwelt-, den Natur- an den Aarteschutz sinn eis all wichteg. Nach musse mer kucken, dass dësen eis net onnéideg bremst a behënnert bei der Erschléissung vun neiem Wunnraum. Ech sinn iwwerzeegt, dass et méiglech ass, déi zwou Saachen ënner een Hutt ze bréngen, et duerf een et just net nëmmen aus engem Bléckwénkel kucken. Duerfir muss en Terrain, deen eemol gepréift gouf a fir de Wunnengsbau reservéiert gouf, och fir de Wunnengsbau reservéiert bleiwen an net no e puer Joer nees déi selwecht oder quasi änlech Prozeduren mussen duerchlafen.

Ech wéilt an deem Kader och emol mat engem anere Schauermärchen opraumen: Et ass net esou, dass bei eis am Land keng Plaz méi wier. Eist Land ass ongeféier esou grouss wéi d'Saarland an d'Saarland huet eng Millioun Awunner. A wien an d'Saarland fiert, dee gesäit, dass do d'Leit net openee wunnen.

Wann Der emol d'Geleeënheet hutt, de Fliger ze huelen um Findel, da kuckt eng Kéier zur Fënster eraus oder kuckt Iech Lëtzebuerg op de Satellittebiller um Computer un, da gesitt Der, dass eist Land gréng ass. Et ass gréng tëschent eisen Uertschaften. Awer och an eisen Dierfer an an eise Stied ass et gréng. Et ass also Raum do fir ze bauen, selbstverständlech prioritär an den Uertschaften, awer och am direkten Ëmfeld kënnen do, wou et Sënn mécht - do, wou et Sënn mécht! -, Bauperimeteren erweidert ginn.

D'Fro, déi sech duerfir opzwéngt, ass manner d'Fro vun der Plaz, mee éischter d'Fro: „Packe mer et, och wa mer eis ambitiéis Ziler ginn, fir all déi Wunnengen ze bauen? Gëtt et genuch Baufirmen? Gëtt et genuch Main-d'œuvre, fir déi alleguerten ze realiséieren? Ech fäerten, och hei sinn eis Limitte gesat. An et gëtt schwéier, net nëmmen, dat ze bauen, wat mer mussen, fir der Entwécklung nozekommen, mee virun allem och, fir dee risege Retard opzeschaffen, dee mer an de leschte Joerzéngten ugesammelt hunn.

Eng weider Saach, déi engem bei der Lektür vum Rapport opfält, ass, dass den Undeel vun de private Promoteure beim Realiséiere vum bezuelbare Wunnraum quasi inexistent ass. Ganzer 5 vun den 3.125 Wunnengen, déi am Rapport ernimmt ginn, goufe vu private Promoteuren entwéckelt. Dat si mickreg 0,2 %. Dobäi misste mer dach probéieren, och déi privat Promoteuren ze gewannen, fir sech am abordabele Wunnengsbau ze investéieren.

An ech sinn och fest dervun iwwerzeegt, dass si dat wëllen. Un eis ass et, e gerechten an e faire Kader ze schafen. De Ministère huet viru Kuerzem e Cahier des charges opgestallt, fir de subventionéierte Wunnengsbau ze encadréieren. Mir begréissen ausdrécklech, dass dëse sech net nëmmen un d'Promoteurs publics an un d'Gemenge riicht, mee och un déi privat Promoteuren. Speziell fir heiriwwer ze schwätzen, sollte mer eis an der Logementskommissioun emol Zäit huelen, a fir erauszefannen, wéi mer am beschten d'Privatinitiativ kënne begleeden an och encouragéieren.

Här President, ech hu virdrun en ongeschminkte Constat gemaach. Ech wéilt duerfir awer net dëst Pult verloossen, ouni och e puer Virschléi ze maachen.

Am Rapport vum Fonds spécial geet rieds vun 300 Projeten an engem Finanzvolume vu 518 (veuillez lire: 514) Milliounen Euro. De Fong gëtt gespeist direkt aus dem Staatsbudget. Ech mengen, zejoert waren dat gutt 130 oder 137 Milliounen Euro. Dat gesi mir Sozialisten natierlech just als en Ufank an erwaarden, dass dee Fong wéinst deene risegen Erausfuerderungen an Zukunft déi néideg Mëttele kritt, déi e brauch. Eng Iddi wier et awer vläicht, sech Gedanken ze maachen, deem Fong an Zukunft eege Recetten ze affektéieren, zum Beispill, dass e kéint gespéist gi vun Antispekulatiounssteieren, Steieren op eidele Wunnengen oder op Bauland, wat broochleie gelooss gëtt. Dat géif och dem Logementsminister et erspueren, alljoers bei de Finanzminister ze pilgeren an ëm Suen ze biedelen. Mir wëssen, dass dat besonnesch schwéier ass, wann de Staatsbudget selwer ënner Drock kënnt.

Weiderhi musse mer onbedéngt all Hemmschong, deen eis am Logement bremst, aus der Welt schafen. De Logement soll déi selwecht héich Prioritéit genéisse wéi zum Beispill de Klimaschutz oder och de Schutz vun eiser Gesondheet.

Duerfir sollte mer all concernéiert Acteuren, ëffentlecher a privater, un een Dësch bréngen, fir all déi Problemer ze léisen, déi eis blockéieren oder eis bremsen an der Schafung vun neiem Wunnraum.

D'Regierung an de Minister Kox kréien déi voll Ënnerstëtzung vu menger Partei bei all hire Bestriewungen, fir méi abordabelen an ëffentleche Wunnraum ze schafen. Geléist kréie mer domadder d'Wunnengskris awer net. Wat mer domadder awer fäedegbréngen, ass, nieft dem onbezuelbare Wunnraum um private Marché e bezuelbare Wunnraum unzebidden. Dat ass net näischt. Mee fir d'Wunnengskris richteg unzegoen, musse mer virun allem d'Spekulatioun bekämpfen. An dat hunn ech hei och schonn e puermol gesot: Mir musse verhënneren, dass Terrainen a Wunnengen zu renge Finanzproduite verkommen. Mir mussen duerfir déi auslännesch Investissementer erschwéieren, déi eleng aus Grënn vun der Profittmaximéierung gemaach ginn a wou et guer net méi dräms geet, fir Wunnraum ze schafen. Op alle Fall duerfe mer déi Investissementer net och nach steierlech fërderen.

A wann ech hei vu Steiere schwätzen, da wëll ech och emol eppes Grondleeëndes soen, wat net direkt eppes mat dëser Debatt ze dinn huet, an awer: Steiere sinn dat onbestridde wichtegst Mëttel, fir vun ëffentlecher Säit aus do ze korrigéieren, wou eppes aus dem Ruder leeft, fir en Ausgläich ze schafen an eng Ëmverdeelung ze maachen tëschent deenen, déi vill hunn, an deenen, déi näischt hunn oder nëmme wéineg.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Allerdéngs fält mir op, dass mer et zu Lëtzebuerg verléiert hunn, konstruktiv a sachlech iwwert d'Besteierung am Allgemengen ze schwätzen.

De Parteipresident vun der CSV gëtt zesummegestaucht, wann e proposéiert, dass mer emol sollen iwwer Räichen- an Ierfschaftssteieren nodenken. D'LSAP kritt gesot, et wär net den Ament, iwwer Steieren ze schwätzen, wa si fënnt, dass déi, déi iwwerméisseg Gewënner duerch oder wéinst der Coronakris gemaach hunn, aus engem solidaresche Prinzip an och aus Gerechtegkeet en zousätzleche Beitrag leeschte sollen. „Et ass net den Ament", kënnt et da wéi aus dem Chorus.

Mee, Dir Dammen an Hären, an den Ae vun deenen, déi am Iwwerfloss liewen, ass et ni den Ament, fir iwwer méi Steieren ze schwätzen. Dat ass jo kloer. Et ass scho bemierkenswäert, wéi déi Räich an all hir Lobbyen et ëmmer erëm fäerdegbréngen, hei am Land deenen einfache Leit anzetriichteren, wa Steiererhéijunge kéimen, da wäre si matbetraff, souguer, wa vu Fräibeträg a Milliounenhéicht geschwat gëtt.

An duerfir appelléieren ech un all déi Leit, déi ech agangs a menger Ried opgezielt hunn an déi ënnert deenen iwwerdriwwene Wunnengspräisser leiden: Mellt Iech zu Wuert! Loosst Iech keng Angscht maache vu Steieren! Au contraire. Engagéiert Iech an dësen Diskussiounen, well et geet do ëm Iech!

Wa mer iwwer Antispekulatiounssteiere schwätzen, wa mer iwwer Steieren op eidele Wunnengen oder broochleiendem Bauland schwätzen, dann ass et, fir Mëssstänn ze bekämpfen, dann ass et, fir dem

Staat an de Gemengen déi finanziell Méiglechkeeten ze ginn, fir an de Wunnengsbau ze investéieren. Mat Steiere kënne mer lenken, dirigéieren - d'Wuert seet et jo schonns -, besonnesch wann et, wéi hei am Wunnengsbau, an déi falsch Richtung geet.

Mir brauchen e besseren Ëmgang mat der Steierfro, méi en onkomplexéierten, fundéierten a sachlechen Ëmgang. An duerfir sinn ech frou, dass meng Partei eng grouss Steierdebatt ugefrot huet, ënnerstëtzt vun deenen anere Parteien hei am Parlament. Dës Debatt gëtt den Ament preparéiert an ech erhoffe mer dovun, dass och d'Besteierung vum Besëtz, besonnesch am Logement, wäert thematiséiert ginn. Meng Partei, d'LSAP, wäert sech op alle Fall an där Diskussioun net verstoppen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mer schonn ugekënnegt hunn, schwätze mer haut en Theema un, wat immens wichteg ass an eisem Land, well et eeben e grousse Problem ass, nämlech de Logement. Duerfir wëll ech och direkt op dëser Plaz, esou wéi meng Virriedner, dem Minister Kox Merci soen, dës Debatt ugefrot ze hunn, fir datt mer eis kënnen hei echangéieren a virun allem debattéieren.

Mir liewe momentan an enger Zäit, déi zimmlech onsécher ass, mat engersäits där sanitärer Kris, wou eng onstabill Situatioun awer trotzdeem nach ëmmer herrscht, mee wou mer awer trotzdeem ufänken, en Enn vum Tunnel ze gesinn, an op där anerer Säit där Logementskris, wou d'Enn vum Tunnel nach e bësse wäit ewech ass, mee wou mer elo schonn d'Schinne bauen, fir dohinnerzekommen.

D'Präisser am Logement gi fir ëmmer méi Leit ëmmer méi onbezuelbar - op jidde Fall net ënner normale Konditiounen! An ech erlabe mer, op dëser Plaz e klengt perséinlecht Beispill ze nennen. Virun e puer Joer, wéi mir op Lëtzebuerg komm sinn, konnte meng Eltere sech awer trotzdeem eng Wunneng leeschten, a mir hu sécherlech net zu der Mëttelschicht gehéiert, éischter drënner, an de Kredit war awer op 20 Joer. Hautdesdaags sinn déi Jonk bei engem Kreditt, deen op 30, 35 voire méi Jore muss bezuelt ginn.

Fir vill Leit gëtt den Zougang zu bezuelbare Wunnengen ëmmer méi schwéier an déi Leit riskéieren esou, net méi voll um Wuelstand vun eiser Gesellschaft participéieren ze kënnen. Et ass wichteg, datt mer deene Leit dobausse Sécherheet a Stabilitéit kënnen ubidden. Mir musse massiv an de Bau vu Wunnengen investéieren, fir aus dëser Kris kënnen erauszekommen.

D'Prioritéit vun der gréngen Logementspolitik ass fir d'alleréischt, an de Bau vun ëffentleche Wunnengen ze investéieren, déi dann awer och an der ëffentlecher Hand solle bleiwen. Déi Wunnenge sollen och bezuelbar sinn. D'Leit sollen net méi wéi d'Hallschent vun hirer Pai ofginn, fir kënnen eng Wunneng ze bezuelen. Et muss bezuelbar sinn, natierlech fir déi méi Schwaach an eiser Gesellschaft, awer och mëttlerweil fir d'Mëttelschicht.

Fir eis ass Wunnen eng Fro vun der sozialer Gerechtegkeet an och en Integratiounsfacteur nach derbäi: Integratioun an der Gesellschaft fir déi Jonk, fir déi Al, fir Singlen, fir Familljen, fir Monoparentallen, enfin bref, fir jiddereen. Duerfir muss jiddereen déi Chance hunn, eng wierdeg Wunneng kënnen ze kréien.

Mee net nëmme Wunnenge kënnen iwwert de Spezialfong ënnerstëtzt ginn. Och den urbane Raum kann iwwert de Fong méi qualitativ gestalt ginn. Mir musse vu Liewensqualitéit am Wunnraum schwätzen, awer och am ëffentleche Raum, do, wou de soziale Kontakt eebe stattfënnt.

Déi Fro, déi ech mer géif stellen, wann ech mer dat alles géif unhéieren, ass: Schéin a gutt, mir musse bauen, mee wou? Wat sinn d'Erausfuerderungen a wat wëlle mer erreechen?

Fir kënnen dorop eng Äntwert ze ginn, wëll ech och kuerz op dëser Plaz de Pacte Logement uschwätzen. Eent vun den Haaptziler vum Pacte Logement ass dat, datt déi ëffentlech Hand, sief dat d'Gemengen oder Staat, Terraine muss mobiliséieren, fir justement kënnen dorobber ze bauen, Terrainen, déi schonn am Bauperimeter sinn, mee awer och nei Terrainen, déi solle punktuell an de Bauperimeter erakommen, natierlech do, wou et Sënn mécht, punktuell do, nach eng Kéier, wou mer kënnen déi „gréng Flächen" duerch Logementer ersetzen.

Mir hunn och natierlech op där anerer Säit Plansectoriel-logementen, op déi ech elo am Moment net wäert direkt agoen. Mir wäerten deemnächst och nach déi néideg Zäit kréien, fir iwwert de Pacte Logement 2.0 ze schwätzen. Mee just kuerz op dëser Plaz wëll ech awer och gesot hunn, wéi wichteg deen neie Pakt wäert sinn, fir kënne massiv an de Wunnengsbau ze investéieren an do zu abordabele Präisser kënnen ze bauen.

Hei ass et nämlech esou, datt an Zukunft d'Gemengen Terraine vu Promoteure wäerte „gratis" zur Verfügung gestallt kréien. An, wéi verschidde béis Zonge behaapten (veuillez lire: An am Géigendeel zu deem, wat béis Zonge behaapten), wäerte justement dës Terrainen der ëffentlecher Hand net verluer goen. Wann eng Gemeng net gewëllt ass, déi ze entwéckelen, da wäert de Staat mat Hëllef vu sengen ëffentleche Promoteuren dat kënne maachen. Wat hei wierklech muss ënnerstrach ginn, ass, datt déi ëffentlech Hand dës Terrainen ouni finanziell Contrepartie wäert kréien.

Vläicht kann ee sech elo op dëser Plaz froen, wat d'Plus-value soll sinn. Mee ganz einfach: Déi aktuell Pandemie, déi nach ëmmer present ass, mécht, datt och d'Gemengen net onbedéngt wëssen, wat muer geschitt. Si wëssen net onbedéngt, wéi et wäert mam Budget am nächste Joer ausgesinn. An anstatt de Risiko anzegoen, dës Terrainen ze verléieren, well d'Gemenge se eeben net wäerte kënnen opkafen, huet de Pacte Logement eeben de Wee vun der Gratuitéit ageschloen.

Dir kënnt och elo soen: Wou ass do den Hick? Well meeschtens kritt ee jo näischt fir näischt. Dat ass och ganz einfach: D'Gemenge kréien d'Terraine gratis zur Verfügung gestallt, an dofir däerfen d'Promoteure méi bauen. Esou gesinn ass dat eng Win-win-Situatioun wierklech fir jiddwereen. An Zukunft wäert déi ëffentlech Hand also méi einfach un Terraine kommen. Mee Terrainen eleng ginn natierlech net duer. Mir musse se och schnellstméiglech bebauen, mat abordabele Wunnenge bebauen. An dat erlaabt eis justement de Fonds spécial.

De perfekte Cas de figure ass natierlech, déi gratis Terrainen ze kréien, mee et gëtt net nëmmen däers. Heiansdo muss ee kënne soen, datt eng Baulück muss opkaaft ginn oder eeben en eidel steeënd Haus. A genau dofir brauche mir och de Fonds spécial, fir datt, wa sech esou eng Occasioun sollt ubidden, mir déi néideg Flexibilitéit hunn, fir dat kënnen ze maachen.

Fir ee weidere Schratt an déi richteg Richtung ze maachen a puncto Logementskris, hu mer virun engem Joer hei an der Chamber e Gesetz fir dëse Fonds spécial votéiert. Dat war e klengt Gesetz, wat ech hei presentéiert hunn, mee et ass wierklech eng grouss Revolutioun an der Gestioun vum Logementsbudget ginn.

Wat ass dann esou extra gewiescht? Ech probéieren dat ganz einfach ze erklären:

Op ministeriellem Niveau ass et esou, datt ee muss alljoers de Budget virgesi fir dat Joer drop. A falls sech dozwëschent sollt eng Occasioun justement ubidden, fir eppes opzekafen, wier et schwéier gewiescht, fir do déi néideg Suen ze mobiliséieren. Dat ass dann net ëmmer evident gewiescht. Virun allem am Bausecteur ass et jo esou, datt e Projet meeschtens méi laang wéi ee Joer dauert, souguer zwee, dräi, véier bis zéng Joer. An déi Flexibilitéit huet justement bis elo gefeelt.

Fir wéi eng Projete kann de Spezialfong nach weider benotzt ginn? Wéi ech scho virdru gesot hunn: fir de Kaf vun Terrainen, de Bau vu Mietwunnengen, de Kaf vun ale Wunnengen, Transformatiounen, Renovatiounen, mee awer och fir Infrastrukturen, och technescher Natur. An Etüde kënnen och iwwert de Fong bezuelt ginn. Alles, wat zur Liewensqualitéit, wat zu engem bessere soziale Liewe bäidréit, kann iwwert de Fong finanzéiert ginn.

Dëse Fong ass en Instrument, dat méi eng flexibel Gestioun vun de Suen am Beräich Wunnengsbau erlaabt, an d'Contraintë justement vum Budget annuel falen ewech. En plus kënnt nach derbäi, datt mir als Chamber och eng besser Previsibilitéit an Transparenz a puncto Aarbechten am Beräich Wunnengsbau wäerte kréien. Et ass och wichteg ze soen, datt jiddwereen hei kann de Suivi vun den Investissementer verfollegen, well de Logementsministère nämlech alljoers e Rapport iwwert de Fonctionnement an d'Depensë vum Fong publizéiert - logement.lu.

Op dëser Plaz erlaben ech mer och eng Motioun ze deposéieren, déi mer an der Chamberskommissioun diskutéiert hunn. Mir fuerderen nämlech d'Regierung op, nach méi an den Detail ze goen, wéi dat am Gesetz virgesinn ass. Ech kommen nach zum Schluss vu menger Presentatioun dozou, fir Iech d'Detailer ze erklären, mee ech erlabe mer op dëser Plaz och, déi Motioun ze deposéieren.

Motion 1

« Les projets d'envergure en matière de logements abordables »

La Chambre des Députés,

considérant

a) la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des projets d'envergure en matière de logements abordables ;

b) les procédures à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptées en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et la Commission des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « grands projets d'infrastructure Travaux publics » en date du 23 octobre 2008 ;

c) la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins dix millions d'euros ;

d) la motion de la Chambre des Députés du 1er mars 2018 prise dans le contexte du débat de consultation sur la problématique du logement et invitant le Gouvernement à inciter le Fonds du logement et la Société nationale des habitations à bon marché ainsi que les communes à construire davantage de logements locatifs ;

e) le rapport spécial de la Cour des comptes du 28 janvier 2019 sur la réalisation des logements sociaux et ses recommandations visant notamment la nécessité de mettre en place les outils nécessaires afin d'avoir une vue globale des projets, notamment en matière de consommation financière, d'état d'avancement et de réalisation effective de logements ;

f) la volonté du Gouvernement de dynamiser la création de logements abordables publics en développant en premier lieu le parc public de logements en location abordable et en second lieu celui des logements en vente à coût modéré ;

g) la motion de la Chambre des Députés du 10 décembre 2019 prise dans le contexte du débat de consultation sur le Pacte logement 2.0 et considérant qu'une des priorités en matière de politique du logement consiste dans la création d'une offre nettement plus large de logements abordables destinés en premier lieu à la location ;

h) l'article 5 de la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement et obligeant le ministre à soumettre annuellement à la Chambre des Députés un rapport sur le fonctionnement et les activités du fonds, ainsi qu'un programme pluriannuel des dépenses du fonds tenant compte des besoins de logements et des projets soumis par les promoteurs,

invite le Gouvernement à

a) présenter chaque année, avec le rapport sur le fonctionnement et les activités du Fonds spécial de soutien au développement du logement et en vue d'un débat à mener par la Chambre des Députés, une liste des projets d'envergure en matière de logements abordables à réaliser prioritairement par les promoteurs sociaux avec l'appui financier de l'État au cours de l'exercice suivant, voire les exercices suivants, et dont l'appui financier de l'État est susceptible d'atteindre un coût d'au moins dix millions d'euros,

considérant en outre

a) la liste des projets d'envergure en matière de logements abordables susceptibles d'atteindre un coût d'au moins dix millions d'euros, soumis à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD), présentée lors des réunions du 20 mai et du 3 juin 2021 de la Commission du Logement ;

b) que les projets susceptibles d'engendrer un engagement financier de l'État de plus de 40 millions feront l'objet d'un projet de loi d'autorisation budgétaire spécifique permettant ainsi de présenter en détail l'évaluation critique des coûts et l'optimisation des coûts d'assainissement et de renaturation par une augmentation de la densité de logements et meilleure économicité des typologies de logements ;

c) que, suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère du Logement, du Fonds du logement et de la Société nationale des habitations à bon marché, la Commission du Logement a avisé favorablement les projets présentés,

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets suivants :

a) En ce qui concerne les projets à réaliser par le Fonds du logement et le Fonds d'assainissement de la cité Syrdall

Promoteur public	*Commune d'implantation projet*	*Adresse/Lieu-dit*	*Durée de réalisation*	*Unités de logement*	*Participation étatique estimée en millions*
Fonds d'assainissement de la cité Syrdall	*Biwer*	*Cité Syrdall/ An der Schmëtt*	*2022-32*	*146*	*36-55*
Fonds du logement	*Dudelange*	*Laminoir Neischmelz*	*2024-42*	*1.300*	*372-560*
Fonds du logement	*Echternach*	*Cité Manertchen*	*2024-34*	*214*	*62-93*
Fonds du logement	*Luxembourg*	*Val St André*	*2023-27*	*92*	*20-31*
Fonds du logement	*Mamer*	*Wëltgebond*	*2021-28*	*162*	*41-62*

b) En ce qui concerne les projets à réaliser par la Société nationale des habitations à bon marché

Promoteur public	*Commune d'implantation projet*	*Adresse/Lieu-dit*	*Durée de réalisation*	*Unités de logement*	*Participation étatique estimée*
SNHBM	*Diekirch*	*Cité militaire*	*2023-28*	*124*	*26-39*
SNHBM	*Grosbous*	*Laangfelder*	*2022-25*	*85*	*11-22*
SNHBM	*Lac de la Haute-Sûre*	*Bierg*	*2021-24*	*67*	*10-16*
SNHBM	*Luxembourg*	*Merl, Boulevard Pierre Dupong*	*2023-27*	*184*	*25-38*
SNHBM	*Luxembourg*	*Kirchberg/Kiem*	*2024-30*	*320*	*47-71*
SNHBM	*Luxembourg*	*Merl, Rue des Ligures*	*2024-30*	*320*	*48-72*
SNHBM	*Luxembourg*	*Kirchberg/JFK Sud*	*2023-28*	*175*	*35-45*
SNHBM	*Luxembourg*	*Bonnevoie, Itzegerknupp*	*2023-33*	*484*	*57-86*
SNHBM	*Mersch*	*Quartier de l'Alzette, ancien site Cepal*	*2023-33*	*320*	*31-48*
SNHBM	*Sandweiler*	*Am Bongert/ Beim ale Kiirfech*	*2024-27*	*83*	*18-28*
SNHBM	*Sanem*	*Belval Nord*	*2021-25*	*68*	*22-28*

(s.) Semiray Ahmedova, Yves Cruchten, Marc Goergen, Max Hahn, Marc Lies, Nathalie Oberweis, Roy Reding.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Ech wëll Iech awer och e puer pertinent Zuelen aus dem Rapport vun dësem Joer nennen.

Den Inventaire vum Fonds spécial de soutien au développement du logement huet um 31. Dezember 2020, dat heescht dat éischt Joer, wou mer dat géifen ofschléissen, insgesamt 300 konventionéiert Projete virgesinn. Dat si ronn 3.100 Wunnengen, wou mer scho wëssen, datt déi och wäerte gebaut ginn.

Vun deenen 3.100 Wunnenge gi 47 % verkaaft iwwert de Wee vun der Emphytheos an 53 % ginn zu abordabele Präisser verlount. D'Participatioun vum Staat fir déi 300 Projete läit bei ronn 514 Milliounen Euro. Eleng 2020 huet de Staat déi ëffentlech Promoteure mat 96 Milliounen ënnerstëtzt an d'Tendenz geet och an déi richteg Richtung.

D'Regierung huet bis elo eng ronn 1.300 Ar Terrain kaaft, an déi ëffentlech Promoteuren hu scho versprach, fir bis 2025 ronn 4.300 Wunnengen ze bauen, sou eng järlech Moyenne vun 860 Wunneenheeten. Ech enthalen Iech och net vir, datt d'Promoteure schonn ugekënnegt hunn, datt si an der Period zwëschent 2021 an 2025 wäerte weider Verträg ënnerschreiwen, fir dann insgesamt op ronn 8.200 nei Wunneenheeten ze kommen, déi no 2025 geliwwert wäerte ginn.

Als Konklusioun vu menge Chiffere wëll ech awer och soen, datt eleng am Joer 2015 - dee Moment war dat natierlech net ënnert dem Fonds spécial, mee ënnert deenen 21 Budgetsartikele virgesinn - 39 Milliounen Euro ausbezuelt gi si fir de Logement. Am Verglach mat 2020, wou 96 Milliounen ausbezuelt goufen, kann een definitiv soen, datt de Chiffer vun dem Invest fir de Wunnengsbau verduebelt gouf, méi wéi verduebelt souguer. An et geet weider an déi richteg Richtung: Laut Previsioune sollen 2023 schonn 200 Milliounen Euro investéiert ginn.

Ech wëll awer och kuerz e puer Projet-d'envergure uschwätzen. Verschiddener wéi Elmen zu Ollem si scho lancéiert an anerer si momentan nach an der Planung. Hei schwätze mer wierklech vu grousse Quartieren, déi wäerte gebaut ginn a wou esou kuerz- a mëttelfristeg vill Wunnenge wäerten entstoen. Dës grouss Projete sinn natierlech och mat enger gewëssener Virlafzäit verbonnen, well ier een ufänkt, richteg ze bauen, mussen natierlech Etüde gefouert ginn, mee virun allem muss déi néideg Infrastruktur scho virleien. Elmen ass ee vun den éischte Projeten, dee schonn amgaangen ass an dee mer och konkreet konnte mat der Logementskommissioun besiche goen.

Weider Projete wieren zum Beispill „Wunne mat der Wooltz", wat och schonn deposéiert ass a wou mer vu ronn 400 abordabelen an ëffentleche Wunnenge schwätzen, de Kierchbierg mat 320, Märel mat 320, Bouneweg mat ganze 480. Mee als Diddelenger kann ech net de Projet NeiSchmelz vergiessen. Dat ass ee vun deene gréisste Projeten, wou mer wäerten abordabel Wunnenge bauen. Ronn 1.300 abordabel Wunnenge kommen dann och op Diddeleng. D'Bauzäit entsprécht och deene groussen Ambitiounen a wäert bis 2042 goen.

Ech kéint Iech natierlech nach weider Projeten opzielen, mee ech géif Iech einfach proposéieren, Iech de Rapport vum Fonds spécial unzekucken.

Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer, op dëser Plaz meng Konklusioun ze maachen an ze soen, datt dëse Fonds spécial einfach néideg war an datt mer e weidere Meilestee setzen, fir déi Logementskris ze bekämpfen. Mir brauchen dëse Fong, fir eiser Jugend, déi e Recht op Wunnen huet, kënnen eng sécher Zukunft unzebidden. Mir brauchen dëse Fong, fir endlech emol d'Präisser um Wunnengsmarché kënnen ze stabiliséieren a fir kënnen de Bierger a Biergerinnen dobaussen eng Stabilitéit a Planbarkeet am Liewen unzebidden.

Dat gesot, erklären ech Iech och kuerz déi Motioun, déi ech deposéiert hunn a wou ech muss betounen, datt déi wierklech vun eis alleguerten, alleguerten de Parteien heibanne gedroe gëtt. Also d'Chamber fuerdert, datt d'Regierung eis all Joer e Bilan respektiv e Rapport mécht, wat alles am Fonds spécial geschitt an natierlech, wat déi ëffentlech Promoteuren - wéi mer bis elo gesot hunn: SNHBM, de Fonds du logement - amgaange sinn ze bauen oder respektiv, wat si schonn an der Pipeline hunn. Dëse Rapport soll de Fonctionnement an d'Aktivitéit vum Spezialfong an der Logementskommissioun presentéieren, am Hibléck op eng järlech Debatt an der Chamber, esou wéi se elo am Moment amgaangen ass ze geschéien.

Contrairement zum Gesetz, wou eng finanziell Ënnerstëtzung vum Staat ab 40 Millioune virgesinn ass - dat muss an der Chamber dann dee Moment och votéiert ginn -, fuerdere mir d'Regierung op, datt esouguer Projeten, déi mat 10 Millioune subventionéiert ginn, sollen op d'Lëscht kommen, fir debattéiert kënnen ze ginn. Schlussendlech ass et wichteg, egal ob et e grousse Projet ass oder e klenge Projet, et ass wichteg, Logementen ze bauen.

D'Zil vun der Motioun ass natierlech, e besseren Iwwerbléck ze kréie vun deem Ganzen, wat um Terrain konkreet geschitt. Mee dat Allerwichtegst fir eis Chamber ass, eng gewësse Previsibilitéit, Transparenz an Anticipatioun ze hunn.

Merci villmools fir d'Nolauschteren an ech wier fäerdeg.

(Hilarité)

Jo, ech konnt et net anescht ofschléissen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ahmedova. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, de Fong fir de Wunnengsbau, dat ass haut d'Theema, net en allgemengen Exkurs an d'Wunnengsbaupolitik - do hate mer scho méi wéi een Débat d'orientation - an och net d'Steierpolitik - do kréie mer en Débat d'orientation. Hei geet et ëm dee Fong, deen indiskutabel eng gutt Saach ass. Mir wëlle wëssen, mir als Deputéiert, déi d'Regierung ze kontrolléieren hunn an déi ëffentlech Bauträger ze kontrolléieren hunn, wat, wéi vill, wou gebaut gëtt a wat et kascht. Dat ass eng flott, transparent Saach an do kann een nëmmen derfir sinn.

De Minister Kox war asoufern ganz erfrëschend, well en huet sech op dee Fong konzentréiert a keng Exkurse gemaach an aner Theemeberäicher. En huet eng prinzipiell Ausso gemaach, déi mer gutt gefall huet: E sot, d'Recht op Proprietéit soll net verhënnert ginn. A wann haut de Mëtteg fir soss näischt gutt war, dat war dach emol eng Ausso! Mir wëssen also elo, datt dee gréngе Wunnengsbauminister an dës Regierung d'Proprietéit an Zukunft net verhënnere wëllen.

(Interruption)

De Marc Lies huet domadder - a mengen Ae - gesënnegt, datt e fundamental seng Rieden, déi en an den Orientéierungsdebatte gehalen huet, dann nach eng Kéier gehalen huet. Seng Ausso zum Fong war: „Mir sinn eis all eens!" Duerfir mussen 30 Minutten ze schwätzen, schéngt mer relativ laang ze sinn.

Wat wouer ass, den Yves Cruchten war a mengen Ae ganz erfrëschend. Hien huet eng Lanz gebrach fir de private soziale Wunnengsbau. An dat ass eppes, wat ech och schonn hei gesot hunn am Numm vun der ADR: Privat Promoteure sollen net ausgeklamert ginn. An ech hunn hei schonn eng Kéier d'Recheбeispill ginn, datt, wann de Staat eleng nëmmen duerch eng Staatsgarantie déi 20 % oder 30 % Eegebedeelegung deckt, déi de private Promoteur brauch fir kënnen ze bauen, dann eleng kéint e Wunnenge bauen, déi laangfristeg kéinten zu soziale Miete verlount ginn. An dat géif eis vill hëllefen, well da brauche mer net nëmme staatlech Acteuren, mee dann hu mer eng ganz Arméi vu privaten Acteuren, déi och eppes kënnen dozou bäidroen, datt méi soziale Wunnengsbau hei am Land geschitt. An dat wär eng gutt Saach!

E war och erfrëschend, wéi e gesot huet, de Kärproblem oder ee vun den absolutte Kärproblemer wieren éiweg laang Prozeduren. Et ass einfach onerdréiglech, datt et Projete gëtt, ob privat oder ëffentlech, déi 10, 15, 20, 25 Joer brauchen! Dat kann net sinn! An dat ass d'Folleg vun enger iwwergrousser Bürokratiséierung. Mir soen hei ëmmer: „D'Prozedure musse méi einfach sinn, musse méi schnell ginn." Ma kommt, mir maachen et! An ech denken, dat ass eng interministeriell Aufgab fir ze kucken: Wou kënnen do Prozedure gestrafft a virun allem och acceleréiert ginn?

Bon, dann huet den Yves Cruchten - ech hunn en oft genuch geleeft - en Exkurs gemaach an d'Steierrecht, wou ech em wollt soen: Steiere kënnen net affektéiert ginn! Mir hunn eng Règle de non-affectation, an dat ass och richteg esou. Et ass verbueden, eng speziell Recette enger spezieller Depense ze affektéieren. Dat soll och esou bleiwen. Et ass also keng gutt Iddi ze soen: „Mir maachen elo eng spezifesch Steier, déi dëse spezifesche Fong speist." Dat ass rechtlech falsch. Dat ass politesch flott, et klénqt gutt: „Mir maachen elo eng Spekulatiounssteier an domadder baue mer da Sozialwunnengen." Politesch klénqt dat gutt, mee rechtlech ass et net méiglech.

An da wollt ech dem Semiray Ahmedova Merci soe fir seng ganz objektiv a gutt Ried a virun allem och fir déi flott Motioun, déi et virbereet huet. A wéi et richteg sot, droe mer déi hei unanimement. An ech denken, dat steet eisem Parlament gutt zu Gesiicht.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass e wäite Wee vun dohannen, ech brauch ëmmer e bëssen.

Léif Kolleegen, mir begréissen, dass dësen Debat iwwert de Fonds spécial logement dëst Joer fir d'éischte Kéier stattfënnt an hoffentlech dann och méi reegelméisseg wäert stattfannen. De Rapport vum Fonds spécial liwwert e gudden Iwwerbléck iwwert déi ëffentlech an abordabel Wunnengspolitik. Dat ass sécherlech eng méi gëeegent Grondlag wéi déi éischter konfus Usammlung vun Informatiounen am Budget an a Reglementer an erlaabt eis, eng seriö Bestandsanalys vun de Projeten ze maachen a vun do aus dann och kënnen ze bewäerten, ob dat, wat de Fong geplangt huet, dann och duergeet, fir der Logementskris gerecht ze ginn.

Als Lénk hu mir fir dës Debatt an d'Analys vum Rapport d'Fro vun dem Besoin u Wunnengen an den Zentrum gestallt. Mir ginn also aus vum Besoin un abordabelem Wunnraum haut an och an der Zukunft a wielen domat eng aner Approche wéi d'Auteure vum Rapport, déi d'Finanzen an déi konventionéiert Projeten am Fong duerstellen an um Enn d'Froe ronderëm de Besoin vun de Leit, déi op eng Wunneng waarden, e bëssen ze kuerzkomme loossen.

Den Här Logementsminister seet an der Aleedung vum Rapport, dass et drëm geet, fir d'Recht op d'Wunnen ze realiséieren. Mir moossen d'Logementspolitik vun der Regierung dann och un dësem Zil, an de Fonds fir den ëffentleche Wunnengsbau ass e wichtegt Instrument an dëser Politik.

Här President, mat den Zuelen, déi mir vun der SNHBM, vum Fonds du logement an och aus der Gestion locative sociale kennen, kann een dovunner ausgoen, dass méi wéi 15.000 Leit den Ament op enger Waardelëscht vun engem Promoteur public oder engem Acteur aus der GLS stinn. An derbäi komme Lëschten an de Gemengen, déi mir net kennen.

Dernieft ass laut den Zuelen an Etüde vum Statec oder dem Observatoire de l'habitat dovunner auszegoen, dass zousätzlech Zéngdausende Leit zwar net op enger Waardelëscht stinn, mee eligibel wiere fir eng ëffentlech subventionéiert, abordabel Wunneng. Heizou eng Zuel: 2018 haten 63 % vun de Stéit, déi lounen an e klenge Revenu hunn, also dee sougenannte „premier quintile", en Taux d'effort fir de Loyer, dee bei iwwer 40 % vun hirem Revenu disponible louch. All dës Stéit bräichten eng méi gënschteg Wunneng, fir anstänneg liewen ze kënnen. An um Privatmarché gëtt et déi net.

D'Zuel 30.000 ass dofir och ganz realistesch, wat de Bedarf un abordabelem Wunnraum fir d'Locatioun ugeet. Dat wieren zirka 10 % vum Wunnengsbestand. Si gouf viru Jore vun der Caritas genannt an ass vläicht haut souguer ze déif ugesat. Ech ënnersträichen och nach eng Kéier de Bedarf no Wunnengen an der Locatioun. Eleng déi grouss Zuel u Locatairë mat Schwieregkeete weist dat schonn. Mee dernieft ass och de finanziellen Opwand fir de Kaf vun enger abordabeler Wunneng mat enger Aide à la pierre fir vill Leit net ze stemmen an domat och keng Optioun.

Aus der Annex vum Rapport vum Fonds geet ervir, dass et aktuell 3.612 Wunnengen an der Locatioun gëtt. Et feelen der also ronn 27.000, fir op déi 30.000 ze kommen. Deen Ecart ass enorm, a mir mengen, dass et ouni zousätzlech Mesuren net geléngе wäert, fir den Ecart tëscht der Offer an dem Besoin wierklech méi kleng ze maachen.

Natierlech ass och eng Acceleratioun am ëffentleche Wunnengsbau ze erkennen. Mir streiden dat net of, och wann een et bis haut nach net esou an den Zuelen erëmgesäit. Mee d'Präisser um private Marché, déi wuessend Populatioun, déi éischter Iues klammend bis stagnéierend Léin an der breeder Bevëlkerung loossen drop schléissen, dass d'Demande fir abordabele Wunnraum ëmmer méi séier klamme wäert an d'Offer an hirer aktueller Form deem net nokomme wäert.

Bis 2025 gëtt d'Fäerdegstelle vun 860 Wunnenge pro Joer virausgesot. Dat wier also e gutt Stéck méi wéi dat, wat an de Jore virdrun de Fall war, an dat ass natierlech eng gutt Noriicht. Mee vun den aktuell konventionéierte Wunnenge sinn der awer knapp d'Hallschent fir de Verkaf virgesinn. Och wann den Undeel vu Wunnenge fir d'Locatioun an Zukunft méi héich ausfale soll, stelle mir awer fest, dass d'SNHBM de Fokus éischter méi op d'Vente leet. A vu dass d'SNHBM awer de gréissten Deel vun de Wunnengen achevéiert an de Fonds du logement dogéint méi an d'Locatioun geet a méi grouss … Pardon, ech hu mech elo ..., ech hat elo gemengt, ech géif nëmme resuméieren, mee ech fänken nach eng Kéier vu vir un. Ech wollt et méi kuerz maachen, mee et ass net gaangen.

(Hilarité)

Och wann den Undeel vu Wunnenge fir d'Locatioun also an Zukunft méi héich soll ausfalen, stelle mir awer fest, dass d'SNHBM de Fokus jo méi op d'Vente leet an d'SNHBM awer och de gréissten Deel vun de Wunnengen achevéiert. De Fonds du logement dogéint geet méi an d'Locatioun, mee mécht méi kleng an oft méi komplex Projeten, bei deenen um Enn manner Wunnenge wäerten erauskommen.

D'Fro stellt sech, ob déi Strategie net iwwerduecht misst gi respektiv wéi eng Iwwerleeungen hannert dëser Aufgabendeelung stinn, déi tendenziell also ëmmer d'Iwwergewiicht bei d'Vente verlagert. Mir mengen, dass et éischter d'Gemenge misste sinn, déi méi kleng Projete - Stil Baulücken - duerchféiere missten, wärend SNHBM a Fonds sech missten op méi grouss Projete konzentréieren.

Dozou kann een en aktuellt Beispill ginn: D'SNHBM huet den zweeten Appel à candidatures bei engem grousse Projet zu Bieles lancéiert; beim éischten Appell goung alles an d'Vente, elo beim zweeten och. Och hei ass d'Fro, firwat d'Vente ëmmer virgezu gëtt, obwuel et eng grouss Urgence fir abordabel Locatiounswunnenge gëtt. Beim grousse Virzeigeprojet Elmen ass et genee dat selwecht: Zwee Appel-à-candidaturë sinn ofgeschloss fir iwwer 100 Wunnengen, an net eng eenzeg locativ Wunneng.

Här President, de Rapport vum Fonds spécial geet um Enn op de Profill vun de Leit op der Waardelëscht vum Fonds du logement an. Mir ginn dovunner aus, dass d'Waardelëscht vum Fonds tendenziell representativ ass fir d'Populatioun, déi generell op Waardelëschte steet. Hei froe mir eis, ob den Typ vu Wunnengen, dee majoritär gebaut gëtt, och tatsächlech dem Besoin entsprécht.

Wann ee sech hei den SNHBM-Projet zu Elmen ukuckt, da stellt ee fest, dass d'Fläch vun Haiser wéi vun Appartementer bei 85 bis 140 Meterkaree läit. Och bei anere Projeten ass ganz seelen emol en Appartement dobäi, dat ënner 70 Meterkaree läit. Dobäi sinn et awer grad eenzel Erwuessener, déi dee gréisste Grupp op der Waardelëscht bilden an dobäi och nach déi mannste Prioritéit genéisse bei der Vergab vun enger Wunneng. Dat ass och guer net verwonnerlech, well grad kleng Wunnenge respektiv Studioen um Privatmarché schwéngseg deier sinn.

Dofir froe mir eis, ob d'Gréisst vun de Wunnengen, déi ëffentlech Promoteure bauen, net verstäerkt dem Bedarf vun de Leit, de Profiller vun de Leit also op de Waardelëschten, ugepasst sollt gi respektiv awéiwäit dat iwwerhaapt haut scho passéiert bei der Entwécklung vun neie Projeten. Awéiwäit et fir ëffentleche Wunnraum géif Sënn maachen, verstäerkt op modular Bauformen ze setzen, fir esou och méi flexibel op de Bedarf kënnen ze reagéieren, wier an dësem Kontext eng weider Iwwerleeung.

Här President, nieft dem Finanzement vun der Konstruktioun vu Wunnengen ass och d'Acquisitioun vun Terrainen eng Missioun vum Fong. Am Rapport ass ze liesen, dass de Fonds 1.300 Ar fir zirka 400 Logemente kaf huet. Op den éischte Bléck wierkt dat net wéi immens vill, mee dat eleng ass eigentlech net eist Haaptbedenken. D'Terraine leie gréisstendeels a Regioune vum Land, déi oft schlecht ereechbar sinn, wann ee keen Auto huet. Vill vun deenen Dierfer a Stied leien an enger net prioritär ze entwéckelnder Regioun vum Land, an dat mécht Sënn, well et eeben do keng Zuchstrecke gëtt. An deene Regiounen abordabele Wunnraum unzesidelen, ass fir eis awer och net onbedéngt dee beschte Choix, well déi Leit, déi an Zukunft do wäerte wunnen, riskéieren en ageschränkten Zougang zu wichtegen Infrastrukturen a Servicer ze hunn, einfach well se net mobill sinn. An d'Leit kriten dann eventuell eng Automobilitéit opgezwongen, déi se eventuell nach méi Geld kascht.

Dofir si mir der Meenung, dass de Fonds bei sengen Acquisitiounsaktivitéiten och d'Landesplanung muss mat consideréieren an dann och Terraine kafen a Regiounen, besonnesch a Stied an Uertschaften, déi prioritär wuesse sollen, also Regioune mat gudder ëffentlecher Transportubannung. Op der Lëscht vun den Terrainsacquisitiounen erfëlle Miersch an Hesper dës Krittären, d'Cité Syrdall à la rigueur och.

Dass d'Acquisitioune vu gënschteg geleeënen Terraine fir de Fonds esou schwéier ass, verdäitlecht, dass de Fonds natierlech och tributaire ass vum Marché, dee komplett aus dem Rudder gelaf ass.

Vill ass geschwat gi vu private Promoteuren, déi emol 180 Milliounen Euro op den Dësch leeë kënnen, fir en Terrain um Kierchbierg ze kafen, en Terrain, deen de Staat wuelverstane selwer opgewäert huet mam Bau vum Tram. Dëse Wäert, dee mat ëffentleche Sue geschaf gouf, gëtt awer privatiséiert an domat ginn da Wunnenge gebaut, déi fir déi grouss Majoritéit vun den Awunner am Land präislech onereechbar wäerte sinn.

De Fonds spécial taucht bei esou Transaktioune guer net op; dee spillt net mat an dëser Liga, wann et ëm Terrainen an der Stad oder op Industriebroochen am Süde geet, och net an der Nordstad, déi prioritär wuesse soll. An dat ass jo den eigentleche Problem: Wann d'Präisentwécklung bei den Terrainen net gestoppt gëtt, da wäert et an Zukunft ëmmer méi schwéier ginn, fir abordabel ëffentlech Wunnengen ze bauen, an um Privatmarché lafen d'Präisser fort.

De Fonds spécial misst jo eigentlech eng wichteg Roll spillen, fir grouss Bauterrainen op urbaniséierte Plazen an de Stied ze kafen an do dann den ëffentleche Wunnengsbau unzekurbelen. Aus sozialer an ekologescher Siicht wier dat och sécherlech am sënnvollsten, an éischter Linn emol fir déi Leit, déi eng abordabel Wunneng sichen.

Mee fir op dee Punkt ze kommen, brauche mir an eisen Aen e ganze Katalog vu Mesuren: Mir mussen d'Spekulatioun op Terrainen oninteressant maache mat méi héije Besteierungen op realiséierten an awer och op latente Plus-valuen a mir brauchen eng seriö Besteierung vun Terrainen, déi broochleien, an dat net just zu Dikrech. Mir musse kuerzfristeg Baulücken an eidel stoend Wunnenge mobiliséieren a mir mussen ophalen, Investoren, déi a Locatiounswunnengen investéieren, steierlech esou ze privilegéieren, dass déi manner Steiere bezuele wéi déi Mënsche mat engem normale Salaire, déi an hire Locatiounswunnenge liewen.

Mir mussen och de Pacte Logement 2.0 notzen, fir privat Promoteure méi staark an d'Verantwortung ze huelen, mat däitlech méi héijen Obligatiounen, wat den abordabele Wunnraum ugeet. A mir mussen elo direkt d'Loyersentwécklung an de Grëff kréien.

Ech erënneren an deem Zesummenhang nach eng Kéier un eise Gesetzesvirschlag, dee genee dat erreeche soll, am Géigesaz zum Regierungsprojet, deen de Status quo fortféiert an de Locatairen domat d'Liewe guer net méi einfach mécht.

De Gel vu Loyeren, deen nach dräi Wochen a Kraaft ass, muss an eisen Aen och verlängert ginn, well de Gel fir vill Locatairen a Pandemiezäiten eng Suerg manner bedeit. Sollt de Gel elo auslafen, da gi vill Locatairë mat Erhéijunge vum Loyer konfrontéiert an enger Zäit, wou déi sozial an ekonomesch Schied vun der Pandemie awer nach nowierken.

Dofir deposéiere mir och hei eng Motioun, fir de Gel bis Enn des Joers ze verlängeren, esou wéi mir et an eiser Gesetzespropos am Oktober och scho wollten.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- vu que le gel des loyers introduit le 20 mai 2020 viendra à échéance le 30 juin 2021 ;

- vu la persistance de la pandémie de la Covid-19 ;

- vu la très forte croissance continue des prix du logement ;

- considérant que selon les chiffres de l'Observatoire de l'habitat, 55% des ménages du premier quintile de niveau de vie sont locataires ;

- considérant par ailleurs que 63 % des ménages-locataires du premier quintile de niveau de vie ont un taux d'effort supérieur à 40 % ;

- considérant que les ménages les moins aisés sont souvent le plus durement touchés par les effets de la pandémie de la Covid-19,

invite le Gouvernement

- à prolonger le gel des loyers au moins jusqu'au 31 décembre 2021.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Här President, d'Ausmooss vun der Logementskris ass gewalteg. De Fonds spécial ass sécherlech een Usaz, awer just ee vu villen, déi néideg sinn. De Fonds eleng wäert net vill bréngen, wann de Privatmarché parallell onkontrolléiert weider gewäerde gelooss gëtt. Mir lafen der Wunnengskris hannendrun an dëse Fonds mécht dat och. Dofir brauche mir eng méi interventionistesch Approche vum Staat, fir an de Maart eran ze intervenéieren, fir eeben d'Recht op d'Wunnen ze erméiglechen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Viru ronn engem Joer hu mir hei an der Chamber allegueren e Gesetz gestëmmt, mat deem decidéiert gouf, déi verschidden Ausgabe vum Staat am Beräich Logement an engem eenzelne Fong ze bündelen. Doduerch gouf et der Regierung erlaabt, méi Iwwersiicht iwwert d'Ausgaben ze hunn, déi am Logement gemaach ginn. Et handelt sech bei dësem Fong an éischter Linn ëm e Kontrollinstrument. Et geet dorëm, d'Ausgabe vun der ëffentlecher Hand méi schnell, méi effikass an och méi transparent ze gestalten. Dat sot och de Minister Kox d'lescht Joer hei an der Chamber.

De Minister hat och gesot, dass et wichteg wier ze kucken: Wou gëtt investéiert? Wéi vill gëtt investéiert? An a wat gëtt investéiert? Esou wäit, esou gutt. Wa mir eis dann den éischte Rapport vum Logementsministère ukucken, kréie mer emol en Iwwerbléck iwwert déi plakeg Zuelen: 300 Bauprojeten a bal 3.000 Wunnengen, déi aktuell am Bau sinn. Derbäi kommen nach 1.300 Ar Terrainen, op déi weider 400 Wunnenge kënne gebaut ginn. Bis 2025 rechent de Ministère mat 4.300 Wunnengen, déi kënne gebaut ginn - et sinn nach gutt véier Joer bis dohin.

Dat kléngt jo emol gutt, wann ee sech dat esou uliest. Wann een awer e bësse méi an de Rapport erageet, wéi vill Leit eleng op der Waardelëscht vum Fonds du logement stinn, déi „elo" Hëllef brauchen, fir zu engem faire Präis kënnen zu Lëtzebuerg ze liewen, dann ännert d'Bild sech scho ganz schnell: 6.500 op de Waardelëschte bei der SNHBM, 3.800 op der Lëscht vum Fonds du logement - an hei schwätze mer nëmme vun deene Leit, déi wierklech Hoffnung hunn, eng erschwénglech Wunneng ze kréien. D'Donkelziffer u Leit, déi wéinst dem Logement an d'Aarmut gedréckt ginn, ass vill méi héich. Vill Mënschen hunn emol keng Hoffnung, dass si iergendeng Kéier eng bezuelbar Wunneng wäerte kréien. Si probéieren dofir emol guer net, sech op déi Waardelëschten anzeschreiwen. Zu Recht, muss ech leider soen, well bei esou enger Waardelëscht kritt een einfach d'Flemm.

Stand haut a Stand d'nächst Joer feelen nach ëmmer Wunnengen hei am Land fir Zéngdausende vu Leit. Dozou kënnt, dass déi ganz grouss Bauprojeten eréischt a gutt 10 bis 20 Joer, wann alles riichtgeet, wäerte fäerdeg sinn. Bis dohinner si mer heibannen alleguerten e Stéck méi gro. Ma grad dëst weist, dass dës Regierung, déi jo awer zënter 2013 am Amt ass, elo och an der Verantwortung ass fir déi aktuell Situatioun an net genuch Léisunge bruecht huet.

Wéi eng Perspektive gi mer de Leit hei am Land, wa mer hinne soen, dass se eventuell a 5 bis 20 Joer eng gënschteg Wunneng wäerte kréien? Musse si dann nach 20 Joer schaffe goen, fir nëmmen de Loyer kënnen ze bezuelen? An da spéider nach weider 30 Joer, fir en Appartement oder en Haus ofzebezuelen? Ass dat den Dram, deen dës Regierung fir Lëtzebuerg huet? Fir mech kléngt dat éischter no engem Albdram.

An da kënnt nach derbäi, dass déi Wunnengen, déi vun der ëffentlecher Hand gebaut ginn, oft nach vill ze deier si fir déi meescht Leit. Scho beim Finanzéierungsgesetz vum Projet Elmen hat ech dat d'lescht Joer gesot, dass Dir musst ophalen, d'Wuert „abordabelen" oder „erschwénglechen" Wunnengsraum egal wéi ze benotzen. Pauschal 400.000 oder 600.000 Euro ze froe fir en Appartement oder en Haus, dat mat Steiergelder gebaut gouf, dat ass fir eis Piraten net an der Rei. A jo, sozial Wunnengsbau ass nun emol net, fir Profitt ze maachen an et kascht de Staat och Geld. Sozial heescht, fir d'éischt un d'Leit denken, net un de Budget.

All Haiser an Appartementer, déi mat Steiergelder gebaut ginn, missten an eisen Aen un déi reell Salairë vun de Leit ugepasst ginn an net, wéi beim Projet Elmen ze gesinn, zu fixe Präisser. Sozialen an abordabele Wunnengsraum heescht, dass och eng Famill mam Mindestloun soll kënnen an engem Appartement oder Haus wunnen. Ma dovunner si mer aktuell nach wäit ewech.

Wéi soll eng Persoun, déi e bësse méi wéi de Mindestloun verdéngt, an de Genoss kommen, en Appartement oder souguer en Haus ze kafen? Wou huelen Alengerzéiend, déi souwisou schonn duerch hir Steierklass genuch gestrooft ginn, d'Suen hier, fir sech eppes ze kafen? Wou huelen déi Jonk, déi frësch vun der Uni kommen, déi Suen hier?

Fir eis Piraten muss dofir elo gehandelt ginn! Fir där Erausfuerderung gerecht ze ginn, missten d'Ausgaben am Wunnengsfong fir de soziale Wunnengsbau mindestens duebel esou grouss sinn, fir dass bei de Leit um Enn och wierklech eppes ukënnt.

Mir sinn derfir, dass Wunnenge solle fir zéng Euro de Meterkaree verlount ginn, dat a Form vun engem Mietkauf, soudass een de Loyer ugerechent kritt, wann een duerno d'Appartement oder d'Haus wëllt kafen. Dat ass fair a sozial.

An et muss och gekuckt ginn, dass déi puer Wunnengen, déi an den nächste Joren op de Maart kommen, virun allem bei deene Leit ukommen, déi se elo wierklech brauchen. Dat heescht och, dass mer musse prioriséiere fir déi nächst Joren. Et ass e bësse wéi beim Impfstoff: Mir hu méi Leit, déi eng Wunneng brauchen, wéi et Wunnenge gëtt. Bei staatleche Projete muss dofir gekuckt ginn, dass elo virun allem déi Leit drukommen, déi jorelaang an enger Gemeng gewunnt hunn, do opgewuess sinn, do an d'Schoul gaange sinn. Et dierf net sinn, dass Jonk an Al aus hire Gemenge gedréckt ginn, well keng Plaz méi fir si do ass oder well se Kanner grousszéie wëllen. Hei misst e feste Prozentsaz un ëffentleche Wunnengen deene Leit zeguttkommen, déi an hirer Gemeng wëlle wunne bleiwen.

Och wa mir Piraten de Fong begréissen a fir nëtzlech halen, esou muss een als Fazit vun der Wunnengspolitik soen: Et geet nach net duer! Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här „Di Bartolomeo". Ech hu grad eng schéi Ried gehalen, hunn ech gemierkt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- O entschëllegt!!

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et war den Här Goergen um Riednerpult.

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Regierung huet d'Wuert, jo!

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Jo, merci. A merci och fir d'éischt fir déi konstruktiv, awer natierlech deels och kritesch Ureegungen zu dësem Debat. Dat weist, dass de Logement an all de Fraktiounen natierlech och eng Prioritéit genéisst. An duerfir erlaabt mer, dass ech, ier ech déi eenzel Riedner kuerz ernimme mat hiren Iddien, am Ufank eng generell Umierkung wëll soen.

Dat Éischt: Dat hei ass jo e Fong, deen a sech de Kader vun de Suen, vun der Ënnerstëtzung fir den ëffentlechen abordabele Wunnengsraum definéiert. En definéiert net all déi aner Politiken, déi natierlech an deem Riedche vun där gesamter Wunnengsbaupolitik anenee musse gräifen, fir dass d'Auer och richteg ka funktionéieren. Dat heescht, mir hunn e punktuell finanziellt Dokument, wat a sech vis-à-vis vun der Chamber eng Transparenz sollt weisen. An ech mengen, dat hunn d'Virriedner alleguerte gesot, dass mer dat och heimadder erreecht hunn. Natierlech wäerte mer nach probéieren - an dat war dat, wat den Här Lies virdru gesot huet -, nach versichen, méi Detailer ze ginn, wéi déi Projeten a wou se sinn. Ech mengen, dat hu mer probéiert an der Mëtt vun dem Projet, wéi mer déi Kéisen (ndlr: graphesch Duerstellungen) do presentéiert hunn, wéi eng Phas vun der Realiséierung de Projet duerstellt.

Ech wëll awer am Ufank vläicht iwwer ee Punkt schwätzen, dat ass, wat a sech dozou gehéiert, fir dat ze realiséieren, déi Sue kënnen ze deblockéieren: Dat ass d'Gesetz vun 1979, et ass hei schonn ernimmt ginn, dat ass d'Gesetz iwwert d'Aides à la pierre. Dat si mer jo amgaang ze reforméieren an do gëtt jo dat definéiert, wat hei virdru vu verschiddene Riedner gesot ginn ass, déi Abordabilitéit. Déi Abordabilitéit hu mer jo an der Kommissioun och diskutéiert. Wat heescht Abordabilitéit? Ma mir kucken, éischtens, déi Abordabilitéit méi an d'Mëtt vun der Gesellschaft ze zéien, insbesondere bei der Locatioun. An dat zweet grousst Element dovun ass: Mir kucken nom Revenu disponible vun de Leit, déi sech do zesummefanne fir zesummenzewunnen, fir jee no Akommes bei der Belaaschtung vun 10 % eropzegoe bis op 35 % - 10 % fir déi, déi an der ganz ënneschter Akommesquell sinn. Dat ass d'Abordabilitéit, esou wéi mer se da virgesinn.

Gläichzäiteg kënnt och mat derbäi - an dat ass jo implizitt och an dem Fong ugeschwat ginn -, nämlech déi Wunnengen, déi mer kreéieren, musse mer natierlech an engem Register, dat mer nennen: de RENLA, Register vun abordabele Wunnengen, déi an d'Locatioun ginn, opstellen. An dat ass eppes ganz Wichteges. An do froe mer och nach eng Kéier de LISER - an dat ass, wat d'Nathalie Oberweis an hirer Ried hei gesot huet -, fir eis ze soen: Mir musse wëssen, wéi eng Demandeuren ënnerwee sinn. Wéi kënne mer dee Profill gesinn? A mir hunn dem LISER eng Rei vun Opträg ginn, fir dat méi genau ze analyséieren, fir dass mer déi séllege Lëschten och kënnen integréieren an eng Lëscht, ouni natierlech déi Regionalitéit herno ze vergiessen. An duerfir ass dat e ganz wichtegt Reformwierk, wat mer amgaang si fäerdeg ze maachen.

Ech weess net, ob mer et fäerdegbréngen, virum Summer nach deen Depot ze maachen. Mir hu jo eng Rei Saache schonn an der Kommissioun diskutéiert. Ech fäerten awer, dass mer nach de Summer mussen huelen, fir dass dat Ganzt och fäerdeg gëtt, dass et am Hierscht awer kann op den Instanzewee goen, wou dann och déi Punkten definéiert ginn, déi Der all hei gefrot hutt.

Ech wëll awer eppes am Virfeld och nach eng Kéier soen: Mir mussen do bauen, an dat ass och e puermol gesot ginn, wou den ëffentlechen Transport ass, wou déi stättesch Strukture sinn. A mir kommen net derlaanscht, eis Projeten ze iwwerdenken. Mir kommen net derlaanscht ze kucken: Wat ass d'Ekonomie vun deem Projet a wéi ass d'Rationalitéit zwësche Wunnengsbau an ëffentlechem Raum, dee mer musse finanzéieren?

An dat hu mer zu Elmen jo erfuer, wéi mer den éischte Projet de loi hei deposéiert hunn, dass mer déi Wunnengen ..., an den Här Goergen huet vun enger Zuel geschwat, vu 500.000, 550.000 Euro. Wéi entstinn déi, wa se herno an d'Vente kommen? An der Emphytheos. Mir maache jo d'Neutraliséierung vum Terrain, da musse mer jo par rapport deen Invest, dee mer an den ëffentleche Raum maachen, opdeelen op déi Wunnengen. A wat mer méi Wunnenge bauen, wat deen Invest an den ëffentleche Raum automatesch méi op Wunnengen opgedeelt gëtt. An duerfir ginn déi Wunnengen och am Endpräis méi bëlleg fir den Acquereur.

Duerfir musse mer driwwer diskutéieren, ouni d'Wunnqualitéit a Fro ze stellen, ouni d'Liewensqualitéit am ëffentleche Raum a Fro ze stellen. An et ass dat, wat mer diskutéieren, an et ass dat, wat an de Gemengen och déi Angscht heiansdo mécht vun de Leit, awer och deels vu Gemengeresponsabelen, well si mussen dat verkafe vis-à-vis vun hire Bierger. An do wëll ech gäre mathëllefen, fir dass mer déi Diskussioun féieren.

Well déi Stied vu fréier, wéi si se entstanen? Firwat sinn se iwwerhaapt Stied ginn? Firwat sinn do Aktivitéitsmechanismen entstanen? Firwat si Geschäfter do entstanen? Well eng gewësse Masse critique vu Leit zesummekomm ass, déi sech géigeseiteg konnten ënnerstëtzen. Do ass d'Aarbechtsdeelung opgaangen - deen een ass Schouster ginn, deen aneren ass Bäcker ginn, deen aneren huet eng Déngschleeschtung erbruecht -, awer nëmmen, well déi Communautéit sech zesummegedoen huet an engem begrenzte Raum, fir zesummen ze liewen an d'Fräizäit ze genéissen.

An dat musse mer diskutéieren. An duerfir ass eng Densificatioun iwwerall esou ze maachen, dass et erträglech ass - natierlech! -, awer mir mussen och d'Ekonomie vun den eenzelne Projeten ënnert d'Lupp huelen, fir dat och kënnen ze rechtfertegen, fir dat ëmzesetzen.

An dann, vill gëtt dovu gesot: D'Privatwirtschaft, déi muss mathëllefen. An ech zitéieren do de Staatsrot am Avis iwwert de Bail à loyer - den Avis ass do; ech mengen, dee wäerte mer am Hierscht zesummen ugoen -, an dee seet: « [...] les investisseurs privés recherchent avant tout un rendement maximal : il serait donc illusoire de croire que les investisseurs privés pourraient se substituer aux pouvoirs publics en matière de politique sociale, en l'occurrence de logement social. »

Ech wëll net soen, dass … Si hunn en anert Bestriewen! Wat mir awer als ëffentlech Hand musse maachen, dat ass de Kader. Mir mussen d'Gestioun vun deene Wunnengen hunn. Mir brauchen awer d'Privatwirtschaft fir ze bauen, well si sinn d'Profie fir ze bauen. Well de Fonds du logement huet kee Bagger an d'SNHBM huet och keng Firma. Si maachen den Encadré. A si hu jo och opgestockt: Si sinn op 150, 160, 170 Leit gi se elo deemnächst, well se déi Projeten an Zukunft och musse realiséieren, déi mer elo in petto hunn hei an deem Fonds.

Mee mat wiem baue se dann? Si baue mat der Privatwirtschaft! Si baue mat deenen, déi um Terrain ënnerwee sinn, well si bauen net eleng. An duerfir gëtt et Ausschreiwungen, déi dat och kënne maachen.

Et ass iwwert d'Prozedure geschwat ginn, firwat déi ëmmer esou laang sinn. Déi sinn oft méi laang, wa mer als ëffentleche Promoteur dohinnerkommen, well mer och vill mussen iwwerzeegen als ëffentleche Promoteur, wa mer méi eng Densitéit an enger Gemeng wëllen erreechen. Dat muss diskutéiert ginn, well d'Angscht virun iergendeppes do ass. Well duerfir ass jo déi Abordabilitéit, déi mer méi an d'Mëtt vun der Gesellschaft bréngen, awer och déi Mixitéit tëschent Logement abordable an der Locatioun a Vente emphythéotique, fir dass mer e ganz breet Element vun der Societéit an esou Projeten ënnerkréien. Dat wäerte mer zu Wolz fäerdegbréngen, dat si mer amgaang zu Elmen, och an deene Projeten hannendrun, am PAP 2, PAP 3 ze diskutéieren, an dat wäerte mer och zu Wolz ugoen, fir dat ze maachen.

An dann hunn ech nach - ech war jo selwer eng Zäitche Buergermeeschter -, ech hunn all déi Projete gekuckt, déi de Moment a menger Stiedchen op der Musel do gebaut ginn. Do ginn der ganz vill gebaut. Wësst Der nach, wien déi autoriséiert huet? Dat war ech, deen déi PAPen zesumme mam Gemengerot guttgeheescht huet. Dat ass deels sechs, siwen, aacht Joer hier. Do ass net vu Fliedermaus ze schwätzen, do ass net vun iergendenger klenger Maischen ze schwätzen! Do ass vun deels och Spekulatioun, vum Verkaf vum éischte Projet, deen, deen d'Geneemegung ufreet … An dat wësst Der allegueren, déi Der an der Responsabilitéit an enger Gemeng sidd: Ee kënnt d'Autorisatioun froen, deen Nächsten, et gëtt verkaf an da kënnt en anere fir d'Baugeneemegung, an dann ass et nach net esou wäit, da gëtt nach e bësse gewaart an dann ass en Drëtten, deen da bei der Baugeneemegung ass, an zum Schluss, d'Promotioun, dat ass souguer nach e Véierten.

Dat huet näischt mat Prozeduren ze dinn! Dat huet wierklech näischt mat Prozeduren ze dinn! Jo, an de Prozedure kënne mer deels méi schnell sinn, mee mir mussen awer kucken, wéi mer se all an d'Boot kréien! An et ass net ëmmer déi Ëmwelt, déi do an de Féiss läit. Och do hu mer eng Kris, ech wëll déi awer och elo net klengrieden. An duerfir, mengen ech, solle mer zesummen e Wee sichen, fir do erauszekommen.

An dann, well ech elo nach am Virfeld méi en allgemenge Punkt wollt soen zu deenen eenzelnen Intervenanten, fänken ech un, esou wéi se hei opgetruede sinn, mam Här Lies - och merci fir d'Ënnerstëtzung.

Natierlech, mir maache scho laang Wunnengsbaupolitik. Natierlech ass et de Präis, dee mir och Suerge mécht. Et däerf een awer och net vergiessen, dass dee Präis, deen de Moment ënnerwee ass, och net déi éischte Kéier eng Well ass - mir

schwätze jo vu Wellen. An ech hunn dat nogekuckt, an de Statec seet jo selwer, de Präis géif elo Gott sei Dank e bëssen erofgoen, obschonn dat deels Kaffissaz (veuillez lire: Kaffissazlieserei) ass. Mee ech hunn déi lescht 30 Joer gekuckt: 1989-1991 hate mer méi eng prozentual Héicht vun de Logementspräisser dee Moment, 2006-2007 war eng zweet Well an elo ass effektiv déi drëtt Well d'lescht Joer gewiescht. Natierlech si mer elo op engem Niveau ..., an dat hutt Der all mat Recht gesot, dass de Loun net deementspriechend nogezunn ass, an duerfir musse mer en Deel an der ëffentlecher Hand hunn, fir deenen den Zougang ze maachen, fir dann abordabel kënnen ze wunnen. An hei ass d'Abordabilitéit nach eng Kéier ernimmt ginn an duerfir wollt ech do net manner ...

An déi Spekulatiounssteier ... - an den Här Hahn huet et virdru ganz kloer gesot -: Dat wat mer elo am Pacte Logement 2.0 mam Artikel 29bis maachen, deen hu mer scho probéiert, zu Miersch nämlech, do wou den Agrarzenter war a wou elo e grousse Projet kënnt, wou d'ëffentlech Hand do ass, d'CFL ass do, mir sinn do als Staat, d'SNHBM ass do, an et ass drëms gaangen: Wéi komme mer op e bëllegen Terrain? An do ass d'Léisung deels gemaach ginn: „Ok, da loosst eis e bësse méi héich bauen. Loosst eis dat maachen." Déi Win-win-Situatioun, déi virdrun ugeschwat ginn ass, déi ass do exercéiert ginn. A mir brauchen elo en Automatismus, an dass dësen Automatismus am ganze Land an deenen 102 Gemengen applizéiert gëtt an dass d'office en Deel tëschent deem Prozentsaz ofgetruede gëtt.

A wann Der d'Gesetz richteg gelies hutt, a mir komme jo nach eng Kéier zréck: „au moins" steet do! Et ass nach all Gemeng fräi, méi en héije Prozentsaz kënnen ze maachen an do dann nach pekuniär eens ze ginn, esou wéi dat am Plan sectoriel « Logement » de Fall ass: 20 % ginn deemno nom Modell, dee mer am Pacte Logement hunn, déi reschtlech 10 % ginn no engem Modell, wou een dann eens gëtt zwëschent dem Promoteur an der Gemeng. Mee dann hätt Der missen all Promoteur, esou wéi mer dat an deene leschten zwielef Joer gemaach haten ..., wär allkéiers eng Verhandlung komm. Hei hu mer en Automatismus, jiddereen weess, wou mer dru sinn, an duerfir mengen ech, dass mer do an déi richteg Richtung ginn.

An ech hunn och hei nach d'Fro vum Promoteur public, déi hat Der gestallt. Jo, si ginn opgestockt - ech hunn d'Zuelen net méi ganz am Kapp -: D'SNHBM geet a Richtung vu bal 200 an de Fonds du logement ass de Moment bei 156 Leit. Dat heescht, déi ginn extreem ... Jo, fir déi Projeten ze suivéieren an och, wat d'Quantitéit vu Produktioun vum Fonds du logement ugeet, wäert deen an der Zukunft méi liwweren - natierlech! -, well déi grouss Projete vu Wolz an Diddeleng an d'Produktioun kommen.

Ech muss awer och do soen: Dat si Frichen! De Privaten huet eis - bon, dat war en Deal zwësche Staat a Privat -, en huet eis awer dat iwwreggelooss a mir mussen do emol eng Sanéierung maachen, eng Sanéierung innerhalb vun enger Stad, wat net esou evident ass! An dat hëlt Zäit an Usproch, well déi Biedem, ech wëll dat net onbedéngt soen hei, awer déi sinn net ganz fein, déi Biedem, déi mer do fonnt hunn. Ech géif meng Tomaten elo net direkt dorobber uplanzen. Mee mir hunn zu Wolz eng gutt Léisung fonnt a mir wäerten zu Diddeleng selbstverständlech och eng gutt Léisung fannen, an dat ass jo dee Projet de loi, dee mer elo amgaang sinn auszeschaffen.

Da wëll ech och dem Max Hahn Merci soen: En huet „Elmen" gesot. Den Här Hansen huet de Projet no vir bruecht. Jo, en huet e mat no vir bruecht. Ech hat elo d'Chance, dass ech en als Gesetzesprojet konnt deposéieren. Mee ech mengen, wann ech mech gutt erënneren: Ech sinn de sechsten, ech sinn effektiv de sechste Minister, deen dat mécht. An ech wëll awer och ukënnegen - an ech kucken op de Buergermeeschter -: D'nächst Woch hunn ech d'Éier, mam Grand-Duc dann op Elmen ze goen, fir him och dee Projet vun abordabele Wunnengen an och déi Politicken, fir déi mer hei jo awer d'Ënnerstëtzung kréien, fir eisem Staatschef déi och mat op de Wee ze ginn.

Dir hutt vu Sue geschwat, den Här Lies och virdrun: „Mir mussen op 300 Millioune kommen." Mee an Zukunft wäerte mer op 250 Millioune kommen! Do sinn déi 10 % vum Pacte Logement nach net dran! Mir mussen dat nach diskutéieren a mir musse kucken, dass mer déi Suen och dann intelligent asetzen, rationell asetzen, fir dass mer och déi Obligation de résultat kréien un abordabele Wunnengen - wat méi, wat natierlech besser.

An dem Nathalie Oberweis wëll ech soen, fir dorobber ze äntweren, wéi et mat der Modularitéit ass: Mir sinn, de Fonds du logement ass amgaang ze kucken, mir sinn och Projete mat ASBLen amgaang ze kucken: Wéi kéinte mer Baulücke mobiliséieren, wou modular Elementer kéinten dropkommen, fir iwwer eng gewëssen Zäit do eppes kënnen ze maachen? Déi géifen dann - esou änlech wéi bei der GLS (ndlr: Gestion locative sociale), wat eidel stoend Wunnengen ubelaangt - keng Tax oder keng Steier bezuelen an déi kéinten deen Terrain fir eng gewëssen Zäit liberéieren an do wär dann e Bauelement drop, wat flexibel ass. An duerfir wäerten dee Register vun de Wunnengen an awer och dee vun den Demandeuren esou gekoppelt ginn, dass een och weess: Wou kënnen déi hikommen? Duerfir hu mer déi Modularitéit, déi mer eis do maachen.

Dann den Här Cruchten, jo: En huet natierlech d'Steierpolitik ..., do wëll ech mech elo hei net äusseren. Dir hutt eng Méiglechkeet, deemnächst hei haart an däitlech Är Meenungen alleguerten ze soen. Dat geet dann an d'Gebitt vu mengem Kolleeg Finanzminister. Awer eppes hutt Der gesot, Dir hutt de Verglach gemaach mam Saarland. An dat ass mer awer och schonn ... Gitt an d'Saarland - an ech kennen d'Saarland jo gutt, et ass meng Nopeschregioun -, do ginn et ongeféier 25 Stied, richteg Stied, Stied, déi méi héich ginn: 15.000, 20.000 an nach 30.000 Awunner. Mir hu jo Stad Lëtzebuerg, ok, dann Esch, Diddeleng, Déifferdeng, an dann zerbröselt et.

D'Nordstad kritt elo eng Dynamik, wa se se färdeg kréien. An ech gi gutt dovun aus, dass d'Nordstad wäert eng Fusioun ginn, well se awer d'Virdeeler doranner kënne gesinn, an da wäert eng Dynamik do erauskommen, déi do och erëm e Pôle d'attraction ergëtt. Dann hu mer der dräi; landesplaneresch hu mer dat jo virginn. An do, wou mer kafen - an ech weess net, wie mer dat gesot hat, d'Nathalie Oberweis, déi hunn ech elo schonn e puermol zitéiert hei, awer Dir hutt dat ... Wou si mer kafe gaangen? Firwat si mer an deene Regioune kafe gaangen?

Mir si fir d'éischt emol do kafe gaangen, wou mer, éischtens, en Ugebot hunn. Dann hu mer dee Kommitee, dee mer och bei eis am Ministère nei gegrënnt hunn, deen d'Analysen zesumme mam Finanzministère mécht, nämlech de Comité d'acquisition: a) Klappt et mam Präis? Well wa mer d'Suerg Präis, „d'Schallmauer", géif ech emol soen, eng Kéier duerchbriechen, da kënnt kee méi bei de Staat fir ze verkafen, well da seet deen: „Nee! Ma do hutt Der jo awer esou vill bezuelt." Duerfir musse mer oppassen, duerfir musse mer kucken: Passt dat an eise Scheema? An d'Längerfristegkeet: Wéi kënne mer dat abannen? Natierlech ass d'Konzentratioun um Kierchbierg, wou mer do Wunnenge schafen, wou mer den ëffentlechen Transport natierlech primordial dohunn. An duerfir musse mer dat och do méi konzentréiert ugoen. Mee et muss eng Obligatioun sinn, dass mer iwwerall dohikommen an an all de Gemengen déi Abordabilitéit kréien.

An duerfir ass jo deen Artikel, deen Automatismus vum Artikel 29bis esou wichteg, dass d'office 10 % ofgetruede ginn, och innerhalb vun deene Perimeteren. An Dir hutt d'Zuel genannt virdrun: D'Baulücken, 900 Hektar, an déi aner, déi nach net erschloss sinn, 1.900 Hektar, a wann do e Projet entsteet, falen automatesch 10 %, jee no Gréisst 15 % an esou weider of. An do kréie mir dann déi Win-win-Situatioun, dass éischtens eng Densificatioun kënnt, an zweetens, dass mir dann Terraine cesséiert kréien, dass mer just Baukäschten ... An duerfir ass dann erëm dee Cahier de charge esou wichteg, fir dass déi Baukäschten dann no engem räsonabele Präis, ouni op d'Qualitéit mussen ze verzichten, dass do dee richtege Präis och ka bezuelt ginn.

An da wëll ech och der Madamm Ahmedova Merci soe fir d'Motioun. Jo, d'Motioun ass e wichtegt Element, an dat gëtt mer jo awer - net nëmme mir, mee och der Regierung - de Soutien vun Iech, fir do weiderzegoen, dass mer nach méi intensiv an där Richtung mussen eisen Invest maachen.

Do steet awer och e ganz wichtege Saz: dass mer all déi Projete mussen op hir Ekonomie ënnersichen, awer och hir Densitéit mussen ënnersichen, well soss déi Rationalitéit tëschent deem, wat ech virdru gesot hunn, fir en erschwéngleche Präis herno do ze kréien ..., dat musse mer ganz kloer do kucken. An da musse mer eis awer och iwwerall mat dem NIMBY-Effekt ausenanersetzen, bei jiddereengem, sech selwer froen: Wat kënne mer maachen, ouni dat wëllen a Fro ze stellen?

Den Här Reding, och dee wollt ech hei ernimmen, mat der Proprietéit: Jo! Ech ka jo net soen: „Hei, Du däerfs dat net kafen!" Also kann ech jo net d'Proprietéit verbidden, well dat läit guer net a menger Kompetenz a scho guer net méi a mengem Wëllen, well ech gi jo och heiansdo mol e Vëlo kafen oder eppes aneres kafen. An duerfir, mengen ech, ass dat schéin. Mee op där anerer Säit hunn ech awer eppes ganz Wichteges gesot: dass d'ëffentlech Hand och hir Verantwortung muss huelen.

Ech mengen, beim Nathalie Oberweis hat ech dat virdru schonn agefüügt. Ech kucke séier, ob ech do näischt vergiess hat, wat déi eenzel Riedner alles gesot hunn. Ech mengen, ech hat alles gesot.

Da wëll ech awer zum Schluss ..., ech fänken da mat där éischter Motioun un. Ech gi jo dovun aus, an dat freet mech natierlech, dass et do Unanimitéit gëtt, fir dat kënnen ze maachen.

Da kommen ech op déi zweet Motioun, déi vun déi Lénk proposéiert gëtt, fir de Gel des loyers kënne weiderzeféieren. Bon, et sinn elo dräi Wochen, ier et ofleeft. Äre Virgänger, den Här Wagner, huet deemools eng Gesetzespropos proposéiert. Do konnte mer dee ganze Wee do maachen. Deemools ware mir och an der Regierung amgaang driwwer ze diskutéieren, well mer dee Moment voll an der Kris waren. An et ass e Krisenelement gewiescht, de Gel des loyers, e Krisenelement, dat och do gedroen huet an dat mer och do parallell mat eppes anerem agefouert hunn, nämlech: Mir hunn d'Subvention de loyer erëm an d'Luucht gesat. An duerfir war dee Gel des loyers dann eng Zäit laang wichteg, wéi d'Kris am schlëmmste war.

An ech si jo frou, mir sinn alleguerte frou - ech konnt och elo gottseidank beim Schwätzen déi Mask ausdoen an ech hoffen, dass mer op déi Mask elo eng Kéier kënne verzichten -: Mir sinn awer um Enn vun der Kris ukomm! D'Relance gesäit och gutt aus. Jo, et sinn nach Problemer. Wat awer wichteg ass beim Gel des loyers: En trëfft net jiddereen. Dir wësst automatesch, hei mam Gel des loyers gëtt just d'Hallschent vun deene getraff, déi innerhalb vun zwee Joer souwisou eng Augmentatioun hätte kënne froen. Well, en ass elo ee Joer amgaang, et trëfft a sech nëmmen déi, déi innerhalb vun deenen zwee Joer e Changement hunn, an dat ass d'Hallschent.

A wat et net trëfft, an dat ass och eppes: Et trëfft net déi nei Wunnengen, nei Loyeren, déi ausgehandelt ginn. Et ass just e begrenzten Deel. Dee Moment, wou gefaart ginn ass, Leit géifen op d'Strooss gesat ginn, dunn hu mer eng Brems ageheit, dat hat zesummen ze di mam Deguerpissement. An duerfir hu mer decidéiert, och dee Gel dann net méi weiderzeféieren; well d'Retourkutsch kënnt da méi spéit. Och wa mir dat elo nach weiderféieren, da kann et zu enger Augmentatioun kommen, déi mer elo dee Moment net wëlle maachen.

An duerfir kënne mer ..., obscho mer laang driwwer diskutéiert hunn, och intern, wéi wäit mer de Gel nach kënne weiderféieren, an duerfir, well et och nëmmen en Deel trëfft, e minimalen Deel, a se net alleguer drakommen ... Déijéineg, déi net an déi zwee Joer falen, wären dann net geschützt gewiescht. An duerno, mir verschiben et, ouni et ze léisen, an duerfir hu mer déi Politicken en place gesat, déi de Moment ënnerwee sinn. Duerfir, d'Regierung ass net gewëllt, elo nach an den nächsten dräi Wochen eng Gesetzespropos weiderzeféieren. Och do hätt een, wann een et gewollt hätt, éischter kënnen eng Propos eraginn. Da wär déi Diskussioun sécherlech gefouert ginn.

Duerfir sinn ech dann elo färdeg. Ech soen Iech nach eng Kéier Merci fir déi Debatt an da géif ech zréck op meng Plaz goen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox. An direkt Parole après ministre fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Nach eng Kéier ganz kuerz. Ech sinn net mam Här Minister senger Ausso averstanen, dass d'Kris eriwwer wier oder quasi eriwwer wier. Ech mengen, déi Ausso, do fannen ech, dass mer eis déi elo nach net kënnen erlaben. D'sanitär Kris kënnt vläicht op en Enn elo iergendwann, a souguer dat wësse mer net. Mee wat d'sozial Auswierkunge sinn, dat wësse mer nach net! Mir kënnen eis dat dach elo net erlaben, dat schonn ze soen!

An aus engem Precautiounsprinzip eraus kéint een nach soen: Da maache mer dee Gel elo nach fir eng Zäitchen aus Precautioun. Et ass jo net, wéi wann déi Leit net géife bezuelen, de Loyer ass jo just agefruer. Dat heescht, ech géif schonn, wa méiglech, awer nach eng Kéier dofir plädéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Da kéime mer elo zum Vott vun de Motiounen. Fir d'éischt déi Motioun, déi vun der Madamm Ahmedova deposéiert ginn ass an déi vun alle politesche Kräfte gedroe gëtt, soudatt ech dovun ausginn, datt mer dës Motioun à main levée kënnen ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun, déi vun der Madamm Nathalie Oberweis deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Madamm Ahmedova, wannechgelift.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Merci villmools, Här President. Ech mengen, ech wollt och kuerz Stellung huelen. Et ass effektiv esou: Wéi déi sanitär Kris ugefaangen huet, hu mer direkt e Gel des loyers agefouert. Ech mengen, mir waren eis alleguerten eens, datt dat wierklech eng néideg Mesure war. An dat hu mer och dee Moment verlängert.

Par contre ass et effektiv esou, datt mer ufänken, d'Enn vum Tunnel ze gesinn, wat déi sanitär Kris ugeet. A vläicht geet et natierlech weider mat den Impakter, déi mer bis elo kannt hunn, mee par contre ass dat net de richtegen Outil, fir kënnen d'Loyeren ze reegelen. An duerfir plädéieren ech derfir, datt mer wierklech eng Mesure fannen, déi eeben op laang Dauer eng Léisung wär fir déi Loyeren an déi net onbedéngt op eng Covidzäit limitéiert ass.

Anerersäits ass et och, wéi den Här Minister gesot huet: Et trëfft net jiddereen. Dat heescht, mir si just bei der Hallschent vun de Leit, déi dervunner betraff sinn; et gëtt och Leit, déi vläicht e bësse vun der Situatioun kënne profitéieren, datt e Gel des loyers agefouert gouf. Ech wëll net soe jiddereen. Natierlech ass et ville Leit zeguttkomm, dat Ganzt.

A voilà, wat ech och fäerten, wa mer dat Ganzt, vu datt et eng limitéiert Zäit war, géifen nach méi prolongéieren, riskéiere mer genau de Géigendeel: Wann et bis iergendwéini trotzdeem eng Kéier opgehuewen ass, vu datt et awer am Kontext vum Covid war, datt dee Moment d'Loyerspräisser wierklech explodéieren, an dat wëlle mer jo vermeiden. Wichteg: Mir musse wierklech eng laangfristeg Mesure fannen, déi net onbedéngt mam Covid zesummenhänkt.

Merci villmools, a jo, ech wëll soen, datt mir dann déi Motioun net wäerte matstëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Fir d'Spannung erauszehuelen: Mir Piraten wäerten déi Motioun matstëmmen, an ech soen Iech och firwat. Haut eréischt ass an Däitschland eng Studie publizéiert ginn, datt zwar d'Insolvenzen, also d'Faillitte bei de Betriber méi geréng ausgefall si wéi een dat gefaart hat, datt et awer dofir e ganz bedenklechen Ustig vun de sougenannte Privatinsolvenze gëtt, also vun deene Faillitten, déi eenzel Persounen oder Famillje betreffen - Leit, déi also potenziell och net Proprietär vun eppes sinn, mee déi loune ginn; déi, déi souwisou schonn an der Prekaritéit stiechen.

A genau déi Leit gëllt et elo nach an der Sortie de crise ze schützen, fir datt se net duebel ënnert d'Rieder kommen, nämlech elo eng Kéier, an dann, wa se dann nach virun d'Dier gesat goufen oder, well se sech hire Loyer net méi leeschte kënnen, eppes méi Klenges hu misse sichen. Wou een dat dann am Moment soll fannen, dat loossen ech dem Nolauschterer als Exercice, well esou einfach ass dat net.

Da muss ee sech d'Fro stellen: Wéi kënne mer déi elo schützen? Jo, ech deelen natierlech der Madamm Ahmedova hir Angscht, datt et zu enger Explosioun vun de Loyere ka kommen, soubal de Gel opgehuewe gëtt. Mee genau dat Argument misst derfir schwätzen, et elo mol nach ze verlängeren, fir datt mer nach eng Kéier Zäit hunn, Loft ze huelen an eis eng richteg Léisung auszedenken, an net et elo opzehiewen an dann ze hoffen, datt mer iergendwéi eng Léisung fannen. Duerfir wäerte mir dës Motioun matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President, an och merci un d'Kolleege vun deene Lénken fir dës Initiativ. Mir sinn als ADR an där ganzer Covidkris eng ganz kohärent Linn gefuer, wou mer gesot hunn: Mir mussen d'Ekonomie ënnerstëtzen, esoulaang de Staat verhënnert, datt d'Betriber kënnen ënner normale Konditioune schaffen. Dat selwecht gëllt fir d'Sozialpolitik. Mir mussen d'Leit weider ënnerstëtzen, esoulaang an eiser Gesellschaft, bedéngt duerch staatlech Moossnamen, déi eeben aus der sanitärer Kris ofgeleet ginn, nach net déi normal Konditiounen do sinn.

Mir kënnen natierlech net elo higoen, wéi d'Kolleege vun deene Lénken dat proposéieren, an dat elo bis zum Enn vum Joer maachen. Dat schéngt eis iwwerdriwwen. Wat awer eis Approche wär, dat wär ze soen: Kommt, mir komme jo nach eng Kéier zesumme virun der Summerpaus, fir d'Covidgesetz nach eng Kéier ze kucken, a mir sollten an deenen nächste Wochen déi sozial an ekonomesch Konsequenze vun der Kris besonnesch beliichten. Eeben och well, wéi de Minister et gesot huet, mer déi sanitär Etapp vun der Kris lues a lues hannert eis loossen, musse mer ëmsou méi kucken: Wéi geet et elo eiser Ekonomie? Wéi geet et de Leit, déi ënnert deene soziale Konsequenze gelidden hunn, zum Beispill, well se nëmmen 80 % vun hirem Akommes haten, oder anerer, well se an de Chômage gefall sinn? Mir mussen no hinne kucken.

Et ass, mengen ech, keen Argument fir ze soen: Et betrëfft nëmmen esou an esou vill Leit. Well fir jiddereen, deem mer kënnen hëllefe mat esou Moossnamen, ass dat eppes Wäertvolles. Mir hunn et vläicht dann erméiglecht, fir eng méi schwéier familiär oder sozial Kris ze verhënneren.

Eise Virschlag an eis Demande un d'Kolleege vun deene Lénke wär dann och fir ze soen: Kommt, mir maachen dat hei emol bis Mëtt des Joers, 31. Juli. Mir géifen dat gär matstëmmen, fir ze soen, da kënne mer an den nächste Wochen eng Kéier a Rou iwwert déi sozial Situatioun vum Land diskutéieren an da kucken, ob nach Moossnamen néideg sinn oder net. Awer fir eis elo bis zum Enn vum Joer ze engagéieren, dat wéilte mer net maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Wa keng weider Wuertmeldung méi do ass, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ass ee gewuer gi vun der Madamm Oberweis, ob si d'accord si fir den 31. Juli oder ob mer bis den 31. Dezember ofstëmmen? Dat ass eigentlech déi Fro, déi mer haten. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Oberweis huet sech net zu Wuert gemellt, duerfir sinn ech dovun ausgaangen, dass si bei hirem Delai bleift.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Jo, also merci fir d'Propositioun. Ech géif awer effektiv och léiwer bei sechs Méint bleiwen, well ee Mount, dat gesinn ech elo wierklech net esou an. Et deet mer leed. Ech gesinn dat elo esou op Anhieb net an. Sorry. Ech bleiwe bei sechs Méint. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da kënne mer weider ofstëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Dem Här Marc Spautz säi Vott, dee muss korrigéiert ginn.

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen …

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- … a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... just fir komplett ze sinn: Den Här Roy Reding stëmmt och mat Nee.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 55 voix contre et 5 voix pour.

Ont voté oui : M. Marc Spautz ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Lies), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

M. Fernand Etgen, *Président*.- Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt deen nächste Samschden, den 12. Juni, moies um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.39 heures.)

SÉANCE 61

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président

Samedi 12 juin 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7836 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

   7808 - Proposition de loi relative à la stratégie de dépistage du virus Covid-19 dans les structures pour personnes vulnérables et dans les réseaux d'aides et de soins
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports sur le projet de loi n° 7836 : M. Mars Di Bartolomeo
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports sur la proposition de loi n° 7808 : M. Michel Wolter (intervention de Mme Martine Hansen)
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Gilles Baum, M. Sven Clement et M. Roy Reding) - M. Gilles Baum (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Georges Engel (interventions de M. André Bauler, M. Michel Wolter, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Yves Cruchten) - Mme Josée Lorsché (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Jeff Engelen (dépôt de quatre demandes de vote séparé concernant le projet de loi 7836) - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement (interventions de M. Claude Wiseler et Mme la Ministre Paulette Lenert)
   - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - M. Michel Wolter
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Martine Hansen (parole après ministre) (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (interventions de M. Claude Wiseler) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. Michel Wolter - M. Fernand Kartheiser
   - Vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 7836 (adopté)
   - Vote séparé sur l'article 8 du projet de loi 7836 (adopté)
   - Vote séparé sur l'article 6 du projet de loi 7836 (adopté)
   - Vote séparé sur l'article 7 du projet de loi 7836 (adopté)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Corinne Cahen et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Nee.

2. 7836 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

7808 - Proposition de loi relative à la stratégie de dépistage du virus Covid-19 dans les structures pour personnes vulnérables et dans les réseaux d'aides et de soins

M. **Fernand E**tgen, *Président*.- Um Ordre du jour vun der Sitzung vun de Moie stinn de Projet de loi 7836, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie, an d'Proposition de loi 7808 iwwert d'Teststrategie an den Alters- a Fleegestrukturen.

D'gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Georges Engel, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement.

An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi 7836, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. An duerno geet d'Wuert un den Auteur-rapporteur vun der Proposition de loi 7808, den Här Michel Wolter. An ech ginn elo d'Wuert un de Rapporter, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports sur le projet de loi n° 7836

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, viru 15 Méint huet d'Chamber den État de crise wéinst der Pandemie verlängert, nodeems d'Regierung en zéng Deeg virdrun ausgeruff hat. Fir eis all war dat eng schwéier Decisioun, mat déifgräifende Konsequenze fir eis Fräiheeten an eis Gewunnechten, fir eisen normalen Alldag. Dee mäerderesche Virus hat eis awer keng aner Wiel gelooss.

Déi Méint duerno hu mer en Op an Of vu Verschäerfungen an Erliichterunge vun deene Moossnamen an erëm neien Aschränkungen erlieft; Hoffnungen, déi enttäuscht gi sinn. Mee haut presentéieren ech Iech am Numm vun eiser Gesondheets- a Sportskommissioun fir d'20. Kéier e Covidgesetz, iwwert dat ech mech zesumme mat Iech all fir eng Kéier, fir d'éischte Kéier, erëm freeën.

Mir huelen eis mat dësem Gesetz vill vun deene Fräiheeten erëm, déi mer am Kampf géint de Virus hu mussen a Klammere setzen. Ech ënnersträichen: A Klammere setzen, net ofschafen! Mir hu 15 haart Méint hannerun eis. A virun allem déi Leit, déi krank, jo, schwéier krank goufen, Familljememberen oder Frënn duerch de Virus verluer hunn oder bis-zum-Geet-net-méi am Asaz waren, hu gelidden. Schwéier gelidden! Ganz ze schweige vun deene Leit, déi ëm hir Existenz hu mussen an nach musse fäerten.

Déi Aussgangsspär, de Fullstop vun eisem Sozialliewen, d'Schléissung vu Lokaler, wou mer eis gär begéinen, déi nei Aschränkungen am Privatliewen, Grenzen, déi erëm opgeriicht goufen, Masken, hannert deene mer eis net méi onbedéngt erkannt hunn an déi eis genervt hunn an nerven, hunn dat lescht Joer markéiert, villes maskéiert.

Dee festen Hänndrock oder d'Ëmäerbelung, déi tabu sinn an déi duerch en Ielebou-Kick oder Fauscht bei Fauscht - wou ech mech ëmmer gefrot hunn: Ass dat iwwerhaapt erlaabt? - oder, schlëmmer, Fouss bei Fouss - och symbolesch: bei Fouss! - ersat goufen. An dat Schlëmmst: Eis Kanner a Kandskanner, Elteren, Grousselteren a krank, jo, doudkrank Familljememberen oder Frënn, déi mer net konnten empfänken oder besichen, dat huet eis staark belaascht.

Gestes barrières, Quarantän, Confinement, Impfunge mat engem a Rekordzäit entwéckelte Vaccin, schaffe vun doheem aus, Schoulen, déi zäitweileg zoubliwwe sinn; war dat - mir hunn eis dat gefrot, dobaussen hunn d'Leit sech dat gefrot - dat Richtegt? Ech soen: Jo. Ech soe Jo, well haut, och wann et an deene leschte Wochen Nuancen dozou, wéini wat fir eng Moossnamen a wat fir engem Mooss komm sinn, gëtt an ëmmer gouf, haut hu mer déi provisoresch Äntwert: Jo. Jo, all déi Affer hunn eis et erlaabt, dee Virus zréckzedrécken. An haut huele mer eis vill vun deene Fräiheeten erëm, déi mer esou gär hunn.

Mee opgepasst! Et ass eng „liberté conditionnelle", wann ech mer deen Ausdrock däerf ausléinen aus engem exzellente Leitartikel vum Béatrice Delvaux aus dem Bréisseler „Le Soir". Mir sollen déi Fräiheete genéissen, d'Virsiichtsmoossnamen net vernoléissegen, jo, bäibehalen an deem Virus net duerch onverantwortlecht Verhalen d'Dieren erëm oprappen. Dee Virus ass nach ëmmer do. An och wann eis Chifferen haut - an ech kommen elo gläich do drop zréck - gutt sinn, erënnere mer eis, dass se virun engem Joer nach besser waren.

Kuerz virun der Vakanz waren déi Chiffere ganz, ganz gutt. An duerfir, et ass kee Grond, all dat ze vergiessen, wat mer musse weiderhin anhalen, fir dass mer deem Virus keng Ugräffsfläche ginn. Dat ass, menge ech, ee vun deene Messagen, deen och haut muss erausgoen. Mir si mat der Spëtzt aus dem Tunnel eraus. Mee kommt, mer passen op op deen Zuch, deen eis kéint entgéintkommen op deem selwechte Gleis!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu der jëtzeger Situatioun: D'Zuele gi weider erof. All d'Indicateuren - d'Zuel vun de Stierffäll, d'Inzidenz, de Reproduktiounstaux, d'Hospitalisatiounen, déi esou niddreg si wéi kaum säit Ufank vun der Kris, déi ganz niddreg Zuel vun deene besaten Intensivbetter an d'Konzentratioun an den Ofwässer, déi ee bal net méi noweise kann - hu sech staark verbessert.

D'Ouvertüren, déi mer virun engem Mount decidéiert hunn, hunn also keng nei Hausse vun den Ustiechunge mat sech bruecht. D'Impfunge gi gutt virun, och wa mer weiderhin ofhängeg bleiwe vun de Liwwerungen an dem Rhythmus, an deem se bei eis ukommen. Bis gëschter Owend ware 423.000 Impfdose gesprëtzt ginn, woubäi 176.000 Persoune komplett geimpft sinn. Et soll also kee méi soen, dass mer grouss Nachzügler a Saachen Impfunge sinn, Impfungen, déi de Schlëssel sinn, fir dauerhaft déi Fräiheeten, déi eis esou léif sinn, kënnen ze behalen.

Eenzege Bemoll ass d'Delta-Variant aus Indien, déi un Terrain gewënnt, mat allen Ongewëssheeten, déi domadder zesummenhänken. Duerfir musse mer weiderhin oppassen.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut diskutéieren, proposéiert an deem Sënn weider Ouvertüren a weider Schrëtt a Richtung Normalitéit, mat dobäi awer Moossnamen, déi do solle fir gréisstméiglech Sécherheet suergen, wou et am noutwendegsten ass.

D'Haaptneierung ass de Regimm vum CovidCheck, dem 3G-Zertifikat - dee steet fir geimpft, getest oder erëm gesond -, deen et den Etablissementer vum Horeca an och soss Evenementer a Manifestatiounen erméiglecht, erëm méi oder manner normal ze fonctionéieren. Dat gëllt fir all d'Participanten, d'Clienten an och d'Personal, dat do schafft. Dëse Regimm CovidCheck, deen net bei sech doheem méiglech ass, muss per Mail un de Santésdirekter kommunizéiert oder gemellt ginn, mat enger Rei vun Donnéeën. An de Perimeter vun dësen Evenementer, Manifestatiounen oder Etablissementer muss kloer determinéiert sinn, grad wéi den Organisateur, dee kloer muss bekannt sinn. Spontisaktioune sinn also net dran, et liicht Iech an, firwat! Et muss een och kënnen d'Anhale vun deem dote Regimm garantéieren, oder probéieren, et ze iwwerwaachen.

An dozou nach gesot, dass déi Formule, déi mer hei gewielt hunn, sech eent zu eent um europäesche Covidzertifikat inspiréiert, deen, wéi jo op enger Pressekonferenz am Detail erkläert ginn ass, d'Reese bannent der EU, a Liechtenstein, Island, an Norwegen an an d'Schwäiz erméiglecht, a weider Länner wäerten och an Zukunft derbäikommen.

Mee opgepasst, och mat dem CovidCheck als Schlëssel, fir erëm kënnen dorëmmer ze reesen, sinn net all d'Problemer geléist! Well och wann een iwwert d'Grenze kënnt an och erëm vläicht heemkënnt, gëllen an deenen eenzelne Länner Moossnamen, spezifesch Moossnamen am Kampf géint de Virus. Also, wa mer reesen, hu mer all Interêt, eis am Virfeld ze informéieren, wat fir eng spezifesch Lännerreegelunge gëllen, fir net béis Iwwerraschungen ze kréien. Mir kommen eran, mee da kënnt déi béis Iwwerraschung! Also, och wann et eng Harmoniséierung an de Reegelen, fir kënnen ze zirkuléieren, gëtt, gëtt et net eng Eent-zu-Eent-Reegelung, wat d'Moossname géint de Virus ugeet. Also opgepasst a sech wannechgelift virdrun informéieren!

Mir si bei dem CovidCheck e Schratt viraus. Op EU-Niveau trieden d'Moossnamen am Prinzip den 1. Juli a Kraaft, an d'Länner hunn nach emol en Delai vu sechs Wochen, fir sech ze konforméieren.

Mir hu probéiert, dat esou séier wéi méiglech ëmzesetzen. D'Regierung huet probéiert, dat esou séier wéi méiglech ëmzesetzen, fir de Leit dee Schlëssel an de Grapp ze ginn. Duerfir, et ass net vun der éischter Stonn, vun der éischter Sekonn un alles perfekt! Mee dat probéiere mer, an deenen nächsten Deeg a Wochen zesummen ze maachen, mat ganz kloren Informatiounen, déi un d'Leit ginn. Mir hunn et e bësse méi fréi. Also, Perfektioun, déi net vun dëser Welt ass, solle mer bei esou engem Schlëssel net direkt afuerderen. Et ass definitiv e gutt Instrument!

Ech wëll just soen, dass bei den Impfunge just déi unerkannt sinn, déi vun der EMA zougelooss sinn. A fir eng Unerkennung vun Impfungen aus Drëttlänner lafe jo nach Bestriewungen, et gëtt Negociatioune fir bilateral Ofkommessen op EU-Niveau. All Bedeelegt schaffe mat Héichdrock un der praktescher Ëmsetzung vun dësem CovidCheck, deen digital, awer och op Pabeier méiglech ass nozeweisen.

D'Haaptmesuren, déi mat deem neie Gesetz agefouert ginn, wäerten ab muer, eng Sekonn op Mëtternuecht, gëllen. Esou no ware mer nach ni beim Termin. Ech wëll och soen, dass mer hei en extreem komplext Gesetz haten - ech kommen herno ganz kuerz do drop zréck -, mee esou no beim Termin, wou et a Kraaft trëtt, ware mer bei deene leschte Gesetzer ni. Et ass awer e bësse méi liicht ze vertrieden, well et zum Gros Verbesserungen, Erliichterungen, méi Fräiheete sinn a just am Ausnamefall méi stringent Moossnamen.

De Couvre-feu gëtt duerch dat heite Gesetz opgehuewen, dat heescht, déi Spärstonn vu Mëtternuecht bis sechs, déi gëllt net méi. Et gëtt keng Ausgangsspär méi. An am Horeca-Secteur gëllen erëm déi normal Ëffnungszäiten. Wat d'fräi Nuechten ugeet, do läit d'Responsabilitéit, fir se ze ginn oder net ze ginn, à moins, dass spezifesch Reglementer bestinn, bei de Gemengen.

Ech géif och mengen, fir dat esou auszedrécken: Et ass net d'Zäit, fir do de Bou ze iwwerspanen! Well wat d'Nuecht méi spéit, de Moie méi fréi gëtt, wat d'Gefor méi grouss ass, dass d'Geste-barrièrë verschwannen an dass de Virus hannert der Dier lauert. Duerfir, ech huelen d'Wierder vum Premier erëm, déi ech a meng eegen iwwersetzen: Et ass nach net d'Zäit, fir Halligalli ze maachen!

Da gëtt et fir d'Etablissementer aus dem Horeca zwou Méiglechkeeten: Entweeder si fonctionéieren ënnert dem Regimm vum CovidCheck, ouni Aschränkungen an Distanzreegelen. Oder si fonctionéieren ouni CovidCheck, da gëllt d'Maskeflicht fir d'Personal am Kontakt mat de Clienten a fir d'Clienten, wa se net um Dësch sëtzen; d'Consommatioun un den Dëscher, mat banne maximal véier Persounen un engem Dësch a bausse maximal zéng Persounen - dat Ganzt awer ouni Testflicht -, ausser d'Leit kommen aus deem selwechten Haushalt, dann ass déi Ouverture méi grouss.

Occasionell an accessoire Restaurations- a Cafésaktivitéite sinn erlaabt am Kader vun Evenementer a Manifestatiounen, och fir sportlecher a kultureller, ënnert dem Regimm vum CovidCheck. Wéi gesot, do muss eng Notifikatioun oder eng Demande gemaach ginn.

D'Consommatioun bannen an de Centres commerciaux, de Garen, am Flughafen ass erlaabt ënnert deenen normalen Horeca-Reegelen.

An de Commercen ass d'Limitt vu minimum zéng Meterkaree pro Client ofgeschaaft. Méi labber Reegelunge gëtt et och bei de Rassemblementer: Doheem kann ee bis zu zéng Persounen invitéieren. Bei anere Rassemblementer gëllt: Bis zu zéng Leit ouni Restriktioun, ab eelef bis 50 Persounen de Mask an zwee Meter Distanz, iwwer 50 a bis 300 de Mask a Sëtzplazen op zwee Meter Distanz. Dës Restriktioune gëllen net bei Evenementer, Manifestatiounen an Etablissementer, déi am Regimm vum CovidCheck lafen.

An da gëtt et doriwwer eraus d'Méiglechkeet, méi grouss Evenementer ze organiséieren, mat iwwer 300 bis 2.000 Persounen, mat engem Protocole sanitaire, dee vun der Santé muss akzeptéiert ginn. De Projet de loi definéiert, wat d'Elementer vun esou engem Konzept sinn.

Och de Verbuet vum Alkoholkonsum op der Voie publique ass opgehuewen, wat awer sécher net e Fräibréif ass fir Saufgelage am ëffentleche Raum!

Beim Sport gëlle follgend Reegelen: Wéi bis elo eng minimal Surface vun zéng Meterkaree pro Acteur. Bis zéng Acteure keng Restriktiounen, iwwer zéng d'Distanz vun zwee Meter oder Mask. Dës Restriktioune gëllen net fir Manifestatiounen ënnert dem Regimm vum CovidCheck.

Bei Kompetitioune bleift et bei der Testflicht oder eeben engem Zertifikat, dee beleet, dass een entweeder negativ getest, geimpft oder nees gesond ass.

Bei den Activités artistiques sinn all d'Acteuren, ob Schauspiller, Museker oder Dänzer, wärend hirer kënschtlerescher Aktivitéit, ob professionell oder net, vun der Maskeflicht befreit.

Fir Museksaktivitéite gëllen - virun allem jo wéinst Risiken, déi bei Blosinstrumenter awer bestinn - speziell Reegelen, soufern se net ënnert de Covid-Check-Regimm falen. Bis zu 10 Museker ouni Restriktiounen, vun 11 bis 15 muss eng minimal Distanz vun zwee Meter agehale ginn.

D'Gesetz gesäit parallell zu all deenen dach grousse Ouverturen awer Bestëmmunge vir, fir d'Protektioun vu vulnerabele Leit ofzesécheren. Dës sinn zum gréissten Deel aus der Gesetzespropositioun 7808 vum Kolleeg Michel Wolter an de Projet de loi agefloss. An ech ginn dervun aus, dass den Auteur vun dëser Proposition de loi no mir méi am Detail wäert drop agoen. Dofir ginn ech e bësse méi schnell doriwwer ewech, well d'Zäit mer fortleeft.

An engem Wuert wéi a villen: Fir déi Leit, déi sech an de Strukture fir vulnerabel Leit net impfe loossen, gëtt et eng Testflicht. Mir hu laang driwwer diskutéiert, wéi een déi Testflicht kann ëmsetzen. Mer si vun zwee- op dräimol pro Woch beim Personal gaang; allkéiers wa se erakommen, bei Leit, déi vu bausse kommen.

Mer hu laang driwwer diskutéiert: Wat geschitt, wann dat refuséiert gëtt? Wéi gesot, an engem Wuert wéi a villen: Do spillt d'Aarbechtsrecht an d'Obligatioun vum Patron respektiv vum Responsabele vun där Institutioun, fir de Schutz vu senge Leit ze garantéieren an de Schutz vun deene Leit, déi him uvertraut ginn a Saache Fleeg, Gesondheet. Am Zweifelsfall - dat hoffe mer net, dass et dozou kënnt, dass awer jiddwereen agesäit, dass esou Schutzmoossnamen an hirem eegenen Interêt, am Interêt vun hire Kolleegen an am Interêt vu Pensionären a Patiente sinn -, jo, da mussen dee Moment d'Geriichter decidéieren.

D'Fro gouf och gestallt, ob dat Personal, dat net direkt am Kontakt mat deene vulnerabele Persounen ass, net och misst geimpft ginn. Do ware mer der Meenung, dass mer bei enger staarker Recommandatioun solle bleiwen, grad ewéi bei den Aidanten, déi sech doheem ëm vulnerabel Leit këmmeren.

Eng Ännerung gëtt et och an de Schoulen: Do brauchen d'Masken nëmmen nach dobanne gedroen ze ginn, net méi an dem Pausenhaff dobaussen.

An zu gudder Lescht wëll ech nach soen, dass geimpften a geheelte Persoune vun der Quarantänflicht ausgeholl sinn.

D'Prozedur an dräi Wierder - Rekord, wéi ëmmer -: den Depot: 4. Juni vun dësem Joer; Amendementen, eng éischt Amendementsserie: 8. Juni; den Avis vum Conseil d'État den 9. Juni. Eng zweet Serie vun Amendementen: den 10. Juni ; Avis complémentaire vum Conseil d'État: den 11. Juni - eng ganz Partie Observatiounen, eng Observation formelle, där mer Rechnung konnten droen. Reunioune vun der Kommissioun: den 10. Juni, 11. Juni, an de Rapport ass den 11. Juni unanime mat enger Enthalung ugeholl ginn. An Dir verstitt, dass dat no laangen Hoffnungen, dass et eng Kéier esou géif goe bei engem Rapport, déi awer net ëmmer erfëllt goufen, dem Rapporter ganz besonnesch guttgedoen huet. An ech soen och dofir en häerzleche Merci.

Här President, wann Der nach eng Minutt mat mer Gedold hutt, kommen ech zur Konklusioun. Fir dass mer kënnen nach méi no bei d'Normalitéit kommen, musse mer responsabel a solidaresch bleiwen, dat heescht, déi Oplagen, déi nach bestinn - an déi sinn net ewechgeblosen, well de Virus och net ewechgeblosen ass -, déi Schutzmoossnamen, déi et gëtt ..., Schnelltester korrekt maachen, net fuddele bei den Zertifikater - iwwerhaapt net fuddelen, well mer fuddelen an eis eegen Täsch, well mir kréien d'Rechnung herno méi gesalzt wéi virdru presentéiert -, e korrekten Ëmsaz vun deem Covidcheck-Regimm, net ee mat deem anere sengem Covidcheck sech wëlle beweegen ... An, mam Kolleeg Gilles Baum, de Prinzip HOM - H-O-M - net vergiessen: Hygiène, bezéiungsweis Hänn wäschen, Ofstand halen do, wou et noutwendeg ass, Mondschutz och do, wou et Sënn ergëtt.

Mer sollen dat gemeinsam maachen, responsabel maachen, net liichtfankeg ginn. Zesummen hu mer et bal gepackt! Déi Solidaritéit solle mer materiwwerhuelen an déi nächst Wochen a Méint. An zum Schluss vun dësem ze vill laange Rapport wëll ech dobaussen de Leit Merci soen an eiser aller Numm fir dee Courage, fir déi Gedold, déi se gewisen hunn an déi et eis erlaben, fir haut mat besseren Nouvellen, vill besseren Nouvellen, dëst Gesetz ze presentéieren.

Merci deene klengen Ekippen hei an der Chamber, an ech nenne se mam Virnumm: Patricia, Laurent an all déi, déi ronderëm sinn, mat enger formidabeler Ënnerstëtzung vun deenen, déi hei hanneru mer sëtzen. Merci, Här President, merci, Generalsekretär, merci der ganzer Direktioun vun Adjointë fir déi staark Ënnerstëtzung.

Merci deene klengen Ekippen an de Ministèren. Madamm Minister, Här Staatsminister, Madamm Familljeminister, gitt et weider un Är Leit! Déi verdéngen et, déi verdéngen et! Déi fueren op de Felgen an Eenzelner hu souguer scho keng Felge méi, mee si fueren nach ëmmer weider.

Merci dem Staatsrot fir seng Just-in-time-Aarbecht.

An dann zum Schluss: Léif Kolleegen alleguer, déi heibanne sëtzen a wou mer zesummen an deene jeeweilege Kommissioune geschafft hunn, am meeschten an der Santés- an an der Sportskommissioun, mee och an anere Kommissiounen: Iech e ganz, ganz häerzleche Merci fir dat Vertrauen a fir dat progressiivt Sech-Openeen-Zouschaffen! Och mir hunn aus där Kris geléiert. An och mir hunn aus där Kris geléiert, dass mer am beschten zesummen derduerchkommen.

Merci, Här President. Merci Iech alleguer fir déi ganz kollegial Zesummenaarbecht - meeschtens. Merci!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools. Ech soen dem Här Rapporter e groussen oprichtege Merci.

D'Wuert huet elo den Auteur-Rapporter vun der Proposition de loi 7808, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports sur la proposition de loi n° 7808

■ **M. Michel Wolter** *(CSV), auteur-rapporteur.*- Ech soen Iech Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ier ech zu mengem Rapport kommen, wollt ech fënnef oder sechs Remarques préliminaires maachen.

Fir d'éischt wollt ech alle Kolleegen hei an der Chamber Merci soen, datt se mer d'Geleeënheet ginn, fir de Moie meng Proposition de loi virzedroen, wat zum enge vläicht där neier Prozedur geschëlt ass, mee zum aneren awer och dem Fait, dass déi Méien, déi mer eis gemaach hunn an deene leschte Méint, fir eng kohärent Solutioun op den Dësch ze leeën, domadder och akzeptéiert a gewierdegt ginn.

Villes vun deem, wat ech haut soen, soen ech net fir haut, mee ech soen et eigentlech fir spéider, wann d'Geschicht vun der Pandemie, a besonnesch dëst Kapitel, eng Kéier wäert an 10 oder 15 Joer opgeschafft ginn.

Meng zweet Remarque préliminaire ass déi, datt ech besonnesch dem President vun der Kommissioun an der Ministesch vun der Santé Merci soen, datt se aktiv gehollef hunn, datt mer an enger Situatioun, wou mer eis net eens waren, eens gi sinn. Dat alles mat der stillschweigender Ënnerstëtzung och vun déi gréng. Ech mengen, dass wann dat net geschitt wär, mer aus där Blocksituatioun, an där mer den 1. Abrëll waren, net erauskomm wieren.

Ech sinn awer, Här President, net gradesou euphoresch wéi de President vun der Kommissioun. Also, wann ech en elo héieren hunn, de Frënd Mars, dann hat ech d'Impressioun, wéi wa mer eis an deene leschte Méint hei permanent an den Äerm geleeën hätten. Esou war et dann awer net grad. Ech mengen, dat hei war en haart Stéck Aarbecht! Mee wou Der Recht hutt, Här President, dat ass, dass mer no an no wierklech openeen zougaange si fir ze kucken, eng Solutioun ze fannen.

Déi véiert Remarque préliminaire ass, datt dat awer alles näischt un der Fundamentalkritik ännert, datt dës Mesurë Méint ze spéit komme, datt se an eisen Ae vill éischter hätte missen ëmgesat ginn, datt net matzäit am November an duerno gekuckt ginn ass a reagéiert ginn ass, fir no där éischter Well vu grousse Clusteren - déi mer soi-disant en passant nach ëmmer net offiziell zur Kenntnis kruten - déi Clusteren am Februar a Mäerz vläicht kënnen ze verhënneren duerch eng méi resolut Politik an de Méint Dezember, Januar, Februar a Mäerz.

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Chrëschtdag och.

■ **M. Michel Wolter** *(CSV), auteur-rapporteur.*- Dat ännert och näischt drun, datt ech der Meenung sinn, datt wann net massiven Drock - net nëmmen hei an der Chamber, och hei an der Chamber, mee vu ville Plazen a vu villen Instanzen - komm wier ..., datt et nëmme méiglech war duerch d'Zesummespill vu ganz villen, fir dohinner ze kommen, wou mer haut sinn.

Ech hat schonn den 1. Abrëll d'Impressioun, datt an der Chamber eng Majoritéit eigentlech fir d'Propose vun der CSV wier an datt déi Proposen den 1. Abrëll nëmmen op massiivsten Drock vun der DP ... Den Här Baum huet vun „Ofwierge" geschwat, wat ech e ganz, ganz terribelen Term an der Politik fannen. Ech hunn et net gesot, hien huet et gesot. Hien huet gesot, d'DP hätt d'Diskussioun ofgewiergt. Esou war et och! Esou war et och a mengen Aen. Dozou stinn ech an dat ass meng Meenung.

A meng sechst Remarque préliminaire ass déi, datt ech nach ëmmer net verstinn, firwat d'Familljeministesch sech an engem Dossier, dee si awer eigentlech prioritär concernéiert, net impliziéiert. Mir hunn d'Kritticken den 1. Abrëll gemaach. Ech reiteréiere se nach eng Kéier: Ech verstinn et net - et ass mir absolutt onbegräiflech! -, datt d'Ministesch a kenger vun de Santéskommissiounen derbäi war, wéi mer iwwert den Inhalt vun dëser Proposition de loi an iwwert de Projet de loi diskutéiert hunn, fir mat an d'Diskussioun anzegräifen. An de Verweis, datt d'Santésministesch dat géif maachen, dat ass e Verweis, deen ech net kann akzeptéieren.

Wann een de Sënn vu menger Proposition de loi wëllt verstoen, da muss een nach eng Kéier op den Historique agoen. De 15. Mäerz sinn ech, a menger Funktioun als Buergermeeschter vu menger Gemeng, vu menge Beamten alertéiert ginn, datt wuel an der Ëffentlechkeet vun engem Cluster zu Nidderkuer géif geschwat ginn, mat deemools an déi 30 positive Fäll a fënnef Doudegen, mee datt si awer elo amgaange wären, déi 15. oder déi 16. Persoun ze notéieren, déi an deem Altersheim an deene leschte 14 Deeg gestuerwe wier.

Ech hat bis den 18. Mäerz gewaart, donneschdes, well ech geduecht hat: Iergendwann eng Kéier wäert d'Regierung jo iwwert dee Cluster do schwätzen an iergendwann eng Kéier wäert et eriwwer si mat där Positioun vun der Ministesch, fir den 12. Mäerz nach an der Zeitung ze soen, et wär alles ënner Kontroll. An et ass eréischt, wéi den 18. Mäerz nach ëmmer keng offiziell Reaktioun komm ass, datt ech an dëser Chamber eng Motioun deposéiert hunn, an där mer Opklärung iwwert dat, wat zu Nidderkuer geschitt ass, gefrot hunn.

An deenen Deeg duerno - an och nees net duerch d'Kommunikatioun vun der Regierung, mee duerch Recherche vu Journalisten, haaptsächlech beim 100,7 a bei reporter.lu - si weider Clusteren opgedeckt ginn. A vun donneschdes un, muss ech soen, ass bei mir perséinlech doheem den Telefon net méi stoebliwwen, vu Familljememberen, Professionellen, Direkteren, Dokteren, déi mer eigentlech ëmmer weider Detailer ginn hunn iwwert d'Situatioun, an där mer zu Nidderkuer, mee och op anere Plazen, wieren.

Ech erënneren drun, datt et am Fall vu Lauterbann net manner wéi véier verschidde Versioune ginn huet:

Déi éischt vu Servior, den 12. Mäerz an der Press verbreet: Et wär e Besuch gewiescht. Et wäre Familljememberen, déi eigentlech quasi de Virus erabruecht hätten.

Den 12. Mäerz ass an der Chamberskommissioun eng zweet Versioun erakomm, nämlech den „nonrespect des règles en matière de restauration". Dat hat de Kolleeg Marc Baum vun deene Lénken derzou bruecht, op d'Legalitéit vun all deem anzegoen.

Eng drëtt Versioun ass den 23. Mäerz vun der Madamm Cahen op enger Pressekonferenz kolportéiert ginn, wéi se gesot huet, et wär en aalt Haus, et wären al Leit, si wäre polymorbid. An et ass gesot ginn, et wären eigentlech net méi Doudeger an deem Haus wéi och am Ausland.

An déi véiert Versioun, an déi hunn ech entre-temps och kontrolléiert, déi war an engem Artikel op reporter.lu den 31. Mäerz: « Pourquoi le 18 février pause question », wou vun engem « dysfonctionnement dans l'organisation de la vaccination » geschwat gëtt. Ech hunn dat entre-temps bestätegt kritt vun engem Dokter, deen deemools derbäi war.

Mir waarden an all deene Punkten op de Rapport vum Här Waringo fir ze kucken, wat do dra steet an a wéi engem Mooss alles dat, wat tëschent dem Summer vum leschte Joer an dem 1. Abrëll geschitt ass a wat zu enger Motioun gefouert huet hei an der Chamber, déi, wann och net an deem Mooss, wéi mir et gäre gehat hätten, eng Opklärung vun all deene Méint soll no sech zéien.

Mir hunn, Dir Dammen an Dir Hären, de 25. Mäerz als CSV eng Pressekonferenz gemaach. An där Pressekonferenz hu mer sechs zentral Fuerderunge gestallt. Ech wëll déi hei virliesen, well et awer interessant ass an engem Debat, wou ëmmer gesot gëtt, d'Oppositioun hätt keng Propositiounen ze maachen, ze gesinn, wat mer dann de 25. Mäerz, also gutt eng Woch, nodeem mer den Dossier public gemaach hunn, als Propositioune vun der CSV abruecht hunn.

Éischt Fuerderung vun eis: Dat sofortegt Opstelle vun engem Cordon sanitaire prioritaire an den Altersheimer, um Beispill vun de Spideeler.

Zweetens: eng national Informatiounsstrategie fir Altersheimer, baséiert op verbindlech Reegelen an net op wäertlos Recommandatiounen.

Drëtt Fuerderung: Eng sofforteg Aféierung vun engem Greenpass fir all Leit, déi an dësem Secteur schaffen, direkt oder indirekt, baséiert op dräi Prinzippien: impfen, negativen Test oder Anticorpsen. Ouni et ze nennen, ass et eigentlech en 3G, dee mer haut aféieren, dee mer deemools gefrot hunn an deen eise mandatéierte Sprriecher vun der Partei och an deene Méint virdru schonn ëmmer erëm, wéi och bei anere Punkten, hei an der Chamber agefuerdert huet.

Mir hunn, véiertens, gefrot: déi sofforteg Zurverfügungstellung vu Schnelltester duerch d'Regierung un all d'Leit, déi do schaffen, an och fir d'Familljememberen, déi op Besuch géife kommen.

Mir hunn, fënneftens, gefrot: déi sofforteg Zurverfügungstellung vu Schutzmaterial duerch d'Regierung an allen Haiser, well mer an eise Gespréicher virum 1. Abrëll drop opmierksam gemaach gi sinn, datt dat an enger ganzer Rei vun Haiser net de Fall wier.

A mir hunn, sechstens, eng onofhängeg Etüd an zwee Volete gefrot: eng gesondheetstechnesch Analys vun deem, wat passéiert ass, an eng Analys iwwert d'Prozeduren am Secteur.

Aus deem sechste Punkt hu mer dann nach gesot, datt mer wéilten d'politesch Responsabilitéit definéieren. Mir hunn eis besonnesch beonrouegt gewisen iwwert den offensichtleche Wëlle vun der Madamm Cahen, fir eigentlech net dobaussen dat ze kommunikéieren, wat an der Realitéit an den Haiser geschitt ass.

Et ass also kee Märchen, et si keng Proposen. Et reit sech an d'Fuerderungen an, déi d'CSV iwwer Méint gestallt huet. An dat ass och de Beweis, datt een och, wann een an der Oppositioun ass an net „voix au chapitre" huet, wann et ëm d'Ofstëmmung geet, schonn a Momenter, wou ee Problemer gesäit, ganz zolidd an uerdentlech Propositiounen op den Dësch ka leeë fir ze hëllefen, Solutiounen ze bréngen.

Mir hunn den 1. Abrëll, Dir Dammen an Dir Hären, hei an der Chamber eng inhaltlech Argumentatioun gefouert. Ech géif nach eng Kéier wëlle widderhuelen: Mir hunn eis op d'Artikele 6 an 9 vum ASFT-Gesetz vun 1998 referéiert. Dat seet: E Minister huet d'Flicht, alles ze maachen, wat a senge Méiglechkeeten ass, fir eng Pandemie ze stoppen. Dat kläert - d'Artikele 6 an 9, dat sinn also legal Dispositioune vun deem Gesetz vun 1998 - ganz prezis d'Responsabilitéit, déi politesch Responsabilitéit vun engem Minister, a besonnesch a Krisenzäiten.

Ech widderhuelen am Telegrammstil nach eng Kéier déi fënnef haaptsächlech Kriticken, déi mer an deem Debat opgefouert hunn. Wann ee méi den Detail wëllt wëssen, mat alle Chifferen, déi ech deemools ënnerluecht hunn, mat alle Beweiser, allen Dokumenter, allen Zuelen an allen Daten, da kann een dat a meng Ried vum 1. Abrëll zrécksiche goen.

Mir hunn haaptsächlech bedauert, datt et keen nationale Plang an den Altersstrukture gëtt, dee kloer definéiert, wat wéini muss geschéien oder ze geschéien huet. Mir hunn dat iterativ gefrot. Dat ass ëmmer ofgeleent ginn.

Et ass dunn zu enger Proposition de loi vum Här Clement komm a prezis deem doten Domän. Ech hunn de Moien d'„Lëtzebuerger Wort" gelies. Den Här Clement ass der Meenung, datt seng Proposition de loi, riskéiert an en Tirang ze kommen. Ech wëll d'Chamber opfuerderen, déi Proposition de loi souwéi meng Proposition de loi net an den Tirang ze leeën, mee se fir d'éischt an der Kommissioun ze diskutéieren a se duerno zum Vott hei am Plenum vun der Chamber ze bréngen.

Ausser, wéi am Fall vun haut, datt d'Regierung Deeler oder ganz Propositiounen, déi an der Proposition de loi vum Här Clement sinn, unhëlt oder mat staarken inhaltlechen Argumenter ka beweisen, datt déi Iddien, déi vum Här Clement deposéiert gi sinn hei an der Chamber a vum Staatsrot aviséiert gi sinn, net richteg sinn, net pertinent sinn oder aneschters misste behandelt ginn.

Mir hu fir d'zweet monéiert, datt d'Familljeministesch a kengem Moment hir Responsabilitéit geholl huet, an eisen Aen, déi waarm Gromper ëmmer wieder, vun Haus zu Haus, vun Haus zu Copas ginn huet, déi sech a Gespréicher, déi ech konnt féieren, nawell zimmlech aleng gelooss gefillt hunn. Mir hu gesot, datt déi Politik vum Laisser-faire, Laisser-aller, ouni Plang, ouni Zil an ouni Strategie ophale misst.

Mir hunn, drëttens, monéiert, datt d'Ministesch, obscho se wärend Méint ëmmer um Courant war iwwer Clusteren, déi konsequent der Ëffentlechkeet verschwigen huet. Si huet dat an hirer Stellungnam net nëmmen net widderluecht, mee si huet et souguer zouginn, mam Argument - dat ech an enger Demokratie net gëlle ka loossen -, datt dat méi Veronsécherung bruecht hätt, wéi datt et der geholl hätt.

Esou kann een, Madamm Minister, keng Politik an enger Demokratie maachen! Esou kann een net iwwer Méint - iwwer Méint! - de Leit d'Wourecht net erklären. Mir hunn dat deemools ugefecht an ech wollt Iech haut nach eng Kéier soen, datt, wann et et haut ze soen hätt, ech et exakt an deene selwechte Wierder nach eng Kéier géif soen.

Mir hunn, véiertens, gesot, datt kee Plang do wier an och keng Prozedur, wat géif geschéien, wann e Cluster optaucht. Keen Alarm, keng Interventioun, keng Nobehandlung, keng Kommunikatioun. Mir sinn der Meenung gewiescht, datt d'Clusteren hätte kënne verhënnert ginn, a bleiwen där Meenung.

Et ass manifest an eisen Aen, datt grouss Clusteren, déi am November 2020 opgetaucht sinn, net ausreechend behandelt gi sinn an datt keng Konklusiounen, keng verbindlech Propositiounen ausgeschafft gi sinn, wéi een et besser hätt kënne maachen. Och hei waarde mer op de Rapport vum Här Waringo zu deem dote Sujet.

A mir hunn, fënneftens - an dat ass eigentlech dee fundamental déifste Reproche, dee mer der Regierung maachen -, bedauert, datt d'Altersheimer net an de Cordon sanitaire opgeholl gi sinn, datt keng prioritär Impfung an enger éischter Phas gemaach ginn ass. Ech bleiwe perséinlech - ech soen dat a mengem perséinlechen Numm - der Meenung, datt dat dee schwéierwiegendste politesche Feeler vun dëser Regierung an der Coronabekämpfung vun deem leschten annerhallwem Joer ass.

Wann een net déi vulnerabelst Leit vu senger Gesellschaft - 50 % vun den Doudesfäll - esou gutt schützt, wéi ee se nëmme schütze kann, da stellen ech haut d'Fro, esou wéi ech se den 1. Abrëll gestallt hunn, firwat datt mer zu 650.000 Leit an dësem Land iwwer Méint eis Fräiheeten ageschränkt kruten, net konnten esou liewen, wéi mer wollte liewen, wann et ëm ee vun deenen zwee haaptsächlechste Piliere geet, déi vun der Regierung ëmmer erëm opgeworf gi sinn, wat noutwendeg wär - nämlech d'Spideeler entlaaschten an déi vulnerabel Leit schützen -, wa mer manifestement net alles dat gemaach hunn, wat noutwendeg war, fir zumindest deen Deel vun deene Vulnerabele ze schützen, et net esou gemaach hunn, wéi et an eisen Aen hätt misse geschéien?

Ech gesinn, an ech kann haut, zwee an en hallwe Mount duerno, an nodeem ech meng Ried nach eng Kéier vu vir bis hannen duerchgelies hunn zu deem Sujet ... Ech erënneren drun, datt ech deen Dag dräi Riede gehalen hunn. Mir hunn nämlech fir d'éischt eng méi generell Debatt gefouert. Mir hunn iwwert d'Motiounen diskutéiert. An duerno, en dernière instance, hu mer zesummen - déi 29 Kolleege vun der Oppositioun, devant le refus manifeste vun der Majoritéit, fir inhaltlech bis zum Schluss déi Froen an deem Moment auszediskutéieren - eng Motioun hei deposéiert, déi d'Demissioun vun der Ministesch gefrot huet, déi mat 29 géint 31 Stëmmen ofgeleent ginn ass.

Ech wëll op een, zwee Punkten agoen, déi deemools vun de Majoritéitsparteien an d'Diskussioun geworf gi sinn. Woubäi ech dat Wuert „Diskussioun" do net richteg ka gëlle loossen, well ech och déi Rieden nach eng Kéier nogelies hunn an eigentlech ganz wéineg inhaltlech Aspekter, ausser bei deem engen oder deem aneren, an de Riede fonnt hunn. Mee et ass sech haaptsächlech mat mir, mat menger Partei - „Intrigantestadl" - ausenanergesat ginn.

Et war: „De Wolter a seng Akolythen". Eigentlech eng ganz flott Beschreiwung fir d'Relatioun an der Oppositioun, wou mer véier onofhängeg Parteien hunn. An den Här David Wagner, dat wëll ech nach eng Kéier soen, als Vertrieder vun deene Lénken, huet gesot, datt si eigentlech als déi Lénk d'Demissioun vun der Madamm Cahen virun der CSV gefrot hätten, well se opgrond vun deem, wat hire Kenntnisstand am Dossier wier, zur Konklusioun géife kommen, datt déi Ministesch net dat gemaach gehat hätt, wat se eigentlech hätt misse maachen.

Den Här Engel vun der DP huet da schlussendlech gemengt, ech wär de Problem.

Plusieurs voix.- LSAP!

M. Michel Wolter *(CSV), auteur-rapporteur*.- LSAP, entschëllegt.

... ech wär de Problem. Ma ech wëll dem Här Engel haut äntweren: Mir haten d'Léisung! Well déi Proposen, déi mer deemools gemaach hunn, dat ass d'Léisung vun haut. Zwee an en hallwe Mount méi spéit sinn ech net méi de Problem, mee zumindest e klengen Deel vun der Léisung. An ech soen Iech, well Der herno och wäert derfir stëmmen, am Viraus scho villmools Merci.

Nom 1. Abrëll ass un der Uewerfläch net ganz vill geschitt. Et hat een d'Impressioun - esou wéi dat a verschiddenen Debate schonn an deene leschte Jore war -, doduerch datt d'Diskussioun ofgewiergt géif ginn, d'Diskussioun wär eriwwer. Et ass keng ëffentlech Reaktioun méi komm op all déi Proposen inhaltlecher Natur, déi gemaach gi sinn. An et ass gesot ginn: „On passe à l'ordre du jour."

Net ganz! Et ass net ganz à l'ordre du jour passéiert ginn, well net méi spéit wéi den 12. Abrëll - dat heescht, zwielef Deeg, nodeem mer hei diskutéiert hunn - ass eng Ordonnance vum Direkter vun der Santé komm, déi zwar nach ëmmer op fräiwëlleger Basis ass, awer eng ganz staark Recommandatioun ausgeschwat huet un d'Haiser, also un d'Haiser, déi an der Altersbetreiung täteg sinn, an hinnen eng Uleitung ginn huet, wéi een et an dëser Matière soll maachen.

Den Dokter Schmit, deen eis de Pleséier gemaach huet, an d'Kommissioun ze kommen, huet dës Woch dervu geschwat, datt, obschonn et nëmmen eng streng Recommandatioun gewiescht wier, hien zur Konklusioun géif kommen, datt d'Haiser sech alleguerte géifen drun halen.

D'Äntwert, déi ech krut vu verschiddenen Haiser war déi, datt se gesot hunn: „Ma duerch de Fait, datt mer dunn eng Ordonnance vun der Santé kruten den 12. Abrëll, hate mer endlech e Pabeier am Grapp, mat deem mer eigentlech méi ferm, wann och net legal stringent, mee zumindest méi ferm par rapport zum Personal wéi och de Visiteure konnte virgoen, fir deen Dossier do zu engem besseren Enn ze féieren.

Den 19. Abrëll, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng Question parlementaire vun déi gréng komm: d'Question parlementaire 4108 vun der Madamm Lorsché. Ech hunn d'Madamm Lorsché ... Ech hu mech jo bis de 15. Mäerz net an déi Diskussioun hei agemëscht, well den Här Wiseler eise Spriecher ass, mee ech hunn ëmmer nogelauschtert, ganz gutt nogelauschtert, wat déi eng an déi aner esou hei wärend der Covidkris gesot hunn.

An ech hu bei der Madamm Lorsché vun déi gréng scho säit dem Dezember vum leschte Joer festgestallt, datt se eigentlech e gudde Strapp méi wäit wéilt goen an dësem Domän, wéi d'Regierung dat en fin de compte gemaach huet. An déi Question parlementaire 4108, déi ech jiddwerengem nach eng Kéier géif recommandéieren ze liesen, ech hu se nach eng Kéier gelies a kommen zur Konklusioun, datt se quasi zu 100 % deckungsgläich ass mat deene Proposen, déi d'CSV vum 25. Mäerz u gemaach huet, an och aner Kolleege vun der Oppositioun an hire Stellungname verteidegt hunn.

D'Debatt - an elo fänkt et un, positiv ze ginn - ass deemno net spuerlos laanschtgaangen. Dat, wat den 1. Abrëll hei an der Chamber lass war, dat war net fir näischt. Et ass eppes geschitt! Et ass eppes geschitt an der Majoritéit, et ass eppes geschitt a verschiddene Ministèren.

Et ass ugefaange ginn, Verantwortung ze iwwerhuelen, wann och vläicht net an deem Mooss, wéi mir eis et virgestallt hunn. Mee da si mer schonn um Niveau vun der Nuance. Da si mer net méi um Niveau vum Prinzip! Prinzipiell Ofleenung den 1. Abrëll, fir iwwerhaapt iwwert déi Sujeten ze diskutéieren; an den 12. Abrëll, 19. Abrëll Signaler aus der Majoritéit eraus fir ze weisen, datt een dach awer der Meenung wier, datt een iwwert dee Sujet hei net ofgewiergt soll ginn, mee inhaltlech diskutéiere soll.

Dat hat eis derzou bruecht, Dir Dammen an Dir Hären, fir eng Proposition de loi ze maachen. Och do, fir mengem Frënd Engel eigentlech op en Neits ze widderspriechen, deen hei - well ech deem jo och ëmmer nogelauschtert hunn - der Meenung war, datt d'Oppositioun eigentlech keng Alternativen ... mir géifen näischt proposéieren, mir géifen nëmme meckeren, mir géifen nëmmen nörgelen.

Dunn hu mer eis geduecht: Da maache mer eng Proposition de loi. Da kënnt Der Iech, Dir Dammen an Dir Hären, emol konkreet mat den Alternativvirschléi vun der CSV ausenanersetzen. A mir wollten och een Zeeche setzen, datt d'Diskussioun géif virugoen.

Ech ginn op d'Argumentatioun an, déi ech deemools a mengem Depot vun der Proposition de loi den 22. Abrëll gemaach hunn. Ech hunn d'Säit nach eng Kéier matbruecht. Ech soen et elo net auswenneg, mee esou, wéi et hei op mengem Ziedel steet.

Éischtens hunn ech gesot, datt ech der Meenung sinn, datt ech zu deene gehéieren, déi mengen, datt mer eis mat deem Virus do nach laang mussen ausenanersetzen, datt mer Mutatioune wäerte kréien, datt mer zousätzlech Impfunge wäerte kréien an datt mer, wa mer nees eng normal Situatioun wëllen erëmkréien, musse léieren, mam Virus ze liewen, datt déi technesch Viraussetzungen elo, opgrond vun der Technologie - Tester an esou weider - gi wären an datt mer eng breet Debatt misste féieren. Ech hu gesot, datt mer eis prioritär ëm déi Vulnerabel an eiser Gesellschaft misste këmmeren. Mir wéilte méi wäit goen, däitlech méi wäit, wéi d'Regierung dat bis elo gemaach hätt.

Jiddwereen, dee mat Leit a Kontakt kënnt, esou a menger Proposition de loi, esou wéi se an der Ordonnance vum 12. Abrëll vum Direkter vun der Santé definéiert ginn ass, misst den Noweis vun engem negativen Test bréngen. Soss kéint en net a Kontakt triede mat deene betraffene Leit. Dës Obligatioun ass an eisen Aen net nëmme fir eng Zort Leit gemënzt gewiescht, nämlech fir d'Visiteuren - do war se obligatoresch, fir déi aner war se fortement recommandée -, mee fir jiddwereen, deen a Kontakt mat de Leit kënnt.

Ech hu gesot, datt mer dat do net erfonnt hunn. Mir si kucke gaangen an d'Ausland, wat fir eng Solutiounen am Ausland an deem doten Domän geschitt sinn. A mir sinn op e Gesetz, dat heescht eng Verordnung - et ass kee Gesetz, et ass e Règlement grand-ducal eigentlech, hire Règlement grand-ducal - aus Baden-Württemberg gestouss, déi Ufank Mäerz eng Obligatioun gemaach huet fir Leit, déi an de Strukture schaffen, fir sech dräimol pro Woch testen ze loossen; a fir Leit, déi bei d'Leit doheem ginn - e Sujet deen d'Madamm Lorsché och ëfters op d'Tapéit bruecht huet -, do zweemol d'Woch.

Mir hunn eis un dat ugeleent. Mir hu probéiert, de Sënn ze verstoen an dat ëmzeschreiwen op eng Lëtzebuerger Solutioun. Mir sinn och der Meenung gewiescht, datt d'Resultat vun den Tester dem Patron sur simple demande virzeleeë wier.

An enger a mengen Ae kohärenter Demarche hu mir den 22. Abrëll an eiser Proposition de loi den Univers hospitalier net matageholl. Mir hunn dat express gemaach, well mer eis wollte konzentréieren op dat, wat mer säit iwwer engem Mount diskutéiert hunn.

Ech wëll der Madamm Ministesch Merci soen, datt si den Domaine hospitalier elo materanhëlt, well et eigentlech logesch ass, datt wann een et bei deenen enge Vulnerabele mécht, datt een et bei deenen anere vulnerabele Leit och mécht. Ech wollt et net maachen, mee ech begréisse wierklech, datt dat sech elo en fin de compte an der Version définitive net op d'Strukturen an den Altersheimer limitéiert, mee datt et sech eigentlech op dee ganze Secteur, wou an der ganzer Breet mat vulnerabele Leit geschafft gëtt, applizéiert.

Ech hu gesot, datt mir eis enger Diskussioun iwwer Verbesserungen net géife verweigeren, datt mir déi géifen op eis duerkomme loossen, datt mir gäre mat deenen anere géifen diskutéieren. Ech hu gesot, datt mir ee Steen an d'Rulle wëlle bréngen. Mee ech hu gesot, datt et misst eriwwer si mam Laisser-faire, Laisser-aller an datt mir gären hätten als CSV ... An dat ass keng Exclusive! Et gëtt ëmmer esou gemaach, wann ech hei am Numm vun der CSV schwätzen, wéi wann ech automatesch géif soen, déi aner, déi wéilten dat net. Dat ass jo net de Fall!

Mee aus eiser Siicht ware mir der Meenung, datt d'Liewe vun de Leit an den Altersheimer nees liewenswäert misst ginn, well mer opgrond vun Dosende vu Gespréicher mat Familljemembere festgestallt hunn, datt villes, ganz villes an den Altersheimer net esou gaangen ass an deene Méint virdrun an der Relatioun tëschent deene Leit, déi do wunnen, an hire Familljememberen. An ech kann Iech 20 - 20! - Telefonsnummere gi vu Familljememberen, mindestens, déi mer ugeruff hunn, fir hir perséinlech Situatioun ze beliichten.

Nom Depot vun der Proposition de loi huet sech dunn eng weider Dynamik gemaach. Ech soen dem Här Marc Spautz Merci, datt en et fäerdegbruecht huet, de Steen an d'Rullen ze bréngen, datt eng Question parlementaire an Zukunft hei am Parlament zesumme mat de Projet-de-loie vun der Regierung diskutéiert gëtt. Ech sinn och dervun iwwerzeegt, datt dëst Beispill vläicht Schoul wäert maachen, fir datt mer doduerch och zu enger méi breeder Diskussioun iwwer inhaltlech Alternativen, déi d'Oppositioun zu de Propositioune vun der Regierung mécht, wäerte kënne kommen.

Et ass e positiven Avis vum Staatsrot komm mat enger Rei vu Remarken, wou se Propositioune gemaach hunn, wéi een dat nach besser kéint schreiwen. Mir hunn dat gemaach. Déi sinn duerch d'Kommissioun gaangen. Déi sinn ugeholl ginn an der Kommissioun. Elo net inhaltlech, ech wëll dat ëmmer soen, dat ass jo eigentlech eng prozedural Unerkennung vun deem Ganzen. Déi si bei de Staatsrot gaangen. Se sinn nach eng Kéier positiv aviséiert ginn, soudatt dem Unhuelen, dem Vott iwwer meng Proposition de loi, eigentlech näischt am Wee géif stoen.

Ech soen der Regierung Merci - an ech mengen, datt ech dat der Madamm Santésministesch muss soen -, datt am Projet de loi vun der Regierung expressis verbis am Commentaire des articles drasteet, datt sech d'Regierung inspiréiert huet u menger Proposition de loi bei der Redaktioun vun deem doten Artikel. Ech fannen, datt dat wierklech e Luef wäert ass, well een doranner och d'Unerkennung vun der Aarbecht gesäit, déi ee sech awer inhaltlech gemaach huet.

Mir haten an der Kommissioun - Dir, Här President, hat gesot, ech géif dorobber agoen - nach dräi Punkten, iwwert déi mer diskutéiere wollten.

Dat Éischt ass, datt mer der Meenung wären, datt een dräi Tester d'Woch soll maachen, amplaz zwee, esou wéi et am Projet de loi stoung. Dat, fir dat Ganzt méi kohärent ze maache mat där Reegel vun 48 Stonnen, déi d'Schnelltester solle valabel sinn.

Mir haten eng Diskussioun, an och do wollt ech soen, Här Di Bartolomeo: Dir sidd e Fuss! Dir sidd elo soulaang derbäi. Dir hutt gemierkt an der Kommissioun, wéini de Moment war, datt sech eng Majoritéit an herno souguer eng Unanimitéit géif fannen. Dir hutt eis Kommissioun am richtege Moment derzou bruecht, aus där dote Propositioun eng Proposition de bon sens ze maachen, déi sech och logesch an de Wochekalenner vun de Leit aschreiwe léisst.

Mir hunn eng zweet Nuance gehat tëschent deem, wat d'Regierung iwwerholl huet, an deem, wat ech proposéiert hat, an deem Sënn, datt sech eis Proposition de loi op all d'Personal applizéiert, an d'Regierung awer eng Differenz gemaach huet zwëschent op där enger Säit deene Professionelle vun der Santé an op där anerer Säit dem Rescht vun de Leit, déi an engem direkte Lien zu enger vulnerabeler Persoun sti respektiv net zu deem Lien stinn (veuillez lire: respektiv net an engem professionelle Lien stinn).

Déi Divergenz, Här President, déi bleift! Mir bleiwen der Meenung, esou wéi vill Leit am Land, wann een entweeder direkt oder indirekt a Kontakt mat enger vulnerabeler Persoun an enger Altersstruktur kënnt, datt een eigentlech den 3G ëmmer muss noweisen: geimpft, getest oder geheelt, an zwar à tout moment, an net nëmme fir déi Leit, déi en direkten, also - ginn ech mol dervun aus - physesche Kontakt hunn, mee och fir déi Leit, déi en direkten awer net physesche Kontakt hunn, en direkte Kontakt duerch de Fait, datt se an deem Haus schaffen.

Déi Divergenz bleift. Mir sinn also nach net ganz zefridden, mee vu l'ensemble vun deem wollt ech soen, datt mir et akzeptéieren. Mir akzeptéieren et.

Mir bieden Iech awer, Här President, an och d'Madamm Santésminister, sech nach eng Kéier Gedanken ze maachen an ze kucken, ob net bei enger nächster Versioun ... Well deen heiten Deel vum Gesetz, deen ass jo net nëmme Covid. Dat ass eppes, wat ech hoffen, datt et sech iwwer en Infektiounsgesetz, wat iergendwann eng Kéier muss kommen, eigentlech definitiv an d'Reegele wäert aschreiwen.

Ech hoffen, datt mer déi Diskussioun virum 15. Juli, opgrond vun den Erfarungen - ech sinn do ganz op -, déi an den Haiser gemaach ginn, nach eng Kéier kënne féieren.

Mir hunn eis an der Fraktioun ee Moment gefrot, ob mer e Vote séparé vum Artikel 3 géife froen. Den Artikel 3 beinhalt awer precisement ënner anerem all déi ganz positiv Aspekter, déi mer gesinn, soudatt mer decidéiert hunn, datt mer dorobber verzichten an eigentlech just a menger Ried dorobber opmierksam maachen, datt dat e klenge Bemoll ass, dee bei eis bleift, deen eis awer net dovun ofhält, fir déi substanziell Verbesserungen, déi mer haut zesumme wäerte stëmmen - ech géif soen, vu 95 % um Wee fir op 100 % -, ze erreechen.

An et war nach eng drëtt Divergenz, dat war eng um Droit du travail. Et war eigentlech keng Divergenz, et war eng aner Formulatioun. A menger Propositioun de loi hat ech net iwwer Konsequenzen um aarbechtsrechtlechen Niveau geschwat. Am Projet de loi war awer eng eventuell aarbechtsrechtlech Konsequenz am Sënn vun, datt déi Leit net op hir Aarbechtsplaz kéinte goen. Mir hunn doriwwer an der Kommissioun diskutéiert. An no Diskussioun ass festgehale ginn, datt déi Conséquence immédiate, fir net op d'Aarbechtsplaz ze goen, eigentlech keng direkt aarbechtsrechtlech Konklusioun ass, mee datt d'Aarbechtsrecht par ailleurs fir eng Persoun, déi refuséiert, sech testen ze loossen, an déi refuséiert, sech impfen ze loossen, datt dat dann an de Perimeter vum Arbeitgeber, vun der normaler Relatioun tëschent dem Arbeitgeber an dem Arbeitnehmer erageet.

Ech perséinlech hoffen, datt dës Diskussioun net spille wäert. Et wäert fir mech onerkläerlech, onverständlech bleiwen, wa mir an engem Domän, wou d'Beruffsbild dat ass, datt ee mat deene vulnerabelste Leit vun eiser Gesellschaft zesummeschafft, an eng Situatioun kommen, datt d'Leit d'Impfunge refuséieren - déi mer jo och net gefrot hunn, datt dat eng Impfflicht géif ginn -, mee och den Test géife refuséieren. Ech kann dat, muss ech soen, net verstoen a ganz vill Leit am Land, mat deenen ech geschwat hunn an deene leschte Wochen, kéinten dat net verstoen, well ee sech dann awer d'Fro muss stelle vun der Eethik, vun der Beruffseethik vu Leit, déi wëssentlech a wëllentlech eigentlech déi Leit, déi an hirer Ophut sinn, an e Risk géife goe loossen.

Ech kommen zu menger Konklusioun, Här President. Éischtens si mer zefridden, och wa mer, ech hunn et virdru gesot, der Meenung sinn, datt déi Dispositiounen e gudde Strapp ze spéit kommen. Ech mengen, datt et méiglech gewiescht wier, datt se éischter komm wieren, wann éischter probéiert gi wier, am Konsens ze diskutéieren.

Et ass a mengen Ae gericht, zweetens, well net nëmme mir hei an der Chamber, mee och doriwwer eraus d'Commission consultative des droits de l'homme notamment, d'Amiperas notamment, d'COPAS notamment an anerer ëmmer erëm drop higewisen hunn, datt et noutwendeg ass, datt do méi stringent Reegele géife kommen.

An ech hat am Mäerz enger ganzer Rei Leit a Familljemembere versprach, datt ech mech an dësem Sujet net géif ginn, bis eng méiglechst gutt Protektioun vun deene vulnerabelste Leit an eiser Gesellschaft a Relatioun mam Covid-19 am Gesetz verflichtend ageschriwwe wier.

Fir eis, Dir Dammen an Dir Hären, ass et essentiell, datt all Persoun, déi an direkten oder indirekte Kontakt mat enger Altersstruktur mat vulnerabele Leit kënnt, ob berufflech oder familiär, de permanente CovidCheck-Dispositiounen - geimpft, getest, geheelt - entsprécht.

Mir kommen haut där Erausfuerderung, déi eng Viraussetzung fir en „normaalt" - entre guillemets - Liewen an den Altersstrukturen am Respekt vun der Dignitéit vun de Leit an hire Familljen entsprécht, een entscheedende Schrëtt méi no. Duerfir - ausser et geschitt elo nach eppes Aussergewéinleches, wouvun ech awer net ausginn - wäert ech um Enn vun der Diskussioun, Här President, an nodeem all d'Parteien hei an der Chamber d'Méiglechkeet haten, net nëmmen zum Projet de loi, mee och zur Proposition de loi inhaltlech Positioun ze ergräifen, sou wéi ech dat hei gemaach hunn, proposéieren, fir meng Proposition de loi virum Vott dann au profit vum Projet de loi zréckzezéien, dans la mesure wou wierklech bis op eng kleng Ausnam de Gros vun de Fuerderungen, déi mir an eiser Proposition de loi vum 26. Abrëll gestallt hunn an déi mir schonn an eisen Diskussiounen den 1. Abrëll an de 25. Mäerz op eiser Pressekonferenz dem Public offegeluecht hunn, haut an d'Gesetz drakommen. Dat ass fir eis e ganz positiven, e ganz gudde Schrëtt am Interêt vun alle Leit, déi concernéiert sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wolter.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech och dem Rapporter Merci soe fir déi Aarbecht, déi en elo gemaach huet. Den Här Wolter huet dat ausgedréckt, andeem e gesot huet, datt en heiansdo e Fuuss wär, den Här Di Bartolomeo. Ech géif einfach soen, datt et esou ass, datt d'Erfarung matspillt, an déi mécht et heiansdo méiglech, datt ee mat engem Saz, deen am richtege Moment gesot gëtt, en Dossier kann deblockéieren an eng Barriär kann ewechhuelen, fir duerno eng Strooss opzemaachen, déi dann dozou féiert, datt mer haut kënnen op e gemeinsame Wee goen, well mir hunn de Rapport jo och als Partei matgestëmmt.

Dofir dem Rapporter merci. Mee awer och wierklech eng Kéier der ganzer Ekipp, déi elo säit ville Gesetzer heidru schafft, a wou et net ëmmer evident ass, déi Aarbecht an deem Zäitdrock hinzekréien, wéi mer et awer musse maachen.

Ech fänken un, andeem ech soen, datt d'Richtung vun deem Gesetz stëmmt. Mir maache lues a lues erëm op. Dat ass en europäeschen Trend, well d'Zuelen an Europa an zu Lëtzebuerg all an déi selwecht Richtung ginn. Et muss ee ganz einfach objektiv feststellen, datt den Taux d'infection an alle Länner, inklusiv zu Lëtzebuerg, erofgaangen ass. Mir leien hei, wa mer et am europäesche Verglach kucken, ongeféier an der Mëtt vun deenen Zuelen, wou och déi aner europäesch Länner sinn.

Wann ech d'Impfunge kucken, da stellen ech fest, datt mer do och weiderkomm sinn, gradesou wéi aner europäesch Länner. Et gëtt e puer Ënnerscheeder, déi doranner bestinn, datt mir zum Beispill an de generellen Impfungen elo méi hanne si par rapport zu deene Leit, déi fir d'éischt geimpft ginn, par contre op där anerer Säit méi vir si par rapport zu deene Leit, déi schonn zweemol geimpft gi sinn, well et einfach esou ass, datt d'Lëtzebuerger Regierung eng Politik geholl huet, fir déi zweet Impfung relativ kuerz no där éischter ze maachen. Aner Länner hunn aus sanitäre Grënn gesot: „Mir maache léiwer méi e laangen Espace zwëschent deenen zwou." Déi zwee loosse sech par ailleurs verteidegen. Am Kader vun der Aféierung vum CovidCheck ass dee Choix, deen d'Lëtzebuerger Regierung geholl huet, awer an dësem Fall sënnvoll, well en et an dësem Moment am Fong méi Leit erlaabt, schonn esou schnell wéi méiglech e Covidzertifikat ze kréien.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wéi gesot, et gëtt och Argumenter fir déi aner Richtung, aus sanitäre Grënn. Mee alles huet seng Virdeeler, alles huet seng Nodeeler. An dësem Moment fannen ech, datt se eis éischter hëlleft, déi Decisioun, déi geholl ginn ass.

An de Spideeler ass et dat selwecht: Et ass eng Decrue souwuel vun deene Leit, déi op den Intensivstatioune leien, wéi vun deenen, déi an den normale Better leien. An der Mortalitéit dat selwecht. Duerfir ass et an eisen Aen absolutt logesch, datt eng Rei Schrëtt a Richtung Ouverture gemaach ginn.

Mee fir eis ass et och kloer, datt mer nach ëmmer mussen op engem virsiichtege Wee bleiwen, well eng total Ouverture nach net méiglech ass, well déi indesch Variant oder d'Delta-Variant ëmmer méi Iwwerhand och an Europa hëlt. A mir hu gesinn, datt aner Regierungen, notamment déi englesch Regierung gëschter d'Decisioun geholl huet, fir déi Ouverturen ee Mount no hannen ze vertagen, well bei hinnen déi Delta-Variant extreem héich an extreem geféierlech ass. Also muss een oppassen. Et muss ee virsiichteg och hei zu Lëtzebuerg sinn. Dat selwecht gëllt fir den Approvisionnement vun de Vaccinen, wou mer zwar momentan gutt fueren, mee wou den Approvisionnement awer och net bis zum Schluss ofgeséchert ass. Also muss een do och Virsiicht gelte loossen.

A schlussendlech ass et och esou, datt mer - de Rapporter huet dat virdru scho gesot - och schonn de leschte Juni, Juli gemengt haten, mer géifen déi Saach lues a lues an de Gréff kréien, duerno am Oktober awer nach en décke Coup hannendru komm ass. Och duerfir musse mer eng Rei Virsiichtsmoossnamen huelen, fir datt mer net nach eng Kéier an déi selwecht Situatioun kommen, déi awer ëmmer méiglech ass.

Ech soen awer och ganz kloer, datt mer säit engem Mount, säit deem leschte Gesetz, an enger Phas sinn - an dat hu mer virun engem Mount gesot -, wou halleféierzeg, onpreparéiert an oncoordonéiert Moossname geholl gi sinn. An dat ass en Zoustand, an deem mer elo ee Mount geliefft hunn. Ech ginn e puer Beispiller: Dat ass dat vun de Schnelltester an de Restauranten, an haaptsächlech, well den Detail net gereegelt war vun enger Praxis, déi awer, wann een an deen een oder an deen anere Restaurant gaangen ass, an deem engen esou an an deem aneren anescht, an deem enge besser an an deem anere manner gutt, a verschiddenen d'ailleurs guer net respektéiert ginn ass.

De Problem, deen ech haut gesinn, dat ass, datt mer och net d'Méiglechkeet kréien, eng Evaluatioun vun esou enger weesentlecher Moossnam ze hunn. Huet se eis eppes bruecht? Mir hu keng Zuelen aus de Restauranten. Mir hunn och einstweilen nach keng Zuelen aus de Gemenge kritt, déi jo och eng ganz Rei Tester vu sech aus gemaach hunn. Ech hätt mer gewënscht, datt mer awer kéinten eng Konklusioun aus där Moossnam do zéien, well mer wëssen net, wat am September, Oktober nach geschitt. Méiglecherweis musse mer nach déi eng oder déi aner Moossnam erëm huelen. Da wär et absolutt sënnvoll gewiescht, haut och ze wëssen, wéi déi Moossnam gegraff hätt a wat fir en Typ vu Konklusioune mer hätte kënnen doraus zéien.

Déi zweet Remark, déi ech muss maachen, dat ass, datt ech fonnt hunn, datt de Staat onvirbereet an déi Phas eragaangen ass an eng ganz Rei Responsabilitéiten op d'Gemenge verlagert huet. Déi eng, déi hu se ugeholl, déi aner hunn aner Politicke gemaach. Jiddwer Gemeng huet et esou gemaach, wéi si et am Fong konnt a wéi si gemengt huet, datt et richteg wär. An dat huet net ëmmer ..., dat huet oft zu Konkurrenz gefouert an zu vill Onzefriddenheet tëschent de Gemengen. Ech hätt mer do gewënscht, mir hätten eis do gewënscht, datt weesentlech méi eng coordonéiert, méi eng virbereet Politik gemaach gi wär an datt de Staat an deem Kader och seng Responsabilitéit geholl hätt. Op d'mannst mat enger uerdentlecher Virbereedung mat de Gemengen, fir eng Couverture iwwert d'ganzt Land vun dem Ubidde vun deenen Tester en place ze setzen. Mir si sät Méint amgaang, eng Strategie vu Schnell- a Selbsttester ze froen. Dat hei hätt dozou gehéiert, ass awer net gemaach ginn, an dat huet sécherlech zu Problemer um Terrain gefouert.

Mäin drëtte Punkt, dat war d'Bäibehale vum Couvrefeu. Dat wësst Der, dat war an eisen Ae weeder noutwendeg nach proportional, net nëmmen am leschte Mount, mee iwwer all déi Méint, déi mer elo kannt hunn, well déi Moossnam mat deene Moossnamen, déi mer ansonsten haten - Restriktiounen doheem, Rassemblementer extern, Restauranten, déi limitéiert waren, respektiv Verbuet, fir Alkohol dobaussen ze verkafen -, an eisen Aen absolutt iwwerflësseg war. An och well déi Etüden, déi de Staatsminister sengerzäit zitéiert huet, net zu deene Konklusioune komm sinn, zu deenen d'Lëtzebuerger Regierung komm ass, a well aner Etüden am Fong ganz kloer an däitlech gesot hunn, datt esou eng Ausgangsspär vun der Proportionalitéit an och vun dem Point de vue vun de Mënscherechter als inakzeptabel ze consideréiere wär. Se ass awer bis elo weidergefouert ginn.

De Large-Scale-Testing ass och esou eng Fro gewiescht. Deen ass och monter weidergefouert ginn, och wa schonn eng ganz Rei Leit geimpft waren. Mat wéi engen Zilsetzungen, war eis net ëmmer bekannt. Wat soll geschéie mat deene Leit, déi scho geimpft sinn? Wéi sollen déi sech par rapport zum Large-Scale-Testing behuelen? Wéi eng Zilsetzungen huet en nach? An haut hu mer d'Impressioun, datt do en neie Public gesicht gëtt, fir déi Zentren ze desservéieren, ouni datt se am Fong nach dem Originalnotze géifen entspriechen. Ech kommen duerno nach eng Kéier dorobber zréck.

Dat selwecht bei de Schnelltester: Et ass eng Decisioun geholl gi vun der Regierung, datt déi nëmme 24 Stonne géife gëllen. Mir hu fonnt, datt dat schonn e Problem wär, well a sech d'Utilisatioun dann extreem komplizéiert an et och extreem deier géif ginn, fir all Dag deen Typ vu Schnelltester ze maachen - mir hu sengerzäit fir 48 Stonne plädéiert, och dorop kommen ech nach eng Kéier zréck -, mee dat ass bis elo tel quel duerchgezu ginn.

An da muss ech soen, datt mer och virun engem Mount an aller Panik e Règlement grand-ducal ëmgeännert hunn. Dir kënnt Iech erënneren, datt mer an der Kommissioun doriwwer geschwat hunn, datt mer op eemol an der Kommissioun gewuer gi sinn, datt e Règlement grand-ducal iwwer e Feierdag ëmgeännert gi war iwwer eng Eilprozedur. Datt mer dunn nach freides moies, wéi mer deen Text gestëmmt hunn, Ännerungen am Règlement grand-ducal annoncéiert kritt hunn.

Mir hunn déi Zäit gesot, datt dat eng onméiglech Aart a Weis wär fir ze schaffen. Abee, haut soen ech, datt mer, nodeem mer deen Text nach eng Kéier ganz genau gekuckt hunn, och eng Rei Problemer gesinn. Well deen Text, dee baséiert sech op e Gesetzestext vun 1990, zwar och op ee vun 1984, mee haaptsächlech op ee vun 1990, wann et drëm geet, fir d'Personnes habilitées à manipuler les tests ze definéiere respektiv ze preziséieren, wéi eng Instructioune se do hunn. Or, wann ee kuckt am Gesetz vun 1990, da steet do, datt ee Règlement grand-ducal precisement nëmme mat engem Avis vum Conseil d'État kéint geholl ginn, wat juristesch heescht, datt en net an enger Procédure d'urgence ka geholl ginn.

Precisement dat ass awer dat, wat d'Regierung gemaach huet. Dat heescht, an eisen Aen ass och nach d'Prozedur vum Gesetz net respektéiert ginn, wat als Konsequenz huet ... - an ech soen et haut nach eng Kéier, well dee Règlement grand-ducal och nach wäert an deenen nächste Méint seng Applikatioun fannen -, dat heescht a mengen Aen, wann dat Reglement eng Kéier contestéiert gëtt, an dat kéint et duerchaus ginn, datt déi Base juridique extreem schwaach ass an datt ech der Meenung sinn, datt deen Text bei enger Contestatioun direkt wäert ëmgedréit ginn. Ech fannen déi Aart a Weis vun der Regierung fir ze schaffen am Fong net korrekt, net adequat a sécherlech net professionell.

Schlussendlech och nach den Ëmgang mat deene Leit, déi schonn zweemol geimpft waren an déi sech trotzdeem nach ëmmer wärend engem ganze Mount dem Testen hu mussen ënnerzéien. Dat war fir eis onnéideg; onnéideg Zäit verluer, onnéideg Geld verschwent. Dat war fir eis eng oniwwerluecht an onpreparéiert Situatioun, wou mer eragereest sinn an en Text (veuillez lire: an déi mer eragerode sinn duerch en Text), dee mer virun engem Mount gestëmmt hunn an deen eis elo ee Mount laang eng Situatioun verschaaft huet, wou villes hätt kënne besser ginn, villes a Propositioune beinhalt war, déi mer sengerzäit gemaach hunn.

Dat selwecht gëllt, an de Michel Wolter ass virdrun am Detail drop agaangen, fir all déi Kontrollen an den Altersstrukturen, déi haut zwar am Text stinn, mee déi schonn an deene Propositiounen, déi mer viru méi wéi engem Mount gemaach hunn, weesentlech méi fréi hätte kënnen, hätte misse kommen an dee Moment eng ganz aner Situatioun och an den Altersheimer geschaaft hätten.

An eisen Ae sinn hei wochelaang Saache verpasst ginn a mer sinn hannendrugehinkt. A mer haten elo eng Situatioun, déi absolutt alles anescht wéi ideal war an deene leschte Wochen.

Duerfir si mer frou, an da kommen ech op mäin zweeten Deel, datt mer grouss Prinzippien hei an deem Text, sou wéi en haut virläit, och kënne matdeelen an och kënne matdroen, well se zu engem ganz groussen Deel deem entspriechen, wat mer scho wochen- a méintlaang gesot hunn.

Dat Éischt, dat ass déi Abolitioun vun enger Ausgangsspär. Mir hu se a Motioune gefrot. Mir hu se gefrot, andeem mer a sech Votten iwwer Articles séparés gefrot hunn iwwer genau deen do Prinzip. A mir hunn dauernd Äntwerte kritt iwwert d'Noutwendegkeet vum Bäibehale vun der Ausgangsspär, déi an eisen Ae strictement näischt iwwer Méint bruecht huet an d'Leit am Fong fir näischt embêtéiert huet an déi och nach am Prinzip géint d'Grondrechter, géint d'Mënscherechter war, well se net proportional war, well se net noutwendeg war a well d'Regierung sech hei iwwer Méint stuer duerchgesat huet. Mir sinn elo frou, datt se fort ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Zweete Punkt, dat ass d'Aféierung vun engem CovidCheck fir déi Geimpften, fir déi, déi geheelt sinn, fir déi, déi getest sinn.

Fir eis ass et eng Evidenz säit Januar, an doriwwer hu mer och schonn eng Motioun erabruecht, notamment wéi dat lescht Gesetz ëmgesat ginn ass: Mir froe säit Méint déi Gläichstellung vun de Geimpften, vun de Geheelten, vun de Getesten. D'Regierung huet just am leschte Gesetz eng Rei Ëffnungen, eng Rei Avantagë fir déi Leit ginn, déi getest sinn, an domat am Fong déi, déi geimpft waren, obligéiert, nach eng Kéier getest ze ginn, obwuel et an eisen Aen net noutwendeg war. An dat beweist sech am beschten duerch de Fait, datt d'Regierung et haut ofschaaft an haut déi Propositioun hëlt, déi mer viru véier Woche schonn onbedéngt gäre gehat hätten.

Ech hunn och gelies, wat all d'Riedner hei gesot hunn. D'Madamm Lenert huet virun engem Mount gesot, datt d'Froen iwwert d'Reinfectiounen nach oppe wären. „Wéi ass dat, wann d'Leit geimpft sinn", sot se, „a sech nach eng Kéier infizéiere kënnen? Mir hunn iwwert déi Froen eng Enquête lafen." An da sot se: „Ech fille mech méi à l'aise, wann ech d'Resultater vun där Enquête hunn, an da kënne mer eventuell deen nächste Schrëtt goen."

An den Här Bettel, hie sot: „Et soll een ophalen, et soll een ophalen", sot en, „de Leit anzerieden, datt een, wann ee geimpft wier, keng Gefor méi hätt an ee sech net méi bräicht testen ze loossen." Dat war dat, wat den Här Bettel virun engem Mount gesot huet.

Wann ech haut kucken, wat mer proposéiert kréien, da froen ech mech: Wat ass dann elo den Ënnerscheed, datt et elo leschte Mount esou violent als Propositioun huet musse bekämpft ginn, an datt dat mer elo op eemol alleguer gemeinsam ouni Pro-

blem kënne stëmmen? Wat huet da geännert säithier an der Argumentatioun? Wat huet da geännert?

An da wëll ech och froen: Déi Enquête, déi mer versprach kruten, op déi nach géif gewaart ginn, wou ass se dann? A wat steet dran? Dat wéilt ech gär wëssen. Kréie mer awer net. Krute mer net. Wësse mer net.

(Interruption)

Här Baum, Dir schwätzt hei mat mer. Also Dir hutt, wann ech mech gutt erënnere kann, virun engem Mount iwwer onnéideg Jalousien an de Famillje geschwat. Dir hutt d'Beispill vun dem Grousspapp gesot, dee scho geimpft wär, deen dann d'ganz Nuecht kéint feiere goen, a vu senger Enkelin vun 18 Joer, déi nach misst doheem bleiwen. An dann d'Zitat vum Här Baum: „[…] dat brauche mer elo wierklech net. Dat, wat mir brauchen, ass och weider Solidaritéit tëschent de Generatiounen." Sou. Da froen ech Iech elo: Wat ass dann elo anescht? Haut ass et nach ëmmer esou, datt de Grousspapp, dee geimpft ass, elo kann erausgoen an datt déi jonk Persoun, déi nach net geimpft ass, sech nach ëmmer muss teste loossen, éier si kann erausgoen. Genau dat selwecht wéi virun engem Mount! Mee virun engem Mount war et net akzeptabel. An elo op eemol ass dat d'Solutioun vun alle Problemer. Da musst Der mer just soen, wat elo den Ënnerscheed ass. Ausser, datt mer ee Mount méi al gi sinn.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Dir wëllt eppes soen. Wann de President Iech et erlaabt, soss erlaben ech Iech dat.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Entschëllegt. Merci, Här Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Baum, Dir däerft roueg.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Entschëllegt, ech ënnerbriechen den Här Wiseler wierklech net gären, mee ech wëll awer just drop hiweisen, dass mer an deem Mount iwwer 150.000 Leit méi geimpft hu mat éischten an zweeten Dosen an dass mer doduerch eng méi grouss Sécherheet hunn, mengen ech, wéi mer se virun engem Mount haten. An ech mengen, dass dat awer e staarkt Argument ass, fir kënnen ze soen: Haut kënne mer aner Saachen erlaben, déi mer eis virun engem Mount vläicht nach net konnten erlaben.

An dat ass fir mech d'Argumentatioun, Här Wiseler, dass mer iwwer 150.000 Leit an deem Mount tëschent dem leschte Covidgesetz an dësem Gesetz geimpft hunn, fir méi Sécherheet ze hunn a fir méi no un eng Herdenimmunitéit ze kommen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also ech gesinn dat absolutt net esou. Ech gesinn, datt, wa mer dat de leschte Mount agefouert hätten, mer ville Leit Inconveniente vermidden hätten. An ausserdeem, an deem Beispill, wat Der dann dramatesch hei zitéiert hutt, dat ass haut nach ëmmer genau dat selwecht. Näischt changéiert. An haut mécht et Iech just näischt méi aus.

Och den Här Di Bartolomeo, deen huet de leschte Mount gesot, datt mer missten oppassen, datt mer net eng verkappten Impfflicht géifen aféieren. An duerfir missten déi nach net geimpft Persounen (veuillez lire: An duerfir missten och déi geimpft Persounen) nach weider Tester maachen, well soss géife mer jo eng verkappten Impfflicht aféieren. Dat waren d'Aussoe vun dëser Zäit. Meng Fro: Wat huet dann elo geännert, datt et elo op eemol geet?

De Sven Clement, deen huet eis hei gesot, ech zitéieren och hien, well d'Oppositioun soll och ..., déi aner Oppositioun soll och zu Éiere kommen: „Soulaang wéi mer ..."

(Interruption)

„Soulaang mer net sécher sinn, datt jiddweree kann d'nämmlecht vun alle Grondrechter profitéieren, wäerte mer op kee Fall higoen an eng Zwouklassegesellschaft zwëschent Geimpften an Netgeimpfte schafen." Dat war Är Explikatioun d'lescht Kéier.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- An dozou stinn ech och haut!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Och do, no deene grousse staatsmännesche Wierder, wat ass dann elo den Ënnerscheed dotëschent?

De Fernand Kartheiser, deen huet et esouguer nach méi wäit gedriwwen, deen huet d'Propositioune vun der CSV als geféierlech fir eis Gesellschaft dohigestallt, als geféierlech fir eis Gesellschaft, well se géifen d'Grondrechter konditionéieren a well se e grousse Verstouss géint d'Perséinlechkeetsrechter wären. Dat waren d'Aussoen d'leschte Kéier, déi den Här Kartheiser gemaach huet. An elo? An elo? Wat huet dann elo geännert un där Situatioun? Wat ass den Ënnerscheed tëschent deem, wat virun engem Mount war, an deem, wat elo ass, ausser datt d'Iddi vun der CSV de Leit schonn ee Mount laang, wa se duerchgesat gi wär, vill Inconvenianten hätt kënne vermeiden?

Virun engem Mount hu mer op dëser Plaz gesot, hunn ech op dëser Plaz gesot, ...

M. Roy Reding *(ADR)*.- Et ass eng verkappten Aféierung!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ... datt ech gespaant wär op déi Argumenter, déi haut géife gebraucht ginn.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Et ass eng verkappten Aféierung vun enger Flicht!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech si gespaant op déi Argumenter, déi elo gebraucht ginn, fir am Fong kënnen déi Positioun, déi Der d'leschte Kéier hat, an déi, déi Der dës Kéier wäert hunn, fir déi eng mat där anerer ze vergläichen. Mir hunn op jidde Fall leschte Mount scho ganz kloer eppes gefrot. A mir si frou, datt et dëse Mount kënnt. Zumindest si mer an der Konsequenz vun eisen Iddien.

Mäin drëtte Punkt, dat ass d'Aféierung vum Covid-Check, vum Prinzip vum CovidCheck, an och vun der Introduktioun vum Choix, dee méiglech gemaach gëtt zwëschent engem Regimm CovidCheck an engem klasseschen Testregimm. Mir fannen dat am Fong eng gutt Iddi, fir et ze maachen, dat wëll ech jo hei och ganz kloer an däitlech soen. Bei Rassemblementer, Sportsaktivitéiten, kommerziellen Aktivitéiten schéngt eis dat sënnvoll, schéngt eis dat eng positiv Iddi ze sinn, fir den Organisateuren de Choix ze loossen, wéi se hir Manifestatioun wëllen organiséieren, an der Hoffnung, datt lues a lues sou vill wéi méiglech Leit oder Organisateuren an de CovidCheck eriwwerginn.

Mir hätten eis erhofft, datt déi Definitiounen, déi an dem Gesetz géife stoen, e wéineg méi prezis an e wéineg méi kloer wären. Well mir hu gëschter gemeinsam an der Kommissioun gemierkt, datt mer eng laang Diskussioun haten, wéi dann elo déi Texter ze interpretéiere wären. An ech ginn dovun aus, wa mer an der Kommissioun, déi sech awer drëm bekëmmert, scho mussen eng hallef Stonn diskutéieren, fir eis duerno iwwer eng Interpretatioun eens ze ginn, dann ass dat och fir d'Leit dobaussen net einfach. Do sinn ech frou, datt de Rapporter am Fong Prezisiounen an de Rapport materagehollt huet, a wär och frou - an ech si sécher, datt d'Santé dat mécht - wann déi Explikatiounen, wéi d'Interpretatioun dann um Terrain praktesch soll gemaach ginn, wann déi och nach eng Kéier kéint an enger Kommunikatioun oder ech weess net, wéi Der et wëllt maachen, public no bausse gedroe géife ginn, well vill Organisateure froe sech, wéi se dat do am Detail sollen ugoen, mat där gudder Iddi ëmgoen, wëll ech nach eng Kéier soen.

Véierte Punkt, dat ass, d'Schnelltester vu 24 Stonnen op 48 Stonnen eropzesetzen. Fir eis ass dat ok. Mir haten dat och schonn an enger Motioun virun engem Mount gefrot. Déi Zäit krute mer d'ailleurs vum Här Clement eng ganz wëssenschaftlech Explikatioun, firwat dat alles net gutt wär an net géif goen. Haut geet dat elo. An ech sinn och frou, datt et elo geet.

D'Madamm Lenert sot eis, et wär eng Diskussioun am Europaparlament gewiescht, wou d'Europaparlament och éischter op der Tendenz 24 Stonne wär. Ech hunn e wéineg gekuckt, wat d'Diskussiounen am Europaparlament waren. D'Europaparlament huet éischter eng Diskussioun gefouert virun zwou Wochen, dräi Wochen, wou se gesot hunn, si wéilten am Fong déi Schnelltester iwwerhaapt net akzeptéieren, well d'Schnelltester fir si zu där Zäit nach net prezis an nach net fiabel, sécher waren. Elo wëll ech awer soen: Déi Diskussioun war awer scho sengerzäit bei eis geléist, well mir hate se schonn akzeptéiert, wéi d'Europaparlament a sech doriwwer geschwat huet. Mee wéi och ëmmer, ass och egal. Ech wollt am Fong soen, datt mer frou sinn, datt Der dat elo maacht an datt Der op déi 48 Stonnen eropgitt.

Och d'Definitioun vun de Vaccinéierten, si mer frou, datt dat elo méi kloer ass. Och do wär ech frou gewiescht, wa se e wéineg méi fréi hätt kënne kommen. Datt deen, dee scho Covid hat, net nach eng Kéier misst zweemol vaccinéiert ginn. Dat hätt deem engen an deem aneren, inklusiv mir, eng Vaccinatioun an een Dag zolidd Féiwer a Kappwéi erspuert. En fin de compte ass et elo egal, ech sinn elo zweemol vaccinéiert plus krank, soudatt ech 3G vun hanne bis vir sinn, an dat ass jo och tipptopp esou. Mee och do wär et gutt gewiescht, wa mer déi Definitioun éischter gehat hätten. Mee ech soen och do: Mer hu se elo. An et ass gutt, datt se elo am Gesetz steet. An duerfir si mer och derfir.

Op de Schutz vun de vulnerabele Persoune ginn ech elo net nach eng Kéier an, dat huet de Kolleeg Michel Wolter an all Detail gemaach. Déi eenzeg Fro, déi ech stellen, dat ass, vu datt den Här Waringo elo e Bericht doriwwer mécht, fir eng Evaluatioun vun der Situatioun ze maachen, si mir nach eng Kéier Demandeur, fir och dann déi Detailer ze kréien, wéi den Här Waringo säin Expertegrupp zesummesetzt respektiv wat fir eng genau a prezis Missiounen en huet, wou en drop schafft. Mir mengen, datt mer dat och nach eng Kéier sollten an enger Kommissiounssëtzung ugoen, datt mer och de Suivi vun deenen Aarbechten an eventuell e Rapport intermédiaire kënnen dovunner kréien.

Mäi siwente Punkt, dat ass, datt mer och zefridde sinn, datt keng Quarantän ass fir déi Leit, déi vaccinéiert sinn oder déi krank waren, datt do d'Quarantän opgehuewe gëtt. Dat schéngt eis logesch. Dat schéngt eis sënnvoll. Dat schéngt eis richteg.

Mäin aachte Punkt, dat ass e Punkt iwwert d'Schoulen. Mir stelle fest, datt hei d'Obligatioun de masque nëmme méi banne vun de Gebaier oprechterhale gëtt. Dat fanne mer och als Minimum richteg. Well d'Kanner nach net geimpft sinn, schéngt dat eis logesch. Mir stellen eis awer d'Fro, firwat mer an de Schoulen net och schonn eppes Änleches wéi e CovidCheck-Regimm kënnen aféieren. Well et eis awer sënnvoll erschéngt, datt een déi Mesuren uwent, déi an engem CovidCheck-System existéieren, dat heescht: Kanner, déi geimpft oder krank waren op där enger Säit - där gëtt et der net vill; där, déi krank waren, gëtt et der warscheinlech méi - respektiv Kanner, déi sech dann dräimol d'Woch teste loossen, sou wéi et och an deem 3G-System virgesinn ass, dann hätt een do warscheinlech nach eng aner Situatioun an de Schoule kënne kréien.

Mir regrettéieren e wéineg, datt mer déi Diskussioun mam Educatiounsminister net kënne féieren. A mir regrettéiere souwisou, datt all déi Moossnamen, déi an der Educatioun gemaach ginn, ëmmer separat vun dësen Diskussioune lafen, well d'Schoul ass Partie intégrante vun eiser Gesellschaft a gehéiert am Fong an déi Diskussiounen eran. Dat heescht, mir froen och haut, datt mer déi do Diskussioun mam Educatiounsminister esou schnell wéi méiglech kënne féieren a spéitstens beim nächsten Text a Preparatioun vun der Rentrée vun 2021 da méi kloer wëssen, wou et soll higoen.

Néngte Punkt, dat sinn déi Rassemblementer, déi elo autoriséiert ginn doheem, ouni Protektioun, vun zéng Leit, wou et an d'Luucht geet. Och dat begréisse mer. Mir liesen, datt eng Diskussioun vum Conseil d'État ass, ob et nach justifiabel ass, esou Restriktiounen doheem ze maachen. Ech soen awer och do, datt mer duerchaus verstinn, datt een an engem Raum, wou mer ka kontrolléiert ginn, awer nach eng ganz Rei Virsiichtsmoossname walte léisst.

Dir hutt och eng Solutioun geholl vun 10, 50, 300 Leit, fir dann Ouverturen ze maachen. Dat hätt een och kënnen anescht maachen. Mee och all aner Definitioun oder all aner Zuel - 100, 150, 200 - hätt zu änlechen Diskussiounen a Kontroverse kënne féieren. Duerfir soe mer: Dat hei ass eppes, woumat mer kënnen d'accord sinn, wat eis och logesch schéngt. Mee ech soen awer och hannendrun: Et ass eng grouss Ouverture, déi ee muss absolutt mat Responsabilitéit ugoen.

An et ass ee Punkt, deen eis awer net onproblematesch schéngt, dat ass déi Diskussioun, déi mer haten iwwert d'fräi Nuechten, wou mer elo automatesch, well mer d'Restriktiounen ewechfale loossen, an den Droit commun zréckfalen. Dat ass fir eis net onproblematesch aus deem Grond, well d'Madamm Minister sot, do missten d'Gemengen hir Responsabilitéiten iwwerhuelen, ob se fräi Nuechte ginn oder net.

Dat kann ech jo à la limite verstoen am Kader vun der Autonomie communale, just, datt ech awer e Problem, soen ech elo mol, wierklech e Problem domadder hunn, well eng Rei Gemengen, notamment fir Nationalfeierdag, dee Choix net méi hunn, well se an hire Reglementer stoen hunn, datt a sech d'fräi Nuecht fir verschidden Deeg, dont Nationalfeierdag, schonn autoriséiert wier. Datt also am Fong déi Responsabilitéit, déi se vläicht wéilten hunn, andeem se et net géifen autoriséieren, well et hinnen an dësem Moment sanitär nach problematesch géif schéngen, datt se dat a sech guer net méi kënnen an der Realitéit exercéieren. Ech muss soen, ech hunn do e wéineg de Bauch wéi dermat, well ech hunn d'Impressioun, datt mer awer bei esou Punkten e wéineg wäit ginn an datt dat e Schrëtt ass, dee mer kënnte regrettéieren. Do hätt ech preferéiert, datt d'Regierung eppes anescht an den Text geschriwwen hätt an notamment fir Nationalfeierdag net onbedéngt fräi Nuecht erlaabt hätt.

Zousätzlech e wichtege Punkt fir eis sinn déi Leit, oder déi jonk Leit, déi nach net konnte geimpft ginn, déi deelweis desavantagéiert sinn. Ech hu festgestallt, datt d'Regierung, och op den Drock vun enger Rei Parteie respektiv Ënnerorganisatioune vu Parteien, reagéiert huet an de Large-Scale-Testing elo och fir déi Jonk opgemaach huet. Ech fannen d'Richtung déi richteg. Ech soen zwar och hannendrun: Ech fannen den LST elo net onbedéngt déi richteg Solutioun hei, well den LST a mengen Aen awer souwisou schonn intern eng ganz Rei Problemer stellt a well ech d'Impressioun hunn, datt hei dat Eriwwershifte vu jonke Leit op den LST haaptsächlech doduerch bedéngt ass, datt ganz wéineg Leit nach dohinner ginn.

D'ailleurs hutt Dir, Madamm Minister, eis d'leschte Kéier gesot, datt et awer wichteg wier, datt am Prinzip och déi geimpfte Leit nach géifen dohinner goen, fir kënnen de Suivi ze maachen, ob no den Impfungen nach Infektiounen entstinn oder net. Dat hunn ech och nach richteg fonnt. Gëschter sot Der awer, datt Der am Fong elo erëm den LST géift op dee richtege Wee eriwwerkréien, fir datt haaptsächlech d'Leit, déi nach net geimpft wären, kéinten dovunner profitéieren.

(Interruption)

Also, bon, dat ass am Fong och en Detail. Wat mir gäre gehat hätten, dat ass, datt jonk Leit zur Verfügung gestallt géife kréien, fir zwee oder dräi PCR-Tester kënnen ze maachen, wou se wëllen. Net onbedéngt am LST, well fir verschidde Leit, déi am Norde wunnen, ass et awer e wäite Wee, fir bis op déi éischt LST-Statioun ze goen. Mee do, wou se wëllen, dat heescht, an deene ville Laboratoiren, déi do si respektiv bei hirem Hausdokter. Dat wär fir eis méi einfach a méi sënnvoll gewiescht wéi déi Solutioun, déi Der elo gewielt hutt. Ech soen awer och hannendrun: Dir sidd do e Schrëtt gaangen, an dat gesi mer jo och an!

Den nächste Punkt, dat ass elo eppes, wat manner mam Gesetz ze dinn huet, mee wat éischter mat der Zukunft ze dinn huet. Ech mengen, datt mer awer och sollten ufänken, an der Politik respektiv och um Ministère de la Santé méi eng approfondéiert Reflexioun ze féieren iwwert d'Konsequenze vun de Laangzäitcoviden. Well och do héieren ech ëmmer méi am Bekanntekrees an an der Famill vu Leit, déi Méint, nodeem se vum Covid geneese sinn, awer nach d'Impressioun hunn, enger ganzer Rei Schwieregkeeten ze begéinen, sief dat Otemschwieregkeeten, sief dat Konzentratiounsschwieregkeeten oder Ermiddungserscheinungen, an déi net richteg wëssen, u wie se sech solle wenden, wéi dat suivéiert gëtt, wéi dat traitéiert gëtt a wéi se sech do richteg sollen uleeën.

Ech wär wierklech frou, wa mer iwwert dee Sujet och eng Kéier kéinten eng Diskussioun féieren, och e Relevé féieren, wat bei den Dokteren an an de Spideeler scho vu Laangzäitcoviderkrankungen erkannt wär. An och d'Fro stellen: Wéi kann deene Leit gehollef ginn? Do ass de Rehazenter, dee schonn déi eng oder déi aner Saach, mengen ech, en place gesat huet, wat ech eng flott Initiativ fannen. Mee ech mengen, et soll een et awer an der Diskussioun an där nächster Zäit eng Kéier méi systematesch ugoen.

An dann, deen nächste Punkt ass dee vun der praktescher Exekutioun vum Text. Ech mengen, dat hat ech scho virdru gesot. Wichteg ass haaptsächlech beim CovidCheck, datt mer elo deene Leit, déi wëllen Organisatioune maachen, och déi praktesch Erklärungen esou schnell wéi méiglech zoukomme loossen, datt se genau wëssen, wéi et soll goen, wat se däerfen a wat se kënne maachen. An datt se och de CovidCheck-Regimm do richteg ëmsetzen, datt en och sanitär korrekt ass.

D'ailleurs wollt ech dem President vun der Chamber soen, datt mir eis als Chamber och musse Gedanke maachen zum CovidCheck-Regimm. Dat wär nämlech flott, wa mer kéinten an deenen nächste Reuniounen ouni Masken hei sëtzen. Da kann een an de Gesiichter och besser liesen, wat d'Leit denken, wann een hei amgaang ass ze schwätzen. Dat ass och eng Iwwerleeung, déi mer eis och schonn intern misste maachen a wou mer sécher gemeinsam zu Konklusioune kommen.

Mäi leschte Punkt, dat ass dee vun der Konformitéit vun de Mënscherechter. Ech hu virdrun iwwer eng Rei Moossnamen, notamment déi vun der Ausgangsspär, geschwat, wou vill Gremien, de Conseil d'État, mee och d'Mënschrechtskommissioun, ëmmer an ëmmer erëm déi Fro zur Konformitéit vun de Mënscherechtserklärunge gestallt hunn.

Mir sinn der Meenung, datt dat bei der Ausgangsspär net de Fall war, et war weeder necessaire nach proportional. Mir mengen awer, et wär elo Zäit, fir eng Analys ze maachen, esou wéi d'Mënscherechtskommissioun et d'ailleurs och virgeschloen huet, eng Analys, wou am Fong d'Konformitéit vun de Mënscherechter zu all deene Propositiounen, all deene Moossnamen, déi an deene leschte Méint geholl gi sinn, ka gekuckt ginn. Ech soen „elo", well ech et wichteg fannen, datt mer dat an deenen nächsten zwee, dräi, véier Méint hikréien, fir datt mer, wann am September, Oktober erëm géife Problemer opkommen, wat jo net auszeschléissen ass, dann zumindest eng Evaluatioun iwwert d'Mënscherechtskonformitéit vun deene Moossnamen hätten an dann och vläicht anescht kéinten evaluéieren, wat mer dee Moment en place setzen oder net en place setzen.

Meng Konklusioun ass, datt dësen Text an déi richteg Richtung geet. Mir si mat de grousse Linne vun dëse Moossnamen d'accord. Mir fannen, datt eng Rei vun deene Moossname scho weesentlech méi fréi hätte kënnen ëmgesat ginn, notamment d'Gläichstellung vun deene Getesten, Genesenen an Geimpfte scho virun engem Mount. Mir fannen, datt den Text net ëmmer prezis genuch ass an datt een och riskéiert, datt eng Rei Detailer net klappen. Mee mir wäerten deen Text awer stëmmen, well mer der Meenung sinn, datt déi positiv Elementer am Text déi Problemer, déi nach dra sinn, iwwerweien.

Et ass ganz kloer, datt dëse Jo zum Text net e Jo zu der Covidpolitik vun der Regierung ass. Et ass e Jo

zu deene Moossnamen, déi haut gestëmmt ginn, well mer déi Moossname richteg fannen. Mir fannen, datt d'Covidpolitik vun der Regierung en général nach wie vor oniwwerluecht, ouni Konzept an ouni Strategie ass. Mir si frou, datt déi hei Moossnamen haut a Kraaft trieden, well mer der Meenung sinn, datt vill vun hinne scho laang hätte missen a Kraaft sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Gilles Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dësen neie Gesetzestext, dee mer haut de Moie wäerte stëmmen, dee mécht Loscht op Summer. An ech géif mengen: Endlech! Esou vill Normalitéit, wéi déi nei Mesuren erlabe wäerten, konnte mir scho ganz laang net méi genéissen. Zéng Leit nees bei sech doheem kënnen invitéieren, de CovidCheck, deen eis méi Fräiheete gëtt, wat d'Rassemblementer ugeet, datt et iwwerhaapt nees méi einfach gëtt, sech a méi grousse Gruppen ze treffen, dat ass no iwwer engem Joer Pandemie eng bal ongewinnte Situatioun, well ee sech un déi Aschränkungen dach awer schonn zum Deel gewinnt hat.

Déi aktuell Zuelen erlaben eis et dann effektiv och, d'Restriktiounen ze lackeren. D'Analyse vun de Kläranlage ginn eendeiteg an déi richteg Richtung. Et gëtt vill manner Hospitalisatiounen, d'Infektiounszuele ginn erof, a virun allem d'Entwécklung an de Spideeler däerf eis dach awer optimistesch stëmmen.

A mir haten elo déi éischt Woch säit ganz, ganz Laangem ouni Affer vum Covid-19. An duerfir verzichten ech haut hei och bewosst op meng traditionell statistesch Ausféierungen.

De Premierminister huet et dann och gesot: Déi nei Mesuren accordéieren eis méi Normalitéit, méi Fräiheeten, mee si verlaangen awer och, dass mer weiderhin alleguerten eis Responsabilitéiten iwwerhuelen.

Et ass offensiichtlech, dass d'Impfungen zu dëser positiver Entwécklung bäidroen an eis Erwaardungen, eis Hoffnungen op d'mannst bis elo erfëllt hunn. Mir sinn an där richteger Richtung ënnerwee. De CovidCheck wäert do e ganz wichtege Bäitrag leeschten, souwuel hei am Land wéi och europawäit.

Mee wat ass de CovidCheck? De CovidCheck ass en Zertifikat, deen ab dem 1. Juli europawäit an elo och schonn zum Deel bei eis gëllt. Mat dësem Pass kann een noweisen, dass ee komplett geimpft ass, dass ee getest ginn ass mat engem PCR-Test oder engem zertifizéierte Schnelltest oder dass een erëm gesond ass. Ech soe „gesond", well dat Wuert „genesen" gefält mer net esou gutt. Gesond ass een no eelef Deeg no engem positive PCR-Test, an dat da fir sechs Méint.

No enger kompletter Impfung oder engem Test kritt een en Zertifikat, digital, awer och op Pabeier, mat engem QR-Code. Fir de CovidCheck muss een also net onbedéngt e Smartphone hunn, et kann een deen och a Pabeierform bei sech droen. De QR-Code kann een da virweisen, wann een zum Beispill wëllt an de Restaurant goen, wann ee wëllt op e Concert goen, wann ee wëllt e Basketmatch, e Fussballsmatch kucke goen, wou d'Personal dee Code dann op der Plaz scannt.

Mam CovidCheck gëtt d'Normalitéit europawäit nees méi gräifbar. 160.000 Impfbescheinegunge si scho verschéckt gi respektiv sinn ënnerwee a wäerten an deenen nächsten Deeg ukommen.

Gëschter hat ech mäi Papp op Besuch. Deen huet dee CovidCheck scho kritt. Ech hunn em dat erkläert. Mir hunn dat zesumme gescannt, an ech hunn em erkläert, dass en effektiv, wann en elo misst enzwousch goen, dat doten da misst bei sech hunn. Mir hunn och eng Foto gemaach vu sengem QR-Code. Dat ass méi einfach, wéi wann een ëmmer muss säi Pabeier mat ronderëm droen. Also, dat dote fonctionéiert. A mäi Papp huet, ech wollt Iech dat soen, 81 Joer. Dat huet tipptopp fonctionéiert. An ech wëll vun dëser Plaz eng Kéier de Leit vum CTIE - déi, mengen ech, eng enorm Aarbecht gemaach hunn um informatesche Volet, fir dass dat doten elo klappt an och einwandfrei méiglech ass; ech mengen, vun deene gëtt net ganz, ganz oft geschwat - e ganz, ganz grousse Respekt a mäi grousse Merci hei mat op de Wee ginn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir däerfen awer net vergiessen, dass d'Pandemie nach net eriwwer ass, och wa mer eis nees enger méi grousser Normalitéit kënnen erfreeën. D'Impfunge wierken zwar, mee nach sinn net alleguerten d'Leit geimpft, weeder hei am Land nach global gekuckt.

Hei zu Lëtzebuerg ware gëschter schonn iwwer 176.000 Leit komplett geimpft. Déi meescht dovunner sinn iwwer 50 Joer. An aktuell ginn d'Invitatiounen eraus bis op d'Alterskategorie 33, déi si verschéckt ginn, fir sech impfen ze loossen. Bis Enn Juli misst also jiddwereen ab 18 Joer seng éischt Impfung kritt hunn.

Déi méi Jonk musse sech also nach e bësse gedëllegen. A grad, well si an dëser Hisiicht benodeelegt sinn, wäert d'Regierung de Leit tëschent 18 an 30, déi eeben zum groussen Deel nach net d'Méiglechkeet haten, sech impfen ze loossen, den Zougang opmaachen op eng fräiwëlleg Lëscht an hinnen esou vill PCR-Tester, wéi se der brauchen, zur Verfügung stellen.

Ab haut kënnen déi Jonk sech also fräiwëlleg op eng Lëscht androen, wou se entweeder da fir den Johnson & Johnson oder fir den AstraZeneca kënnen optéieren. D'DP-Fraktioun begréisst dat ausdrécklech, dass déi 18- bis 30-Järeg sech elo fräiwëlleg op zwou Impflëschte kënnen androen, natierlech ëmmer ënnert de Recommandatioune vun der EMA. Mat dëser Mesure acceleréiere mer elo nach eng Kéier d'Impfcampagne am Endspurt a mir ginn deene Jonken och d'Méiglechkeet, séier nees vu méi Fräiheete kënnen ze profitéieren.

Et ass och wichteg, dass sech esou vill Leit wéi méiglech impfe loossen. Dat mécht net nëmmen den Alldag méi einfach, fir vum CovidCheck profitéieren ze kënnen. D'Impfung ass virun allem wichteg, fir d'Infektiounsketten ze stoppen an d'Entwécklung vun neie Mutatiounen, déi eeben duerch vill Infektiounen eng méi grouss Chance hunn ze entstoen, ze verhënneren. Eng massiv Impfung ass awer och e ganz wichtege Gest fir eis Kanner, e ganz wichtege Gest fir méi Normalitéit, an dass eis Kanner ënner normale Konditiounen an hoffentlech ouni Mask de 15. September kënnen an d'Schoul goen.

A Groussbritannie verbreet sech déi indesch Variant, déi offiziell Delta-Variant genannt gëtt, ëmmer méi. Déi nei Variant ass warscheinlech och méi infektiéis. An och zu Lëtzebuerg kënnt d'Delta-Variant ëmmer méi op: Bei de leschte Sequenzéierungen huet se scho 16,3 % ausgemaach. An déi normal Variant, d'Alpha-Variant, ass amgaangen, liicht zréckzegoen.

Éischten Informatiounen no wierken awer d'Impfstoffer och géint dës Variant, wann och net grad esou effikass wéi bei anere Coronavirusmutanten. Wichteg ass et hei, britteschen Etüden no, ze wëssen, dass ee muss komplett geimpft sinn. Also, eng eenzel Impfung geet net duer, fir virun allem virun der Delta-Variant geschützt ze sinn. Et muss ee sech wierklech komplett impfe loossen.

Mir ziele weiderhin op d'Eegeverantwortung vun alleguerten eise Matbierger, déi sanitär Hygiènesreegele weider anzehalen an openeen opzepassen. Mir dierfen net mengen, d'Pandemie wär eriwwer. Mir däerfe se net verdrängen a mir däerfe se net vergiessen. Esou e Feeler ass vläicht ville vun eis am Summer ënnerlaf. An déi Situatioun, déi am Hierscht entstanen ass, un déi kënne mer eis alleguerten nach erënneren. Dat musse mer natierlech fir dëst Joer verhënneren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi Mesuren, déi mer huelen, sinn e ganz grousse Sprong fir den Horeca, fir den Evenementiel an och fir d'Discoen. Ënner anerem, well mat dësem Gesetz endlech d'Ausgangsspär ewechfale kann an deemno och déi fréi Spärstonnen opgehuewe ginn. D'Restauranten, déi an der Mëttesstonn op d'Salariéen ugewise sinn, wäerte mat engem méi héijen Undrang rechne kënnen, mat Hëllef vum CovidCheck an och der Verlängerung vun der Gëltegkeet vun den zertifizéierte Schnelltester vu 24 op 48 Stonnen.

An d'Selbsttester, dat heescht, déi Tester, déi op der Plaz gemaach ginn, bleiwen natierlech och weiderhin eng Optioun fir déi Leit, déi nach net geimpft gi si respektiv déi sech net konnten teste loossen. Mee de CovidCheck, also dee berüümte QR-Code, deen een no enger kompletter Impfung oder no engem Test kritt, wäert d'Liewe fir vill Leit nees méi einfach maachen.

An trotzdeem war et wichteg, an et war och richteg fir eis, fir d'DP, fir déi éischt Ouverturen, fir erëm banne kënnen iessen ze goen oder e Patt huelen ze goen, déi mer mam leschte Gesetz ugeholl hunn, mat Tester fir jiddwereen ouni Ausnam ze begleeden an déi Weiderentwécklung ofzewaarden. Elo hu mer gesinn, dass d'Verbesserung vun den Zuele sech confirméieren, an duerfir kënne mer och mat guddem Gewëssen déi nei Lackerunge beschléissen.

Mir begréissen och d'Lackerungen am Sport an an der Kultur. Matcher a Concerte kënnen esou erëm mat groussem Public gekuckt ginn, live gekuckt ginn. An net nëmme fir d'Zuschauer, mengen ech, ass dat e Genoss, mee och fir d'Acteuren, fir d'Sportler an och fir d'Kënschtler. Et wäert hinne vill Freed maachen, nees kënnen an enger lieweger Atmosphär opzetrieden, déi duerch déi virtuell Presenz an dee limitéierten Accès net kann ersat ginn.

Virun allem fir eis Kanner ass et awer wichteg, dass d'Veräinsliewen nees an eng Routine zréckkënnt, well dat hirer mentaler Gesondheet zeguttkënnt. Ech wëll hei nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer zu Lëtzebuerg d'Schoule quasi déi ganzen Zäit ophaten. Ech mengen, dat huet de Kanner gutt gedoen, souwuel fir hir schoulesch Leeschtunge wéi och fir hiert soziaalt Liewen. De Kontakt mat Gläichaltregen ass einfach immens wichteg fir eng gesond Entwécklung.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- De CovidCheck erlaabt et dann elo och, Evenementer vu bis zu 300 Leit ouni Distanzen an ouni Masken ze organiséieren. Esou kënne mer eis am Summer drop freeën, dass mer nees villes ënnerhuele kënnen, ouni dass d'Sécherheet vun de Leit géif um Spill stoen. Duerfir ass et awer ganz wichteg - an ech maachen hei en Appell -, dass mer wierklech keng Abuse mam CovidCheck bedreiwen. Dat wär kontraproduktiv an dat wär och geféierlech. Jiddwereen, dee sech net un d'Reegelen hält, deen hëlt a Kaf, dass e potenziell d'Leit kéint ustiechen a riskéiert domat, zu der Entwécklung vun enger nächster Infektiounswell bäizedroen. An dat wëlle mer net, well et geet just mateneen.

Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Wochen hu gewisen, wat hëlleft: D'Impfen. D'Impfung wierkt! Dowéinst nach eng Kéier den Appell vu menger Säit: Wann et un Iech ass, da loosst Iech impfen! Den immunitäre Schutz kënnt nämlech net nëmmen Iech zegutt, mee och alleguerten deene Leit ronderëm Iech. Nëmmen esou kënne mer dës Pandemie hanner eis loossen an endgülteg zréckfannen an d'Normalitéit.

Ech wéilt awer net ofschléissen, ouni dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, Merci ze soe fir déi exzellent Aarbecht, déi en, wéi ëmmer, gemaach huet mat all deene Leit och hei aus der Administratioun. E Merci awer och un den Här Wolter fir seng Proposition de loi. Ech gesinn et e bësse méi positiv wéi hien. Ech fannen, dass mer ganz gutt zesummegeschafft hunn ...

(Interruption)

... an dass mer eis vill openeen zoubeweegt hunn. Mir hunn eis openeen zoubeweegt, andeems mer et begleet hunn, dass konnten Amendementer beim Staatsrot agereecht ginn, genausou wéi mir och nach eng Kéier eng zweet Ronn gedréit hu beim Staatsrot, fir den Text openeen ofzestëmmen. Mir sinn eis do effektiv ganz, ganz no komm. An ech géif d'Kolleege vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei bieden, natierlech de Gesetzestext vum Här Mars Di Bartolomeo matzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vu menger Säit aus e grousse Merci u mäi Frënd Mars Di Bartolomeo mat senger ganzer Ekipp an alleguerten de Leit, déi un dësem Rapport an un dësem Gesetz matgeschafft hunn. Et ass den 20., wéi hie gesot huet, an ech hoffen, dass der net méi vill nokommen.

Et fänkt ee sou lues un, Liicht um Enn vum Tunnel ze gesinn. Jo, d'Pandemie ass nach net eriwwer an de Virus ass nach ëmmer do. Mee de Virus fänkt un, endlech un Terrain ze verléieren. Wat net heescht, datt mer alleguer d'Geste-barrièrë kënne fale loossen, déi mer elo iwwer 16 Méint haten, an da maachen, wéi wann näischt wier. Nee, dat wär net richteg. Par contre musse mer a kënne mer elo, esou wéi et iwwregens och schonn hei ugekënnegt ginn ass, déi nächst Schrëtt a Richtung Normalitéit goen. Et ass dës Kéier e grousse Schratt, dee mer op eisem eegene Lëtzebuerger Wee aus dëser weltwäiter Kris kënne maachen.

E puer Zuelen, an déi weisen an déi richteg Richtung. Esou ass d'Inzidenztaux op 51 Fäll op 100.000 Awunner erofgaangen. Zum Verglach: Ee Mount virdrun, wou mer dat lescht Covidgesetz gestëmmt hunn, du ware mer nach bei 120 Fäll pro 100.000 Awunner. An och d'Zuelen aus de Spideeler, déi eis kommunizéiert ginn, ginn Ulass zur Hoffnung. Sou waren d'lescht Woch nach 15 Persoune wéinst Covid am Spidol, a just 4 Persounen op der Intensivstatioun. Déi Woch virdrun, do waren et der nach 19, an 13 op der Intensivstatioun. Dir gesitt dat geet an déi richteg Richtung.

Ech wéilt hei gären op siwe Punkten agoen.

Éischtens op d'Impfcampagne. Mir kënnen eis dës Kéier ee méi grousse Schratt a Richtung Normalitéit erlaben. Méiglech gemaach huet dat d'Impfcampagne. An duerfir war dat och virun engem Mount nach net méiglech. Leider ass déi Vitess an deem Beräich ofhängeg vun de Liwwerunge vun den Impfdosen, op déi mer leider keen Afloss hunn. Ëmsou méi erfreelech ass et, datt mëttlerweil iwwer 400.000 Impfdose gesprëtzt gi sinn. Iwwer 150.000 Leit si lo ganz geimpft. Mir sinn deemno och hei um gudde Wee. A leider krute mer awer gesot, datt Johnson &Johnson seng versprache Liwwerungen net kann halen; 47.000 Vaccinen, déi mer sollte kréien, kréie mer elo net. Dat mécht natierlech, datt d'Impfcampagne manner séier virukënnt. Et ass fir d'Impfcampagne deemno och normal, datt mer net esou gutt virukommen. Dat ass verständlech. Mee gutt ass et op alle Fall net!

Zweete Punkt: Ee grousse Schratt, dee mer haut kënne maachen, kënne mer mache wéinst eiser Schnellteststrategie. Net nëmmen an de Schoulen, och an de Betriber an an de Restauranten ass an deene leschte Woche ganz massiv getest ginn. Jo, et gëtt méi Agreabeles, wéi sech mat engem laange Stäbchen an der Nues ze wullen. Mee et ass och, well d'Regierung esou vill Schnelltester zur Verfügung gestallt huet, datt mer elo erëm an eng relativ Normalitéit erëmfannen, zumindest fir verschidden Evenementer a fir verschiddener vun eise Restauranten.

An och wann eis Schnellteststrategie hei nach viru véier Wochen zerriet ginn ass, huet se sech bewäert. Natierlech hätt ee sech deemools kënnen deen een oder deen aneren Dag méi ginn, fir d'Kommunikatioun mat de Restauranten ze optiméieren. Mee ech denken, datt d'Restaurateure frou ware fir all Dag, dee se éischter konnten opmaachen. An d'Praxis um Terrain, a virun allem d'Entwécklung vun den Zuelen, hu gewisen, datt déi Teststrategie do fonctionéiert.

Dës Strategie huet och medezinnesch eppes bruecht, well eng Rei vu positiven Tester erausfonnt goufen, déi dann hoffentlech mat engem PCR-Test net dat selwecht Resultat bruecht hunn, mee sécherlech huet et op där enger oder anerer Plaz e positive Befund ginn; do kënnt mer déi Leit dann éischter behandelen a se éischter isoléieren, fir datt se net nach weider Leit ustiechen.

An deem Zesummenhang wéilt ech hei de Gemenge Merci soen, déi hei eng gutt Hand matugepaakt hunn an d'Méiglechkeet ubidden, fir zertifizéiert Tester ze maachen. Dat ass eng ganz, ganz gutt Saach!

Mäin drëtte Punkt ass dee vum Bléck an d'Ausland. Jo, mir kucke mol eng Kéier iwwert d'Grenzen ewech, wat se am Ausland maachen. A Frankräich an an der Belsch si keng systematesch Schnelltester an der Gastronomie agesat ginn. An a béide Länner konnten d'Restauranten hire Banneberäich eréischt dëse Mëttwoch opmaachen. An der Belsch dierfe se bis hallwer zwielef opbleiwen a mat maximal véier Leit um Dësch. A Frankräich gëllt weiderhin de Couvre-feu, och wann ee sech säit dem Mëttwoch elo erëm - amplaz bis 21.00 Auer - bis 23.00 Auer, méi laang, kann dobausse gesinn. Mee de Couvre-feu gëllt nach ëmmer ab 23.00 Auer.

Ech sinn net dem Här Wiseler senger Meenung, datt de Couvre-feu näischt bruecht huet. Ech sinn awer frou, datt en opgehuewe gëtt. Ech si wierklech der Meenung, datt de Couvre-feu eng Wierkung hat, an datt mer domadder konnten Infektioune verhënneren. Mee ech sinn awer gradesou frou, datt mer en haut kënnen ofschafen.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz räsonabel!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An Däitschland dogéint ass zum Deel och op Schnelltester gesat ginn, zum Beispill am Saarland, wou d'Restauranten säit dem 31. Mee och erëm op sinn, awer just fir Leit mat engem negative Covidtest oder déi, déi geimpft oder geheelt sinn. D'Testflicht, fir op enger Terrass zerwéiert ze ginn, ass säit gëschter hifälleg. Dir gesitt, et ass e Wee, dee ganz no um Lëtzebuerger Wee ass an deen hinnen et och erlaabt huet, éischter erëm opzemaachen, änlech wéi bei eis. Mir sinn do ganz no bei deene Leit, déi am Saarland dann och d'Decisioune geholl hunn.

Dee véierte Punkt geet ëm d'Jugend. Schnelltester wäerten einfach e wichtegen Deel vum Dispositif bleiwen. Och wann elo de Regimm vum CovidCheck kënnt, op deen eng Rei vu Virriedner jo schonn agaange sinn, wäerten d'Schnelltester eng wichteg Komponent bleiwen.

Natierlech ass et esou, datt wat méi Leit geimpft respektiv getest sinn, wat méi Leit wäerten un Evenementer deelhuelen oder a Lokaler goen, déi ënnert dem CovidCheck-Regimm ugemellt sinn. Bis zu 300 Leit kënnen dann och erëm u kulturellen a sportleche Manifestatiounen deelhuelen. Dat ass eng immens grouss Ouverture. Dat ass och gutt esou. Mee hei musse mer awer gutt oppassen, well bis haut hat jo bekanntlech nach net jiddwereen d'Méiglechkeet, sech impfen ze loossen.

Ech denken do besonnesch un déi jonk Generatioun, déi elo kuerz virun der Summervakanz och gären dat Enn vum Tunnel gesinn, wat mir elo hei scho wéi vill mol ugeschwat hunn. Mir mussen oppassen, datt si net aus deene CovidCheck-Aktivitéiten ausgeschloss ginn. Dat gëllt och fir d'Leit, déi sech vläicht aus aneren Ursaachen net konnten impfe loossen. Mir mussen hei verhënneren, datt d'Solidaritéit, déi eis bis elo esou gutt duerch déi Kris hei begleet huet a wou mer wierklech staark dra waren, net verluer geet. Et gëllt ze verhënneren, datt et zu engem Clivage an eiser Gesellschaft

kënnt: jonk géint al, geimpft géint netgeimpft. Dat wär wierklech net gutt. An op dës Problematik weist jo dann och d'Commission consultative des droits de l'homme an hirem Avis hin.

Esou eng Spaltung dierfe mer net zouloossen. An duerfir ass et wichteg, och en Zeechen hei vis-à-vis vun der Jugend ze setzen. Duerfir sinn ech frou, a meng Fraktioun ass natierlech och frou doriwwer, datt, esou wéi dat gëschter ugekënnegt gouf, eng Rei vu Proposen, vun deene mir och schonn eng länger Zäit geschwat hunn, ëmgesat goufen, notamment déi, datt vun haut de Moien u jiddwereen iwwer 18 Joer sech ka fräiwëlleg umellen, fir de Vaccin AstraZeneca oder dee vun Johnson & Johnson ze kréien. Do kann ech mer virstellen, datt haut de Moien eppes lass war op deem Site, fir sech do kënnen unzemellen.

An och déi Mesure, datt fir déi jonk Leit, déi nach net oder nach net fäerdeg geimpft sinn, de sougenannte Large-Scale-Testing ëmfonctionéiert gëtt vum 20. Juni un - fir déi nächst Méint kann ee sech dann do e Rendez-vous fir e PCR-Test huelen, wann een ee brauch, an et kann een esou dacks Rendezvous huelen, wéi ee wëllt -, dat ass eng ganz gutt Saach.

Dëst ass ëmsou méi fir si vu Virdeel, well deemnächst d'Summervakanz kënnt an dann och net méi op déi Tester vun der Schoul kann zréckgegraff ginn. Mir dierfen déi Jonk, déi elo schonns ganz laang waarden, an all déi, déi sech och net impfe loosse konnte, oder déi, déi sech net impfe loosse wollten, hei net vergiessen. An duerfir fanne mer déi Mesuren hei exzellent gutt.

Eng gutt Nouvelle ass och, datt an engem éischter dach optimisteschen Zenario bis de 15. Juli - an hoffe mer, datt mer deen optimisteschen Zenario kënnen halen -, all Mënsch iwwer 18 Joer eng Invitatioun kritt, fir sech impfen ze loossen. An engem méi pessimistesche Fall wier et géint Enn Juli. Dat ass alles eng ganz gutt Saach.

Mäi fënnefte Punkt ass den 3G+. Et ass wichteg, datt mir hei zu Lëtzebuerg weider dee Wee ginn, dee mer an där ganzer Pandemie gaange sinn, eisen eegene Wee. Do, wou aner Länner sech op de sougenannten 3G verloossen - geimpft, geheelt, getest -, do gëllt bei eis den 3G+. Dat heescht, déi Leit, déi net den 3G hunn, déi kënnen och mat un deene CovidCheck-Evenementer deelhuelen, wa se e Schnelltest gemaach hunn, deen dann negativ ass. Och dat ass e wichtege Schratt, fir eis Jugend kënne matanzebannen. An och dat ass een Deel vun eiser Schnellteststrategie, wou iwwregens scho 14 Millioune vun deene 17 Milliounen Tester verdeelt sinn, wat och extreem vill ass.

D'Resultater vun deene Schnelltester, déi zertifizéiert sinn, déi sinn dann och elo 48 Stonne gutt amplaz vu 24 Stonnen. Dat ass, well sech europawäit dorobber gëeenegt ginn ass an déi Europäesch Kommissioun eis dat esou proposéiert huet. Ech denken, datt mer eis dorunner sollten halen. Dat ass och gutt, an am Sënn vun enger Harmoniséierung vun de Mesuren ass dat jo och dee richtege Wee.

An et kënnt dann och deenen zegutt, déi, wéi ech virdru gesot hunn, nach keng Méiglechkeet haten, sech impfen ze loossen.

Mäi sechste Punkt ass dee vun der Testflicht an de Spideeler, an den Altersheimer. De CovidCheck, dee bréngt, wéi gesot, eng immens grouss Ouverture mat sech. Well d'Pandemie awer nach net eriwwer ass, ass et weider extreem wichteg, déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft ze schützen. An dat sinn nun emol eis eeler Matbierger respektiv déi, déi am Spidol leien an deenen hiren Immunsystem net méi esou gutt fonctionéiert.

Fir all dës Persounen ze schützen, gëtt elo eng Testflicht agefouert fir Leit, déi an de Spideeler oder an de Strukturen ewéi Alters- a Fleegeheimer täteg si gradesou wéi fir d'Visiteuren. Dës Bestëmmunge si gréisstendeels iwwerholl ginn aus der Proposition de loi vum Michel Wolter, d'Proposition de loi 7808, déi vum Auteur-rapporteur hei virgestallt gouf. Wou ech awer muss soen, esou e Rapport hunn ech och u sech nach ni hei héieren. Et war awer eng komesch Prozedur. Mee soit. En ass nach eng Kéier op alles agaangen, wat en och schonn eng Kéier hei gesot hat. A si ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Engel, erlaabt Der, datt den Här Wolter eng Fro stellt?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Bien sûr! Wann et eng Fro ass.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et ass éischter, fir den Här Engel drop hinzeweisen, dass déi Prozedur en accord mam President vun der Chamber esou gewielt ginn ass, dass de Rapport a meng Ried géifen zum selwechte Moment stattfannen, wat evitéiert huet, dass ech fir d'éischt de Rapport géif maachen an duerno nach eng Kéier géif kommen. Ech hunn dat am Virfeld mam President vun der Chamber esou ofgemaach. Ech wollt Iech just doriwwer informéieren.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci fir déi Informatioun.

Voilà, Majoritéit an Oppositioun hu sech hei dann zesumme fir e besseren, e maximale Schutz vun deene méi Vulnerabelen agesat. Dat ass ganz gutt esou. An der Praxis muss ee soen, datt dat och op ganz ville Plaze schonn esou fonctionéiert.

Vläicht hei awer eng kleng Klammer op: dat, wat de Rapporteur vun där Proposition de loi a wat de Riedner vun der CSV virdru gesot hunn. Bon, et war awer e bëssen hei Lobhudelei vun der CSV, muss ech soen, wat se hei gesot hunn. An ech froe mech, firwat d'WHO net vun Ufank u bei d'CSV gaangen ass, fir ze soen: „Kënnt Dir eis déi Pandemie hei net léisen?", well esou, wéi dat hei ugeklongen ass, si wëssen, si wousste schonn alles ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Alles!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... virdrun, si wousste op all Problem virdrun eng Äntwert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- A besser!

M. Georges Engel *(LSAP).*- A si hätten alles hei besser gemaach. Ech muss soen: E bësse méi Bescheidenheet, mengen ech, wär hei awer ubruecht, zemools wann een dach ... Ech wëll nëmmen op dräi Saachen agoen, déi d'CSV, niewent all deenen Honnertdausende vu Froen, déi se hei gestallt hunn a wou se elo soen: „Mir hunn dat jo scho virdru gesot"; op dräi Saachen awer vläicht agoen, déi se och hei gefuerdert hunn.

Ënner anerem hate mer hei eng grouss Diskussioun iwwert d'Ouverture; datt d'Bistroe méi laang sollten opbleiwen, huet d'CSV gefuerdert. Ee Moment war et 23.00 Auer. Et ass hei mat Vehemenz gesot ginn: „Mir kënnen d'Bistroen dach hei net schonn um 23.00 Auer zoumaachen! Déi musse bis 24.00 Auer opbleiwen, oder bis 1.00 Auer souguer!" - fir nach méi Kontakter ze kréien, fir nach méi Infizéierter ze kréie warscheinlech.

Une voix.- Irresponsabel!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat hu mir hei net gewollt a mir hunn eis Responsabilitéit iwwerholl a mir hu gesot: „Nee, et bleift bis 23.00 Auer."

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat huet d'CSV hei gefuerdert!

Grouss Käpp vun der CSV hunn och gefuerdert, datt mer Chrëschtdag sollten d'Famillje beienee loossen, datt mer sollten opmaachen doheem, Kontakter doheem förderen, datt d'Famill ... Et wär dach eng Sauerei, datt ee Chrëschtdag net kéint zesumme feiere mat senger Famill!

Déi Länner, déi dat gemaach hunn, Portugal, Italien ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hutt Dir dat ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... a Spuenien, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... jee hei an der Chamber ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... hutt Der gesinn, wéi do d'Zuelen an d'Luucht gaange sinn! Hutt Der gesinn, wat déi vu Problemer haten a wéi vill Doudeger datt déi do méi haten, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hutt Dir dat jee, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... well se déi dote Mesuren, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... hutt Dir dat jee an der Chamber vun eis héieren?

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... well se déi dote Mesurë gemaach hunn!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... Huet an der Chamber jee ee vun eis dat do gefrot?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech wëll ... Ech hunn duerfir net gesot „an der Chamber", mee et hunn awer ganz wichteg Leit vun der CSV dat ...

(Interruption par Mme Octavie Modert)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, jo! Also, mir hunn ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ganz wichteg Leit vun der CSV hunn dat erzielt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wannechgelift, wannechgelift, sidd prezis an deem, wat Der sot!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ganz vill ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ... de Riedner, wann e schonn hei ass!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Engel huet d'Wuert a soss keen!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ganz wichteg Leit vun der CSV hunn dat ëffentlech gefuerdert. Beweiser kann ee ganz gäre geliwwert kréien, wann een dat wëllt, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll Iech just soen, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... wann een dat wëllt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... datt ech ëmmer de Contraire hei gesot hunn!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An en drëtte Punkt, wollt ech nach soen: Jo, hei ass ëmmer no engem Stufeplang gefrot ginn. D'CSV huet sech net ginn, fir dee Stufeplang hei ze froen. Ma déi Länner, déi e Stufeplang agefouert haten, si buede gaange mat deem Stufeplang! Et war een Hickhack hin an hier! Kuckt emol an Däitschland, wou se u sech mat deene Stufepläng op eemol selwer net méi wousste, wat se decidéiert haten, wou déi lénks Hand net méi wousst, wat déi riets Hand gemaach hat! Dat wär dat gewiescht, wat d'CSV hei ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, Här Engel, ech géif gär déi Zuelen zwëschent Däitschland a Lëtzebuerg vergläichen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här Wiseler, ech hunn ...

(Coups de cloche de la présidence)

... Iech ausriede gelooss virdrun, ech hunn net dertëschentgeschwat. Ech wär frou, wann Der déi selwecht Attitüd hei och vis-à-vis vun deenen aneren ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn Iech och net ugegraff gehat.

M. Georges Engel *(LSAP).*- O!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt och net brauchen ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Wourecht deet wéi.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo. Also Dir hutt d'Regierung ugegraff an Dir hutt déi Parteien ugegraff, déi an der Regierung sinn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Lauschtert, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech géif emol mengen, datt d'LSAP nach ëmmer eng vun deene Parteien ass.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Dat ass richteg!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här Cruchten.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass sécher. Jo.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Also dat sinn nëmmen dräi Mesuren, déi Dir hei, déi d'CSV zum Deel heibannen oder dobausse gefuerdert huet. Kommt also elo net heihinner a maacht, wéi wann Dir d'Wäisheet gepacht hätt an alles hei méi richteg gemaach hätt a vill besser gemaach hätt! D'WHO ass net bei Iech froe komm, fir dës Pandemie ze léisen, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ma och net bei Iech.

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... wëll ech just soen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mee mir hu just ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Nee, och net bei eis! An ech hunn dat och ëmmer hei, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... déi Motiounen zitéiert, déi mer d'leschte Kéier bruecht hunn.

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... ëmmer hei gesot, Här Wiseler.

Hei si sécherlech ganz vill Decisioune geholl ginn. An et kann een och déi eng oder déi aner a Fro stellen, jo! Dat ass richteg. Dat hunn ech hei op dëser Tribün ëmmer gesot. Mee Dir kommt heihinner an Dir sot: „Mir woussten et besser, mir hätten alles besser gemaach." Dat ass menger Meenung no en Discours, deen hält d'Strooss net!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Engel, Dir iwwerdreift maasslooss mat Ärer Interpretatioun!

Une voix.- Jo.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Nee, nee, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hu just ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... ech iwwerdreiwen hei iwwerhaapt net!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... déi Motiounen zitéiert, déi mer d'leschte Kéier bruecht hunn. Dat kënnt Der absolutt noliesen.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Engel huet nach ëmmer d'Wuert!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An Dir hutt all déi Motiounen ofgeleent!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass nach ëmmer esou, datt hien d'Wuert ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt all déi Motiounen ofgeleent!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... eleng huet de Moment!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech weess ganz ..., ech hu ganz gutt nogelauschtert, all Är Rieden, déi Der hei ëmmer gefouert hutt am Numm vun der CSV. Duerfir, e bësse méi Bescheidenheet wär do sécherlech ubruecht.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci fir d'Moralpriedegt!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Fir erëm zréck op d'Testflicht ze kommen. Mir, ech si frou, datt d'Majoritéit an d'Oppositioun an der Santéskommissioun festgehalen hunn, datt d'Personal an d'Visiteuren an deene Strukturen, an de Reseauen elo dräimol d'Woch musse getest ginn an net zweemol, wéi am originalen Text virgesi war. Dat ass menger Meenung no e gudde Wee, och e gudde Wee, fir Politik ze maachen! An an de Kommissiounen, muss ech soen, an de Kommissiounen ass de Langage en anere wéi heibannen. An de Kommissioune gëtt oft vill méi konstruktiv matgeschafft. Heibannen ass dann éischter Show. Dat dréit net ëmmer zum Gudde bäi.

(Interruption)

Fir Diskussioune gesuergt, jo, ...

(Interruption)

... dat ass richteg, vläicht, vläicht kënnt Der dat soen. Mee Dir kënnt awer hei net verlaangen, datt, wann de Riedner vun der CSV erausgeet, hei hannendru jiddweree „Jo an Amen" seet! Do muss een awer och kënnen drop reagéieren! Also, esou wéi een an de Bësch rifft, esou kënnt et dann awer och heiansdo zréck.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Da wëll ech nach op mäi leschte Punkt kommen, dee vum private Beräich. Am private Beräich kann een elo amplaz vu véier Leit zéng Leit invitéieren. Ech héieren och elo d'Leit dobausse soen: „Jo, CovidCheck, da kanns de mat 300 Leit zesummekommen op engem Concert, mee doheem dierfs de nëmmen zéng Leit an däi Gaart huelen. Firwat ass dat esou? Wéi ass do d'Verhältnis?" Jo, och doriwwer kann een diskutéieren. Mee den Ënnerscheed ass, datt een am Kader vum CovidCheck eng Kontroll maachen dierf, am familiäre Kader ass dat net de Fall. An et dierf een net vergiessen, datt déi meescht Ustiechungen awer nach ëmmer am familiäre Krees stattfannen. D'lescht Woch war dat fir iwwer en Drëttel vun den Neiustiechungen, 35 %, de Fall.

An da kënnt och nach derbäi, datt Policekontrollen am private Raum net zougelooss, net méiglech sinn, anescht wéi op enger Plaz, wou de Public zougelooss ass. An ech fannen dat och gutt, datt mer doheem net vun der Police kënne belaangt ginn. Mir wëlle jo kee Polizeistaat. Duerfir ass déi Reegelung hei awer, fannen ech, e richtegen Equiliber tëschent deene sanitäre Restriktiounen an de private Fräiheeten.

Mir sinn der Meenung, datt deen Equiliber effektiv hei e gudden ass mat dem CovidCheck op där enger Säit a mat der Zéng-Persoune-Reegel op där anerer Säit, well een dann eebe vu véier op zéng kann eropgoen, wat jo awer och net eng kleng Ouverture ass; et ass méi wéi dat Duebelt. Duerfir fanne mer dat e richtege Wee. Mee mir hoffen och hei, datt mer am nächste Gesetz och do kënnen Ouverturë maachen.

Zur Konklusioun: Och wa mer deemno d'Enn vum Tunnel esou lues gesinn, ganz roseg ass et nach net. Den indesche Variant - deen elo, pardon, den Delta-Variant ass, esou muss een dat jo elo nennen -, dee mécht eis Suergen. An der leschter Woch ware 16,3 % vun den Infektiounen op dee Variant zréckzeféieren, géint 7,5 % an där Woch virdrun, also wäit méi wéi verduebelt. A wéi esou dacks an dëser Kris feelt et eis do erëm eng Kéier un Daten, fir seng Geféierlechkeet richteg kënnen anzeschätzen. An duerfir musse mer nach virsiichteg bleiwen. An duerfir ass dëst Gesetz dann och op véier Wochen ausgeluecht, fir hoffentlech am Juni kënne weider Schrëtt an d'Normalitéit ze maachen.

Mir gesi wuel d'Liicht um Enn vum Tunnel. De Rapporteur huet gesot, mir wäre scho mat der Nues aus dem Tunnel eraus, mee mir sinn nach net derduerch. An ech hoffe wierklech, datt mer de 15. Juli hei nach méi Lackerunge kënne maachen. Mee fir eis emol ass dat heiten e gutt Gesetz. Mir wäerten den Accord hei natierlech ginn. An ech soen Iech och elo scho Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Georges Engel. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. „Happy Covid-Exit, Summer, Sonn, Covidzertifikat, Orgien a mam Virus an d'Disco": Dir Dammen an Dir Hären, fir dat neit Gesetz ze beschreiwen, sinn d'Journalisten an der Lëtzebuerger Press ganz aktiv a kreativ ginn. Et si Wierder, déi si benotzt hunn an déi een an der Press konnt liesen.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

D'Madamm Santésministesch huet hirersäits an der Kommissioun vun enger „brutaler Erausfuerderung" geschwat an de Premierminister vun engem „Expe-

riment". Ech ginn emol dovun aus, Här Premier, datt Dir dobäi net un dat beklemmend Experiment aus dem Film „Das Experiment", engem Psychothriller, geduecht hutt vum Oliver Hirschbiegel aus dem Joer 2001. An deem Film ass op eng skrupellos a brutal Manéier mat de Grondrechter a Fräiheete vun de Mënschen experimentéiert ginn. Mee de Film hat zum Gléck en Happy End.

Bei dësem Projet de loi geet et jo ganz sécher net dréms, d'Gesellschaft ze brutaliséieren. An awer hat de Premier net Onrecht, wéi e vun engem „Experiment" geschwat huet. Dëse Projet de loi ass en Experiment an deem Sënn, datt en der Gesellschaft méi Verantwortung operleet wéi jee virdrun an der Pandemie. Am Fong bitt en der Gesellschaft d'Geleeënheet, dat nei geschafent Instrument mam Numm CovidCheck+ ze erprouwen, Erfarungen domat ze sammelen an no engem Mount en éischte Bilan ze zéien an domat och Konklusiounen am Hibléck op d'Zukunft. Experimenter lafen net vill anescht of.

Dëst Gesetz, Här President, schaaft jo net nëmme méi Fräiheeten, et ass och méi laang a Kraaft wéi seng Virgänger. Datt Lëtzebuerg sech déi breet Ouverturë ka leeschten, souzesoen, fir e Mount, huet seng Grënn. Et ass fir d'éischt emol op déi berouegend Situatioun op den Intensivstatiounen a generell an de Spideeler zréckzeféieren. Wiere mir haut mat enger Iwwerbelaaschtung vun de Capacitéite konfrontéiert a mat der Horrorentscheedung, wéi eng Mënsche gerett misste ginn a wéi eng stierwe gelooss misste ginn, wier dëse Projet de loi ganz sécher net denkbar. An ech wëll och betounen: Zum Gléck huet Lëtzebuerg sech ni mat dëser schwiereger eethescher Fro misse beschäftegen! Dat heescht net, datt dës Koalitioun alles richteg gemaach huet. Et heescht awer ganz sécher och net, datt se alles falsch gemaach huet, och wa villes vu ville Säite schlechtgeriet ginn ass. An et kann een net oft genuch betounen, datt d'Gestioun vun enger Pandemie keng appliżéiert Wëssenschaft ass.

E weidere Grond, firwat mir eis dëst Gesetz kënne leeschten, ass natierlech déi acceleréiert Impfcampagne, mat der Rekordzuel vu genee 43.934 Dosen ënnerhalb vun der leschter Woch. Wann een dann nach weess, datt am Juli dann och déi iwwer 18-järeg Persounen un den Tour kommen an deemnächst och déi iwwer 12-järeg, dann ass et kloer, datt et mat der Immuniséierung vun der Populatioun rasant biergop geet.

Dat stëmmt ëmsou méi optimistesch, well d'Impfbereetschaft an der Populatioun zouhëlt an ëmmer méi Mënsche sech hirer kollektiver Verantwortung bewosst ginn. De Rush op d'Aschreiwungen op d'Lëschte schwätzt och bei deene Jonke Bänn.

Vu datt d'Efforten, déi an der Impfstrategie gemaach ginn, duerch grouss Efforten, wierklech grouss Efforten a Vereinfachungen um Niveau vun de Schnelltester ergänzt ginn, entsteet eng weider Sécherheet, déi sech dann och am Covidzertifikat nidderschléit.

Dir Dammen an Dir Hären, dat féiert mech zu der EU, wou een nëmme ka begréissen, datt d'Reiwereien tëscht de Länner an d'Blockaden aus de leschte Méint enger besserer Zesummenaarbecht Plaz gemaach hunn. D'Resultat ass en harmoniséierte Modell mam Numm CovidCheck, deen op de sougenannten 3G baséiert an d'Dier zu de gewinnte Fräiheete wäit opmécht. Et ass en Instrument, wat no laange Verhandlungen a wëssenschaftlechen Erkenntnisser awer och an der ganzer EU zum Asaz kënnt. An och, wann all Staat seng eege Reegele bei der Applikatioun wäert kënnen uwenden, esou vereinfacht dëst Instrument trotz allem d'Mobilitéit an der EU a verhënnert vill onnéidegen Opwand. Op nationalem Plang erliichtert et d'Liewen a ville Secteuren an erhéicht gläichzäiteg de Schutz virum Virus, well de Covidpass eigentlech keng Schlupflächer zouléisst.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat dann déi eenzel Dispositioune vun dësem Projet de loi ugeet, esou maache mer, wéi gesot, e grousse Sprong a Richtung Fräiheet. Dee Sprong ass esou grouss, datt esouguer déi gréisste Optimisten iwwerrascht waren, obwuel de Respekt vun de Grondfräiheeten an engem Rechtsstaat eigentlech ëmmer als Selbstverständlechkeet misst ugesi ginn. An da stellt sech d'Fro, ob net awer Verschiddener schonn ugefaangen haten, sech un d'Aschränkungen ze gewinnen.

Emol onofhängeg dovun, datt de Couvre-feu mat dësem Projet de loi dann endlech der Vergaangenheet wäert ugehéieren, ginn d'Rechter an d'Fräiheeten a praktesch alle Secteuren nees zu engem groussen Deel hiergestallt. Natierlech ëmmer ënnert der Bedéngung, datt de CovidCheck souzesoen als Dréi- an Aangelpunkt vun der Fräiheet appliżéiert gëtt.

Et ass also net esou, wéi wann ee sech keint verhalen, wéi wann de Virus net méi géif existéieren. D'Gesellschaft, d'Verwaltungen, d'Betriber, d'Kultur, de Sport, den Horeca sinn nach ëmmer u Reegele gebonnen. A wat déi eenzel Secteure sech méi konsequent un déi nach bestoend Reegelen hale respektiv de Regimm vum CovidCheck dann och appliżéieren, wat d'Chancë méi grouss ginn, datt mir an engem Mount net nees mussen zréckrudderen.

Dat wier eiser Meenung no net nëmmen eng psychologesch Zoumuddung fir all Eenzelnen, mee et wär och eng Katastroph fir all Secteur. A fir déi Katastroph ze verhënneren, ass déi ganz Gesellschaft gefuerdert. Ech schwätze bewosst vun der Gesellschaft a vun der Eegeverantwortung vu jiddwerengem, well et ass ganz einfach net denkbar, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Police bei all Evenement, bei all Rassemblement, bei all Concert, all Fräizäitaktivitéit, all Sportmanifestatioun, Training, Museksprouf an esou weider an den Asaz geet, fir iwwerall a permanent Kontrollen duerchzeféieren.

Emol onofhängeg dovun, datt eng grouss Policepresenz schonn eleng personalméisseg net ze bewältege wier, géif se eis Gesellschaft och entmëndegen an eisem Land de Stempel vun engem Iwwerwaachungsstaat opdrécken. Ech denken, mir sinn eis eens, datt esou e Regimm vu kengem heibanne gewollt ass, woumat ech gezilt Kontrollen oder Stéchkontrollen natierlech net a Fro stellen.

Eng grouss Responsabilitéit läit dann och bei den Organisateure vun Evenementer inklusiv de Gemengen, de Schoulen an de Betriber, mee och beim Eenzelnen am Privatberäich. An et ass grad do, wou ëmmer nach déi meeschten Infektioune festgestallt ginn, an dat soll een och wierklech berücksichtegen. An et ass och do, wou dëse Projet de loi dann och nach ëmmer zimmlech restriktiv bleift.

An deem Kontext kritiséiere souwuel de Staatsrot wéi och déi berodend Mënscherechtskommissioun, datt d'Verhältnis tëscht de Fräiheeten, déi am Privatberäich gëllen, an deenen, déi am ëffentleche Raum appliżéiert ginn, alles anescht wéi equilibréiert ass. Effektiv ass et och, op den éischte Bléck jiddefalls, schwéier nozevollzéien, datt deen Desequiliber am Fong ëmmer méi grouss gëtt mat dësem Projet de loi.

De Staatsrot werft dowéinst och d'Fro op, ob déi grouss Améschung vum Staat an de Privatberäich iwwerhaapt nach ze rechtfertegen ass. An eisen Ae sinn dat natierlech wichteg Iwwerleeungen, déi am Hibléck op de Summer an doriwwer eraus gefouert musse ginn. Op där anerer Säit muss een awer bedenken, datt grad de Privatberäich, wéi scho gesot, dee Beräich ass, dee vun Ufank un am meeschte vun Infektioune betraff war an et och elo nach ëmmer ass. Dowéinst versti mer de Wëlle vun der Regierung, d'Kand net mat der Bidden auszeschédden, well et jo grad d'Zil muss bleiwen, d'Infektiounen eebe grad och am private Beräich nach weider ze reduzéieren.

Sollte mir déi Erausfuerderunge meeschteren, geléngt et eis hoffentlech, an dëser Pandemie eemol méi opzestoen, wéi vum Virus ëmgehäit ze ginn a stoen ze bleiwen, an e bal normale Summer ze erliewen. An deem Sënn mécht dëse Projet de loi net nëmmen d'Eegeverantwortung, mee och d'Hoffnung zur Flicht. De Prinzip Hoffnung, fir dee schéinen Ausdrock vum Philosoph Ernst Bloch ze gebrauchen, gëllt och fir déi vulnerabel Mënschen, déi an de Spideeler oder an anere Strukturen ënnerbruecht sinn, respektiv fir d'Beneficiairë vun der Assurance dépendance, déi doheem vun de Réseaux d'aides et de soins versuergt ginn an ënnert de Regimm vum Maintien à domicile falen.

Dozou wéilt ech am Numm vun der gréngr Fraktioun zwou Remarke maachen.

Éischtens begréissen ech ganz staark, datt mir eis an der Kommissioun drop eenege konnten, datt d'Gesondheetspersonal, dat weeder geimpft nach gesond ginn ass, genesen, sech net nëmmen zweemol, mee dräimol d'Woch muss teste loossen. Dat schaaft weesentlech méi Sécherheet an deem ganz vulnerabele Secteur, dee jo vill an der Diskussioun war, well déi ganz Woch duerch déi dräi Tester ofgeséchert gëtt, ofgedeckt gëtt, an net just e puer Deeg an der Woch.

An deem Kontext wéilt ech dem President vun der Kommissioun, och dem Rapporter vum Projet de loi natierlech Merci soen, datt e bereet war, zesumme mat der Kommissioun an déi Richtung ze goen an dann op der leschter Ligne droite och nach en Amendement proposéiert huet. Mäi Merci gëllt dem Mars Di Bartolomeo also net just fir de Rapport, mee och fir d'Manéier, an der Kommissioun ze schaffen. Den Här Wolter huet vum Fuuss geschwat. Den Här Mars Di Bartolomeo wär e Fuuss, sot en op dëser Plaz. Fir eis ass dat e schéine Verglach, well de Fuuss am Fong e ganz schlau a léift Déier ass, wat geschützt muss ginn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- A geschützt ass.

(Hilarité)

Ech hoffen, dass ech net opgestoppt ginn.

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Vum Pelz schwätze mer elo net.

Une voix.- Passt op!

(Interruptions et hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Se si gefäerdet, fir Tollwut ze kréien, hunn ech elo grad hei gesot kritt.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Wann ee se net reizt, da geet d'Tollwut eraus.

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech kommen awer elo zréck zum Text an zu der Impfflicht (veuillez lire: Testflicht), dräimol d'Woch, déi och vun der Fédération des hôpitaux begréisst gëtt. An dat ass och ganz verständlech. Ech wéilt och nach eng Kéier drop hiweisen - den Här Wolter huet et och gemaach -, dass ech selwer och eng Question parlementaire dozou gestallt hunn, well et mer wierklech um Häerz louch, op d'Wichtegkeet vun den Tester an deene Strukturen opmierksam ze maachen.

Zweetens wéilt ech dann awer och dem Kolleeg Michel Wolter Merci soen, wat mer eigentlech net oft virkënnt.

(Interruptions)

No engem gewëssene Stuerm, deen dann awer och hei ze spiere war, ass d'Zesummenaarbecht besser ginn, wierklech gutt ginn, och an der Kommissioun, wou hie jo net permanent Member ass, mee fir seng Proposition de loi awer Member ginn ass. Ech muss soen, no deem Stuerm ass d'Zesummenaarbecht gutt gelaf. Se huet e konstruktive Charakter ugeholl. An ech mengen, wann et ëm den Intérêt général geet, sollte mer méi oft an déi dote Richtung zéien. Et weist jiddefalls, datt een op e gemeinsamen Nenner ka kommen, wa jiddwereen e wéineg Waasser a säi Wäi schëtt an wann een openeen zougeet.

E klenge Bemoll, Här President, deen dësem Projet de loi allerdéngs nach ëmmer unhänkt, ass d'Konfliktpotenzial, wat sech hannert dem Term „refus de travail" verstoppt a vu ville Säiten dach awer kritiséiert ginn ass respektiv hannerfrot ginn ass. D'Dispositioun, datt e Salarié, dee sech net un déi dräifach Testflicht pro Woch hält, esou e Refus vum Patron muss ausgeschwat kréien, ass an eisen Aen net ganz ausgereift. Dat soen och net nëmme mir.

Dowéinst ass et och keen Zoufall, datt de Staatsrot, grad bei dësem Artikel, déi meeschte Froen opgeworf huet a sengem Avis, ouni awer Äntwerten ze liwweren. Virun allem déi, wat et konkreet am Alldag heescht a wéi eng Suitten et an de betraffenen Haiser huet, wann een oder méi Salariéen, aus de genannte Grënn, e Refus de travail ausgeschwat kréien. Gi se heemgeschéckt oder op e Stull gesat? Fir et e bëssen iwwerspëtzt auszedrécken.

Wat dee Refus reng aarbechtsrechtsméisseg heescht, ass, trotz enger Rei Erklärungen, och nach ëmmer net ganz kloer. Mee op där anerer Säit, wëll ech awer betounen, datt een den Däiwel trotz allem net un d'Mauer sollt molen. Well vill Salariéë scho geimpft sinn a vill anerer sech elo scho reegelméisseg teste loossen, ass zumindest d'Gefor, datt net méi genuch Personal zur Verfügung stéing, éischter kleng, wann och net ganz aus der Welt.

Da muss een och wëssen: Dat Gesetz zielt just fir ee Mount. A sollt sech no engem Mount erausstellen, datt dës Dispositioun effektiv grouss Problemer duerstellt, muss et nach emol op de Leescht geholl ginn.

E Phenomeen, deen allerdéngs ganz wäit an d'Zukunft reecht an eis nach laang wäert beschäftegen, ass dee vum sougenannte „Long Covid", vun deem dann och de Claude Wiseler virdru geschwat huet. Ech profitéiere vun dëser Geleeënheet, fir dat Theema och nach eng Kéier opzegräifen, well et eis wierklech staark um Häerz läit.

De Long Covid hëlt nämlech ëmmer méi beonrouegend Ausmoossen un. E weist sech och ënner méi ënnerschiddleche Formen. Ech schwätze vum Erschëpfungssyndrom, der sougenannter „Fatigue" an der Fachsprooch, mee och vu chroneschem Kappwéi, Konzentratiounsverloscht a Verloscht vum Kuerzzäitgediechtnes, vu Kuerzootmegkeet an neurologesche Stéierungen a vu ville Symptomer, déi sech zesumme cumuléieren.

Grad ewéi bei de Schlagpatienten, riskéieren dës Symptomer engersäits zu sozialem Isolement an zum Verloscht vun der Aarbechtscapacitéit ze féieren, anerersäits awer och zu der Iwwerfuerderung vum familiären Ëmfeld vu betraffene Persounen.

Wat dann d'Prise en charge vun deene Patienten ugeet, féiert laut der Weltgesondheetsorganisatioun kee Wee laanscht eng gezilt Reeducatioun, déi et deene Betraffenen, änlech wéi bei de Schlagpatienten, soll erlaben, nees Fouss am Liewen ze faassen an net an d'Ofhängegkeet ze geroden.

Laut neisten Erkenntnisser, Dir Dammen an Dir Hären, ass et mat e puer Woche Reeducatioun net gedoen. Oft si Méint a Joren néideg, wann d'Sequellë gravéierend sinn. An deem Kontext erënnert d'Weltgesondheetsorganisatioun un d'Laangzäitsequellë vum Sars, déi eigentlech dee selwechte Verlaf hu wéi elo bei de Long-Covid-Patienten. Dat huet sech Ufank den 2000er-Jore gewisen. Et huet sech deemools erausgestallt, dass d'Reeducatioun dräi an en halleft Joer, an der Moyenne, dauert.

Alles dat si gutt Grënn, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis deem Problem wierklech gezilt unzehuelen, wuel wëssend, datt de Rehazenter awer elo scho praktesch iwwerlaascht ass an net outilléiert ass, fir Laangzäitreeducatiounen iwwer Joren ze maachen.

Dowéinst wier et eiser Meenung no och net vu Muttwëll, d'Iddi vum Nosuergezentrum, wat am Koalitiounsaccord am Kontext vun der Versuergung vu Schlagpatiente festgehalen ass, nach eng Kéier méi ënnert d'Lupp ze huelen an ze konkretiséieren. Ech mengen, mat deem Zentrum - en Zentrum, wat déi Patienten en charge hëlt, déi aus der Reha entlooss ginn, well se do hir Prise en charge ofgeschloss hunn, déi akut Prise en charge, an duerno nach wärend Méint a Joren op eng Ënnerstëtzung ugewise sinn-, esou en Zentrum kéint da souwuel de Schlagpatiente wéi och de Long-Covid-Patienten zegutt kommen.

Datt de CHL am Mäerz schonn eng éischt Initiativ a Form vun enger Konferenz mat Spezialisten zu deem Theema organiséiert huet, ass jiddefalls positiv - och wann d'Konferenz leider net méi online ze fannen ass, duerfir awer d'Nimm vun den Experten, un déi ee sech ka wenden.

An och den LIH ass schonn aktiv ginn an huet e Questionnaire ausgeschafft. Mee och deen ass de Moment net online ze fannen; et sief dann, ech hätt mech schlecht ugeleeët.

Da gëtt et och nach e klenge Filmche vun net grad enger Minutt vun der Santé op Facebook, deen och ganz sécher gutt gemengt ass an informativ ass, mee och deen ass an Zukunft ganz sécher ausbaufäeg. Am Ausland kënne mer eis inspiréieren. Ech hunn e bësse riets a lénks gekuckt, do si scho ganz vill Informatiounscampagnen um Lafen. An ech mengen, mir sollten eis an där doter Hisiicht och mam Ausland zesummen opstellen. Dat just als konstruktiven Input eisersäits.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'WHO schätzt, datt all zéngte Coviderkrankten, virun allem Fraen, mat Long-Covid-Symptomer konfrontéiert gëtt.

Kucke mer dann emol op Lëtzebuerg: Bei 70.300 Fäll, déi Lëtzebuerg, Stand dem 9.6.2021, ze vermellen hat, gëtt dat am Ganze 7.000 Persounen, déi wärend Joren op eng gutt Informatioun, a virun allem awer dann och op eng gutt Nosuerg ugewise sinn. Ech sinn iwwerzeegt - mir sinn eis eens -, datt mer deen Zuch zu Lëtzebuerg net däerfe verpassen.

Dowéinst wéilt ech d'Madamm Minister dann och froen, ob schonn éischt Schrëtt a Richtung Nosuergezentrum an Ënnerstëtzungsofferen, am breede Sënn, fir Long-Covid-Patiente gemaach gi sinn, a wéi eng konkreet Schrëtt datt dat, de Fall gesat, sinn? Ech hunn héieren, dass de Site Mondorf schonn am Gespréich war, weess awer net, ob dee festgehale gëtt respektiv ob déi Prise en charge dann dezentral soll organiséiert ginn. Wéi gesot geet et ëm déi Phas vun der Prise en charge, déi dann nom Rehazenter soll en place gesat ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, alles dat weist, datt mir d'Hänn och bei niddregen Infektiounszuelen nach soubal net an de Schouss leeë kënnen. An et weist, datt dës Pandemie mat all hire Konsequenzen eis nach ëmmer wäert mat aneren Erausfuerderunge konfrontéieren, och eeben dann, wann de Virus sech lues a lues verzitt. Dozou gehéiert och, datt mir eis Strategie réckbléckend evaluéieren, wat och an der Kommissioun gesot ginn ass, an eis Gedanke maachen iwwer en iwwergräifend Pandemiegesetz, wuel wëssend, datt dat, wat mer hunn, aus dem 19. Joerhonnert staamt, wann ech mech net ieren.

Dat gëtt e schwéieren, mee e ganz wichtegen Exercice, wuel wëssend, datt d'Covidpandemie net déi lescht Pandemie ass, déi dëse Planéit erlieft. An zu dësem Planéit gehéiert och Lëtzebuerg, esou kleng wéi eist Land och ass. D'Verantwortung hänkt net un der Gréisst vum Land, mee d'Verantwortung gëllt fir jiddwereen.

Als Gréng wënsche mer eis natierlech, datt mir dës Erausfuerderunge weiderhin zesumme kënnen ugoen an, grad ewéi haut, de Beweis liwweren, datt mir zesummenhale kënnen, wa mir zesummenhale wëllen, am Hibléck op en normaalt Liewen an eiser Gesellschaft.

Domat ginn ech den Accord vun der gréngr Fraktioun an ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Spautz, *Président de séance*.- Merci, der Madamm Lorsché. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi et scho bal Traditioun ass, wëll ech dem Här Mars Di Bartolomeo villmools Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport zu dësem neie Covidgesetz. Ech hoffen, datt mer do och eng Kéier en Enn gesinn.

Mir begréissen ausdrécklech, datt et elo zu enger Rei vu Lackerunge kënnt. Déi relativ entspaante Situatioun an de Spideeler erlaabt dat, grad ewéi och déi Tatsaach, datt ëmmer méi Leit am Land fräiwëlleg geimpft ginn a sinn. Mir begréisse ganz besonnesch, datt eng wichteg Aschränkung vun eiser Grondfräiheet, déi mer ëmmer kritiséiert hunn, nämlech d'Ausgangsspär, elo endlech ewechfält. Dowéinst, an net nëmmen dowéinst, stëmme mer dës Kéier net géint dat Gesetz, mee mir wäerten eis enthalen. D'Ewechfale vun der Ausgangsspär ass nämlech ëmmer eng wichteg Fuerderung vun der ADR gewiescht, an déi gëtt elo erfëllt.

Loosse mer awer gläich soen, Här President, datt et ëmmer nach eng ganz Rei vun Dispositiounen an dësem Gesetz gëtt, deene mer prinzipiell ganz negativ géintiwwer agestallt sinn a wéinst deene mer och separat Ofstëmmungen, esou wéi dat eist Chambersreglement virgesäit, froen.

Eis Kärmessagë sinn dës.

Éischtens: Vun Ufank un, dat heescht schonn direkt nom État de crise, war d'ADR géint all Aschränkunge vun de verfassungsméisseg garantéierte Grondrechter. Mir hu verlaangt a verlaangen och virun, datt de Staat sech aus dem Privatliewen an aus der Privatsphär vun de Leit eraushält.

Une voix.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Dobäi ass et egal, ob de Staat de Leit grousszügeg erlaabt, doheem véier oder zéng Leit ze empfänken. Et ass eng Fro vum Prinzip! Well et geet de Staat näischt un, ob mer zu véier oder zu zéng doheem sinn. An eisem Gesellschaftsbild decidéieren d'Leit selwer als fräi Bierger, wat si bei sech doheem wëlle maachen, an eeben net de Staat.

Mer verlaangen also e Vote séparé iwwert déi nei Reegel, datt de Staat de Leit elo zéng Leit doheem erlaabt, a mer stëmme selbstverständlech dogéint. Mer notéieren och, datt de Staatsrot sech bei Aschränkungen am private Beräich kritesch weist.

Zweetens: Mir wëllen als ADR net, datt Privatleit anere Privatleit hire Gesondheetszoustand kontrolléieren. Fir eis als ADR ass dat eng Aufgab, déi, am Kader vu prezise Gesetzer a Reegelen, dem Staat zoukënnt, oder eeben dem Personal, dat dozou berechtegt ass.

Mir wëllen d'Perséinlechkeetsrechter, den Dateschutz an de Secret médical vun de Bierger schützen a garantéieren. Sensibel Donnéeë solle privat bleiwen. Kee soll mussen engem Wiert, engem Restaurateur, engem Employé an engem Kino oder engem Trainer am Sport seng medezinnesch Donnéeë weisen. Mir froen also zu deene betreffenden Artikelen och e Vote séparé. A mir stëmmen als ADR dergéint!

Mir warne virun dësen Entwécklungen, well déi Reegelen, déi mer haut aféieren, kënne muer fir aner Krankheete gëllen. Mir fänken hei liichtfankeg eng Entwécklung un, vun där mer net wëssen, wuer se hiféiert. Fir all déi, déi esou gär vum Principe de précaution schwätzen, sief gesot: Néierens wier dat méi wichteg ewéi hei, an néierens gëtt et elo leider esou ignoréiert ewéi hei.

Nieft dëse méi prinzipiellen Iwwerleeunge stelle sech awer och e puer praktesch Froen. Och wann d'Schnelltester elo fir 48 Stonne gutt sinn, zweifele mer awer drun, datt déi Kontrolle sech zum Beispill am Horeca-Secteur och wierklech duerchsetze loossen. Et gëtt nieft de logistesche Problemer och nach eng ganz Rei vu Barriären am psychologeschen oder organisatoresche Beräich.

Drëttens: Mir froen als ADR och méi Flexibilitéit bei de Maske fir d'Kanner an de Schoulen. Wou d'Kanner déi wëllen undoen, soll dat selbstverständlech méiglech sinn. Déi allgemeng Flicht, fir Masken ze droen, geet eis awer ze wäit an dowéinst froe mer doriwwer eng separat Ofstëmmung.

Am Sport verlaange mer, datt all déi Sportaarten, déi ënner fräiem Himmel sinn, wéi zum Beispill de Fussball, nees kënnen normal gespillt ginn, ouni Restriktiounen. Dat och, well et wëssenschaftlech beluecht ass, datt d'Probabilitéit, fir sech dobausse mam Covidvirus unzestiechen, extreem kleng ass.

Souwäit elo zu deene separate Votten. Ech géif lech dat dann iwwerreechen, Här President.

(M. Jeff Engelen dépose quatre demandes de vote séparé concernant le projet de loi 7836.)

M. Marc Spautz, *Président de séance*.- Merci, Här Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Här President, eis Gesellschaft huet sech duerch de Covid geännert, a leider net zum Gudden. Eis Grondwäerter, déi nach virun der Kris net hunn däerfen a Fro gestallt ginn, ginn haut deelweis net méi oder net genuch respektéiert. Fir d'ADR ass dat eng ganz geféierlech Entwécklung, déi mer net kënne matdroen.

Schonn héiere mer Parteien, déi soen, datt d'Klimakris nach vill méi schlëmm wär wéi d'Covidkris. Da froe mer eis als ADR: Op wéi eng Aschränkunge musse mer eis dann elo virbereeden? Wat wëllen déi gréng an hir Hëllefstruppen de Leit an den nächste Jore virschreiwen? Wéi eng Fräiheete wëlle se eis ewechhuelen? Wéi e Verzicht wëlle se hinnen, am Numm vun hirer Ideologie an hirer Politik vun der Angscht, diktéieren?

(Interruption)

Mir als ADR verdeedegen d'Fräiheet an eiser Gesellschaft a vun eiser Gesellschaft! Si ass eist héchst politescht Gutt. Mir hunn an däser Kris bewisen a beweisen haut op een Neits, datt nëmmen d'ADR versteet, datt bei der Bewältegung vun enger Kris ëmmer muss an engem Geescht vu Verantwortung iwwerluecht an och ofgewie ginn, wat néideg ass a wat net méiglech ass.

Nieft deene Geforen, déi ech haut schonn ugeschwat hunn, gouf et och nach anerer, zum Beispill: D'CSV wollt eng Tracingapp. Mir als ADR awer net. Do hätte mer net gewosst, wat déi laangfristeg Konsequenze gewiescht wieren.

Här President, mir gesinn elo, datt vill vun deene geimpften, getesten a geheelte Persoune geschwat gëtt, déi sougenannt „3G". Iwwer eng G-Kategorie gëtt dobäi awer net oder net vill geschwat, an zwar déi, déi einfach nëmme gesond sinn. Dat schreift sech och mat G. Si si keng Gefor fir iergendeen an och si hei hu Rechter, op déi mer mussen oppassen.

Mir wëllen als ADR keng Gesellschaft, an där et iwwerall eng Testflicht gëtt. Mir akzeptéieren déi awer punktuell op verschiddene Plazen an ënner genee beschriwwene Konditiounen am Interessi vum Schutz vu vulnerabele Persounen. Dowéinst begréisse mer och dem Här Wolter seng Gesetzesinitiativ haut a mir soen him dofir e grousse Merci. Datt déi Gesetzesinitiativ gutt war, beweist jo och, datt e groussen Deel vu senge Gesetzer haut mat an d'Basisgesetz iwwerholl ginn.

Als ADR hale mer och op d'Fräiwëllegkeet vun der Impfung. An hei iwwerhuele mer awer och kloer eis Verantwortung, wann et ëm de Schutz vun de vulnerabele Persoune geet an ëm de Schutz vu Persounen, déi gesellschaftlech besonnesch exposéiert sinn.

Heizou dräi Beispiller.

D'Impfe vu Kanner a Jonken. Mir hunn als ADR all déi Diskussioune ronderëm d'Impfunge ganz genee verfollegt. Mir erënneren eis, datt RTL de 4. Mee en Interview mam Santésdirekter hat, dem Här Dokter Schmit, ënnert dem Titel „All Impfphas ass gläichzäiteg och eng Testphas". An do gouf en och publizéiert.

A genau an dësem Interview hat de Santésdirekter dann och eppes besonnesch Interessantes gesot. An zwar sot hie wuertwiertlech, ech zitéieren: „Mir benotzen deen Impfstoff net ënner 30 Joer, well mir einfach der Meenung sinn, dass ënner 30 Joer de Risiko, fir krank ze gi vum Covid, esou kleng ass, an dass et absolutt net justifiéiert ass, iergendee Risiko ze huele vun Niewewierkungen."

Nach dee selwechten Dag konnt een dann och op RTL liesen: „Kannerdokteren a Santé si sech eens: Jonker géint Covid impfen, mécht Sënn." Dat sinn e bësse kontradiktoresch Aussoen dee selwechten Dag. Elo, e puer Deeg méi spéit, schéngt dat dann nees alles anescht ze sinn. Esou solle Kanner vun zwielef Joer u kënne geimpft ginn. D'Fro ass dann: Wat ass hei wierklech sënnvoll?

Mir schléissen eis als ADR de Fuerderunge vun der Däitscher STIKO un - dat ass déi stänneg Impfkommissioun vum Robert Koch-Institut - iwwert d'Impfempfeelunge bei de Kanner a Jugendlechen. D'STIKO schwätzt keng generell Impfempfeelung fir Kanner a Jugendlecher vun zwielef Joer un aus. Si gëtt awer eng Impfempfeelung fir Kanner a Jugendlecher eraus, déi gewësse Virerkrankungen hunn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Zu dëse Virerkrankunge gehéieren Häerzproblemer, chronesch Longenerkrankungen, Diabetes an och Iwwergewiicht. Och Persoune mat Trisomie 21 gëllen als méi a Gefor wéi anerer. Mir fuerderen an deem Sënn fir dës Kanner a Jonker, wann dat gewënscht ass, eng séier an onkompliziéiert Impfméiglechkeet.

Wa mer scho bei de Kanner sinn, wëll ech och nach e Wuert verléieren iwwert den Ëmgang mam Impfstoff wärend enger Schwangerschaft. Beim Ofweien tëschent Risiko an Notze ginn d'Meenunge bei de Gynekologen nämlech och staark auserneen. reporter.lu hat den 28. Abrëll en Artikel zu genau dësem Sujet publizéiert, fir dee méi Gynekologe kontaktéiert goufen, vun deenen een Deel awer nëmme bereet war, Stellung ze huelen, wann hinnen d'Anonymitéit zougeséchert géif.

Dobäi koum et zu Aussoe wéi, ech zitéieren: „Wir dürfen offiziell nicht gegen die Impfung argumentieren." Esou soll eng Circulaire vum Ministère erausgaange sinn, déi de Gynekologen nogeluecht hätt, d'Impfung ausdrécklech ze empfeelen. „Wer dagegenhält," zitéieren ech erëm, „bekommt Probleme und wird diskreditiert", hätt eng Gynekologin hei preziséiert. Mir froen d'Madamm Minister: „Ass dat esou? Wéi eng Instruktioune si wierklech un d'Gynekologen erausgaangen?"

Op Nofro vu reporter.lu huet de Gesondheetsministère matgedeelt: „Die provisorischen Angaben des Registers für Todesursachen zeigen, dass es bis heute noch keinen Fall vun Muttertod in Verbindung mit Covid-19 gab."

Firwat also ginn d'Gynekologen derzou gedréckt, d'Impfung wärend der Schwangerschaft ze propagéieren, och wa si dat net wëllen, well eeben einfach keng Laangzäitstudien existéieren an domat d'Froe vun de spéideren eventuelle Schied net gekläert sinn?

Mir sinn als ADR der Meenung, datt d'Dokteren hir Siicht op de Risiko an den Notze vun enger Impfung solle kënne fräi an ouni Drock vertrieden an deemno solle kënnen handelen. Si hu schliisslech en Eed geleescht, dee si no beschtem Wëssen a Gewësse sollen anhale kënnen.

Impfprioriséierung: D'ADR huet sech dann och ëmmer fir eng Impfprioriséierung fir Persounen ausgeschwat, déi besonnesch exposéiert sinn oder vill Kontakt mat potenziell vulnerabele Persounen hunn. Mir haten do zum Beispill gefrot, fir Polizisten, Giischtercher, Membere vum Rettungsdéngscht, Enseignanten an Educateuren eng Prioritéit ze ginn.

Eis däitsch Noperen hunn an deem Sënn vill méi séier reagéiert, well do schonn d'Polizisten prioritär geimpft goufen. Natierlech muss och hei d'Fräiwëllegkeet respektéiert ginn. An deem Sënn freeë mer eis, datt elo - leider eréischt no iwwer zwee Méint - der Initiativ vu mengem Kolleeg Fred Keup zugonschte vun der Impfprioriséierung bei verschiddene Staatsberuffer Rechnung gedroe gëtt an datt si elo déi nächst Woch op d'Dagesuerdnung vun der Kommissioun vun der Fonction publique kënnt - leider mat iwwer zwee Méint Verspéidung, wou et elo scho bal kale Kaffi gëtt.

An Zäite vu Corona muss een allerdéngs séier reagéieren. Mir sinn an deem Sënn besuergt iwwert déi ganz laang Delaien, mat deenen hei awer ganz wichteg Initiativen traitéiert ginn.

Systemrelevanz, drëtte Punkt: An Däitschland gëllt och e Prinzip, datt de Staat och am Fall vun enger Pandemie soll kënne virufonctionéieren an datt déi Beruffer, déi systemrelevant fir d'Gesellschaft sinn, prioritär solle geimpft ginn.

Niewent dem Schutz vu besonnesch vulnerabele Persounen ass an eisen Aen och dee Krittär vun der Systemrelevanz eng ganz wichteg Orientéierungshëllef bei der Definitioun vun enger Impfstrategie am Fall vun enger Pandemie.

International Solidaritéit: D'ADR deelt och déi Meenung, datt mer eis mussen iwwerleeën, ob mer net solle verstäerkt derzou bäidroen, fir vulnerabel Persounen am Ausland, besonnesch an deenen aarme Länner, ze impfen. Et gëtt dozou verschidde Méiglechkeeten an d'ADR verschléisst sech do kenger Diskussioun.

Här President, zu der neier gesetzlecher Testflicht an de Klinicken, Altersheemer a Fleegeheemer stelle sech weider eng Rei wichteg Froen, och wann d'ADR net dergéint ass. Mir hätten eis awer méi prezis Dispositioune gewënscht.

Datt et wichteg ass, elo ganz prezis ze sinn, huet bei eisen däitschen Noperen, a Bayern, d'Verwaltungsgeriicht gewisen. Do gouf déi Testflicht nees gekippt. Och d'COPAS, d'Federatioun vun den Alters- a Fleegeheemer, huet op eenzel Kontradiktiounen am Gesetz higewisen. Esou dierfe Leit, déi Familljemembere besichen, oder och externt Personal mat engem negativen Test erakommen. A sengem Avis huet och nach de Staatsrot eng Rëtsch vun aarbechtsrechtleche Froen opgeworf, wat d'Testflicht ugeet. Am Gesetzestext feelen eiser Meenung no nach rechtlech Dispositioune fir dat Personal, dat sech net wëllt teste loossen.

Mir als ADR wënschen eis, datt déi eeler a vulnerabel Leit an de Strukture gutt geschützt ginn, awer op där anerer Säit och net ze vill isoléiert ginn, fir datt de mënschleche Kontakt net ofgeschnidde gëtt.

An elo zum Schluss. Här President, als ADR wäerte mir an den nächsten Deeg a Wochen och déi ekonomesch a sozial Konsequenze vun der Covidkris weider thematiséieren. Fir eis gëllt och weider: Soulaang d'Betriber net kënnen ënner normale Konditioune fonctionéieren, soulaang musse si ënnerstëtzt ginn. Mir mussen och d'Entwécklung vun de Faillitten, speziell déi, déi an der Zukunft kommen, am A behalen.

Déi sozial Konsequenze maachen eis besonnesch Suergen. Vill Leit haten héich materiell Aboussen an dëser Zäit. De Chômage ass och an d'Luucht gaangen. Mir brauchen elo och e grousse solidareschen Effort, fir ze verhënneren, datt dës sanitär Kris, bei där mer hoffentlech elo lues a lues en Enn gesinn, sech net an eng Sozialkris transforméiert.

Wat och wichteg ass, dat ass, datt sech no dëser Covidzäit oder -kris och Gedanke gemaach gëtt iwwer en allgemengt Pandemiesgesetz als Basis. Dat hätt eis - ech mengen, dat ass bewisen - villes hei erliichtert an dëser Zäit.

An ech géif lech Merci soe fir Äert Nolauschteren.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Léif alleguer, fir vill un lech ass dëst déi 20. Kéier, wann ech mech elo net ieren a wann ech richteg héieren hunn, dass Dir hei Positioun huelt zu dem Covidgesetz. Fir mech ass et déi éischte Kéier.

Une voix.- Mais très bien!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Deemno kucken ech mer dat Gesetz hei vläicht och mat e bësselche méi Recul u wéi Dir, mee vläicht och mat e bësse méi engem naive Bléck.

Kloer ass et awer fir mech, dass, no Deeg an Deeg Kommissiounen, Gesetzestexter liesen, Avise liesen a Froen an Äntwerten, de Prozess selwer eigentlech ganz onglécklech ass an den Inhalt och net ganz kloer.

Fir d'éischt zum Prozess. Nodeems mer de leschte Samschden oder leschte Weekend d'Gesetz geschéckt kruten an ech mer dat de Samschdegmoien tëscht Kaffi a Kanner ugekuckt hunn, dunn de Méindegmoien an der Kommissioun konnt ee seng Froe stellen a seng Kriticken äusseren, an nieft der Kommissiounsaarbecht, eventuell enger anerer Aarbecht, Plenière ab en Dënschden, niewebäi Kanner a Stot, krute mer dunn d'Avise vun der COPAS, der Chambre des Métiers, vum Staatsrot, vun der Mënscherechtskommissioun, der Chambre des Salariés an anere Kummeren de Mëttwoch den Owend geschéckt. An en Donneschdegmoien um 8.00 Auer war Gesondheetskommissioun!

Ech weess net, wéi et lech geet, mee wéi ech e Mëttwoch no der Plenière heemgaange sinn an no menge Kanner gekuckt hat a bis déi bis am Bett louchen, souz ech nach bis Mëtternuecht do, fir d'Avisen ze liesen.

Une voix.- Jo, dat ass normal!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Et ass normal jo, ok, maja. Jo, et ass net aussergewéinlech, mee et kann een et trotzdeem ervirhiewen. Ech hunn hei haut en anere Bléck an ech weess net, ob dat ganz glécklech ass.

Une voix.- Dat maache mir jorelaang!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Dat maacht Dir jorelaang. Jo, ech hunn och jorelaang an engem anere Beräich geschafft. Ech fannen et trotzdeem fir en demokratesche Prozess, wou ee sech sollt Zäit loossen, fir ze iwwerleeën a fir mat Acteuren ze schwätzen, vläicht net onbedéngt glécklech!

An deen nächste Punkt, deen ech eebe wéilt soen, ass, dass ech festgestallt hunn, dass mer en Donneschdegmoien an der Santéskommissioun um 8.00 Auer vill vun deenen Avisen, déi mir gelies hunn, déi Dir, wéi Dir elo just gesot hutt, och gelies hutt, awer guer net thematiséiert hunn! Notamment den Avis vun der Mënscherechtskommissioun ass eigentlech guer net thematiséiert ginn an der Gesondheetskommissioun.

An ech zitéieren aus dem Avis vun der Mënscherechtskommissioun: « La CCDH rappelle encore une fois que l'urgence dans laquelle le projet de loi doit être examiné et avisé limite de manière considérable la possibilité pour les différents acteurs d'alimenter le débat public et d'effectuer ainsi une analyse plus profonde des nouvelles mesures. »

Dorauser liesen ech, dass si sech a fënnef gedeelt hunn, fir deen Avis ze schreiwen, an en ass kaum gekuckt a betruecht ginn. Vu dass ech aus dem Mënscherechtsberäich kommen, hunn ech mer hiren Avis natierlech gutt ugekuckt a wäert och nach dorop zréckkommen. Et ass awer ernüchternd, fir mech zumindest, ze héieren, dass deen Avis, deen elo wierklech fundamental ass, einfach an de Rapport verwise gëtt. E gouf net weider diskutéiert, mee et koum e Resümmee an de Rapport stoen. Wat hunn d'Auteure vun deem Avis dann dovunner, dass e Resümmee am Rapport steet?

(Interruption)

Jo, an esou ass et dann eigentlech och virugaangen, alles ganz kuerzfristeg. De Rapport krute mer gëschter dräi Stonne virun der Kommissioun. Dat schéngt dann och normal ze sinn. Ech fannen, trotzdeem kann een et ervirhiewen. Dir wësst dat jo alleguerte warscheinlech an Dir beläächelt mech warscheinlech och, mee ech denken awer, dass dat net ganz gutt an net ganz glécklech ass fir en demokratesche Prozess.

Änlech iwwerrascht war ech awer iwwer verschidden Äntwerten an och Diskussiounen an der Kommissioun: Et war, wéi wann alles einfach guer net ganz kloer wier, souguer fir d'Majoritéit hei a vläicht

souguer och fir d'Auteuren. Op verschidde Froe koume keng kloer Äntwerten. Am Géigendeel, d'Äntwerte si quasi an der Diskussioun entstanen. „Ma dat ass jo e liewegen an e gesonden Echange", denkt Der elo warscheinlech hei. An dat stëmmt och. Mee wa verschiddener vun deene Froe guer net gestallt gi wieren, da wäre warscheinlech och keng Äntwerte komm.

(Interruption)

An et sti bestëmmt nach aner Onkloerheeten am Gesetz, déi mir eventuell iwwersinn hunn, vu dass de Prozess esou kuerz war.

Ee Beispill: Op meng Fro hin, déi am Avis vun der Chambre des Salariés opgeworf gouf, ob dann elo d'Testen zu der Aarbechtszäit vum Salarié zielt oder net, koum eng Äntwert vum President, déi mech zwar zefriddegestallt huet, well hie gesot huet, hie géif mengen, et misst jo eigentlech an der Aarbechtszäit sinn, mee déi awer esou geklongen huet, wéi wann hie sech déi Äntwert deen Ament esou zesummegereimt hätt. Esou eppes stoung net am Gesetz, awer ech si ganz frou iwwer seng Äntwert.

Mee och, léif Kolleegen, fir déi, déi derbäi waren, mir hu gëschter Owend um 18.00 Auer nach driwwer diskutéiert, wien dann elo esou e Covid-Check-Regimm kann ufroen. Och dat war zimmlech oppen an net kloer. Privatleit dierfen also kee CovidCheck-Regimm ufroen, mee nëmmen Etablissementer, Organisatiounen oder Institutiounen. Ech hoffen, ech hunn dat elo richteg verstanen!

Ech krut gesot: Et geet ëm d'Responsabilitéit. Mee hanner all Organisatioun an hanner all Etablissement stinn och eenzel Persounen, déi verantwortlech sinn. Firwat kënne mer dann net deem Eenzelnen do trauen?

Och goung dacks rieds dovunner, dass et misst en Traiteur sinn oder esou en änlechen Etablissement, dee bei engem Fest also de CovidCheck-Regimm ufreet. Huele mer e Beispill: Eng Famill, déi hir Hochzäit am Ellergronn feiert mat engem Traiteur. Se fiert dann iwwert den Traiteur, fir dee Covid-Check-Regimm unzefroen. Den Traiteur freet de Regimm dann och un. Mee déi Famill, déi vläicht mannerbemëttelt ass oder déi sech bewosst dozou entscheet huet, fir alles selwer ze preparéieren, an domadder wëllt am Ellergronn feieren, iwwer wie fiert déi? Wat ass, wann d'Plaz - den Ellergronn an deem heite Beispill, mee dat kann och eng aner Plaz sinn - sech net kann dréms këmmeren oder sech net wëllt dréms këmmeren? Kënnen da just nach Leit, déi sech en Traiteur kënne leeschten, esou e Regimm ufroen?

Ech stelle Froen. Mee déi Froe ginn e bëssen an déi Richtung vun deenen, déi d'Kritik vun der Mënscherechtskommissioun och ugedeit huet. An hirem Avis warnt d'Mënscherechtskommissioun virdrun, dass Ongläichheete sech mat dem CovidCheck-Regimm nach weider verschäerfen. Si befierchten, dass weider Hürde Mënschen, déi schonn um Rand vun der Gesellschaft liewen, weider marginaliséieren. D'CCDH erënnert d'Regierung drun, dass dës och fir déi prekariséiert Mënsche responsabel ass, a si fuerdert d'Regierung op, d'Risiken an den Impakt vum CovidCheck-Regimm ze analyséieren. Ech schléisse mech hirem Appell un a froen d'Regierung, sech déi néideg Instrumenter ze ginn, fir ze iwwerwaachen, ob de CovidCheck-Regimm gewësse Gruppe vu Mënschen ausschléisst.

Une voix.- Très bien!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Wann d'Regierung esou e Regimm aféiert, muss si mindestens eng Evaluatioun an Optrag ginn, fir den Impakt op d'Mënscherechter ze moossen.

Ee Beispill vun enger Privilegéierung ass dann och, eiser Meenung no, dass d'Staatsbeamten am Ausland hir Impfung vun der Santésdirektioun zertifizéiert kréien. Am Kloertext heescht dat, dass en Diplomat, deen am Senegal schafft, seng Impfung zertifizéiert kritt, mee net deen, deen do an enger ONG schafft.

Fir eis ass esou eng Privilegéierung Deel vum Problem. Mir sinn net all gläich, net virum Virus, net virum Vaccin an och net virun der Zertifizéierung vum Vaccin!

En anere Problem, dee mir mat dësem Gesetz hunn, ass d'Testflicht fir d'Personal aus de Gesondheets- a Fleegeberuffer. Déi, déi mir elo säit 15 Méint als Helde feieren, déi kréien elo eng Testflicht operluecht mat der Warnung, hir Aarbecht ze verléieren! Déi, déi esou vill geleescht hunn an dëser Pandemie, kréien ënnerschwelleg ënnerstallt, hir Aarbecht net gewëssenhaft ze maachen.

Souwäit ech weess, gëtt jo den Ament scho getest, an dat géif och relativ gutt klappen. Firwat brauche mer dann eng Testflicht fir si? A grad elo, wou d'Infektiounszuelen esou niddreg sinn, wou esou vill Leit scho geimpft sinn a wou virun allem déi vulnerabel Leit geimpft sinn, firwat brauche mer dann déi Testflicht?

Elo, wou mer dës Lackerunge stëmmen, erleeë mer dem Gesondheetspersonal an dem Fleegepersonal also eng weider Flicht op, mat där mer hinnen indirekt soen, dass mer hinnen net vertrauen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift, e bësse méi lues!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- D'Avise vun deene verschiddene Kummeren hunn dann all no de Konsequenze vun engem eventuelle Refus vum Salarié gefrot. Also wat ass, wann de Salarié sech géif wieren, getest ze ginn, aus wéi enge Grënn och ëmmer? Ech wëll dat net jugéieren. „Ma da géif d'Aarbechtsrecht wierken", kréie mer gesot. Dat gesäit vir, dass den Employeur an der Obligatioun ass, déi néideg Moossnamen ze huelen, fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vun de Salariéen ze garantéieren, an dass de Salarié d'Consignen an d'Uerderen an där Matière muss respektéieren.

Här President, en anere Punkt, dee mir direkt an d'A gefall ass beim Liese vum Gesetz, ass, dass mer, nieft deene grousse Lackerungen, déi mir hei stëmmen, d'Schoul an domadder d'Kanner bausse vir loossen. Doheem kënne mir elo geschwënn nees Larifari maachen. Mir kënnen all Dag zéng nei Leit invitéieren, an dat Ganzt ouni Test a Mask. An der Schoul awer sëtzen d'Kanner mat hire Masken op hire Pulter a versichen, sech mat där Summerhëtzt, déi elo kënnt, ze konzentréieren. An dat ass sécher net ëmmer einfach.

D'Mënscherechtskommissioun hat dëse Punkt och ervirgehuewen a sech gefrot, awéiwäit een de Covid-Check-Regimm do kéint applizéieren. Dat ass jo och scho vun engem Virriedner hei gesot ginn. Ech hat och dës Fro an der Kommissioun gestallt a krut als Äntwert, dass d'Kanner jo net geimpft sinn. Ech weess dat natierlech och. Mee d'Kanner loosse sech duerfir jo zweemol d'Woch testen. De Covid-Check-Regimm gesäit duerfir jo och vir, dass et entweeder geimpft, geneesen oder getest ass. D'Kanner awer maachen heldenhaft mat beim Testen. Souwäit ech weess, gëtt et e ganz groussen Adhesiounstaux an de Schoulen.

An elo, wou d'Zuelen niddreg sinn an déi Vulnerabel geimpft sinn, misst een d'Maskeflicht dann net am Klasseraum ophiewen? Ech erënneren nach emol drun: Mir Erwuessener kënnen all Dag zéng nei Leit ouni Mask an Test gesinn, vun deene mer also net wëssen, ob se negativ sinn, mee d'Kanner, déi all Dag mat deene selwechte Kanner do sëtzen a getest sinn, mussen hir Masken unhalen. Dat mécht kee Sënn an ech fannen dat ongerecht par rapport zu hinnen.

Ech hunn hei d'Gefill, dass si vergiess goufen. Et héiert sech bal esou un, wéi wann d'Kanner eis Erwuessener misste schützen. Dat huet vläicht nach virun e puer Méint Sënn gemaach, mee, ech fannen, dat mécht elo kee Sënn méi.

Ech hunn d'Gefill, hei si Choixe getraff ginn, well een huet misse Choixen treffen - an ech verstinn dat -, an dass déi awer net ëmmer ganz objektiv nozevollzéie sinn.

En anert Beispill ass, dass elo déi Schnelltester 48 Stonne gutt solle sinn an net méi nëmme 24 Stonnen. Dofir krute mir awer keng sanitär Erklärungen. Et schéngt och keng ze ginn. D'Erklärung war eng politesch, krute mer gesot, et huet ee sech un d'EU alignéiert.

Verstitt mech net falsch! Ech verstinn dat Ganzt. Ganz éierlech, ech weess och net, ob mir et besser gemaach hätten. Ech mengen, esou éierlech muss ee sinn. A wie weess dat da schonn?

Une voix.- Richteg!

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Ech wëll just soen, dass ee soll éierlech si mat sech a mat der Welt, an d'Inkohärenz soll ee gesinn. An et soll ee versichen, esou éierlech wéi méiglech an esou fair wéi méiglech dorunner ze schaffen. Et soll ee versichen, proportionell a fair un déi Saach erunzegoen.

An da gëtt et jo nach déi Fro vun de Varianten. D'Gesondheetsministesch sot an enger Kommissioun - an dat héiere mer jo méi dacks -, dass déi eenzeg grouss Onsécherheet, déi nach besteet, d'Variante sinn, wéi zum Beispill déi Delta-Variant, déi jo och elo zu Lëtzebuerg proportionell eropgeet.

Mee da froen ech: Wat ass dann do d'Léisung? Fir d'Varianten an de Grëff ze kréien, musse mer de Virus an de Grëff kréien an da misste mer emol wierklech weltwäit solidaresch sinn. Ech weess, dass Lëtzebuerg dem COVAX-Programm zwou Millioune gespent huet. Dat ass jo och ganz léif. Mee mir brauche strukturell Léisungen a keen Almosen. An dat ass d'Ophiewe vun de Breveten op den Impfstoffer. D'Impfunge mussen en allgemengt Gutt ginn, fir all Mënsch!

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ënnert dem Stréch awer begréisse mir d'Lackerungen. Si sinn eng logesch Konsequenz aus der sanitärer Situatioun, an där mir elo sinn. D'Aschnëtter an d'Rechter waren a sollen temporär an eeben och proportionell sinn.

Mir begréissen natierlech och virun allem d'Enn vum Couvre-feu, dee meng Kolleegen, de Marc an den David, net midd gi sinn, hei ze kritiséieren, well deen op ganz wackelege Bee stoung. Mir begréissen och virun allem d'Enn vum Alkoholverbuet am ëffentlechen Espace, d'Lackerungen, wat d'Ouverturen an d'Unzuel vun de Leit un den Dëscher fir d'Restaurateuren an d'Cafetieren ugeet, an d'Lackerungen am Sport an an der Musek.

Ech wëll och nach emol ënnersträichen, dass mir eis ganz bewosst sinn, dass deen Exercice hei keen einfachen ass. Mir sinn och ganz zefridden driwwer, dass Lëtzebuerg zum Beispill d'Maskeflicht ni op der Strooss agefouert huet, dass d'Schoulen net allze laang zou waren an dass mir eis och an deene schwéierste Momenter vun der Pandemie nach relativ fräi dobausse konnte beweegen. Mee mir wäerten eis aus all deene virdru genannte Grënn bei dësem Gesetz enthalen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt eng Kéier ganz kuerz: Ech sinn elo bal forcéiert, zur Prozedur ze schwätzen. Ech mengen, et ass déi n-te Kéier - mir ginn elo schnurstracks op déi 20. Kéier hin -, datt mer eng Mouture vun deem Text hei stëmmen an a ganz penibelen a séiere Konditioune beschaffen. Mee ech mengen, datt mer alleguerten, a virun allem d'Personal vun der Chamber a vun de Fraktiounen, Heroesches geleescht hunn, fir dat ze erméiglechen, och d'Servicer vum Ministère.

Ech mengen, datt et Äntwerten op eis Froe gëtt, an déi Froen, déi d'Deputéiert stellen, dat ass justifiéiert, datt mer déi stellen. An datt mer déi Äntwerte kréien, dat geet op d'Aarbecht vun enger ganzer Hickecht vu Leit zréck, déi all Dag an Nuecht schaffen, fir datt mer eeben déi Äntwerte kënne kréien. Deenen also als Éischt emol e grousse Merci. Ech fannen et e bësse penibel, datt mer hei grad op déi Leit wëlle klappen, déi et an deene penibele Situatioune méiglech maachen.

Ech verweise vläicht och nach eng Kéier op meng Rieden an op eng ganz Rëtsch Riede vun der Oppositioun, mee och deelweis vun der Majoritéit vum Ufank vun dëser Pandemie, wou mer dorobber higewisen hunn a wou mer au fur et à mesure dann eeben och gesinn hunn, wat fir eng Aarbecht dohannert stécht.

Da kommen ech zum Contenu vu menger Ried: „Den Dag ass endlech komm!", kann ee bal soen. Ech hat déi lescht Méint iergendwou d'Hoffnung bal opginn, mee haut ass et endlech esou wäit: Déi grondrechtswiddreg Ausgangsspär gëtt endlech opgehuewen. An ech wëll et duerfir och direkt virewechhuelen: D'Piraten wäerten dëse Gesetzesprojet duerfir haut och matstëmmen.

(Brouhaha)

De virleienden Text ass sécher net perfekt, an ech wäert gläich nach op déi méi konkreet Punkten agoen, déi ech gesinn. Mee kee vun dëse Problemer ass och nëmmen hallef esou dramatesch wéi de Fait, datt eis Regierung ouni wëssentschaftleche Grond méintelaang d'Beweegungsfräiheet vun de Biergerinnen a Bierger ageschränkt huet. Duerfir huet et fir eis absolutt Prioritéit, mat dësem Text elo emol fir d'alleréischt d'Ausgangsspär opzehiewen a konkreet Entspanungen am Private matzestëmmen.

Mir hunn et an de vergaangene Méint nämlech ëmmer nees gesot: Mir wëllen an dëser sanitärer Kris konstruktiv matschaffen a sinn och fäeg, Kompromësser ze maachen ënner enger Bedingung: D'Ausgangsspär muss fort an et brauch Entspanungen am Privaten. Dat ass hei geschitt. De Couvre-feu soll der Geschicht ugehéieren an d'Zéng ass déi nei Véier. An duerfir si mer elo och gär bereet, dëse Projet ze ënnerstëtzen. Mee dat soll awer natierlech net heeschen, datt mer net nach Verbesserungspotenzial gesinn.

Wéi scho gesot, dëse Projet kränkelt un e puer Plazen, a virbäi ass do natierlech déi Saach mat de Schnelltester fir d'Employéen aus den Alters- a Fleegeheemer. Ech ënnerstëtzen d'Grondiddi, déi Vulnerabelst an dëser Pandemie nach besser wëllen ze schützen, voll a ganz. An ech hat jo duerfir och selwer eng Proposition de loi, iwwert déi haut och schonn indirekt geschwat gouf, agereecht, déi virgesinn huet, datt d'Altersheemer missten e sanitäert Konzept ausschaffen an der Santé virleeën, genee esou, wéi dat vun de groussen Akaafszentren och gemaach gëtt.

Déi Propos soll jo deemnächst dann an dat neit Gesetz iwwert d'Alters- a Fleegeheemer integréiert ginn, huet awer nach net - ech hunn d'Hoffnung nach net opginn - genuch Ënnerstëtzung fonnt, fir et an dëst Gesetz ze packen. Ech profitéieren haut awer dann nach eng Kéier, fir drop hinzeweisen, datt mer dat trotzdeem sollten zäitno maachen an net aux calendes grecques verschiben. Falls nämlech dat Gesetz nach eng länger Zäit bräicht, sollte mer eis vläicht awer d'Fro stellen, ob mer net missten d'Proposition de loi éischter op den Ordre du jour huelen. Mee ech waarden do mol of, wat de President vun der zouständneger Kommissioun mer dann an nächster Zukunft eng Kéier seet, wéi laang dat Gesetz nach wäert brauchen.

Ech sinn nämlech iwwerzeegt, datt mer déi eeler Populatioun weider schütze mussen, eleng well gewosst ass, datt Persounen am héijen Alter och net méi esou gutt op Impfunge reagéiere wéi Jonker, well hir Réponse immunitaire net méi esou séier ass an duerfir deelweis manner Antikierper produzéiert ginn. Mee d'Protektioun vun de Residenten aus de Strukturen däerf awer kengesfalls mat enger Verschlechterung vun hirer Versuergung anhiergoen.

An do mécht de virleiende Projet mer dann awer e puer Suergen. Wat geschitt dann, wann eng Fleegekraaft refuséiert, sech testen ze loossen? Dann däerf se net op hire Posten, dat ass kloer. Mee wat mécht de Chef dann? Wien iwwerhëlt dann déi Aarbecht? A kann de Refus, en Test ze maachen, wann een net geimpft an och net nees gesond ass, zu enger Kënnegung oder Verwarnung féieren? Do gëtt einfach op de Code du travail verwisen, an ech denken, datt et do zu verschiddenen Interpretatioune wäert kommen an datt een do awer nach eng gewëssen Onsécherheet huet.

Jo, an dat wëll ech ganz kloer soen: De Patron an och d'Salariéen hunn d'Obligatioun, fir hir eege Sécherheet a fir déi vun hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter Suerg ze droen. An duerfir misst eigentlech jiddereen, deen an engem Beruff mat vulnerabele Leit schafft, sech fräiwëlleg teste loossen, well jo eigentlech keen e Risiko fir seng Matmënsche wëllt sinn. Mee Desinformatioun ass leider net ze ënnerschätzen, och hei op der Tribün net.

Et fäerte leider ëmmer nach ganz vill Leit, sech op de Virus testen ze loossen, well se Angscht hunn, se géife vun den Teststäbercher Kriibs kréien, se géife verletzt ginn oder se géifen als Falsch-Positiven diagnostizéiert an dann isoléiert ginn. Esou Nouvellen, déi hir Ronne scho méintelaang op de sozialen Netzwierker maachen, hunn e méi groussen Impakt op de Leit hir Meenungen, wéi ech heiansdo gleewe wëll.

An ech wëll duerfir hei elo nach emol an enger klorer Däitlechkeet soen: Wannechgelift, loosst Iech testen! D'Tester maachen Iech net krank, mee de Virus schonn. An dee mécht net nëmmen Iech krank, mee och déi aner. A wie gemengt huet, de Virus géif 5G bréngen, ass elo entweeder erliichtert oder frustréiert - jee nodeem -, datt mer elo just en 3G+ kréien.

Ech mengen, datt hei deen eenzege Wee, deen ass, fir un de Leit hir Eegeverantwortung ze appeléieren, an hätt duerfir vun engem Gesetz mat verankerter Testflicht ofgesinn zugonschte vun enger méi oppener Léisung mat de Protocoles sanitaires. Mee ech wëll mech, wéi gesot, haut kompromëssbereet weisen a ginn der Regierung dës Kéier dee Vertrauensvirschoss, datt se, wéi ugekënnegt, déi Onsécherheeten, déi um Terrain bestinn, nach aus dem Wee geraumt kritt. Falls dat net de Fall ass, dann hu mer den nächste Rendez-vous hei an der Chamber, wou mer kënnen driwwer schwätzen, wéi mer déi behiewe kënnen. An ech mengen, dat ass, wéi eng parlamentaresch Demokratie fonctionéiere soll.

Mee, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Santés- a Fleegepersonal aus de Strukture si jo net déi Eenzeg, déi sech an Zukunft solle méi reegelméisseg teste loossen. Iwwert de Wee vum CovidCheck sollen elo alleguerten d'Biergerinnen an d'Bierger ugehale ginn, sech testen ze loossen, wa se dann nach net geimpft sinn oder de Virus net schonn haten, fir esou nees méi Fräiheete kënnen ze genéissen.

Wichteg: Mir si frou, datt op Basis vum CSMI sengem Avis oder sengen Avisen elo Geneesener individuell kënne kucken, ob eng zweet Impfung fir si nach Sënn mécht oder ob et mat enger duergeet, an dann och de Certificat kréien.

Genau esou begréisse mer prinzipiell, d'Waardeléschten opzemaachen, och fir méi Jonker. Mir sollten awer do oppassen an der Recherche net virgräifen. Bis elo ass et een Impfstoff, dee fräiginn ass fir ënner 18-Järeger, anerer sinn nach an der Etüd.

An da wëll ech ganz kuerz dorobber äntweren, wat virdrun iwwer schwanger Frae gesot gouf. Wéi verschiddener vläicht wëssen, erwaart meng Fra grad e Kand an ech kann Iech soen, si war frou, sech kënnen impfen ze loossen. Firwat war si frou? Ma ganz einfach, well bis elo keng schwanger Fra un der Impfung gestuerwen ass, et awer scho schwanger Frae gouf, déi mat ganz schwéiere Komplikatiounen am Spidol louchen a virun allem och hei zu Lëtzebuerg leider eng schwanger Fra am zweeten Trimester un de Suitte vum Covid-19 gestuerwen ass. Dat hänkt domadder zesummen, datt een e méi niddrege Longevolume huet an datt grad eng Longekrankheet dann e ganz, ganz schlechten Ausgang kann hunn. Duerfir loosst Iech keng Angscht maachen! Informéiert Iech! Huelt Ären eegene Choix! Mee virun allem, huelt „Äre" Choix a loosst Iech näischt arieden!

An deem Kontext wëll ech awer nach eng Kéier drop zréckkommen, wat ech och an der Vergaangenheet gesot hunn: Mir dierfe keen opgrond vu sengem Gesondheetszoustand diskriminéieren. An do ass da meng Äntwert op de Claude Wiseler, dee jo virdru gemengt huet, mir wären inkohärent, wa mer haut de CovidCheck géifen ënnerstëtzen an op där anerer Säit d'leschte Kéier nach géint eng Zwouklasse-gesellschaft geschwat hunn: De CovidCheck - an duerfir si mer mat deem heite Gesetz averstanen -, dee virgesinn ass, ass duerfir an eisen Ae gutt, well en eebe grad keng Zwouklassegesellschaft schaaft, well e geimpfte Persoune keng exklusiv Virdeeler op-mécht, mee ganz am Contraire, et jidderengem iwwert de Wee vum Test erméiglecht, déi selwecht Fräiheeten ze hu wéi e Geimpften.

Dësen Ënnerscheed ... Ech hunn d'leschte Kéier gesot, an Dir hutt mech richteg zitéiert, Här Wiseler, datt ech gesot hätt, mir sollte keng Zwouklasse-gesellschaft kréien. An iwwregens hat ech Iech dat geäntwert op d'Propos vun der CSV, fir Impfpriori-téiten ze maachen, géint déi mer gestëmmt hunn. Ech wëll just drop hiweisen: Mir hunn do dergéint gestëmmt, well mer géint eng Zwouklassegesell-schaft sinn. A mir si ganz frou, datt de CovidCheck keng Zwouklassegesellschaft aféiert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et gouf dach guer keng Impfprioritéiten, wëll ech Iech just soen.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Duerfir ass et och esou wichteg, datt de System vum LST elo ëmge-stallt gëtt, fir et jiddereengem ze erlaben, e Rendez-vous ze huelen, wann en dann ee brauch. Well dat ass konsequent. Wa mer soen, e Getesten huet déi nämmlecht Fräiheete wéi e Geimpften, da muss een Tester erméiglechen.

An zu den 48 Stonne bei de Schnelltester hunn ech hei op der Tribün scho méi wéi eng Kéier eppes gesot; ech fannen dat geféierlech. Ech verstinn, datt dat hei op europäeschen Drock hin zustane koum. Ech sinn awer nach ëmmer der Meenung, datt 48 Stonne fir e Schnelltest irresponsabel ass.

Wichteg ass awer, datt ee weider och an den LST geet, wann een invitéiert gëtt. Well och wa mer elo den LST opmaachen, fir selwer eng Invitatioun ze froen, ginn och nach ëmmer e puer Leit - 1.000, mengen ech - d'Woch invitéiert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- 3.000.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- 3.000 d'Woch, seet d'Madamm Ministesch. 3.000 Leit d'Woch gi wei-derhin invitéiert, an déi 3.000 Leit: Wannechgelift, gitt an den LST, well nëmmen esou kënne mer wierklech un engem Echantillonnage novollzéien, wéi d'Pandemie zu Lëtzebuerg weider evoluéiert.

Eppes ass op alle Fall kloer: Et däerf keng Fräiheete fir Eenzelner ginn, et däerf just Fräiheete fir jiddereen ginn. An dat soll mam CovidCheck, esou wéi et hei am Gesetz steet, realiséiert ginn. Nëmmen dann, wa keen diskriminéiert gëtt, kann de CovidCheck zu engem wierklech gewënnbréngenden Outil an däser Kris ginn. Technesch ass et en Outil, deen den Dateschutz respektéiert, och well meng Kolleegen am Europaparlament drop insistéiert hunn, datt en offline fonctionéiert, datt eebe just eng Signature iwwerpréift gëtt an net Donnéeën zwëschent Handyen a Serveren hin- an hiergeschéckt ginn - och dat ass eis wichteg.

An dann nach eng Kéier den Appell, deen de Mars Di Bartolomeo virdru gemaach huet. Passt op: D'Reegelen, wéini een als geimpft gëllt, sinn ënner-schiddlech tëscht de Länner. Do hu mer leider keen Accord an der EU fonnt. Dat heescht, hei zu Lëtze-buerg gëllt Der no der zweeter Sprëtz direkt als geimpft a kënnt am CovidCheck gréng sinn, am Ausland musst Der eventuell nach 14 Deeg waar-den. Dat heescht, denkt dorunner, wann Der reese wëllt, datt Der dorobber oppasst!

Ech denken awer och, datt de CovidCheck nach iwwert den aktuell virgesinnen Asazberäich eraus kéint nëtzlech si fir d'Zukunft. Ech kéint mer zum Beispill virstellen, datt de CovidCheck fir d'Rentrée am Hierscht an de Schoulen eng Alternativ zu der Maskeflicht kéint sinn, zemools am Fondamental, wou d'Klassen net all Stonn en neie Proff hunn a wou et keng Wanderklasse gëtt.

Schnelltester sinn an de Schoule schonns am bree-den Asaz an ech mengen, datt een aus den éisch-ten Erfarungen, déi een iwwert déi nächst Méint mécht, och sollt Konklusioune fir d'Schoul mam CovidCheck zéien. Den Avis vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher huet et jo och nach eemol betount: Mir kënnen d'Maskeflicht an der Schoul net een Dag méi laang akzeptéieren, wéi se aus enger sanitärer Perspektiv gerechtfertegt ass. Mee esou laang musse mer se awer akzeptéieren.

Sollt sech also erausstellen, datt de CovidCheck gutt fonctionéiert - an ech hoffen dat -, sollt een op alle Fall envisagéieren, och de Schoulklassen ze erlaben, un deenen Deeg, wou d'Klasse sech ganz getest hunn, de Mask wärend dem Cours auszedoen. Mee dat ass alles nach Zukunftsmusek, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a wierklech soen, wat am Hierscht wäert sinn, ka leider keen.

Mir freeën eis zwar aktuell iwwert déi gutt Zuelen - souwuel den Infektiounstaux wéi och de Fortschrëtt vun der Impfcampagne -, mee mir wëssen net, wat geschéie wäert, wann d'Temperaturen nees falen. Mir hunn d'lescht Joer schonns gesinn, datt déi waarm Temperaturen eis an d'Kaarte spille bei der Bekämpfung vum Virus, net well de Virus manner zirkuléiert, mee ganz einfach, well mir méi dobausse sinn. An dëst Joer hu mer en en plus nach duerch d'Impfunge weider kënnen zréckdreiwen.

Mee och hei: D'Virusvariante bleiwen eng Inconnue, déi een net ënnerschätzen däerf. Duerfir musse mer weiderhi virsiichteg bleiwen. An duerfir ass et och gerechtfertegt, trotz ganz ville Lackerungen nach eng Rei Aschränkunge bäizebehalen.

Ech maachen dann och hei nach eng Kéier e ganz kloren Appell: Haalt Iech och doheem un den 3G! Schützt Iech an Är Nächste selwer! Maacht dat fräiwëlleg! Dir braucht kee Staat, deen Iech seet: „Schützt Iech!" Wann et reent, dot Der jo och e Ree-mantel un. Wann et reent, huelt Der och e Prabbeli. Ma wann e Virus zirkuléiert, schützt Iech an Är Nächste fräiwëlleg a selwer!

Trotzdeem, dat gesot, hätte mer eis gewënscht, datt och am private Raum nach e wéineg méi Méiglechkeete fir grouss Familljefester geschaf gi wären. D'Méiglechkeet, no dëse schwéiere Méint am Krees vu senge Léifsten ze feieren, sollt eeben net um Portmonni hänken. Ech géif mech duerfir freeën, wa mer eis als Chamber zesumme mat der Regierung kéinten zum Zil setzen, an de kommende Wochen eng Méiglechkeet auszeschaffen, wéi och privat Feieren am private Krees ënnert dem Covid-Check-Regimm kéinte méiglech ginn. Zum Beispill kéint ee jo iwwert d'Gemenge fueren, bei deene gréisser Feiere kéinten ugemellt ginn a wou den Organisateur vum Fest responsabel wär, ze kontrol-léieren, ob dann d'CovidCheck-Reegelen agehale ginn, wou och Kontrolle kéinte gemaach ginn.

Mee dat ass nëmmen en éischte Gedanken. An ech géif mech, wéi gesot, freeën, wa mer hei gemein-sam kéinte Léisunge schafen, fir dëse Summer net nëmmen deene mam décke Portmonni méi Fräihee-ten ze bidden, mee alleguerten den Awunnerinnen a Awunner vun dësem Land. Ech sot et schonns méi heefeg op dëser Plaz, mee et ass esou wichteg, datt ech mech ëmmer nees widderhuelen: E Liewen an Aarmut ass net eréischt säit Covid-19 mat Aschränkungen an Entbeerunge verbonnen. Vill Leit waren och schonns virun der Pandemie méinten-oder jorelaang net méi an engem Restaurant. Mir däerfe si net vergiessen! Grad am Ufank vun der Pandemie, wou et vill Restriktioune gouf, war dës Kris gepräägt vun enger enormer Solidaritéit. Ech géif mer wënschen, datt dat och elo nach esou wär, wou d'Restriktiounen nees Schrëtt fir Schrëtt opge-huewe solle ginn. Solidaritéit fir déi Äermsten a Schwächsten aus eiser Gesellschaft ass kee Gim-mick, mee eng Basis vun eisem Zesummeliewen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass eng Zäitchen hier, datt d'Piraten hei am héijen Haus e Covidgesetz matgestëmmt hunn. Mee duerfir freet et mech elo ëmsou méi, haut den Accord vun de Piraten zu dësem Text kënnen ze ginn, net ouni e grousse Merci ze soen un de Rapporter fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport, deen nach eng ganz Rëtsch Onkloerheeten op der leschter Ligne droite behuewen huet. Ech hoffen, datt dësen Text de Biergerinnen a Bierger héllefe wäert, nees e Stéck zur Normalitéit zréckzekom-men, an datt et eis och fir déi kommend Adapta-tioune gelénge wäert, gemeinsam u Léisungen an der Kommissioun ze schaffen.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Den Här Wolter hat gesot, hie wéilt nach nom Debat schwätzen, oder ass dat no der Regierung eréischt?

M. Michel Wolter *(CSV)*.- No der Regierung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann huet d'Regie-rung d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Wéi ee Modell ass dat dann, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Et ass de Modell 2 an dat sinn dann …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ... well d'Regierung hëlt Positioun no den Deputéierten, Här President. Wann den Här Wolter schonn ugemellt huet, e wéilt nach schwätzen, ass en Orateur. Ech verstinn net, dass en dann nach wëllt no der Regierung …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Hie wëllt herno nach gär Parole après ministre virum Vott, fir even-tuell, esou wéi ech e verstanen hunn, ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Wéi ee Modell ass dat?

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... seng Propo-sition de loi zréckzezéien. D'CSV-Fraktioun, déi hat 20 Minutte fir den Auteur-rapporteur zegutt, an 62 Minutten hat d'CSV am Modell zegutt. Si huet gebraucht: 37 Minutten huet den Här Wolter geschwat gehat, wou dann 20 Minutte derbäi ware fir Auteur-rapporteur, an déi aner Zäit sinn dann 32 Mi-nutten. Dat heescht, Dir kommt op 69 Minutten an hinne bleiwen dann nach nach Adam Riese 13 Minut-ten.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hunn domadder kee Problem, Här President. Mee dann ass dat elo! Den Debat ass jo awer elo! An da schwätzt d'Regierung. Wou si mer da soss?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wann den Här Wolter just d'Wuert freet, fir seng Proposition de loi zréckzezéien, da kann hien dat virum Vott maa-chen.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, ech mengen, den Här Staatsminister ass zimmlech opgereegt haut. Dofir hat en net matkritt, wat virdru gesot gi war. Wéi ech ugefaangen hu mat schwät-zen, hunn ech gesot, ech géif mäi Rapport maachen an ech géif derzou meng Meenung soen. An en fin du débat, en fonction vun den eenzelnen Eingaben, géif ech der Chamber duerno eng Propositioun maachen, wat mat menger Proposition de loi soll geschéien. Dat ass dat, wat ech gemaach hunn. Do-zou stinn ech, soudatt, mengen ech, näischt verhën-nert, datt den Här Staatsminister sech elo d'Wuert hëlt an eis dat dann zielt, wat hien eis ze zielen huet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wolter. Dat heescht, den Här Wolter kritt d'Wuert zréck, wann e wëllt seng Proposition de loi zréckzéien ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... an datt net doriwwer däerf nach ofgestëmmt ginn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dir hutt just virdrun erkläert, Här President, et wier Parole après ministre. An ech sinn e bëssen iwwerrascht gewiescht, dass scho Parole après mi-nistre „avant ministre" gefrot gëtt. Dowéinster war ech e bëssen iwwerrascht. Mee dann ass dat esou an dann hunn ech domadder keen Problem.

Prises de position du Gouvernement

Här President, erlaabt mer fir d'éischt, dass ech kuerz en Topo maachen iwwert d'Situatioun. D'Situatioun ass eng, déi besser ass. An ech wëll och direkt dem Rapporteur perpétuel Mars Di Bartolomeo och Merci soe fir déi 20. Kéier, wou mer hei en Echange hunn. D'Situatioun ass besser, d'Situatioun ass an de Spideeler besser. Si ass an den Infek-tioune besser. Mee mir gesinn awer och, dass eng indesch Variant, déi haut Delta-Variant jo genannt gëtt, awer och present ass zu Lëtzebuerg. A mir gesinn, dass schonn op verschiddene Säite vum Glo-bus verschidde Restriktiounen nei kommen, dat sou-guer um europäesche Kontinent, souguer elo zu Moskau, hunn ech just gelies, awer och an Asien. Dat heescht, et soll een net mengen, et wier alles färdeg.

Mee déi Zuele sinn encourageant. Déi Zuele sinn e Resultat vun e puer Facteuren: éischtens vu Mesu-ren, déi geholl gi sinn, zweetens, vun enger Politik, déi mer zesummen decidéiert hunn, mee virun allem vun engem Behuele vun de Bierger, déi säit Méint dat respektéieren, wat och an hirem Interêt ass, a vun enger genereller Solidaritéit, déi mer alle-guerten hunn. A last but not least a virun allem, wa mer déi dote Schrëtt kënne maachen, ass et wéinst den Impfungen. An ech soen och do wierklech de Leit Merci fir d'Bereetschaft, geimpft ze ginn. Mir gesinn dat zu Lëtzebuerg, dass se grouss ass. An dat ass am Moment déi eenzeg Hoffnung, wou een och, wann een d'Zuele genau analyséiert, gesäit, dass do, wou d'Leit wierklech vill geimpft sinn, d'Zuele vun den Neiinfektiounen oder vun den Hos-pitalisatioune ganz, ganz déif erofginn.

Mir hunn e puer nei Momenter, an erlaabt mer, dass ech hei eppes soen, wat vu wéinege Leit zitéiert ginn ass - ech mengen, deen een oder anere Ried-ner huet et gesot -: Mee dat ass de Succès, dee mer färdegbruecht hunn, och zu 27, mat der Applika-tioun! Ech mengen, d'Vertriederin vun deene Grén-gen huet dat zitéiert, oder vun deene Rouden oder vun deene Bloen, ech weess net méi wien, mee vun der Majoritéit gouf gesot, wat dat fir e Succès ass, Här President! Wat dat fir e Succès ass, wou mer ënnert dem Impuls vun der Kommissioun ..., well mir jo ëmmer eis beschwéiert hunn - a wéi oft hunn ech Politiker hei sech beschwéieren -, wéi schlecht awer d'EU fonctionéiert.

Mir hunn et färdegbruecht, zu 27 e Pass ze kréien, deen et ab dem 1. Juli fir all d'Bierger aus der EU erméiglecht ze reesen, eng Securitéit ze hunn. A 27 Länner op e gemeinsamen Nenner ze kréien, gleeft mer et, Här President, dat ass net evident. Duerfir erlaabt mer, wierklech hei awer ze soen, dass mer gemeinsam hei bewisen hunn, dass d'EU eng Plus-value ass, och an deem heite Fall.

(Interruption)

Erlaabt mer och, Här President, an dat ass och schonn - ech mengen, et war den Här Baum - en long et en large gesot ginn, dem CTIE wierklech Merci ze soen. Déi hunn Dag an Nuecht geschafft. A gleeft mer, haut de Moien ass jo och den Internet-site vun impfen.lu online gesat ginn, fir sech och kënne fräiwëlleg anzeschreiwe fir den AstraZeneca a fir den Johnson. An ech weess, dass dat ëmmer kuerz Nuechte ginn, ier esou e Site online geet. An dat hu se wierklech ganz gutt gemeeschtert. An erlaabt mer, duerfir och en extrae Merci ze soen.

Firwat dee Switch? Déi éischt Saach ass, Dir hutt jo matkritt, dass gëschter och den Avis vum CSMI fir d'Méiglechkeet, fir déi Leit zwëschen 12 an 18 Joer kënnen ze impfe mat Pfizer, adoptéiert ginn ass. Dat heescht, mir sinn an de Startingblocks, fir kën-nen déi jonk Leit och ze impfen. Mee fir se kënnen ze impfen, musse mer och un den Alter kommen. An do ass elo d'Méiglechkeet, fir den AstraZeneca an eebe fir den Johnson fräiwëlleg kënnen ze kréien.

Mir hunn déi schlecht Noriicht kritt - an dat hunn ech och gëschter annoncéiert -, dass mer 47.000 Dosen Johnson manner kréie wéi geplangt. Dat ass schued, well bei där Populatioun, déi mer hunn iwwer 18 Joer, sinn dat bal 10 % manner Leit, déi mer kënnen impfen. A fir eis ass et awer ganz wich-teg, dass mer dat, wat mer hunn, och direkt kënne verbrauchen, fir esou séier wéi méiglech och un déi jonk Leit ze kommen. An ech hunn et och gëschter schonn ugekënnegt, och wann et optimistesch ass - an ech mengen, et war den Här Baum oder den Här Engel ... -: de 15. Juli ass eng Date butoir an engem optimisteschen Zenario, wou mer et dann och kéinte färdegbréngen, déi Leit bis 18 Joer invi-téiert ze hunn. Soss gëtt et Enn des Mounts an da kéinte mer och ufänke mat deenen ënner 18.

Mir hunn haut elo um zwielef Auer op deene Fräiwël-legeléschte scho 6.355 Leit, déi sech ugemellt hunn, fir mat Johnson geimpft ze ginn, 6.355 Leit, bei AstraZeneca 2.151 Leit, déi sech scho gemellt hunn, fir mat deem Impfstoff geimpft ze ginn. Ech soen deene Leit Merci. Merci éischtens, well et en Zeechen ass vu Solidaritéit, zweetens en Zeechen ass, dass mer méi séier am Fong bei déi Jonk kënne kommen, wat méi Leit och elo geimpft ginn. Dat ass en Zeeche vu Solidaritéit. Et ass en Zeeche vu Responsabilitéit. An et erlaabt ..., a mir sinn eis awer alleguerte bewosst ... Ech wier haut net gäre 16 Joer al. Bon, wéinst anere Grënn vläicht, mee haut jonk ze sinn ...? Erënnert Iech, wéi Dir 16 oder 20 Joer al waart. Do hat ee keng Loscht, gesot ze kréien: „Um zéng Auer ass Pillo." „Um eelef Auer ass Pillo." „Du dierfs net méi véier Leit gesinn." „Du dierfs net e Patt drénke goen." Du dierfs net ..., du dierfs net!

Mir hunn déi lescht Méint an enger Gesellschaft gelieft, wou een net huet vill Saachen einfach kënne maachen. Et huet een och eng Rëtsch vu Saachen net dierfe maachen. An duerfir sinn ech och frou, dass mer mam CovidCheck méi Fräiheete fannen a mat der Méiglechkeet, dass jonk Leit geimpft kënne ginn, och hinnen d'Potenzial kënne ginn, fir kënnen esou séier wéi méiglech och méi Libertéiten ze fan-nen, elo ab 18, an ech hoffen, och esou séier wéi méiglech fir déi Leit ënner 18.

Mir hu beim LST, an dat war eis och wichteg, well mer net eng Impfflicht wëllen imposéieren hei am Land ... Mee mir wëllen awer och deene Leit ..., an am Ufank war jo d'Iddi, ob mer net sollen e Bong maache fir an de Laboratoire ... Mir mussen eis bewosst sinn, dass eng Rëtsch vu Leit, och iwwer 30 Joer, nach net déi zweet Impfung hunn. An déi kann een dann net ausschléisse vun där Méiglechkeet, awer déi selwecht Fräiheeten ze hu wéi déi Leit, déi geimpft sinn. An duerfir war et eis wichteg, och eeben den LST, an d'Madamm Ministesch huet et gëschter „open bar" genannt, dess ee kann einfach dat huelen am Fong, wat ee wëllt: den Test oder d'Impfung oder fir déi, déi geneese sinn, ass et ..., do hu se kee Choix, dat ass dann esou, mee bei deenen aneren, dass een de Choix huet an dass een esou awer och eng Garantie ass fir déi aner.

Här President, ech sinn net hei, fir e Bilan ze zéien, well et ass ze fräi. Et ass ze fräi, fir e Bilan ze zéien. De Bilan zéie mer an deenen, hoffe mer, nächste Wochen oder no der Vakanz. Mee et sinn e puer Saachen, déi ech just wollt hei mat op de Wee ginn.

Ech hunn et schonn eng Kéier hei gesot an ech wid-derhuelen et: D'Regierung oder eng Majoritéit huet net de Monopol vu gudden Iddien, mee eng Oppo-sitioun och net. Den Här Engel huet virdrun hei zitéiert vu verschiddene Mesuren, déi vun der gréisster Oppositiounspartei hei gefrot gi sinn. Ech hätt kënne weiderfueren, mee Dir hutt eis e Modell 2 ginn, mir hunn 20 Minutten. Ech wëll, dass d'Ma-damm Gesondheetsministesch och nach d'Méi-glechkeet huet, fir eppes ze soen.

Mee erënnert Iech: E Masque obligatoire dobaus-sen an alle Situatioune war hei gefrot ginn, eng Tra-cingapp, ouni Tracingapp géif et jo net goen. Ech si frou, Här President, dass déi eng oder déi aner heibannen an och dobaussen heiansdo Moralapos-tel gespillt hunn a selwer aner Saache prônéiert hunn - hei Moralapostel an dann aner Saa-che prônéiert hunn. An an deene ganzen Diskus-sioune sinn och perséinlech Attacke gewiescht.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

Ech stelle mech als Premierminister virun ons Beamten a virun déi ganz Regierung. D'Regierung huet de Maximum gemaach, wat ee konnt maachen. Mir hunn net de Monopol vun de gudden Iddien. Mir hu consultéiert. Mir hunn ons iwwerluecht, wat déi bescht Léisunge wären. Mir hu gekuckt, de Lëtzebuerger Modell ze fannen.

Ech ka mech erënneren, wéi ech och hei vun der Oppositiounspartei gesot kritt hunn: „Jo, mee wann den Här Macron eppes seet, da maacht Dir dat." Nee! Ech mengen, den Här Macron wäert sech haut d'Fro stellen: „Hätt ech vläicht och méi de Lëtzebuerger Modell suivéiert, wier et vläicht an där enger oder anerer Situatioun" -vläicht an där enger oder anerer Situatioun! - „gutt gewiescht?" Mir hunn eisen eegene Modell gemaach! Mir hu keen däitsche Modell gemaach. Et ass eis och gesot ginn, dass mir dat maachen, wat déi Däitsch maachen. Dunn ass eis gesot ginn, mir géifen dat maachen, wat d'Fransouse géife maachen. Mee mir hunn eise Wee gemaach!

An ech kann Iech just soen, ech sinn der Iwwerzeegung, dass de Lëtzebuerger Wee dee Wee war, wou mer den Equiliber fonnt hunn, an dass d'Resultater dat haut weisen, och wa verschidde Leit gemengt hunn, dass dat depuis le départ ëmmer falsch war, dass si de Monopol vun de richtegen Iddien hätten a vun de richtegen Decisiounen an einfach alles géife besser maachen, mee eeben haut net an der Verantwortung sinn. An ech muss Iech soen, dass ech houfreg sinn iwwert d'Aarbecht, déi dës Regierung, dës Administratioun, all déi Fräiwëlleg, déi gehollef hunn, all déi Leit aus dem Secteur hospitalier an déi aner Leit, déi geschafft hunn, geleescht hunn. An all d'Bierger, déi sech un d'Reegele gehalen hunn, deene kann ech e grousse Merci soen. Dat nennen ech konstruktiv Aarbecht, déi et fäerdegbruecht huet, dass mer haut wierklech nach ganz, ganz wéineg Restriktiounen hunn.

Dat do ass e Succès - a kommt, mir loossen eis deen net klengrieden! A wann ech nëmmen un d'Schoulen denken, wat och hei zitéiert ginn ass! Déi jonk Leit hunn hei zu Lëtzebuerg méi Presence gehat an der Schoul wéi Net-an-der-Schoul-Sinn, wann ech mam Ausland vergläichen. Dat sinn Hypothéiken, déi mer maachen op déi nächst Generatiounen. Ech kann Iech just soen, dass de Lëtzebuerger Wee dee richtege Wee war. An ech sinn och ganz houfreg, dass mer dee Wee - fir ganz vill Leit heibannen - an déi Richtung gaange sinn, mee virun allem och op déi Leit, déi eis dobaussen ënnerstëtzt hunn.

Well mir kënnen egal wat stëmmen heibannen, wann d'Leit net matmaachen, dann hu mer keen Erfolleg! A wann d'Leit et net verstinn, hu mer keen Erfolleg! A well d'Leit et verstanen hunn a well d'Leit et matgemaach hunn, ass et och de Wee vun der Akzeptanz, vun der Toleranz a virun allem vun der Solidaritéit, an ech si ganz houfreg dorobber.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Et ass erëm de Moment fir en Tëschebilan, eng 20. Editioun vum Pandemiegesetz. Virop e ganz grousse Merci un de Mars Di Bartolomeo, deen dat heite wéi ëmmer erëm an der leschter Ligne droite an d'Riicht kritt huet an engem ganz kuerzen Zäitraum.

An definitiv ass et net normal, et ass gesot ginn, wéi mir hei schaffen. Dat ass net normal! Dat ass vun Ufank un net normal gewiescht an et ass net, well et sech ëmmer erëm widderhëlt, dass et géif méi normal ginn. Mir schaffen ënner Ëmstänn, déi katastrophal sinn. Esou legiferéiert een net, an esou enger kuerzer Zäit! Mee och dat ass de Lëtzebuerger Wee. Mir hunn de Choix zesumme geholl, den demokratesche Prozess hei ze respektéiere queesch duerch déi Kris. Dat huet säi Präis, dat huet e Präis an Zäit vu Stonnen. Wivill Stonne sëtze mer hei! Mir si matten an enger Kris, déi geréiert een normalerweis als Exekutiv.

Et huet en héije Präis a mir hunn de Choix gemaach, dëse Wee ze goen. Da kënnt natierlech de Moment, wou ee sech muss an d'Ae kucken a soen: „Wat mer hei maachen, ass net perfekt!" Wéi soll et et och sinn? Wéi soll ee kënnen en anstännegt Gesetz an esou kuerzer Zäit schreiwen? Wann ee mer dat kann erklären - mir kréien et net hin. Ech hunn et schonn e puermol gesot: Mir hunn onst Bescht gemaach. Mir maachen nach ëmmer eist Bescht! Mir sinn och alleguerte midd, mee mir maachen eist Bescht.

Mir hunn e Choix geholl. Et ass eist Gesetz an et ass net aus engem virvirvregte Jorhonnert, et ass vun 1980, dat Gesetz, dat mer hei hätte kënne beméien. Et ass vun dëser Chamber deemools esou gestëmmt ginn. Et war e fortschrëttlecht Gesetz, et ass d'ailleurs méi fortschrëttlech wéi vill aner Pandemiegesetzer, déi hei beméit ginn an Europa wärend där Pandemie. Mir hunn en anere Choix gemaach. Mir wollten et zesumme maachen. A wann een dat heiten zesumme mécht, da kann dat net perfekt sinn. Dat ass ganz kloer.

Den Tëschebilan, wann een eleng d'sanitär Situatioun kuckt, ass guer net esou schlecht: Mir hu säit Wochen - säit Wochen! - vill méi labber Mesuren hei am Land wéi eis Nopeschlänner. A mir hu mëttlerweil an och säit Wochen eng ganz gutt stabiliséiert Situatioun, grad do, wou et zielt. Kuckt eng Kéier „Our World in Data", Dir kennt alleguerten dee Site, e gëtt oft zitéiert, en ass oft zitéiert ginn. Ma kuckt en haut a kuckt d'Situatioun an den Intensivbetter, da gesitt Der, dass Lëtzebuerg immens gutt dosteet am Verglach zu anere Länner, an dat mat labbere Mesuren, mat méi labbere Mesurë wéi Schweden, mat engem bessere Resultat wéi Schweden. An och an anere Parameteren ass dat haut net méi ze niéieren.

Sécher hätt ee villes kënne besser maachen. Sécher, am Réckbléck gesäit alles anescht aus. Mee ech mengen, jiddwereen muss hei soen an zouginn, wann en éierlech ass, dass keen hei déi optimal Léisung hat. An ech hunn och nach kee Land gesinn, wou een haut géif am Réckbléck soen: „Ma déi, déi woussten et. Bis an de leschten Detail hate se et ëmmer richteg."

Jiddwereen ass iergendwou bäigelaf op senger Streck. Och mir si bäigelaf. Mir krute béis Iwwerraschunge mat Momenter, an déi aner Länner och. An am Nachhinein ka warscheinlech ee vun deem anere léieren. Et kann ee kucken: Wat huet da geklappt? Wat ass schifgelaf? Mee esou d'Pretentioun ze hunn, zu all Moment et ëmmer besser gewosst ze hunn an dat Richtegt virausgesot ze hunn, dat geet schonn e bësselche wäit, dat ass anmaßend.

Mir louchen eis effektiv net ëmmer an den Äerm, dat stëmmt, an dat huet näischt mam Covid ze di gehat. Mir waren eis oft net eens hei: Et ass meeschtens net duergaangen, da war et ze fréi, et war ze spéit, iergendwou war et ni gutt. Mir sinn dru gewinnt no 20 Kéieren a mir behalen eis Moral! Et ass sech „geschummt" gi fir eis, dat war haart, dat ze héieren, dat muss ech zouginn. Et si béis Wierder gefall, oder uerg Wierder. Mee iergendwou hu mer eis och dorunner gewinnt. Mir sinn op eiser Schinn bliwwen.

Haut gëllt et, mat deenen Ouverturen, déi mer maachen - a kee Land mécht se an deem Genre, wéi mir se am Moment maachen -, sech wierklech bewosst ze sinn, dass déi Saveguards, déi mer setzen, musse respektéiert ginn. Testen ass extreem wichteg!

Vläicht e klengt Wuert zum Large-Scale-Testing. Ech kann net op alles agoen, wat ugeschwat ginn ass. Mee de Large-Scale-Testing, déi grouss opgestallten Teststrategie, déi mer hunn, war vun Ufank un duerch Flexibilitéit markéiert. Ech hunn dat ganz oft ervirgestrach, oft erkläert. Mir hunn a sech ni eng figéiert Approche am Large-Scale-Testing gehat. En ass ëmmer esou agesat ginn, wéi e grad Sënn gemaach huet. Hate mer Clusteren, si mer massiv an d'Clustere gaangen. Elo hu mer keng Clusteren, elo gi mer dohinner, wou et elo Sënn mécht. An enger Situatioun, wou mer ganz nei Ouverturë maachen, mat engem CovidCheck, do mécht et eebe Sënn, d'Prioritéit vum Large-Scale-Testing dohinner ze drainéieren, wou déi Leit sinn, déi nach net geimpft sinn. Dat ass dat, wat elo an där grouss ugeluechter Strategie Sënn mécht.

Donieft behale mer selbstverständlech d'Objektiv, eis Vue générale ze hunn. An ech hat et ënnerstrach: Mir wëllen nach ëmmer en Echantillon hunn och vu Leit, déi geimpft sinn, fir déi néideg Erkenntnisser ze kréien, wéi do d'Entwécklung mam Virus weidergeet. Mir wäerten och weiderhi serologesch Tester maachen am Kontext vum Large-Scale-Testing. Dat ass och e Standbeen dovun. A mir wäerten och weiderhin mat eisen Équipe-mobillen ënnerwee sinn, wat e grousse Baustee vun eiser Large-Scale-Testing-Strategie ass, wou mer an den Altersheemer present sinn an dat och nach ëmmer waren.

Mir hunn de Choix gemaach, Verschiddenes an d'Gesetz ze schreiwen, an aneres hu mer recommandéiert. Dat ass an den Altersheemer de Fall gewiescht. Do ass et sanitär Konzepter ginn an dëser Kris. Si si mat der Santé erstallt ginn. Et ass net, wéi wann dat net bestanen hätt! Dat ass geschafft. Et ass och getest ginn. Et si Schnelltester dohinner geliwwert ginn. Villes ass gemaach ginn, dat eent iwwert d'Gesetz, dat anert iwwert de Wee vun Ordonnancen a vu Recommandatiounen.

Eis Ekippen hu gutt geschafft. Si hu vill geschafft. A si schaffen och weider. Ech kann haut nëmme Merci soe fir d'Vertraue vun de Leit, Merci soe fir d'Ënnerstëtzung fir dee Schrëtt haut. Et ass en extreem ambitiéise Schrëtt, dee mer hei proposéieren.

An ech géif nach gären drop agoen, dass gesot ginn ass: „Firwat net scho virun engem Mount?" Ma ee ganz groussen Ënnerscheed zwëschent elo a virun engem Mount ass nämlech, dass mer eis ralliéiert hunn op dat, wat mer an Europa maachen. Villes war absolut nach net kloer virun engem Mount. Déi Definitiounen, déi mer hei hunn, déi sinn d'Resultat vu laangen Diskussiounen tëschent Experten, net nëmme bei eis am Land, mee aus ganz Europa, wou nach bis viru 14 Deeg diskutéiert ginn ass, wéi déi Definitioune sollen opgesat ginn. A mir hunn de Choix gemaach, do nozelauschteren. Mir sinn do net virgeprescht. D'ailleurs ass kee Land virgeprescht op deenen dote Parameteren, kee Land.

Mir hu gewaart, bis deen Accord do war, a mir hunn deen Accord, dee mer gefrot haten, op Definitiounen: Wéini gëllt een als geheelt? Wéini kann een effektiv dovunner ausgoen, dass een e ganzen Impfscheema huet, wann ee just eng Kéier geimpft ass a virdru krank war? Dat sinn Definitiounen, déi eréischt viru ganz Kuerzem, virun zéng, zwielef Deeg stabiliséiert gi sinn op europäeschem Plang. An dofir ass d'Situatioun eng ganz aner haut, wéi se virun engem Mount war!

Och d'Erfarunge mat eiser Impfung, déi hu mer elo! Elo eréischt gesi mer ganz kloer, iwwert déi lescht zwou Wochen, wéi kloer et ass. Dat war virun engem Mount nach net esou kloer. Do hu mer eréischt just ugefaange gehat, à grande échelle ze impfen, an do konnt een dat nach net esou stabill gesinn. An dofir ware mer nach virsiichteg virun engem Mount. Haut hu mer eis Erfarungen ageholl a mir zéien d'Konsequenzen draus, relativ ambitiéis Konsequenzen.

An ech wënsche mer näischt méi, wéi dass dat alles riichtgeet. Wa mer dat heiten zesumme packen, wa mer dat éco nach opbréngen, déi wéineg Reegelen, déi mer nach hunn, ze respektéieren, sinn ech iwwerzeegt, dass mer ganz gutt preparéiert si fir den Hierscht, op alle Fall am Verhältnis. Ech mengen, mir sinn alleguerten net geséchert, dass näischt méi geschitt. Mee an där Hisiicht geet et eis net anescht wéi eisen Nopeschlänner. Op alle Fall, och wann et net perfekt ass, ech fir mäin Deel kann Iech ëmmer nëmme soen, datt mir probéieren, dat Bescht ze maachen. Mir kucken ze lauschteren, wou mer kënnen. Mir lauschteren op d'Experten. Mir kucken op Europa. An a Fonctioun dovunner huele mer déi Decisioune fir eist Land, vun deene mer ausginn, dass et déi Bescht sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass domat ...

D'Madamm Hansen freet nach d'Wuert. Parole après ministre fir d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Ech hunn u sech zwou Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch. Dat Éischt - an do och vläicht eng Remark un den Här President -, d'leschte Kéier, an dat huet de Claude Wiseler gesot a senger Ried, hat d'Madamm Gesondheetsministesch gesot, si kéinten déi Greencard oder de Prinzip vun der Greencard net ëmsetzen. Si géifen eng Enquête maachen, ob déi Geimpft ...

(Interruption)

Jo, dat hat Der gesot, mir hunn dat nogelauschtert - de Claude huet dat och nach eng Kéier widderholl gehat -, Dir géift eng Enquête maachen. Mir hunn eng Question urgente gestallt, Här President, fir déi Enquête am Prinzip am Virfeld vun dëser Debatt ze kréien. D'Urgence ass net unerkannt ginn. Dat ass eppes, wat mer net kënnen akzeptéieren, well wa mer eng Enquête versprach kréie vun der Madamm Ministesch, fir datt se hir Decisioune kann huelen, an déi Enquête kréie mer net, ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mir héieren net gutt! Mir héieren net gutt, ass et méiglech, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mee ech sinn nach net fäerdeg.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mee mir héieren net gutt, mir héieren Iech net gutt.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Pardon, dann dinn ech meng Mask aus.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Hansen, et wier vläicht gutt, wann Der da bei de Mikro kéimt - et ass wéinst der Akustik heibannen -, fir datt jiddereen och matkritt, ëm wat datt et geet.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Gutt. Merci, Här President. Ech hunn zwou Froen. Dat Éischt ass, a mäi Kolleeg Claude Wiseler huet dat schonn ernimmt gehat: Bei där leschter Debatt hate mer jo de Prinzip vum CovidCheck - do hate mer en nach net „CovidCheck" genannt - hei gefrot. D'Madamm Minister huet eis erkläert, datt se net kéinten domadder averstane sinn, datt e Geimpfte kéint zousätzlech Rechter kréien, well si géifen eng Enquête maachen, ob déi Geimpft tatsächlech de Virus net méi géifen iwwerdroen oder net.

Mir hunn an deem Kader an am Virfeld vun dëser Debatt eng Question urgente gestallt gehat, well ech fannen, datt, wann e Minister esou eppes als Ursaach hëlt, fir eng Propos vun enger Oppositioun net unzehuelen, mer zumindest d'Urecht hätten, déi Enquête och am Virfeld vun enger neier Debatt ze kréien. Duerfir ass déi éischt Remark déi - dat ass u sech eng un den Här President -, datt mer et ganz komesch fannen, datt an esou engem Fall d'Urgence net unerkannt gëtt.

An déi zweet Fro ass eeben d'Fro un d'Madamm Ministesch, ob et dann elo méiglech wär, datt mer déi Enquête kriten.

An en zweete Punkt, wou ech nach wëll drop agoen, dat ass den LST. D'Madamm Minister sot, si géif op d'Leit lauschteren. An dofir wär ech och frou, wa si géif op eis lauschteren, virun allem vläicht op déi Leit, déi net grad ronderëm en Zentrum wunnen, wou och den LST ugebuede gëtt. Mir hunn oder ech hunn am Virfeld scho méi dacks drop higewisen, datt de Large-Scale-Testing am ländleche Raum, zum Beispill am Norden, just zu Housen ugebuede gëtt. Wann déi Jugendlech gäre wëllen am ländleche Raum elo erausgoen, da mussen déi op House fueren oder op Miersch. Zu Miersch ass et emol net op der Gare. Dat heescht, déi Jugendlech hunn definitiv net déi selwecht Chancë wéi déi Jugendlech, déi soss éierens wunnen.

An dofir maachen ech hei nach eng Kéier de Rappell: Wannechgelift! De Premier sot: „Ech wéilt elo net jonk sinn." Da wëll ech soen: Ech wëll nach vill manner jonk sinn am ländleche Raum, well déi hunn nach vill manner Chancë wéi soss éierens! An do ass et eis Flicht, an et ass an dësem Fall virun allem och Är Flicht, fir deene Jugendlechen a Kanner déi selwecht Chancen ze ginn.

An dofir maachen ech nach eng Kéier den Appell: Wéi wëllt Der dat garantéieren, datt déi déi selwecht Chance kréien, respektiv firwat huelt Der net d'Propos vum Kolleeg Wiseler, dee seet: „Ma gitt deene Jugendlechen d'Chance, einfach zertifiéiert Schnelltester ze maachen op verschiddenen ënnerschiddleche Plazen, an den Apdikten an esou weider, fir datt déi Kanner och kënne vun hirer Fräiheet profitéieren."

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, merci. Ech ka mech net erënneren, vun enger Enquête geschwat ze hunn. Do musst Der mer de Verbatim wierklech sichen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, mir hunn en.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Dat ass natierlech eppes, wat mer suivéieren, selbstverständlech, a mir hunn Iech och schonn éfters Erklärunge ginn. Dat sinn déi Fäll - ech hunn déi Zuelen elo net derbäi -, wivill Leit sech no enger Impfung nach ugestach hunn. Dat si Saachen, wou mer mat enger gewëssener Reegelméissegkeet rapportéieren. Eng „Enquête" an deem Sënn, wéi Dir dat nennt, hu mir net lafen. Wann ech dat esou sollt gesot hunn, da muss ech mech schlecht ausgedréckt hunn.

Ech géif awer gären drop insistéieren, dass an der Täschenzäit jo e ganz neie Moment ass. Mir waren zu deem Moment an der Observatioun heiheem, wat mer och souwisou lafend maachen. Dat dote sinn Informatiounen, déi mer schonn éffentlech och erausginn hu vun de geimpfte Leit, wéi vill der effektiv nach eng Kéier a wéi engem Delai do krank gi sinn. Mee et ass e ganz neie Moment an deem Sënn, dass mer en europäesche Reglement hunn entre-temps, deen eng ganz kloer Definitioun gëtt. Do hu mir iwwerhaapt keng Latitude an deem europäesche Reglement, deen ass d'application directe. An do gëtt et mëttlerweil eng Definitioun fir déi dote Saachen. Dat ass eebe justement deen neie Moment.

An ech mengen, do hu mer e Verständnisproblem ënnereneen, well et ass wierklech do insistéiert ginn an den Här Wiseler huet et zéngmol gefrot: „Wat ass dann elo anescht?" Mee genau dat ass anescht! Ab dem nächste Méinden ass en europäesche Reglement applikabel. An dat ass e Reglement - dat ass net eng Direktiv, déi mer mussen ëmsetzen -, deen ass d'application directe, mat deene Krittären, déi dra sinn.

An do ass e Konsens komm ronderëm déi dote Saach, wéini een als geheelt gëllt a wéini een als geimpft gëllt. Do ware vill Diskussiounen tëscht dem Europaparlament an de Länner. An et ass en Accord fonnt ginn a mir respektéieren deen Accord. Dozou gëtt et och nach Recommandatioune vun der Kommissioun, un déi mer eis och ugeleent hu fir dat heite Gesetz. An deem Sënn ass et och effektiv müüsseg, op eise reng nationalen Date vläicht weider Konklusiounen ze huelen, well mer d'Decisioun geholl hunn, eis deem europäesche Standard unzepassen.

Fir de Rescht kann ech Iech awer gären an der nächster Chamberskommissioun nach eng Kéier deen Detail ginn. Et ass schued, dass Der dat net gefrot hutt. Mir souze jo ëmmer stonnelaang zesummen an deene leschten Deeg. Et huet kee mech drun erënnert. Wann Der mer eng Chance ginn hätt, hätt ech dat kënne froen. Ech kréien dat awer elo net aus dem Aarm geréselt, muss ech éierlech soen.

A fir de Rescht, mat den Tester, géif ech gären och profitéieren - et war mer d'Zäit net gi virdrun -, fir all deene Gemenge Merci ze soen. Mir hu mëttlerweil ganz vill, ech mengen, iwwer 50 Gemengen, déi ugefrot hunn, fir Leit, Beamten ze zertifiéieren, do, wou gratis zertifiéiert gëtt, och lokal, bei Schnelltester. Do ass eng grouss Offer en place. Och do kann ee gären eng Kéier de Bilan zéien. Mee dat ass jo complementaire zu engem Large-Scale-Testing. Dat ass eppes, wat lancéiert ginn ass. An do och e ganz grousse Merci un déi Gemengen, déi sech do aktivéiert hunn. Do ass villes en place mëttlerweil. An ech ginn dervun aus, dass mer doduerch awer eng geografesch Ofdeckung hu mat engem Accès, och fir Jonker, zu Schnelltester, déi gratis zertifiéiert sinn, déi also net just op dat ze reduzéieren ass, wat elo iwwert de Large-Scale-Testing ugebueden ass.

Et kënnt derbäi - gutt, et ass net eent zu eent d'Propos, mee hei ass et effektiv Open End -, mir maache keng iwwerech Limitt drop. Dat ass och e grousse Virdeel fir déi Jonk iwwert de ganze Summer: Et kann een dat en cas de besoin maache goen. Déi Tester si jo och 72 Stonne gutt. D'Land ass och elo net esou grouss, et kritt ee sech deplacéiert. A wéi gesot, et ass eng grouss Offer entre-temps en place. Ech hunn net de genaue Chiffer, mee ech mengen, et sinn op alle Fall iwwer 50 Gemengen, déi hei schonn ugefrot hunn.

Wann Der erlaabt, da géif ech nach drop agoen, den Här Wiseler hat och no Zuele gefrot vun de Schnelltester, déi gemaach ginn. Dir wësst, dass mir déi Daten net hunn. Do hate mer och schonn Echangen driwwer. Dat ass jo eng fräiwëlleg Deklaratioun, déi d'Leit maachen, wa se positiv sinn. Dat sinn Daten, déi mir zentral elo net hunn. Ech ka just soen, dass dat, wat mer deklaréiert kréien, der iwwer 200 d'Woch sinn. Dat gesitt Der och an eisem Rapport hebdomadaire, wou dat ëmmer drasteet. Dat heescht, där Schnelltester ginn der ganz vill gemaach. A wann esou vill positiv Resultater deklaréiert ginn, da weist dat drop hin, dass dat och mat engem néidege Seriö gemaach gëtt vun de Leit.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. Dann hat den Här Claude Wiseler nach d'Wuert gefrot. Parole après ministre fir den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hunn d'Argumentatioun elo gutt nogelauschtert an ech si wierklech der Meenung, datt een duerchaus hätt kënne virun engem Mount schonn eng Lëtzebuerger Solutioun do maache fir déi Leit, déi geimpft wären, datt een och net hätt missen Tester operleeën. An anere Länner war deelweis dee Choix geholl ginn.

Mee et ass net dofir, wou ech mer d'Wuert gefrot hunn. Ech hu mer d'Wuert gefrot, well Der elo fir déi Enquête net richteg wësst, ëm wat et geet. Ech hunn d'Zitat hei, wat Der gesot hutt. Dir hutt d'leschte Kéier gesot, et géifen nach Froen iwwert d'Reinfektiounen opbleiwen. „Wéi ass dat, wa Leit geimpft sinn a sech nach eng Kéier infizéiere kënnen? Mir hunn iwwert déi Froen eng Enquête lafen. [...] Mir waarde gär d'Resultater of. [...] Soubal mer déi Resultater hunn, spiere mer eis méi à l'aise, fir weider Schrëtt ze huelen an eeben och dee Certificat auszestellen." Dat ass textno d'Ausso, déi Der gemaach hutt. An dofir hu mir eis gefrot: Wat fir eng Enquête ass dat? Kënne mer se wannechgelift gesinn? Wat awer eng normal Fro ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn direkt d'Wuert zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Dir hutt mer elo op d'Spréng gehollef. Effektiv hunn ech Referenz op d'Waringo-Enquête gemaach, wou jo och dat doten en Deel dervunner ass. Ech mengen, eng vun de Problematiken - an dat ass eng Fro, déi opgeworf ginn ass, ech mengen, déi ass villschichteg, déi Enquête, déi gemaach ginn ass -, ee sanitären Aspekt, wou mer eeben och international Experten derbäigeholl hunn, ass fir ze verstoen: Wéi kann et sinn, dass trotz Impfungen nach esou vill Leit sech infizéiert hunn? Dat ass een Aspekt dovunner, an et ass dovunner, wou ech deemools geschwat hunn.

An ech weess net, wéi de Saz geschachtelt war, mee ech ka mech awer genau erënneren, dass ech op déi Enquête Referenz gemaach hunn, wou ech gesot hunn: „Dat waarde mer natierlech of, well mer net nëmmen zum Administrative wäerten Opschloss kréien, mee och iwwert dee sanitären Aspekt." Dat war jo gewënscht, dass mer do solle verdéiwen. An dat war de Wonsch deemools vun der Chamber an ech hunn op déi Enquête verwisen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci fir déi Prezisiounen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dat anert, selbstverständlech sinn …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll awer kuerz drop äntwerten. An dësem Kontext ass et awer elo net iwwert de Waringo-Rapport gaangen. Et ass ëm de Green Certificate gaangen an Är Positioun zum Green Certificate. Par ailleurs, wär et de Waringo-Rapport, da stellen ech fest, datt deen och nach net do ass an Dir awer elo d'Mesuren huelt, déi ech zwar begréissen; mee et ass net ganz logesch, wat Der sot.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, well de Reglement applikabel ass, Här Wiseler, den nächste Méinden! Et ass en europäesche Reglement. Ech mengen, ech kann och net méi wéi op …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech sinn d'accord. Mee déi Enquête, déi Der hei annoncéiert hutt, war net déi. Dir hutt d'leschte Kéier eng total aner Argumentatioun gebraucht wéi déi, déi Der haut braucht.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech weess, dass ech dat gemengt hunn domadder, voilà. Wat kann ech Iech aneschters soen? Mir hu keng aner lafen an ech hunn déi gemengt. Ech ka mech ganz gutt un dee Passus do erënneren. Et ware vill Sujeten, déi do zur Debatt stoungen. A wéinst deem Sanitären hunn ech dorobber verwisen. Ech ka mech nach ganz gutt erënneren, wat ech gesot hunn. Voilà, dat ass jo, an ech hunn dat d'ailleurs deemools och gesot, dass dat een Aspekt vun där Enquête ass an dass mer do natierlech och nach Opschloss kréien derzou.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Dann nach Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass zum Vote séparé, Här President. Soll ech elo schonn dozou eppes soen oder gëtt et vläicht nach aner Paroles après ministre?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech sinn nach net bei der Ofstëmmung, leider, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir sinn ongedëlleg, Här President, da waarde mer nach.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ok, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den Här Michel Wolter, fir seng Proposition de loi zréckzezéien, wann ech dat richteg verstanen hunn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Majo, da bräicht ech jo eigentlech elo net méi ze schwätzen.

(Hilarité)

Dans la mesure, wou Dir se elo schonn zréckgezunn hutt, ...

(Hilarité)

… géif ech mech dann domadder eigentlech begnügen, fir Iech zouzestëmmen, Här President.

Ech hunn eng Proposition de loi deposéiert. Déi ass haut ageschafft ginn an de Projet de loi - ech hunn et a menger Ried gesot - zu 95 %. Et bleiwen nach e puer kleng Prozenter, iwwert déi mer an deenen nächste Wochen nach mussen diskutéieren. Dat hënnert eis net drun, fir dem Text dans son ensemble d'Zoustëmmung ze ginn. An ech sinn awer trotzdeem frou, dass mer iwwert déi Proposition de loi am Kader vun där ganzer Diskussioun konnten diskutéieren, fir datt dat och an der Mémoire collective herno bleift.

An deem Sënn maachen ech dat, wat Dir schonn annoncéiert hutt: Ech zéien da meng Proposition de loi 7808 elo virum Vott zréck, fir dass mer nëmme bräichten iwwert de Projet de loi ofzestëmmen.

(M. Michel Wolter demande le retrait de la proposition de loi n° 7808 du rôle des affaires.)

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Da kënne mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7836 kommen.

Et ass vun der Sensibilité politique ADR gefrot ginn, den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen a véier Votes séparés ze maachen. An dozou wëllt den Här Kartheiser nach kuerz eppes preziséieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools merci, Här President. Ech géif vläicht ufänke mat zwee Mercien. Dat Éischt ass, Dir wësst, datt eist Reglement seet, datt ee fir e Vote séparé fënnef Ënnerschrëfte brauch. Ech wëll dofir deenen Damme vun deene Lénken ausdrécklech Merci soen, datt se dat hei mat ënnerstëtzen, soudatt mer déi noutwendeg Zuel vun Ënnerschrëften hu fir de Vote séparé.

En zweete Merci geet un eise Generalsekretär, den Här Scheeck a seng Administration parlementaire, well mir haten eis an deenen Dokumenter bezunn op d'Numerotatioun vun den Artikelen, wéi se am Texte coordonné sinn. Mir stëmmen awer selbstverständlech elo equivalent iwwert déi Artikelen of, déi an dem Projet de loi vun haut stinn, soudatt ech elo just kuerz soen, ëm wat et geet.

Den éischte Vott geet ëm den Artikel 2. Do geet et ëm de CovidCheck. Den Här Engelen huet de Fong vun eisem Argumentaire entwéckelt, dofir widderhuelen ech deen hei net, ausser eebe fir ze soen, datt et do ëm déi Tatsaach geet, datt Privater aner Privater kënne kontrolléieren, woumat mir net d'accord sinn.

Den zweete Vott ass iwwert d'Rassemblementer, och e Grondrecht. Och doriwwer hat den Här Engelen scho geschwat.

Deen drëtte Vott geet ëm déi Leit, déi doheem kënnen empfaange ginn, wou mir jo net dermat d'accord sinn, datt de Staat de Leit seet, wivill Leit se doheem kënnen empfänken.

An de véierte Vott betrëfft déi Reegelen am Sport, an der Kultur an an der Schoul, déi mir fir excessiv halen. Wéi gesot, den Här Engelen huet de Fong vun eiser Argumentatioun schonn entwéckelt, dofir wëll ech déi net nach eng Kéier hei widderhuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

Mir mussen dann elo e Vote séparé maachen iwwert déi richteg Artikelen aus dem Projet de loi 7836.

Als Éischt ass also gefrot ginn, e Vote séparé iwwert den Artikel 2 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert déi eenzel Artikelen ofstëmmen. Wien d'accord ass mat dem Artikel 2 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen.

Vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 7836

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass den Artikel 2 mat 54 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Als nächst ass gefrot, fir den Accord zum Artikel 8 vum Projet de loi 7836 ze ginn. Wie mam Artikel 8 vum Projet de loi d'accord ass, soll mat Jo ofstëmmen.

Vote séparé sur l'article 8 du projet de loi 7836

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech duerno den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass den Artikel 8 mat 56 Jo-Stëmmen a 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorschée), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Als nächst ass e Vote séparé iwwert den Artikel 6 gefrot. Wien d'accord ass mat dem Artikel 6 vum Projet de loi 7836, dee soll mat Jo stëmmen.

Vote séparé sur l'article 6 du projet de loi 7836

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

An och hei maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass den Artikel 6 mat 54 Jo-Stëmmen a 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : l'article 6 du projet de loi 7836 est adopté par 54 voix pour, 5 voix contre et 1 abstention.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mme Myriam Cecchetti.

S'est abstenue : Mme Nathalie Oberweis.

De leschte Vote séparé ass de Vott iwwert den Artikel 7. Duerfir stellen ech dann och hei d'Fro: Wien d'accord ass mat dem Artikel 7 vum Projet de loi 7836, esou wéi en am Projet de loi virgesinn ass, dee soll mat Jo stëmmen.

Vote séparé sur l'article 7 du projet de loi 7836

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech elo de Vott zou an den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass den Artikel 7 mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7836. Den Text steet am Document parlementaire 7836[13].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7836 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt u mat fir d'éischt dem Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 54 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm a 5 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

A voté non : M. Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut de Moien ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 29. Juni, 30. Juni an 1. Juli virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 13.04 heures.)

Sommaire des séances publiques n[os] 59, 60 et 61

59e séance

Ouverture de la séance publique ... p. 868

Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter... p. 868

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la rentrée scolaire 2021-2022... p. 868-872

7815 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle... p. 872-873

7816 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail ... p. 873-874

7801 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 ... p. 874-875

7653 - Projet de loi portant création d'un Pacte Climat 2.0 avec les communes et portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat ... p. 875-879

60e séance

Ouverture de la séance publique ... p. 879

Question élargie n° 101 de M. Serge Wilmes relative aux nouvelles formes de mobilité ... p. 879-880

Question élargie n° 102 de Mme Nathalie Oberweis relative à une éventuelle mission militaire au Mozambique ... p. 880-881

7601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest ... p. 881-882

7740 - Projet de loi portant approbation :
1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Chili relatif à des services aériens, fait à New York, le 26 septembre 2019 ;
2° de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Rwanda on air services », fait à Luxembourg, le 26 novembre 2019... p. 882-884

Question élargie n° 100 de M. Laurent Mosar relative à la Société LuxTrust ... p. 884-885

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la Coopération luxembourgeoise... p. 885-889

Changement de composition d'une commission ... p. 889

Débat de consultation au sujet du Rapport sur le Fonds spécial de soutien au développement du logement ... p. 889-898

61e séance

Ouverture de la séance publique ... p. 898

7836 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19
et
7808 - Proposition de loi relative à la stratégie de dépistage du virus Covid-19 dans les structures pour personnes vulnérables et dans les réseaux d'aides et de soins ... p. 898-911

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
4707	Stéphanie Empain, Charles Margue	Devoir de vigilance des entreprises
4710	André Bauler, Carole Hartmann	Installation de polders pour réduire le risque d'inondations
4716	Jeff Engelen	Observatoire de l'environnement
4743	Nathalie Oberweis	Création d'un cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement
4773	Fred Keup	Fourrière dans le sud du pays
4774	Marc Lies	Taux de TVA super-réduit de 3 %
4775	Gilles Roth	Imposition individuelle optionnelle
4776	Charles Margue	Garanties optionnelles contre les risques d'inondation proposées par les assurances
4778	Gilles Roth	Interventions du CGDIS dans le cadre des inondations du 14 juillet 2021
4845	Diane Adehm	Protection accordée par l'État aux agents de l'État
5081	Francine Closener	Écriture inclusive dans les documents administratifs au Luxembourg
5093	Marc Goergen	Conduite autonome
		Session ordinaire 2021-2022
5100	Fred Keup, Jeff Engelen	Mobilité électrique
5123	Djuna Bernard	Missions du Fonds national de recherche
5125	Fred Keup	Statistiques sur la campagne de vaccination
5131	Myriam Cecchetti	Avancement des travaux de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg–Bettembourg
5139	Sven Clement, Marc Goergen	Wi-fi dans les transports publics
5146	Martine Hansen, Gilles Roth, Diane Adehm	Frais de déplacement
5151	Paul Galles	Crise politique en Bosnie-Herzégovine
5155	Myriam Cecchetti	Prix de l'énergie
5156	Georges Engel, Cécile Hemmen	Bus électriques du réseau RGTR
5157	Marc Hansen, Josée Lorsché	Traitement pharmacologique du trouble déficit de l'attention/hyperactivité chez les enfants et les adultes
5159	Sven Clement	Délai d'attente pour un examen IRM
5160	Jeff Engelen	Nouveau Centre d'intervention et de secours à l'Aéroport de Luxembourg
5161	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	Impact des conditions sanitaires d'entrée sur le territoire de certains pays pour les étudiants en provenance du Luxembourg
5162	François Benoy	Domaine de compétence décisionnelle du conseil communal
5164	Francine Closener, Cécile Hemmen	Rôle et responsabilités du Collège des bourgmestre et échevins au regard de la sécurité et la sûreté dans les écoles
5165	Nathalie Oberweis	Logements de service et anciens logements de service de la Police grand-ducale
5166	Fred Keup	Réacteur à sels fondus
5167	Fred Keup, Jeff Engelen	Camion du type « Eco combi »
5168	Martine Hansen, Serge Wilmes	Service de transport Adapto
5170	Laurent Mosar, Michel Wolter	Étude sur la concentration des terrains entre les mains de peu de propriétaires
5171	Myriam Cecchetti	Manque de données dans le cadre du « Gender Equality Index 2021 » et du « Social Institutions and Gender Index 2019 »
5173	Marc Spautz	Troisième dose de vaccin contre la Covid-19 pour le personnel soignant
5176	Carole Hartmann	Réouverture de la route CR364
5177	Gusty Graas	Réhabilitation suite à un accident vasculaire cérébral
5178	André Bauler, Carole Hartmann	Statistique sur la formation continue durant la crise sanitaire
5179	Viviane Reding	Digital Markets Act
5180	Tess Burton	Travailleurs saisonniers embauchés pour participer aux vendanges
5181	Sven Clement, Marc Goergen	Demande d'information par les autorités judiciaires luxembourgeoises envers le service de messages « Signal »
5182	Marc Goergen	Entreprise israélienne de sécurité informatique NSO Group
5183	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	Imposition de logements non occupés
5186	Marc Goergen	Pénurie de carburant
5188	Fred Keup, Jeff Engelen	Informations sur le contact tracing dans le cas de parents séparés
5194	Marc Lies	Résultats des tests PCR
5195	Roy Reding, Fred Keup	Formation des experts en cybersécurité
5197	Roy Reding	Restructuration chez DuPont
5200	Françoise Hetto-Gaasch	Vaccination « booster » pour les personnes ayant reçu la dose unique du vaccin Janssen
5201	Martine Hansen	Incidents avec des renards
5202	Myriam Cecchetti	Introduction de frais de dossier à l'Université du Luxembourg
5203	Guy Arendt	Incidents avec des renards
5205	André Bauler	Maison « Max Goergen » à Wilwerwiltz
5206	Marc Lies	Reclassement de zones de sports et de loisirs pour y installer des « Tiny Houses »
5208	Josée Lorsché, Marc Hansen	Installation d'un appareil IRM
5209	Marc Goergen	Travail forcé des ouïghours
5845 urgente	Djuna Bernard, Stéphanie Empain	Dispositif d'accueil des personnes fuyant la guerre en Ukraine
5848 urgente	Stéphanie Empain	Sanctions envers les oligarques russes
5850 urgente	Laurent Mosar	Cyberattaques sur des infrastructures critiques
5855 urgente	Paul Galles	Accusations contre Frontex

Question 4707 (22.07.2021) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant le **devoir de vigilance des entreprises :**

Dans un article dans la presse nationale datant du 21 juillet 2021, il est question du « Pacte national Entreprises et droits de l'homme » présenté le 20 juillet par Monsieur le Ministre et qui prévoit un cadre facultatif pour les entreprises souhaitant mettre en œuvre les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Notons qu'il s'agit d'un cadre purement facultatif, contrairement aux efforts entrepris par plusieurs pays européens pour mettre en place des règles contraignantes sur le devoir de vigilance des entreprises en ce qui concerne le respect des droits humains et la protection de l'environnement.

L'article reprend aussi des affirmations de Monsieur le Ministre sur une éventuelle loi nationale en matière de devoir de vigilance des entreprises. Notons que le Gouvernement a mis en place fin avril 2021 un comité interministériel sous la coordination du Ministère des Affaires étrangères et européennes afin d'étudier une éventuelle mise en place d'une loi sur un devoir de vigilance pour les entreprises au Luxembourg. Cependant, dans les propos de Monsieur le Ministre relatés dans la presse, il plaide en faveur d'une stratégie commune au sein de l'Union européenne, propos qui vont à l'encontre d'une initiative nationale.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il affirmer que les propos repris dans la presse reflètent la position du groupe interministériel au sujet d'une éventuelle loi nationale en matière de devoir de vigilance des entreprises ?

2) Tenant compte des affirmations précitées, ce comité continue-t-il toujours ses travaux en vue de la mise en place d'une loi sur le devoir de vigilance des entreprises ?

3) Dans l'affirmative, quel est l'état d'avancement des travaux au sein du comité interministériel et quel est le calendrier fixé pour ses travaux ?

Réponse (16.08.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

L'Accord de coalition 2018-2023 prévoit que :

« […] Le Luxembourg soutiendra des initiatives européennes pour renforcer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises transnationales dans la gestion de leurs chaînes d'approvisionnement et s'engagera au niveau européen pour une législation contraignante et effective. Dans ce contexte, la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg sera étudiée, dans la mesure où ce dernier permettra de garantir le respect des droits humains et de l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur et représenterait une mesure complémentaire au Plan d'action national sur les entreprises et les droits humains qui souligne l'importance de la diligence raisonnable pour prévenir des violations des droits humains et des dommages environnementaux engendrés par les activités des entreprises. […] »

C'est dans ce contexte qu'en date du 17 novembre 2020, le Ministre des Affaires étrangères et européennes a commandé une étude sur la possibilité de légiférer sur un devoir de diligence auprès de la Dr. Basak Baglayan, experte de l'Université du Luxembourg.

En date du 14 avril 2021, l'experte a remis son rapport d'étude intitulé « A Study on Potential Human Rights Due Diligence Legislation in Luxembourg » au ministre. Dans son rapport, qui est publié dans sa version originale, avec une traduction officieuse en français, sur le site du Ministère des Affaires étrangères et européennes (https://maee.gouvernement.lu/fr/directions-du-ministere/affaires-politiques/droits-de-l-homme/entreprises-droits-de-l-homme1/efforts-mise-en-oeuvre.html), l'experte passe en revue les initiatives internationales et européennes en la matière, de même que celles de plusieurs autres pays en Europe. Par ailleurs, elle analyse les implications juridiques et politiques d'une éventuelle future législation à Luxembourg.

Dans ses conclusions, elle qualifie de « peu constructif » le débat sur « les avantages et inconvénients relatifs d'une initiative législative au niveau européen par rapport à une initiative au niveau national … notamment si l'on considère que l'adoption d'une législation nationale et d'une législation européenne ne s'excluent pas mutuellement ».

Le 23 avril 2021, le Conseil de Gouvernement a chargé un comité interministériel, sous la coordination du Ministère des Affaires étrangères et européennes, d'examiner notamment les questions prioritaires soulevées dans le rapport d'étude en vue de définir les grandes orientations soit d'une future législation nationale, soit de la position du Luxembourg pour la négociation d'une future directive européenne en la matière, et de tenir le Conseil de Gouvernement informé de l'état d'avancement de ses travaux.

Le Comité interministériel s'est réuni en dates des 18 mai, 18 juin et 14 juillet 2021. Il a convenu de

son mode de fonctionnement et a commencé à discuter les questions cruciales soulevées par l'experte dans son rapport d'étude (champ d'application spécifique et matériel de la loi, caractère et portée des obligations, moyens d'application, accès aux recours et sanctions…). Le Comité interministériel reprendra ses réunions à un rythme mensuel, dès la rentrée en septembre.

Question 4710 (22.07.2021) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant l'**installation de polders pour réduire le risque d'inondations :**

En Bavière, il est actuellement discuté de l'aménagement de polders dans les vallées du Danube suite aux récentes pluies fortes. Des mesures analogues avaient été prises jadis au Luxembourg, par exemple dans la vallée de la Sûre à Erpeldange-sur-Sûre, à Ingeldorf et à Diekirch, au confluent de la Sûre et de l'Alzette.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions parlementaires suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle informer sur d'éventuels potentiels de rétention supplémentaires dans la vallée de l'Alzette et dans la vallée de la Sûre ?

2) Est-il prévu de mettre en place de nouvelles zones de rétention afin de délester les vallées situées en aval en cas d'inondations fortes ?

3) Dans quelle mesure l'Administration de l'eau intervient-elle afin de conseiller les collèges échevinaux des communes concernées en la matière ?

Réponse (18.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Les zones de rétention, en tant que zones inondables naturelles, sont des zones situées le long d'un cours d'eau qui sont périodiquement inondées.

Du point de vue de la protection contre les inondations, les effets positifs de zones de rétention se basent à la fois sur un agrandissement de la section hydraulique, sur une réduction des profondeurs ainsi que sur une rugosité plus élevée de la section d'écoulement, en plus de l'augmentation des possibilités d'infiltration de l'eau stagnante.

Il en résulte un ralentissement de la propagation de l'onde de crue suite à la possibilité de s'étendre dans la zone de rétention. En d'autres termes, la pointe des hautes eaux est retardée et atténuée grâce à la présence de zones de rétention.

Le potentiel de rétention des cours d'eau majeurs du Luxembourg fait l'objet d'une étude de l'Administration de la gestion de l'eau dénommée « cadastre des zones de rétention », lancée en 2020. Dans une première phase, le potentiel de rétention global a été déterminé pour les 17 « cours d'eau à risques d'inondation significatifs ». Après la définition de différentes zones de rétention locales, la vérification de leur efficacité hydraulique est en cours. Une deuxième phase consiste à étudier la possibilité d'augmenter le potentiel de rétention hydrauliquement efficace, par exemple par la reconnexion de zones inondables historiques. L'étude devrait être achevée début 2022.

De plus, tous les projets de renaturation visent non seulement une augmentation de la valeur écologique de nos cours d'eau, mais aussi l'augmentation de la capacité de retenir de l'eau en cas de crues. Plus l'ampleur de ces projets de renaturation est importante, plus le potentiel de rétention est important.

Actuellement, plusieurs projets de renaturation de grande envergure sont en cours de planification, en collaboration avec les administrations communales et l'Administration de la nature et des forêts. Ainsi, il est prévu de renaturer l'Alzette sur différents tronçons, notamment le tronçon de Luxembourg-ville à Mersch, mais aussi dans les communes de Bettembourg, Roeser et Hesperange. La renaturation de certains tronçons de la Sûre est également prévue dans le troisième programme de mesure de la directive-cadre sur l'eau (DCE, 2000/60/CE) et dans le deuxième programme de mesure de la directive inondations (DI, 2007/60/CE).

ad 2) En effet, et comme décrit ci-dessus, l'augmentation du potentiel de rétention constitue un type de mesure pour atteindre « la réduction des risques d'inondations par protection » ; et un des objectifs primordiaux du projet du deuxième plan de gestion des risques d'inondations du Luxembourg. Afin de parvenir à cette fin, différentes mesures, telles que l'établissement d'un « cadastre des zones de rétention » ou des projets de renaturations de grande envergure, ont été définies dans le programme de mesures relatif au plan de gestion des risques d'inondations (publié le 24 juin 2021 et consultable sur le site Internet www.waasser.lu).

ad 3) Le conseil spécifique des administrations communales en matière de faisabilité, de mise en œuvre et de financement de projets de renaturation de cours d'eau, de franchissabilité écologique, de mesures anticrues est une des missions principales de l'Administration de la gestion de l'eau. L'administration a également publié un guide technique pour la construction dans les zones inondables, expliquant les conditions à respecter pour toute nouvelle construction dans une zone inondable. D'autre part, des cartes des zones inondables, des cartes des risques d'inondations ainsi que des cartes de zones à risques lors de crues subites ont été élaborées et sont également consultables sur le Géoportail national du Grand-Duché de Luxembourg. Ces informations sont à considérer lors de l'élaboration de nouveaux plans d'aménagements particuliers et les agents de l'administration sont à disposition des communes pour fournir les conseils et les informations nécessaires en la matière.

Question 4716 (22.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**Observatoire de l'environnement :**

An engem rezente Leitartikel am „Lëtzebuerger Bauer" vum 25. Juni 2021 mam entspriechenden Titel „Wenn Experten Theoretiker sind" schreift den Direkter vun der Centrale paysanne, datt et opfalend ass, datt am Observatoire de l'environnement zwar Soziologen an ee „Professor für Heizungs-, Lüftungs- und Klimatechnik" sëtzen, awer kee „Praktiker, der tagtäglich durch seiner Hände Arbeit mit der Natur in Kontakt ist", dat heescht: kee Bauer.

Zugläich weist den Direkter vun der Bauerenzentral an deem Artikel drop hin, datt am Moment 18 Persoune Member vum Observatoire de l'environnement sinn. D'Gesetz vum 3. August 2005 „concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles" schreift eng Memberzuel vu 14 Persoune fir dëse Gremium vir.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister an un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Wéi ass et ze erklären, datt am Observatoire de l'Environnement kee Vertrieder vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft sëtzt?

2. Firwat sinn an deem Gremium zurzäit 18 Persounen, obschonn d'Gesetz just 14 Membere virschreift?

3. Am genannte Gesetz steet: « Les représentants sont nommés par le Ministre pour un terme de trois ans. » No wéi enge Krittäre ginn dës Persounen ausgewielt? Wat sinn déi individuell Qualifikatiounen, déi dës Persounen erfëlle mussen?

Réponse (13.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Zesummestellung vum Observatoire de l'environnement naturel gëtt de Missioune gerecht, déi dëse Gremium laut Artikel 3 vum sougenannte Partenariatsgesetz vum 3. August 2005 (loi concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles) kritt huet, i. e.

« - de constater l'état de conservation de la diversité biologique ;

- de proposer des recherches et études en matière d'environnement naturel ;

- de proposer un programme d'actions concrètes à réaliser par l'État et les syndicats ;

- d'évaluer les mesures réalisées par l'État et les syndicats ;

- de rédiger tous les deux ans un rapport circonstancié sur la politique en matière d'environnement naturel et sur la mise en œuvre de cette politique au niveau étatique et communal ;

- de suivre la mise en œuvre du plan national concernant la protection de la nature ;

- de saisir le Ministre des projets, actions ou mesures susceptibles de promouvoir la protection de l'environnement naturel. »

Zu dëse Missioune koum opgrond vum Artikel 64 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 d'Missioun derbäi, fir Kompensatiounsprojeten ze aviséieren.

ad 2. Den Artikel 4 vum modifizéierte Partenariatsgesetz gesäit follgend Kompositioun fir den Observatoire de l'environnement naturel vir:

« 1) deux représentants du Ministre ayant la Protection de la nature dans ses attributions ;

2) deux représentants de l'Administration de la nature et des forêts ;

3) un représentant de l'Administration de la gestion de l'eau ;

4) deux représentants du Musée national d'histoire naturelle ;

5) un représentant de l'Université du Luxembourg ;

6) quatre représentants appartenant aux organisations non gouvernementales en matière de protection de la nature ;

7) un représentant par syndicat. »

Vu datt et sechs Naturschutzsyndikater ginn an ee Representant pro Syndikat genannt ass, sinn aktuell 18 Memberen am Observatoire de l'environnement naturel. Deemno ass d'Memberszuel, déi an dëse Gremium aktuell genannt sinn, korrekt.

ad 3. D'Membere vum Observatoire de l'environnement naturel besëtzen d'Qualifikatiounen, fir de Missioune vun dësem Gremium gerecht ze ginn, déi am Artikel 3 vum Partenariatsgesetz operluecht gi sinn (cf. Äntwert op d'Fro 1). All hunn se laangjäreg Experienz um Terrain sammele kënnen am Beräich vum Naturschutz, soit an der applizéierter Recherche an dësem Beräich, soit an de Volete vun der Gesetzesgeebung, de Reglementatiounen oder der Politik zur natierlecher Ëmwelt, an zwar op lokalem, regionalem oder/an nationalem, voire internationalem Plang.

Question 4743 (26.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **création d'un cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement :**

L'accord de coalition pour la période 2018-2023 prévoit dans son chapitre 8 dédié au logement la création d'un cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement. Dans ce même chapitre il est également précisé que des mesures seront mises en place pour faciliter la mise à disposition de terrains par emphytéose à de telles formes de logement collaboratives à condition qu'elles soient de nature non lucrative.

Au Luxembourg il existe depuis 2016 une coopérative de logement qui a pris entre-temps le statut d'une société d'impact sociétal (SIS) constituée à 100 % de parts d'impact. Cette dernière a été depuis sa création en négociation avec le « Fonds Kirchberg » pour la mise à disposition d'un terrain à bâtir par ce dernier en vue d'y construire le premier projet de coopérative de logement. Or, ces négociations se sont soldées par un échec en 2020 pour diverses raisons.

Monsieur le Ministre du Logement a pourtant affirmé récemment lors d'un débat télévisé (20 mai 2021) qu'il soutiendrait en principe cette nouvelle forme de logement et qu'il serait en contact avec les responsables de ladite coopérative de logement quant à la mise à disposition d'un terrain à bâtir, tout en se référant à l'accord de coalition.

Il est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre du Logement peut m'éclaircir sur l'avancement des travaux législatifs quant à la création du cadre légal spécifique pour groupements d'habitat et coopératives de logement prémentionné ?

2) Si jamais le Ministre du Logement n'aurait pas encore entamé les travaux législatifs sur ce cadre légal spécifique, est-ce que le Ministre du Logement peut me fournir un calendrier concret quant à sa création ?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre du Logement peut m'éclaircir sur des actions gouvernementales mises en place, en cours d'implémentation ou prévues d'êtres implémentées quant à la facilitation de la mise à disposition de terrains par emphytéose à des formes de logement collaboratives étant de nature non lucrative ?

4) Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'éclaircir sur l'avancement quant à la mise à disposition d'un terrain à bâtir à la coopérative de logement susmentionnée ?

Réponse (05.08.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Actuellement, l'État peut participer jusqu'à concurrence de 75 % du prix de construction, d'acquisition, de rénovation et d'assainissement de logements locatifs réalisés par les sociétés d'impact sociétal régies par la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal et dont le capital social est constitué à 100 % de parts d'impact. Il est entendu que les conditions de location telles qu'arrêtées par règlement grand-ducal doivent être respectées. Ceci implique que les surplus de recettes provenant de la location des logements subventionnés doivent être intégralement réinvestis dans des logements locatifs subventionnés. Cette facilité sera maintenue et précisée dans le contexte de la réforme du cadre réglementaire portant sur les aides à la pierre dont le dépôt est prévu pour avant la fin de l'année.

Pour ce qui est de la mise à disposition de terrains par emphytéose à des porteurs de projets qui souhaitent élaborer des formes de logement collaboratives, il est entendu que cette mise à disposition ne peut pas être réalisée à titre gratuit. L'attribution d'un tel terrain devra dès lors se faire à travers un ou plusieurs appels à projets. Actuellement le Ministère du Logement est en train d'identifier des terrains qui pourraient se prêter à ce type d'appel à projets et d'en élaborer les termes de références.

Question 4773 (30.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **fourrière dans le sud du pays :**

Am Süde vum Land, besonnesch zu Esch, encombréiere weiderhin Autoen, déi vun der Police konfiszéiert goufen, d'Parkplaze mat hiren typesche giele „Krallen". Schonn Enn Januar hat de Gemengesyndikat ProSud eng Resolutioun un den Här Minister geschéckt, an där hien zu enger schneller Léisung vum Problem opgefuerdert gouf. Den Här Minister hat dunn awer just eng provisoresch Léisung um Site Raemerich ugekënnegt, woubäi dës Fourrière awer fréistens 2023 a Betrib goe kéint. Dës Léisung ass fir déi betraffen Urainer net akzeptabel. Doriwwer eraus huet den Här Minister kloer preziséiert, datt d'Fourrière fir d'Regiounen Osten an Zentrum um Findel ze kleng wier, fir zousätzlech Autoen aus anere Landesdeeler opzehuelen (Source: „Schnelle Lösung in weiter Ferne"; „Tageblatt" vum 28. Juli 2021).

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir Bannesécherheet:

1. Schonn am Hierscht 2020 hat d'Gemeng Esch de „Crassier Terres Rouges" als Site fir eng nei Fourrière proposéiert. Dës Propositioun gouf vun der Police awer mat Skepsis opgeholl. Kann den Här Minister preziséieren, firwat dës Léisung fir hien net a Fro kënnt?

2. Ass dru geduecht, fir eng national Fourrière ze kreéieren, wou all konfiszéiert Autoen ofgestallt ginn, onofhängeg vun der Regioun, wou se konfiszéiert goufen?

3. Geet den Här Minister dervun aus, datt sech de „Fourrière"-Problem an deenen nächste Méint verschäerfe wäert?

4. Et ass warscheinlech, datt vill vun deene konfiszéierten Autoen een auslännesch Nummereschëld hunn. Ginn et Accorde mat anere Länner, wat d'Konfiszéierung an den Deplacement vun dësen Autoen ugeet? Ginn et Iwwerleeungen, fir Autoe mat franséischem, däitschem oder belschem Nummereschëld an deene betreffende Länner ofzestellen amplaz hei am Land?

Réponse commune (27.08.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. De Crassier Terres Rouges ass en Terrain vague, deen net befestegt ass, an domadden net geeegent ass, fir datt do reegelméissege Verkéier mat Depanneusë stattfënnt. Doriwwer eraus ass den Terrain net geséchert an och do wären d'Autoen dem Vandalismus ausgeliwwert.

ad 2. Am Fall vun den Autoen, déi mat „Krallen" am Süde vum Land stinn, schwätze mir vun immobiliséierten Autoen, déi vun der Police séchergestallt ginn. Déi kommen an eng Fourrière administrative a ginn an de meeschte Fäll vun hire Besëtzer no e puer Deeg rëm aus der Fourrière ofgeholl, nodeem se hire Protokoll an d'Fraise fir d'Ofschleefen an d'Versuergen an der Fourrière bezuelt hunn. Wann déi Fourrière op nationalem Plang géif organiséiert ginn, da missten d'Bierger aus dem ganze Land dohin hiren Auto rëm aléise goen. Well dat awer ëmständlech an net biergerfrëndlech ass, prekoniséiert d'Police eng Fourrière administrative pro Regioun.

Déi saiséiert a confisquéiert Autoe kommen an d'Fourrière judiciaire zu Suessem oder op Colmar-Bierg. Fir d'Joër 2020 stounge ronn 555 Autoen an de respektive Fourrièren, woubäi awer och 325 Autoe verkaf gi sinn. Laut dem Gestionnaire sinn och dës Fourrièren op hirer Limitt ukomm.

Aktuell kënne just Autoe verkaf ginn, déi „delaisséiert" goufen an no enger gewëssener Frist net reklaméiert goufen, am Respekt vum Artikel 17§7 vum Code de la route, respektiv déi Autoen, déi duerch e rechtskräftegt Geriichtsurteel confisquéiert goufen. De Projet de loi N° 7452 iwwert d'Schafe vum „Bureau de gestion des avoirs" gesäit zukünfteg vir, dass och saiséiert Objeten, ewéi z. B. Autoen, kënne veräussert ginn, wann notamment de Risque vun enger Depreciatioun besteet, wat jo bei Autoe ganz gären de Fall ass. Dës nei Dispositioun misst et dann och erméiglechen, fir d'Fourrièren ze entlaaschten.

ad 3. De Problem gëtt mat der klammender Zuel vu Residenten a Frontalieren an domadder mat der klammender Zuel vun Autoen op der Strooss méi grouss.

ad 4. Och auslännesch Autoe ginn zu Lëtzebuerg séchergestallt, wann e Verstouss géint Lëtzebuerger Reegele virläit. Déi Lëtzebuerger Prozedur, ob administrativ oder judiciaire, ass onofhängeg vun der Nationalitéit vum Proprietär an och onofhängeg

vum Land, an deem den Auto ugemellt ass. Dofir kënnen déi net einfach exportéiert ginn.

Question 4774 (30.07.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **taux de TVA super-réduit de 3 % :**

Je fais suite à ma question parlementaire n° 4531 du 21 juin 2021 concernant le taux de TVA super-réduit de 3 %. Monsieur le Ministre des Finances y a répondu le 28 juillet 2021, mais sa réponse me semble incomplète.

Comme précisé dans ma question parlementaire évoquée ci-dessus, le Gouvernement a relevé en 2015 le taux de TVA sur l'acquisition d'un logement destiné à la location de 3 à 17 %. Le taux de TVA super-réduit de 3 % n'est dès lors que maintenu pour l'acquisition d'un logement affecté à des fins d'habitation principale.

Monsieur le Ministre des Finances m'a fait parvenir les chiffres relatifs à la moins-value de la TVA logement perçue pour la période entre 2013 et 2020. Je souhaiterais néanmoins obtenir une réponse à la question suivante :

- Quelles ont été les recettes de la TVA logement pour la période entre 2013 et 2020 perçues sur l'acquisition d'un logement destiné à la location ?

Réponse (25.08.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En réponse à la question de l'honorable Député, je réitère ma réponse à la question parlementaire n° 4531, qui précise qu'en ce qui concerne les recettes TVA en relation avec les travaux de création et de rénovation de logements, aucunes données statistiques y relatives ne sont disponibles puisque lesdits travaux ne font pas l'objet de déclarations spécifiques, ni de la part des entreprises, ni de la part des propriétaires.

Question 4775 (02.08.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**imposition individuelle optionnelle :**

À partir du 1er janvier 2018 et pour l'année d'imposition 2018, un nouvel article 3 ter LIR introduit l'imposition individuelle sur option notamment pour les contribuables mariés résidents.

À cet égard, plusieurs choix s'offrent à eux :

- une imposition individuelle pure des revenus mondiaux indigènes et étrangers d'un seul conjoint en classe d'impôt 1, conformément à l'article 3 ter alinéa 2 LIR,

ou

- une imposition individuelle avec réallocation des revenus entre les conjoints pour déterminer le taux de la classe d'impôt 1, conformément à l'article 3 ter alinéa 3 LIR.

Les avantages de cette levée d'option sont vantés comme suit sur le site Internet de l'Administration des contributions directes :

- individualisation sur mesure : libre choix d'opter pour l'imposition individuelle ou non ;
- l'individualisation évite en principe le paiement d'avances supplémentaires en optant pour la classe 1 ou le taux réel sur la fiche de retenue d'impôt pour les contribuables salariés ou pensionnés;
- responsabilité limitée au montant de l'impôt qui aurait été dû individuellement (classe 1).

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de contribuables mariés résidents ayant choisi l'imposition individuelle sur option en 2018 ? Combien de contribuables mariés résidents ont choisi le régime pur et combien ont opté pour le modèle avec réallocation ?

2) Quel est le pourcentage de contribuables résidents mariés ayant opté pour l'imposition individuelle en 2018 sur le total de cette même catégorie de contribuables pour l'année en question ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me fournir les informations demandées sub 1) et 2) pour les années 2019, 2020 et 2021 ?

4) Combien de contribuables mariés résidents ont opté pour une imposition individuelle sur la fiche de retenue d'impôt pour l'année 2018 et ont révoqué leur choix au moment voire en vue de la remise de leur déclaration d'impôts pour cette même année ? Comment ces données ont évolué au cours des années 2019 et 2020 ?

Réponse (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le nombre de contribuables mariés résidents ayant opté soit pour l'imposition individuelle dite « pure », soit pour l'imposition individuelle dite « avec réallocation », a évolué comme suit depuis l'introduction de l'imposition individuelle optionnelle en 2018 et jusqu'en août 2021 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Sur l'ensemble de la période visée, le pourcentage de contribuables mariés résidents ayant opté pour un des deux types d'imposition individuelle sur le total de cette même catégorie de contribuables, est donc inférieur à 1 %. Pour autant, on constate une tendance haussière claire.

Le pourcentage de contribuables mariés résidents qui avaient opté pour une imposition individuelle sur la fiche de retenue d'impôt en début d'année, mais qui n'ont pas été immatriculés comme tel par le bureau d'imposition, soit parce qu'ils ont révoqué leur choix ultérieurement, soit parce qu'ils n'ont pas confirmé leur choix initial lors de la remise de la déclaration, est le suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il faut cependant préciser que les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus se basent sur les impositions achevées fin août 2021, de sorte que ces statistiques peuvent encore varier dans le futur.

Question 4776 (30.07.2021) de **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant les **garanties optionnelles contre les risques d'inondation proposées par les assurances :**

En mars 2017, le Ministère des Finances et l'Association des compagnies d'assurance et de réassurance du Grand-Duché de Luxembourg (ACA) ont présenté une nouvelle garantie de base optionnelle contre les risques d'inondation en complément de l'assurance Habitation privée. Il s'agissait d'une réaction des assureurs aux pluies torrentielles de juillet 2016, qui avaient engendré des inondations d'une ampleur inédite au Luxembourg. Selon les modalités retenues en 2017, les garanties de base optionnelles prévoient une indemnité annuelle minimale de 20.000 euros par an et par sinistre pour les personnes (moins d'1 % de la population) résidant en zone de risque décennal avec une forte exposition au risque d'inondation. Pour les autres 99 % de la population, la couverture de base optionnelle proposée par les assureurs prévoit une indemnité annuelle minimale de 200.000 euros par an et par sinistre.

Suite aux inondations de juillet 2021, les assureurs ont émis un premier bilan chiffré des dégâts. Avec un chiffre provisoire de 120 millions d'euros, il s'agit d'ores et déjà des plus importants dommages causés par un phénomène météorologique au Luxembourg. Lors d'une interview à la radio, l'administrateur-délégué et président du comité de direction de l'ACA n'a pas été en mesure d'indiquer des chiffres exacts sur le niveau de souscription des garanties optionnelles contre les risques d'inondations.[1] Or, vu l'importance des dégâts occasionnés et la fréquence de plus en plus élevée de phénomènes météorologiques extrêmes ces dernières années, il est important de s'interroger sur la couverture de ces événements par les assurances et sur les produits que les assureurs proposent à leurs clients. À cet effet, des données chiffrées s'avèrent indispensables.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle proportion des assurés a opté en faveur des garanties optionnelles contre les risques d'inondations proposées par les assureurs ? Quel est le montant total des primes versées aux assureurs dans ce contexte et quelle est la prime moyenne versée par assuré ?

2) Le total des primes versées depuis 2017 est-il suffisant pour couvrir les sinistres occasionnés par les catastrophes naturelles pendant la même période, y inclus le chiffre provisoire de 120 millions d'euros pour les inondations de juillet 2021 ?

3) Les indemnités minimales couvertes par les garanties optionnelles s'élèvent à 20.000 euros par an et par sinistre dans les zones à haut risque d'inondations, respectivement à 200.000 euros en dehors de ces zones. Quelle est la proportion des garanties souscrites se limitant à ces montants minimaux ? Pour l'ensemble des garanties souscrites, où se situe la moyenne et la médiane des indemnités prévues, endéans respectivement en dehors des zones à haut risque d'inondations ?

4) Monsieur le Ministre est-il en mesure de dresser un bilan provisoire des dégâts non-couverts par des assurances, occasionnés auprès des ménages et entreprises par les pluies diluviennes et les inondations de juillet 2021 ?

[1] https://www.100komma7.lu/article/aktualiteit/wiederschied-d-assurance-primme-keinte-klammen

5) Monsieur le Ministre est-il en mesure de dresser un bilan provisoire des dommages occasionnés auprès des infrastructures publiques, dont notamment ceux concernant les communes et les syndicats intercommunaux ? Ces dégâts sont-ils entièrement couverts par des contrats d'assurance, où existe-t-il des découverts ?

Réponse (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les données collectées par le Commissariat aux assurances auprès des principaux assureurs actifs sur le marché luxembourgeois, font apparaître qu'environ 50 % des ménages ont souscrit à la garantie optionnelle spécifiquement conçue contre les risques d'inondations des habitations privées. À ce titre, en moyenne sept millions d'euros de primes annuelles ont été collectées au cours des cinq dernières années. La prime moyenne par assuré fluctue entre 20 et 30 euros pour 100.000 euros de somme assurée. Étant donné que les assureurs proposent des garanties qui peuvent être supérieures aux garanties de base, il serait peu représentatif de calculer des sommes assurées moyennes ou des indemnités moyennes.

Ces mêmes données montrent que le total des primes collectées depuis 2017, concernant la garantie optionnelle « risque inondation » de l'habitation privée, ne suffisent pas pour couvrir les sinistres occasionnés par les catastrophes naturelles pendant la même période. Il faut cependant ajouter que les assureurs se réassurent afin d'écrêter les impacts sur leurs bilans dus à des pics de sinistralité.

Il est encore trop tôt pour avancer un chiffre consolidé relatif aux dégâts occasionnés auprès des ménages, des entreprises ou des infrastructures publiques.

Question 4778 (30.07.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **interventions du CGDIS dans le cadre des inondations du 14 juillet 2021 :**

A verschiddene Regioune vum Land sinn de 14. an de 15. Juli iwwer 100 Liter Reen op de Quadratmeter gefall. D'Konsequenz waren Iwwerschwemmungen an engem enormen Ausmooss. Iwwer 6.000 Telefonsuriff si beim Noutruff 112 agaangen, d'Rettungsdéngschter hu ronn 1.200 Asätz assuréiert an iwwer 400 Leit hunn zäitweileg hire Logement misse verloossen. Dës Iwwerschwemmunge si vun der Association des compagnies d'assurances (ACA) als „catastrophe la plus coûteuse de l'histoire de l'assurance luxembourgeoise" qualifizéiert ginn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Wéi vill Pompjeeën an aner Asazkräfte vum CGDIS waren am Kader vun der Iwwerschwemmungskatastroph am Ganzen am Asaz?

- Kann d'Madamm Inneministesch eng detailléiert Statistik vun allen Asazkräfte virleeën, opgeschlësselt no professionellen a fräiwëllege Rettungsleit, no Affektatioun un de jeeweilegen Zenter an no de Gemengen, wou se de 14. a 15. Juli am Asaz waren?

Réponse (06.10.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Wärend der Iwwerschwemmungskatastroph vum 14. a 15. Juli 2021 ware vum CGDIS, zu Lëtzebuerg an am Ausland, 94 Unitéiten (Asazzenteren (CIS) a Spezialunitéiten (GIS)) mat engem Gesamteffectif vun ongeféier 1.600 fräiwëllegen an haaptamtleche Fraen- a Männerpompjeeën am Asaz.

Déi gesammelt Donnéeë weisen eng minimal Feelerquot. Niewent de villen Interventioune wéinst den Iwwerschwemmunge waren och parallell vill gewéinlech Asätz, déi keen direkte Lien zum Héichwaasser haten, wat et elo schwiereg mécht, eng prezis, detailléiert Opléschtung virzeweisen. Well praktesch all d'Unitéite vum CGDIS iwwer méi e laangen Zäitraum am Asaz waren, dëst wéinst dem Ausmooss vun der Katastroph. Déi vill Asätz konnten doduerch statistesch net eenzel erfaasst ginn. De CGDIS kann awer d'Unzuel u Pompjeeën ausrechnen, déi zu engem gewësse Moment an de jeeweilegen Unitéiten am Asaz waren. Et ass allerdéngs net méiglech, anescht wéi dat am gereegelten Alldag de Fall ass, genee ze soen, zu wéi engem Zäitpunkt wéi vill Pompjeeë genee an där enger oder anerer Gemeng respektiv op där enger oder anerer Interventioun aktiv waren.

Vu dass d'Pompjeeën am Asaz all déi nämmlecht Aarbechten ausféieren, gëtt keen Ënnerscheed têschent fräiwëllegen an haaptamtlechen Agente gemaach.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Jidder lokale CIS war um Territoire vu senger Gemeng am Asaz. D'GISen hunn, par définition, eng national Zoustännegkeet.

Zousätzlech si vill CISen an anere Gemengen intervenéiert, fir hir Kolleeginnen a Kolleegen do ze ënnerstëtzen. De follgenden Tableau resüméiert d'Asazberäicher vun de CISen a GISen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 4845 (12.08.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **protection accordée par l'État aux agents de l'État :**

Les paragraphes 4 et 5 de l'article 32 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose que :

« 4. L'État protège le fonctionnaire ou l'ancien fonctionnaire contre tout outrage ou attentat, toute menace, injure ou diffamation dont lui-même ou les membres de sa famille vivant à son foyer seraient l'objet en raison de sa qualité ou de ses fonctions ainsi que contre tout acte de harcèlement sexuel et tout acte de harcèlement moral à l'occasion des relations de travail. Dans la mesure où il l'estime nécessaire, l'État assiste l'intéressé dans les actions que celui-ci peut être amené à intenter contre les auteurs de tels actes. Il en est de même pour les actions qui seraient intentées par des tiers ou par les autorités judiciaires contre le fonctionnaire en raison de sa qualité ou de ses fonctions devant les juridictions de l'ordre judiciaire.

5. Si le fonctionnaire, ou l'ancien fonctionnaire, subit un dommage en raison de sa qualité ou de ses fonctions, l'État l'en indemnise pour autant que l'intéressé ne se trouve pas, [...] par faute ou négligence graves, à l'origine de ce dommage et n'a pu obtenir réparation de l'auteur de celui-ci. »

Au regard de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Combien de demandes d'assistance ont été adressées à l'État sur base de l'article 32, paragraphe 4, 2e phrase précité au cours des cinq dernières années ?

- Combien de demandes ont été soumises à l'État sur base de l'article 32, paragraphe 4, 3e phrase ?

- Qu'est-il du nombre de requêtes d'indemnisation adressées à l'État sur base de l'article 32, paragraphe 5 ?

- Pour chacune de ces catégories de demandes :
• à combien de requêtes l'État a-t-il accordé une suite favorable ? Quels ont été les motifs de refus, si applicable ?
• à quel ministère, administration, service, établissement public, les agents ayant adressé de telles demandes ont-ils appartenu ?

- À quel montant se sont chiffrées les indemnisations réglées pour compte des agents de l'État en question (par an) au cours des cinq dernières années ?

- Sachant que l'État est subrogé dans les droits de l'agent indemnisé, Monsieur le Ministre peut-il m'informer du montant récupéré par l'État auprès des tiers ?

- Sachant que d'après l'article 35 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, « l'État peut assurer, auprès de compagnies d'assurances privées, certaines catégories de fonctionnaires contre les risques de responsabilité civile en rapport avec l'exercice de leurs fonctions », Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails à cet égard (ministère, administration, service, etc. couvert, catégorie de fonctionnaires visés, montant de la couverture de chacune de ces polices d'assurance, risques couverts, franchises, etc.) ?

- À combien de reprises, les compagnies d'assurances ont-elles dû intervenir et dans quelle situation ? Monsieur le Ministre peut-il me fournir plus de détails à ce sujet ?

Réponse (14.09.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Concernant les chiffres des cas de protection et d'indemnisation prévus par les articles 32, paragraphe 4 et 32, paragraphe 5 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, je peux fournir à l'honorable Députée les informations suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Au niveau des demandes d'assistance, les administrations concernées étaient :

- la Police grand-ducale,
- l'Enseignement,
- l'Armée,
- l'Administration pénitentiaire,
- l'Administration des douanes et accises,
- l'Administration des ponts et chaussées,

- l'Administration de la nature et des forêts,
- le Service de renseignement de l'État,
- l'Administration judiciaire,
- l'Administration des enquêtes techniques,
- le Ministère du Développement durable et des Infrastructures,
- le Musée d'art moderne,
- l'Inspection du travail et des mines.

Pour les années 2016 et antérieures, les données ne sont plus disponibles car elles sont hors période de conservation.

Pour les statistiques, il est seulement distingué entre les articles 32, paragraphe 4 et 32, paragraphe 5, mais aucune distinction n'est faite entre les différentes phrases des paragraphes respectifs.

Pour ce qui est des motifs des refus :

Les raisons pour lesquelles une demande de protection ou d'indemnisation est refusée sont le plus souvent les mêmes.

Les refus de demandes de protection basées sur l'article 32, paragraphe 4, sont liés au fait qu'elles concernent des litiges qui opposent l'agent à l'État employeur (par exemple en matière disciplinaire) ou que les faits n'ont pas de lien avec l'exercice des fonctions.

Les refus de demandes d'indemnisation basées sur l'article 32, paragraphe 5, sont motivés par le fait que le dommage n'est pas lié à l'exercice des fonctions ou que l'auteur du dommage peut l'indemniser.

Pour ce qui est de la subrogation des droits et des montants récupérés dans ce contexte :

L'article 32 du statut général des fonctionnaires de l'État dispose en son paragraphe 6 que « Dans la mesure où l'État indemnise le fonctionnaire, il est subrogé dans les droits de ce dernier ».

Théoriquement, en indemnisant l'agent - dans les cas où ce dernier n'a pas pu obtenir réparation de son dommage de la part de l'auteur responsable - l'État est donc subrogé dans ses droits et peut se retourner contre l'auteur. Toutefois, en pratique, dans la quasi-totalité des cas, les auteurs s'avèrent insolvables ou introuvables, de sorte que les chances de pouvoir réclamer le remboursement des montants sont infimes.

Pour ce qui est des questions relatives à la conclusion d'assurances :

L'article 35, paragraphe 3 du statut général des fonctionnaires de l'État prévoit que « L'État peut assurer, auprès de compagnies d'assurances privées, certaines catégories de fonctionnaires contre les risques de responsabilité civile en rapport avec l'exercice de leurs fonctions ».

Mon département ministériel ne recourt pas à la pratique prévue par le prédit article 35(3).

Question 5081 (11.10.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant l'**écriture inclusive dans les documents administratifs au Luxembourg :**

Selon divers articles de presse, la Ministre de la Famille allemande a récemment recommandé aux différentes administrations fédérales en Allemagne de ne pas recourir à des symboles tels que le « Gendersternchen » dans des documents officiels qui s'adressent à la fois à des personnes féminines et masculines. De même, les administrations sont invitées à ne pas recourir au trait d'union ou au grand « I », tels qu'ils sont parfois utilisés en langue allemande dans l'écriture inclusive. Par contre, il est préconisé d'utiliser soit des formes neutres, soit de nommer explicitement les formes masculines et le féminines dans les documents administratifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

- Quelle est la position de Madame la Ministre concernant l'écriture inclusive dans les documents administratifs au Luxembourg ?

- Madame la Ministre a-t-elle adressé des recommandations en matière d'écriture inclusive aux administrations ? Si oui, lesquelles ? Est-ce qu'une distinction est faite en fonction de la langue (luxembourgeois, français, allemand) employée ?

- Le Ministère a-t-il adressé des recommandations de ce type à d'autres entités publiques, telles que les communes ou des établissements publics ?

- Madame la Ministre prévoit-elle de sensibiliser les médias et plus particulièrement la presse écrite au sujet de l'écriture inclusive ?

Réponse (30.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

L'expression « langage neutre du point de vue du genre » est une expression générique couvrant l'usage d'un langage non sexiste, inclusif ou équitable du point de vue du genre. L'emploi d'un langage neutre du point de vue du genre vise à éviter les formulations susceptibles d'être interprétées comme porteuses de préjugés, discriminatoires ou dégradantes en laissant entendre qu'un sexe ou genre social représente la norme. L'usage d'un langage inclusif et équitable du point de vue du genre contribue également à réduire les stéréotypes liés au genre, à promouvoir un changement dans la société et à parvenir à l'égalité des sexes. »[2]

Dans le contexte de la transition de l'égalité de droit entre les sexes en une égalité de fait au Luxembourg, une représentation équilibrée et équitable entre femmes et hommes dans tous les domaines de la vie est à rechercher.

L'écriture et le langage jouent un rôle important dans la mesure où ils influencent nos mentalités, nos habitudes et nos comportements.

Des règles de grammaire comme celles de la langue française où « le masculin l'emporte sur le féminin » ne sont pas innocentes dans la mesure où elles confirment au quotidien les inégalités entre les sexes et, en l'occurrence, la domination masculine.

En plus, une communication marquée par des formulations exclusivement masculines ou féminines risque d'exclure la moitié de la population ce qui peut avoir des conséquences néfastes, par exemple en matière de choix professionnels.

La mesure 2.7. du Plan d'action national pour une égalité entre femmes et hommes, adopté par le Gouvernement en 2020, vise la discussion de pistes pour rééquilibrer le poids des termes féminins et masculins dans la communication écrite et parlée.

En étroite collaboration avec le Ministre de l'Éducation nationale, de l'enfance et de la jeunesse, Ministre de tutelle du Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch (ZLS), un groupe de travail informel incluant des représentants et représentantes de la société civile pouvant se prévaloir d'une expérience établie en la matière.

L'objectif de ce groupe est de préparer des lignes directrices (« Leitfaden ») pour adresser à la fois les femmes et les hommes dans la communication écrite et parlée, ceci dans les quatre langues le plus couramment utilisées au Luxembourg, à savoir le luxembourgeois, l'allemand, le français et l'anglais.

Ces lignes directrices serviront de guide et de conseil à celles et ceux qui désirent pratiquer une communication inclusive au sens d'une représentation équilibrée des termes féminins et des termes masculins.

Elles seront mises à disposition et diffusées à la plus large échelle possible.

Un accent particulier sera mis sur les titres et fonctions où les formes stéréotypées (« un médecin » et « une infirmière ») continuent à dominer en dépit des évolutions du marché de l'emploi et de la diversification des fonctions.

Le Gouvernement continue à privilégier une approche volontariste face à l'utilisation d'un langage plus visible de la mixité de la population.

Au stade actuel des travaux, différents niveaux (par ordre prioritaire) seront recommandés sur base d'exemples concrets :

1. Favoriser l'utilisation de termes génériques/unisexes et de singuliers collectifs (comme par exemple les êtres humains, les bénéficiaires, les membres, le corps enseignant, la direction, le personnel, ...)

2. Promouvoir la féminisation des noms de métiers, professions, titres et fonctions (comme par exemple la maçonne, la juge, la directrice, la conseillère, ...)

3. Utiliser la double désignation pour le cas où un terme unisexe/générique n'est pas possible (comme par exemple les citoyens et les citoyennes, le doyen et la doyenne, ...)

4. Proposer un signe de ponctuation pour le cas où les points 1 à 3 ne donnent pas satisfaction tout en veillant à l'objectif de maintenir les textes écrits clairs et lisibles.

Il est prévu de publier les lignes directrices pour la langue luxembourgeoise au début de l'année 2022

Question 5093 (12.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **conduite autonome :**

D'Regierung huet am Koalitiounsaccord ugekënnegt, d'Innovatioun an der Automobilitéit ze ënnerstëtzen, andeems d'Technologien, déi fir d'autonoomt Fuere gebraucht ginn, reglementéiert solle ginn. Am Automobillsecteur gëtt et aktuell eng Rëtsch Autoen ze kafen, déi d'autonoomt Fueren op zweeter Stuf erméiglechen. Op eise Stroossen hunn dës Autoen awer aktuell nach mat ville Problemer ze kämpfen, well eng schlecht Beschëlderung, mangelhaft Stroossemarkéierungen oder d'Presenz vu Chantieren de Bordinstrumenter Problemer bereeden.

A menger parlamentarescher Fro N° 0508 war ech schonns op mangelhaft Stroossemarkéierungen agaangen. E weidere Problem stellt sech bei den Emplacementer vu Schëlder, déi a verschiddene Situatiounen d'Bordmechanik iwwerfuerderen. Esou ass zum Beispill bei der Beschëlderung vun Tempolimitte festzestellen, dass verschidden Autoen net schnell genuch ofbremsen, fir hannert dem Schëld um Tempolimitt ze sinn.

Wa mer autonoomt Fueren op eise Stroossen erlabe wëllen an d'Software an den Autoe richteg soll funktionéieren, da muss d'Stroossennetz, dat aktuell fir d'Mënsche gemaach ass, och fir d'Computeren adaptéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi muss d'Stroossebeschëlderung zu Lëtzebuerg an Zukunft ëmgestallt ginn, fir et autonome Bordsystemer ze erméiglechen, sech un d'Dispositioune vum Code de la route ze halen?

2. Wäert d'Ëmstellung op autonom Autoen och Konsequenze fir d'Placéierung vu verschiddene Vitesslimitatiounen a Vitesskontrollen hunn? Wéi eng Krittäre wäerten hei applizéiert ginn?

Réponse (13.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte stellt sech d'Fro, wéi d'Stroossebeschëlderung wäert mussen ugepasst ginn, fir et de Bordsystemer vun Autoen, déi zum Deel oder komplett autonom kënne fueren, ze erméiglechen, d'Dispositioune vum Code de la route anzehalen.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0508 gouf schonn de Fonctionnement vum autonome Fueren erkläert an explizitt dorop higewisen, dass et de Chauffer ass, dee bei engem autonome Gefier vum Niveau 2 eleng responsabel fir d'Anhale vun den Dispositioune vum Code de la route ass an d'Funktioune vun der Automatiséierung de Chauffer nëmmen assistéieren.

Laut dem Code de la route mussen d'Stroosseschëlder esou opgestallt sinn, dass se fir den Usager visibel sinn. Dësen ass och responsabel fir aner Virschrëften am Zesummenhang mat der Geschwindegkeet, déi vum System net duerch en einfache Panneau ze erkenne sinn, wéi z. B. „Vitesse dangereuse selon les circonstances" oder d'obligatorescht Luesmaachen a verschiddene Fäll.

Am Kader vun der Entwécklung vu Gefierer, déi autonoomt Fueren erméiglechen, ass onbedéngt ze envisagéieren, dass d'Technik sech der Stroossebeschëlderung upasst, fir dee beschtméiglechen a sécheren Fonctionnement ze garantéieren. D'Automobillhiersteller an d'Softwareentwéckler mussen hir Technik esou entwéckelen, dass en autonoomt Gefier ënnert alle Situatioune fäeg ass, d'Stroossebeschëlderung ze erkennen an entspriechend drop ze reagéieren. D'Stroosseschëlder sinn haut esou placéiert, dass en Autosfuerer se fréi genuch erkenne kann a seng Fuerweis deementspriechend upasse kann. Genau esou muss och en autonome System entwéckelt ginn. Zousätzlech wäert an dëse Gefierer an der Reegel och eng digital Kaart hannerluecht sinn, wou fir all Stroossesegment déi jeeweileg Reglementatioun vermierkt ass. Doduerch weess dat autonoomt Gefier och, mat wéi vill et fuere kann a muss nëmmen nach ofgläichen, ob et eventuell temporär Ännerungen zu dësen hannerluechten Donnéeë gëtt.

E redundante System verléisst sech also zousätzlech op Datebanken, déi Informatiounen zu de Stroossen enthalen, an och reegelméisseg vum jeeweilegen Hiersteller um leschte Stand gehale ginn. Esou kënnt et zu engem Zesummespill tëschent der Infrastruktur (Stroossebeschëlderung, Stroossemarkéierungen an de respektive Signalisatiounen) an dem Kaartematerial vu der Bordelektronik.

Am Kader vun der General Safety Regulation gëtt den Intelligent Speed Assistance (ISA) System entwéckelt. Den ISA System soll de Chauffeur vun engem Gefier duerch Erkenne vun de Stroosseschëlder iwwer déi aktuell Vitesslimitatioun informéieren. Dëse System ass schonn a verschiddene Gefierer enthalen a gëtt schrëttweis an der Europäescher Union zu enger genereller Obligatioun. Heifir ass et néideg, dass de System déi ënnerschiddlech Stroosseschëlder an hir Bedeitung kennt.

Well et international an europawäit awer Ënnerscheeder an der Stroossebeschëlderung gëtt, ass op europäeschem Niveau d'Initiativ geholl ginn, fir, am Kader vum Developpement vum ISA, e Katalog auszeschaffen, deen all d'Stroosseschëlder regruppéiert, déi et an de verschiddenen europäesche Länner gëtt. Dëse Katalog erméiglecht et den Hiersteller, hiren ISA System esou ze programméieren, dass dësen alleguer d'Stroosseschëlder an deene verschiddene Länner erkenne kann. Et sief ze soen, dass Lëtzebuerg säi Katalog vun den nationale Stroosseschëlder ugangs 2021 eragereecht huet.

Wat Verkéierskontrollen ubelaangt, si Gefierer, déi eng Deelautomatiséierung besëtzen, net anescht ze behandele wéi normal Gefierer, an dëst op d'mannst esou laang, wéi d'national Gesetzgeebung net d'Responsabilitéit vum Fuerer op den Auto verlagert, wat eréischt dann de Fall ka sinn, wann d'Gefier tatsächlech ka voll autonom fueren (Niveau 5), woubäi hei awer nach ze kläre bleift, wie responsabel ass, wann et zu engem Verstouss géif kommen.

Question 5100 (13.10.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **mobilité électrique :**

Vun 2030 u soll de Verbrennungsmotor zu Lëtzebuerg nom Wëlle vun der Regierung net méi nei zougelooss ginn. Wéi aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1907 vum éierewäerten Deputéierte Fernand Kartheiser ervirgeet, waren zum Stéchdatum vum 31. Januar 2020 grad emol 2.525 honnertprozenteg Elektroautoen oder Camionnetten zu Lëtzebuerg ugemellt, dovun 1.050 am Numm vu Privatpersounen an 1.475 am Numm vu moralesche Persounen.

D'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3746 vun den éierewäerten Deputéierte Sven Clement a Marc Goergen vum 2. Mäerz 2021 ergëtt en änlecht Bild fir den ëffentleche Fuerpark. Deemno louch den Undeel vun den honnertprozentegen Elektroautoe beim Staat, op den 1. Januar dëst Joer bei 4,13 Prozent (91 vun 2.202). Den Undeel vun Autoe mat Verbrennungsmotor huet dogéint 91,78 Prozent (2.021 vun 2.202) bedroen.

Zu den Neiuschafunge beim ëffentleche Fuerpark huet d'Regierung an der nämmlechter Fro ënnert anerem dat hei geschriwwen: „Zënter 2017 gëtt eng zentral Ausschreiwung vun 100 % Elektroautoen a Plug-in-Hybride fir de Fuerpark vum Staat gemaach an d'Regierungsrot huet festgehalen, datt alleguerten déi nei Autoe prioritär sollen 100 % Elektroautoen oder Plug-in-Hybride sinn". Trotzdeem si bei den ëffentlechen Déngschtautoen 2020 nëmmen 38 Elektroautoen, awer gläichzäiteg nach eng Kéier 135 Autoe mat Verbrennungsmotor dobäikomm. Dat, obwuel d'Regierung opgrond vun den einfachen technesche Viraussetzunge prioritär de Fuerpark vun de Verwaltunge wëll ëmrüsten, wéi si an der Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 3939 informéiert huet.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung nach gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill honnertprozenteg elektresch Gefierer waren op de Stéchdatum vum 30. September 2021 zu Lëtzebuerg ugemellt? Wéi waren d'Besëtzverhältnisser tëschent Privatleit, Entreprisen an dem Staat opgedeelt? Wéi gedenkt d'Regierung, hir eiergäizeg Ziler bis 2030 beim eegene Fuerpark ëmzesetzen?

2. Wéi huet sech zu deem an der Fro virdru genannten Zäitpunkt d'Ratio „Elektroauto pro Luetstatioun" presentéiert?

3. Wéi vill 100 Prozent elektresch Gefierer sinn aktuell beim CGDIS am Asaz? Op wéi eng Manéier gedenkt d'Regierung de Fuerpark vun 2030 un ëmzerüsten? Gi scho Pläng fir d'Ausmusterung fir d'Gefierer mat Verbrennungsmotoren ausgeschafft, déi zu deem Zäitpunkt jo kaum méi ënnerhalb vun der Europäescher Unioun op den Occasiounsmarché kënne bruecht ginn?

4. Wéi vill honnertprozenteg elektresch Bussen a Minibusse sinn aktuell bei den CFL an aneren ëffentlechen Transportentreprisen am Asaz? Wéi sollen dës Zuele bis 2030 evaluéieren? Ginn am Sënn vun der Fro virdru scho Pläng fir d'Ausmusterung fir d'Gefierer mat Verbrennungsmotoren ausgeschafft?

5. Wéi vill Suen huet de Staat opgeschlësselt no Budgetsjore vun 2013 bis 2020 fir Subside vun Elektroautoen ausginn?

6. Wéi vill Suen huet de Staat opgeschlësselt no Budgetsjore vun 2013 bis 2020 fir den Ausbau vun der Verkéiersinfrastruktur ausginn, déi just Elektroautoe betrëfft, notamment Luetstatiounen, awer och zum Beispill d'Ausweisung vun neien exklusive Parkplazen an de Reklassement vu bestoende Parkplazen?

7. Wéi vill Suen huet de Staat opgeschlësselt no Budgetsjore vun 2013 bis 2020 fir d'Ëmschoulung vu Personal am Beräich vun der Elektromobilitéit ausginn, dëst besonnesch um Niveau vun den zouständegen Techniker an deene verschiddene Beräicher an de Pompjeeën en vue vun de geännerten Ufuerderunge beim Läschasaz? Wéi vill weider Formatioune si bis 2030 geplangt a wéi presentéiert sech de Käschtepunkt?

8. Huet d'Regierung am Virfeld vun der uewen zitéierter Decisioun Impaktstudië fir de Lëtzebuerger Autohandelsmaart, den Occasiounsmaart an den entsprechenden Energiemaart virgeholl? Wéi beurteelt d'Regierung den Impakt vun déser Decisioun op de Grenzverkéier?

9. Ass de Verbuet vum Verbrennungsmotor mam Recht op Privatbesëtz an der bestoender Verfassung kompatibel? Wéi gedenkt d'Regierung d'Bierger wärend deenen nächste Jore fir dee massive Wäertverloscht vu hire Gefierer ze entschiedegen?

[2] Définition élaborée par le Parlement européen en 2018

10. Wéi beurteelt d'Regierung den Impakt vun dëser Decisioun op de soziale Fridden hei am Land, wann d'Leit aus der Groussregioun weider all Dag mam Verbrennungsmotor dierfen iwwer d'Grenz kommen?

11. Wéi eng Roll soll de Verbrennungsmotor nom Wëlle vun der Regierung vun 2030 un am Beräich vun energieintensive Gefierer wéi Baggeren, Camionen asw. spillen?

Réponse commune (30.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Op de Stéchdatum vum 1. Oktober 2021 waren zu Lëtzebuerg 7.219 reng elektresch Autoen ugemellt. Dovunner 3.424 op Privatpersounen an 3.795 op Personnes morales. D'Autoen, déi op de Staat ugemellt sinn, si bei der leschtgenannter Kategorie abegraff. Ufank Oktober waren dëst 111 honnertprozenteg elektresch Autoen. Wat d'Erreeche vun den Ziler am Fuerpark vum Staat ugeet, sief op d'Äntwert zu der parlamentarescher Ufro N° 3746 vum 2. Mäerz 2021 verwisen.

ad 2. Op déi 15.205 zu Lëtzebuerg ugemellten Elektroautoen (100 % elektresch a Plug-In-Hybriden) sinn Ufank Oktober 1.271 ëffentlech zougänglech Luetpunkten am „Chargy"-Reseau komm. Dëst entsprécht enger Ratio vun 11,96 Elektroautoe pro Luetpunkt. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3769 vum 4. Mäerz 2021 erkläert, huet Lëtzebuerg hannert Holland dat zweetdichtsten Netz un ëffentleche Luetstatiounen an Europa. Et sief heibäi awer och bemierkt, datt de Gros vun de Luetvirgäng zu Lëtzebuerg op net ëffentleche Luetpunkten (doheem oder Aarbechtsplaz) geschitt.

ad 3. Wéi an der rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 4728 vum 23. Juli 2021 erkläert, ass d'Offer vun elektresch ugedriwwene Pompjeesgefierer nach zimmlech limitéiert. De CGDIS plangt awer, d'nächst Joer éischt Tester mat diversen Asazgefierer ze maachen. Opgrond vun dësen éischten Erfarungen, wäert de CGDIS seng Strategie am Beräich Elektromobilitéit kënne festleeën. Et ass kloer, datt d'Zouverlässegkeet an d'Betribssécherheet vum CGDIS sengem Fuerpark zu all Moment, a virun allem am Katastrophefall, muss garantéiert sinn.

Et ass heibäi awer wichteg ze preziséieren, datt Spezialgefierer, wéi déi vun de Rettungsdéngschter, beim ugestriefte Verbuet vun neien Autoe mat Verbrennungsmotor op europäeschem Niveau guer net betraff sinn. Do dernieft ass bewosst, datt fir dës Spezialgefierer, déi nëmmen a klenge Stéckzuele gebaut oder ëmgebaut ginn, réischt spéit adequat Léisungen op de Marché kommen. Dowéinst sinn am Règlement grand-ducal vum 2. November 2021 iwwert d'Promotioun vu propperen an energieeffiziente Stroossegefierer, wat beim Beschafe vu Gefierer fir d'ëffentlech Hand Mindestziler vun esou Gefierer virschreift, an déi iwwerschafften europäesch Direktiv 2009/33/CE transposéiert, och ënnert anerem d'Spezialgefierer vun de Rettungsdéngschter ausgeholl.

ad 4. Bei den CFL si säit dem Joer 2020 zwee 100 % elektresch Bussen am Asaz. Dëst stellt de Moment 2,5 % vun hirem Gesamtfuerpark duer. D'CFL hunn awer ee Bureau d'études mam Ausschaffe vun enger Strategie chargéiert, déi ee progressiivt Ersetze vun hiren aktuell nach 77 Diesel-Bussen duerch Elektrobusse bis d'Joer 2030 virgesäit.

Beim TICE gëtt et ee Fënnef-Jores-Investmentplang fir d'Bussen, deemno gëllen dës Aussoe bis 2025. Am Beräich vun den Elektrobusse lafe Studië vun engem Bureau d'études, wéi eng elektresch Gefierer am beschte fir de Reseau géeegent sinn. Des Weidere gëtt och nach ëmmer d'Alternativ mam Waasserstoff net ausgeschloss. Bis 2025 sollen d'Midibussen (Längt 10 m) ganz duerch 100 % elektresch oder Brennstoffzell-Bussen ersat ginn.

2025 wäerten dem Plang no vun 136 Bussen nach 10 Diesel am Standard a 27 am Gelenkwon lafen, déi héchstwarscheinlech just am Schülertransport wäerten agesat ginn. Ab 2023 a bis 2030 wäert dann déi ganz Flott op entweeder Bio-Äerdgas oder Elektresch respektiv Waasserstoff ëmgestallt sinn. E Strategiepabeier dozou gouf Mëtt November am Comité vum TICE gestëmmt.

Am RGTR sinn am September 2021 110 reng Elektrobussen am Asaz gewiescht. Insgesamt sinn am RGTR 1.140 Bussen am Asaz (ouni Reserven a mat Schülerween). Dat heescht, dass haut scho ronn 9,6 % vum Fuerpark zu 100 % elektresch bedriwwe ginn. Besonnesch d'Elektrobusse gi vill agesat, fir vun dem méi propperen a rouege Fueren ze profitéieren.

Den neien RGTR-Kontrakt gesäit vir, dass ronn 50 % vum Fuerpark an den nächsten dräi Joer op 100 % elektresch ëmgestallt solle ginn. Dat gëtt erreecht, andeem virun allem méi al Bussen ausgetosch ginn. Am Prinzip gëtt all Bus vun zéng Joer ersat. Am Kader vun der Ausschreiwung ass profitéiert ginn, de Fuerpark méi ökologesch, modern a behënnertegerecht ze maachen. Bis 2030 soll den RGTR zu 100 % op alternativ Undriwwer ëmgestallt sinn.

Bei der AVL sinn haut scho 17 % vun der eegener Busflott elektresch (23 reng elektresch a 5 Plug-in a Pantograph-Hybriden). Do dernieft ginn nach 12 Elektrobussen (7 reng elektresch a 5 Plug-in a Pantograph-Hybriden) iwwert Sous-Traitance agesat an nach 10 % reng elektresch Busse ginn op de Linne vum Service „coordonné" AVL-RGTR gefuerenen AVL-Linnen agesat. Et ass geplangt, bis 2025 alleguerten d'Standardbussen ze elektrifizéieren a bis 2030 alleguerten d'Gelenkween.

ad 5. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Et sief heibäi bemierkt, datt et sech hei reng ëm d'Montante fir Subside fir Elektroautoen handelt, déi iwwert de Klimafong ausbezuelt goufen, also ëm d'Primm „Car-e" an och ëm d'Primm „Clever fueren, Sue spueren". De Steierabattement „Clever fueren, Steiere spueren" ass hei net mat abegraff.

ad 6. Déi national ëffentlech Infrastruktur fir Elektroautoen opzelueden („Chargy" a „Super-Chargy"), déi vun den Netzbedreiwer opgeriicht an exploitéiert gëtt, gëtt haut ugesi wéi en Deel vum Stroumnetz a gëtt dofir laut dem ëmgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwer d'Organisatioun vum Stroummarché iwwer d'Netztariffer vun der Niddersspannung finanzéiert. De Staat huet deemno keng Suen direkt fir den Ausbau vun dëser Infrastruktur ausginn. Do dernieft, si bis elo gréisstendeels bestoend oder schonn am Viraus geplangte Parkplaze mat Luetstatiounen ekipéiert ginn.

ad 7. Fir dës Froe sief op d'Äntwerten op déi rezent parlamentaresch Ufroen N° 3746, N° 3870 an N° 3945 verwisen.

ad 8. - 10. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3862 vum 16. Mäerz 2021 geschriwwen, wëll Lëtzebuerg net eleng als eenzegt Land ee Stopp vun Neiumeldungen ab engem gewëssen Datum vun Autoe mat Verbrennungsmotor. Am Mäerz 2021 hunn néng Memberstaate vun der europäescher Unioun, nämlech Éisträich, Belsch, Dänemark, Griicheland, Irland, Litauen, Lëtzebuerg, Malta an Holland, e gemeinsamen Opruff un d'Europäesch Kommissioun lancéiert, fir een ambitiéise reglementaresche Kader mat konkreete Moossname fir den Iwwergang op Null-Emissiounsautoen ze beschleunegen. D'Europäesch Kommissioun huet am Juli am Kader vum sougenannte „Fit for 55 Package" eng ganz Rei Mesurë proposéiert, fir déi ambitiéis Klimaziler vun der EU ze erreechen. Dorënner war och d'Propos, fir ab 2035 keng Neiimmatrikulatioune vun Autoe mat Verbrennungsmotor an all de Memberstaate méi ze erlaben. D'Regierung setzt sech mat anere Länner dofir an, datt dësen Datum op 2030 virgezu gëtt.

Aus den uewe genannten Erklärunge geet kloer ervir, datt d'Regierung net eesäiteg plangt, Autoe mat Verbrennungsmotor ze verbidden, mee sech dofir staark mécht, datt um europäeschen Niveau ab engem gewëssen Datum keng nei Gefierer méi däerfen ugemellt ginn, déi net gewëssen Emissiounslimitten anhalen. Dëst war an der Vergaangenheet bei den europäeschen Emissiounsstandarde fir Gefierer (Euro-Norm) och schonn oft de Fall. Autoe mat Verbrennungsmotor, déi bis dohinner ugemellt goufen, sollen och weiderhi benotzt kënne ginn. Do dernieft géif dës Mesure da fir d'ganz EU gëllen a Lëtzebuerger Residente wieren domadder net par rapport zum Ausland benodeelegt.

Et sief hei betount, dass de gesamten Autosmarché an Europa iwwert d'Homologatiounsprozedure genau reglementéiert ass, a just Gefierer dierfen op de Marché kommen, déi dëse Bestëmmungen entspriechen. Esou dierfen och haut keng Autoe méi op de Marché kommen, déi zum Beispill keen ESP hunn, an awer dierfe méi al Autoe weider genotzt ginn.

ad 11. Wéi uewen erkläert, sinn dës energieintensiv Gefierer aktuell net viséiert.

Question 5123 (19.10.2021) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **missions du Fonds national de recherche :**

Créé en 1999, le Fonds national de la recherche (FNR) est le principal pourvoyeur de financements publics pour la recherche au Luxembourg. Selon l'article 3, paragraphe 2 de sa loi organique[3], peuvent bénéficier des interventions du Fonds, entre autres, les établissements publics pour lesquels la recherche constitue une mission légale, ainsi que les organismes, services et établissements publics entreprenant, dans les domaines qui les concernent, des activités de recherche. L'inclusion de ces bénéficiaires reflète la vocation du fonds à contribuer à la dissémination des résultats de la recherche scientifique et au renforcement des liens entre la recherche et la société.

[3] Loi mod. du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public

Or, en passant en revue les rapports annuels du FNR des dernières années, le constat s'impose que parmi les projets retenus pour un financement, ceux portés par des organismes, services ou établissements publics, respectivement par des chercheur-e-s qui leur sont affilié-e-s, ne sont pas nombreux. Ainsi, au cours des trois dernières années, quatre projets portés par un institut culturel de l'État ont été cofinancés dans le cadre du programme de dissémination « PSP-Classic » et ce à hauteur totale de 175.000 €. Pendant la même période, du côté des programmes de financement de la recherche fondamentale, un seul projet porté par un chercheur affilié à un tel institut a été retenu.

Dans le cadre de la préparation du débat d'orientation au sujet du Plan de développement culturel (Kulturentwécklungsplang), la Commission de la Culture a organisé des entrevues avec différents acteurs du secteur culturel, y inclus avec les dirigeants de différents instituts culturels de l'État. Lors de ces entrevues, les attributions de recherche des institutions étatiques et les moyens disponibles pour leur mise en œuvre ont été l'un des sujets récurrents. Il en est ressorti clairement que l'attribution de recherche est essentielle pour ces institutions, mais que sa mise en œuvre s'avère souvent difficile en raison des ressources financières et humaines nécessaires.

En Allemagne, la Commission scientifique de l'État fédéral de Basse-Saxe a résumé l'importance de la recherche pour les musées ainsi :

„Nur auf Basis von Forschungen lässt sich entscheiden, was genau zu sammeln lohnt, welche Objekte eine Sammlung sinnvoll ergänzen würden und welche verzichtbar wären; erst Forschung macht aus einer bloßen ‚Ansammlung' von Gegenständen eine Sammlung und schließlich ein Museum, das diesen Namen verdient[4]."

Par conséquent, la Commission scientifique a émis deux recommandations aux organismes de financement de la recherche, à savoir de mettre à disposition des musées des lignes de financement dédiées, y inclus des financements de départ pour permettre la rédaction de demandes de subvention qui puissent satisfaire aux exigences de la critique des pairs (peer review). Or, les considérations qui soustendent ces recommandations s'appliquent de façon similaire aux autres instituts culturels de l'État.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Quels sont les établissements publics pour lesquels la recherche constitue une mission légale ?

2) Quels sont les autres organismes, services et établissements publics entreprenant, dans les domaines qui les concernent, des activités de recherche ? Monsieur le Ministre est-il en mesure de fournir une liste exhaustive ?

3) Combien de demandes de financement d'établissements et d'entités repris sous 1) et 2), respectivement de chercheur-e-s qui leur sont affilié-e-s, ont été introduites auprès du FNR au cours des trois dernières années ? Quel était le taux de succès de ces demandes ?

4) La mise en place par le FNR d'un programme de financement spécifique pour les organismes, services et établissements publics entreprenant des activités de recherche ne serait-elle pas un moyen pour renforcer la recherche fondamentale au Grand-Duché ?

5) À défaut d'un programme de financement spécifique, ne serait-il pas indiqué d'améliorer les capacités des établissements concernés de rédiger des demandes de financement de haute qualité dans le cadre des programmes existants, le cas échéant en promouvant les coopérations ?

Réponse (29.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Les établissements publics pour lesquels la recherche constitue une mission légale principale sont le Luxembourg Institute of Health (LIH), le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST), le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) et l'Université du Luxembourg.

D'autres établissements publics ayant également une mission légale de recherche (sans que ce soit leur mission principale) sont le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP), le Laboratoire national de santé (LNS) et le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (Rehazenter).

Les autres organismes, services et établissements publics qui ont, dans le passé, soumis de demandes de subvention auprès du FNR, ou qui ont été partenaires sur des demandes de subvention sont :

Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA)

[4] Document disponible en ligne : https://www.museumsbund.at/uploads/standards/WKN_Forschung_in_Museen.pdf

- Administration de la gestion de l'eau
- Archives nationales
- Bibliothèque nationale
- Centre national de la recherche archéologique
- Centre national de littérature
- Musée national d'histoire naturelle
- Musée national d'histoire et d'art
- Institut grand-ducal
- Institut national de la statistique et des études économiques (Statec)
- Service national de la jeunesse.

Pendant la période de 2018 à 2020, les établissements publics pour lesquels la recherche constitue une mission légale ont introduit 1.531 projets de recherche, dont 555 ont été acceptés pour financement par le FNR. Les autres organismes, services et établissements publics ont introduit dans la même période 7 projets de recherche, dont 4 ont été acceptés pour financement par le FNR. En outre, 20 projets introduits par les établissements publics pour lesquels la recherche constitue une mission légale avaient un partenariat avec d'autres organismes, services et établissements publics. 10 de ces projets ont bénéficié d'un financement par le FNR.

Les programmes du FNR sont ouverts à tous les bénéficiaires légaux, sans distinction. Le rôle essentiel des programmes de recherche du FNR est, d'une part, d'orienter les fonds publics vers les domaines stratégiques alignés avec les priorités nationales de la recherche et, d'autre part, d'assurer l'exigence de qualité des projets retenus. Ces critères s'appliquent de manière identique à tous les bénéficiaires. Ainsi, il ne paraît pas opportun de mettre en place des programmes spécifiques réservés à certaines catégories de bénéficiaires.

Les établissements publics pour lesquels la recherche constitue une mission légale sont très clairement ceux qui disposent des capacités et ressources adéquates ainsi que d'une masse critique de chercheurs à plein temps (plusieurs centaines ETP) leur permettant de concevoir et d'exécuter un portefeuille conséquent de projets.

Le nombre assez limité de projets soumis par les autres organismes, services et établissements publics s'explique par des capacités et des ressources disponibles pour la recherche qui restent assez limitées, étant donné que la mission principale de ces institutions est différente. La collaboration avec les établissements publics pour lesquels la recherche constitue une mission légale semble ainsi constituer l'approche à développer davantage. Le cas échéant, des mesures incitatives pourront être mises en place afin de favoriser ce type de collaboration.

Question 5125 (20.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **statistiques sur la campagne de vaccination :**

An der Debatt iwwert dat neit Covidgesetz huet d'Madamm Gesondheetsminister ugedeit, datt et bei der Covidimpfcampagne Problemer ginn, fir un déi verschidden auslännesch Communautéiten am Land erunzekommen. Deemno verfüügt d'Regierung iwwer Informatiounen, déi den Deputéierte bis dato net virleien. Et wär awer wichteg, fir méi Prezisiounen iwwert déi geimpfte Leit ze kréien, dat fir datt d'Chamber, „en connaissance de cause", d'Impfcampagne vun der Regierung analyséiere kann, dëst grad och am Hibléck op de Fakt, datt opgrond vum Impftaux nei Aschränkungen agefouert gi sinn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi eng Donnéeë benotzt d'Regierung am Kader vun der Impfcampagne? Ënnert wéi enge Konditioune ginn dës Donnéeë benotzt?

2. Wéi ass den Impftaux pro Alterskategorie, pro Gemeng a pro Nationalitéit opgedeelt?

3. Si speziell Moossname geholl ginn, fir un déi Communautéiten ze kommen, déi sech, bis elo, prozentual am mannsten impfe gelooss hunn?

4. Si bei der Opstellung vum nationalen Impftaux och déi Leit berücksichtegt ginn, déi zwar eng Adress hei zu Lëtzebuerg hunn, mee hire Wunnsëtz am Ausland hunn?

Réponse (29.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Am Kader vun der Impfcampagne huet d'Gesondheetsdirektioun, déi ënner anerem och de Monitoring vun der Pandemie assuréiert, e Monitoringsystem vun den epidemiologeschen a pharmacovigilance Daten (MSVACC Register) en place gesat.

Dëse Monitoringsystem sammelt follgend Daten:

- Donnéeën zum Patient (ë. a. Alter, Geschlecht, Resident/Netresident);
- Donnéeën, wou d'Impfung stattfonnt huet (Spidol, Dokteschpraxis, Impfzenter, Altersheem, mobill Impfekipp);
- Donnéeën zur Impfung selwer (Impfdosisnummer, Numm vum Impfstoff, Datum vun der Injektioun);

- Donnéeën zu den Hospitalisatiounen (soins normaux, soins intensifs);
- Donnéeën iwwer déi positiv PCR-Tester (nei Infektioune bei geimpfte Leit vs. nei Infektioune bei net geimpften an deelweis geimpfte Leit).

Zousätzlech ginn dës Donnéeën och genotzt, fir soumat d'Impfadhesioun, den Impftaux an d'Impfeffizienz ze evaluéieren.

D'Donnéeë ginn am Aklang mam GDPR a mam Artikel 10 vum Covidgesetz genotzt.

ad 2. Den Impftaux (kompletten Impfplang[5] - nëmme Residenten) op den 22. November 2021 no Altersgrupp vun de Residente gesäit follgend aus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Informatiounen iwwer den Impftaux no Gemeng an no Nationalitéit ginn zurzäit net an ëffentlech zougänglecher Form opbereet, mee fléissen awer mat an d'Impfcampagne, fir d'Aktioune méi spezifesch ze cibléieren.

ad 3. Fir geziilt un déi verschidde Communautéiten an eiser Gesellschaft erunzetrieden, gouf zesumme mat sozioekonomeschen a kulturelle Partie-prenanten am Kader vun der Impfcampagne zesummegeschafft, fir Aktivitéiten (Informatiounsronnen, Froan-Äntwert Sessiounen) an och Kommunikatiounsmaterial auszeschaffen, fir geziilt fir d'Impfung ze sensibiliséieren an op Froen an Zweifelen anzegoen. Och mam Asaz vu mobillen Impfekippen, gouf d'Impfung deene verschiddene Communautéiten esou no ewéi méiglech bruecht an d'Leit haten d'Méiglechkeet, sur place hir Froen ze stellen.

ad 4. Déi publizéiert Donnéeë vum Monitoring bezéien sech exklusiv op lëtzebuergesch Residenten.

Wann dës Leit hire kompletten Impfscheema am Ausland administréiert kruten, gi se net an der Berechnung vum Impftaux mat berücksichtegt. Wann si allerdéngs eng éischt Dos am Ausland kritt hunn, an déi zweet Dos zu Lëtzebuerg, da fléissen dës Leit mat hirem kompletten Impfscheema mat an d'Berechnung vum nationalen Impftaux.

[5] Op Basis vun engem kompletten Impfscheema (1 Dosis fir d'Impfung Janssen, 2 Dose fir all aner zougeloossen Impfung).

Question 5131 (20.10.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**avancement des travaux de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg–Bettembourg :**

Les travaux pour la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg–Bettembourg ont débuté en 2015. Selon le portail Transports du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, la mise en service de la nouvelle ligne est prévue pour fin 2022.

Partant, j'aimerais m'informer sur l'avancement des travaux et poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Pouvez-vous me donner un aperçu général sur l'avancement des travaux de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg–Bettembourg ?

2) Est-ce que les travaux sont actuellement dans les temps avec une mise en service effectivement prévue pour fin 2022 ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

3) Est-ce que l'État est d'ores et déjà en possession de tous les terrains nécessaires à la réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire ? Dans la négative, quel est l'état des négociations/procédures en la matière ?

4) Est-ce que le suivi budgétaire actuel correspond aux prévisions initiales ?

Réponse (29.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) La nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg s'étend sur environ 7,5 km entre le complexe ferroviaire de Luxembourg-sud et l'entrée nord de la gare de Bettembourg. À part la plateforme ferroviaire à double voie avec ses équipements ferroviaires, le projet comporte une douzaine d'ouvrages d'art (OA) et d'ouvrages hydrauliques, trois murs de soutènement d'envergure, le déplacement et le renouvellement d'un segment de la ligne ferroviaire existante, l'aménagement de plusieurs bassins de rétention, la démolition de trois immeubles, une piste d'entretien commune à la nouvelle ligne ferroviaire et à l'autoroute A3, une piste cyclable le long du tracé de la ligne nouvelle, le déplacement d'une ligne haute tension 220 kV, ainsi que diverses mesures compensatoires.

Les éléments suivants ont déjà été réalisés :

- Déplacement de la ligne haute tension

- Plateforme ferroviaire sur 2,2 km

- OA11 : passage supérieur d'un chemin rural entre Berchem et Kockelscheuer

- OA16 : passage routier souterrain donnant accès à la base de travaux en gare de Bettembourg

- OA05 et OA06 : les deux ouvrages forment ensemble le « saut-de-mouton », ouvrage ferroviaire majeur d'une longueur de 609 m portant la nouvelle ligne au-dessus de la ligne existante au nord de Bettembourg

- Déplacement et renouvellement d'un tronçon de la ligne existante

- OA12 : passage supérieur du CR158 au-dessus de la nouvelle ligne et de l'autoroute A3

- Passage à faune au-dessus de la nouvelle ligne et de l'autoroute A3 avec son aménagement paysager sur 0,7 ha.

- Mur de soutènement à l'ouest de l'aire de service de Berchem

- Mur de soutènement au nord de la rue Michel Lentz à Bettembourg

- 6 sur 11 bassins hydrauliques fixés par arrêté ministériel

- Désamiantage et démolition de trois immeubles et de leurs annexes situés rue de la gare à Bettembourg

- Mesures compensatoires : 1,52 ha de plantations

Les éléments suivants sont en cours de réalisation :

- OA13 : passage supérieur d'un chemin rural au-dessus de la nouvelle ligne et de l'autoroute A3

- OA14 : ouvrage ferroviaire d'envergure remarquable portant la nouvelle voie ferrée au-dessus de l'autoroute A3

- Aménagement de la partie nord du dépôt de matériaux de déblai sur une surface de 5,15 ha comme zone de mesure compensatoire à l'embouchure du passage à faune

Les travaux en cours et ouvrages achevés représentent actuellement quelque 35 % de l'ensemble des travaux à réaliser.

ad 2) Les facteurs suivants influencent la date de mise en service commerciale de la nouvelle ligne ferroviaire :

- Toutes les emprises n'ont pas pu être acquises comme prévu par le planning. De ce fait certains travaux ont dû être retardés ou arrêtés.

- Suite à un changement intervenu dans les prescriptions relatives à la sécurité d'exploitation des autoroutes, toutes les études relatives au grand pont ferroviaire qui enjambera l'autoroute A3 en biais ont dû être complètement reprises.

- La crise sanitaire de la Covid-19 a provoqué et provoque toujours des retards dans l'exécution du projet. Même si les travaux ont pu reprendre leur vitesse de croisière d'avant la crise, la pénurie mondiale en matériaux de construction et l'augmentation exceptionnelle des délais de livraison continuent à peser sur le planning.

- Le raccordement de la ligne nouvelle côté Luxembourg est tributaire du phasage des travaux de modernisation de la gare de Luxembourg en cours.

- Le raccordement de la ligne nouvelle côté Bettembourg sera tributaire des travaux de renouvellement du pont routier qui enjambe la partie voyageurs de cette gare.

En fonction de tous ces facteurs, la mise en service commerciale de la ligne nouvelle interviendra plus tard que prévu. Le nouveau planning est en cours d'établissement.

ad 3) Depuis le 1er juin 2021 tous les terrains nécessaires à la réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire sont acquis.

ad 4) Le budget pour la nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg, fixé par la loi de financement du 19 décembre 2014 à 292.013.570 € HTVA (indice du coût de la construction 730,85 au 1er avril 2013) est actuellement respecté, si l'on tient compte de son adaptation semestrielle. Le montant des dépenses actuelles correspond à environ un tiers du budget alloué au projet.

Question 5139 (22.10.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **wi-fi dans les transports publics :**

Passagéier op verschiddene Garen an Arrêten hei am Land kënne vun engem gratis Wi-Fi-Reseau profitéieren. Wéi de Minister op meng Fro N° 4863 geäntwert huet, solle bis 2022 all d'Garen hei am Land mat gratis Wi-Fi equipéiert ginn. Aner europäesch Transportgesellschaften, ob Zuch oder Bus, sinn do schonns e bësse méi wäit a bidden hire Passagéier eng Wi-Fi-Verbindung u Bord un. De Minister hat och nach erkläert, dass aktuell just 23 CFL-Busse mat gratis Wi-Fi equipéiert sinn an, dass laanscht d'Zuchstrecken, d'Eisebunn ofhängeg vun der Entwécklung an der Netzversuergung duerch déi ëffentlech Operateuren ass, wat bedeit, dass d'Passagéier hei mol net kënne vun engem verlässleche 4G-Netz profitéieren.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Mobilitéit a fir Energie dës Froe stellen:

1. Op wéi ville Buslinnen existéiert aktuell ganzdaags eng verlässlech gratis Wi-Fi-Verbindung, déi d'Gesamtlängt vun der Streck couvréiert?

2. Op wéi engen Zuchstrecken an op wéi enge Plazen existéiert aktuell keng Netzversuergung, déi den Empfang vu 4G erméiglecht? Wéi vill Kilometer Streck sinn insgesamt betraff?

3. Wäerten dës Blind Spots an Zukunft eng ausräichend Netzversuergung kréien a falls jo, bis wéini?

Réponse commune (01.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. De Wi-Fi gëtt de Cliente pro Bus zur Verfügung gestallt. Esoulaang déi nei RGTR-Kontrakter nach net a Kraaft getruede sinn, ass et aktuell dem Busoperateur iwwerlooss, Wi-Fi unzebidden oder net. Am neien RGTR-Kontrakt ass den Operateur dozou verflicht, de Wi-Fi unzebidden, de Kontrakt stellt allerdéngs keng Ufuerderungen un d'Netzofdeckung.

Wat d'CFL ugeet, sinn de Moment 23 CFL-Busser mat Wi-Fi equipéiert, an all Bus kann op quasi all Linn fueren. No an no gëtt och de Rescht vun der CFL-Busflott mat Wi-Fi equipéiert.

Fir dass déi intern Wi-Fi-Installatiounen an de Busser kënnen eng Internetverbindung ubidden, brauch déi Installatioun am Bus eng Ubannung un de mobillen Telekommunikatiounsreseau. Dëse Wi-Fi-Service kann also nëmmen do garantéiert ginn, wou och eng adequat Reseauscouverture vum mobillen Telekommunikatiounsreseau ass. Am Moment ginn et keng Miessungen iwwert d'Connectivitéit vun de Clienten am Bus op dem ganzen RGTR-Reseau. Dëst ass d'Aufgab vun den Operateure vun de mobille Reseauen. Stand haut, huet keng RGTR-Linn eng garantéiert Connectivitéit duerch 4G/LTE oder duerch Wi-Fi via Bus.

Als Beispill kann een awer soen, dass op de vun den CFL bedriwwene Buslinne 500 a 502 eng manner gutt Couverture besteet, ewéi op den aneren CFL-Linnen.

ad 2. Am Summer 2020 hunn d'CFL Miessunge virhuele gelooss, fir d'Connectivitéit vun de Clienten am Zuch objektiv ze quantifizéieren.

Op deene meeschten Haaptzuchstrecke gëtt et Plazen, wou de 4G/LTE-Empfang am Zuch problematesch ass. Jee no Operateur ënnerscheeden dës Plazen sech, a verschidde geographesch Ecker vum Eisebunnsreseau gi quasi guer net ofgedeckt. Esou ass d'Connectivitéit op Strecken, déi duerch bewunnte Gebidder féiert, éischter gutt, wärend d'Connectivitéit op Strecken, déi duerch ländlech, wéineg besidelt Géigende féiert, oft Lacunnen opweist. Problematesch sinn och d'Tunnellen, besonnesch op der Streck an den Norden. Déi genee Längt vum Eisebunnsreseau ouni iergendee 4G-Empfang ass aktuell net bekannt.

Ofhängeg vun der Situatioun geet awer och een duerchschnëttleche 4G/LTE-Empfang net onbedéngt duer, fir all Passagéier zefriddestellend Connectivitéit ze erméiglechen. Zur Spëtzenzäit transportéieren Zich, jee no Streck, méi wéi 700 Leit, woubäi duerchschnëttlech e puer Mbit/s pro Passagéier sollte viséiert ginn.

Op de follgende Kaarte ginn déi éischt Mesuren zur Connectivitéit am Zuch duergestallt, jeeweils fir ee vun den dräi Mobilfunkreseauen.

(Image à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. D'5G-Strategie vun der Regierung gesäit vir, datt fir 2025 eng 5G-Couverture an de grousse Stied a laanscht d'Haaptverkéiersachse bestoe soll. Duerch d'Attributioun vun de Frequenzen am Joer 2020 goufe véier Operateure mat der néideger Matière première, nämlech Frequenzspektrum, ausgestatt. Am Moment ass den Deploiement vun der 5G-Technologie queesch uechter d'Land amgaangen.

Esou een Deploiement ass mat vill Opwand an Investitioune verbonnen a mécht sech net vun engem Dag op deen aneren. Trotzdeem si schonn 2020 Initiativen an d'Weeër geleet ginn, fir d'Ofdeckung vun den Haaptverkéiersachsen an der Planung vun de Reseaue méi am Detail ze beliichten. An dësem Zesummenhang ass Lëtzebuerg och schonns am Kontakt mat den Nopeschlänner, fir sech am Beräich vun der grenziwwerschreidender Mobilitéit ofzestëmmen, soudass d'Investissementer an d'Connectivitéit am ëffentlechen Transport och eisem Mobilitéitsreseau gerecht ginn.

Question 5146 (25.10.2021) de **Mme Martine Hansen, M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **frais de déplacement :**

D'„Frais de déplacement" oder och nach Kilometerpauschal genannt, ginn op der Distanz tëschent dem Wunnsëtz an der Aarbechtsplaz vun all Beschäftegte berechent. Dëse Steiervirdeel gëtt vum Bruttogehalt ofgehalen, soudass dorobber keng Steieren ufalen. D'Pauschal läit aktuell bei 99 Euro pro Kilometer, de Maximum läit bei 2.574 Euro pro Joer, spréch 26Kilometer. Déi éischt véier Kilometer gëllen net.

Vill Leit kënnen sech weeder aussichen, wou si schaffen, nach wou si sech eng Wunneng leeschte kënnen a scho guer net, op de Wunnuert optimal un den ëffentlechen Transport ugebonnen ass. Och de Gros vun de Grenzgänger sinn a wäerten trotz massiven Investitiounen an den ëffentlechen Transport weider op den Auto ugewise sinn.

Duerch déi héich Bensinns- an Dieselpräisser, déi aktuell op Rekordniveau sinn, ginn d'Autofuerer ëmmer méi belaascht, soudass sech d'Fro no der Upassung vun der aktueller Kilometerpauschal méi wéi jee stellt.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Finanzminister stellen:

- Ass d'Regierung gewëllt, d'Kilometerpauschal no uewen unzepassen?

- Wa jo, wéini an a wéi enger Héicht?

- Wann nee, iwwert wéi eng Weeër wëllt d'Regierung déi betraffen Autofuerer entlaaschten?

Réponse (30.11.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Et gëtt aktuell keng Pläng, fir eppes un der Kilometerpauschal ze änneren, well eng ganz Rei Mesurë geholl gi sinn, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken.

Effektiv sinn iwwert déi leschte Joren eng Rei vu geziilten an direkte Mesuren, souwuel um steierleche Plang wéi och duerch Saachleeschtungen, op de Wee bruecht ginn, fir spierbar an nohalteg d'Kafkraaft ze erhéijen.

Esou huet d'Regierung 2017 eng Steierreform gemaach, déi méi Gerechtegkeet geschaf huet, a grad deene sozial Schwächsten an de Mëttelschichte Kafkraaft erëmginn huet. Och jonk Familljen a besonnesch elengerzéiend Mammen oder Pappen hunn ënnert d'Äerm gegraff kritt. Dëst ass duerch d'Streckung vun den Tranchen an der Steiertabell, mee och d'Erhéijung vum Crédit d'impôt fir d'Salariéen, d'Pensionéiert, d'Independanten an d'Elengerzéiend geschitt.

Fir Persoune mat nidderegem Revenu gouf de Steierkreditt op maximal 600 Euro verduebelt. Dëse Steierkreditt gouf jo och parallell zu der Aféierung vun der CO_2-Steier ëm 96 Euro gehéicht. Fir elengerzéiend Eltere gouf de Steierkreditt fir Revenue bis zu 35.000 Euro d'Joer op 1.500 Euro verduebelt. Bei méi héijen Akommes ass de Steierkreditt progressiv erofgesat ginn. D'Steierreform huet domadder de méi diversen Zesummesetzungen a Familljemodeller, déi et haut an onser Gesellschaft gëtt, Rechnung gedroen.

Weider ass iwwert déi lescht Joren a virun allem wärend der Pandemie un enger ganz Rei Schrauwe gedréint ginn, fir de vulnerabelste Stéit ënnert d'Äerm ze gräifen. Am Joer 2019 ass de Mindestloun netto ëm 100 Euro d'Joer eropgesat ginn, andeem ënner anerem ee spezifesche Steierkreditt fir de Mindestloun agefouert ginn ass. Säit dem 1. Januar 2021 ass de Mindestloun ëm weider 2,8 % gehéicht ginn. Mee och de Revenu d'inclusion sociale (REVIS) gouf ëm 2,8 % eropgesat.

E weidere wichtege Moment sinn natierlech och d'Indextranchen, déi am Januar 2020 an am Oktober 2021 fälleg waren. Déi lescht Indexerhéijung ass méi fréi wéi geduecht fälleg ginn, grad well d'Energiepräisser esou séier geklomme sinn.

Esou ass de Mindestloun vun 2.048,54 Euro am Joer 2018 op 2.256,95 Euro am Oktober 2021 eropgaangen. De qualifizéierte Mindestloun ass vun 2.458,25 Euro op 2.708,35 Euro iwwert déi selwecht Period geklommen.

Mam Budget fir d'Joer 2022, wäerten eng ganz Rei Mesurë finanzéiert ginn, déi weider d'Kafkraaft vun de Bierger stäerken. Als éischt ass hei emol d'Erhéijung vun 200 Euro vun der Allocation de vie chère (AVC) ze nennen, déi de Familljen zegutt kënnt, déi et am meeschte brauchen. Dës Mesure kascht fir d'Joer 2022 ronn 5,7 Milliounen Euro. Och hëlleft d'Reindexéierung vum Kannergeld, geziilt d'Kafkraaft ze erhéijen. Fir 2022 kascht dës Mesure de Staat 23,6 Millionen Euro a kënnt bal 200.000 Leit zegutt, déi domadder ëm déi 120 Euro méi am Joer kréien.

Duerch d'Erhéijung vun der AVC, d'Indexéierung vum REVIS an der Reindexéierung vum Kannergeld kritt zum Beispill en Elengerzéiende mat engem Kand, deen den onqualifizéierte Mindestloun verdéngt, d'nächst Joer 1.052,29 Euro brutto pro Joer, am Verglach zum Joer 2019, bäi. E Stot, deen aus

zwee Erwuessene besteet, déi den onqualifizéierte Mindestloun kréien, an zwee Kanner hunn, kritt d'nächst Joer 2.287,90 Euro brutto pro Joer, am Verglach zum Joer 2019, bäi.

Och iwwert weider Saachleeschtungen am Beräich vun der Educatioun gëtt de Stéit ënnert d'Äerm gegraff. Esou si ronn 11 Milliounen Euro fir d'Joer 2022 virgesinn, fir ville Kanner e gratis Mëttegiessen ze offréieren. Pro Kand an der Kantin mécht dat 1.089,50 Euro am Joer aus, déi de Familljen esou zegutt kommen. D'Kannerbetreiung fir all Schoulkanner wärend der obligatorescher Schoulperiod gëtt och mam Budget 2022 erméiglecht a wäert 20 Milliounen Euro kaschten.

Mam Budgetsprojet fir d'Joer 2022, ginn awer och eng ganz Rei Mesurë finanzéiert a weidergefouert, déi net nëmmen d'Kafkraaft vun de Bierger stäerken, mee se och an engems encouragéieren, op ëmweltfrëndlech Transportmëttel ëmzesprangen.

D'Primmen um Niveau vun der Elektromobilitéit gi weider finanzéiert. Bis zu 8.000 Euro finanziell Ënnerstëtzung kann ee beim Kaf vun engem elektreschen Auto kréien, a bis zu 600 Euro beim Kaf vun engem elektresche Vëlo.

Déi héich Investitiounen an d'Schinnennetz an de Weiderausbau vum Tram verstäerken d'Verkeiersnetz nohalteg an erhéijen esou d'Offer an d'Qualitéit vum ëffentlechen Transport, dee säit dem 1. Mäerz 2020 gratis ass.

Question 5151 (26.10.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **crise politique en Bosnie-Herzégovine :**

Milorad Dodik, le chef politique des Serbes de Bosnie, évoque régulièrement l'éventualité d'une indépendance de l'entité serbe de la Bosnie-Herzégovine. L'annonce récente de la formation de l'armée de la Republika Srpska (RS) représente une menace qui risque d'attiser davantage une crise politique provoquée en juillet 2021 par le boycott serbe des institutions centrales du pays balkanique.

Le chef du plus grand parti bosno-serbe, le SNSD, a déclaré en date du 17 octobre qu'il aurait des propositions législatives pour quitter les institutions étatiques communes.

Bien que tous ces plans violent le traité de paix de Dayton et la Constitution, le Conseil des Ministres des Affaires étrangères de l'UE s'est prononcé lundi, 18 octobre, de façon vague sur la crise actuelle en Bosnie-Herzégovine.

Sachant qu'un discours similaire à celui de Dodik a été fait en automne 1991 par Radovan Karadžić, menant en 1993 à la guerre civile la plus violente en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Monsieur le Ministre comment évaluez-vous la situation politique actuelle en Bosnie ?

2) Comment l'UE évalue-t-elle la situation sécuritaire en Bosnie ?

3) Quelle est la position de l'UE et comment envisage-t-elle réagir si la situation s'aggrave ?

Réponse (30.11.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) La situation politique en Bosnie-Herzégovine reste fragile, les dirigeants politiques continuant à se livrer à des discours et actes de division, notamment de mise en question de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays. Ces actions continuent d'entraver les progrès globaux dans la mise en œuvre des 14 priorités de réforme clefs énoncées dans l'avis de la Commission européenne de mai 2019.

ad 2) La situation sécuritaire en Bosnie-Herzégovine reste-t-elle aussi fragile et le Conseil a réaffirmé le 18 octobre 2021 que l'Union européenne est prête à maintenir le mandat exécutif de l'opération EUFOR Althea, en vertu de l'autorisation renouvelée des Nations unies. La présence de l'opération EUFOR Althea continue de jouer un rôle essentiel pour la stabilité et la sécurité en Bosnie-Herzégovine.

ad 3) L'UE déplore vivement la persistance de la crise politique dans le pays et condamne le blocage des institutions de l'État. Elle souligne la nécessité de mettre un terme aux discours et aux actions qui divisent et provoquent. Cela inclut la remise en question de l'unité, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays.

L'UE soutient sans équivoque la perspective européenne de la Bosnie-Herzégovine en tant que pays unique, uni et souverain, soulignant qu'un accord rapide sur la réforme constitutionnelle et électorale est de la plus haute importance pour aider le pays à progresser sur la voie européenne.

Le Conseil sera saisi de la situation en Bosnie-Herzégovine au cas où la situation s'y aggraverait.

Question 5155 (27.10.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant les **prix de l'énergie :**

Dans votre réponse à la question parlementaire n° 5002 vous avez estimé la hausse de la facture de gaz naturel pour un client domestique type à 28,6 % respectivement à 375 € en 2021 par rapport à 2020. La flambée des prix de l'énergie se poursuivra pourtant très probablement pendant les mois d'hiver 2022 et une stabilisation voire une baisse n'est attendue qu'à partir du printemps 2022. De même, le prix de l'électricité évolue en fonction du prix du gaz ce qui aura également un effet sur les dépenses des ménages dans les mois à venir.

Dans cette même réponse, vous argumentez que l'augmentation de l'allocation de vie chère serait la mesure choisie par le Gouvernement pour soutenir les ménages à faible revenu face à cette flambée des prix. La demande pour l'AVC pour 2022 ne pourra pourtant pas être introduite avant le 1er janvier 2022 et le paiement des montants accordés aux ménages éligibles n'interviendra que plus tard encore. Une compensation de l'augmentation des dépenses des ménages liée à la flambée des prix de l'énergie pour 2021 ne semble donc pas être prévue par le Gouvernement.

Le directeur d'un grand fournisseur de gaz naturel a en outre évoqué dans la presse que les ménages en défaillance de paiement à cause de la flambée des prix ne seraient pas déconnectés de la fourniture d'énergie pendant les mois hivernaux. Or, les fournisseurs de gaz naturel sont autorisés de faire déconnecter les clients en défaillance de paiement selon une procédure définie dans la loi sur l'organisation du marché du gaz naturel. Le même constat est vrai pour la fourniture en électricité.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Quelle est l'évolution du prix de l'électricité au Luxembourg depuis le début de l'année et par rapport aux prix de 2020 ?

2) Quelles en sont les conséquences budgétaires pour un ménage moyen ?

3) Par quels moyens le Gouvernement envisage-t-il d'amortir à court terme l'augmentation des prix de l'énergie constatée déjà en 2021 tout en sachant que l'augmentation de l'AVC ne prendra son effet qu'à partir des demandes introduites à partir de janvier 2022 ?

4) Monsieur le Ministre peut-il me garantir que des ménages en défaillance de paiement ne seront pas déconnectés de la fourniture de gaz naturel et d'électricité ?

5) Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre entend-il garantir qu'aucun ménage ne soit déconnecté tout en sachant que les lois ne prévoient pas d'obligation pour les fournisseurs d'énergie de maintenir la fourniture à un client en défaillance de paiement ?

6) Combien de coupures de gaz naturel ont été effectuées et dûment communiquées aux offices sociaux compétents au cours de l'année 2021 par les fournisseurs suite à des défaillances de paiement ?

7) Le Gouvernement prévoit-il des mesures spécifiques pour les ménages qui chauffent au gasoil et dont le prix a plus que doublé en un an tout en sachant que ces ménages doivent avancer des montants importants pour remplir leur réservoir et pourraient se trouver coupés de chauffage faute de moyens et de prise en charge par un organisme social ?

Réponse commune (30.11.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) Tout d'abord, il y a lieu de rappeler que l'approvisionnement en électricité des clients résidentiels se fait exclusivement sous forme de fourniture intégrée, c'est-à-dire en plus de la fourniture de l'énergie électrique proprement dite, toutes les autres prestations nécessaires à l'acheminement de l'électricité jusqu'au point de fourniture du client final sont facturées par le fournisseur au client final.

Le prix intégré de l'électricité est donc composé des éléments suivants :

- l'énergie électrique,
- les frais pour l'utilisation des réseaux,
- la contribution au mécanisme de compensation et
- la taxe électricité ainsi que la taxe sur la valeur ajoutée.

La fourniture intégrée à des clients résidentiels est réalisée moyennant un ou plusieurs produits standard d'électricité dont les conditions et prix sont publiés et qui, dans le cadre du service universel, s'adresse aux clients résidentiels se trouvant dans des conditions identiques ou similaires. Les tarifs d'utilisation du réseau sont en général déterminés annuellement au 1er janvier par les gestionnaires de réseaux et acceptés par le régulateur ILR. La contribution au mécanisme de compensation est aussi fixée sur base annuelle par le Gouvernement et l'ILR au 1er janvier de chaque année. Pour la majorité des produits offerts à des clients résidentiels au Luxembourg, les fournisseurs adaptent leurs conditions tarifaires également une fois par an au 1er janvier. Partant, les prix de l'électricité facturés à la plupart des ménages luxembourgeois n'ont pas été adaptés au cours de l'année 2021. Seuls les prix pour des contrats ayant un prix fixe sur une ou plusieurs années ont varié en cours d'année pour les nouvelles souscriptions. Par rapport à 2020, une légère augmentation des prix de l'énergie électrique proprement dite pour l'année 2021 a pu être observée de l'ordre de 2 %.

ad 2) Pour évaluer l'impact budgétaire pour un ménage, il faut donc analyser toutes les composantes du prix intégré de l'électricité.

Le prix de l'électricité proprement dite qui est influencé par l'évolution des prix sur les marchés européens sur lesquels les fournisseurs s'approvisionnent, constitue environ un tiers du prix intégré de l'électricité, alors que les frais pour l'utilisation du réseau constituent environ 40 % du prix intégré facturé aux ménages luxembourgeois. Les taxes et redevances représentent encore à peu près 25 % de ce prix. La taxe électricité, qui n'a pas été adaptée les dix dernières années, représente par elle seule moins que 1 % du prix intégré.

Selon les dernières informations à ma disposition, les tarifs pour l'utilisation du réseau basse tension qui dépendent des investissements et coûts opérationnels des gestionnaires de réseau ne devraient pas subir des variations importantes pour l'année 2022.

Les taux pour la contribution au mécanisme de compensation, un mécanisme qui est destiné à financer les coûts d'achat supplémentaires dans le cadre des rémunérations de l'électricité basée sur les sources d'énergies renouvelables et la cogénération à haut rendement, sont déterminés annuellement par l'ILR. À cette fin, ce dernier calcule les coûts liés aux rémunérations prémentionnées ainsi que la somme des contributions au mécanisme facturées à tous les utilisateurs du réseau tout en considérant le prix de marché de gros de l'électricité et la contribution directe de l'État pour fixer et publier pour chaque année à venir les nouveaux taux de contribution au mécanisme.

La hausse des prix de marché de gros de l'électricité a, dans ce contexte, un effet réducteur sur les coûts à couvrir par le mécanisme de compensation, qui consiste en la différence entre le tarif garanti payé au producteur et le prix du marché. À ceci s'ajoute une légère baisse de la production d'énergie éolienne et solaire en 2021 causée par des effets météorologiques. Au vu de ces évolutions, les taux pour la contribution au mécanisme de compensation sont susceptibles de baisser pour 2022.

Étant donné que les paramètres pour la détermination exacte de l'évolution des tarifs d'utilisation des réseaux et des contributions au mécanisme de compensation ne sont pas connus avant la fin novembre/début décembre, il est à l'heure actuelle prématuré de se prononcer sur les conséquences financières pour un ménage moyen.

ad 3) Lors de leur réunion en date du 26 octobre au Luxembourg, les ministres de l'Énergie de l'Union européenne se sont échangés au sujet de la flambée des prix de l'énergie afin de définir des actions envisageables parmi celles proposées par la Commission européenne dans ce contexte. Considérant que l'Union européenne reste largement dépendante en matière d'approvisionnement en énergie, il n'est néanmoins pas indiqué de remettre en cause un marché intérieur du gaz naturel et de l'électricité ce qui irait à l'encontre d'une plus forte indépendance énergétique encore. Par contre, des mesures ciblées qui soulagent en particulier les consommateurs vulnérables peuvent conduire à un apaisement de la situation. De ce fait, le Gouvernement a en effet décidé d'augmenter l'allocation de vie chère d'au moins 200 euros par ménage à partir du 1er janvier 2022, ce qui soulage les ménages à revenu modeste, étant ceux les plus touchés par les hausses des prix actuels.

Le ministre a également proposé d'évaluer le fonctionnement du système de stockage de gaz naturel en Europe ainsi que la stratégie d'achat de gaz à long terme par les fournisseurs sur le marché européen.

Finalement, afin de réduire de façon considérable la dépendance européenne des énergies fossiles, le paquet « Fit for 55 », qui vise la réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, va devoir être mis en œuvre le plus vite possible. Ceci se réalisera surtout en favorisant davantage le développement des énergies renouvelables, en octroyant des aides pour des projets qui améliorent l'efficacité énergétique et en développant les interconnexions entre les marchés énergétiques. Les mesures climat vont donc aussi aider à réduire la volatilité des prix de l'énergie.

ad 4) + 5) En cas de non-paiement dans un délai de quinze jours à partir de la date d'envoi d'un premier rappel, le fournisseur doit informer par écrit le client en défaillance de paiement de son intention de le faire déconnecter après trente jours et lui fournit au même moment toute information utile dont au moins les coordonnées de l'office social compétent en fonction de sa résidence auquel il peut s'adresser pour pouvoir recevoir l'aide prévue par la législation afférente. Une copie de l'information, par laquelle le fournisseur informe le client défaillant de son intention de le faire déconnecter après trente jours, est communiquée parallèlement par le fournisseur à l'office social compétent en fonction de la résidence du client défaillant. En cas de paiement intégral endéans les délais impartis, aucune déconnexion n'aura lieu. De même, en cas de prise en charge du client en défaillance de paiement par l'office social, aucune déconnexion ne peut avoir lieu.

ad 6) Une enquête est effectuée annuellement par l'ILR auprès des fournisseurs d'électricité et de gaz naturel quant au nombre de demandes de déconnexion et de déconnexions effectivement réalisées au cours d'une année. Cette enquête se rapporte sur une année entière révolue de manière que les chiffres pour l'année 2021 ne seront disponibles qu'au cours de l'année prochaine. Dans le rapport de l'ILR « sur ses activités et sur l'exécution de ses missions dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel » pour l'année 2020, publié en octobre 2021, les chiffres suivants montrent l'évolution des déconnexions à partir de l'année 2016 pour le secteur du gaz naturel.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 7) Les modalités relatives à l'aide sociale telles que prévues dans les articles 28 et suivants du chapitre III concernant la fourniture minimale d'énergie domestique et d'eau de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, s'appliquent à toutes les formes d'énergie, y inclus des fournitures d'énergie stockable comme le fuel domestique. L'allocation de vie chère peut être sollicitée par tout ménage à revenu modeste, qu'il chauffe au gaz naturel ou au fuel.

Question 5156 (27.10.2021) de **M. Georges Engel** et **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **bus électriques du réseau RGTR :**

Dans le cadre de la réforme du réseau national de bus RGTR, le ministère poursuit un objectif zéro émission pour 2030 par la mise en service de bus électriques. Ceci implique des investissements conséquents des entreprises d'autobus pour l'acquisition de nouveaux bus et pour les infrastructures de recharge. En attendant la réalisation de cette transition énergétique, il semble que certaines entreprises recourent à une recharge d'autobus électriques par des bornes alimentées par un groupe électrogène diesel.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Est-ce qu'il est prévu de faire reposer l'aménagement des infrastructures de recharge uniquement sur l'initiative privée ? Dans l'affirmative, des aides financières sont-elles accordées aux entreprises d'autobus pour soutenir l'électrification des transports par bus ?

2) Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics peut-il nous dire comment il entend s'assurer qu'un réseau d'infrastructures de recharge assez dense et en capacité suffisante soit aménagé parallèlement à la mise en service d'autobus électriques ?

3) Est-ce que les exploitants du réseau RGTR seront obligés de recharger leurs autobus dans la mesure du possible par de l'électricité « verte » de source renouvelable ?

4) Monsieur le Ministre de l'Énergie peut-il nous dire si le réseau électrique existant permet l'installation de ces infrastructures de recharge partout où il y a une demande des entreprises d'autobus ?

Réponse commune (30.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) Il est prévu de charger les bus du réseau RGTR dans le dépôt des entreprises, ce qui représente la stratégie la plus efficiente pour un réseau régional. Les emplacements de chargement dans le milieu régional n'existent presque pas et il convient plutôt de prévoir des infrastructures, le cas échéant, à des endroits à haute fréquentation, tout en sachant que l'autonomie des batteries se développera encore. Dans le cadre de la soumission pour l'exploitation de services de transports publics par route RGTR, le cahier des charges a exigé d'ailleurs que l'exploitant

doit prévoir les équipements et l'aménagement de ses dépôts en ce qui concerne la charge électrique des autobus, de même que les installations nécessaires, de type « overnight charge » et/ou « opportunity charge ». Dans le milieu urbain, il est prévu de prévoir des installations sur les pôles d'échange comme c'est le cas actuellement au P&R Luxembourg Sud.

ad 2) Tel que déjà précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 4147 du 23 avril 2021, il incombe aux exploitants de choisir le type d'infrastructure de recharge qui convient le mieux aux spécificités de chacun de leurs différents dépôts et aux itinéraires à parcourir par les bus électriques.

Dans le cas isolé évoqué par les honorables Députés, il convient de préciser que l'exploitant concerné a justifié le recours à un groupe électrogène diesel par les retards de livraison de matériel. De plus, il est mentionné que l'objectif était d'entamer pendant une durée de deux semaines des essais avec une nouvelle génération de bornes de charge à batterie tampon. Après cette période le groupe électrogène diesel a été enlevé et en ce moment le renforcement nécessaire du réseau électrique est en train d'être finalisé.

ad 3) Le cahier des charges précité du RGTR comportait également des critères environnementaux, comme notamment l'utilisation d'électricité produite à partir de 100 % d'énergies renouvelables. Ainsi, lors de la soumission pour l'exploitation de services de transports publics par route RGTR, les entreprises qui proposaient de recharger les autobus exclusivement avec de l'électricité « verte » étaient favorisées.

ad 4) Sur demande, le gestionnaire de réseau de transport, Creos Luxembourg SA, a précisé que le réseau électrique à haute tension au Luxembourg n'a pas de problème de capacité pour assurer la recharge des bus électriques RGTR planifiés. Toutefois il est possible que des renforcements ciblés au niveau de la moyenne tension soient nécessaires sur quelques sites de dépôts des entreprises afin de pouvoir mettre à disposition les capacités demandées.

Chaque opérateur de site fait une demande auprès du gestionnaire de réseau concerné si les capacités au niveau moyenne tension de son raccordement sont disponibles pour recharger, le cas échéant simultanément, tous les bus prévus pour son site. Le gestionnaire de réseau renseigne ensuite le demandeur si le réseau moyenne tension à proximité peut fournir les capacités demandées ou si le réseau doit être renforcé ou encore quelle capacité maximale est actuellement disponible sans renforcement du réseau.

Afin d'éviter que la totalité des autobus électriques rechargent tous en même temps sur un même site, l'infrastructure de charge repose sur un système informatique de charge intelligente qui permet d'adapter la puissance mise à disposition par des bornes de charge y raccordées selon des contraintes externes au système. Pour les cas où la capacité nominale demandée ne puisse pas être mise à disposition en permanence par le gestionnaire de réseau, le demandeur pourra se voir attribuer des capacités non garanties. Pour ces cas spécifiques, les gestionnaires ont développé, ensemble avec un partenaire spécialisé, un outil informatique qui prévoit le renseignement aux opérateurs de bus sur les plages horaires et les capacités disponibles jusqu'à trois jours à l'avance. De surcroît, si des sites disposent d'installations de production d'électricité, l'application informera également les opérateurs des capacités additionnelles disponibles. Cet outil permettra dans ces cas spécifiques de pouvoir bénéficier de capacités supplémentaires sans devoir prévoir un renforcement du réseau.

Question 5157 (27.10.2021) de **M. Marc Hansen** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **traitement pharmacologique du trouble déficit de l'attention/hyperactivité chez les enfants et les adultes :**

En collaboration, le Centre pour le développement des apprentissages Grande-Duchesse Maria Teresa (CDA) et le Service de consultation et d'aide pour troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur (SCAP) ont déclaré l'octobre 2021 comme mois de sensibilisation et de formation au sujet du trouble déficit de l'attention/hyperactivité (TDA/H).

Alors que le TDA/H nécessite une prise en charge globale, un traitement pharmacologique peut s'avérer nécessaire, notamment en cas de symptômes particulièrement dommageables dans les domaines psychologique, scolaire, social et familial. Le principe actif le plus couramment administré est le méthylphénidate. Au cours des dernières décennies, une hausse constante du nombre de prescriptions a été constatée dans de nombreux pays.

En Belgique, une étude de la mutualité chrétienne a indiqué qu'au moins la moitié des doses de méthylphénidate vendues étaient prescrites sans remboursement par l'Institut national d'assurance maladie invalidité (INAMI)[6]. Au Luxembourg, le remboursement est possible uniquement chez les enfants ou si le traitement a été initié avant l'âge adulte.

Alors que les symptômes ont tendance à évoluer ou à s'amoindrir avec l'âge, il existe néanmoins un certain nombre d'adultes souffrant d'une forme grave du TDA/H. À l'étranger, ces personnes sont souvent traitées de façon médicamenteuse, souvent avec des amphétamines. Or, ces dernières sont exclues du remboursement par la CNS au Luxembourg, vu qu'elles ne figurent pas sur la liste positive des médicaments remboursables.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Au cours des trois dernières années, combien de patients se sont vu prescrire des médicaments dont le principe actif est le méthylphénidate (Rilatine, Equasym, Concerta, Medikinet) ?

2) Rilatine et Medikinet figurant sur la liste positive des médicaments à rembourser par la CNS, quel est le montant qui a été remboursé pour ces deux médicaments au cours de la même période ?

3) Pendant la même période, combien de patients se sont vu prescrire des médicaments dont le principe actif est l'atomoxétine (p. ex. Strattera) ?

4) Les amphétamines sont couramment utilisées dans certains pays dans la prise en charge du TDA/H. Monsieur et Madame les Ministres disposent-ils de données concernant leur prescription au Luxembourg ?

5) Monsieur et Madame les Ministres sont-ils en mesure de chiffrer le nombre de patients TDA/H qui optent pour une prise en charge à l'étranger ? Dans quelle mesure le manque de professionnels spécialisés et le nombre limité de médicaments remboursables au Luxembourg sont-ils susceptibles d'influencer la décision des patients concernés de se faire traiter à l'étranger ?

6) Monsieur et Madame les Ministres disposent-ils de chiffres concernant le nombre de patients adultes luxembourgeois bénéficiant d'une prise en charge pour le TDA/H ? Combien d'entre eux bénéficient d'un traitement pharmacologique non remboursable ?

7) Un remboursement du traitement pharmacologique chez les patients adultes est-il envisagé et quels en seront les critères et modalités le cas échéant ?

Réponse commune (30.11.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) En 2020, 1.739 patients ont obtenu le remboursement d'un médicament dont le principe actif est le méthylphénidate. La détermination du nombre de patients se limite aux personnes protégées ayant bénéficié d'un remboursement par l'assurance maladie-maternité d'un médicament inscrit sur la liste positive des médicaments et délivré par une pharmacie ouverte au public au Luxembourg. Il est à noter que, faute de disposition des données nécessaires, les médicaments prescrits, mais non remboursés par l'assurance maladie-maternité ne peuvent être chiffrés.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) En 2020, la CNS a remboursé 160.240 € pour le médicament « Rilatine » et 161.445 € pour le médicament « Medikinet » achetés dans une pharmacie ouverte au public au Luxembourg (Tableau 2).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) + 4) Actuellement, il n'existe pas de données exhaustives ni sur les médicaments dont le principe actif est l'atomoxétine ni sur les amphétamines vendues au Luxembourg, car ces médicaments ne figurent pas sur la liste positive des médicaments qui sont remboursés par l'assurance maladie-maternité.

ad 5) Il n'est pas possible de quantifier les patients TDA/H parmi les demandes de transfert.

En effet, une demande de transfert à l'étranger est introduite en vue d'une consultation, d'un examen spécial, d'un traitement ou encore d'une cure. La seule prescription ou délivrance de médicaments à l'étranger ne fait en principe pas l'objet d'une telle demande.

ad 6) Actuellement, ni le Ministère de la Sécurité sociale ni le Ministère de la Santé ne disposent de données propres relatives au nombre de patients adultes luxembourgeois bénéficiant d'une prise en charge pour le TDA/H, ni de données propres relatives aux traitements qui ne sont pas pris en charge par l'assurance maladie-maternité.

ad 7) Les indications de certains de ces médicaments ont d'ores et déjà été élargies à la possibilité d'initiation de traitement pour des adultes. Une évaluation de la nécessité d'une extension de la prise en charge est entamée.

[6] https://www.mc.be/media/20170628etudemethyphenidate_tcm49-53109.pdf

Question 5159 (28.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **délai d'attente pour un examen IRM :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4032 huet d'Ministesch Delaie fir d'Notzung vum IRM vun deene verschiddene Klinicke virgeluecht. Esou hätt ee Patient am CHdN an der Moyenne 34 Deeg op ee Rendez-vous fir den IRM gewaart, am CHEM 23 Deeg, am CHL 43 Deeg an am HRS 28 Deeg (Stand Januar 2021). Mir läit awer eng Confirmation de rendez-vous vir, bei där ee Patient aus dem CHL iwwer 80 Deeg, bis d'nächst Joer Januar, muss op säi Rendez-vous waarden.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch dës grouss Diskrepanz tëscht der Moyenne, déi de CHL ugëtt, an der Confirmation de rendez-vous, déi mir virläit, erklären? Wat kënnen d'Grënn fir esou ee laangen Delai sinn?

2. Wéi hunn sech d'Chifferen aus der parlamentarescher Fro N° 4032 säit Januar entwéckelt? Wou stinn d'Delaie fir ee Rendez-vous fir den IRM haut?

Réponse (29.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Donnéeën, op déi sech den honorabelen Deputéierte referéiert, mussen am Kontext vun der Ënnersichung, déi effektiv duerchgefouert ginn ass, betruecht ginn. Et ass deemno net méiglech, sech zu dësem spezifesche Fall ze prononcéieren.

Am Normalfall ginn d'Urgencen esou séier wéi méiglech behandelt an et sinn ëmmer Creneaue fir dës Fäll reservéiert. Aner Ënnersichunge ginn en fonction vun der Prise en charge an der Organisatioun vun de Servicer duerchgefouert. Dëst ka mat sech bréngen, datt déi programméiert Aktivitéit an d'Delaie variéieren, jee no medezinnescher Spezialitéit.

ad 2. D'Donnéeën, déi iwwermëttelt goufen, mussen am Kontext vun der duerchgefouerter Aktivitéit betruecht ginn a sinn net matenee vergläichbar. Aktuell ass dem Gesondheetsministère keng Verlängerung vun de Waardezäite bekannt.

Question 5160 (28.10.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **nouveau Centre d'intervention et de secours à l'Aéroport de Luxembourg :**

Am neie „Plan national d'organisation des secours" (PNOS), dee viru Kuerzem vum Ministerrot approuvéiert gouf, liest een, datt de „Centre d'intervention et de secours" (CIS) vum Lëtzebuerger Flughafen, deen dem CGDIS ugeschloss ass, net konform zu de Recommandatioune vun der ICAO (International Civil Aviation Organisation) a vun der Europäescher Agentur fir Fluchsécherheet ass. Sou heescht et am PNOS am Hibléck op eng Etüd, déi vum CGDIS an Optrag gi war:

« Les conclusions de cette étude montrent qu'actuellement avec huit pompiers de permanence, le CIS Aéroport garantit un "Airport Rescue and Fire Fighting" (ARFF) pour un aéroport de catégorie 9. Néanmoins, cet effectif ne permet pas de mettre en œuvre une "Rescue unit", chargée du sauvetage et de l'évacuation des passagers et équipages en cas d'accident d'aéronef. Ceci a pour effet de générer un éventuel retard dans l'exécution de cette mission et le sauvetage d'éventuelles personnes coincées à l'intérieur de l'aéronef accidenté. En conséquence, le CIS Aéroport ne suit pas actuellement les recommandations de l'ICAO (International Civil Aviation Organisation) ni de l'Agence européenne de sécurité aérienne (AESA) concernant le personnel nécessaire à son classement RFFS (Rescue and Fire Fighting Services), mais se conforme aux obligations de l'AESA. »

Dofir ass geplangt, zousätzlech Pompjeeë fir de CIS Findel anzestellen an och een neie Centre d'intervention et de secours ze bauen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Banneministesch:

1. Wéi eng Implicatiounen huet deen am PNOS beschriwwenen Defizit u Personal beim CIS Findel op d'Fluchsécherheet an op d'Reputatioun vu lux-Airport?

2. Wéi laang wäert et daueren, bis de CIS konform zu de Recommandatioune vun der ICAO a vun der Europäescher Agentur fir Fluchsécherheet wäert sinn?

3. Am PNOS heescht et am Hibléck op een eventuellen neie Centre de secours fir de Findel: « [...] dans un délai compris entre trois et cinq ans, ce nouveau CIS qui transformera l'actuel "CIS Findel", permettra de réduire significativement les délais de renfort des secours extérieurs et optimisera la réponse opérationnelle pour assurer notamment, la sécurité de l'engagement des pompiers à l'intérieur de l'aéronef accidenté ». Kann d'Madamm Ministesch preziséieren, wéi konkreet d'Pläng fir dësen neie Centre d'intervention et de secours sinn a wéi ee Budget fir dës Investitioun virgesinn ass ?

Réponse (30.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Virop ass et wichteg ze betounen, wéi och am PNOS zitéiert, dass d'Obligatioune vun der Europäescher Agentur fir Fluchsécherheet (AESA) erfëllt ginn.

Den aktuellen Effectif vum Personal beim CIS Findel kann d'Fluchsécherheet assuréieren an huet keng negativ Auswierkungen op d'Reputatioun vu lux-Airport.

De CGDIS féiert de Moment Diskussioune mam Flughafebedreiwer, dëst mam Zil, fir en neie Service Level Agreement (SLA) auszeschaffen. Am Kader vun dësen Diskussioune soll gekläert ginn, ob eng spezifesch Rescue Unit no ICAO1 Recommandatiounen exklusiv fir de Läschzuch vum Flughafe soll ogebaut ginn.

Onofhängeg vun enger spezifescher Rescue Unit wäert am neie CIS Findel, deen zurzäit am Bau ass, zousätzlecht Personal schaffen, fir Ambulanzen a Läschween ze besetzen, déi am Alldag an der Ëmgéigend vum Flughafe wäerten zum Asaz kommen, am Noutfall awer och d'Rescue Unit bei engem Fligeraccident kënne stellen. D'Käschte vun der neier Kasär, déi am Januar 2023 de Betrib soll ophuelen, belafe sech op ronn 23 Mio Euro.

Question 5161 (29.10.2021) de **Mmes Nathalie Oberweis** et **Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**impact des conditions sanitaires d'entrée sur le territoire de certains pays pour les étudiants en provenance du Luxembourg :**

Sur son site Internet, l'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois a récemment publié une annonce à destination des étudiant.e.s luxembourgeois.e.s qui ont besoin d'effectuer un test PCR ou test rapide afin de pouvoir entrer sur le territoire du pays où ils étudient. Cette obligation vaut en l'occurrence pour la Grande-Bretagne et concernerait même les étudiant.e.s vacciné.e.s.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous indiquer les pays où l'entrée sur le territoire n'est possible que moyennant l'exécution d'un test PCR ou test rapide en plus d'un certificat de vaccination complète ?

2) Ces tests doivent-ils être faits en amont du voyage, ou bien s'agit-il de tests exécutés dans les pays de destination ?

3) Cette mesure ne concerne-t-elle que les étudiant.e.s en provenance du Luxembourg ?

4) Combien coûtent approximativement les tests en question dans les différents pays de destination ?

5) Dans la mesure où les étudiant.e.s ne sont pas vacciné.e.s, l'entrée sur le territoire du pays de leur université leur est-elle interdite ?

6) Quelles sont les consignes sanitaires à respecter pour les étudiant.e.s non vacciné.e.s pour rejoindre leur université à l'étranger ?

7) Dans l'affirmative, cela ne s'oppose-t-il pas au droit d'accès universel à l'éducation ? D'ailleurs, est-il légalement possible d'exclure un.e étudiant.e de l'université sous prétexte qu'il.elle n'est pas vacciné.e ou ne dispose pas d'une certification de test PCR ?

L'ACEL annonce sur son site Web qu'elle met à disposition des « vouchers » pour des tests gratuits aux étudiant.e.s vacciné.e.s qui nécessitent en plus un test PCR négatif pour voyager dans le pays de leurs universités respectives.

8) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me dire si le Gouvernement a mis en place ce dispositif de vouchers au bénéfice de l'ACEL ? Sinon, participe-t-il d'une manière ou d'une autre à la mise en place de ce dispositif par l'ACEL ?

9) Madame et Monsieur les Ministres confirment-ils que ce dispositif n'est accessible qu'aux étudiant.e.s vacciné.e.s, comme le suggère l'annonce publiée par l'ACEL ?

10) Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres sont-ils prêts à mettre gratuitement des tests PCR à disposition des étudiant.e.s non vacciné.e.s ?

11) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils prêts à négocier des laisser-passer pour les étudiant.e.s en provenance du Luxembourg inscrit.e.s à l'université dans des pays appliquant des obligations sanitaires restrictives d'accès sur leur territoire comme l'obligation de disposer d'un test PCR négatif en plus d'un passeport vaccinal ?

Réponse commune (30.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Dans le contexte pandémique actuel, la liste de pays prévoyant des restrictions spécifiques pour l'entrée sur leur territoire, y compris en termes d'éventuelle obligation de présenter un test PCR ou test rapide, est en évolution constante. Pour disposer d'informations en principe fiables et actualisées sur les modalités exactes de ces restrictions en vigueur, il est recommandé de se rapporter aux sites Web des Gouvernements des pays de destination en temps utile avant le début d'un déplacement. Pour les États membres de l'Union européenne, des informations sur les modalités en vigueur peuvent aussi être trouvées sur le site Web https://reopen.europa.eu/.

Il appartient dès lors à chaque personne voulant se rendre dans un autre pays de s'informer en amont sur d'éventuelles conditions d'entrée dans le cadre de la crise sanitaire.

ad 2) Ces dispositions varient d'un pays à l'autre. Tandis que certains pays exigent un test négatif de moins de 24, de 48 ou encore de 72 heures, certains exigent également la réalisation d'un test sur place. Certains pays tiers prévoient même une mise en quarantaine jusqu'à l'obtention du résultat du test.

ad 3) Non.

ad 4) Les ministres n'ont pas connaissance des prix pratiqués pour la réalisation d'un test dans les pays tiers. Le prix variera vraisemblablement en fonction du pays, en fonction de l'urgence ainsi qu'en fonction du type de test (test PCR ou test antigène).

ad 5) Les soussignés n'ont pas d'informations sur des étudiants qui se seraient récemment vu refuser l'accès au pays dans lequel ils effectuent leurs études.

ad 6) Les consignes du pays de résidence des étudiants et des éventuels pays de transit sont à respecter.

ad 7) voir sous 5

ad 8) Le Conseil de Gouvernement, dans sa séance du 17 septembre 2021, a retenu que « les étudiants résidents vaccinés qui ont besoin d'un résultat négatif d'un test PCR afin de se rendre à leur université à l'étranger bénéficieront de vouchers pour pouvoir effectuer gratuitement un test PCR. Les personnes concernées doivent se manifester auprès de l'ACEL. »

ad 9) Effectivement, ce dispositif est destiné aux étudiants qui sont vaccinés. Des personnes qui ne peuvent pas se faire vacciner pour des raisons médicales peuvent également obtenir des bons pour des tests gratuits, sur présentation d'un certificat médical, auprès de la Direction de la santé.

ad 10) Ceci n'est actuellement pas prévu en dehors des modalités détaillées sous la question 9.

ad 11) Ceci n'est actuellement pas prévu en dehors des modalités détaillées sous la question 9.

Question 5162 (29.10.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant le **domaine de compétence décisionnelle du conseil communal :**

Le pouvoir de décision du conseil communal (ci-après le conseil) est général pour tout ce qui est d'intérêt communal. Ainsi, le conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal et délibère ou donne son avis toutes les fois que ses délibérations sont requises par les lois et règlements ou qu'elles sont demandées par l'autorité supérieure. Outre les décrets français de la fin du 18e siècle, qui ont confié à nos communes leurs missions originaires obligatoires, la Constitution leur confie aussi plusieurs missions. Parmi ses missions figurent notamment la gestion de leur territoire et de leur patrimoine, l'état civil et l'organisation de l'enseignement fondamental, complétées et concrétisées ensuite par des lois et règlements, comme dans le domaine de l'aménagement du territoire, du logement, du développement économique ou de l'environnement. La compétence du Collège des bourgmestre et échevins (ci-après le Collège) est cependant une compétence d'attribution, c'est-à-dire que celui-ci n'est compétent que dans les cas prévus par la loi. En dehors de ses attributions légales expresses ou en cas de doute, la compétence appartient au conseil.

Ensuite, la loi fixe des seuils financiers précis à partir desquels toute une série d'engagements financiers communaux doivent être validés par le ministère de tutelle. Or, de tels seuils financiers permettant de différencier de manière précise les cas où la compétence décisionnelle liée à un contrat ou à une convention incombe soit au Collège soit au conseil, ne semblent pas exister dans la loi communale.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Est-ce qu'il existe également, à l'image des seuils financiers liés au contrôle de tutelle, des seuils financiers permettant de différencier avec précision la compétence de décision du conseil de celle du Collège relative aux engagements financiers communaux ?

2) Dans l'affirmative, quels sont ces seuils et dans quels lois ou règlements sont-ils fixés ? Dans la négative, existe-t-il d'autres dispositions ou règles permettant de différencier avec précision la compétence de décision relative aux contrats ou conventions du conseil de celle du Collège, comme par exemple le type de contrat ou convention dont il s'agit ?

3) Est-ce que d'autres dispositions légales ou réglementaires - non liées à un seuil financier - permettent de différencier de manière précise la compétence de décision relative à un contrat ou à une convention du conseil de celle du Collège ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

4) Madame la Ministre dispose-t-elle d'informations sur la gestion des communes de la précitée répartition de compétence relative aux contrats et conventions ? Madame la Ministre a-t-elle connaissance de communes qui appliquent des seuils financiers à partir desquels le Collège soumet les contrats ou conventions liés à ses projets au conseil, voire d'autres règles liées par exemple au type de contrat ? Dans l'affirmative, de quels règles ou seuils et de quelles communes s'agit-il ?

5) Est-ce que Madame la Ministre envisage de proposer des modifications légales y afférant lors de la réforme de la loi communale ?

Réponse (29.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Les compétences respectives du conseil communal et du Collège des bourgmestre et échevins sont déterminées en fonction des matières dans lesquelles ces organes interviennent.

En vertu de l'article 28 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, le conseil communal dispose de la compétence générale, alors que le Collège des bourgmestre et échevins est compétent à chaque fois qu'une disposition légale lui confie une attribution de manière expresse. L'article 57 de la loi communale définit ses missions essentielles.

Les délibérations des organes précités sont soumises à l'approbation du Ministre de l'Intérieur lorsque celle-ci est prévue par la loi. Ainsi, certaines décisions du conseil communal ne sont soumises à l'approbation de l'autorité supérieure que lorsqu'elles dépassent une certaine valeur exprimée en euros. Il s'agit notamment des délibérations énumérées à l'article 106 de la loi communale et des conventions adoptées par le conseil communal qui relèvent de l'article 173 ter de la même loi. Dès lors les seuils en euros fixés par la loi n'ont pas pour finalité de déterminer la compétence des organes de la commune, mais l'envergure financière de la délibération, et en fonction de laquelle une approbation du Ministre de l'Intérieur s'impose ou non.

Dans le cadre du projet de loi n° 7514 qui a pour objet de réformer la tutelle sur les communes, il est prévu d'augmenter les seuils à partir desquels certaines délibérations du conseil communal seront soumis à la surveillance administrative tout en introduisant, pour certains actes, un nouveau procédé de surveillance moins pesant, à savoir la transmission obligatoire où les délibérations du conseil communal et du Collège des bourgmestre et échevins deviennent exécutoires dès leur transmission au Ministre de l'Intérieur.

Étant donné que l'honorable Député semble faire une différence entre contrats et conventions il est utile de préciser qu'il existe un régime spécial en ce qui concerne les compétences respectives du conseil communal et du Collège des bourgmestre et échevins en matière de marchés publics. Le règlement grand-ducal modifié du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics dispose à l'article 141 que « les contrats sont passés par le Collège des bourgmestre et échevins » tout en précisant à l'article 144 que « le conseil communal, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur, doit avoir, au préalable :

a) décidé le principe des travaux, fournitures ou services qui font l'objet des contrats,

b) approuvé les projets en cas de marchés de travaux,

c) pourvu à l'allocation des crédits nécessaires au règlement de la dépense qui découle de l'exécution des contrats ».

Question 5164 (29.10.2021) de **Mmes Francine Closener** et **Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **rôle et** les **responsabilités du Collège des bourgmestre et échevins au regard de la sécurité et la sûreté dans les écoles :**

Selon un article de presse, un cas d'atteinte à la pudeur sur un mineur dans une école fondamentale de Hesperange a été discuté lors de la réunion du conseil communal du 22 octobre. Au vu de ces discussions, il semble que le rôle et les responsabilités du Collège des bourgmestre et échevins au regard de la sécurité et la sûreté dans les écoles ne soit pas déterminé de manière assez précise. L'article 58 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental prévoit entre autres que la commune, par ses organes compétents respectifs, participe à l'administration des écoles et veille à l'exécution des dispositions légales en rapport avec la sécurité dans les écoles.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous dire qui a la compétence de décider de l'accès aux écoles et des horaires d'ouverture ? Qui est responsable pour la surveillance des bâtiments d'école et de leurs alentours ?

2) De quelle manière les responsables communaux sont-ils informés lorsqu'un acte de violence est commis dans une école de leur commune ?

3) Est-ce qu'ils sont tenus de mener une enquête dans le but d'améliorer leur concept de sécurité pour les écoles ?

4) Qui a l'obligation d'informer les parents d'élèves quant aux mesures de sécurité en place ? Est-ce que ceux-ci ont le droit d'être informés lorsque l'un des élèves a été victime d'un acte de violence à l'école ?

Réponse commune (08.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) + 3) L'article 58 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental énumère les attributions confiées aux communes dans le cadre de l'enseignement fondamental. Il ressort de cette énumération qu'il incombe à la commune de « veiller à la réalisation et à l'entretien des bâtiments et équipements scolaires ». Lors de la construction de nouveaux bâtiments scolaires ou la rénovation des établissements scolaires existants, il importe de tenir compte des spécificités locales pour prévoir, le cas échéant, l'équipement nécessaire pour favoriser un accès sécurisé aux bâtiments scolaires.

Le règlement grand-ducal modifié du 7 mai 2009 concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles stipule dans son article 8 que « l'accès à l'enceinte de l'école pour toute personne ne faisant pas partie de la communauté scolaire ou n'exerçant pas, au sein de l'école, une mission prévue par la loi est soumis à l'autorisation préalable du bourgmestre ». En complément, le service concerné du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) publie au début du 3e trimestre de chaque année scolaire la circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental qui les informe de leur obligation de « mettre en place un contrôle de l'accès à l'école dans l'intérêt de la sécurité des enfants et du personnel en place ». (Extrait de la lettre circulaire de printemps 2021)

La surveillance des élèves durant les dix minutes avant le début des cours ainsi qu'après les cours et pendant les récréations incombe, suivant l'article 5 du règlement grand-ducal susmentionné, aux surveillants définis dans le plan de surveillance qui fait partie intégrante de l'organisation scolaire adoptée par le conseil communal ou le comité du syndicat scolaire. Les horaires hebdomadaires et journaliers des classes sont eux aussi renseignés dans l'organisation scolaire.

ad 2) Le président du comité d'école, responsable suivant l'article 42 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental d'assurer les relations entre autres avec les autorités communales, informe les responsables communaux lorsqu'un acte de violence est commis dans une école de leur commune.

ad 4) Suivant l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 7 mai 2009 concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles, « le règlement d'ordre intérieur en vigueur doit être affiché à un endroit visible de l'école. Un exemplaire doit être communiqué au personnel de l'école ainsi qu'aux parents lors de l'entrée à l'école de leur enfant. Il en est de même, le cas échéant, du règlement d'ordre intérieur complémentaire ainsi que de toute modification apportée ultérieurement à l'un ou l'autre règlement ».

En complément, les titulaires de classe informent les parents de leurs élèves dans le cadre d'une réunion plénière ayant lieu en début d'année sur le déroulement des activités proposées à l'école ainsi que sur les règles à respecter par les membres de la communauté scolaire pour favoriser la vie en commun de tous les acteurs.

En cas de maltraitance d'un élève, le personnel de l'école est tenu de respecter rigoureusement les consignes reprises dans le document « Maltraitance de mineur - Procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse ». Tel que précisé dans ce document, il se révèle essentiel de décider, en collaboration avec le directeur de région et en tenant compte, le cas échéant, de l'avis de services spécialisés, quant à la communication à adresser aux parents.

Si l'information des membres de la communauté scolaire peut s'avérer propice pour éviter la propagation de rumeurs, il doit être assuré à tout moment que le service de police compétent puisse réaliser ses investigations sous le couvert du secret de l'instruction et que la présomption d'innocence dont bénéficie chaque inculpé soit garantie tout au long de l'enquête.

Question 5165 (29.10.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **logements de service et anciens logements de service de la Police grand-ducale :**

Dans la réponse à ma question n° 4629 Monsieur le Ministre des Finances a évoqué que ses services ne disposent pas d'un relevé exhaustif du parc immobilier destiné à des fins résidentielles en possession de l'État et qu'il serait par conséquent impossible de chiffrer le nombre d'immeubles correspondants actuellement vacants.

Monsieur le Ministre des Finances a pourtant expliqué dans sa réponse qu'une cinquantaine de ces immeubles aurait été réservée pour l'intégration dans la réalisation de grands projets de construction d'habitations, soit du Fonds du logement, soit de la SNHBM et dont une partie serait temporairement attribuée à l'Agence immobilière sociale. Monsieur le Ministre affirmait en outre que l'État veillerait à ne pas laisser d'immeubles destinés à des fins résidentielles inoccupés à long terme.

Selon des informations qui ont été portées à ma connaissance, un certain nombre de logements de service seraient pourtant inoccupés depuis au moins cinq ans. Ainsi à Colmar-Berg au lieu-dit rue an der Sang plusieurs anciens logements de service de la Police grand-ducale seraient inoccupés depuis plusieurs années.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de la Sécurité intérieure :

1) Pour quelles raisons les logements de service mentionnés ci-dessus sont-ils restés inoccupés depuis plusieurs années ?

2) Existe-t-il un projet de réaffectation des logements et/ou du site en question ? Dans l'affirmative, dans quels délais les logements pourront-ils être réaffectés ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me fournir une liste avec tous les logements de service et anciens logements de service de la police en spécifiant pour chaque cas les attributions actuelles et futures, l'année de la réaffectation ainsi que l'état d'habitation ?

4) Monsieur le Ministre peut-il me fournir un relevé exhaustif du parc immobilier destiné à des fins résidentielles en possession de l'État et attribué, soit au Fonds du logement, soit à la SNHBM, soit à l'Agence immobilière sociale, soit à un autre organisme conventionné avec l'État dans le cadre de la gestion locative sociale, en spécifiant leur statut d'occupation respectif ?

Réponse commune (30.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement, Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1) Les logements de service à Colmar-Berg se sont libérés au fur et à mesure depuis l'abolition des logements de service en 2015. Actuellement, un logement est encore occupé comme logement de service de la Police grand-ducale. D'autres logements sont occupés par du personnel de la Cour grand-ducale.

ad 2) Un schéma directeur a été élaboré en étroite collaboration avec l'administration communale. La prochaine étape serait d'élaborer le PAP pour le site entier.

ad 3) La majorité des logements de service de la Police grand-ducale a été réaffecté à d'autres ressorts. Seuls six logements de service sont encore occupés à des fins d'habitation par la Police grand-

ducale. Tel qu'énoncé dans la réponse à la question parlementaire n° 4629 du 7 juillet 2021 de l'honorable Députée Nathalie Oberweis, les autres logements de service inoccupés ne sont actuellement pas exploitables pour des fins d'habitation. Un nombre de solutions est cependant en cours de planification pour ces sites.

ad 4) Quelque 170 logements sont attribués à l'Agence immobilière sociale et onze logements sont attribués au Fonds du logement.

Question 5166 (29.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **réacteur à sels fondus :**

Chineesesch Fuerscher hunn am Beräich vun der Kärenergie viru Kuerzem den éischte Flëssegsalzreakter a Betrib geholl. Dës neiaarteg Reakteren hunn net méi de Risiko vun enger Kernschmelze an och de Problem vum klasseschen Atomoffall stellt sech net méi. Doriwwer eraus setzt d'Kärenergie allgemeng keng Zäregaser fräi.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi steet den Här Minister zu dësem Projet? Gesäit hien heiran och eng potenziell Technologie fir den europäesche Maart?

2. Lëtzebuerg ass wéi sämtlech Länner vun der europäescher Unioun um internationale Fuerschungsprojet zu der Kärfusioun „Réacteur thermonucléaire expérimental international" bedeelegt. Gesäit de Minister dee chineeseschen Duerchbroch éischter als Ergänzung oder als Konkurrenz zu dësem Projet?

Réponse (16.11.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. D'Diskussioun ronderëm Flëssegsalzreakteren ass net nei. Schonn an de 60er-Jore gouf et éischt Fuerschungsusätz an dësem Beräich. China wëll no eegenen Aussoe geschwënn éischt Tester mat esou engem Reakter maachen.

De wëssenschaftlechen Déngscht vum Bundestag huet am September 2020 an enger wëssenschaftlecher Literaturrecherche dës Technologie ganz kritesch betruecht. Si ass kuerz- bis mëttelfristeg net asazbereet an hëlleft domadder net an Klimaschutz, wou mer séier Léisunge brauchen, fir de Klimawandel opzehalen:

„Die zeitlichen Entwicklungshorizonte von (Thorium)-Flüssigsalzreaktoren reichen derzeit nicht aus, um im Rahmen der CO_2-Einsparung eine Alternative für die sichere Bereitstellung von Energie in Frage zu kommen. Zu diesem Ergebnis kommt u. a. auch eine norwegische Studie zur Entwicklung thoriumbasierter Reaktortechnologien." Donieft seet d'Studie, datt och den nuklearen Offallproblem net geléist ass. Fir kleng Anlagen ass et wichteg, datt genee analyséiert gëtt, wat de Risiko vu Proliferatioun, also d'Gefor, datt Atommaterial a falsch Hänn géif geroden, kéint sinn. „Waffenfähiger, nuklearer Abfall entsteht ebenso wie bei den bisher eingesetzten Reaktortechnologien. Beim Thorium-Kreislauf kann waffenfähiges Uran-233 chemisch abgetrennt werden."

ad 2. D'Regierung ass géint all Forme vun Atomkraaft, well se d'Sécherheet vun eise Biergerinnen a Bierger an eis Ëmwelt a Gefor bréngen. Et ass eng iwwerdeiert an ineffikass Technologie, déi eis och am Klimaschutz net weiderhëlleft. Den ITER-Reakter „Réacteur thermonucléaire expérimental international" gesäit d'Regierung weider kritesch an huet dat och op EU-Niveau esou ausgedréckt.

Question 5167 (29.10.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **camion du type « Eco combi » :**

An engem Interview, deen de 24. September ënnert dem Titel „Opportunities are there for people who jump on board" an der Zäitschrëft „Delano" publizéiert gouf, seet den Direkter vum „Cluster for Logistics Luxembourg" aus, datt dem Här Transportminister seng Argumentatioun, fir déi sougenannt Gigaliner zu Lëtzebuerg net zouzeloossen, op Etüde vun ONGe berout, déi aus dem Joer 2007 stamen. Weider féiert hien aus, datt dës Innovatioun och eng effikass Méiglechkeet gëif duerstellen, fir dem Personalmangel bei de Camionschaufferen ze begéinen.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 4356 vun den honorabelen Deputéierte Max Hahn a Gusty Graas huet den Här Minister ënner anerem dat hei geschriwwen: „Dës Käschteverbesserung kéint allerdéngs dozou féieren, dass de Stroossegidderverkéier der Schinn virgezu kéint ginn, wat kontraproduktiv zu de Gesamtreduktioune wier. Well genau hei ass unzesetzen, andeems esou vill wéi méiglech vum Wuerentransport, bei deem laang Strecke mussen zeréckgeleucht ginn, iwwert d'Schinn gemaach gëtt, a just kuerz Strecken iwwert d'Strooss realiséiert ginn."

A weider: „Wat de Reseau vun de Landstroossen ubelaangt, ausseruerts an innenuerts, souwéi besonnesch d'Zoufaartsstroossen zu de jeeweilegen Industriegebidder respektiv Tankstellen, kann zum haitegen Zäitpunkt keng Ausso duerch e Manktem un Erfarungswäerter mat esou Gefierer getraff ginn. Et misst op jidder Fall fir all Itineraire, wou esou Gefierer géife fueren, déi haut eng Spezialgeneemegung brauchen, déi komplett Streck op déi technesch Restriktiounen (Längt, Wendekreess, Tonnage, Visibilitéiten etc.) iwwerpréift ginn."

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Transportminister déi uewen zitéiert Aussoen aus dem Interview mam Delano confirméieren? Falls net, kann den Här Minister dann ausféieren, op wéi engen Etüden d'Ofleenung vun de Gigaliner duerch d'Regierung berout?

2. Wéi steet d'Regierung zum Problem vum Personalmangel bei de Camionschaufferen?

3. Wéi eng Ursaache schwätze fir d'Regierung dogéint, fir d'Gigaliner fir d'éischt emol testweis fir den Transitverkéier an op logistesche Schlësselplazen, déi no un de grousse Verkéiersachse leien, wéi dem Beetebuerger Logistikzenter an dem Findel, zouzeloossen? Kéint dem Problem vun de feelenden Erfarungswäerter an deem Sënn net och am effikassten duerch eng schrëttweis Zouloossung begéint ginn?

4. Wéi begrënnt den Här Minister d'Positioun vun der Regierung, fir eng u sech konkurrenzfäeg Technologie, an dësem Fall d'Gigaliner, net zouzeloossen, einfach well se net an Aklang mat politesche gewënschte Projeten, an dësem Fall der Ëmstellung op de Schinnentransport, steet? Gesäit den Här Minister hei net en iwwerméissegen Agréff an d'Privatautonomie vun den Entreprisen an doriwwer eraus och e méiglechen Interessekonflikt, well de Staat am Schinnentransport selwer ekonomesch aktiv ass?

Réponse (13.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Wéi schonn op d'parlamentaresch Ufro N° 4356 geäntwert, ass et fir d'Erreeche vun den ugestriefte Ziler, um Niveau vun de CO_2-Emissiounen an och soss sämtleche schiedlechen Emissiounen am Giddertransport, wichteg, de gesamten Transportsecteur ze analyséieren a sech net reng op de Stroossentransport ze fokusséieren.

An dësem Zesummenhang si mat dem Opkomme vun Eko-Kombien eng ganz Rei Etüden an Europa gemaach ginn, déi den Effekt vun dëse Gefierer am gesamten Ekosystem vun de Giddertransporten analyséiert hunn. Hei goufe souwuel ekonomesch, ekologesch an awer och Sécherheetsaspekter analyséiert. Eng vun dësen Etüde staamt aus dem Joer 2013, a gouf am November vun deem Joer vun Transport & Environment (T&E) publizéiert. Dës Publikatioun kënnt zur Konklusioun, dass d'Aféierung vu méi laangen a méi schwéiere Camionen (LHVs - longer heavier vehicles) zu méi héije CO_2-Emissiounе kéint féieren, de Risiko vu Stroossenaccidenter kéint eropgoen an d'Käschten, déi duerch d'Steierzueler musse gedroe ginn, fir d'Infrastrukur unzepassen oder a Stand ze halen, och wäerte klammen. Dobäi ass awer zousätzlech a Betruecht ze zéien, datt d'Upassung oder Astandhale vu der Infrastruktur net nëmmen zousätzlech Käschte verursaacht, mee datt dës Aarbechten och CO_2-Emissioune verursaachen. Dës Auswierkunge stinn am Géigesaz zu den Ziler vun der EU, fir den Transportsecteur méi propper a méi sécher ze maachen. Zousätzlech dozou kéint heiduerch de Wuerentransport iwwert d'Strooss nach méi bëlleg ginn, wouduerch d'Zil vun der EU (Transport White Paper), fir de Giddertransport op d'Schinn ze verleeën, ënnerwandert kéint ginn.

Leider gëtt bei villen Analyse vergiess, d'extern Käschte mat ze berécksiichtegen. Tatsächlech kéinten duerch d'Eko-Kombien d'Transportfirmen, déi de Giddertransport iwwert d'Strooss ubidden, eng Reduktioun vun 20-30 % vun hiren Transportkäschten erzilen, woubäi d'extern Käschten, also Käschten, déi duerch d'Allgemengheet musse gedroe ginn, eropginn. Dës Käschte goufen am Joer 2018 an enger Analys, déi fir de Mobilitéitsministère vu BDO duerchgefouert gouf, an den Titel „Transportrechnung für Luxemburg und Methodik zu Kosten-Nutzen-Analysen für Verkehrsprojekte" dréit, analyséiert. Aus dëser Analys gëtt ersiichtlech, datt besonnesch am Verglach vun den externen Accidents- an Ëmweltkäschte pro tkm, d'Schinn däitlech besser am Verglach zum Stroossegidderverkéier ofschneit. Esou sinn dës extern Käschte fir de Giddertransport iwwert d'Strooss ronn 50 % méi héich, wéi dat op der Schinn de Fall ass.

Grondsätzlech ass ze soen, datt Eko-Kombien tatsächlech kéinten zu enger Reduktioun vun den CO_2-Emissioune bäidroen, wann eng isoléiert Betruechtung gemaach gëtt, woubäi an dësem Zesummenhang vill ënnerschiddlech Faktore spillen. Esou kann duerch eng Reduktioun vun der Unzuel vun de Faarten och eng Reduktioun vun CO_2-Emissiounen erreecht ginn, wat allerdéngs och den Effekt huet, datt, wéi scho beschriwwen, d'Transportkäschte fir de Wuerentransport iwwer d'Strooss wäerten erofgoen. Duerch dës Käschtereduktioun gëtt d'Demande méi grouss, fir den Transport vu Gidder iwwert d'Strooss ze maachen. Dëse sougenannte „Rebound Effect" gouf schonn 2009 bei Recherchen duerch d'Fraunhofer-Institut beschriwwen, dat als éischt eng dynamesch Approche bei der Analys zu den Effekter, déi duerch Eko-Kombie verursaacht ginn, gewielt huet. Esou ass tatsächlech e kuerzzäitege positiven Effekt op d'CO_2-Emissioune bei der Aféierung vun den Eko-Kombien ze erwaarden, woubäi laangfristeg d'CO_2-Emissioune wäerte klammen, dëst bedéngt duerch ee „Modal Shift". Weider Studie goufen heizou vun der CE Delft an de Joren 2010 an 2012 gemaach, déi dëst konfirméiere kënnen. An dëse Studie gëtt dovun ausgaangen, datt, wann d'Käschte beim Wuerentransport iwwert d'Strooss ëm 20 % falen, dëst eng Croissance vun 18 % mat sech bréngt, wouvun 1/3 vun der Schinn kënnt, wat schlussendlech eng CO_2-Erhéijung vun 2-4 % um EU-Niveau wäert verursaachen.

Opgrond vun dësen Erklärungen ass et net ubruecht, bei esou Gefierkombinatioune vun Eko-Kombien ze schwätzen, well se schlussendlech mat grousser Warscheinlechkeet net zu enger Reduktioun vun de CO_2-Emissiounen am gesamteuropäeschen Transportsecteur wäerte bäidroen, mee éischter zu enger Erhéijung. Dowéinst sollte Léisungen, fir d'Zil vun engem emissiounsfräie Wuerentransport an Europa ze erreechen, net an esou Solutioune gesicht ginn, mee et sollt intensiv op der Dekarboniséierung duerch nei Technologië geschafft ginn, wouvun och de Wuerentransport iwwert d'Strooss wäert kënne profitéieren.

Zousätzlech dozou ass et wichteg, wéi och schonn op d'parlamentaresch Ufro N° 4356 geäntwert, déi richteg Transportmëttel anzesetzen, heescht eng kohärent Mixitéit aus verschiddenen Transportmëttelen ze benotzen, déi ofhängeg vun der Distanz an de Regiounen ze wiele sinn. Deemno kann net vun enger Konkurrenz geschwat ginn, mee vun enger Complementaritéit, well weiderhin op kuerze Strecken de Stroossegiddertransport wäert néideg sinn, woubäi iwwer laang Strecken d'Schinn ze favoriséieren ass. Eko-Kombie sinn allerdéngs och éischter fir laang Strecken ausgeluecht, wat deemno net am Aklang steet mat dem Stroossegiddertransport iwwer kuerz Strecken.

Op der anerer Säit gëtt et beim Giddertransport iwwert d'Strooss tatsächlech ee Personalmanktem, wat allerdéngs en EU-wäite Problem ass, an och doriwwer eraus, a wouvu Lëtzebuerg net verschount bleift.

D'lescht Joer ass den éischten Deel vum sougenannten éischte Mobilitéitspak ugeholl ginn. Déi Texter gesi Verbesserunge fir d'Aarbechts- a Liewenskonditioune vun de Camionschauffere vir. Bei de Verhandlungen huet Lëtzebuerg sech primär a vehement fir dës sozial Verbesserungen agesat. Et bleift ze hoffen, datt esou de Beruff vum Camionschauffer erëm méi attraktiv gëtt.

De Problem fir d'Lëtzebuerger Transportentreprisë läit awer haaptsächlech am Beräich vun der Sécurité sociale. All Aarbechter, dee bei enger Firma schafft, déi an engem anere Land etabléiert ass wéi säi Residenzstat, awer méi wéi 25 % a sengem Heemechtsland schafft, muss a sengem Land sozial verséchert sinn. Déi Dispositioun gëllt och fir Camions- a Buschaufferen.

Dëse Fakt verkomplizéiert net nëmmen d'Dispositioun vun de Chaufferen innerhalb vun den Entreprisen, mee mécht och de Rekrutement méi schwéier.

De Minister Romain Schneider ass a Kontakt mat eisen Nopeschlänner, fir eventuell bilateral Accorden ze verhandelen, fir datt d'Camions- a Buschauffere kënnen an deem Land sozial verséchert ginn, wou d'Entreprise etabléiert ass. Bis elo sinn ei Nopeschlänner allerdéngs nach net dorobber agaangen.

Question 5168 (29.10.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **service de transport Adapto :**

No der Aféierung vum „Gratis ëffentlechen Transport" gouf bekanntlech och den Adapto-Bus-Service reforméiert. Säit August vun dësem Joer ass an deem Kontext eng nei Adapto-App operationell, iwwert déi d'Utilisateuren hir Faarte selwer solle buchen. Zanterhier héiert een ëmmer méi dacks vu Leit, déi bis dohin zefridde mam Adapto waren, dass de Service elo manner gutt fonctionéiert, wéi virdrun.

Am Kontext vun enger adequater an zouverlässeger Transportoffer fir Leit mat spezifesche Besoine wéilte mir follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Wéi e Bilan zitt den Här Mobilitéitsminister zanter der Aféierung vun der Adapto-App?

- Huet den Här Mobilitéitsminister Kenntnis vun Onzefriddenheete vun Utilisateure vum Adapto-Service an Zesummenhang mat der App?

- Wa jo, wat sinn d'Grënn vun de Reklamatiounen? Kann den Här Minister eng detailléiert Opstellung mat alle Reklamatiounen zanter der Aféierung vun der App virleeën, opgeschlësselt no Sujet, Gemeng, Mount an Unzuel vun de respektive Reklamatiounen?

- Kann den Här Minister confirméieren, dass et spezifesch beim Transport vu Sportler mat enger Behënnerung Problemer gëtt? Dass et virkënnt, dass déi Leit doduerch net mat Zäit op hirem Training sinn? Dass d'Elteren et virzéien, hir Kanner net op den Training ze schécken, fir ze vermeiden, dass déi net éieren op der falscher Plaz erausgesat ginn?

- Wat plangt den Här Mobilitéitsminister u Mesuren ze huelen, fir kuerzfristeg beim Adapto-Service nozebesseren?

Réponse (01.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- D'Aféierung vun der neier Plattform, zesumme mat der App, ass den 1. September 2021 erfollegräich ugelaf. Um 18.11.2021 zielt d'App 2.590 Downloads. Dat sinn der weesentlech méi wéi d'Virgänger-App. Ënner anerem goufen et vis-à-vis vun der aler App follgend Neierungen, déi déi nei App méi attraktiv maachen:

• Echtzäitiwwerwaachung
• Notifikatioune per SMS/Voicecall
• Chatfunktioun
• Méiglechkeet, dem Chauffer/Notzer verdeckt unzeruffen
• Accessibilitéit fir Leit mat enger Sehbeanträchtegung laut der WCAG-Norm
• Historique vun de Faarten
• Siichtbarkeet vum Numm vum Transporter an der Autosplack

Eng Rei Doleancen an och Suggestioune sinn souwuel u mech selwer wéi och déi zoustänneg Verwaltung fir ëffentlechen Transport adresséiert ginn, déi sech de Reklamatiounen unhëlt an den Ursaachen op de Grond geet. Eng Rëtsch Upassunge goufen och nodréiglech ëmgesat, an enker Zesummenaarbecht mat App-Notzer, woubäi d'Praxiserfarunge vun den App-Notzer zu der Optimiséierung vun der App bäidroen.

Dozou kann ech nach soen, dass d'App ganz gutt vun den Notzer ugeholl gëtt, an ab dem 1. September 2021 ronn een Drëttel vun de Reservatiounen iwwert dësen Tool getätegt ginn.

- Hei eng Opstellung vun de Reklamatiounen am Zesummenhang mat der App:

• Ännerung vun der Buchungsmethod (Problemer beim Aloggen etc.)
• Navigatiounssystem
• Problemer um Niveau vun der Accessibilitéit vun der App

Vu dass net all d'Reklamatiounen iwwert de „Service Client" un d'Verwaltung erugedroe ginn, mee och iwwer verschidden aner Sourcen, ewéi Telefon oder Mailen un déi verschidde Beamten oder souguer u mech selwer, an dovunner keng extra Statistik opgestallt gëtt, gëtt et keng chiffréiert Opschlësselung.

Fir awer e puer Zuelen ze nennen:

Säit dem Lancement vun der neier Gestiounsplattform, tëschent dem 1. September 2021 bis zum 18. November 2021, si 55.574 Adaptos-Faarten ugefrot a reservéiert ginn. Vun dëse goufen der reell 37.375 mat de Clientë gefuer. D'Differenz tëschent gebuchten a reelle Faarten erkläert sech doduerch, dass Buchungen entweeder annuléiert oder geännert ginn, oder Clientë guer net optauchen, ouni dass se sech ofgemellt hunn; an deem Fall muss de Chauffer awer jeeweils zéng Minutten op de Client waarden, éier hie weiderfiert an a senger App en „no-show" kann androen.

An der Verwaltung fir ëffentlechen Transport sinn am selwechten Zäitraum insgesamt 129 Reklamatioune betreffend dem Adapto agaangen, wat 0,3 Prozent vun den ofgeschlossene Faarten duerstellt. Dës Reklamatiounen ëmfaassen awer de ganze Volet vum Spezialtransport Adapto an net eleng d'Applikatioun.

- Ech ka bestätegen, dass och Problemer spezifesch beim Transport vu Sportler gemellt goufen. Mir selwer a mengem Service goufen z. B. déi rezent Facebook-Bäiträg zougedroen. Op déi gouf reagéiert, andeems Kontakt opgeholl gouf mat de Responsabele vu Special Olympics Luxembourg, a wou an der Tëschenzäit méi Austausch opkoum. Ech wéilt allgemeng drop opmierksam maachen, dass esouwuel de „Service Client" wéi och de „Service Transports PMR" vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport déi richteg Uspriechpartner si fir Froen oder Reklamatiounen zum Adapto, sief et vu Säite vum Client selwer wéi och vun den Associatiounen, déi concernéiert sinn.

Wéi heiriwwer beschriwwen, si säit dem Lancement vun der neier Applikatioun schonn Upassunge gemaach ginn. Esou reegelméisseg Upassunge wäerten e lafende Prozess bleiwen, fir weiderhin de Service ze verbesseren.

Esou goufen z. B. d'Parameter vun der Durée fir en Adapto-Notzer opzehuelen oder ofzesetze geännert. Déi Duréeë si selbstverständlech ënnerschiddlech, jee nodeems wéi ee spezifesche Besoin en Notzer huet. Als Beispill: Fir eng Persoun mat engem Rollstull gëtt eng aner Durée aberechent ewéi fir eng Persoun mat enger Sehbeanträchtegung.

Och wäert d'Verschécke vun den SMSen nach ugepasst ginn.

Doriwwer eraus ass nach geplangt, dass déi automatesch Bestätegung vun all Buchung duerch en Zwou-Etappe-System wäert ersat ginn, wat bedeit, dass den Notzer fir d'éischt en „accusé de réception" vu senger Buchung kritt a seng Bestätegung eréischt bei der Iwwerpréiwung vun der effektiver Disponibilitéit. Dëst verhënnert, dass et zu Iwwerbuchunge kënnt, wat och eng vun den Ursaache war vu Verspéidungen.

Et gëtt och no aneren Ursaache vu Retarde gesicht, déi just vermeintlech un der App oder um Navigatiounssystem leien. Esou ginn z. B. zwar „vitesses historiques" vu Google, op deem säi Routing baséiert, och vun der Plattform mat agerechent bei der Reservéierung; bei substanzielle Variatioune vum Verkéier oder Stau kënnen déi am Viraus berechent Zäiten an der Realitéit net agehale ginn. Heirop kënne weeder de Fournisseur nach meng Servicer Afloss huelen.

Um Sonndeg 28.11.2021 gouf en Update vun der App duerchgefouert. Dëst gouf de 26.11.2021 per Pressecommuniqué an iwwer sozial Medie matgedeelt. Déi gréisste Ännerung besteet doranner, dass den Notzer elo eng Confirmatioun an zwou Etappe fir eng Reservéierung kritt. Dat soll gewärleeschten, dass den Algorithmus vum System net probéiert, fir onrealistesch Trajete mateneen oder hannerteneen ze plangen, mee garantéiert dem Client eng reell Disponibilitéit vum Bus.

Den zoustännege Service befënnt sech weiderhin dagdeeglech am Austausch mam Fournisseur vun der App, fir dës esou benotzerfrëndlech wéi méiglech ze gestalten an huet selbstverständlech fir all Verbesserungsuggestioun een oppent Ouer.

Question 5170 (02.11.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Michel Wolter** *(CSV)* concernant l'**étude sur la concentration des terrains entre les mains de peu de propriétaires :**

Une étude menée par le « Luxembourg Institute of Socio-Economic Research » (LISER) en collaboration avec l'Université du Luxembourg et publiée fin juillet a analysé le phénomène de l'extrême concentration des terrains entre les mains de peu de propriétaires et quel impact cette concentration est susceptible d'avoir sur la production de logements, que ce soit au niveau du nombre de logements construits ou du rythme de construction de nouveaux logements. Cette étude a été le sujet de nombreuses publications dans la presse et fait l'objet de controverses, notamment au niveau de la méthodologie employée pour obtenir les résultats présentés.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre du Logement :

- Sur quelles données est-ce que les chercheurs se sont basés pour tirer leurs conclusions en ce qui concerne la rétention des terrains ? Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que les données collectées sont suffisantes et pertinentes pour juger de la rétention des terrains et de l'impact de cette rétention des terrains sur la production de logements ?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que l'étude menée respecte les critères déterminant la qualité d'un contenu scientifique, notamment au niveau de la fiabilité des informations présentées ?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de commanditer une autre étude pour évaluer l'impact de la rétention des terrains sur la production de logements ?

Réponse commune (02.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

À titre préliminaire, il convient de souligner qu'en vertu des lois organiques respectives[7], le centre de recherche public « Luxembourg Institute of Socio-Economic Research » (LISER) et l'Université du Luxembourg jouissent de l'autonomie scientifique. S'il est vrai que les activités scientifiques des centres de recherche publics et de l'Université du Luxembourg sont soumises à une évaluation externe commanditée par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avec une périodicité de quatre ans, cette évaluation ne porte pas forcément sur des études spécifiques, ces dernières faisant toutefois en principe l'objet d'une évaluation par les pairs dans le cadre de publications à comité de lecture scientifique externe.

Nonobstant ces remarques préliminaires, nous pouvons apporter les précisions suivantes sur base des informations fournies par le LISER et l'Université du Luxembourg.

L'article de recherche dont il est question est le fruit d'un travail scientifique collectif de quatre chercheurs au LISER et à l'Université du Luxembourg et s'intègre dans une trajectoire de recherche de long terme sur le foncier et l'immobilier au Luxembourg. Cet article a été écrit et révisé sur une période de près de deux ans : l'idée est née à l'été 2019, et la première version de l'article a été envoyée à la revue Housing Studies (la revue internationale à comité de lecture scientifique externe la plus reconnue internationalement dans le domaine du logement) en juillet 2020. Dans le cadre du processus de révision du journal Housing Studies, l'article a été révisé deux fois par les auteurs, suite à des commentaires et suggestions de trois relecteurs scientifiques anonymes. L'article a ensuite été accepté pour publication fin juillet 2021. Les commentaires des pairs, ainsi que des relecteurs et de l'éditeur de la revue Housing Studies, ont permis d'accroître la robustesse des résultats présentés.

Les résultats de cet article reposent sur une confrontation de deux types de données : des entretiens réalisés avec des experts publics et privés, et une analyse de données issues de l'Administration du cadastre et de la topographie (ACT) sur les propriétaires de terrains au cours du temps. Le croisement de différents types de données permet de comparer les résultats obtenus et apporte une garantie supplémentaire de la robustesse des résultats.

En ce qui concerne le volet qualitatif, 17 entretiens d'une durée de 40 à 90 minutes ont été réalisés avec différents acteurs publics et privés du monde de l'immobilier au Luxembourg : des fonctionnaires communaux et des ministères, des architectes-urbanistes travaillant sur les plans d'urbanisme au niveau communal, des agents immobiliers et des avocats spécialisés dans les transactions immobilières, un promoteur public, des ONG œuvrant dans le domaine du logement et des architectes communaux. Ces entretiens ont permis de brosser un tableau large de la problématique du logement au Luxembourg, et d'identifier les éléments dans le cadre réglementaire et de planification qui contribuent au renchérissement des prix immobiliers au Luxembourg. Les entretiens ont soulevé la question plus globale du volet « structurel » de la crise du logement, lié à la trajectoire économique du pays (rapide, internationalisée et très spécialisée dans les services) qui contribue à creuser l'écart entre la demande et la production de logements.

Pour le volet quantitatif, l'analyse effectuée se base sur des données issues de l'Administration du cadastre et de la topographie (ACT). Les données gérées par cette administration permettent un aperçu objectif sur la détention du foncier au cours du temps. Ces données sont essentielles au bon fonctionnement des marchés du foncier et de l'immobilier. Dans l'article, les données de l'ACT ont été croisées avec celles produites par l'Observatoire de l'habitat dans le cadre de ses travaux sur le recensement du potentiel foncier depuis 2004. Ceci permet de voir le type d'acteur (personne physique, société ou acteur public) détenant les parcelles constructibles à différents moments (2004, 2007, 2010, 2013, 2016), et donc d'identifier et de comparer les différents trajets que suivent les parcelles jusqu'à leur construction.

Même si cet article n'a pu se concentrer que sur une partie des projets résidentiels (ceux de plus d'un hectare initiés entre 2007 et 2016), il vient à la conclusion générale que le régime règlementaire et de planification en place favorise les stratégies privées d'accumulation de patrimoine foncier et qu'il serait opportun d'appréhender les phénomènes identifiés de manière plus globale.

La poursuite des recherches portant sur la détention du potentiel foncier à destination de l'habitat a été commanditée à l'Observatoire de l'habitat dès 2019 suite à la publication de la Note 23 qui portait pour la première fois de manière détaillée sur les types de propriétaires du foncier constructible au Luxembourg et qui a fait état d'un haut niveau de concentration dans la détention privée du foncier. À cette fin, deux sources d'informations supplémentaires ont pu être mobilisées, à savoir les données du programme Raum+ et le nom des personnes morales détentrices des terrains. En effet, un certain nombre d'interrogations ont été émises au sujet de la détention du foncier constructible : Comment évolue-t-elle au cours du temps ? Quels sont les types de sociétés privées qui détiennent du foncier constructible ? Qu'en est-il du nombre de logements pouvant être construits sur les terrains constructibles analysés ?

La Note 29 de l'Observatoire de l'habitat portant sur la détention du foncier constructible pour l'habitat au Luxembourg en 2020-2021 vient d'être publiée et présentée au public[8], ensemble avec la Note 28 de l'Observatoire et le rapport Raum+. La Note 29 met l'accent plus particulièrement sur :

- l'évolution du niveau de la concentration de la détention depuis 2016, tant au niveau des personnes physiques que des personnes morales ;

- le type de propriétaire par type de zone d'aménagement ;

- le regroupement des personnes morales en groupes de sociétés ;

- la typologie des groupes de sociétés selon leur code NACE et la détention de potentiel foncier par groupe.

Un approfondissement de ces recherches pourrait se faire dans le cas d'une étude spécifique sur la production de logements au Luxembourg, qui ferait un suivi rétroactif de tous les projets immobiliers sur les dernières décennies, de la vente de terrain initiale à la vente de logements. Cette recherche pourrait s'appuyer sur une collaboration avec les acteurs publics et privés produisant des logements au Luxembourg.

Question 5171 (02.11.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant le **manque de données dans le cadre du « Gender Equality Index 2021 » et du « Social Institutions and Gender Index 2019 » :**

Depuis 2013, l'Institut européen pour l'égalité de genre (EIGE) sort tous les deux ans un rapport (en 2020 un rapport spécial a été réalisé dans le contexte de la pandémie de la Covid-19) qui met en relief les inégalités de genre persistantes dans les domaines du travail, de la santé, de l'éducation, du revenu, de l'accès aux positions de pouvoir et de la violence. Ce rapport mesure en somme l'évolution de l'égalité de genre dans les domaines clés de la vie sociale pour les différents pays membres de l'Union européenne. L'outil de mesure utilisé est le Gender Equality Index qui tente de chiffrer sur un indice de 100 le chemin parcouru par les différents pays vers l'égalité de genre.

Force est de constater que dans son édition de 2021, le rapport indique que pour le Luxembourg, aucune évaluation n'a pu être faite pour le domaine de la violence. Ainsi le score total du Luxembourg en matière d'égalité de genre ne prend pas en compte le score réalisé dans le domaine de la violence.

De même, dans la publication de 2019 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) relative à l'indicateur SIGI (The Social Institutions and Gender Index), aucune donnée concernant les atteintes à l'intégrité physique n'est indiquée dans le document pour le Luxembourg. Focalisé sur l'évaluation des institutions sociales au prisme de l'égalité de genre, le SIGI permet de mesurer les discriminations de genre qui y sont à l'œuvre et par le même effet, mettre en évidence les efforts politiques qu'il reste à faire.

Dans la mesure où ces instruments d'évaluation internationale des politiques de genre me semblent d'une importance non négligeable pour la lutte contre les violences de genre, sexistes et sexuelles aux niveau national, je me permets de vous poser les questions suivantes :

1) Madame la Ministre peut-elle m'expliquer l'absence de données concernant le Luxembourg quant au calcul du Gender Equality Index dans le domaine de la violence ?

2) De même, Madame la Ministre peut-elle me dire pourquoi le Luxembourg n'a pas pu renseigner les données nécessaires à l'évaluation des discriminations relatives aux atteintes à l'intégrité physique pour le calcul du SIGI par l'OCDE ?

3) Madame la Ministre souhaite-t-elle remédier à cette absence de données et si oui de quelle manière ?

4) Est-ce que ces données ont entre-temps pu être établies ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle me les communiquer ?

Réponse (02.12.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

La question fait référence au dit « Gender Equality Index » (GEI) de l'Institut européen de l'égalité de genre (EIGE), dont le 6e rapport a été présenté en date du 28 octobre 2021.

Le GEI permet de mesurer les progrès de l'égalité des sexes dans l'UE au fil du temps. Les évaluations pour les différents États membres sont fondées sur les écarts entre les femmes et les hommes et sur les niveaux atteints dans six domaines fondamentaux : le travail, l'argent, le savoir, le temps, le pouvoir et la santé.

L'indice inclut deux domaines supplémentaires dits domaines satellites: les violences à l'égard des femmes et les inégalités croisées. L'analyse des inégalités croisées examine comment des facteurs tels que le handicap, l'âge, le niveau d'instruction, le pays de naissance et le contexte familial peuvent se conjuguer au genre pour créer des parcours différents dans la vie des femmes et des hommes.

La question se réfère en deuxième lieu à l'indicateur « Social Institutions and Gender Index » (SIGI) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Selon l'OCDE, « l'indicateur Institutions sociales et égalité femmes-hommes (le SIGI), mesure les discriminations contre les femmes dans les institutions sociales (lois, normes sociales et pratiques) des pays. [...] Le SIGI 2019 mesure l'éloignement relatif d'un pays de la parité, à travers 27 variables discrètes et continues agrégées en 16 indicateurs et quatre dimensions : discriminations au sein de la famille, atteintes à l'intégrité physique, accès restreint aux ressources productives et financières, et atteintes aux libertés civiles. »[9]

ad 1) Madame la Députée constate que l'édition 2021 du GEI ne comporte pas de données du Luxembourg relatives à la violence. D'abord, il faut savoir que le domaine de la violence n'a pas été pris en compte pour le calcul de l'index de 2021. De plus, il y a lieu de préciser qu'aucun État membre de l'Union européenne n'a communiqué des données relatives à la violence pour l'édition 2021 du GEI. Ceci a deux raisons majeures : la première est liée à l'interprétation très hétérogène de la notion de « violence » par les États membres et leurs législations respectives. La deuxième se rapporte aux façons très diverses de collecter des données au niveau national et au manque de données convergentes et comparables en matière de violence.

Voilà pourquoi, EIGE a déployé un effort de recherche remarquable qui s'est étalé entre 2014 jusqu'en 2020[10] dans le cadre de quatre études sur les statistiques en matière de violence, ceci en coopération avec les États membres, avec l'objectif d'identifier des sources de données et des indicateurs communs qui sont applicables dans tous les États membres de l'Union européenne.

Le Luxembourg a fait partie de ces consultations à travers le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA), la Police grand-ducale et le parquet auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg. Actuellement, EIGE a retenu treize indicateurs sur la violence conjugale[11] dans leur base de données statistiques, qui ont été présentés et discutés lors d'une réunion virtuelle avec EIGE du 19 novembre 2021 avec des précisions méthodologiques pour la collecte de ces données pour le prochain exercice ayant lieu en 2023. Le Gouvernement luxembourgeois, à travers le MEGA notamment, mettra tout en œuvre pour fournir les données requises pour la prochaine édition du GEI.

Alors que qu'il existe des arguments en faveur de l'approche choisie par EIGE de se concentrer exclusivement sur la violence perpétrée à l'égard des femmes, il faut tout de même savoir qu'au niveau national, le Gouvernement insiste sur le fait que la violence de manière générale, et la violence domestique en particulier, font également des victimes masculines, qui sont à prendre compte par les statistiques. L'approche d'une ventilation sexuée se reflète tant au rapport au Gouvernement du Comité que dans le cadre de l'Observatoire de l'égalité qui comporte également un volet sur la violence domestique.

ad 2) Quant au SIGI 2019 de l'OCDE, Madame la Députée constate qu'aucune donnée concernant les atteintes à l'intégrité physique n'est indiquée dans le document pour le Luxembourg. Dans ce contexte, il y a lieu de souligner que le questionnaire y relatif a été élaboré par le Centre de développement de l'OCDE

[7] cf. article 2, paragraphe 2, de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics et article 2, paragraphe 2, de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg

[8] Raum+: Zwischenbericht Siedlungsflächenreserven in Luxemburg 2020/2021:

https://logement.public.lu/fr/publications/observatoire/raumplus-1.html

Note 28 : Les prix de vente des terrains à bâtir en zone à vocation résidentielle entre 2018 et 2020

https://logement.public.lu/fr/publications/observatoire/note-28.html

Note 29 : La détention du foncier constructible pour l'habitat au Luxembourg en 2020-2021 : distribution et typologie de propriétaires https://logement.public.lu/fr/publications/observatoire/note-29.html

[9] Gaëlle Ferrant, Léa Fuiret, Eduardo Zambrano, The Social Institutions and Gender Index (SIGI) 2019: A revised framework for better advocacy", OECD Development Centre, Paris, 2020, p. 7

[10] https://eige.europa.eu/gender-based-violence/data-collection

[11] https://eige.europa.eu/gender-statistics/dgs/browse/genvio/genvio_int/genvio_int_adm/genvio_int_adm_ipv

www.chd.lu

dans lequel le Luxembourg n'est plus membre. Par conséquent, notre pays n'a plus été formellement sollicité dans le cadre du SIGI 2019.

Toutefois, la fiche SIGI 2019 pour notre pays[12] fournit des informations relatives au cadre légal pour le volet de la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique, le viol, le harcèlement sexuel, les mutilations sexuelles et l'avortement. Le MEGA a contacté l'OCDE pour recevoir des renseignements méthodologiques détaillés sur cet indice et mettra tout en œuvre pour collaborer dans le cadre du SIGI, dont la prochaine édition est prévue en 2024.

ad 3) Bien qu'étant très sensible à la thématique de la violence à l'égard des filles et des femmes en général, le MEGA n'est compétent que pour fournir des informations statistiques détaillées sur le phénomène de la violence domestique. À travers le rapport au Gouvernement téléchargeable[13] du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence, le ministère renseigne annuellement sur l'envergure de la violence domestique au Luxembourg.

ad 4) Je me permets de rappeler dans ce contexte que j'ai également présenté le rapport à la commission parlementaire de l'égalité entre les femmes et les hommes en date du 10 juin 2021.

Une autre source de données est l'Observatoire de l'égalité du MEGA qui a l'ambition de refléter à travers sept domaines la situation de l'égalité entre femmes et hommes au Luxembourg, dont la violence domestique[14].

Pour ce volet, l'Observatoire essaie d'aller au-delà des données comprises dans le rapport précité, afin d'y inclure d'autres acteurs et institutions prenant en charge les victimes et auteurs de violence domestique, qui ne sont pas légalement censés de collecter des données pour le rapport du Comité violence.[15] L'Observatoire sera ainsi en mesure de proposer progressivement des indicateurs plus complets et inclusifs qui reflètent une image plus fidèle et réelle de la violence domestique dans notre pays.

Question 5173 (02.11.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **troisième dose de vaccin contre la Covid-19 pour le personnel soignant :**

D'Personal aus de Gesondheets- a Fleegeberuffer ass a sengem Alldag och weiderhin engem grousse gesondheetleche Risiko ausgesat. Déi Beruffer stinn am Fokus vun der Pandemie a brauchen dofir och eng adequat Protektioun. Ech hat a menger Interventioun zum État de la nation scho gefrot, wéi et mat enger drëtter Impfung respektiv enger „Boosterimpfung" fir dëse Secteur ausgesäit, awer keng richteg Äntwert kritt.

Ech wéilt dofir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

- Ass et virgesinn, dass d'Personal aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur eng drëtt Impfung ka kréien?
• Wa jo - wéini a wéi soll dës Prozedur lancéiert ginn?
• Wann nee - firwat net?

Réponse (04.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Gesondheetsministère huet de Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) gefrot, ee weideren Avis ofzeginn iwwert déi drëtt Impfunge respektiv d'Impfrappeller, mat engem besonnesche Schwéierpunkt op eventuelle weideren Alterskategorien, Virerkankungen/Vulnerabilitéit a spezielle berufflleche Situatioune wéi z. B. d'Gesondheetsberuffer.

Et ass domat ze rechnen, dass den Avis vum CSMI an den nächsten Deeg wäert virleien. Dono wäert d'Regierung dann déi néideg praktesch Prozedure lancéieren.

Question 5176 (02.11.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **réouverture de la route CR364 :**

Depuis les inondations du 15 juillet 2021, la route nationale CR364 reliant Berdorf et le lieu-dit « bei der Vugelsmillen » est à nouveau barrée en raison d'un glissement de terrain. La fermeture de cette route occasionne des détours particulièrement gênants pour les riverains de la commune de Berdorf et des communes limitrophes, tout comme pour les touristes visitant le Mullerthal.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions quant aux travaux et à la date prévue de réouverture de la route CR364 ?

- Comment Monsieur le Ministre peut-il justifier les délais de réouverture de cette route ?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer si les travaux de rénovation de la route CR364 seront couverts par les aides financières étatiques débloquées pour faire face aux inondations du mois de juillet 2021 ? Dans l'affirmative, quel en serait le montant? Dans la négative, par le biais de quels fonds ces travaux seront-ils financés ?

- Quel a été l'effet des travaux de 2018 sur ce tronçon sur l'ampleur des dégâts récents ?

- Des mesures de prévention sont-elles prévues pour éviter de nouveaux dommages et une fermeture supplémentaire de la route ?

Réponse (08.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Avant d'aborder la question parlementaire plus en détail, il convient de noter que le réaménagement du CR364 a déjà fait l'objet des questions parlementaires n° 5059 du 7 octobre 2021 de Monsieur le Député Jeff Engelen et n° 5172 du 2 novembre de Monsieur le Député Léon Gloden. La situation n'ayant pas vraiment évolué depuis, il n'y a pas de données complémentaires par rapport aux questions précédentes.

Mi-juillet, le Luxembourg a été confronté à une catastrophe naturelle majeure, qui a affecté le réseau routier étatique de tout le pays. Les inondations ont causé d'énormes dommages aux routes, pistes cyclables, et autres infrastructures publiques. Cela a engendré une charge de travail logistique, administrative, et technique importante pour mes services.

Ainsi, 180 routes et bâtiments administratifs ont dû être fermés, déblayés et nettoyés. En plus de la boue et de l'eau, des glissements de terrains se sont produits à différents endroits, entraînant des problèmes supplémentaires. Des murs de soutènement ont été détruits, des ouvrages d'art et des remblais ont dû être contrôlés, des arbres tombés sur la voirie, ramassés, des déviations mises en place, etc. Malgré ces circonstances difficiles, la plupart des routes ont rapidement pu être ouvertes à la circulation. Cependant, il en reste encore quelques-unes tellement endommagées qu'un simple entretien ne suffit pas pour les réparer. Des travaux plus importants, incluant des expertises et des études externes sont nécessaires.

Il faut garder à l'esprit qu'en cas de catastrophe naturelle, des séquelles sont à prévoir, de sorte qu'un bilan final de l'ampleur des dégâts réels ne pourra être fait qu'à un stade ultérieur.

Les priorités peuvent donc changer au fil du temps et certaines routes devront être réparées plus tôt que prévu initialement.

Dans les cas les plus complexes, des travaux routiers de grande envergure, dont certains sont déjà en cours, doivent être coordonnés à l'avance et planifiés en détail. La planification comprend, entre autres, la fixation des priorités, les études à réaliser par des bureaux d'études spécialisés dans le domaine, les demandes d'offres et les demandes d'autorisations environnementales. Il va de soi qu'avec les ressources disponibles, tout ne peut pas être fait simultanément.

En ce qui concerne le CR364, 300.000 € HTVA sont prévus pour le réaménagement et 60.000 € HTVA pour les études. Tous ces travaux sont imputables à l'article budgétaire 51.2.73.015 « Glissements de terrain ». En ce qui concerne la durée totale des travaux, elle est en principe de six à huit semaines. Je tiens également à vous informer que le marché a déjà été approuvé par mes soins en novembre. Les travaux pourront commencer une fois toutes les études nécessaires finalisées et les autorisations requises de la part du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable obtenues.

En raison du grand nombre de tronçons qui doivent être réparés et en tenant compte d'éventuels imprévus, il est actuellement impossible de garantir quelles routes pourront être rouvertes et quand. L'Administration des ponts et chaussées s'efforce de rendre toutes les routes accessibles d'ici un an, mais sous condition que les autorisations nécessaires soient délivrées à temps.

En ce qui concerne l'impact des travaux effectués en 2018 sur le CR364, la majeure partie de la section sur laquelle les travaux ont été effectués à l'époque n'a pas été touchée par les inondations de cette année. Hormis quelques dégâts mineurs, le chemin repris est resté quasiment intact. Les nouveaux dégâts sont apparus ailleurs sur le chemin repris en question.

Les catastrophes naturelles et leur ampleur étant imprévisibles, il est impossible de les anticiper. Des travaux d'entretien de la voirie et de ses dépendances sont réalisés tout au long de l'année, mais cela ne permet pas d'éviter certains dommages tels que des glissements de terrain en cas d'événements extrêmes comme ceux des années 2018 et 2021.

Question 5177 (02.11.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **réhabilitation suite à un accident vasculaire cérébral :**

L'accident vasculaire cérébral est une des principales causes de mortalité et d'invalidité au Luxembourg. Les séquelles laissées par un AVC sont nombreuses : paralysie partielle du corps, troubles de la marche, de la vue et du langage. Afin de limiter des séquelles à long terme, il est notamment primordial de recevoir une rééducation neurologique.

Néanmoins, un article publié au « Luxemburger Wort » le 29 octobre 2021 a attiré l'attention sur d'éventuelles incohérences concernant les traitements de réhabilitations au Luxembourg. D'après l'article susmentionné, un tel traitement est considéré comme achevé après juste trois mois dans un établissement situé dans le sud du pays, alors que dans le centre, il est possible que le même traitement dure jusqu'à un an et demi.

L'article souligne également que les six centres de réhabilitation ne sont pas encore certifiés et que les thérapies sont souvent seulement disponibles en français.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Comment les ministres évaluent-ils l'offre actuelle de traitements de réhabilitation ?

2) Les ministres pourraient-ils fournir des informations concernant la structuration et l'organisation des programmes de réhabilitation dans le pays ?

3) Les ministres estiment-ils que des différences tellement prononcées existent entre des traitements disponibles dans le sud et dans le centre du pays ? Comment entendent-ils remédier à ces incohérences ?

4) Les ministres ne sont-ils pas d'avis que les thérapies de réhabilitation devraient être disponibles en plusieurs langues, surtout si l'on considère les difficultés que les patients, ayant subi un AVC, peuvent avoir à communiquer dans une langue qui n'est pas leur langue maternelle ?

Réponse commune (26.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) En application de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, 410 lits peuvent être autorisés pour les services de rééducation gériatrique et de rééducation fonctionnelle. 73 lits de rééducation fonctionnelle ainsi que 210 lits de rééducation gériatrique ont été autorisés en tenant compte des demandes introduites par les établissements hospitaliers. Ces services assurent la prise en charge des patients après un séjour en hospitalisation aiguë pour différentes pathologies et visent une récupération optimale des performances fonctionnelles, de la meilleure autonomie et qualité de vie (cf. annexe 2 de la loi, définition des services de rééducation fonctionnelle et de rééducation gériatrique).[16]

ad 2) Actuellement, pour la partie de prise en charge hospitalière, la réhabilitation est assurée au sein des services hospitaliers de rééducation fonctionnelle et de rééducation gériatrique. L'organisation attendue de ces services est définie dans l'annexe 2 de la loi citée ci-dessus.

À noter que la loi précitée prévoit la possibilité de création d'un réseau de compétences pour l'AVC (cf. article 28 de la loi). Ce réseau permettra d'organiser et de coordonner les structures hospitalières, extrahospitalières et les établissements de recherche et d'enseignement afin de constituer un réseau performant spécialisé dans la prise en charge de cette pathologie pour l'ensemble du territoire.

ad 3) La Direction de la santé ne possède actuellement pas de données statistiques qui permettraient de répondre objectivement à cette question. Les informations recueillies dans le cadre de la documentation hospitalière permettront d'envisager à l'avenir ce type d'étude.

ad 4) Il est en effet préférable que les professionnels intervenants utilisent la langue la plus accessible pour le patient. Dans un souci de l'intérêt du patient, les établissements essaient au mieux d'adapter les thérapies de réhabilitation aux besoins linguistiques des patients.

Question 5178 (03.11.2021) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **statistique sur la formation continue durant la crise sanitaire :**

Durant la phase aiguë de la crise pandémique, Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire avait décidé de soutenir les personnes se trouvant au chômage partiel en leur offrant des formations continues dans les domaines les plus divers.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques en la matière, données qui distinguent selon l'âge, le sexe, la provenance professionnelle, le niveau d'éducation des gens ou encore le lieu de résidence - si faire se peut ?

2) Quel a été le taux de participation parmi toutes les personnes éligibles ?

3) Combien de personnes ont participé à des formations mettant l'accent principal sur l'apprentissage de techniques digitales ?

4) Dans quelle mesure les participants ont-ils changé d'emploi en se dirigeant vers d'autres horizons professionnels ?

Réponse (02.12.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Âge

La répartition d'âge des personnes inscrites à une des formations varie comme suite (situation au 31/03/2021) :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Civilité

53,36 % des personnes inscrites à une des formations sont de sexe féminin et 46,64 % de sexe masculin.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Secteur d'activité

En ce qui concerne les secteurs d'activité dans lesquels travaillent les personnes inscrites aux formations, 25,60 % personnes ont indiqué qu'elles travaillent dans le secteur « Hébergement et restauration », 15,84 % dans le secteur « Autres activités des services » et 12,58 % n'ont pas indiqué de secteur.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Niveau d'éducation

21,04 % des personnes sont titulaires d'un diplôme « Master », 20,17 % des personnes sont titulaires d'un « Diplôme de fin d'études secondaires » et 15,18 % personnes sont titulaires d'un diplôme de niveau « Bachelor ». 12,36 % des personnes ont indiquées qu'elles sont sans qualification.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Lieu de résidence

Des statistiques sur le lieu de résidence ne sont pas disponibles.

ad 2) 30.530 invitations pour s'inscrire à une formation dans le cadre de l'initiative « Digital Skills » ont été envoyées. Les lettres ont été envoyées en six vagues entre le 30 avril 2021 et le 26 juin 2021.

Par ailleurs, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a lancé une campagne de publicité en ligne. En outre, le MTEESS a développé un tutoriel en collaboration avec le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) pour guider les personnes concernées à travers la démarche MyGuichet.

461 personnes ont profité pour générer un bon de formation. Il en résulte un taux de participation de 1,51 %.

Les bons de formation restent valides jusqu'à fin de l'année.

ad 3) Toutes les formations offertes dans le cadre du projet de formation continue « Digital Skills » ont mis l'accent sur l'apprentissage de techniques digitales, plus précisément sur la compétence numérique.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

[12] https://www.genderindex.org/wp-content/uploads/files/datasheets/2019/LU.pdf

[13] https://mega.public.lu/content/dam/mega/fr/publications/publications-ministere/2021/Rapport-Comite-Violence-2020.pdf

[14] https://observatoire-egalite.lu/violence-domestique/

[15] Article 3 de la loi du 30 juillet 2013 portant modification 1. de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique ; 2. de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police et l'Inspection générale de la police ; 3. du Code pénal; 4. du Nouveau Code de procédure civile

[16] Loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

ad 4) Le but de cette initiative n'était en aucun cas d'animer les participants aux formations de changer d'emploi ou de se diriger vers d'autres horizons. Le but était de sensibiliser les personnes à développer des compétences numériques.

Question 5179 (03.11.2021) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant le **Digital Markets Act :**

Mengen Informatiounen no kënnegt sech an der europäescher Press eng nei Rechercheaarbecht vun engem Journalistereseau (z. B. „Investigate Europe" an „Netzpolitik.org") un, déi op een Neits riskéiert, Lëtzebuerg an ee schlecht Liicht ze stellen. Éischt Artikele sinn hei och scho publizéiert ginn (z. B. „Digital Markets Act: Wie die Lobbymacht von Google und Co. an der EU scheitert", tagesspiegel.de, 27.10.2021).

Et geet hei ëm Recherchë ronderëm den Digital Markets Act (DMA), d'Gesetz iwwer digital Marchéen, dat fir méi fair a méi oppen digital Marchéë suerge soll. Een Text, deen d'Marchésmuecht vun de GAFAe begrenze soll an deen um EU-Instanzewee scho wäit fortgeschratt ass. Laut interne Conseilsdokumenter (Protokollen an Amendementer), déi de Journaliste virleien, sollen hei Lëtzebuerg an Irland virun allem d'Interessie vun de grousse GAFAe vertrueden hunn, zum Nodeel vun hire Bierger.

Sou hätte si probéiert, den Text ofzeschwächen an ze verwässeren. Dat virun allem, wat den Artikel 16 vum Text ugeet, deen der Kommissioun Marchésanalyse bei enger „systemescher Netanhalung" vum Gesetz erlabe soll. Am genannten Zeitungsartikel geet souguer riets vu „Lobbysprech aus Irland und Luxemburg".

Duerfir géif ech dem Här Premierminister a Minister vun der Digitalisatioun an dem Här Wirtschaftsminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren oder dementéieren, datt si am Europäesche Rot d'Interessie vun de sougenannte GAFAen, also de grousse Internetkonzerner, zum Nodeel vun den eegene Bierger vertrueden huet?

2. Wéi ass déi konkreet Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zur aktueller Versioun vum Digital Markets Act, also zum Text, wéi e vun der Europäescher Kommissioun virgeluecht ginn ass? Och (awer net nëmmen) zum genannten Artikel 16?

3. Wéi wëll d'Regierung hei konkreet duerfir suergen, datt d'Interessie vun de Bierger bei der digitaler Entwécklung geschützt ginn?

4. Weess d'Regierung iwwert d'Recherche-Aarbechte vu Journalistereseaue Bescheed a wéi gedenkt d'Regierung heirop ze reagéieren, fir dem Image vum Land net weider ze schueden?

Réponse (17.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Struktur vum Internet, d'Gewiicht vum elektroneschen Handel an der Ekonomie souwéi och d'Roll vu grousse Plattformen hu sech zanter der Adoptioun vun der Direktiv „E-Commerce" (2000/31/CE) virun 20 Joer staark verännert. Dofir ass et noutwendeg an iwwerfälleg, en neien Encadrement fir digital Servicer ze schafen.

D'Regierung ënnerstëtzt d'Propositiounen „Digital Services Act" (DSA) an „Digital Markets Act" (DMA) vun der Kommissioun zanter deenen hirer Adoptioun am Dezember 2020. Wärend et beim DSA dorëm geet, illegal Contenuen um Internet séier an effikass ze läschen an duerch eng Rei preventiv Moossnamen ze mitigéieren, schaaft den DMA e Kader, fir onlauter Praktike vu grousse, systeemesche Plattformen ze verbidden.

D'Regierung setzt sech am Laf vun den Diskussiounen dofir an, dass de Contenu an d'Ambitioun vun de Propositioune vun der Kommissioun bäibehale ginn, besonnesch wat d'Aféiere vun enger maximaler Harmonisatioun ugeet. E gudde Fonctionnement vum Bannemaart ass grad fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg immens wichteg, fir dass eis Betriber kënnen einfach an ouni Hürden iwwert d'Grenze vum Land eraus aktiv sinn a fir dass d'Konsumenten den Zougang hunn zu Servicer a Produite vu Betriber aus dem Ausland. Am Sënn vun eise Konsumenten an eise klengen a mëttelgrousse Betriber ass et also wichteg, déi aktuell Fragmentatioun vu 27 nationale Reegelen ze behiewen, andeems d'Europäesch Unioun ee kloren, gemeinsamen a kohärente Kader fir digital Servicer opstellt. D'Resultat vun dësen Aarbechten op den zwee Dossiere muss et sinn, eng méi fair an oppe Konkurrenz ze schafen, andeems dominant an deloyal Verhale verbueden a bestrooft ginn, wärend gläichzäiteg fir eng méi grouss Sécherheet um Internet bei digitale Servicer gesuergt gëtt. Digital Servicer si vun Natur aus grenziwwerschreidend a ginn duerch de ganze Bannemaart ugebueden - dofir brauche mir och eng harmoniséiert Solutioun op europäeschem Niveau.

An deem Sënn vertrëtt d'Regierung hei ganz kloer d'Interessie vun eise Bierger an Entreprisen, besonnesch PMEen, ouni Récksiicht ze huelen op eventuell spezifesch Interessien, wéi zum Beispill déi vun de sougenannte GAFAen. De Contenu vu béide Propositiounen DSA an DMA an d'Approche vun der Regierung goufen an der zouständeger Chamberkommissioun den 22. Abrëll 2021 presentéiert an diskutéiert.

Dat selwecht Raisonnement applizéiert sech op den Artikel 16 vum DMA, deen déi honorabel Deputéiert an hirer Fro ernimmt. Och an dësem Fall ënnerstëtzt Lëtzebuerg de Virschlag vun der Kommissioun, dee virgesäit, dass d'Kommissioun op d'Ufro vun dräi nationalen Autoritéiten eng Enquête lancéiere muss fir festzestellen, datt eng dominant Entreprise déi nei Spillreegelen net respektéiert huet. Den DMA applizéiert sech op déi grouss digital Plattformen, déi mindestens an dräi EU-Länner aktiv sinn. Deemno ass et logesch, datt och eng Infraktioun vum DMA muss a mindestens dräi Memberstaate festgestallt ginn, fir se kënnen un d'Kommissioun weiderzeginn. D'Kommissioun huet fir de Rescht all Fräiheeten, aus eegener Initiativ Enquêten ze starten a Mesuren ze huelen. D'Sanktioune fir déi grouss Plattforme gi vu Geldstrofen an enger Héicht bis zu 10 % vun hirem weltwäite Chiffre d'affaires bis zu enger Séparation structurelle.

Um Niveau vum europäesche Conseil des ministres sinn ënner portugisescher a sloweenescher Presidence gutt Fortschrëtter gemaach ginn. Sou konnt de „Comité des représentants permanents" den 10. November 2021, mat der Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg, en Accord de principe op dem DMA festhalen, deen de 25. November vun de Wirtschaftsministeren um Conseil compétitivité bestätegt gi soll. Op der selwechter Reunioun vum Conseil compétitivité steet och en Accord iwwert den DSA um Programm, deen och vun der Regierung ënnerstëtzt gëtt an op deem et am „Comité des représentants permanents" de 17. November 2021 en Accord de principe gouf.

D'Europaparlament soll seng Positioun op béiden Texter virun Enn vum Joer festhalen, soudass d'Negociatiounen en vue vun engem Accord tëschent Conseil a Parlament Ufank 2022 ulafe kënnen. D'Regierung hofft a rechent domat, dass d'Verhandlungen zu dësem Pak virun Enn 2022 erfollegräich ofgeschloss kënne ginn.

Question 5180 (03.11.2021) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant les **travailleurs saisonniers embauchés pour participer aux vendanges :**

Suite à la crise sanitaire, le fait de voyager est devenu bien plus compliqué. Cela a également eu des conséquences sur la disponibilité de saisonniers étrangers pour participer aux vendanges à la Moselle ces deux dernières années. Pour faire face à cette situation, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) et l'Institut viti-vinicole (IVV) ont collaboré en matière de recrutement de travailleurs saisonniers. Selon un communiqué publié le 28 septembre 2021 sur le site gouvernement.lu, « plus de 31 » candidats présélectionnés par l'ADEM ont été embauchés pour participer aux vendanges cette année.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Le Gouvernement dispose-t-il de données concernant le nombre de travailleurs saisonniers embauchés chaque année pour participer aux vendanges à la Moselle ? De manière indépendante de la crise sanitaire, est-il devenu plus difficile pour les viticulteurs de trouver de la main-d'œuvre ces dernières années ?

2) Quel bilan Messieurs les Ministres tirent-ils de cette collaboration entre l'ADEM et l'IVV ? Est-ce que cette expérience représente un modèle qui pourrait être pérennisé ? Existe-t-il d'autres domaines où l'ADEM pourrait aider à recruter des travailleurs saisonniers ?

3) Par nature, le travail des saisonniers est limité à un laps de temps relativement court. Si le fait de recourir à du personnel sélectionné par l'ADEM est certainement appréciable pour les viticulteurs, cette pratique représente toutefois une certaine charge administrative. Est-il possible de réduire cette charge à l'avenir ?

Réponse commune (02.12.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Les postes déclarés à l'ADEM ont pu être pourvus par des demandeurs d'emploi. Pour l'année 2021, il s'agissait de 31 personnes.

ad 2) Le bilan de cette coopération entre l'ADEM et l'IVV peut être considéré comme positif. Il s'agit aussi de la 2e année consécutive qu'une action de recrutement conjointe a été initiée pour combler les besoins en main-d'œuvre auprès des vignerons luxembourgeois et le projet sera reconduit l'année prochaine.

Un autre domaine dans lequel une telle coopération pourrait être envisagée est celui de l'agriculture qui est également un secteur qui par le passé avait toujours un fort besoin de main-d'œuvre venant des pays de l'Est, une main-d'œuvre qui, due à la crise sanitaire, a de plus en plus de difficultés à voyager. Par conséquent, les agriculteurs doivent trouver la main-d'œuvre à l'intérieur du pays où l'ADEM pourrait intervenir à l'instar de ce qui a été réalisé pour les vendanges.

ad 3) La charge administrative visée est une charge administrative « classique » visant à procéder à une déclaration d'entrée et de sortie des personnes concernées ainsi qu'à l'établissement d'un contrat de travail.

Le recours à des mesures en faveur de l'emploi peut également être envisagé, dans les cas où les conditions sont remplies.

Question 5181 (03.11.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **demande d'information par les autorités judiciaires luxembourgeoises envers le service de messages « Signal » :**

De Messengerdéngscht Signal huet den 2. November bekannt ginn, dass si vun der lëtzebuergescher Justiz eng „request for information" iwwert dat kalifornescht Geriicht erhalen hunn. Signal ass ee Messengerdéngscht, dee mat End-to-End-Encryption schafft. Si si vum kalifornesche Geriicht Informatioune wéi Numm, Adress, Telephone-Connection-Records, souwéi Kreditkaarten-Informatioune gefrot ginn. Dës huet d'Firma net weiderginn, well si uginn, dës Informatiounen net ze besëtzen.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Huet d'lëtzebuergesch Justiz eng Request-for-Information u Signal geriicht?

2. Wéi vill dëser Ufroen huet d'Justiz an deene leschten zéng Joer verschéckt (opgeschlësselt no Joer an no Messengerdéngscht)?

Réponse (29.11.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Laut den Informatiounen, déi mer vun den Autoritéits judiciaires kruten, huet den Untersuchungsriichter den amerikanesche Justizautoritéiten eng „commission rogatoire internationale" geschéckt, fir kënnen déi néideg Beweismëttel betreffend eng Affär vum Messengerdéngscht „Signal" ze kréien.

ad 2. D'Instruktiounsmesuren, déi an den Ermëttlungen ordonéiert ginn, fléissen an den Dossier pénal, soudass keng spezifesch Statistiken iwwert esou Moossname gemaach ginn.

Question 5182 (04.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**entreprise israélienne de sécurité informatique NSO Group :**

Den 21. Juli huet de Bausseminister sech an engem Bréif un néng Firme vun der israelescher NSO-Grupp gewannt. Dëst, well international bekannt gouf, dass mat der Software vun der Firma NSO Politiker an Aktivisten ofgelauschtert ginn. An enger Aktualitéitsstonn hunn d'Justizministesch an de Bausseminister erkläert, dass NSO seng Software net vu Lëtzebuerg aus verkafe géif. Lëtzebuerg ass awer och am Besëtz vun esou Softwaren, wéi de Premier a senger Äntwert op eng rezent parlamentaresch Fro zouginn huet.

Gëschter gouf bekannt, dass d'USA d'NSO-Grupp op hir schwaarz Lëscht gesat hunn, well NSO „engaging in activities that are contrary to the national security or foreign policy interests of the United States".

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wäert Lëtzebuerg op de selwechte Wee goen, wéi déi amerikanesch Autoritéiten?

2. Wat fir Konsequenze wäert dës Decisioun fir Lëtzebuerg hunn?

Le saviez-vous ?

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.

Réponse commune (01.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. An der Lëtzebuerger Legislatioun ass keng Prozedur virgesinn, déi mat där vun dem amerikaneschen Handelsministère vergläichbar wier.

ad 2. Lëtzebuerg ass vun där Decisioun net viséiert.

Question 5183 (04.11.2021) de **Mmes Nathalie Oberweis** et **Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**imposition de logements non occupés :**

Monsieur le Premier Ministre a annoncé lors de sa déclaration sur l'état de la nation l'introduction d'une imposition spécifique des logements non occupés dans le cadre d'une réforme générale de l'impôt foncier. À cette fin, un cadre juridique pour un registre national comprenant tous les logements du pays et leur statut d'occupation à alimenter par les communes serait créé.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 4954, Madame la Ministre de l'Intérieur a déclaré que « l'impôt foncier sera complété par une composante supplémentaire, visant seulement les terrains non construits pendant un certain laps de temps. Cet impôt sera progressif [...] ». Un représentant du Ministère de l'Intérieur a également précisé lors d'un reportage radiophonique que l'application de l'impôt foncier réformé ne pourra se matérialiser d'ici 2024.

Partant nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Messieurs les Ministres du Logement et des Finances :

1) Quel est l'échéancier pour la création du cadre juridique pour le Registre national prémentionné ?

2) L'imposition de logements inoccupés telle qu'annoncée par le Premier Ministre, sera-t-elle mise en œuvre dans le cadre de la réforme générale de l'impôt foncier ?

3) Dans l'affirmative, l'application de cet impôt ne pourra-t-elle pas se matérialiser avant 2024 ?

4) Dans la négative à la deuxième question, quel sera l'échéancier pour l'introduction d'une imposition spécifique des logements inoccupés ?

5) Les administrations communales pourront-elles alimenter le Registre national et appliquer la taxe sur les logements inoccupés (telle qu'introduite par la loi du 22 octobre 2008) en toute sécurité juridique dès l'entrée en vigueur du cadre législatif pour le Registre national ?

Réponse commune (22.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Tel qu'annoncé par le Premier Ministre lors de son discours sur l'état de la nation, il est prévu que le Gouvernement en conseil adopte endéans les douze mois à venir le ou les projets de loi couvrant les différentes facettes de l'impôt foncier communal, national ainsi que de l'impôt spécifique sur les logements inoccupés.

Les travaux de préparation du cadre juridique et technique tant pour l'impôt foncier que pour l'impôt spécifique sur les logements inoccupés ne sont pas encore suffisamment avancés pour pouvoir répondre de façon définitive aux questions des honorables Député(e)s.

Question 5186 (04.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **pénurie de carburant :**

Wéi lessentiel.lu an engem Artikel vum 2. November bericht, koum et iwwert de vergaangene Weekend zu Versuergunsenkpäss op verschiddenen Tankstellen hei am Land, wouropshin dës Tankstellen hu missen op d'Noutreserv zeréckgräifen, wat awer och net verhënnert huet, dass verschiddenen Tankstelle ganz ouni Dreifstoff bliwwe sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Aus wéi enge Grënn konnten trotz de strateegesche Reserven, déi Lëtzebuerg ugeluecht huet, d'Enkpäss op verschiddenen Tankstellen net verhënnert ginn?

2. Wéi schnell kënnen déi strateegesch Reserven am Besoin vun den Tankstellen ugezaapt ginn?

3. Mat der Energiewend wäert an Zukunft de Konsum vu fossille Brennstoffer erofgoen. Allerdéngs stellt sech dann d'Fro, wéi een och hei strateegesch Reserve kann uleeën an esou Liwwerenkpäss ka verhënneren (z. B. bei engem gréissere Stroumausfall)?

Réponse (02.12.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. D'Sécherheetsstocken, déi Lëtzebuerg op Basis vu sengen internationalen Engagementer hält, däerfe just am Fall vun enger majeurer Ënnerbriechung vum Approvisionnement, enger internationaler Decisioun, enger spezieller Urgence oder enger lokaler Kris op de Marché bruecht ginn.

Eisen Informatiounen no hat, an dësem Fall, d'Tanklager vun der Shell zu Bartreng temporär Schwieregkeete mam Approvisionnement iwwer d'Bunn an doduerch war op zwou Tankstelle vum Grupp kuerzzäiteg keen 98er Bensinn méi disponibel. Esou Rupturë sinn am Fong net aussergewéinlech a kënnen ëmmer nees virkommen.

D'Fro vun der Liberatioun vun de Sécherheetsstocken huet sech net gestallt, well d'Shell keng deementspriechend Demande gestallt huet. Wann d'Shell awer eng Demande gestallt hätt, da wär dës Demande warscheinlech refuséiert ginn, well et sech ëm een isoléierten, zäitlech begrenzte Phenomeen gehandelt huet an d'Versuergungssécherheet vum Land a kengem Moment a Gefor war.

ad 2. De Sënn an Zweck vun de Sécherheetsreserven ass fir d'Versuergungssécherheet vum Land am Fall vun enger Kris ze assuréieren. Wann elo aus iergendengem Grond d'Versuergungssécherheet vum Land net méi assuréiert ass, da kënnen d'Sécherheetsstocken an engem relativ kuerzen Delai liberéiert ginn, ofhängeg vun der Situatioun wieren dat e puer Stonne bis zu e puer Deeg.

An dësem Kontext ass och ze bedenken, datt eng Ënnerbriechung vum Approvisionnement meeschtens net iwwerraschend kënnt an datt et an der Versuergungsketten, z. B. op den Tankstellen oder an den Tanklager, och nach kommerziell Stocke gëtt, déi verbraucht ginn, virun deem et zu enger generaliséierter Rupture beim Endkonsument komme kann.

ad 3. Lëtzebuerg hält 90 Deeg Sécherheetsreserven an de Petrolsprodukter. Mat der Energiewend, an der domadder warscheinlech verbonnener Baisse vun den importéierte Volumme vu Petrolsprodukter, gi linear och d'Volumme vun de Sécherheetsstocken erof. Dat dierft awer am Prinzip keng weider Liwwerenkpäss mat sech zéien, well jo nach ëmmer 90 Deeg Sécherheetsreserve gehale ginn.

Question 5188 (05.11.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **informations sur le contact tracing dans le cas de parents séparés :**

A leschter Zäit heefen sech d'Reklamatioune vu Pappen oder Mammen, déi - obschonns se no hirer Scheedung oder no hirer Trennung vun hirem Partner hir voll elterlech Autoritéit behalen hunn a sech oft zu 50 Prozent ëm dat gemeinsaamt Kand këmmeren - net un der Covid-19-Contacttracing-Informatiounsprozedur bedeelegt ginn, well se am Ausland wunnen. Dësen Ëmstand féiert nämlech dozou, datt - am Fall, wou d'Kand sech mat Covid-19 infizéiert - just deen Elterendeel vun der Direction de la santé informéiert gëtt, deen zu Lëtzebuerg wunnt. Op Nofro kritt deen an Onkenntnis geloossenen Elterendeel vun der Direction de la santé da gesot, datt an esou Fäll just eng Telefonsnummer an eng E-Mail-Adress am Dossier mentionéiert kéinte ginn. Bei Koppelen, vun deenen eng Persoun am Ausland wunnt, sinn dat ëmmer d'Telefonsnummer an d'E-Mail-Adress vun där Persoun, déi zu Lëtzebuerg wunnt.

An dësem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Familljeminister an un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Ass d'Regierung net der Meenung, datt duerch dës Approche Elterendeeler, déi net um Lëtzebuerger Territoire wunnen, diskriminéiert ginn, an datt déi Approche aus deem Grond ongesetzlech ass?

2. Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, datt - onofhängeg dovun, wat fir een Elterendeel d'Suergerecht fir d'Kand huet - souwuel de Papp wéi och d'Mamm d'Recht missten hunn, informéiert ze ginn, wat de medezinneschen Zoustand (an dësem Fall eng potenziell déidlech Infektioun) vun hirem Kand ugeet, fir kënnen hir elterleche Flichten nozekommen, esou wéi dat och um Site vun der Regierung preziséiert gëtt: « […] quel que soit le parent auquel l'enfant sera confié, les parents conserveront tous les deux le droit de surveiller l'entretien et l'éducation de l'enfant et seront tenus d'y contribuer à proportion de leurs facultés. »?

Réponse (26.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Gesondheetsdirektioun ass natierlech dorëms beméit, datt d'Elteren, am Fall wou hiert Kand a Quarantän gesat gëtt, doriwwer a Kenntnis gesat ginn an um gläiche Wëssensstand sinn.

Et ass allerdéngs net esou, dass just deen Elterendeel, deen zu Lëtzebuerg wunnt, vun der Gesondheetsdirektioun informéiert gëtt. Villméi verhält et sech esou, dass de Contacttracing, am Fall vun engem positiven Test, déi Persoun kontaktéiert, déi den Accord zu dem Test ginn huet, respektiv am Fall wou d'Kand an enger Schoul oder soss enger Betreiungsstruktur ass, déi Persoun, déi d'Schoul oder d'Betreiungsstruktur dem Contacttracing als Referenzpersoun ugëtt. Et stëmmt, dass ëmmer nëmmen eng E-Mail-Adress an eng Telefonsnummer a Relatioun mat der E-Mail-Adress am System gespäichert gëtt, dëst geschitt awer absolutt onofhängeg vum Wunnsëtz vun där Persoun, zu där déi Donnéeë gehéieren.

Question 5194 (08.11.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **résultats des tests PCR :**

Laut mengen Informatioune géif et e Mangel u Konsistenz ginn, wat net nëmmen d'Resultater vun de PCR-Tester ugeet, déi a verschiddene Laboe vun der selwechter Persoun am nämmlechten Zäitraum gemaach ginn, mee och wat d'Interpretatioun an d'Aussoe vun der Santé ubelaangen. Esou géifen et Fäll ginn, wou eng Persoun an engem Labo positiv op de Covid-19 getest gouf, an doropshin eng Ordonnance vun der Regierung fir en zweete PCR-Test erhalen hätt. Dës Persoun hätt dunn e puer Stonnen drop an engem anere Labo en zweeten Test gemaach, an hätt nees e positiivt Resultat erhalen. De Ministère de la Santé hätt dëst Resultat awer du revisitéiert a gesot, datt d'Persoun net an den Isolement misst, well se negativ getest gi wier.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung bestätegen, datt et Problemer ginn, wat d'Resultater vun de PCR-Tester a verschiddene Laboen ugeet?

- Huet d'Regierung vun Inkonsistenze Kenntnis geholl, wat d'Resultater vun de PCR-Tester ubelaangt? Mengt d'Regierung net, datt et soumat vill Falsch-Positiver resp. Negativer ginn?

- Kann d'Regierung erklären, wéi et méiglech ass, datt et Fäll ginn, wou eng selwecht Persoun zur praktesch der selwechter Zäit an engem Labo positiv an an engem Labo negativ op de Covid-19 getest gëtt, respektiv wou de Gesondheetsministère e Resultat vun engem Labo revisitéiert?

- Ass hei d'Seriositéit vun den Tester net unzezweifelen?

- Wier et net ubruecht, bei engem positive PCR-Test (ouni Symptomer) een zousätzleche PCR-Test ze maachen, fir d'Resultat ze confirméieren oder ze annuléieren?

Réponse (08.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wéi bei all biologeschem Test gëtt et keng 100 % Sécherheet wat d'Resultat ugeet. D'Polymerase Chain Reaction (PCR) ass déi beschte Method, déi een zur Verfügung huet, mat enger ganz héijer Sensibilitéit a Spezifizitéit. Deemno ass d'Erkenne vun engem positiven oder negativen Echantillon gréisstendeels fiabel.

Niewent dem Test selwer ginn et awer nach aner Faktoren, déi erklären, firwat een Test ee positiivt Resultat ugëtt. Dëst kann zeréckzeféiere sinn op e schlechten oder falsch effektuéierte Prelevement oder awer och op Reagenzien, déi net méi gutt sinn. Trotzdeem si falsch Resultater, op déi Mass vun Tester déi gemaach ginn, seelen a sécher kee Grond, fir net op dëse wichtegen Outil am Kampf géint d'Pandemie zeréckzegräifen.

PCR-Tester fir verschidden Diagnose gëtt et scho säit Joerzéngten an et gëtt wëssenschaftlech gesi keen Zweifel un der Utilitéit oder un der Fiabilitéit vun esou Tester.

Natierlech huet een ëmmer méi Sécherheet, wann een e Resultat duerch en zweete PCR-Test confirméiere léisst. An dësem Fall ass dat awer net ubruecht, well d'Zuel vun de „falsche Resultater" niddereg ass an den Opwand an d'Käschten, déi mat sou enger Approche verbonne sinn, vun engem Point de vue Santé publique aus net gerechtfäerdegt sinn. Doriwwer eraus géif en zweeten Test wäertvoll Testkapazitéite monopoliséieren (Equipement, Personal etc.), déi néideg sinn, fir aner Patienten ze diagnostizéieren.

Question 5195 (08.11.2021) de **MM. Roy Reding** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **formation des experts en cybersécurité :**

De weltwäite Kampf géint d'Cyberkriminalitéit ass och eng politesch Prioritéit zu Lëtzebuerg. Sou heescht et am Koalitiounsvertrag vun 2018:

« L'ère numérique n'offre pas seulement des chances, mais présente aussi des risques sous forme de cyberattaques, qui ciblent souvent les informations personnelles. Les mécanismes de protection de l'État et des données lui confiées par les citoyens et les entreprises contre les cyberattaques seront examinés et renforcés. Les investissements dans la sécurité des infrastructures informatiques critiques seront poursuivis en vue d'une meilleure protection contre les cyberattaques et en vue de faire du Luxembourg un "safe haven" à l'échelle internationale. »

Et ass kloer, datt zu dësen „investissements dans la sécurité des infrastructures informatiques critiques" och d'Ausbildung vu Cybersécherheetsexperte gehéiert. D'Héichschoulbildung, net just zu Lëtzebuerg, mee allgemeng an Europa, huet sech an der Vergaangenheet awer nëmme lues un d'Techindustrie ugepasst, déi sech permanent verännert. Beräicher wéi digital Forensik, Kryptographie an Ethical Hacking hunn sech als Studiegäng bis elo net an deem Mooss etabléiert an duerchgesat, wéi dat am Hibléck op déi ëmmer méi grouss Geforen am Beräich Cybersécherheet de Fall misst sinn. Ëmsou méi stellt sech d'Fro, wéi eis Héichschoulen an Zukunft hire Bäitrag am Kontext vun der nationaler Strategie géint Cyberkriminalitéit leeschte kënnen.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir Digitaliséierung an un den Här Héichschoulminister:

1. Wat mécht d'Regierung konkreet, fir d'Studien an d'Carrièren am Cybersécherheetssecteur ze promouvéieren?

2. Wéi vill Leit hei am Land ginn am Ablack an deem Secteur ausgebilt? Kann d'Regierung Informatioune ginn, wat de Profill vun dëse Leit ugeet?

3. Wéi schätzt d'Regierung am Beräich Cybersécherheet d'Ofhängegkeet vu Lëtzebuerg vun eisen Nopeschlänner am Speziellen a vum Ausland am Allgemengen an?

Réponse commune (02.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Et gëtt effektiv eng staark a steigend Demande fir ICT-Profiller an domat och fir Kompetenzen an der Cybersécherheet. Et ass en Defi, fir déi spezialiséiert Leit auszebilden an unzezéien, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee an der ganzer EU. Eng Etüd vun Eurostat[17] huet festgestallt, dass an der EU d'Unzuel vu Leit, déi als ICT-Spezialisten ugestallt sinn, am Zäitraum vun 2011 bis 2020 ëm 50,0 % an d'Luucht gaangen ass - dat ass bal néngmol méi wéi d'Hausse vum gesamten Emploi (5,5 %). Schätzungen no bräicht d'EU bis 2030 20 Mio ICT-Experten, déi zemools Kompetenzen an der Cybersécherheet, an de Cloudtechnologien, an an der Datenanalys hunn. Den Zuele vun Eurostat no läit Lëtzebuerg op Plaz 4 an der EU, wat de Prozentsaz vun IT-Experten an der aktiver Bevëlkerung ugeet.

An deem Sënn ginn zu Lëtzebuerg ëmmer méi Formatiounen am Beräich vum ICT an an der Cybersécherheet ugebueden. D'Universitéit Lëtzebuerg offréiert eng Rei vu Formatiounen iwwer d'Cybersécherheet, an dat am Kader vun hire Studieprogrammer am Beräich vun der Informatik, déi an der Fakultéit vun de Wëssenschaften, Technologien a Medezin (FSTM) ugebuede ginn.

De „Bachelor in Computer Science" offréiert zwee Coursen am Beräich Informatiksécherheet an de „Bachelor in Applied Information Technology" offréiert ee Cours an deem Beräich. De „Bachelor in Computer Science" zielt iwwregens eng ronn 40 bis 50 nei Studente pro Joer, an de „Bachelor in Applied Information Technology" eng ronn 55 bis 80 nei Studente pro Joer.

D'FSTM bitt och de „Master in Information and Computer Science" un, wou de Programm een obligatoresche Modüll am Beräich Informatiksécherheet enthält an och eng Spezialisatioun am Beräich Cybersécherheet offréiert. Dëse Masterprogramm zielt eng ronn 30 bis 50 nei Studente pro Joer. Zousätzlech bitt d'FSTM och nach zwee Masteren an der Weiderbildung un, mat jeeweils zéng bis 15 neie Studente pro Joer: de „Master in Information System Security Management", dee spezifesch a Richtung Cybersécherheet orientéiert ass, an den neie „Master in Technopreneurship", dee spezifesch a Richtung Normalisatioun orientéiert ass an doduerch eng staark Komponent Cybersécherheet enthält.

Doriwwer eraus ginn eng signifikant Unzuel un Doktoranden an der Informatik vun der FSTM an dem „Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust" a ganz pousséierten Aspekter vun der Cybersécherheet ausgebilt.

D'Universitéit Lëtzebuerg forméiert also souwuel eng steigend Unzuel un Informatiker, wou d'Cybersécherheet e wichtegen Deel vum Programm ausmécht, wéi och e Grupp vu Studenten an Doktoranden, déi sech am Domaine Cybersécherheet spezialiséieren.

Et sief awer och signaléiert, dass am Juni dëst Joer e Studiegang am Beräich Cybersécherheet um Niveau vum BTS (Brevet de technicien supérieur) vum Ministère fir Héichschoul a Fuerschung akkreditéiert gouf, deen ab dem Studiejoer 2021/2022 am Lycée Guillaume Kroll (LGK) ugebuede gëtt. Dësen neie BTS- Programm ass op d'Beräicher vun de Sécherheetskonzepter an der Sécherheetsgestioun axéiert, a preparéiert d'Studente gezielt op d'Gestioun an d'Ëmsetzung vun der operationeller Cybersécherheet an engem beruffleche Ëmfeld.

De Service Information études supérieures vum Ministère fir Héichschoul a Fuerschung informéiert am Allgemenge beschtméiglech iwwer déi verschidde Studieprogrammer, déi vun den Universitéiten an Héichschoulen am In- an Ausland ugebuede ginn, an iwwer déi domat verbonne Beruffsperspektiven. Dat gëllt natierlech och fir d'Ausbildungsméiglechkeeten an d'Beruffsweeër am Beräich vun der Cybersécherheet.

Nieft der genannter Offer u Formatioune gëtt och op d'Sensibilisatioun gesat, fir Jonker fir Beruffer am ICT, der Wëssenschaft an der Technologie ze begeeschteren. Och méi Frae solle fir den ICT Secteur gewonne ginn, do maachen Associatioune wéi „Women Cyber Force" oder „Women in Digital Empowerment" eng wichteg Aarbecht. Securitymadein.lu huet doriwwer eraus och e Partenariat mat Cyberwayfinder.com an d'Weeër geleet fir Beruffstäteger, déi de Beruff wëlle wiesselen, op déi digital Beruffer ze reorientéieren.

Verschidde staatlech Administratiounen a Servicer, wéi zum Beispill de GOVCERT, d'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) oder de Service de renseignement de l'État (SRE), beschäftegen Experten an der Cybersécherheet a bidden hinnen entspriechend Carrièresperspektiven.

Et gëtt och Wäert dorop geluecht, datt déi Experten am Kader vun hirer Aktivitéit beim Staat déi néideg Weiderbildungsméiglechkeeten offréiert kréien. Dëst ass grad am Domaine vun der Cybersécherheet vu permanenter Wichtegkeet.

Déi dofir zoustänneg staatlech Servicer assuréieren deen héchstméigleche Schutz am Domaine vun der Cybersécherheet fir eis staatlech Institutiounen, eis Bierger an eis wirtschaftlech Acteuren. D'Zesummenaarbecht an den Echange mat hiren entspriechenden auslänneschen Homologen ass natierlech e feste Bestanddeel vun hirer alldeeglecher Aarbecht, wann ee weess, datt Menacen am Cyberberäich sech net no Landesgrenze riichten.

Question 5197 (09.11.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **restructuration chez DuPont :**

Déi amerikanesch Chimiesfirma DuPont huet ugekënnegt, am Kader vun enger Restruktureierung vum Betrib an den nächste Joren zwee Wierker zu Lëtzebuerg ze verkafen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Wirtschaftsminister gär dës Froe stellen:

1. War den Här Minister am Virfeld iwwert dëse Schrëtt informéiert?

2. Wäert d'Regierung dëse Prozess begleeden, fir opzepassen, datt et net zu engem Ofbau vun Aarbechtsplaze wäert kommen?

Réponse (09.12.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Zu den Attributioune vum Wirtschaftsministère gehéieren ënnert anerem déi ekonomesch Entwécklung an Diversifikatioun vum Land, genee ewéi d'Promotioun vu Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert. An deem Kontext ass de Wirtschaftsministère den Uspriechpartner fir all Zorte vu Betriber, déi sech zu Lëtzebuerg wëllen nidderloossen, respektiv hir Aktivitéiten hei am Land wëllen ausbauen oder ëmstrukturéieren.

Dofir ass de Wirtschaftsministère och virun der offizieller an ëffentlecher Matdeelung vun der betraffener Entreprise informéiert ginn, dass verschidden Aktivitéitsberäicher vun DuPont vum Grupp verkaaft solle ginn. Dozou gehéiert d'Bedeelegung vum Grupp an der Joint Venture DuPont Teijin Films, grad ewéi och d'Hytrel Wierk zu Conter.

Et gehéiert generell net zu der Zoustännegkeet vum Wirtschaftsministère, fir sech a Vertragsverhandlungen, eventuell Transaktiounen oder soss an Diskussioune ronderëm déi strateegesch Ausriichtung vu Betriber aktiv ze implizéieren.

Am Interêt vun der wirtschaftlecher Entwécklung a vum Erhale vun den Aarbechtsplaze vum Grupp zu Lëtzebuerg, bleift de Wirtschaftsministère an engem Kontakt mat der Lëtzebuerger Direktioun vun DuPont, fir den Dossier genee ze suivéieren.

Question 5200 (09.11.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **vaccination « booster » pour les personnes ayant reçu la dose unique du vaccin Janssen :**

Et ass jo mëttlerweil recommandéiert, datt Leit, déi mam Janssen-Impfstoff geimpft goufen, eng souge-

[17] https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=ICT_specialists_in_employment#Number_of_ICT_specialists

nannt Boosterimpfung mat engem ARN-Messager-Impfstoff solle gemaach kréien, fir besser géint de Covid-19 geschützt ze sinn. D'Meenunge ginn awer weltwäit auserneen, wat eng Zweet-oder Drëttdosis ubelaangt fir Leit, déi scho mam Covid-19 infizéiert waren an eemol mam Janssen-Impfstoff geimpft goufen.

Wëssend, datt „Long-Covid" net ze ënnerschätzen ass, an d'Leit an deem Sënn mussen adequat informéiert ginn, géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi schätzt d'Regierung eng Zweet- oder Drëttdosis a bei Persounen, déi schonns mam Covid-19 infizéiert waren an eemol mam Janssen-Impfstoff geimpft goufen? Wat sinn an deem Fall der Regierung hir Recommandatiounen?

Réponse (13.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Leit, déi mat Johnson & Johnson eemol geimpft waren, sollen eng zweet Dosis mat engem mRNA-Impfstoff kréien. Et ass dovun auszegoen, dass dës Leit no weidere sechs Méint e Booster brauchen. D'Regierung wäert sech do op en Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses baséieren, esoubal dee virläit.

Leit, déi eng Infektioun haten, an dono eng eenzeg Impfung kritt hunn, sollen och e Booster sechs Méint no dëser Impfung maachen.

Question 5201 (09.11.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **incidents avec des renards :**

An de leschten Deeg a Woche goufen am Raum Kielen e puer Leit vun engem Fuuss gebass. D'Verhale vum Fuuss respektiv de Fiiss gëtt vun der Naturverwaltung als „ongewéinlech" agestuft. Gläichzäiteg seet d'Naturverwaltung awer, dass dat Verhalen och domat kéint zesummenhänken, dass Leit wëll Déiere géife fidderen - bewosst oder onbewosst.

Am Kader vun de beschriwwene Virfäll wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Ëmweltministesch eng Lëscht mat alle Virfäll, bei deene Leit vun engem Fuuss gebass goufen, virleeën - opgeschlësselt no Zäitpunkt a Regioun?

2. Kann d'Madamm Ëmweltministesch d'Ausso vum Responsabele vun der Naturverwaltung mat Fakte beleeën, dass Leit wëll Déiere bewosst oder onbewosst fidderen?

3. Wa jo, wou goufen déi Fäll vu Fidderung enregistréiert? A mat wat goufen d'Fiiss gefiddert?

4. Wann net, op wat baséiert sech d'Naturverwaltung bei hiren Aussoe géintiwwer der Press?

5. Wéi eng allgemeng Recommandatioune gedenkt d'Madamm Ëmweltministesch via d'Naturverwaltung erauszeginn, fir de Problem mat de Fiiss an de Gréff ze kréien?

6. Wéi huet sech d'Populatioun vun de Fiiss zu Lëtzebuerg am Allgemengen an de leschten zéng Joer entwéckelt?

Réponse (09.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Follgend Fäll sinn der Naturverwaltung (ANF) bekannt: 2021 zu Kielen (3 x).

ad 2. Zu dësem Theema ginn et Studien, z. B. eng aus der Schwäiz, déi weist, datt bis zu 85 %[18] vun den Haushalter d'Fiiss bewosst oder onbewosst fidderen. Et gëtt kee Grond dovunner auszegoen, datt dëst zu Lëtzebuerg net änlech sollt sinn.

D'Verhale vu verschiddenen eenzele Fiiss ass just duerch Fidderen ze erklären. Ouni Nahrungsangebot gëtt et fir ee Fuuss wéineg Grond, sech an der Géigend vun Haiser opzehalen. Ouni direkt Fiddere quasi aus der Hand gëtt et fir e Fuuss kee Grond, sech ganz no u Mënschen erunzebeweegen. Dëst bedeit net zwangsleefeg, dass déi Leit, déi vun engem Fuuss erfouert goufen, oder am rezente Fall vu Kielen, gepëtzt goufen, och déi selwecht Leit sinn, déi de Fuuss gefiddert hunn.

ad 3. + 4. D'Naturverwaltung kritt reegelméisseg Meldunge per Telefon vu Bierger, déi sech iwwert hir Nopere bekloen, datt dës Fiiss oder Wäschbiere fidderen, meeschtens mat Hondsfudder oder Haushaltsreschter. Och Bildmaterial (Foto a Video) vu sou Fäll huet d'Naturverwaltung.

ad 5. Et gëtt kee generelle Problem mat de Fiiss. Bei de Virfäll zu Kielen handelt et sech ëm Virfäll mat engem Fuuss, mat engem eenzegen Individuum. Et wier falsch, vun engem eenzegen Individuum Réckschlëss ze zéien op ee ganze Bestand. Sou Generalisatioune sinn bei de Fiiss, genau esou ewéi bei de Mënschen, net opportun.

Fiiss notzen Dierfer a Stied, déi an hire Liewensraum an an hir Sträifgebidder gebaut ginn, eebe mat, esou wéi vill aner Déierenaarten och, z. B. bei de Mamendéieren den Igel, de Steemarder, Raten, etc., a bei de Vullen d'Märel, verschidde Meesenzorten, d'Routbrëschtchen, etc. Déi lokal Problemer, déi et mat Fiiss gëtt, si meeschtens mënschegemaacht. D'Naturverwaltung beréit d'Leit scho säit ganz laangem iwwert en ugepasstend Verhale visa-vis vu wëllen Déieren an den Uertschaften. Aus dësem Grond huet d'ANF Informatiounsbroschüren (z. B. iwwert de Fuuss, de Steemarder, Bilchen, etc.) ausgeschafft. Weiderhi kläert si reegelméisseg iwwert d'Fiddere vu wëllen Déieren op, a beréit déi concernéiert Bierger.

Dat wichtegst Element bei dëser Thematik ass, datt déi wëll Déieren net gefiddert ginn (bewosst oder onbewosst). Dobäi spillt d'Sensibiliséierung also eng entscheedend Roll. Heibäi ass awer och unzemierken, dass et gesetzlech verbueden ass, de Fuuss an de Wäschbier ze fidderen, well déi zwou Aarten op der Annex vum Juegdgesetz stinn, se deemno als Wëld klasséiert sinn, an den Artikel 11 vum Juegdgesetz seet: « Le nourrissage qui consiste dans l'apport d'une alimentation supplémentaire au gibier est interdit. »

ad 6. Vu datt keng Bestandsopnam virläit, ass et net méiglech, heizou eng Ausso ze maachen.

[18] Contesse, P., Hegglin, D., Gloor, S., Bontadina, F. & Deplazes, P. (2004). The diet of urban foxes (Vulpes vulpes) and the availability of anthropogenic food in the city of Zurich, Switzerland. Mammalian Biology, 69 (2), 81-95.

Question 5202 (09.11.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**introduction de frais de dossier à l'Université du Luxembourg :**

Le 25 octobre 2021, l'Université du Luxembourg a annoncé sur son site Internet l'introduction dès février 2022, de frais de dossier à hauteur de 50 € à charge des étudiant.e.s voulant soumettre leur demande d'admission dans un programme d'étude.

Selon la communication officielle de l'université, ces frais de dossier serviraient à « contribuer à l'administration des demandes d'admission [...] ». En échange de 50 €, l'université souhaite également « [...] assurer aux candidats une expérience d'admission positive ».

Les frais de dossier sont facturés pour chaque demande d'admission à un programme d'études pour l'année 2022-2023. Le nombre de demandes d'admission est limité à trois programmes. En cas de non-admission, les frais ne sont pas remboursés.

Bien que l'université précise que ces frais de dossier s'appliqueront à « tous les candidats étudiants », il existe de nombreuses exceptions, également mentionnées dans la communication officielle.

Partant, je voudrais par souci de clarté poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de l'introduction par l'Université du Luxembourg de frais de dossiers pour le traitement des demandes d'inscription ?

2) Existe-t-il actuellement un manque de ressources humaines ou autres moyens au niveau de l'administration universitaire pour la gestion des demandes d'inscription ?

3) Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

4) Monsieur le Ministre songe-t-il à d'autres moyens que les frais de dossier à charge des étudiant.e.s pour optimiser la gestion administrative des demandes d'inscription ?

5) Quelle part de la contribution financière de l'État dans l'intérêt de l'Université du Luxembourg est allouée au fonctionnement de l'administration de l'université ?

6) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer plus précisément les postes budgétaires de l'Université du Luxembourg vers lesquels la contribution de l'État a été allouée en indiquant également les montants respectifs ?

7) Monsieur le Ministre peut-il me dire à quel montant s'élèveraient les recettes générées par les frais de dossiers, selon les estimations de l'Université du Luxembourg ?

8) Monsieur le Ministre peut-il me préciser qui seront au final les élèves concernés par le paiement de frais de dossier ?

Réponse (09.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

À partir de l'année académique 2022-2023, l'Université du Luxembourg introduira des frais de dossier fixés à 50 euros par dossier d'admission. L'Université du Luxembourg a pris cette mesure administrative après consultation du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de la délégation des étudiants de l'Université du Luxembourg ainsi que de l'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois (ACEL) et de l'Union nationale des étudiants du Luxembourg (UNEL).

Ces frais de dossiers seront facturés pour chaque demande d'admission à un programme d'études à partir de février 2022. De plus, aucun candidat ne pourra postuler à l'admission dans plus de trois programmes d'études de l'université (équivalents à des frais de dossiers de 150 euros au maximum).

Les étudiants dont la candidature sera acceptée et qui s'inscrivent dans un programme d'études verront les frais de dossier déduits de leurs frais d'inscription au premier semestre. Les frais de dossier ne seront pas remboursés si le dossier de candidature est rejeté.

Depuis l'introduction de l'inscription numérique au printemps 2021, l'université est confrontée à une forte augmentation du nombre de candidatures incomplètes ou multiples, qui à l'analyse se révèlent non éligibles. Ces demandes massives créent un retard de traitement pour le service d'admission.

À titre d'illustration, il faut noter que l'université inscrit chaque année environ 2.000 nouveaux étudiants en bachelor et en master. Pour l'année académique 2021-2022 seule, l'université a reçu environ 25.000 demandes d'admission pour les programmes de bachelor et master, dont quelque 15.000 étaient éligibles et environ 10.000 non éligibles. À l'instar de mesures similaires prises par de nombreuses autres universités, l'introduction de frais de dossier vise à limiter le nombre de candidatures non éligibles et à concentrer les efforts des services sur les candidatures éligibles et complètes ainsi que sur le processus d'inscription dans son ensemble. Cette mesure n'a donc pas été prise par manque de ressources. Elle a pour but d'améliorer la qualité et l'efficacité du processus d'admission. Aucune autre mesure n'est prévue à cet égard.

Comme expliqué précédemment, cette mesure est moins une question de coût que d'efficacité. Les candidatures sont traitées dans un premier temps par le Service des études et de la vie étudiante (SEVE), dont l'équipe d'admission comprend sept postes ETP (équivalent plein-temps). Puis, les dossiers sont traités dans les facultés par le personnel des différents programmes d'études, avant d'être évalués individuellement par les directeurs d'études ou des comités d'études. De nombreux services et de nombreux centres de coûts sont donc impliqués dans cette procédure pour laquelle il est difficile d'identifier un seul poste budgétaire et un montant précis.

Or, il est toutefois probable que le nombre de candidatures non éligibles diminuera considérablement. Les frais de dossier s'appliqueront à tous les candidats étudiants, quels que soient leur nationalité ou pays de résidence.

Les frais de dossier ne s'appliqueront pas aux étudiants qui progressent d'une année d'études à la suivante à l'intérieur de leur programme d'études. Ils ne s'appliqueront pas non plus aux candidats étudiants inscrits à l'université qui ont accompli leur programme d'études avec succès et qui souhaiteraient poursuivre leurs études à l'Université du Luxembourg (par exemple lors du passage d'un programme de bachelor à un programme de master).

Les frais de dossier ne s'appliqueront pas non plus aux études doctorales, ni aux formations complémentaires menant à des certificats, ni aux auditeurs libres. Seront également exempts de frais de dossier les étudiants ayant intégré l'Université du Luxembourg dans le cadre de conventions internationales avec des universités partenaires, ainsi que les étudiants en mobilité à l'Université du Luxembourg dans le cadre d'un programme Erasmus+.

Question 5203 (09.11.2021) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant les **incidents avec des renards :**

Nous constatons que les renards pénètrent de plus en plus les jardins et propriétés privés dans nos villages et villes. À Kehlen plusieurs personnes auraient même été mordues par un ou plusieurs renards.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Combien d'animaux (poules, lapins, veaux, agneaux etc.) ont été tués par les renards pendant les dernières cinq années ?

2) Quel est le dommage économique pour les agriculteurs et les éleveurs de petits animaux causé par les renards ?

3) Combien de renards ont été testés récemment dans le cadre de la surveillance des maladies animales ? Quelles maladies ont été détectées auprès de ces renards testés ? Quelle est notamment l'évolution de cas de maladie de Carré et d'échinococcose constatés chez les renards ?

4) Vu l'évolution récente, Madame et Monsieur les Ministres ne jugent-ils pas nécessaire de réguler à nouveau la population des renards ?

Réponse commune (09.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le nombre d'animaux tués par des renards est difficile à préciser, car la plupart des attaques par un renard surtout sur la volaille ne sont pas signalées.

Le nombre d'attaques de renards sur des animaux de rente qui ont été notifiées à l'Administration des services vétérinaires sont :

En 2016 : 3 veaux ;
En 2017 : 9 veaux, 3 agneaux et 1 volaille ;
En 2018 : 13 veaux ;
En 2019 : 4 veaux ;
En 2020 : 1 veau.

ad 2) Le montant du dommage économique est difficile à chiffrer puisqu'il n'y a pas d'information sur le nombre précis d'animaux (surtout concernant la volaille) qui ont été tués par un renard.

ad 3) Le Laboratoire de médecine vétérinaire de l'État analyse une centaine de renards par an en vue de la surveillance des maladies animales surtout en ce qui concerne les zoonoses (maladies transmissibles à l'homme : rage, trichinose, échinococcose).

Le nombre de renards analysés en 2020 et 2021 (les analyses sont tributaires de la présence des tissus à analyser et de leur état) sont :

2020 :

- 79 cadavres de renards ont été déposés au laboratoire, 5 cadavres étaient inutilisables
- 67 renards analysés pour la rage, tous négatifs
- 69 renards analysés pour la trichinose, tous négatifs
- 68 renards analysés pour l'échinococcose, 12 positifs (17,6 %)

2021 :

- 102 cadavres de renards ont été acheminés au laboratoire
- 96 renards analysés pour la rage, tous négatifs
- 98 renards analysés pour la trichinose, tous négatifs
- 97 renards analysés pour l'échinococcose, 21 positifs (21,6 %).

En plus des trois zoonoses, 56 cadavres ont été analysés pour la maladie de Carré et 34 analyses étaient positives, ce qui constitue un pourcentage de 60 %.

L'évolution de la prévalence du ténia du renard se fait depuis des années avec des fluctuations naturelles, avec une tendance à augmentation malgré la chasse au renard jusqu'à l'année cynégétique 2014-2015, tel qu'on peut le voir dans le graphique suivant :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4) Une étude menée autour de l'agglomération nancéienne publiée fin 2017 dans la revue scientifique internationale « Preventive Veterinary Medicine » a montré 1. que le tir intensif de renards sur trois ans n'a pas eu d'impact mesurable sur la densité de l'espèce, ce qui s'explique en partie par la déstructuration de la population et une meilleure survie des jeunes au vu des territoires libérés par le tir, et 2. qu'avec une augmentation du tir de renards, on observe également une augmentation de la prévalence du ténia du renard, parasite responsable de l'échinococcose, qui peux s'expliquer par un pourcentage plus élevé de jeunes renards dans la population, qui eux sont plus susceptibles d'être contaminés le parasite.

Vu les connaissances scientifiques actuelles, montrant que la chasse au renard n'a pas d'effet régulateur sur la densité de l'espèce et semble même contreproductive en relation avec la prévalence du parasite, la chasse au renard est fortement à déconseiller.

Question 5205 (10.11.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **maison « Max Goergen » à Wilwerwiltz :**

An hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3784 vum 5. Mäerz 2021 huet d'Regierung mir preziséiert (Ministère vun der Educatioun a Jugend, de Finanzen, der Kultur an den ëffentleche Bauten), datt si eventuell gewëllt wier, préiwen ze loossen, ob een d'Max Goergen Haus zu Wëlwerwolz fir Wunnzwecker notze kéint.

An deem Kader wollt ech dem Här Wunnengsbauminister follgend Froe stellen:

- Ass den Här Minister scho mat enger eventueller neier Affektatioun vum Max Goergen Haus zu Wëlwerwolz befaasst ginn?

- Wa jo, wat fir een Acteur huet den Här Minister mat enger Demande oder souguer engem konkreete Projet befaasst?

- Wier et denkbar, datt een dëst Haus notze kéint, fir et jonke Leit zur Verfügung ze stellen, déi op der Sich no enger bezuelbarer Wunneng sinn?

- Gouf et och scho Gespréicher mat der Gemeng Kiischpelt an dësem Kontext?

Réponse (10.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Bis elo ass de Wunnengsbauminister nach net mat enger Affektatioun befaasst ginn.

Question 5206 (10.11.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **reclassement de zones de sports et de loisirs pour y installer des « Tiny Houses » :**

An hirer gemeinsamer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5089 zum Sujet Tiny Houses hunn d'Madamm Inneministesch an den Här Wunnengsbauminister preziséiert, dass generell e Reklassement vu Parzellen ënnert verschiddene Konditiounen u sech ëmmer méiglech wier, sou z. B. dann och d'Ëmklasséiere vun enger „zone de sports et de loisirs - camping [REC-CA]" an eng „zone d'habitation 1 [HAB-1]", wou een dann och Tiny Houses kéint opriichten. Bei enger Parzell an der Gréngzon kéimen awer nach eng Rei zousätzlech Ufuerderungen derbäi, zum Beispill déi noutwendeg Ëmweltstudien an den Accord vum Ëmweltministère.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister stellen:

1. Musse fir eng Ëmklasséierung vun enger „zone de sports et de loisirs - camping [REC-CA]", déi wäit ausserhalb vum Bauperimeter läit, mee wou all néideg Infrastrukture wéi Waasser, Stroum, Ofwaasserkanal etc disponibel sinn, spezifesch Ëmweltstudien duerchgefouert ginn oder kann dës Zon ouni Weideres an eng „zone d'habitation 1 [HAB-1]" ëmklasséiert ginn?

2. Wann Ëmweltstudië bei enger Ëmklasséierung vun enger „zone de sports et de loisirs - camping [REC-CA]", déi wäit ausserhalb vum Bauperimeter läit, an eng „zone d'habitation 1 [HAB-1]" néideg sinn, welch Ëmweltstudië wieren heifir erfuerderlech?

Réponse (13.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Eng Ëmklasséierung vun enger REC-CA an eng HAB-1 fält als eng Ännerung vun engem Flächennotzungsplang (PAG) ënnert den Artikel 2.3 vum modifizéierte Gesetz vum 22. Mee 2008 iwwert d'Bewäertung vun den Auswierkunge vu bestëmmte Pläng a Programmer op d'Ëmwelt (Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement).

An deem Fall ass vun der Gemeng ze préiwen an ze argumentéieren, ob et sech ëm eng „modification mineure" oder ëm eng „utilisation de petites zones au niveau local" handelt, duerch déi keng considerabel Auswierkungen op d'Ëmwelt ze erwaarde sinn. De Minister fir Ëmwelt gëtt dozou ëm säin Avis gefrot. Et ass also eng Fall-zu-Fall-Entscheedung an dofir kann och keng pauschal Äntwert op d'Fro zu der Noutwendegkeet vun enger strateegescher Ëmweltpréiwung am Fall vun enger Ëmklasséierung vun enger REC-CA an eng HAB-1 geliwwert ginn.

ad 2. Falls eng strateegesch Ëmweltpréiwung fir dat genannte Beispill néideg ass, sinn a Form vun engem Ëmweltbericht déi Inhalter ze liwweren, wéi se am Artikel 5 vum genannte Gesetz definéiert sinn. Ob fir d'Erstelle vum Ëmweltbericht spezifesch Etüde fir eng verdéiften Analys vu bestëmmte Sujeten noutwendeg sinn, gëtt an engem spezifeschen Avis nom Artikel 6.3 vum modifizéierte Gesetz vum 22. Mee 2008 festgeluecht.

Question 5208 (11.11.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**installation d'un appareil IRM :**

Un élu de la circonscription vient d'annoncer sur les réseaux sociaux la livraison d'un appareil IRM dans la commune de Grevenmacher en informant que cet appareil sera opérationnel début 2022.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quelle est la structure qui accueillera l'IRM en question ?

2) La loi hospitalière définissant notamment les conditions de l'installation de matériel lourd dans les structures médicales est-elle respectée le cas échéant ?

3) Étant donné qu'aucune nomenclature n'existe actuellement pour les actes d'IRM en milieu extrahospitalier, selon quels tarifs médicaux les actes seront-ils facturés ?

4) Le personnel (ATM et autres) qui est amené à travailler dans cette nouvelle structure sera-t-il engagé sous le statut de la convention collective de travail des hôpitaux (CCT FHL) ?

5) L'installation en milieu extrahospitalier d'un appareil IRM nécessite-t-elle une autorisation ministérielle, voire l'accord de la Commission permanente du secteur hospitalier ? Un tel accord a-t-il le cas échéant été donné par ladite commission ?

6) Quels sont les critères qui doivent actuellement être respectés pour l'installation d'IRM en milieu extrahospitalier ?

7) Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis que le matériel d'imagerie médicale lourd devrait être installé selon un concept général prenant en compte aussi bien les besoins de la population que la répartition géographique ?

8) Une analyse des besoins a-t-elle été réalisée ou est-elle prévue sur le territoire national afin d'utiliser d'une façon efficiente les ressources disponibles et de promouvoir la qualité des soins ainsi que l'accès équitable de tous les citoyen*nes à une prise en charge de qualité ?

Réponse commune (16.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Le Ministère de la Santé a émis en date du 7 octobre 2021 une autorisation en matière de radioprotection à l'attention du G.I.E. Centre Médical Potaschberg pour la mise en œuvre des pratiques visant l'utilisation de générateurs de rayons X, l'exposition à des fins médicales suivant les spécifications et finalités décrites dans la liste des générateurs de rayons X autorisés.

En effet, une IRM ne tombe pas sous la législation en matière de radioprotection, car la technologie à la base de l'IRM n'utilise pas de source de rayonnements ionisants. Toutefois, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a émis, dans le cadre des dispositions en matière d'établissements classés pour la partie qui relève de ses compétences et de celles de l'Inspection du travail et des mines, une autorisation Commodo pour l'IRM puisqu'il s'agit d'une installation émettrice d'ondes électromagnétiques.

Cette autorisation Commodo pour l'IRM a été accordée au G.I.E. Centre Médical Potaschberg.

D'après l'article 2 du règlement grand-ducal du 12 juin 2004 fixant les normes pour un service d'imagerie médicale travaillant avec un tomographe à résonance magnétique nucléaire, l'IRM est à installer dans un service d'imagerie médicale au sens de la loi hospitalière.

Étant donné que le G.I.E. Potaschberg n'est pas un établissement hospitalier au sens de l'article 1er de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, il ne saurait remplir les conditions d'installation prévues au règlement grand-ducal du 12 juin 2004 précité.

En milieu extrahospitalier, une IRM n'est pas autorisable, faute de base légale.

C'est également la raison pour laquelle un financement couvrant les frais de l'infrastructure, de l'équipement et du personnel d'une IRM fait défaut, la nomenclature des actes et services des médecins ne prévoyant que les tarifs couvrant l'acte intellectuel du médecin. Il s'agit des positions 8E61 à 8E66 selon la partie du corps visé. Les tarifs afférents s'élèvent à 162,90 €.

Le statut du personnel qui sera engagé par cette nouvelle structure dépend du statut de la structure. L'art. 2 point B de la CCT FHL stipule que :

« La présente convention collective de travail règle les conditions de travail et de rémunération de tous les salariés sous contrat de travail dans :

1. Un établissement ou partie d'établissement luxembourgeois ou étranger qui relève du champ d'application de la loi du 8 mars relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, tel que défini par l'article 1er de ladite loi.

2. Ne font pas partie du champ d'application de la présente convention les salariés tombant sous le champ de la "Convention collective de travail des salariés du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains" aussi longtemps que lesdits salariés tombent sous ce champ d'application.

3. Un établissement ou partie d'établissement luxembourgeois ou étranger membre de la "Fédération des hôpitaux luxembourgeois ASBL" (FHL).

4. Les dispositions de la présente convention collective de travail seront d'application automatique également pour les établissements qui rejoindront la Fédération des hôpitaux luxembourgeois après signatures.

[…]

Une entité de droit luxembourgeois ou étranger, quelle que soit sa forme juridique, correspondant à un objectif de mutualisation de ressources au sein d'une structure, ayant comme objet social exclusivement une mission de prestations médicales, de prestations de soins ou de prestations de services hospitaliers pour un ou plusieurs établissements hospitaliers tombant sous le champ d'application de la loi sur les établissements hospitaliers. Les dispositions de la présente convention collective de travail sont également d'application pour le personnel de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois ASBL. »

Selon le statut de la structure, le cadre juridique s'appliquant au personnel salarié est également susceptible de varier, sous réserve toutefois de l'autonomie des parties signataires de la convention.

Suite aux discussions menées au Gesondheetsdësch, une proposition d'organisation nationale d'une prise en charge de certains soins ambulatoires dans le contexte de diagnostics non invasifs (imagerie) sur des sites dédiés est en cours d'élaboration. Cette proposition prend en compte les besoins de la population en termes d'accès équitable à une prise en charge de qualité, tout en veillant à une répartition géographique adéquate.

Question 5209 (11.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **travail forcé des ouïghours :**

D'chineesesch Provënz Xinjiang ass ee vun de Siidlungsschwéierpunkte vum Vollek vun den Uiguren. Dës Provënz ass och fir hire Bamwoll-Ubau bekannt an de Verdacht steet am Raum, dass d'Uigure vun de chineeseschen Autoritéiten zu Zwangsaarbecht op de Bamwollfelder gezwonge ginn, wouwéinst Marke wéi H&M, virun e puer Méint decidéiert hunn, keng Bamwoll méi aus dëser Provënz ze kafen. Deeler vun der Esquel Group, engem vun de gréissten Textillhiersteller op der Welt, goufe wéinst de selwechte Virwërf vun den USA op eng schwaarz Lëscht gesat. Dëse Grupp beliwwert ënnert anerem Marke wéi Hugo Boss, an och Lidl steet wéinst Filialen an der Regioun an der Kritik.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. De Minister huet an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3509 erklärt, dass d'Regierung d'Entwécklungen an der Provënz Xinjiang géif genee suivéieren an thematiséieren. Wéi an a wat fir engem Kader huet Lëtzebuerg dëse Sujet dëst Joer thematiséiert?

2. Hat Decisioun vun den USA, fir verschidden Textillhiersteller op eng schwaarz Lëscht ze setzen, bis elo een Afloss op Lëtzebuerg? Falls jo, wéi een Impakt hat dës Decisioun fir d'Importquantitéiten aus dëser Regioun?

3. Ass de Minister der Meenung, dass dëse Fall ee weidert Beispill ass, dat weist, firwat d'EU a Lëtzebuerg e Liwwerkettegesetz brauchen? Wou ass dësen Dossier am Moment an der EU drun?

4. De Minister hat am Kader vun der Aktualitéitsstonn iwwert d'Pegasus-Software erkläert, dass Lëtzebuerg selwer géif aktiv ginn, falls d'EU-Memberstaate sech net op en Text fir ee Liwwerkettegesetz eenegen an d'Prozedur op EU-Niveau net weiderkënnt. Hie sot och, dass een net nach zwee Joer kéint waarden, ouni dass eppes geschitt. Wéi vill Zäit wäert de Minister den EU-Autoritéiten nach araumen, fir esou eng Direktiv op de Wee ze bréngen?

Réponse commune (13.12.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3509 uginn, mécht d'Regierung hir Suerg ëm de Respekt vun de Mënscherechter, ënner anerem am Xinjiang, reegelméisseg an de bilaterale Kontakter mat de chineeseschen Autoritéite kloer. Dëst Joer ass de Sujet zum Beispill an engem Telefonsgespréich tëscht dem Ausseminister Jean Asselborn a sengem chineeseschen Homolog, dem Här Wang Yi, den 9. Mäerz 2021, souwéi bei engem Gespréich vum Minister Asselborn mat der chineesescher Ambassadrice de 25. Mäerz 2021, a bei enger Entrevue vum Aussen- an Europaminister Jean Asselborn mam spezielle Vertrieder fir Europäesch Ugeleeënheete vun der chineesescher Regierung, dem Wu Hongbo, de 24. November 2021, thematiséiert ginn. An dëse Kontexter gouf och op d'Wichtegkeet vun enger Visitt vun der Héijer Kommissärin vun der UNO fir d'Mënscherechter am Xinjiang higewisen.

Lëtzebuerg engagéiert sech och am multilaterale Kader, sief et am Kader vun den Aarbechte vum Mënscherechtsrot zu Genève oder vun der Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen zu New York, fir op de beonrouegenden Ëmgang mat de Minoritéiten opmierksam ze maachen an eis Meenung kloer ze soen, zesumme mat gläichgesënnte Länner. An der 46. Sessioun vum UNO-Mënscherechtsrot am Februar 2021 huet den Aussen- an Europaminister Jean Asselborn seng Suerg iwwer d'Diskriminéierung vun den Uiguren an d'Fro vun der Zwangsaarbecht am Xinjiang kloergemaach. Am Mäerz 2021 huet de lëtzebuergeschen Ambassadeur itinérant fir d'Mënscherechter zesumme mat néng aneren europäesche Mënscherechtsambassadeuren zur Gewalt géint uiguresch Fraen a China Stellung geholl. Am Juni huet Lëtzebuerg sech enger gemeinsamer transregionaler Deklaratioun iwwer de Xinjiang ugeschloss, déi am Kader vun der 47. Sessioun vum UNO-Mënscherechtsrot vu Kanada am Numm vu 44 UNO-Memberstaate presentéiert gouf. Am Hierscht huet Lëtzebuerg an der drëtter Kommissioun vun der UNO-Generalversammlung eng weider gemeinsam transregional Deklaratioun iwwer d'Situatioun am Xinjiang matgedroen.

ad 2. Unhand vun den aktuelle Statistike léisst sech keen Impakt vun dësen amerikanesche Mesuren op Lëtzebuerg ofliesen.

ad 3. Lëtzebuerg war eent vun den éischte Länner, déi sech op europäeschem Niveau fir en europäeschen Text, deen eng Suergfaltsflicht fir Entreprisë virgesäit, agesat hunn. Den europäesche Kommissär fir d'Justiz Didier Reynders, deem seng Servicer den Ament zesumme mat deene vum Kommissär fir de Bannemaart Thierry Breton eng Direktiv ausschaffen, huet bei senger Visitt an der Chamber, de 15. November 2021, ënnerstrach, datt versicht gëtt, den Text sou séier wéi méiglech virzestellen.

ad 4. Op nationalem Niveau gouf en interministerielle Comité ënnert der Koordinatioun vum Ausseministère geschaaft, fir d'Haaptfroen iwwert eng méiglech gesetzlech Verankerung vun enger Suergfaltsflicht a Saache Mënscherechter fir Entreprisen zu Lëtzebuerg ze analyséieren an der Regierung e Rapport ze maachen. D'Resultat vun dëser Aarbecht soll et erméiglechen, Bausteng fir e Gesetzestext auszeschaffen. Bis dohinner läit idealerweis och eng Propositioun vun der Kommissioun fir en europäeschen Text um Dësch a mir kënnen dann, op Basis vun der Viraarbecht, déi scho geleescht gouf, wärend de Verhandlunge mat den anere Staate sécherstellen, dass en zukünftegen EU-Text eise Punkte Rechnung dréit an den Niveau vun Ambitioun kritt, dee mir eis wënschen.

D'Kommissioun huet annoncéiert, deemnächst eng Direktiv ze presentéieren. Sollt et net esou virugoen, wéi mir dat hoffen, géif d'Basis bestoen, fir en eegenen nationale Wee ze goen.

Question urgente 5845 (02.03.2022) de **Mmes Djuna Bernard** et **Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant le **dispositif d'accueil des personnes fuyant la guerre en Ukraine :**

Dans le contexte de la crise migratoire de 2015, le Gouvernement luxembourgeois a mis en place un plan d'urgence d'accueil pour répondre aux besoins urgents du terrain suite à l'arrivée d'un grand nombre de demandeurs de protection internationale au Luxembourg.

Face au conflit en Ukraine - conflit qui « pourrait pousser jusqu'à cinq millions de personnes à fuir au-delà des frontières ukrainiennes » selon une porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés -, il semble essentiel que le Gouvernement prépare l'arrivée possible d'un grand nombre de personnes venant d'Ukraine.

Notons que les ministres de l'Intérieur de l'UE ont souligné lors de leurs discussions le 27 février que l'Europe devra se préparer à une crise humanitaire de proportions « historiques ».

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Le Gouvernement estime-t-il qu'il sera nécessaire de mettre en place un nouveau plan d'urgence d'accueil à l'image de celui activé en 2015 ?

2) L'actuelle capacité d'accueil dans les structures d'hébergement existantes (structures de primo-accueil et structures d'hébergement temporaire) est-elle suffisante pour faire face à un éventuel afflux de personnes au Luxembourg ? Dans la négative, quelles mesures le Gouvernement a-t-il d'ores et déjà pris ou entend-il prendre à court terme pour accroître les capacités d'accueil ?

3) Au vu des événements en Ukraine, combien de communes ont déjà manifesté leur intérêt à soutenir l'État dans l'accueil et l'hébergement des nouveaux arrivants à court terme ? Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre afin d'encourager plus de communes à mettre à disposition de l'État des bâtiments ou terrains pour l'hébergement des personnes précitées dans un futur proche ?

4) Comment le Gouvernement se prépare-t-il pour anticiper le besoin en personnel additionnel pour le traitement des demandes et l'encadrement dans les structures d'hébergement ?

5) Le Gouvernement entend-il mettre en place un organe de coordination pour anticiper la demande de la population ou d'organisations luxembourgeoises voulant soutenir les personnes ayant fui l'Ukraine (p. ex. offres de volontariat, d'hébergement, de dons matériels, etc.) ?

Réponse commune (08.03.2022) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Le réseau d'hébergement pour demandeurs de protection internationale géré par l'Office national de l'accueil (ONA), englobant un peu plus de 4.000 lits au total, est actuellement à saturation complète, avec toutes les structures d'hébergement d'urgence et de réserve disponibles activées et remplies. Tout accueil de personnes déplacées ne peut être réalisé qu'à travers la création de nouvelles places d'hébergement. C'est pourquoi le Gouvernement a mis en place un centre de primo-accueil de 200 lits pour héberger des personnes fuyant la guerre en Ukraine pendant les premiers jours. Ce centre d'accueil d'urgence, ouvert 24h/24, 7j/7, est situé à la SHUK (Structure d'hébergement d'urgence au Kirchberg) à Luxembourg-ville. S'y ajoute un bâtiment de la structure d'hébergement d'urgence multifonctionnelle du Findel, disposant d'une quarantaine de lits, qui a été mis à disposition en urgence par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. Les services responsables sont en train d'étendre les capacités d'hébergement pour l'accueil des nouveaux arrivants sur plusieurs sites sur le territoire luxembourgeois. Le Gouvernement continue de travailler sans cesse à la prospection et à l'identification d'immeubles et/ou de terrains qui se prêtent à la mise en place de structures d'hébergement durables, en collaboration avec les communes. Une analyse des hébergements disponibles à court terme (hôtels, auberges de jeunesse, etc.) est en cours.

En date du 1er mars 2022, la Ministre de l'Intérieur et le Ministre de l'Immigration et de l'Asile, ensemble avec le président du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol), ont lancé un appel aux communes pour la mise à disposition d'immeubles et/ou de terrains. Plusieurs communes se sont manifestées depuis cet appel. L'ONA est en train d'analyser lesdites offres.

Le personnel des ministères et administrations concernés est pleinement mobilisé pour l'accueil et l'encadrement des personnes fuyant la guerre en Ukraine. Le Conseil de Gouvernement a par ailleurs déjà marqué son accord de principe pour des renforts temporaires, si ceux-ci s'avéraient nécessaires.

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes a été désigné autorité de coordination interministérielle pour l'accueil des personnes fuyant l'Ukraine. Pour ce qui est des offres d'assistance de la part de la population ou d'organisations luxembourgeoises, une hotline, gérée par Caritas et la Croix-Rouge luxembourgeoise avec le soutien du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, a été mise en place.

L'assistance consulaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes est disponible pour toute question consulaire en rapport avec les personnes essayant de quitter l'Ukraine ou se trouvant en transit depuis l'Ukraine. Il est renvoyé dans ce contexte au communiqué intitulé „Accueil de personnes fuyant la guerre en Ukraine" diffusé par le Ministère des Affaires étrangères et européennes en date du 3 mars 2022, renseignant également sur les procédures en matière d'introduction d'une demande de protection temporaire par les personnes déplacées en provenance d'Ukraine ou, le cas échéant, d'une autre voie de régularisation de leur séjour au Grand-Duché.

Question urgente 5848 (02.03.2022) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant les **sanctions envers les oligarques russes :**

Suite à l'invasion russe en Ukraine, l'Union européenne a mis en place des sanctions économiques sévères à l'égard de la Russie.

En plus des sanctions économiques à l'égard de l'économie russe, l'UE s'est aussi mise d'accord sur des sanctions visant l'entourage du Président Vladimir Poutine et les oligarques. Ainsi, 26 personnes proches du Président de la Fédération de Russie ont récemment été ajoutées à la liste de personnes sujettes à des mesures restrictives dont notamment le gel des avoirs et une interdiction de voyager dans l'UE.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Premier Ministre :

1) Le Gouvernement dispose-t-il d'informations sur le nombre d'oligarques russes résidents ou qui ont des activités récurrentes au Luxembourg ?

2) Dans quelle mesure et par quels moyens le Gouvernement coopère-t-il avec les autres États membres de l'UE afin d'assurer une bonne mise en œuvre des sanctions à l'égard des oligarques visés ?

3) Quels sont les moyens à disposition du Gouvernement pour sanctionner davantage les oligarques présents au Luxembourg ? Le cas échéant, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend mettre en œuvre en cette matière ?

Réponse commune (09.03.2022) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Les autorités luxembourgeoises n'ont pas de listes recoupant ou combinant les données dont elles disposent ou pourraient disposer, telles que la nationalité, le revenu ou encore d'éventuels liens avec l'étranger ou avec des gouvernements étrangers, sur les personnes physiques résidentes ou actives sur le territoire luxembourgeois. Des recherches dans certains registres tels que celui sur les bénéficiaires effectifs sont possibles dans le respect du cadre prévu par la loi.

ad 2) Le Gouvernement accorde la plus grande importance à une mise en œuvre efficace et cohérente des sanctions européennes dans l'ensemble du marché unique ainsi qu'à la plus grande sécurité juridique possible pour les opérateurs. À cet effet, le Gouvernement coopère étroitement avec les autres États membres de l'UE en suivant les procédures européennes et nationales en vigueur.

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, en charge de la coordination de la mise en œuvre des sanctions, ainsi que le Ministère des Finances et les autorités compétentes luxembourgeoises en charge de la mise en œuvre des sanctions, sont en contact permanent avec les services de la Commission européenne et plus ponctuellement avec certains États membres pour guider les opérateurs luxembourgeois dans la mise en œuvre des sanctions, avec pour objectif que cette mise en œuvre soit pleinement conforme aux objectifs poursuivis par le législateur européen.

ad 3) Les décisions prévoyant l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers ou les décisions prévoyant un cadre de mesures restrictives à l'encontre de personnes physiques ou morales, de groupes ou d'entités non étatiques sont prises au niveau de l'Union européenne, dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune. Le Gouvernement reste très attaché à une mise en œuvre cohérente et uniforme des sanctions décidées par l'Union européenne, qui témoignent de l'unité de l'UE face à l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine.

Question urgente 5850 (02.03.2022) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **cyberattaques sur des infrastructures critiques :**

An de Moiesstonne vum 24. Februar koum et an Däitschland bei ronn 3.000 Wandrieder zum Ausfall vun der Fernsteierung, déi duerch eng Stéierung am Satellittennetzwierk verursaacht ginn ass. De Bedreiwer vun de Satellittennetzwierker no, sinn dës Stéierungen op Cyberattacken op d'Buedeminfrastruktur zeréckzeféieren.

An dësem Kontext géif ech gär follgend Froen un den Här Premier- a Staatsminister an un den Här Verdeedegungsminister stellen:

1. Ass d'Regierung au courant vun den uewe genannten Evenementer an Däitschland?

2. Ass d'Regierung der Meenung, dass déi kritesch Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg genuch géint eventuell Cyberattacke geschützt sinn?

3. Wéi steet et der Regierung no ëm d'Sécherheet vun de Satellittennetzwierker vum Satellittebedreiwer SES?

4. Sinn der Regierung rezent Cyberattacken op d'Satellittennetzwierk vun der SES bekannt?

5. Wéi gedenkt d'Regierung der SES ze hëllefe fir zukünfteg Cyberattacken ofzewieren?

6. Ugesiichts der Tatsaach, dass wéinst den aktuellen Animositéiten tëschent Russland an der NATO verstäerkt mat russesche Cyberattacken ze rechnen ass, wat sinn national, europäesch oder transatlantesch Ustrengunge fir Entreprisen an aner kritesch Infrastrukture géint Cyberattacken ze schützen?

Réponse commune (07.03.2022) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Der Regierung ass bekannt, dass den europäesche Reseau vum Satellittebedreiwer Viasat Europe Limited zanter dem 24. Februar deelweis gestéiert ass. Dës Stéierung vum Satellittenetzwierk huet, ënner anerem, och zum Ausfall um Niveau vun der Iwwerwaachung respektiv Fernsteierung vun de Wandrieder vun der Firma Enercon GmbH an Europa gefouert. Och Wandrieder vun der Lëtzebuerger Firma Soler si betraff. No den Informatioune vum Bedreiwer vun de Wandrieder ass dës Situatioun awer net direkt kritesch fir de Fonctionnement, well d'Wandrierder och ouni Satellitteverbindung bedriwwe kënne ginn.

ad 2. D'Regierung huet besonnesch am Kader vun der Ëmsetzung vun der nationaler Cybersécherheetsstrategie eng Rei vun Initiative geholl, fir eis national kritesch Infrastrukturen op nationalem Niveau géint Cyberattacken ze schützen, respektiv fir d'Bedreiwer vu kritesche Infrastrukturen am Beräich Cybersécherheet ze ënnerstëtzen. Speziell am jëtzege Kontext kéint den nationalen DDoS Scrubbing Center, deen am Fall vun enger gréisserer DDoS Attack géif aktivéiert ginn, vu gréisster Wichtegkeet ginn. Iwwer 30 kritesch Infrastrukturen a wichteg Betriber kënnen haut schonn am Noutfall vun deem Schutz profitéieren.

D'modifizéiert Gesetz vum 23. Juli 2016 iwwert den Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) gesäit vir, dass de Bedreiwer vun enger kritescher Infrastruktur e „Plan de sécurité et de continuité (PSCA)" opstelle muss. Dëse Plang, deen ënnert der Responsabilitéit vum Operateur opgestallt gëtt, soll op Basis vun enger Risikoanalys d'Moossname fir de Schutz, d'Kontinuitéit, d'Resilienz an de Krisemanagement vun der kritescher Infrastruktur definéieren. Den HCPN kann de Bedreiwer an deem Kontext Recommandatiounen zoukomme loossen. Et ass awer de Bedreiwer hir Verantwortung fir ze decidéieren, wéi eng Moossnamen ëmgesat gi fir d'Sécherheet vun der kritescher Infrastruktur ze assuréieren.

Allgemeng ass d'Appreciatioun déi, dass d'Bedreiwer vu kriteschen Infrastrukture gutt opgestallt sinn am Beräich vun der Cybersécherheet, fir a Friddenszäiten hir Servicer adequat kënnen ze assuréieren.

Mat dem Ausbrieche vum Krich an der Ukrain huet sech d'Sécherheetslag an Europa awer fundamental geännert, esou dass och zu Lëtzebuerg d'Cybersécherheetsdispositiver un déi nei Situatioun ugepasst ginn (cf. Iescht Fro).

ad 3. D'SES als eegestänneg kommerziell Firma hëlt hir Responsabilitéit iwwert Sécherheetsfroen op operationellem Niveau. Fir relevant Informatiounen an Decisioune gëtt de Verwaltungrot - an deem de Staat och vertrueden ass - informéiert an involvéiert, esou wéi dat bei private Firme virgesinn ass. D'SES ass sech de Risike grad an dësem Moment absolut bewosst an hëlt esou wäit wéi méiglech Precautiounen.

ad 4. Wéi all aner gréisser Entreprise ginn et ëmmer erëm Cyberattacken - och an Netkrisenzäiten. A ganz eenzelne Fäll kann een net ausschléissen, dass déi net komplett vun Ufank un ofgewiert kënne ginn. Duerch d'Moossnamen, déi en place sinn, gouf et awer bis elo keen Impakt vun esou Attacken - wa Problemer optriede géifen, ginn déi generell ganz séier erkannt, isoléiert an ouni Schued geléist.

ad 5. D'SES ka wéi all aner Firma zu Lëtzebuerg vun den sëllege Servicer am Beräich Cybersécherheet profitéieren, déi notamment vu Securitymadein.lu proposéiert ginn. Och am Beräich vun der Ofwier vu gréisseren DDoS Attacke géint d'Infrastrukture vun der SES zu Lëtzebuerg schafft d'Regierung mat der SES zesummen.

ad 6. Déi national Cybersécherheetsautoritéite sinn agebonnen an den internationale Netzwierker fir Cybersécherheet vun der Europäescher Unioun, der NATO an anere weltwäit agéierenden Organisatiounen. Si stinn am Moment an engem permanenten Austausch mat dësen Netzwierker an halen d'Evolutioun vun der Situatioun genee am A.

Aktuell musse mer vun engem erhéichten Niveau vun der Menace ausgoen. Et ass allerdéngs zu dësem Moment keng akut Bedroung vun der Cybersécherheet a Lëtzebuerg ze erkennen.

Op nationalem Niveau ass d'„Cellule d'évaluation du risque cybernétique - CERC" aberuff ginn, fir déi aktuell Situatioun vun der Menace zu Lëtzebuerg ze suivéieren a gegeebenefalls zousätzlech Moossnamen ze ergräifen.

De GovCert huet d'Bedreiwer vu kriteschen Infrastrukture kontaktéiert, fir se op den erhéichten Niveau vun der Menace opmierksam ze maachen. Si kruten zousätzlech Recommandatioune matgedeelt an un d'Häerz geluecht, hir Systemer besonnesch aktiv ze iwwerwaachen an all Anomalie direkt ze mellen.

Et sief nach drop higewisen, dass Lëtzebuerg am Fall vun enger massiver Cyberattack géint eist Land kéint, am Kader vum Kooperatiounsaccord mat der NATO, Appell un d'Ënnerstëtzung vun der NATO maachen.

Den ILR huet d'Operateure vun essenzielle Servicer genau wéi vun Telekomsbetrieber ëm ee reegelméissege Reporting vun Opfällegkeeten am Cyberdomaine gebieden, dat fir een enke Suivi vun der Situatioun ze maachen an, fir de Fall vun Anomalien, esou séier wéi méiglech kënnen ze reagéieren.

Do dernieft ginn d'Operateuren iwwert déi rezent Entwécklunge vu Cyberincidente mat Hëllef vun engem wëchentleche Rapport vun der ENISA informéiert, a se kréien d'bonnes pratiques an der Cybersécherheet ausgedeelt.

Am Kader vun dem Gesetz iwwert d'Sécherheet vun de Reseauen an informatesche Systemer ass ee Suivi vun den nationalen Autoritéite virgesinn, fir déi strukturell an technesch Moossnamen, déi déi betraffen Operateuren ergräifen, nozekucken an eventuell Lacunne festzestellen.

Och am Kader vun der Cyberdefensestrategie, déi am Aklang mat der nationaler Cybersécherheetsstrategie geschriwwe gouf, hu kritesch Infrastrukture Méiglechkeeten, fir sech beschtméiglech op Cyberattacken ze preparéieren an ze schützen (z. B. mat Weiderbildungen, Exercicen, Kooperatiounen an Austausch tëschent Experten asw.).

Op transatlanteschem/NATO-Niveau goufen och eng Rei Moossname getraff, déi déi kritesch Infrastrukture vun den Alliéierte mat ofdecken. Esou zum Beispill den „NATO Cyber Defence Pledge", wou d'NATO-Memberlänner versprach hunn, eng Rei Moossnamen ëmzesetzen, déi d'Cybersécherheet vum Land a senge kriteschen Infrastrukture verbessert. D'NATO evaluéiert all Joer, wat d'NATO-Memberlänner an engem Joer ëmgesat hunn. Des Weidere gëtt et och um Niveau vun der NATO d'Méiglechkeet, sech mat anere Länner zu verschiddenen Themen auszetauschen, esou zum Beispill iwwert den NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence (CCDCOE), an deem och Lëtzebuerg Member ass.

Question urgente 5855 (02.03.2022) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **accusations contre Frontex :**

Laut dem Spiegel huet déi Europäesch Behörd fir Bedruchsbekämpfung (OLAF) schwéier Virwërf géint d'Spëtzepersonal vun der EU-Grenzschutzagentur Frontex erhuewen. Esou sollen dräi Leit aus der Frontex-Féierung géint EU-Regularitéite verstouss hunn, wouropshin OLAF dem Verwaltungsrot vu Frontex un d'Häerz geluecht huet Disziplinarmoossnamen ze ergräifen. De 7. Mäerz soll dëse Rot, wou Lëtzebuerg och e Vertrieder stellt, sech zesummesetzen an et zu enger Decisioun kommen. Bei dem Virworf geet et ëm déi bekannten an illegal Pushback-Aktiounen an der griichescher Ägäis, wou Flüchtlinge systematesch vu griichesche Grenzschützer op d'Mier zeréckgeschleppt ginn. Bei dësen Aktioune ware Frontex-Agenten zumindest indirekt dra verwéckelt, soudass de Frontex-Chef Leggeri versicht huet laut dem Spiegel ze „vertuschen", souwéi behaapt huet (och virun dem EU-Parlament) näischt vun dëse Pushbacks ze wëssen a weider wichteg Informatiounen de Grondrechtsbeoptragte vun der Informatiounsagentur zeréckbehalen huet.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Stëmmen dës Informatiounen, dass OLAF schwéier Virwërf géint Frontex erhuewen huet an dass de Verwaltungsrot de 7. Mäerz zesummekënnt?

- Wa jo, wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung a wéi soll de Lëtzebuerger Vertrieder ofstëmmen?

Réponse (08.03.2022) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile, Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Déi Europäesch Behörd fir Bedruchsbekämpfung (OLAF) huet Mëtt Februar en Deel vu senger Enquête iwwert d'Agence Frontex, déi am November 2020 lancéiert gouf, ofgeschloss. Am Kader vun enger extraordinärer Reunioun vum Verwaltungsrot, déi de 25. Februar 2022 zesummekoum, kruten d'Vertrieder vun de Memberstaate mëndlech déi éischt Konklusioune vun der Enquête a méiglech Mesuren, déi kéinte vun der Europäescher Kommissioun an dem Verwaltungsrot geholl ginn, virgestallt.

Déi nächst Reunioun vum Verwaltungsrot iwwert d'Resultater vun der OLAF-Enquête ass effektiv fir de 7. Mäerz 2022 geplangt an de Verwaltungsrot wäert sech och an deenen nächste Wochen intensiv mat dësem Theema befaassen a sech reegelméisseg iwwert Visiokonferenz treffen. Och de Lëtzebuerger Vertrieder wäert do, wéi ëmmer, present sinn an d'Evolutioun vum Dossier genau suivéieren.

De 7. Mäerz wäerten nach keng Decisioune geholl ginn. D'Memberstaaten an d'Kommissioun musse fir d'éischt en Abléck an de Rapport kréien. D'Frontex-Agence, iwwert déi enquêtéiert gouf, mussen och d'Méiglechkeet kréien, Positioun zu den Accusatiounen ze ergräifen.

D'Virwërf si seriö an et mussen adequat Mesurë geholl ginn. Dowéinst muss och séchergestallt ginn, dass keng prozedural Feeler entstinn, déi sech kéinten negativ op d'Resultater an de Suivi vun den Enquêten auswierken.